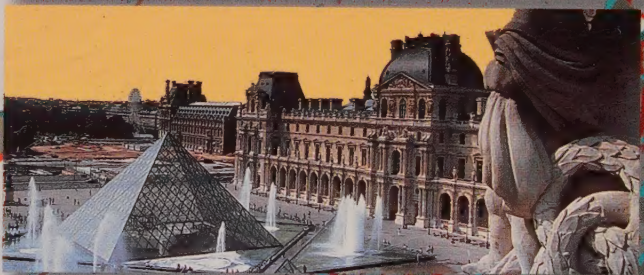
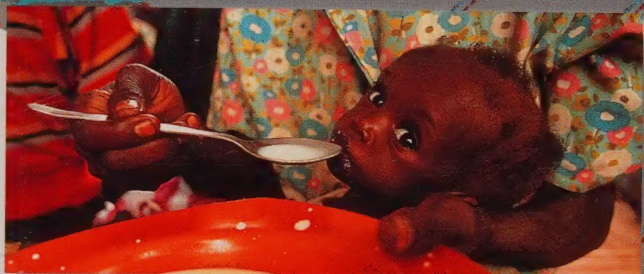


Sous la direction
de Pierre Milza & Serge Bernstein



Histoire

Terminales L, ES, S


HATIER



Digitized by the Internet Archive
in 2024

sous la direction de Serge Bernstein et Pierre Milza
Professeurs d'histoire contemporaine à l'I.E.P. de Paris

Delaney
↑
almost Delaney!

Histoire Terminale

édition 1995

Gisèle Bernstein
Serge Bernstein
Yves Gauthier
Jean Guiffan
Pierre Milza
Professeurs d'histoire

Now you have to learn French!

Christophe

4.1.2000

Création maquette : Jean-Yves Grall

Coordination graphique et mise en page : Christian Blangez

Édition : Maïe Fortin (PUBLIPLUS - Maïe Fortin)

Compogravure : PFC, Dole

Sommaire

Delau nay

PREMIÈRE PARTIE la construction du monde contemporain 10

Chapitre 1

Le monde au lendemain de la Seconde Guerre mondiale 12

A. 1939-1945 : un tournant majeur 14

B. Le monde en 1945 16

C. Un lourd héritage 18

Approfondissement L

D. La mémoire du génocide 20

Dossier

Le sort de l'Allemagne en 1945 24

Chapitre 2

Le modèle communiste : l'U.R.S.S. (1945 au début des années 60) 26

A. Un pays à reconstruire 28

B. Le modèle communiste : le totalitarisme stalinien (jusqu'en 1953) 28

Approfondissement L

C. Le réalisme socialiste : un modèle culturel pour le monde communiste 32

D. La remise en cause du modèle stalinien (1953-1964) 34

Dossier

La pratique du totalitarisme 38

Chapitre 3

L'expansion du communisme dans le monde (1945-début des années 60) 40

A. La formation des démocraties populaires d'Europe (1945-1949) 42

B. Le totalitarisme stalinien dans les démocraties populaires (1948-début des années 60) 44

C. La poussée communiste en Asie (1949-1965) 48

Dossier

1948 : le « coup de Prague » 54

Chapitre 4

Le modèle américain : puissance et influence des Etats-Unis (1945-fin des années 60) 56

A. La suprématie américaine (1945-début des années 60) 58

B. Le chef de file du « monde libre » (1947-début des années 60) 60

C. Les limites de la puissance américaine (les années 60) 62

Approfondissement L

D. Le modèle socioculturel américain 64

Dossier

La prépondérance américaine 68

Chapitre 5

Reconstruction et organisation de l'Europe occidentale (1945-fin des années 60) 70

A. L'Europe sous l'aile américaine (1945-1949) 72

B. La renaissance de l'Europe (1949-1955) 74

C. L'établissement du Marché commun (1957-1969) 76

Approfondissement ES

D. Les débats sur la construction européenne (1945-1969)	78
--	----

Dossier

La Grande-Bretagne, de Gaulle et le Marché commun	82
---	----

Chapitre 6

La fin des empires coloniaux (1945-1975)	84
---	----

A. Les causes de la décolonisation	86
--	----

B. La première vague de décolonisation (1945-1955)	88
--	----

C. La seconde vague de décolonisation (1956-1975)	90
---	----

Approfondissement L

D. La colonisation, remords de l'Occident ?	92
---	----

Dossier

La France et la décolonisation	96
--------------------------------------	----

Chapitre 7

De la guerre froide à la coexistence pacifique (1945-1962)	98
---	----

A. Les débuts de la guerre froide (1945-1947)	100
---	-----

B. La mise en place et l'affrontement des blocs (1947-1953)	102
---	-----

C. Le reflux de la guerre froide (1953-1962)	104
--	-----

Approfondissement L

D. Cultures de guerre froide	106
------------------------------------	-----

Approfondissement ES

E. En marge des blocs : le non-alignement	108
---	-----

Dossier

La politique « d'endiguement »	112
--------------------------------------	-----

DEUXIÈME PARTIE

la croissance et la crise (années 60 à nos jours)	114
--	-----

Chapitre 8

Les progrès scientifiques et techniques jusqu'au début des années 70	116
---	-----

A. L'amplification du progrès scientifique et technique	118
---	-----

B. De la connaissance pure aux sciences appliquées	120
--	-----

C. Les principaux progrès techniques	122
--	-----

Chapitre 9

La croissance économique et ses conséquences sociales (1950-1973)	126
--	-----

A. Les facteurs de la croissance	128
--	-----

Approfondissement ES

B. Le Système monétaire international depuis 1945	130
---	-----

C. L'évolution des secteurs économiques	132
---	-----

Approfondissement ES

D. Le commerce international depuis 1945	134
--	-----

E. Les effets sociaux de la croissance	138
--	-----

F. Inégalités et limites de la croissance	140
---	-----

Chapitre 10

Les rapports Est-Ouest à l'heure de l'équilibre (1962-1973)	144
--	-----

A. De la coexistence pacifique à la détente	146
---	-----

B. La fissuration des blocs	148
-----------------------------------	-----

C. La persistance des conflits périphériques	150
--	-----

Dossier

Le conflit israélo-arabe (de 1947 à 1967)	154
---	-----

Chapitre 11

Une longue crise économique (de 1973 à nos jours)	156
A. La crise des années 70	158
B. Croissance ralentie et crise financière (1979-1995)	160
C. La crise reflète la mutation de l'économie mondiale	162

Approfondissement ES

D. Le chômage : une menace pour la cohésion sociale des pays développés	164
---	-----

Dossier

Le pétrole et l'économie mondiale	168
-----------------------------------	-----

Chapitre 12

L'échec des réformes dans le monde communiste (1958-1993)	170
A. En U.R.S.S. : la stagnation du modèle communiste (1958-1985)	172
B. Dans les démocraties populaires d'Europe : contestation et immobilisme (1968-1985)	174
C. La Perestroïka (1985-1989)	176
D. L'effondrement du communisme en Europe et la mort de l'U.R.S.S. (1989-1991)	178
E. L'échec de l'expérience communiste chinoise (1965-1993)	180

Approfondissement L et ES

F. Le « communisme à la chinoise »	182
------------------------------------	-----

Dossier

La Nomenklatura	186
-----------------	-----

Chapitre 13

Les relations internationales depuis 1973	188
A. La mise en cause des équilibres (1973-fin des années 70)	190
B. Un monde déstabilisé (fin des années 70-1987)	192
C. Le nouvel ordre mondial depuis 1987	194

Approfondissement ES

D. Armements et désarmement à l'ère nucléaire	196
---	-----

Dossier

L'O.N.U. depuis 1945	202
----------------------	-----

TROISIÈME PARTIE la France depuis 1945 204

Chapitre 14

La reconstruction politique et économique de la France (1945-1954)	206
A. La France en 1945 : un pays en ruines	208
B. Une tentative manquée de reconstruction politique	210
C. Une tentative réussie de reconstruction économique	214

Approfondissement ES

D. La découverte de la modernité économique	216
---	-----

Dossier

Les difficultés politiques	220
----------------------------	-----

Chapitre 15

De la IV^e à la V^e République : le tournant politique (1954-1962)	222
---	-----

A. Le facteur du changement : la guerre d'Algérie	224
---	-----

Approfondissement L

B. Les intellectuels et la guerre d'Algérie	228
C. La crise de la IV ^e République (1954-1958)	230
D. La naissance de la V ^e République (1958-1962)	232

Dossier

Naissance de la V ^e République	238
---	-----

Chapitre 16	
La République gaullienne (1958-1969)	240
A. La croissance économique	242
B. Décolonisation et indépendance nationale	244
Approfondissement L	
C. Une politique de la culture	246
D. L'usure de la République gaullienne (1965-1969)	248
Dossier	
La crise de Mai 1968	254
Chapitre 17	
La V^e République de 1969 à nos jours	256
A. La tentative néo-gaulliste de Georges Pompidou (1969-1974)	258
B. Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)	260
C. La tentative de solution socialiste à la crise et son échec (1981-1986)	262
D. Une pratique libérale du pouvoir : le temps des alternances (1986-1995)	266
Chapitre 18	
Mutations sociales et culturelles depuis 1945	272
A. Une société transformée	274
B. Vie sociale et pratiques quotidiennes	276
C. Création et pratiques culturelles	278
Dossier	
La télévision française sous la V ^e République	284
Chapitre 19	
La France dans le monde aujourd'hui	286
A. De l'empire à l'Europe : la mutation des ambitions	288
B. Les moyens de l'influence	290
C. Qu'est-ce que l'identité française ?	294
QUATRIÈME PARTIE	
le monde actuel	298
Chapitre 20	
Le monde occidental : l'aire Atlantique	300
A. Le rayonnement des Etats-Unis	302
B. Les limites de la prépondérance américaine	304
C. L'Europe à la croisée des chemins	306
Dossier	
L'Europe, perspectives d'avenir	310
Chapitre 21	
Le monde occidental : l'aire Pacifique	312
A. Le recul de la prépondérance américaine	314
B. La percée japonaise	316
C. La montée des N.P.I. et l'avenir du Pacifique	318
Dossier	
Les enjeux du Pacifique (1988-1990)	322
Chapitre 22	
Le modèle politique de la démocratie libérale	324
A. Principes et références	326

B. Extension géographique et pratiques de la démocratie libérale	328
C. Les variantes	330
Dossier	
Régimes parlementaire et présidentiel	334
Chapitre 23	
Les sociétés occidentales	336
A. Le cadre de vie	338
B. « Culture » et cultures	340
Dossier	
L'emploi en France.....	346
Chapitre 24	
Sorties du socialisme : un monde en mutation	348
A. La crise du modèle socialiste	350
B. Les difficultés de la démocratie et la montée des nationalismes	352
C. Le difficile passage au marché	354
Approfondissement L et ES	
D. La Russie de Boris Eltsine	356
Dossiers	
L'après-socialisme	359
L'ex-Yougoslavie, un monde dominé par les poussées nationalistes	360
Chapitre 25	
La diversité du tiers-monde	362
A. Qu'est-ce que le tiers-monde ?	364
B. Les grandes aires géoculturelles	366
Dossier	
Sous-développement et action humanitaire	374
Chapitre 26	
Les sociétés du tiers-monde entre tradition et modernité	376
A. Ruraux et citadins	378
B. Identités nationales et systèmes politiques	380
Dossier	
Cultures du tiers-monde	384
Chapitre 27	
Vers une nouvelle civilisation technicienne	386
A. Progrès techniques et crise économique	388
B. Les récents apports des sciences et des techniques	390
C. Progrès techniques et humanisme	394
Chapitre 28	
Croyances et valeurs dans le monde d'aujourd'hui	398
A. Les Eglises chrétiennes entre tradition et modernité	400
B. Le renouveau de l'islam	402
C. La défense des droits de l'homme	406
Dossier	
L'aide au tiers-monde	409

PRÉPARATION AU BAC

*A la fin de chaque chapitre
des fiches bac et des sujets
de bac*

Méthodes

Le commentaire de documents

- I. Situer le document et son auteur 23
- II. Dégager et analyser les thèmes 37
- III. Organiser et rédiger le commentaire 53
- IV. Rédiger la conclusion 67

La dissertation

- I. Cerner le sujet et les idées essentielles 81
- II. Élaborer le plan 95
- III. Organiser et rédiger le développement 111
- IV. Rédiger la conclusion 143
- V. La dissertation avec document complémentaire 283

Les cartes

- Commenter une carte électorale 271
- Commenter une carte historique 373

Sujets corrigés

- Le commentaire de documents 125, 153, 219, 236, 253, 297, 309, 321, 345,
- La dissertation 143, 167, 185, 201, 333, 396

présentation
du manuel

pages d'ouverture

Le sommaire du chapitre

Un document emblématique
de la période et en contrepoint un texte
fondamental

Chapitre 16

La République gaullienne
(1958-1969)

Quel a été l'apport de la présidence du général de Gaulle
à la France des années 60 ?
Comment une dispute des pouvoirs conjuguée a-t-elle ?

sommaire

Table with 2 columns: Topic and Page number. Topics include A. La croissance économique, B. Décolonisation et indépendance nationale, C. L'œuvre de la République gaullienne (1958-1969).



Le général de Gaulle, président de la République (1959-1969), portrait de Roger Chapuis, Paris, musée de l'Élysée

pages de cours

L'essentiel de la partie
en quelques lignes

Avec des pages
d'approfondissements L et ES

Le cours

Des documents illustrant
le thème de la partie

Des questions sur chaque
document de la double-page

une politique, soutenue par un étatisme et la France
se trouve dans une situation de crise. L'effort est grand
pour le général de Gaulle, dont l'œuvre est une œuvre
fondamentale. De ce point de vue, les années gaulliennes
sont une époque de la République française, une époque
de la France.

C. Une politique de la culture

Nommé ministre de la Culture par le général de Gaulle, Jean-Marie Le Gall a mené
une politique de restauration du patrimoine, d'aide à la création et de démocratisation
de la culture dans les provinces, notamment avec les Maisons de la culture.

André Malraux, ministre
des Affaires culturelles

Une culture de prestige, c'est la culture qui est
la culture de la France. C'est la culture qui est la culture
de la France. C'est la culture qui est la culture de la France.
C'est la culture qui est la culture de la France. C'est la culture
qui est la culture de la France. C'est la culture qui est la culture
de la France. C'est la culture qui est la culture de la France.

Pour André Malraux, la culture doit être une œuvre
d'art, une œuvre d'art qui est une œuvre d'art. C'est la culture
qui est la culture de la France. C'est la culture qui est la culture
de la France. C'est la culture qui est la culture de la France.
C'est la culture qui est la culture de la France. C'est la culture
qui est la culture de la France. C'est la culture qui est la culture
de la France. C'est la culture qui est la culture de la France.

meilleure volonté par la France. L'œuvre est une œuvre
d'art, une œuvre d'art qui est une œuvre d'art. C'est la culture
qui est la culture de la France. C'est la culture qui est la culture
de la France. C'est la culture qui est la culture de la France.
C'est la culture qui est la culture de la France. C'est la culture
qui est la culture de la France. C'est la culture qui est la culture
de la France. C'est la culture qui est la culture de la France.

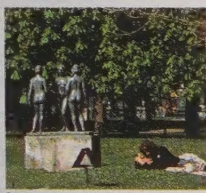
La mise en œuvre de la politique
culturelle

Le général de Gaulle a mené une politique
de culture, une politique de culture qui est une politique
de culture. C'est la culture qui est la culture de la France.
C'est la culture qui est la culture de la France. C'est la culture
qui est la culture de la France. C'est la culture qui est la culture
de la France. C'est la culture qui est la culture de la France.

Le général de Gaulle a mené une politique
de culture, une politique de culture qui est une politique
de culture. C'est la culture qui est la culture de la France.
C'est la culture qui est la culture de la France. C'est la culture
qui est la culture de la France. C'est la culture qui est la culture
de la France. C'est la culture qui est la culture de la France.
C'est la culture qui est la culture de la France. C'est la culture
qui est la culture de la France. C'est la culture qui est la culture
de la France. C'est la culture qui est la culture de la France.



Le ministre de la Culture, Jean-Marie Le Gall



Exposition de la culture dans le jardin de la culture. Cette exposition
a été organisée par le général de Gaulle.

Le général de Gaulle a mené une politique
de culture, une politique de culture qui est une politique
de culture. C'est la culture qui est la culture de la France.
C'est la culture qui est la culture de la France. C'est la culture
qui est la culture de la France. C'est la culture qui est la culture
de la France. C'est la culture qui est la culture de la France.
C'est la culture qui est la culture de la France. C'est la culture
qui est la culture de la France. C'est la culture qui est la culture
de la France. C'est la culture qui est la culture de la France.

Le général de Gaulle a mené une politique
de culture, une politique de culture qui est une politique
de culture. C'est la culture qui est la culture de la France.
C'est la culture qui est la culture de la France. C'est la culture
qui est la culture de la France. C'est la culture qui est la culture
de la France. C'est la culture qui est la culture de la France.
C'est la culture qui est la culture de la France. C'est la culture
qui est la culture de la France. C'est la culture qui est la culture
de la France. C'est la culture qui est la culture de la France.

Mettez au point votre fiche pour le bac

- ### ■ Les mots clés à savoir

[illegible]

Préparez-vous à chaque type d'épreuve du bac

- Un exercice corrigé portant sur la méthode

[illegible]

■ Un exercice d'entraînement à une épreuve de bac avec des questions sur les documents

[illegible]

PREMIÈRE
PARTIE

La construction du monde contemporain

(1945-années 60)



Fernand Léger, *Composition aux oiseaux sur fond jaune*, 1955, huile sur toile, 130x89cm, Biot Musée Fernand Léger (page de gauche, détail)
© RMN - G. BLOT ; © ADAGP-SPADEM PARIS 1995.



Le monde au lendemain de la Seconde Guerre mondiale

Pourquoi la Seconde Guerre mondiale apparaît-elle comme un tournant de l'histoire ?

Quel est son bilan humain, matériel et politique ?

Quelles traces imprime-t-elle dans les esprits jusqu'à nos jours ?

sommaire

A. 1939-1945 : un tournant majeur 14

1. Un conflit pas comme les autres..... 14

2. Le nouveau rapport de forces mondial..... 14

B. Le monde en 1945..... 16

1. Une Europe bouleversée..... 16

2. L'Extrême-Orient après l'effondrement de l'empire japonais 16

3. La montée du nationalisme dans le monde arabe..... 18

C. Un lourd héritage..... 18

1. Des pertes démographiques sans précédent..... 18

2. Des destructions matérielles
et des pertes financières considérables..... 18

3. Un choc moral..... 20

D. La mémoire du génocide..... 20

1. La mémoire enfouie 20

2. Le réveil de la mémoire..... 20

Fiche-bac..... 22

Sujets de bac..... 22

Le commentaire de document (1)..... 22

Dossier..... 24

Le sort de l'Allemagne en 1945..... 24



❶ La libération du camp de concentration de Buchenwald (avril 1945)

Saint-Lô en ruines.
On mesure ici
l'ampleur des
destructions
matérielles de la
Seconde Guerre
mondiale



A. 1939-1945 : un tournant majeur

La Seconde Guerre mondiale a touché tous les pays du monde, elle a atteint, durement, les populations civiles autant que les militaires et a revêtu l'aspect d'une guerre idéologique opposant fascisme, communisme et démocratie. Mais à la fin du conflit les Alliés, Occidentaux et Soviétiques, sont devenus rivaux.

1 Un conflit pas comme les autres

Le second conflit mondial a affecté toute la planète. De la "guerre éclair", en Pologne et en France, à Hiroshima et Nagasaki, en passant par la "guerre du désert" en Libye, les campagnes de Russie, le conflit sino-japonais, la bataille de l'Atlantique et la guerre du Pacifique, la zone des combats a largement débordé le cadre européen.

Non directement touchés par les opérations militaires, les États-Unis et les *dominions* de l'empire britannique ont activement participé à l'effort de guerre ; les pays neutres d'Amérique latine ont été indirectement concernés par le conflit, en bénéficiant d'importantes retombées économiques.

Ce conflit n'a pas été uniquement un affrontement militaire des forces ennemies, mais une guerre totale. On n'avait encore jamais rencontré une telle puissance de destruction, une telle mobilisation économique, scientifique et technique au service de la guerre. L'ampleur des combats et des bombardements, le pillage des pays vaincus et des régions occupées, les sabotages des mouvements de résistance et la "tactique de la terre brûlée" pour retarder l'avance de l'ennemi ont dévasté des zones considérables. Le second conflit mondial a tué autant de civils que de militaires du fait des bombardements aériens sur les villes, de la famine, de la déportation et des massacres.

La Seconde Guerre mondiale fut avant tout un conflit entre des systèmes politiques, ceux qui se réclamaient d'une idéologie fasciste et ceux qui s'y opposaient. Elle ne fut pas une lutte entre nations : des Français, des Belges, des Hollandais, des Norvégiens, des Espagnols, des Croates... ont combattu aux côtés de l'armée nazie, le plus souvent par antibolchevisme car ils voyaient dans l'Allemagne hitlérienne le meilleur rempart contre le communisme. Des Allemands antinazis, des Italiens an-

tifascistes et des Espagnols antifranquistes ont combattu les forces de l'Axe dans les mouvements de résistance ou dans les armées alliées.

2 Le nouveau rapport de forces mondial

À la fin des années 30, la situation internationale était marquée par les ambitions des deux grandes puissances, l'Allemagne et le Japon, dont les appétits expansionnistes en Europe et en Asie déclenchèrent la Seconde Guerre mondiale. Après avoir étendu de façon considérable leur zone d'influence respective, ces deux pays se sont retrouvés sur la défensive et ont dû laisser l'initiative aux Alliés dès 1943. Bien avant la fin du conflit, des rencontres au sommet entre les trois "Grands" (Royaume-Uni, États-Unis, U.R.S.S.) et des conférences internationales (Bretton Woods en juillet 1944, San Francisco en avril-juin 1945) ont commencé à préparer le cadre des relations économiques et internationales de l'après-guerre.

Mais la "Grande Alliance" contre le nazisme, conclue entre Occidentaux et Soviétiques en 1941, est toujours restée très conflictuelle, tant sur les choix stratégiques pour venir à bout de l'ennemi commun que sur la configuration du monde d'après-guerre. La délimitation des futures frontières de l'Europe et des zones d'influence respectives entre Occidentaux et Soviétiques a ainsi fait l'objet de nombreuses et âpres discussions à Téhéran (novembre 1943), Moscou (octobre 1944), Yalta (février 1945) et Potsdam (juillet-août 1945).

L'effondrement final de l'Allemagne (mai 1945) et du Japon (septembre 1945) a immédiatement fait place à un nouveau rapport de forces au plan international s'inscrivant dans une rivalité croissante entre les deux principaux vainqueurs de la guerre : États-Unis et U.R.S.S. On passe ainsi presque sans transition de la "Grande Alliance" à la guerre froide (voir chap. 7).



3 1939 : la carte de l'Europe avant la guerre

4 La Seconde Guerre mondiale dans l'histoire

S'il y a des lieux de mémoire, il y a aussi des moments de mémoire et la Seconde Guerre mondiale est, de ce point de vue, un moment essentiel : celui où se nouent tous les enjeux du xx^e siècle et dont les échos façonnent les mentalités contemporaines. C'est un moment où l'histoire de l'Europe a atteint des sommets dans l'horreur ; un moment où se sont affirmées des idéologies comme le racisme et l'antisémitisme qui, sous des formes parfois à peine renouvelées, resurgissent périodiquement dans le paysage politique européen. Ce qu'il y a de significatif dans le processus symbolisé par Auschwitz, c'est qu'on a voulu, en tournant le dos, au cœur même de l'Europe, aux acquis de la civilisation européenne, nier l'humain dans l'homme. C'est en cela que la Seconde Guerre mondiale a une portée universelle.

G. Kantin et G. Manceron,
Les Échos de la mémoire,
Le Monde-Éditions, 1991.

5 Churchill raconte le partage des Balkans

En octobre 1944, Russes (Staline et Molotov) et Britanniques (Churchill et Eden) se rencontrent à Moscou. Les Anglais acceptent de laisser la Pologne sous influence soviétique, tandis que les Balkans font l'objet d'un étrange marchandage, relaté ici par Churchill.

sions et des agents dans ces pays. Évitions de nous heurter pour des questions qui n'en valent pas la peine. En ce qui concerne la Grande-Bretagne et la Russie, que diriez-vous d'une prédominance de 90 % en Roumanie pour vous, d'une prédominance de 90 % en Grèce pour nous, et de l'égalité, 50/50, en Yougoslavie ?

Pendant que l'on traduisait mes paroles, j'écrivis sur une demi-feuille de papier :

- Roumanie :	
Russie	90 %
Les autres	10 %
- Grèce :	
Grande-Bretagne.....	90 %
(en accord avec les États-Unis)	
Russie	10 %
- Yougoslavie :	50-50 %
- Hongrie :	50-50 %
- Bulgarie :	
Russie	75 %
Les autres	25 %

Je poussai le papier devant Staline à qui la traduction avait alors été faite. Il y eut un léger temps d'arrêt. Puis il prit son crayon bleu, y traça un gros trait en manière d'approbation et nous le rendit. Tout fut réglé en moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire (...).

W. Churchill, Mémoires, Plon, 1949.

Analyser

Document 3. Quels sont les territoires annexés par l'Allemagne en 1939 ?

Quels sont les territoires annexés par l'Italie en 1939 ? Comment expliquez ces annexions ?

Quels sont les pays alliés ou amis de l'Allemagne en septembre 1939 ? Expliquez les raisons qui ont poussé chacun d'eux à se rapprocher de l'Allemagne.

Quels sont les États adversaires de l'Allemagne en 1939 ? Rappelez quel a été le sort de chacun d'entre eux. Les pays neutres le sont-ils tous restés ? Indiquez le sort de certains d'entre eux.

Document 4. Pourquoi la Seconde Guerre mondiale constitue-t-elle un moment essentiel de l'histoire ? Quels étaient les acquis de la civilisation européenne ? En quoi ont-ils été bafoués ?

Document 5. Repérez sur la carte la région des Balkans et relevez quels sont les participants du marchandage. Quel nouveau rapport de forces international apparaît ?

Réglons nos affaires des Balkans. Vos armées se trouvent en Roumanie et en Bulgarie. Nous avons des intérêts, des mis-

B. Le monde en 1945

L'Europe sort bouleversée de la guerre et sa partie centrale et orientale se retrouve soumise à l'occupation et à l'influence soviétiques. Dévastée, épuisée économiquement, elle est devenue un enjeu des relations internationales. En Asie, l'effondrement de l'empire japonais et la ruine de la Chine laissent le champ libre aux "super-Grands". Mais, dans les colonies d'Asie et le monde arabe, le nationalisme se développe.

1 Une Europe bouleversée

L'Europe centrale et orientale sort profondément bouleversée du conflit. La conséquence majeure de la guerre est, dans cette région, l'influence dominante de l'Union soviétique. Ses armées victorieuses lui permettent d'annexer, en plus de tous les territoires dont elle s'était emparée en 1939-1941 (Carélie finlandaise, pays Baltes, Russie blanche polonaise, Bessarabie et Bukovine roumaines), le Nord de la Prusse-Orientale avec Königsberg (qui devient Kaliningrad) et la Ruthénie subcarpatique tchécoslovaque.

En compensation des annexions opérées à son détriment, la Pologne reçoit le reste de la Prusse-Orientale, la Prusse-Occidentale, la haute Silésie (territoires enlevés à l'Allemagne). La Pologne subit ainsi un glissement de 200 km vers l'ouest ; sa frontière avec l'Allemagne (non reconnue alors par les Occidentaux) se trouve fixée le long du fleuve Oder et de son affluent la Neisse. Les autres pays occupés par l'Armée rouge ne connaissent que quelques modifications secondaires de frontières.

Mais le monde s'interroge sur le sort futur des pays occupés par les Soviétiques : Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie, Hongrie, Bulgarie et les zones d'occupation soviétiques en Allemagne et en Autriche.

Affaiblie et ébranlée, l'Europe occidentale n'enregistre que des modifications mineures de frontières qui n'affectent que les vaincus. L'Italie perd ses territoires conquis depuis le début du XX^e siècle (notamment ses possessions de la rive occidentale de l'Adriatique). De même, l'Allemagne doit renoncer à toutes ses annexions de l'époque hitlérienne, mais si son territoire est largement amputé à l'est, il conserve son intégrité à l'ouest.

Pour l'Allemagne se pose même le problème de sa survie : dévastée, traumatisée par la défaite, occupée, sans gouvernement et sans autorités légales, promise au démembrement territorial et au démantèlement industriel, elle s'interroge sur son sort futur. L'Italie est dans un état de misère et de dénuement décrit de façon saisissante dans les premiers chefs-d'œuvre du cinéma néoréaliste (*Sciuscià*, *Le Voleur de bicyclette*...). Exsangue et épuisée, la France entreprend une difficile reconstruction. Occupée par les armées alliées et enjeu de la lutte des deux super-Grands pour la domination mondiale, l'Europe continentale a cessé de compter en 1945.

Quant au Royaume-Uni, s'il sort vainqueur de la guerre,

c'est dans un état d'affaiblissement tel qu'il ne peut continuer à jouer le rôle de "troisième Grand" qu'il tenait encore à Yalta et à Potsdam. Comme les autres pays d'Europe occidentale, il se placera bientôt sous la protection militaire américaine.

2 L'Extrême-Orient après l'effondrement de l'empire japonais

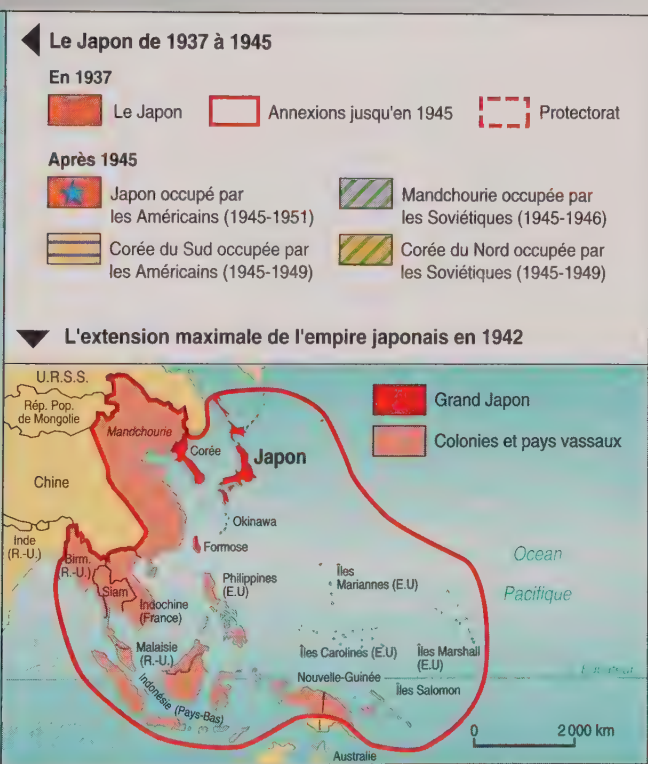
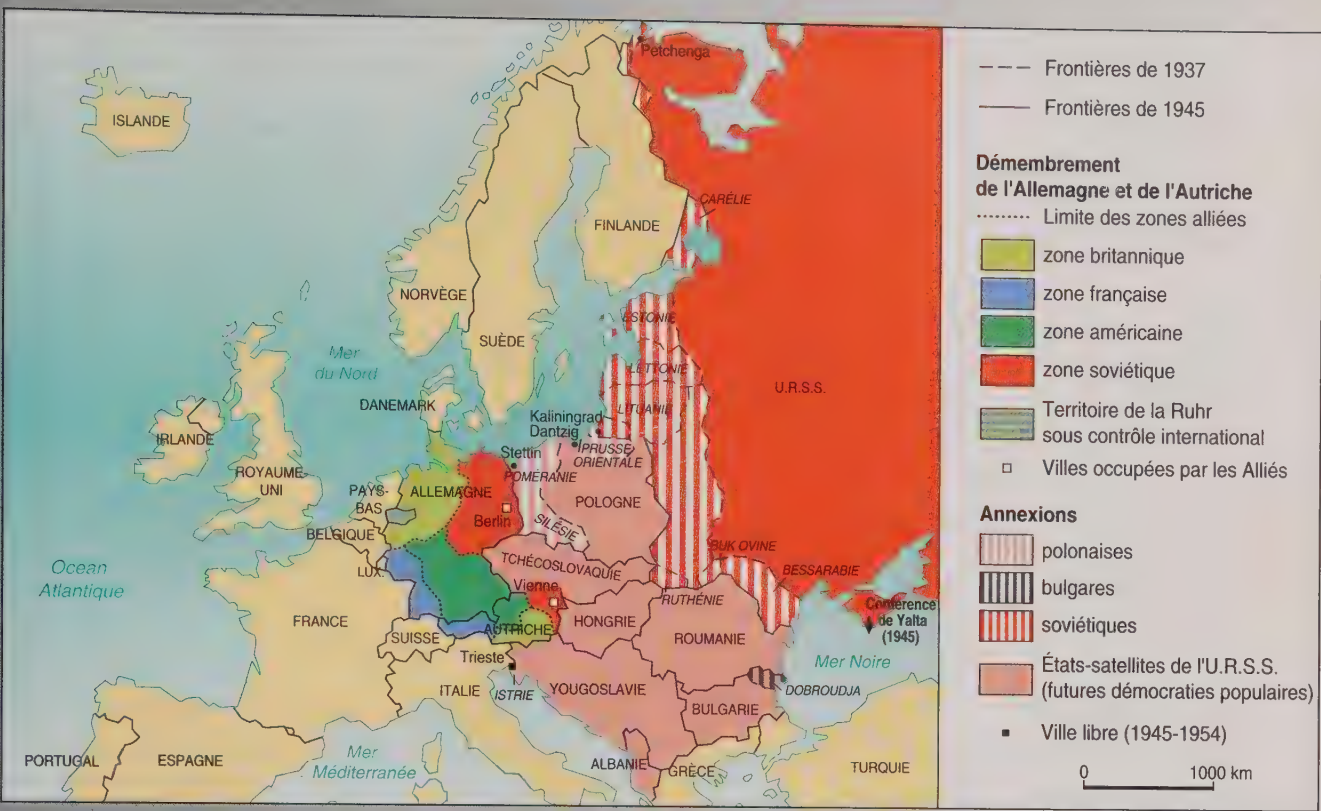
Vaincu et occupé, le Japon perd toutes ses conquêtes récentes mais aussi toutes ses possessions extérieures acquises depuis la fin du XIX^e siècle. La Chine récupère ainsi Formose (Taïwan), la Mandchourie et les territoires occupés lors de la longue guerre sino-japonaise. L'U.R.S.S. retrouve le Sud de l'île Sakhaline, qui avait été abandonnée par le régime tsariste en 1905, et s'empare des îles Kouriles. Quant à la Corée, promise à l'indépendance, elle est coupée de part et d'autre du 38^e parallèle en deux zones d'occupation (soviétique au nord, américaine au sud).

Le grand empire nippon n'est plus en 1945 qu'un archipel en ruines, qui connaît une misère profonde et dont les croyances et les certitudes se sont effondrées. Son empereur, clé de voûte et symbole de son organisation politique, doit renoncer à ses prétentions divines et n'est plus que le porte-parole des ordres américains.

En Chine, qui fait partie du camp des vainqueurs, l'économie est détruite et l'administration a disparu. La corruption mine le gouvernement de Tchang Kaï-chek et, en dépit d'un accord de façade, les hostilités sont pratiquement ouvertes entre les nationalistes du Guomindang (au pouvoir depuis 1925) et les communistes de Mao Zedong.

Dans les colonies de l'Asie du Sud-Est où ils ont encouragé le nationalisme, le retrait des Japonais s'accompagne d'un sursaut anticolonialiste qui menace l'autorité des métropoles (Indochine et Indonésie).

En Extrême-Orient, l'affaiblissement de la Chine et du Japon ainsi que les difficultés des puissances coloniales laissent donc le champ libre aux deux super-Grands. L'équilibre des forces joue au profit des États-Unis qui occupent seuls le Japon : le général MacArthur y fait figure de véritable proconsul et entreprend de reconstruire le pays sur de nouvelles bases. Les Soviétiques, eux, outre la Corée du Nord, occupent encore la Mandchourie en 1945 ainsi que Dairen et Port-Arthur et disposent de solides zones d'influence en Asie du Sud-Est.



Analyser

Document 6. Comparez la carte de l'Europe en 1945 à celle de 1939 (doc. 3 p. 15), où les principales modifications se situent-elles ?

Document 7. Rappelez quel était le projet japonais en Asie à la fin des années 30. Quel commencement de réalisation a-t-il reçu en 1937 ?

Quel projet le Japon a-t-il suivi durant la guerre ? Quel est, en 1945, le résultat de cette entreprise ?

3 La montée du nationalisme dans le monde arabe

Né au Moyen-Orient, le nationalisme arabe commence également à se développer dans les pays du Maghreb, où il remet en cause la colonisation européenne. Au Moyen-Orient, où l'influence britannique reste forte, les

principaux points de tension entre Soviétiques et Occidentaux, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, concernent la Turquie et l'Iran. Mais, surtout, se manifeste dans cette région une volonté d'affirmer l'identité du monde arabe face aux tutelles étrangères et au sionisme juif par la création de la **Ligue arabe**, en mars 1945.

C. Un lourd héritage

Le conflit a provoqué dans le monde entier une véritable saignée démographique et entraîné de vastes transferts de population. Les destructions matérielles et les pertes financières sont considérables. Mais, surtout, la guerre a donné lieu à une entreprise systématique de destruction de la vie humaine, organisée à grande échelle, à l'aide de méthodes scientifiques. Le choc moral est terrible.

1 Des pertes démographiques sans précédent

La Seconde Guerre mondiale apparaît comme le conflit le plus sanglant de l'histoire. On évalue entre 40 et 50 millions le nombre des victimes. L'Europe, qui compte plus de 30 millions de morts, est de loin le continent le plus meurtri, surtout à l'est, où l'occupation allemande s'est montrée la plus dure, et aussi dans les Balkans, qui ont connu en plus une véritable guerre civile : l'U.R.S.S. et la Yougoslavie ont perdu environ 10 % de leur population, un pourcentage qui s'élève à 15 % pour la Pologne (dont un très grand nombre de Juifs). Cinq millions d'Allemands ont disparu dans le conflit.

Les pertes sont moins élevées dans les pays d'Europe occidentale (entre 1 et 2,5 % de la population) : la France compte environ 600 000 morts, dont près de 400 000 civils (déportés, fusillés, victimes de bombardements...). Quant aux Américains, ils n'ont que des victimes militaires (300 000 morts, soit 0,2 % de la population).

En Asie, on évalue les pertes chinoises entre 6 et 8 millions de personnes et celles du Japon entre 2 et 3 millions.

Aux pertes directes causées par la guerre, il faut ajouter les pertes indirectes liées à la diminution du nombre des naissances.

La Seconde Guerre mondiale a, par ailleurs, entraîné de vastes transferts de population : on estime à 30 millions le nombre de personnes "déplacées" durant le conflit (exode de civils devant l'avance ennemie, expulsion de populations entières, déportations...). L'établissement des nouvelles frontières en 1945 entraînera de nouveaux et importants transferts de population, non seulement en Europe centrale et orientale, mais aussi en Asie (avec le retour de 7 millions de Japonais des territoires extérieurs vers l'archipel nippon).

2 Des destructions matérielles et des pertes financières considérables

Si le Japon a été dévasté par de gigantesques bombardements aériens, c'est l'Europe qui, là encore, connaît les pertes les plus importantes. De nombreuses exploitations agricoles sont détruites ou gravement endommagées, et il faudra plusieurs années pour reconstituer le cheptel en partie décimé. Ce sont surtout les immeubles urbains, les installations portuaires et les axes de communication (voies ferrées et gares, canaux, ponts...) qui ont été la proie des bombardements.

Les usines, "enterrées", dispersées ou mieux protégées par la défense antiaérienne, ont été moins touchées. Ainsi le potentiel industriel de l'Allemagne n'a-t-il diminué que de 20 à 30 % alors que les villes ne sont souvent plus qu'un champ de ruines en 1945.

La Seconde Guerre mondiale a englouti des sommes énormes. Mis à part quelques havres de paix comme la Suisse et la Suède, les pays européens sortent de la guerre ruinés : l'inflation est telle que plusieurs monnaies n'ont pratiquement plus de valeur (en Allemagne, la cigarette américaine finira par servir de moyen de paiement). Bien que vainqueur du conflit, le Royaume-Uni se retrouve en 1945 avec la dette la plus élevée du monde (3,5 milliards de livres, essentiellement envers les États-Unis et le Commonwealth). De son côté, l'Asie du Sud-Est a aussi été fortement touchée.

L'enrichissement de certains pays éloignés des zones de combat contraste avec la ruine financière de l'Europe : l'Argentine, le Brésil, le Canada, et surtout les États-Unis. Leur produit national brut est en augmentation de 154 % par rapport à 1939 en raison, notamment, d'un formidable boom industriel lié à l'effort de guerre. Ils apparaissent comme les principaux bénéficiaires du conflit, détenant à eux seuls, en 1945, les deux tiers du stock d'or mondial.

8 Bilans démographiques comparés des deux guerres

	1914-1918	1939-1945
	pertes totales	pertes totales (dont pertes civiles)
France	1 400 000	600 000 (400 000)
Royaume-Uni	800 000	400 000 (80 000)
Allemagne	1 700 000	5 000 000 (1 200 000)
Pologne		5 800 000 (5 500 000)
Yougoslavie		1 800 000 (1 400 000)
U.R.S.S.	1 700 000	20 000 000 (11 000 000)
États-Unis	115 000	300 000
Japon	300	2 à 3 000 000 (700 000)
Chine		6 à 8 000 000 (?)
Total	8 à 10 millions	40 à 50 millions

9 Himmler et l'extermination des Juifs

Dans ce cercle extrêmement réduit, je me permettrai d'aborder une question qui vous semble peut-être aller de soi, camarades, mais qui a été la question la plus difficile à résoudre de toute ma vie : la question juive. Qu'il n'y ait plus de Juifs dans votre province est pour vous une chose satisfaisante et évidente. Tous les Allemands — sauf quelques rares exceptions — ont bien compris que nous n'aurions pas supporté et que nous ne supporterions pas les bombardements ni les difficultés de quatre, peut-être cinq ou six années de guerre si cette peste qui décompose tout se trouvait encore dans le corps de notre peuple. La phrase "les Juifs doivent être exterminés" comporte peu de mots. Elle est vite dite, messieurs. Mais ce qu'elle nécessite de la part de celui qui la met en pratique, c'est ce qu'il y a de plus dur au monde. Naturellement ce sont des Juifs, ce ne sont que des Juifs, c'est évident (...).

Je vous demande avec insistance d'écouter simplement ce que je dis ici en petit comité et de ne jamais en parler. La question suivante nous a été posée : "Que fait-on des femmes et des enfants ?" Je me suis décidé et j'ai là aussi trouvé une solution évidente. Je ne me sentais en effet pas le droit d'exterminer les hommes — dites, si vous voulez, de les tuer ou de les faire tuer — et de laisser grandir les enfants qui se vengeraient sur nos enfants et nos descendants. Il a fallu prendre la grave décision de faire disparaître ce peuple de la terre. Ce fut pour l'organisation qui dut accomplir cette tâche la chose la plus dure qu'elle

ait connue. Je crois pouvoir dire que cela a été accompli sans que nos hommes ni nos officiers en aient souffert dans leur cœur ou dans leur âme (...).

Discours prononcé devant les Reichsleiter et les Gauleiter à Posen, le 6 octobre 1943.

11 Speer, un homme de "management" au service des nazis

Dans une certaine mesure, Speer est aujourd'hui plus important pour l'Allemagne qu'Hitler, Goering, Goebbels ou les généraux. Ils sont devenus les collaborateurs de cet homme qui, en fait, dirige le gigantesque moteur dont il tire le maximum de rendement. En lui, nous voyons se réaliser parfaitement la révolution des managers. Speer n'est pas un de ces nazis pittoresques et voyants. On ignore même s'il a d'autres opinions politiques que les idées conventionnelles. Il aurait pu adhérer à n'importe quel autre parti, pourvu qu'il lui ait offert du travail et une carrière (...). Il se rapproche beaucoup moins que les autres dirigeants de l'Allemagne d'un modèle typiquement allemand ou typiquement national-socialiste. Il symbolise plutôt un type qui prend une importance croissante dans tous les États en guerre : celui du pur technicien, de l'homme brillant qui n'appartient à aucune classe et ne se rattache à aucune tradition, qui ne connaît d'autre but que de faire son chemin dans le monde

à l'aide de ses seules capacités de technicien et d'organisateur. C'est précisément l'absence de préoccupations psychologiques et morales et la liberté avec laquelle il manie l'effrayante machinerie technique et organisatrice de notre époque qui permettent à ce type d'homme insignifiant de réaliser le maximum à notre époque. Leur heure est venue. Nous pourrions être délivrés des Hitler et des Himmler, mais les Speer resteront encore longtemps parmi nous, quel que soit le sort qui sera réservé à cet homme en particulier.

The Observer, 9 avril 1944, in Albert Speer, Au cœur du IIIe Reich, Fayard, 1971.



10 8 août 1945 : l'explosion atomique de Nagasaki

Analyser

Document 8. Comparez les pertes démographiques des deux guerres mondiales. Analysez les différences entre les deux guerres à partir de ce bilan.

Document 9. Qui est Himmler ? En quels termes parle-t-il des Juifs ? Qu'envisage-t-il ? Pourquoi demande-t-il la discrétion de son auditoire ?

Document 10. Où Nagasaki se situe-t-elle ? En quoi cette explosion constitue-t-elle un événement historique ?

Document 11. Speer était-il nazi ? Quelles étaient ses motivations ?

3 Un choc moral

Le conflit a été marqué par une entreprise de destruction systématique qui laisse loin derrière les innovations meurtrières de 1914-1918. Chaque camp a eu recours à cette "stratégie de la terreur" : les Soviétiques par le massacre d'officiers polonais à Katyn en 1939 et par les exactions de l'Armée rouge en Allemagne à la fin de la guerre ; les Japonais par les traitements inhumains infligés à leurs prisonniers de guerre et par les actions suicide des kamikazes ; les Anglais par l'inutile bombardement de Dresde ; les Américains par l'utilisation de l'arme atomique sur Hiroshima et Nagasaki.

Mais l'Allemagne nazie a atteint le summum de l'horreur : les camps d'extermination, avec leurs chambres à gaz et leurs fours crématoires, l'utilisation massive et systématique de la torture par la Gestapo, restent le symbole de la dégradation de la conscience humaine. Les S.S. de Himmler ont mis tout en œuvre pour faire régner un "ordre nouveau" dont les Juifs (5 à 6 millions de morts) furent les principales victimes (Holocauste) mais aussi les Tsiganes, les Slaves, les francs-maçons, les hommes de gauche et tous les démocrates et les résistants en général. La découverte du système concentrationnaire nazi a provoqué un profond traumatisme dans le monde entier.

D. La mémoire du génocide

Dans la mémoire collective élaborée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le sort particulier réservé aux Juifs ne se détache guère tout d'abord des autres atrocités nazies. Ce n'est que dans les années 60 que l'on commence véritablement à souligner la spécificité de l'Holocauste, ce "plus grand crime de l'histoire" qui reste comme un défi à la conscience morale de l'humanité.

1 La mémoire enfouie

La tentative d'extermination des Juifs d'Europe par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale est restée longtemps mal connue, malgré les premiers témoignages des survivants. Au lendemain du conflit, on assimile généralement le sort des Juifs à celui des déportés et des autres victimes du nazisme, sans faire la distinction entre les camps de concentration et les centres d'extermination. Au procès de Nuremberg (1945-1946), le génocide des Juifs n'occupe qu'une place secondaire dans les débats, les "crimes de guerre" l'emportant largement sur les "crimes contre l'humanité" parmi les principaux chefs d'accusation.

Le souvenir du génocide est alors entretenu par les récits des rescapés, l'érection des premiers monuments commémoratifs (comme le mémorial sur l'anéantissement du ghetto de Varsovie, inauguré en 1948) et quelques films comme *La Dernière Étape* (réalisé en 1948 par deux survivantes d'Auschwitz). Mais, dans le contexte de la guerre froide, les premiers témoignages et les rares études sur l'Holocauste ne rencontrent guère d'écho avant la fin des années 50.

2 Le réveil de la mémoire

Ce relatif silence sur le génocide des Juifs commence à se briser une quinzaine d'années après la guerre à la suite du succès de la pièce et du film tirés du *Journal d'Anne Frank* (témoignage d'une jeune adolescente juive allemande réfugiée aux Pays-Bas, morte en mars 1945 au camp de Bergen-Belsen), puis du roman d'André Schwartz-Bart *Le Dernier des justes* (1959). Mais c'est surtout le

procès d'Adolf Eichmann, un des responsables nazis de l'Holocauste, enlevé en Argentine par des agents israéliens et jugé à Jérusalem en 1961, qui suscite un réveil de la mémoire sur un sujet quelque peu oublié ou occulté. C'est alors que commence véritablement l'étude scientifique de l'Holocauste, à la suite du monumental ouvrage de Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, publié en 1961. Le souvenir du génocide des Juifs, qui est désormais l'objet de beaucoup plus d'attention, va se transmettre par de nombreuses commémorations sur les "lieux de mémoire" (comme le geste symbolique du chancelier allemand Willy Brandt s'agenouillant devant le monument commémoratif du ghetto de Varsovie en 1970), par la littérature (l'œuvre d'Elie Wiesel, par exemple) et par des films (*Holocauste*, de 1978 ; *Shoah*, de Claude Lanzmann, 1985 ; *La Liste de Schindler*, de Steven Spielberg, 1994...). En France, ce n'est guère qu'à partir de la fin des années 70 que le souvenir de l'Holocauste commence à être largement évoqué en raison des inculpations ou procès de personnalités ayant joué un rôle dans la déportation des Juifs sous le régime de Vichy (Touvier, Leguay, Papon, Bousquet, Barbie...), et de déclarations de "néga­tionnistes" niant la réalité de l'Holocauste. Ces différentes affaires ramènent l'attention sur le sort des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale et sur la responsabilité du gouvernement de l'État français dans ce drame. De nombreuses commémorations contribuent désormais à entretenir cette mémoire, le jour anniversaire de la rafle du Vél' d'Hiv' de 1942 étant décrété depuis 1993 "journée nationale commémorative des persécutions racistes et antisémites".

12 Comment nommer l'innommable ?

En 1940 apparaît dans la terminologie nazie l'expression "solution finale" (Endlösung). Elle désigne d'abord l'expulsion des Juifs européens à Madagascar puis, dès l'été 1941, leur extermination. C'est un juriste polonais, Raphael Lemkin, qui invente en 1943 le terme de "génocide" pour définir l'anéantissement méthodique d'un groupe ethnique. Ce terme, qui correspond parfaitement à la situation vécue par les Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, a ensuite été utilisé, parfois abusivement, pour désigner d'importants massacres de population. C'est pourquoi on emploie aussi depuis les années 60 le mot "Holocauste" qui désignait à l'origine un sacrifice religieux où la victime était immolée par le feu. Popularisé par un grand feuilleton télévisé américain diffusé à partir de 1978, ce terme est aujourd'hui l'un des plus utilisés pour désigner l'extermination des Juifs. Mais le nom hébraïque de "Shoah" (catastrophe), employé par les Israéliens, a commencé aussi à s'imposer dans la langue française depuis le film de Claude Lanzmann en 1985.

D'après les travaux d'Annette Wieviorka et Michaël Marrus.

13 Les Juifs : des déportés comme les autres ?

En avril 1945, avec les retours des déportés, apparaît sous la forme d'un choc une première prise de conscience, éphémère, de ce que fut leur sort dans les camps de concentration nazis. Celui des Juifs n'émerge pas alors dans sa spécificité. Les rares survivants d'Auschwitz font partie de la vaste famille des "déportés politiques" (...). Se pose-t-on la question du génocide des Juifs ? (...)

La mémoire de la Seconde Guerre mondiale, enchâssée dans celle de 14-18, est d'abord patriotique. La mémoire de la déportation, qui inclut alors celle du génocide, s'inscrit tout naturellement dans cette perspective. Les premiers monuments ou les premières plaques spécifiques, monument d'Auschwitz (...) au cimetière du Père-Lachaise ou monument de la synagogue de la rue de la Victoire, indiquent que les victimes sont mortes pour la France (...). Les femmes, les vieillards et jusqu'aux enfants juifs sont morts au champ d'honneur ! (...).

Annette Wieviorka, Déportation et Génocide, Plon, 1992.



16 Le chancelier allemand Willy Brandt à genoux devant le monument commémorant le soulèvement du ghetto de Varsovie (1970)

14 Des témoignages encombrants ?

On entend souvent dire que les déportés ont voulu oublier et ont préféré se taire. C'est vrai sans doute pour quelques-uns, mais inexact pour la plupart d'entre eux. Si je prends mon cas, j'ai toujours été disposée à en parler, à témoigner. Mais personne n'avait envie de nous entendre. Ce que nous disions était trop dur (...). J'aurais été tentée d'écrire si j'avais eu le talent pour le faire. Certains déportés ont écrit leurs souvenirs, mais n'ont pas trouvé d'éditeur. La plupart des livres sur la déportation n'ont guère eu de succès.

Déclaration de Simone Veil en juin 1990, in A. Wieviorka, Déportation et Génocide, Plon, 1992.

15 La fin d'un tabou

L'histoire de l'Holocauste n'est plus un sujet qui n'intéresse que les Juifs, ou que les Juifs et les Allemands, ou ceux qui cherchent à tirer des leçons des pathologies de notre temps (...). Elle est largement acceptée maintenant comme partie intégrale de l'histoire de notre temps, ce qui n'était généralement pas le cas jusqu'aux années 70 (...). Ce processus continuera à faire l'objet de critiques. À certains, l'approche universitaire elle-même apparaîtra comme une profanation (...). Elie Wiesel, par exemple, déplore constamment, dans ses interventions et ses écrits, la tendance à la vulgarisation et à l'exploitation de l'Holocauste. D'autres redoutent les extrémistes antisémites qui nient l'Holocauste et qui, à l'occasion, profitent des discussions des spécialistes à des fins de propagande infâme (...).

Toutes ces craintes sont réelles. Mais je ne vois aucune alternative à l'inscription de l'Holocauste dans l'historiographie (...). Il semble évident maintenant, qu'après le choc de l'après-guerre, l'Holocauste est devenu Histoire. C'est la meilleure garantie possible pour que le souvenir ne se perde pas.

Michaël R. Marrus, Regard sur l'historiographie de l'Holocauste, Annales, mai-juin 1993.

17 L'évolution de la mémoire juive : le cas d'Izieu

Le 6 avril 1944, dans le petit village d'Izieu (Ain), la Gestapo, sous les ordres du capitaine S.S. Klaus Barbie, arrêta et déporta quarante-quatre enfants et sept adultes juifs. Cinquante furent exterminés à Auschwitz II et Reval. La maison des enfants d'Izieu est devenue un musée-mémorial en avril 1994.

La communauté juive, sidérée qu'elle était par ce qui s'était passé, a demandé, lors de la première cérémonie à la mémoire des enfants d'Izieu, en 1946, qu'il n'y ait pas le mot "juifs" sur le monument commémoratif (...). Après le traumatisme, après ce que les Juifs avaient vécu pendant la guerre, le fait même que l'on insiste sur leur spécificité leur paraissait insupportable. Ce n'est que tout récemment que Mme Zlatin, la directrice de la maison, a fait porter le mot "juifs" sur le monument.

Antoine Spire, in Les Échos de la mémoire, Le Monde Éditions, 1991.

Analyser

Document 12. Quels sont les différents termes employés pour désigner le massacre des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale ? Quels en sont les auteurs ? Pourquoi le terme de Shoah est-il désormais utilisé de préférence aux autres ?

Document 13. Qui sont les déportés politiques ? Pourquoi ne souligne-t-on pas la spécificité de la déportation des Juifs ?

Document 14. Qui est Simone Veil ? Comment expliquer cette indifférence à l'égard de la déportation ?

Document 15. Pourquoi l'histoire de l'Holocauste a-t-elle été plus difficile à aborder que celle d'autres événements ? Qu'est-ce qui a contribué à faire évoluer l'historiographie ?

Document 16. Quel épisode de la guerre ce monument commémore-t-il ? Pourquoi ce geste de Willy Brandt a-t-il eu un grand retentissement dans le monde ?

Document 17. Quels événements expliquent cette évolution de la mémoire juive ?

idées

A. 1939-1945 : un tournant majeur

- Quels faits ont étendu le conflit de 1939-1945 en une guerre mondiale ? Pourquoi peut-on parler d'une "guerre totale" ? d'une guerre idéologique ?
- Quels sont, dans les deux camps, les principaux protagonistes du conflit ? Quels sont les éléments d'accord entre les Alliés ? Quels nouveaux rapports de force se dessinent à la fin du conflit ?

B. Le monde en 1945

- Comment la guerre a-t-elle modifié la carte de l'Europe centrale et orientale ? Quelle puissance y exerce désormais l'influence dominante ? Quel est le sort de l'Europe occidentale ? Reste-t-elle un acteur important du jeu mondial après la guerre ?
- Quelle est la nouvelle situation de l'Extrême-Orient en 1945 ? Quelle place y occupe le Japon ? la Chine ?

C. Un lourd héritage

- Quelles conséquences la guerre a-t-elle eues sur les populations du monde ? Évoquez-en les divers aspects. Expliquez en quoi le conflit de 1939-1945 diffère, sur ce point, du premier conflit mondial.
- Quelles ont été les conséquences matérielles et financières de la guerre ? Ont-elles été négatives dans tous les domaines et pour tous les pays ?
- Pourquoi la Seconde Guerre mondiale a-t-elle constitué un choc moral sans précédent dans l'histoire de l'humanité ?

Approfondissement L

D. La mémoire du génocide

- Pourquoi le sort réservé aux Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale n'a-t-il guère été évoqué jusqu'à la fin des années 50 ?
- Quels événements ont provoqué le réveil de la mémoire du génocide ? Comment s'est-il manifesté ?

mots clefs

Axe

Alliance des États fascistes.

Camps d'extermination

Camps de concentration nazis dont la fonction était d'éliminer physiquement les déportés détenus ; ceux-ci étaient tués dans des chambres à gaz.

Commonwealth

Nom donné, depuis la fin du XIX^e siècle, à l'empire britannique, constitué de colonies et d'États autonomes liés à la Grande-Bretagne par des attaches de langue, de civilisation, de relations économiques.

Dominion

Territoire pratiquement indépendant mais qui reconnaît la souveraineté de la couronne britannique.

Grande Alliance

Alliance réunissant les États-Unis, le Royaume-Uni et l'U.R.S.S. dans la lutte contre le nazisme.

Holocauste

Terme désignant le massacre de la population juive d'Europe par les nazis, pendant la Seconde Guerre mondiale.

Sionisme

Doctrines préconisant la création d'un État juif en Palestine et le retour des Juifs dispersés dans le monde au sein de cet État.

dates

septembre 1939 : invasion de la Pologne par l'Allemagne.

mai-juin 1940 : la France est vaincue et envahie.

août-novembre 1940 : bataille d'Angleterre.

juin 1941 : l'Allemagne attaque l'U.R.S.S.

août 1941 : charte de l'Atlantique.

décembre 1941 : attaque japonaise à Pearl Harbor.

septembre 1942-février 1943 : bataille de Stalingrad.

novembre 1942 : débarquement allié en Afrique du Nord.

juillet 1943 : débarquement allié en Sicile.

septembre 1943 : l'Italie signe l'armistice et est envahie par les Allemands.

décembre 1943 : conférence de Téhéran. *OTG*

juin 1944 : débarquement allié en Normandie.

juillet 1944 : conférence monétaire de Bretton Woods.

août 1944 : débarquement allié en Provence.

février 1945 : conférence de Yalta.

mai 1945 : capitulation de l'Allemagne.

juin 1945 : création de l'O.N.U.

juillet-août 1945 : conférence de Potsdam.

août 1945 : bombes atomiques sur le Japon.

septembre 1945 : capitulation du Japon.

LE COMMENTAIRE DE DOCUMENT (I)

Contrairement aux apparences, le commentaire de document est une épreuve difficile qui ne donne pas toujours de bons résultats à l'examen. Trop de devoirs tournent à la paraphrase ou se transforment rapidement en une dissertation n'ayant qu'un vague rapport avec le document. Il s'agit donc de bien prendre conscience de ce que l'examinateur attend du candidat. Celui-ci doit d'abord présenter le document, en dégager les grandes idées, en faire une analyse critique et en dégager la portée historique. Ces différents points vont être développés dans les quatre premières fiches "sujets de bac".

Situer le document et son auteur

Le document historique est le matériau à partir duquel l'historien travaille : il lui permet de reconstituer les événements

et leur signification. Avant d'aborder le contenu d'un document, il importe donc de savoir exactement ce qu'il peut apporter et de préciser ses limites éventuelles en présentant : la nature du document ; son auteur (son passé et sa situation à la date du document) ; les circonstances historiques de sa rédaction. Cette présentation doit être faite en introduction au commentaire.

sujet

18 La naissance du "rideau de fer"

J'ai toujours travaillé pour l'amitié avec les Russes mais, comme vous, j'éprouve une inquiétude très vive en raison de leur interprétation erronée des décisions de Yalta, de leur attitude envers la Pologne, de leur influence écrasante dans les Balkans, la Grèce exceptée, des difficultés qu'ils créent au sujet de Vienne, de la combinaison de leur puissance dans les territoires occupés ou contrôlés par eux avec l'emploi de la tactique communiste dans tant d'autres pays, et surtout de la possibilité qu'ils ont d'entretenir pendant fort longtemps d'immenses armées en campagne (...).
Un rideau de fer s'est abaissé sur leur front. Nous ignorons tout ce qui se

passer derrière. Il semble bien probable que l'ensemble des régions situées à l'est de la ligne Lübeck – Trieste – Corfou sera bientôt complètement entre leurs mains. Il faut y ajouter les vastes territoires conquis par les armées américaines entre Eisenach et l'Elbe qui, je suppose, seront occupés par les Russes dans quelques semaines, lorsque vos troupes s'en retireront. Le général Eisenhower devra prendre toutes les dispositions possibles pour prévenir un nouvel exode massif des populations allemandes dès lors que les Moscovites effectueront cette avance énorme vers le centre de l'Europe. Et puis le rideau de fer descendra de nouveau très bas, jusqu'au sol peut-être. Une bande de territoires large de plusieurs centaines de kilomètres et occupée par les Russes nous isolera dès lors de la Pologne.

Télégramme de Churchill à Truman, le 12 mai 1945.

question

Rédigez pour ce document une introduction définissant, sur le modèle indiqué plus haut : sa nature, son auteur, les circonstances de sa rédaction.

corrigé

Introduction

Ce document est un message personnel du Premier ministre du Royaume-Uni, Winston Churchill, au pouvoir depuis 1940, au tout nouveau président des États-Unis, Harry Truman, successeur de Roosevelt, mort quelques semaines plus tôt, le 27 avril 1945. Il s'agit d'une correspondance privée dont le contenu ne sera révélé qu'ultérieurement. Rédigé quatre jours après la capitulation allemande (8 mai 1945), ce télégramme fait part des inquiétudes du chef du gouvernement britannique devant l'attitude des Soviétiques en Europe centrale, orientale et balkanique au lendemain du conflit.

exercice

Rédigez l'introduction de ce document.

19 La déclaration finale de la conférence de Téhéran (déc. 1943)

Nous, le Président des États-Unis d'Amérique, le Premier ministre britannique et le chef du gouvernement de l'Union soviétique, venons de conférer pendant quatre jours en cette capitale de notre allié l'Iran, et avons défini et confirmé notre politique commune.

Nous affirmons notre résolution d'assurer la collaboration de nos peuples dans la guerre comme dans la paix qui suivra.

En ce qui concerne la guerre : les états-majors de nos trois pays ont participé à nos débats communs et nous avons tracé de concert nos plans destinés à assurer la destruction des forces armées allemandes. Nous avons abouti à un complet accord en ce qui concerne l'envergure et la synchronisation des opérations qui seront déclenchées de l'est, de l'ouest et du sud. L'accord auquel nous avons abouti ici garantit notre victoire.

En ce qui concerne la paix : nous sommes certains que la concorde qui règne entre nous conduira à une paix durable. Nous sommes entièrement conscients de la responsabilité suprême qui nous incombe, de même qu'à toutes les Nations unies : celle

de bâtir une paix qui sera appuyée de plein gré par la majorité écrasante des peuples de la terre, une paix qui bannira le fléau et l'horreur de la guerre pour de nombreuses générations.

Nous avons examiné avec nos conseillers diplomatiques les problèmes de l'avenir. Nous ferons appel à la coopération et la participation active de tous les pays, grands et petits, dont les peuples comme nos propres peuples se consacrent de tout leur cœur et de toute leur volonté à la suppression de la tyrannie et de l'esclavage, de l'oppression et de l'intolérance. Nous les accueillerons à mesure qu'ils choisiront de nous rejoindre au sein de la famille mondiale des nations démocratiques.

Nulle puissance au monde ne saurait nous empêcher de détruire les armées allemandes sur terre, les sous-marins allemands en mer, les usines de guerre allemandes par la voie des airs.

Notre attaque sera implacable et d'une vigueur sans cesse accrue.

À l'issue de nos cordiaux entretiens, nous attendons avec confiance le jour où tous les peuples de la terre pourront vivre librement, à l'abri de la tyrannie, selon leurs desirs respectifs et selon leur conscience.

Nous sommes venus ici pleins d'espoir et de résolution. Nous repartons unis par l'amitié, la volonté et la communauté de nos buts.
Roosevelt, Staline, Churchill.

Le sort de l'Allemagne en 1945



20 Le territoire allemand en 1945

21 1944 : les protocoles de Londres

■ **Protocole sur les zones d'occupation** (12 septembre 1944).

Aux fins d'occupation, l'Allemagne, à l'intérieur de ses frontières telles qu'elles existaient le 31 décembre 1937, sera divisée en trois zones, et l'une d'elles sera attribuée à chacune des trois Puissances.

Berlin formera une région spéciale qui sera occupée conjointement par les trois Puissances.

■ **Accord sur les organismes de contrôle** (14 novembre 1944).

L'autorité suprême en Allemagne sera exercée, sur instruction de leurs gouvernements respectifs, par les commandants en chef des forces armées des États-Unis

22 11 février 1945 : les accords de Yalta

(Extraits.)

Le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques détiendront en Allemagne l'autorité suprême. Dans l'exercice de cette autorité, ils prendront les mesures qu'ils estiment nécessaires à la paix et à la sécurité future, y compris le désarmement, la démilitarisation et le démembrement de l'Allemagne (...).

Il a été décidé qu'une zone de l'Allemagne serait attribuée à la France pour être occupée par les forces françaises. Cette zone sera prélevée sur les zones britannique et américaine, et son étendue fixée par les Anglais et les Américains après consultation avec le Gouvernement provisoire français.

Il a été aussi décidé que le Gouvernement provisoire français serait invité à devenir membre du Conseil de contrôle allié pour l'Allemagne (...).

L'Allemagne devra payer en nature pour les pertes causées par elles aux pays alliés au cours de la guerre. Les réparations devront être perçues, par priorité, par les nations qui ont supporté le fardeau principal de la guerre, qui ont subi les pertes les plus lourdes et qui ont organisé la victoire sur l'ennemi.

prépac

1. Avant la fin du conflit, quel sort les Alliés réservent-ils à l'Allemagne ? Pourquoi se réfère-t-on aux frontières de 1937 ?

2. Pourquoi et comment les deux protocoles de 1944 ont-ils été remaniés en février 1945 ?

23 5 juin 1945 : la déclaration de Berlin

La capitulation sans conditions de l'Allemagne a été effectuée et l'Allemagne se trouve soumise à toutes les prescriptions qui peuvent actuellement ou pourraient dans l'avenir lui être imposées (...).

Le gouvernement provisoire de la République française et les gouvernements des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques assument, par les présentes, l'autorité suprême à l'égard de l'Allemagne, y compris tous les pouvoirs détenus par le gouvernement allemand, par le Haut Commandement allemand et par tout gouvernement ou autorité de l'État, municipal ou local.

La prise de cette autorité et de ces pouvoirs n'a pas pour effet d'annexer l'Allemagne. Les gouvernements (des États signataires) détermineront ultérieurement les frontières de l'Allemagne, en tout ou partie, et le statut de l'Allemagne et de toutes régions faisant actuellement partie du territoire allemand.

(Les dispositions de ce texte ont été annulées en septembre 1990, à la veille de la réunification allemande.)



24 Les trois grands à Yalta (février 1945), Churchill, Roosevelt et Staline

25 2 août 1945 : les accords de Potsdam

Le règlement des réparations.

■ 1. Les demandes de l'U.R.S.S. seront satisfaites par des prélèvements sur la zone allemande occupée par l'U.R.S.S. et sur les avoirs allemands à l'étranger qui peuvent faire l'objet de ces prélèvements.

■ 2. L'U.R.S.S. s'engage à satisfaire les demandes polonaises sur sa propre part de réparations.

■ 3. Les demandes des États-Unis, du Royaume-Uni, et des autres pays ayant droit aux réparations seront satisfaites au moyen de prélèvements sur les zones occidentales et sur les avoirs allemands à l'étranger (...).

■ 4. En plus des réparations que l'U.R.S.S. prélèvera sur sa propre zone d'occupation, l'U.R.S.S. recevra des zones occidentales :

a. 15% de l'outillage industriel de base, utilisable et complet, provenant en premier lieu de l'industrie métallurgique, chimique et de constructions mécaniques, qui n'est pas nécessaire à l'économie de paix de l'Allemagne. Cet outillage sera prélevé sur les zones occidentales de l'Allemagne qui recevront en échange une valeur égale de denrées alimentaires, de charbon, de potasse, de zinc, de bois, de poteries, de pétrole et autres produits dont il sera convenu.

b. 10% de l'outillage industriel non indispensable à l'économie de paix de l'Allemagne et qui sera transféré hors des zones occidentales sur le territoire soviétique au titre de réparations, sans paiement ou échange d'aucune sorte de contrepartie (...).



26 ... et à Potsdam (juillet-août 1945), Attlee, Truman et Staline

prépabac

1. En quoi la déclaration de Berlin confirme-t-elle ou complète-t-elle les accords précédents ?
2. Pourquoi a-t-on utilisé l'expression "année zéro" pour caractériser l'Allemagne de 1945 ?
3. À qui les réparations profitent-elles surtout ?
4. Ces clauses correspondent-elles aux accords de Yalta ?

Le modèle communiste : l'U.R.S.S.

(1945 au début des années 60)

Quel défi l'U.R.S.S. doit-elle relever au lendemain de la guerre ?
Comment Staline encadre-t-il la société soviétique ?
Pourquoi et comment ses successeurs remettent-ils en cause ces pratiques ?

sommaire

A. Un pays à reconstruire	28
1. Des pertes énormes	28
2. Une reconstruction planifiée	28
B. Le modèle communiste : le totalitarisme stalinien (jusqu'en 1953)	28
1. Une dictature totalitaire	28
2. Le pouvoir d'un seul homme	30
C. Le réalisme socialiste : un modèle culturel pour le monde communiste	32
1. Naissance et histoire du "réalisme socialiste"	32
2. Qu'est-ce que le "réalisme socialiste" ?	32
3. Art réaliste ou art conventionnel ?	32
D. La remise en cause du modèle stalinien (1953-1964)	34
1. La succession de Staline (1953-1956)	34
2. La déstalinisation (1956-1964)	34
Fiche-bac	36
Sujets de bac	36
Le commentaire de documents (II)	36
Dossier	38
La pratique du totalitarisme	38

1 En 1956, la condamnation du pouvoir stalinien

Après la mort de Staline, le Comité central du Parti a commencé à mettre en œuvre une politique d'explications concises et conséquentes du caractère intolérable et étranger à l'esprit du marxisme-léninisme de la glorification d'un individu, de son élévation au rang de surhomme doté de qualités surnaturelles comparables à celles d'un dieu (...).

Tout le monde ne saisit pas encore complètement les conséquences pratiques qui ont résulté du culte de la personnalité, le grave préjudice causé par la violation du principe de la direction collective du Parti. Tout le monde ne comprend pas encore complètement ce qui a résulté de l'accumulation d'un pouvoir immense et illimité entre les mains d'une seule personne (...).

N. Khrouchtchev, Rapport secret, présenté au XX^e Congrès du parti communiste de l'Union soviétique (1956).

РЕАЛЬНОСТЬ НАШЕЙ ПРОГРАММЫ
— ЭТО ЖИВЫЕ ЛЮДИ, ЭТО МЫ С ВАМИ,
НАША ВОЛЯ К ТРУДУ, НАША ГОТОВНОСТЬ
РАБОТАТЬ ПО-НОВОМУ,
НАША РЕШИМОСТЬ ВЫПОЛНИТЬ ПЛАН.

И. Сталин



Le IV^e plan quinquenal est lancé. Traduction de l'affiche de propagande : "La réalité de notre programme, ce sont les hommes, c'est notre détermination à accomplir le plan"

A. Un pays à reconstruire

Au plan matériel comme au plan humain, l'U.R.S.S. a très lourdement subi le poids de la guerre. Staline organise la reconstruction dans le cadre d'une planification autoritaire qui va exiger d'énormes sacrifices de la part de la population.

1 Des pertes énormes

Les pertes humaines sont effroyables. On évalue à 20 ou 25 millions le nombre des morts – dont la moitié de civils. À ce très lourd bilan, il faut ajouter un grand nombre de blessés, de mutilés et aussi d'affamés, qui ne vont pas survivre longtemps ; par ailleurs, le déficit des naissances se prolonge après la guerre, parce que les conditions de vie demeurent difficiles : on compte 25 millions de sans-abri, tandis que de mauvaises récoltes obligent le maintien du rationnement.

Le bilan matériel est désastreux : les pertes subies par l'U.R.S.S. représentent à elles seules la moitié des destructions occasionnées par la guerre dans le monde. Dans les régions occidentales, là où les combats ont eu lieu, tout est à reconstruire.

Les régions orientales constituent une heureuse exception. À partir de l'été 1941, le gouvernement a fait transférer en Asie centrale, en Sibérie orientale et surtout dans l'Oural, une grande partie de l'équipement industriel et de la main-d'œuvre. Cette implantation a exigé le développement d'une infrastructure (routes, voies ferrées, réseaux de transmission) qui constitue un précieux atout. L'extraction minière est intensifiée dans ces régions et l'Oural est devenu, en 1945, l'arsenal de l'U.R.S.S.

2 Une reconstruction planifiée

La reconstruction s'effectue dans le cadre de la planification. Staline en fixe les objectifs : augmentation de la production industrielle du pays (la priorité reste accor-

dée à l'industrie lourde, aux transports ferroviaires), reconstruction des régions dévastées. L'effort à fournir est immense, car Staline fixe des normes de production (quantité obligatoire de produits que doit fournir une entreprise ou un travailleur) très élevées afin que puisse être garantie la sécurité militaire du pays.

La reconstruction industrielle est positive, surtout en ce qui concerne l'industrie lourde. L'U.R.S.S. fait des progrès dans la production de l'énergie et commence la construction de puissantes centrales hydroélectriques. De grands canaux sont réalisés et, en 1949, l'U.R.S.S. fabrique sa première bombe atomique.

Mise au second plan, la production de biens de consommation est restée très inférieure aux besoins de la population : chaussures, tissus, produits alimentaires, logements font cruellement défaut.

Point faible de l'économie dès avant la guerre, l'agriculture n'a pas progressé. En effet, Staline mécontente les paysans en les contraignant à rendre à la collectivité les terres et le bétail qu'ils ont accaparés pendant la guerre. Pour couvrir les besoins de la reconstruction, les livraisons obligatoires sont accrues et fixées à des prix très bas. Les revenus des kolkhoziens étant, dans ces conditions, extrêmement faibles, ceux-ci préfèrent se consacrer à leurs lopins individuels, qui leur procurent les deux tiers de leurs revenus, et négligent les cultures collectives.

À la mort de Staline en 1953, l'U.R.S.S. est redevenue une grande puissance industrielle, mais au prix du sacrifice du monde rural et de la faiblesse du niveau de vie de la population.

B. Le modèle communiste : le totalitarisme stalinien (jusqu'en 1953)

Le système stalinien établit un contrôle étroit, de caractère totalitaire, sur l'ensemble de la population, de la vie intellectuelle, des groupes ethniques et nationaux, et institue un culte idolâtrique de Staline, assimilé à un demi-dieu omnipotent. Dans ce système étouffant, la population vit dans la crainte perpétuelle de la répression.

1 Une dictature totalitaire

Staline rétablit le système répressif et le climat de méfiance d'avant-guerre. L'espoir des peuples soviétiques d'une poursuite de la politique de libéralisation amorcée

pendant la guerre, après tous les sacrifices supportés, est vite déçu. Staline justifie l'abandon de cette politique par le fait que l'U.R.S.S. doit opérer sa reconstruction dans un climat de tension avec le monde capitaliste. Par ailleurs, il est persuadé que la force de l'Union soviétique tient

3 Le bilan matériel est désastreux

Les armées allemandes et les forces d'occupation (...) [ont] emmené en Allemagne des équipements industriels, d'interminables convois de matériel et de produits finis (...). Les nazis ont dévasté et brûlé, en totalité ou en partie, 1 710 villes en plus de 70 000 bourgades et villages. Plus de 6 millions d'édifices ont été incendiés ou rasés au sol. L'ennemi a dévasté 31 850 usines (...), 65 000 kilomètres de voies ferrées (...), 40 000 hôpitaux ou infirmeries, 84 000 écoles, instituts supérieurs ou centres de recherche ont été saccagés ou rasés au sol ainsi que 98 000 kolkhozes¹, 1 876 sovkhoses² (...). Sept millions de chevaux, 17 millions de bovins, 20 millions de porcs, 27 millions de brebis et de chèvres, 110 millions d'animaux de basse-cour ont été réquisitionnés (...). La Commission extraordinaire d'État a calculé à 679 milliards de roubles (sur la base des prix de 1941) le montant des dommages causés à l'économie nationale et aux citoyens soviétiques (...). Au montant de ces pertes, il convient d'ajouter celles entraînées par la baisse du revenu national due à l'interruption ou à la réduction de l'activité des citoyens (...) par les dépenses militaires de l'U.R.S.S. et celles provoquées par la diminution des taxes à la suite des opérations de l'ennemi pendant quatre ans (...).

Rapport de la Commission extraordinaire créée par le gouvernement soviétique.

1. Coopérative agricole.
2. Ferme d'État.

4 Le IV^e plan quinquennal se fixe des objectifs

■ 1. Augmenter la production industrielle du pays d'environ une fois et demie par rapport au niveau d'avant-guerre, assurer en premier lieu le relèvement et le développement de l'industrie lourde et des transports ferroviaires (...).

■ 2. Par la progression de l'agriculture et de l'industrie qui produit les biens de consommation, assurer le bien-être matériel des peuples de l'Union soviétique (...).

■ 3. Assurer un nouveau progrès technique dans toutes les branches de l'économie nationale de l'U.R.S.S. (...).

■ 4. Assurer les accumulations socialistes à un rythme accéléré en fixant à 250 milliards de roubles le volume des grands travaux de construction centralisés destinés au relèvement et au développement de l'économie nationale (...). À part le relèvement de l'économie nationale dans les régions dévastées, le plan quinquennal prévoit le développement économique de toutes les Républiques fédérées et régions économiques de l'U.R.S.S. (...).

■ 5. Il nous incombe d'augmenter encore davantage la capacité de défendre l'U.R.S.S. et de doter les forces armées de l'Union soviétique d'un matériel ultramoderne (...). Le plan quinquennal (...) prévoit la solution



КОЛХОЗНЫЕ ФЕРМЫ — ДОХОД ВЕРНЫЙ!

de la tâche économique essentielle de l'U.R.S.S. : rattraper et dépasser les principaux États capitalistes au point de vue économique, c'est-à-dire en ce qui concerne le volume de la production industrielle par habitant.

N. Voznessenski, *Le Plan quinquennal de l'U.R.S.S. (1946-1950)*, Éd. Sociales, 1946.

6 L'évolution contrastée de la production entre 1940 et 1952 (indice 100 en 1940)

	Ensemble de la prod. industrielle	Biens de production ¹	Biens de consommation ²
1940	100	100	100
1944	104	136	54
1945	92	112	59
1946	77	82	67
1947	93	101	82
1948	118	130	89
1949	141	163	107
1950	173	205	123
1951	202	239	143
1952	223	267	156

1. Produits destinés à permettre le fonctionnement de l'économie (acier, ciment, machines-outils).

2. Produits destinés à la vie quotidienne de la population.

5 Encourager la reconstruction :

à l'aide d'un boulier, l'administrateur du kolkoze établit les statistiques de la reconstruction économique (affiche de propagande)

Analyser

Document 3. Notez les différents domaines dans lesquels la guerre a provoqué des destructions matérielles. Dites, pour chacun d'entre eux, quelles sont les conséquences qu'il comporte pour l'économie et la vie des populations.

Document 4. Quels sont les objectifs du plan ? la priorité ? En quoi le plan peut-il assurer le triomphe du communisme ?

Document 5. Quel est l'effet recherché par cette affiche de propagande ?

Document 6. À partir de quand la production soviétique retrouve-t-elle son niveau d'avant-guerre ? Quelle différence constate-t-on entre les deux catégories de biens ? Ce résultat est-il conforme aux objectifs du plan (doc. 4) ?

autant à son unité idéologique qu'à son économie et il entend éliminer tout ce qui risque d'y porter atteinte. C'est en cela que l'on parle de totalitarisme.

La persécution frappe tous ceux qui pourraient porter atteinte à l'unité idéologique : nationalités, minorités religieuses, armée.

– Les **nationalités** doivent reconnaître le peuple russe comme le peuple dirigeant, le “frère aîné”. Sept peuples, accusés d'avoir pactisé avec les Allemands pendant la guerre, sont déportés en totalité ; d'autres le sont partiellement. Toute culture nationale non russe est interdite. Les nationalités sont politiquement encadrées par les partis communistes locaux, épurés sous la direction de Beria, qui dirige la police.

– La persécution des **minorités religieuses** frappe surtout les **Juifs** : des centaines d'intellectuels sont arrêtés et certains exécutés. Staline juge opportun de détourner sur eux le mécontentement des populations en les rendant responsables des difficultés. Il invente ainsi, en 1953, le “complot des blouses blanches” qui permet d'incriminer les médecins juifs du Kremlin, accusés d'avoir voulu sa mort.

– **L'armée**, dont Staline redoute qu'elle n'ait été contaminée par le mode de vie des pays occidentaux dans lesquels elle a combattu, est suspecte. Les prisonniers de guerre libérés des camps allemands et les déportés du travail sont envoyés dans des camps de concentration en Sibérie.

La dictature intellectuelle, la *Jdanovtchina*, du nom de son initiateur Jdanov, commence à s'exercer à partir de l'été 1946. Un décret réforme l'enseignement du Parti pour l'adapter à la lutte contre les “idées subversives” de l'Occident, qui affaiblissent l'esprit communiste. Les directives données aux écrivains, aux artistes et aux musiciens ont pour objet d'imposer à tous le **réalisme socialiste**, et ceux qui ne s'y plient pas sont privés de moyens d'existence. Peu à peu, tous les intellectuels et artistes connus sont obligés de faire leur autocritique ; les dénonciations et les **purges** finissent par les réduire au silence.

Même l'université n'est pas épargnée, comme le montre l'affaire du lyssenkisme. Le botaniste Lyssenko déclare fausses les lois de Mendel et affirme l'hérédité des caractères acquis, donc la possibilité d'infléchir les lois naturelles, prétendant ainsi accorder la génétique avec le matérialisme soviétique. Alors que les savants tiennent Lyssenko pour un imposteur, Staline, qui l'a fait nommer directeur de l'Institut de génétique, le soutient. *La Pravda* attaque ses détracteurs.

Les idées de Lyssenko sont à l'origine des plans grandioses de **transformation de la nature** élaborés par Staline : plantation de forêts à l'ouest de l'U.R.S.S. jusqu'à l'Oural, sur une largeur de 30 à 60 kilomètres, détournement du fleuve Ob vers la mer d'Aral et la Caspienne... Staline affirme qu'on peut aussi créer un “**homme nouveau**”, par exemple par le langage, qui peut commander les réactions psychiques et les activités des hommes.

Par la volonté de Staline, le mythe lyssenkiste est devenu

vérité officielle entraînant un retard scientifique de l'U.R.S.S. qui n'avait pu être comblé sans les travaux clandestins des chercheurs soviétiques.

La méfiance pathologique de Staline conduit à la mise en place d'un lourd appareil répressif. La peine de mort, supprimée en 1947, est rétablie en 1950. Deux organismes sont chargés du maintien de l'ordre, le ministère de l'Intérieur et celui de la Sécurité d'État (dirigés par Beria jusqu'en 1946, qui garde ensuite la direction de la police), mais Staline est si méfiant qu'il les fait eux-mêmes surveiller par le secrétariat du Comité central. Il s'apprête d'ailleurs à éliminer Beria, lorsque la mort le saisit.

En 1953, on évalue la population des camps gérés par le Goulag entre 5 et 12 millions de personnes. Le taux de mortalité y est très élevé à cause des mauvaises conditions d'hygiène, de l'insuffisance de la nourriture, des rigueurs du climat, du caractère pénible du travail dans les mines, les carrières et les chantiers. On trouve un témoignage des conditions de vie dans les camps soviétiques dans le célèbre ouvrage de Soljenitsyne, *Une journée d'Ivan Denissovitch*.

2 Le pouvoir d'un seul homme

Le stalinisme est d'abord une nouvelle conception de l'État, très éloignée de la construction marxiste-léniniste.

Lénine avait conçu l'État comme subordonné au parti communiste, qui était le cœur même du système. Pour Staline, c'est l'État, autrement dit lui-même, qui doit avoir l'initiative. Tout en dirigeant le Parti, Staline le tient dans le plus grand mépris, le consultant rarement et le considérant comme une simple “courroie de transmission”.

Pour Staline, le parti communiste de l'Union soviétique, ceux des démocraties populaires et le Kominform, créé en 1947 pour coordonner l'action du monde communiste (voir chap. 3), n'ont d'autre mission que de lui obéir et de faire exécuter ses ordres.

L'homme placé à la tête de l'édifice est impitoyable : il n'épargne ni le Parti, durement épuré à plusieurs reprises, ni ses collaborateurs, dont beaucoup ont été exécutés, ni leurs proches (la femme de Molotov, ministre des Affaires étrangères, fut déportée parce qu'elle était juive). Hanté par la crainte des complots, Staline devient de plus en plus méfiant avec l'âge et se retranche dans l'isolement d'une *datcha* où il fait venir – souvent la nuit – ses collaborateurs, terrorisés à l'idée d'une possible disgrâce.

Le stalinisme est une dictature fondée sur le culte de la personnalité. Celui-ci atteint une intensité démesurée : portraits et sculptures représentant Staline abondent partout, journalistes et écrivains encensent le “génial Staline”, de nombreuses villes, rues, usines, kolkhozes portent son nom et, en 1949, son 70^e anniversaire donne lieu à des manifestations d'idolâtrie.

La mort de Staline, le 5 mars 1953, pose le problème de la continuité du régime : celui-ci reposant tout entier sur sa seule personne, sa disparition provoque une immense inquiétude en U.R.S.S.

7 Enquête sur une répression de l'époque stalinienne

L'ascension de Vorznessensky et de Kouznetsov¹ avait inquiété Beria. Comme nous l'avons maintenant établi, c'est précisément Beria qui a "suggéré" à Staline la fabrication, par lui-même et ses hommes de confiance, de matériaux sous forme de déclarations et de lettres anonymes ainsi que de bruits et commérages de toutes sortes. Le Comité central du Parti a étudié cette prétendue "affaire de Leningrad" ; les innocents qui ont souffert sont maintenant réhabilités et son honneur a été rendu à la glorieuse organisation du parti de Leningrad. Abakoumov² et d'autres qui avaient fabriqué ce procès ont été envoyés devant un tribunal : leur procès a eu lieu à Leningrad et ils ont été traités comme ils le méritaient.

Une question se pose : comment se fait-il que la vérité sur cette affaire ne nous apparaisse que maintenant, et pourquoi n'avons-nous rien fait avant, du vivant de Staline, afin d'empêcher la perte de vies innocentes ? Il en a été ainsi parce que ce fut Staline en personne qui supervisa l'"affaire de Leningrad" et que la majorité des membres du Politburo ne connaissaient pas l'ensemble des circonstances de cette affaire et, par conséquent, ne pouvaient intervenir.

Lorsque Staline reçut certains documents de Beria et d'Abakoumov, il ordonna, sans étudier ce matériel calomnieux, l'ouverture d'une instruction de "l'affaire" Voznessensky et Kouznetsov. Dès lors, leur sort était scellé.

N. Khrouchtchev, *Souvenirs*, R. Laffont, 1970.

1. Dirigeants de premier plan du parti communiste soviétique.

2. Adjoint de Beria.

8 Comment Staline gouvernait

Staline s'applique à concentrer le pouvoir dans des organes de sa création, échappant au contrôle des organes dirigeants élus en 1939. Son secrétariat personnel, dirigé par Poskrebychev, est réellement, à partir de 1945, au cœur de toutes les décisions (...). Dans les organes dirigeants du Parti, Staline introduit aussi une grande confusion, frappant tous les mécanismes par la multiplication des instances et l'enchevêtrement des tâches (...). Il ne réunit guère le Comité central, et très rarement le Politburo ; encore celui-ci n'est-il jamais complet, car Staline, hanté par une espionnite aiguë, en exclut systématiquement certains membres, les accusant d'être passés au service d'une puissance étrangère (...). Quant aux séances elles-mêmes, que ce soit dans le Parti ou dans les organes d'État lorsqu'elles ont lieu, elles sont tragiquement absurdes (...). Staline décide de

СПАСИБО
РОДНОМУ СТАЛИНУ
ЗА СЧАСТЛИВОЕ ДЕТСТВО!



9 Le culte de la personnalité

Cette affiche de propagande représente Staline en grand-père idéalisé, recevant des fleurs de deux enfants qui lui déclarent : "Merci à notre cher Staline pour notre enfance heureuse".

tout sans même consulter ses collègues, et exige leur acquiescement. Khrouchtchev a laissé des récits saisissants de telles réunions. Pour faire adopter le plan quinquennal, Staline s'empare du dossier, et déclare : "Voilà le plan. Qui est contre ?" Avant même que ses collègues aient eu le temps de répondre, il ajoute : "Personne. Il est adopté !"

H. Carrère d'Encausse, *Staline, l'ordre par la terreur*, Flammarion, Coll. "Champs", 1979.

Analyser

Document 7. Qui est à l'origine de la répression conduite contre les deux dirigeants communistes ?

Qui décide de cette répression ? Quels sont les moyens utilisés ?

Dégagez le sens et la portée du 3^e paragraphe. Quel est le but de ces précisions ?

Document 8. Comment Staline procède-t-il pour échapper au contrôle des organes dirigeants du parti communiste ? Les instances supérieures du Parti sont-elles réunies ? Sa direction discute-t-elle les décisions prises ?

Document 9. Quelle image de Staline cette affiche entend-elle diffuser ? Cherchez dans le cours si la réalité a un rapport avec cette image.

C. Le réalisme socialiste : un modèle culturel pour le monde communiste

1 Naissance et histoire du “réalisme socialiste”

L'expression “réalisme socialiste” apparue en 1932 est devenue la doctrine esthétique officielle de l'Union des écrivains soviétiques lors de son premier congrès en 1934. Dans les années 20, écrivains et artistes avaient joui d'une relative liberté de création et celle-ci avait permis à l'avant-garde de connaître un âge d'or. Mais très vite, la volonté de créer un art et une littérature se réclamant du marxisme et le souci de Staline de surveiller les écrits et la production artistique se conjuguent pour aboutir à une doctrine officielle dont l'objet est de mettre écrivains et artistes au service des objectifs du régime. On voit en eux des “ingénieurs des âmes” chargés, par le moyen de la création esthétique, de modeler les esprits.

Ainsi se définit une doctrine obligatoire en matière d'art et de littérature, imposée par le régime et dont il est interdit de s'écarter. Cette pratique constitue l'un des aspects majeurs du totalitarisme, le contrôle des esprits et des émotions. Imposée aux créateurs soviétiques à l'époque stalinienne, elle devient un modèle culturel pour l'ensemble des communistes du monde à partir de 1948 et du congrès de Wrocław. Après la mort de Staline, elle est réaffirmée lors du deuxième congrès de l'Union des Écrivains soviétiques en 1956.

2 Qu'est-ce que le “réalisme socialiste”

Méthode de création fondamentale des écrivains et artistes soviétiques, elle exige du créateur “une représentation véridique, historiquement concrète de la réalité dans son développement révolutionnaire”. Le rôle assigné à cette forme de représentation est explicitement de contribuer à la tâche “de transformation idéologique et d'éducation des travailleurs dans l'esprit du socialisme”. Le réalisme socialiste implique donc un choix des sujets qui s'inscrive dans l'histoire, laquelle constitue la valeur suprême qui fait prendre sens à l'existence humaine, simple maillon d'une chaîne dont la signification est marquée par l'évolution vers la société communiste.

L'objectif principal du réalisme socialiste est donc d'exalter l'Homme nouveau que le communisme entend créer. Il s'agit d'un individu régénéré par son intégration à la collectivité, un “héros positif”, sorte de surhomme, toujours maître de lui et qui triomphe de tous les obstacles. Ce héros socialiste incarne les valeurs prônées par le régime et a tendance à évoluer en fonction des variations de celles-ci : il est patriote pendant la guerre, dévoué au Parti et ignorant les conflits du réel à l'époque de la *Jdanovitchina*, serviteur d'un ordre moral de plus en plus pesant à l'époque brejnevienne où le souci du renforcement de la famille et la valorisation du travail imprègnent la propagande officielle.

3 Art réaliste ou art conventionnel ?

Le réalisme socialiste implique des choix esthétiques liés à la volonté de se servir de l'art comme d'un instrument de propagande. La nécessité de mettre écrivains et artistes au service des objectifs du parti conduit rapidement à écarter les avant-gardes littéraires et artistiques, au profit d'un retour vers la tradition réaliste russe représentée par exemple par un écrivain comme Maxime Gorki. Du même coup, poètes, musiciens, peintres ou sculpteurs qui participent aux recherches esthétiques du monde occidental sont tenus pour des “petits-bourgeois” décadents et écartés au profit de peintres figuratifs, de musiciens classiques ou d'écrivains qui se prêtent aux consignes de l'esthétique officielle.

Le réalisme socialiste tend ainsi à glisser vers des formes d'art conventionnelles. S'il existe parmi les créateurs des artistes ou des écrivains de bonne qualité qui se prêtent aux consignes du parti, comme l'écrivain Choukhov ou le musicien Chostakovitch, le réalisme socialiste fait naître pour l'essentiel un art lourdement académique, répétitif, ne laissant aucune place à l'émotion esthétique. C'est dans l'émigration ou dans la clandestinité que se poursuit une création proscrite en U.R.S.S. ou dans les pays socialistes avec des écrivains comme Boris Pasternak ou Alexandre Soljenitsyne, des peintres, des musiciens, des cinéastes condamnés par l'art officiel du réalisme socialiste.

10 Qu'est-ce que le réalisme socialiste ?

Son essence réside dans la fidélité à la vérité de la vie, aussi pénible qu'elle puisse être, le tout exprimé en images artistiques envisagées d'un point de vue communiste. Les principes idéologiques et esthétiques fondamentaux du réalisme socialiste sont les suivants : dévouement à l'idéologie communiste ; mettre son activité au service du peuple et de l'esprit de parti ; se lier étroitement aux luttes des masses laborieuses ; humanisme socialiste et internationalisme ; optimisme historique ; rejet du formalisme et du subjectivisme ainsi que du primitivisme naturaliste (...). L'artiste doit avoir une connaissance approfondie de la vie humaine, des pensées et des sentiments, être extrêmement sensible aux expériences humaines et capable de s'exprimer dans une forme artistique de qualité. Tout cela fait du réalisme socialiste un puissant instrument d'éducation du peuple dans un esprit communiste.

Dictionnaire de philosophie, Moscou, 1967.

11 Jdanov s'adresse aux écrivains soviétiques

Vous êtes sur la première ligne du front idéologique, d'immenses tâches vous sont posées, d'une importance internationale, et cela doit stimuler le sentiment de responsabilité de chaque écrivain soviétique devant son peuple, devant l'État, devant le parti, ainsi que la conscience du devoir à accomplir (...).

Si belle que soit la forme extérieure dont s'enveloppent les œuvres des écrivains bourgeois ou à la mode en Europe occidentale et en Amérique, ils ne pourront sauver ou relever leur culture bourgeoise, puisque la base morale en est pourrie ou pestilentielle, puisqu'elle est au service d'intérêts égoïstes ou cupides de la couche supérieure bourgeoise de la société (...). Naturellement, c'est notre littérature, reflétant un régime supérieur à n'importe quel régime bourgeois, une culture de beaucoup de fois supérieure à la culture bourgeoise, qui a le droit d'enseigner une nouvelle morale pour toute l'humanité (...).

A. Jdanov, "Sur la littérature, la philosophie et la musique", La Nouvelle Critique, 1950.

13 Le mythe de l'homme nouveau : le héros positif

Le *héros positif* est le personnage central qui illumine la scène. Il incarne la loyauté inconditionnelle au Parti, l'abnégation, la vie personnelle au service des intérêts collectifs, le patriotisme, la vigilance à démasquer l'ennemi, l'amour du travail, la discipline, la modestie, l'optimisme, la rigidité des mœurs, l'aptitude à se critiquer soi-même, à s'instruire, à la lumière des enseignements des grands maîtres du marxisme-léninisme. Celui qui personnifie le mal doit servir de bouc émissaire au ressentiment du lecteur.



12 Alexandre Deneïka : les constructeurs (esquisse pour une mosaïque, 1959/60)

On associe volontiers la répulsion que doit provoquer son attitude politique à des traits de caractères physiques ou moraux détestables, de façon à lui dénier tout idéalisme : il représente toujours l'homme du passé égoïste, hypocrite, corrompu.

B. Kerblay, La Société soviétique contemporaine, A. Colin, 1977.

Analyser

Document 10. Quel est l'objectif assigné au réalisme socialiste ? Les principes avancés relèvent-ils avant tout de critères politiques ou de critères esthétiques ? Que dit le texte de ces derniers ?

Document 11. Quel but Jdanov fixe-t-il aux écrivains ? Devant qui sont-ils responsables ? Quelle critique fait Jdanov des écrivains occidentaux ? Quel objectif assigne-t-il à la littérature soviétique, et pourquoi ? Montrez en quoi ce rôle assigné à la littérature diffère de celui qui lui attribuent généralement les intellectuels.

Document 12. En vous référant au cours, montrez en quoi cette œuvre se réclame du réalisme socialiste.

Document 13. Quelles sont les qualités du "héros positif" ? De quelle période de l'histoire soviétique sont-elles représentatives ? En quoi la personification du mal correspond-elle à un but de propagande politique ?

D. La remise en cause du modèle stalinien (1953-1964)

Après la mort de Staline, les nouveaux dirigeants de l'U.R.S.S. mettent en place une direction collégiale et s'efforcent de promouvoir une détente sur le plan national et international. Mais, surtout, à partir de 1956, Khrouchtchev remet en cause les pratiques de Staline, dénoncé comme un criminel ayant violé la légalité socialiste : c'est la déstalinisation.

1 La succession de Staline (1953-1956)

Les collègues de Staline mettent en place une direction collégiale. Ils redoutent des révoltes populaires. Cependant, ce n'est pas de la colère que le peuple ressent, mais un chagrin sincère. Afin d'éviter le retour d'une dictature personnelle, les dirigeants communistes mettent en place une direction collective exercée par les membres du Présidium du Comité central (ex-Politburo).

En tête de la nouvelle équipe vient Malenkov. D'abord président du Conseil des ministres et secrétaire général du parti communiste, il est contraint par ses collègues de choisir entre ses deux fonctions : il se prononce pour la direction du gouvernement, abandonnant alors à Nikita Khrouchtchev le Secrétariat général du Parti.

Malenkov est assisté de quatre vice-présidents : Beria, l'homme des services de sécurité, Molotov, ministre des Affaires étrangères, Boulganine, chef politique de l'armée, et Kaganovitch, chef du secteur économique. Très vite, des divergences apparaissent au sein de l'équipe. Beria, trop puissant, inquiète ses collègues qui l'éliminent, quelques mois plus tard, avec l'aide de l'armée.

Les dirigeants décident de mettre fin à l'arbitraire stalinien et de rétablir la légalité socialiste. Le secrétariat particulier de Staline est dissous, les fonctionnaires qui ont pratiqué des abus de pouvoir sont révoqués ou déplacés, les portes des camps s'ouvrent pour de nombreux prisonniers et le Goulag est rattaché désormais au ministère de la Justice, les médecins juifs accusés de complot par Staline sont réhabilités. Après la mort de Beria, la police politique est retirée au ministère de l'Intérieur et constituée en organisme autonome, le K.G.B. (Comité de sécurité d'État). Le peuple soviétique sort de la peur.

La détente politique s'accompagne d'une détente économique, les dirigeants espérant obtenir l'adhésion des citoyens en améliorant leur situation matérielle. Le prix des denrées alimentaires et des objets manufacturés est abaissé, les salaires augmentent. Malenkov fait réviser le plan en cours d'exécution pour avantager le secteur des biens de consommation. La situation des paysans s'améliore : les quotas de livraisons obligatoires sont réduits, les prix à la production relevés, les dettes des kolkhozes supprimées, les taxes sur les parcelles individuelles diminuées.

La détente atteint aussi la vie littéraire et il est désormais permis aux écrivains de critiquer la bureaucratie et de défendre leur liberté créatrice.

2 La déstalinisation (1956-1964)

Le rapport secret de Khrouchtchev, présenté au XX^e congrès du Parti, en février 1956, donne le signal de la déstalinisation. Il ouvre le procès de Staline, dénonçant les erreurs depuis 1934 et certains de ses crimes "contre d'honnêtes communistes et des chefs militaires traités en ennemis du peuple". Il dénonce également l'incapacité de Staline dans les préparatifs de la Seconde Guerre mondiale, les déportations de peuples entiers, son intransigence dans ses rapports avec les autres États socialistes, et il conclut sur la nécessité de "remettre complètement en vigueur les principes léninistes de la démocratie soviétique".

Ce faisant, Khrouchtchev n'entend pas remettre en cause le système économique et veut éviter la mise en cause du système politique lui-même. Le rapport insiste sur les souffrances du Parti terrorisé par Staline, dépossédé de tout pouvoir, qui ne peut donc être considéré comme complice.

Mais le XX^e Congrès consacre, involontairement, la fin de l'infailibilité du Parti. Si en dénonçant le système terroriste stalinien, le Congrès s'interdit d'y revenir, il ne peut empêcher, en retour, la mise en cause du Parti qui s'est rendu coupable d'avoir laissé Staline si longtemps à sa tête. Bon nombre de dirigeants communistes soviétiques ne pardonneront pas à Khrouchtchev cette mise en cause ; de même, les dirigeants communistes des démocraties populaires installés par Staline, ainsi que les Chinois et les Albanais. Surpris par l'ampleur des réactions, Khrouchtchev s'efforce de minimiser les effets de la déstalinisation.

Au XXII^e Congrès du Parti (octobre 1961), la dénonciation des crimes de Staline devient publique. La déstalinisation reprend : on décide le retrait du corps du dictateur du mausolée de Lénine, toutes les localités qui portaient son nom sont débaptisées.

Mais la déstalinisation est restreinte et de courte durée :

– Elle concerne la vie interne du parti communiste : ce qui importe aux dirigeants, c'est de garder le pouvoir en justifiant le Parti ; il n'est pas envisagé de changer l'idéologie ni de retirer au Parti le monopole du pouvoir, ni son droit de décider du destin de la société à laquelle il se substitue.

– Après la démission forcée de Khrouchtchev en 1964, les nouveaux dirigeants vont mettre la déstalinisation en sommeil pendant plus de vingt ans.

14 "Soudain, un événement a secoué toute la Russie"

Soudain, un événement a secoué toute la Russie : le 5 mars 1953, mourait Staline. Je n'arrivais pas à l'imaginer mort. Il faisait partie de moi-même et je ne comprenais pas comment nous pourrions jamais nous séparer (...). Les hommes s'étaient faits à l'idée que Staline pensait pour eux. Sans lui, ils se sentaient perdus. Toute la Russie pleurait. C'étaient des larmes sincères. C'étaient peut-être des larmes de peur pour l'avenir (...).

Je n'oublierai jamais comment nous avons marché vers le cercueil de Staline (...). Nous étions déjà des dizaines et des dizaines de milliers d'hommes serrés les uns contre les autres (...). Les hommes continuaient à arriver de partout, pressant ceux qui les précédaient, comme s'ils avaient hâte d'atteindre le cadavre de l'idole défunte. Sous leur poussée, la foule (...) s'est transformée d'un coup en un terrible torrent humain (...). Sous mes pieds, je sentis soudain quelque chose de mou. Il m'a fallu un moment pour réaliser que je marchais sur un corps humain. J'ai soulevé mes jambes d'horreur et je suis resté suspendu dans la foule qui dévalait toujours la pente (...).

E. Evtouchenko, Autobiographie, Julliard, 1963.

15 Des dirigeants victimes de la terreur

Le drame se joue (...) au sommet, pour quelques centaines de milliers d'hommes, dans les avenues du pouvoir, autour de dirigeants, de spécialistes, d'intellectuels (...).

La tempête d'épurations et de disparitions, le cirque incohérent de destitutions et de promotions alternées va recommencer. La vieillesse des tyrans, envahie de manies et de vanités, est redoutable. Staline a identifié la survie et la sécurité de la révolution avec sa propre survie. À l'approche de ses soixante-dix ans (...) son esprit, ses nerfs se délabrent (...). Il entre dans un monde d'obsession et de sénilité (...). Staline divise pour régner. Il écarte et il reprend (...). Personne ne doit jamais être assuré. Il regarde les interlocuteurs pour les troubler et dit : "Pourquoi avez-vous le regard sour-



16 Pyotr Below (1929-1988) le gardien d'un pavillon spécial, Moscou

Au pied cet homme, un fragment d'"enquête" comme on en remplit en U.R.S.S. pour tout déplacement ou pour des requêtes administratives.

nois aujourd'hui ?" Il y a des séides comme Beria, Jdanov, Kaganovitch, Vychinski, des absolument fidèles comme Molotov ou Vorochilov. Il les soupçonne aussi et il faut que chacun subisse une épreuve ou une peine (...).

E. d'Astier, Sur Staline, Plon, 1963.

Analyser

Document 14. Quels sont les sentiments du peuple soviétique à la mort de Staline ? Comment Evtouchenko les explique-t-il ? Comment se manifestent-ils lors des funérailles de Staline ?

Document 15. Comment les dirigeants ont-ils vécu la période stalinienne ? Quelle menace pesait sur eux ?

Document 16. Décrivez l'homme représenté sur cette peinture. Que suggèrent les décorations qu'il porte ? Que symbolisent le deuil de Staline ? le chien de garde à ses côtés ? le document déchiré ?

Document 17. En vous référant au cours, dites quel rôle les principaux dirigeants qui entourent Staline mort ont joué après 1953.



17 Les dirigeants soviétiques veillent le cadavre de Staline

À gauche du catafalque et de droite à gauche : Malenkov, Beria, Khrouchtchev.

À droite du catafalque et de gauche à droite : Boulganine, Vorochilov et Kaganovitch.

idées

A. Un pays à reconstruire

- Quels ont été les effets économiques et humains de la guerre sur l'Union soviétique ? Dans quel cadre et avec quelles priorités la reconstruction a-t-elle été entreprise ?
- Quels ont été, au plan des résultats économiques et au plan des conditions de vie de la population, les résultats des efforts entrepris ?

B. Le modèle communiste : le totalitarisme stalinien (jusqu'en 1953)

- Comment s'applique le totalitarisme stalinien ? Dans quels domaines et par quelles actions se manifeste-t-il ? Quel rôle y joue l'État ?

Approfondissement L

C. Le réalisme socialiste : un modèle culturel pour le monde communiste

- Dans quelles conditions et avec quels objectifs a été mis en place le réalisme socialiste ? En quoi consiste-t-il ? Quels sont ses effets sur la création ?
- En quoi est-il un des aspects du totalitarisme ?

D. La remise en cause du modèle stalinien (1953-1964)

- Quelle formule politique les successeurs de Staline mettent-ils en place ? En quoi la pratique des nouveaux dirigeants se distingue-t-elle du stalinisme ? Pourquoi ?
- Qu'est-ce que la déstalinisation ? Quelles en sont les causes et les limites ? En quoi porte-t-elle atteinte au modèle communiste ? Quelles réactions provoque-t-elle ?

dates

1946 : début de la *Jdanovtchina*.

1946-1950 : IV^e Plan quinquennal.

1949 : première bombe atomique soviétique. 70^e anniversaire de Staline.

1950-1954 : V^e Plan quinquennal.

1953 : bombe à hydrogène soviétique. "Complot des blouses blanches". Mort de Staline (5 mars).

1956 : XX^e Congrès du P.C.U.S. Rapport Khrouchtchev.

1961 : XXII^e Congrès du P.C.U.S. La déstalinisation devient publique.

1964 : démission forcée de Khrouchtchev.

mots clefs

Collectivisation

Transfert des propriétés privées à la collectivité.

Culte de la personnalité

Pratique consistant à organiser à travers l'écrit, l'image, etc., l'exaltation d'un dirigeant.

Déstalinisation

Remise en cause des pratiques de Staline. Elle est lancée au XX^e Congrès du P.C.U.S. en février 1956, par Khrouchtchev.

Goulag

Administration des camps de concentration soviétiques.

Planification

Système dans lequel la production est organisée par un plan obligatoire, qui inventorie les ressources, décide des investissements et fixe les quantités à produire. En U.R.S.S., la périodicité de ces plans est généralement quinquennale.

Réalisme socialiste

Doctrine esthétique qui exige des artistes qu'ils participent à l'édification du socialisme en peignant la réalité selon les vues du marxisme et dans un style accessible à tous.

Totalitarisme

Pratique qui exige que l'individu, dans la totalité de son être, s'intègre aux vues doctrinales imposées par l'État totalitaire. Le totalitarisme est une forme de dictature qui englobe la sphère des activités publiques (politique, société), et aussi le champ du privé (éthique, esthétique, croyances religieuses, vie familiale...).

Unité idéologique

Doctrine autour de laquelle s'organise l'État totalitaire et qui exclut toute autre croyance que celle imposée par lui.

LE COMMENTAIRE DE DOCUMENTS (II)

Dégager et analyser les thèmes

Après avoir rédigé l'introduction du commentaire (p. 23), il est nécessaire de dégager les principaux thèmes du texte : le plus simple est de le lire en notant au fur et à mesure les idées fondamentales qui apparaissent.

- Pour établir le plan du commentaire, on organisera ces idées en les regroupant sous deux ou trois thèmes (qui ne suivent pas nécessairement l'ordre du texte lui-même) : ils définissent les différentes parties du commentaire.

- Pour présenter la démarche suivie, on annoncera ces thèmes dans l'introduction, accompagnés d'une brève analyse.

corrigé

Introduction

Ce texte est un article paru dans le journal *La Pravda*, organe du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique. Il traduit donc les vues officielles du Parti. Son auteur appartient d'ailleurs à l'appareil du P. C., puisqu'il est un haut responsable du parti communiste de la République de Biélorussie.

L'article date d'octobre 1952, six mois avant la mort de Staline, c'est-à-dire l'époque où le dictateur est de plus en plus soupçonneux et où le totalitarisme atteint son apogée.

Analyse

De cet article se dégagent deux thèmes fondamentaux qui éclairent les vues de Staline, cité au début du texte :

- En premier lieu, l'Union soviétique est un pays en guerre virtuelle, qui se dit encerclé par les impérialistes, ce qui exige un Parti organisé quasi militairement ;
- En second lieu, la situation exige des membres du Parti une obéissance aveugle et absolue à celui-ci – c'est-à-dire à Staline.

sujet

18 L'unité idéologique du Parti

Nous nous rappelons et n'oublions jamais les directives du camarade Staline, à savoir que "dans la conjoncture actuelle de l'encerclement capitaliste nous avons besoin non seulement d'un Parti uni et cohérent, mais encore d'un véritable Parti d'acier, capable de résister aux ennemis du prolétariat, de mener les ouvriers au combat décisif". Que les rapaces impérialistes ne comptent pas sur un infléchissement dans nos rangs (...).

La force et l'invincibilité du Parti résident dans son unité et sa cohésion, dans son unité de volonté et d'action, dans l'aptitude de ses membres à confondre leur volonté avec la volonté et les aspirations du Parti. Le devoir sacré de chaque communiste est de sauvegarder comme la prunelle de ses yeux l'unité du Parti, la fidélité aux grandes idées du lénino-marxisme, de continuer à maintenir la cohésion dans nos rangs autour du Comité central du parti communiste, autour du gouvernement soviétique. Il est indispensable d'éduquer les communistes et tous les hommes soviétiques dans l'esprit d'un dévouement sans réserve au Parti, à la cause de Lénine-Staline, dans l'esprit d'une haute vigilance politique, d'intransigeance et de fermeté dans la lutte contre les ennemis des travailleurs (...).

N. Patolitchev (secrétaire du Comité central du P. C. de Biélorussie), *La Pravda*, 14 octobre 1952.

exercice

Rédigez l'introduction et l'analyse du document 19 en utilisant la méthode page 23 et celle présentée ci-dessus.

19 L'État et la religion en U.R.S.S.

Le pouvoir soviétique a séparé l'Église de l'État et l'école de l'Église et il a assuré à tous les citoyens la liberté de conscience et aux croyants, la liberté d'exercice du culte. La Constitution de l'U.R.S.S. garantit l'égalité en droits de tous les citoyens, indépendamment de leurs convictions religieuses. Mais le Parti et le pouvoir soviétiques estiment que la religion est une idéologie antiscientifique, contraire aux intérêts des travailleurs, et ils pratiquent une politique visant à libérer complètement les travailleurs de l'influence réactionnaire de cette idéologie antiscientifique.

D'autre part, le Parti n'admet que des méthodes de persuasion et d'explication en ce qui concerne le caractère nuisible de la religion et estime inadmissible d'avoir recours à des méthodes de

pression administrative sur les croyants. Le lénino-marxisme enseigne que la lutte contre la religion n'est pas une foi en soi, qu'elle est une partie de la lutte de classe livrée par la classe ouvrière et qu'elle doit être subordonnée à la solution des principaux problèmes que pose cette lutte. On doit procéder à l'élimination des survivances religieuses à l'heure actuelle conformément aux tâches consistant à renforcer l'unité morale et politique des travailleurs de l'U.R.S.S. ; la lutte pour l'édification du communisme en U.R.S.S. implique également la lutte pour l'édification communiste de tous les travailleurs, contre toutes les survivances du capitalisme dans leur conscience y compris les survivances religieuses.

Article de la revue soviétique *Prepodavanie Istori v Chkole*, juillet-août 1953.

La pratique du totalitarisme



20 Une vision rétrospective du totalitarisme : Grand Lénine, gouache sur carton de Pyotr Below (1985)

L'image écrasante et obsédante du fondateur du régime communiste soviétique envahit l'univers quotidien des citoyens soviétiques.

21 La persécution de nationalités entières

La répression a été [un des] moyens utilisés pour intimider les nations (...). Il faut retenir de ce système les sanctions adoptées à l'égard de nations entières et non d'individus ou de groupes isolés (...). Le premier groupe national frappé de cette manière fut celui des Allemands de la Volga (...). Dans le cours de la guerre, au fur et à mesure que progresse la libération des territoires occupés, les sanc-

tions frappent d'autres peuples (...). En tout sept nations furent ainsi arrachées à leurs foyers, ce qui représente au minimum un million de personnes (en 1939, on comptait 407 690 Tchetchènes, 92 074 Ingouches, 75 737 Karatchais, 42 666 Balkars, 134 271 Kalmouks, 380 000 Allemands de la Volga et plus de 200 000 Tatars de Crimée) (...). Dans les États baltes, des déportations partielles d'opposants eurent lieu après la guerre ; elles ne concernaient pas des faits

de collaboration, mais la résistance à la soviétisation et à la collectivisation. Pour réduire les paysans et les groupes armés de partisans, le gouvernement déporta en 1948-1949 environ 400 000 Lituanais, 150 000 Lettons, 35 000 Estoniens (...).

H. Carrère d'Encausse, Staline, l'ordre par la terreur, Flammarion, Coll. "Champs", 1979.

22 Créer une culture populaire

Les richesses spirituelles de nos concitoyens ne sont pas moins précieuses que nos richesses matérielles. La malfaçon dans l'éducation de l'âme humaine est encore plus grave que la non-réalisation d'un plan industriel (...). Le Parti exige de nos écrivains la création d'une vaste culture spirituelle. Les écrivains se trouvent placés en première ligne.

L'une des tâches importantes incombant aux écrivains soviétiques consiste à lutter contre l'influence corruptrice de la culture bourgeoise de l'Occident et de l'Amérique, contre l'admiration servile de cette culture décadente. Dans l'Union soviétique, on a créé une authentique culture populaire, fondée sur la doctrine la plus progressiste, celle de Marx, Engels, Lénine et Staline.

Notre art, reflétant un régime infiniment supérieur, à n'importe laquelle des démocraties bourgeoises de l'Occident et de l'Amérique, a le droit d'enseigner à l'ensemble de l'humanité un véritable humanisme (...). Grâce à la sage politique de notre Parti, aux directives du camarade Staline, la littérature soviétique a marqué d'importants succès au cours du plan quinquennal d'après-guerre.

Article d'A. Masnikao dans la revue *Bolchevik*, décembre 1951.

23 Une méthode imposée aux écrivains : le réalisme socialiste

Jdanov, idéologue du parti communiste soviétique, définit la voie à suivre.

Le camarade Staline a appelé nos écrivains "les ingénieurs des âmes". Cette définition a une profonde signification (...). Le peuple attend des écrivains soviétiques une véritable arme idéologique, une nourriture spirituelle qui l'aide à réaliser les plans de la grandiose édification socialiste, du relèvement et du développement de l'économie nationale de notre pays... Se guidant sur la méthode du réalisme socialiste, étudiant consciencieusement et attentivement notre réalité, s'efforçant de pénétrer plus profondément la nature du processus de notre évolution, l'écrivain doit éduquer le peuple et l'armer idéologiquement. Tout en choisissant les meilleurs sentiments, les vertus de l'homme soviétique, en lui montrant son avenir, nous devons montrer en même temps à nos gens ce qu'ils ne doivent pas être, nous devons fustiger les survivances du passé, les survivances qui empêchent les hommes soviétiques d'aller de l'avant. Les écrivains soviétiques doivent aider le peuple, l'État, le Parti, à éduquer notre jeunesse (...).

A. Jdanov, "Sur la littérature, la philosophie et la musique", *La Nouvelle Critique*, 1950.

24 Khrouchtchev juge le culte de la personnalité

Le culte de la personnalité a atteint de si monstrueuses proportions, surtout en raison du fait que Staline lui-même, utilisant toutes les méthodes concevables, a encouragé la glorification de sa propre personne (...). Un des exemples les plus caractéristiques de cette auto-glorification et du manque absolu de modestie de Staline est la publication, en 1948, de sa "Biographie abrégée". Staline y est flatté et glorifié à l'égal d'un dieu et considéré comme un sage infallible, "le plus grand des chefs", "le plus grand stratège de tous les temps". On en arriva à ne plus trouver de mots suffisamment forts pour chanter davantage ses louanges (...). Qu'il me suffise d'ajouter que toutes ces adulations avaient été approuvées par Staline lui-même et qu'il en avait ajouté d'autres, écrites de sa propre main sur le projet de texte du livre, (...). Où et quand a-t-on vu un chef chanter ses propres louanges ? Est-ce là un procédé digne d'un chef marxiste-léniniste ? Non (...).

Dans le projet de texte de son livre, on pouvait lire la phrase suivante : "Staline est le Lénine d'aujourd'hui."

Cette phrase apparut trop faible à Staline ; aussi, de sa propre main, la changea-t-il en "Staline est le précieux continuateur de l'œuvre de Lénine, ou, comme on le dit dans notre parti, Staline est le Lénine d'aujourd'hui". Vous voyez comme cela est bien exprimé, non par la nation, mais par Staline lui-même.

Extrait du rapport secret de N. Khrouchtchev.

25 L'univers concentrationnaire

Georg Csikos est un jeune Hongrois arrêté par les Soviétiques en 1949 et qui a connu divers camps soviétiques jusqu'en 1955.

Le jour de l'An, pendant qu'au petit matin, nous battions la semelle sur la place du rassemblement, le naryatchik, flanqué de tous ses adjoints (...) nous a annoncé que ce jour méritait d'être dignement fêté : comme quoi on va marrer quatorze heures (...).

Mais la vraie bonne surprise c'était pour le surlendemain. Ils ont relevé les normes de dix pour cent. On reste là comme assommés. Faudrait cracher nos tripes, sans blague, pour faire ça en douze heures. Combien de nous passeront le mois ? (...) De fait le nombre des morts s'accroît de jour en jour (...).

Le 3 janvier, le froid est tel que la respiration devient une vraie torture. Le jour de l'Épiphanie (...) le four numéro 1 de la briqueterie s'effondre pendant le défourmage. Il n'y a eu que six morts : ceux de l'équipe qui était juste à ce moment à l'intérieur. (...) Aucun sauvetage n'était

autorisé ; tout le monde devait aller au déchargement en attendant que ça se refroidisse davantage pour commencer à déblayer (...).

Au mois de février, la famine était telle que les zeks essayaient de chasser le rat après le dîner (...). Les ravages du scorbut s'ajoutaient au reste (...).

G. Csikos, en collaboration avec F. Tamas-Pilere, Katorga, un Européen dans les camps de la mort soviétiques, *Le Seuil*, 1986.

prépabac

Commentez les documents de cette double page en répondant aux questions suivantes :

1. De quand date chacun de ces documents ? Quels en sont les auteurs ? Sont-ils tous de même nature ?
2. De quelle période ces documents traitent-ils ?
3. Quels groupes nationaux sont touchés par la persécution évoquée au document 21 ? Quels sont les motifs et les buts de celle-ci ?
4. Quel objectif se trouve assigné aux écrivains par le document 23 ? Cet objectif vous paraît-il entrer dans le cadre habituel d'une politique gouvernementale ? Quel est le but visé par celle-ci ?
5. À quel type de pratiques appartient l'ensemble des faits évoqués par les documents étudiés ?

L'expansion du communisme dans le monde

(1945 - début des années 60)

*Pourquoi et comment les pays d'Europe de l'Est deviennent-ils des démocraties populaires au lendemain de la guerre ?
Pourquoi ces régimes deviennent-ils totalitaires ?
Comment la Chine devient-elle communiste ?*

sommaire

A. La formation des démocraties populaires d'Europe (1945-1949)	42
1. Les communistes prennent le pouvoir	42
2. Un bloc politique contrôlé par l'U.R.S.S. : la création du Kominform	42
3. Un bloc économique dominé par l'U.R.S.S.	42
B. Le totalitarisme stalinien dans les démocraties populaires (1948 - début des années 60)	44
1. Le schisme yougoslave (1948)	44
2. Le totalitarisme stalinien dans les démocraties populaires (1948-1953)	44
3. Une domination mal acceptée (1953 - début des années 60)	46
C. La poussée communiste en Asie (1949-1965)	48
1. La guerre civile en Chine (1945-1949)	48
2. Les débuts de la République populaire chinoise (1949-1953)	48
3. Vers le modèle soviétique (1953-1958)	48
4. Du "Grand bond en avant" au "Mouvement d'éducation socialiste" (1958-1965)	50
Fiche-bac	52
Sujets de bac	
Le commentaire de documents (III)	52
Dossier	
1948 : le "coup de Prague"	54

① Les Hongrois se soulèvent (1956)

Le mouvement du 23 octobre¹ n'avait eu que des inspireurs communistes et démocrates-socialistes. En renversant Gerö, en installant Kadar à la tête du Parti et Nagy aux rênes du gouvernement, leur action visait à la venue d'un socialisme délivré des tenaces séquelles de l'autoritarisme stalinien. Au soir du 25 octobre, cet objectif semblait être atteint. Je partageais l'avis de mes amis qui estimaient que cette révolution devait s'arrêter là (...).

Mais elle ne s'arrêta pas là (...). Les anciens partis de la coalition démocratique de jadis – social-démocrate, des petits propriétaires, national-paysan – s'étaient reconstitués (...). En l'espace de quelques jours, d'autres mouvements et partis – allant des démocrates libéraux-socialistes aux légitimistes – se constituèrent en nombre sans cesse croissant (...). Dès le lendemain du 30 octobre (...) ils dominèrent une opinion complètement désaxée (...).

G. Aryanosy, *Ils ont tué ma foi*, Laffont, 1971.

1. Le soulèvement de la population qui provoqua la chute des dirigeants staliniens.



Lénine unissant les hommes, détail d'une fresque du peintre mexicain Diego Rivera, 1934

A. La formation des démocraties populaires d'Europe (1945-1949)

Le prestige du communisme après la guerre et le rôle de l'Armée rouge permettent aux partis communistes de l'Europe de l'Est de s'emparer du pouvoir et d'inclure leurs pays dans un bloc politique et économique dominé par l'Union soviétique.

1 Les communistes prennent le pouvoir

Au lendemain de la guerre, le prestige du communisme est immense dans toute l'Europe. Il s'explique par le rôle joué par l'Union soviétique dans la défaite de l'Allemagne nazie, par l'action décisive des communistes dans la Résistance, mais aussi par l'idéologie communiste qui paraît promettre une société nouvelle où régnera la justice sociale. Aussi les partis communistes connaissent-ils un essor considérable en Europe de l'Ouest (surtout en France et en Italie), mais plus encore dans l'Europe de l'Est et du Centre libérée par l'Armée rouge (l'Albanie et la Yougoslavie ont été libérées par la résistance locale).

La présence de l'Armée rouge en Europe centrale et orientale permet aux communistes d'éliminer les autres tendances politiques. Après la dénazification qui permet d'éliminer les fascistes, réels ou virtuels, de nouveaux pouvoirs sont créés. Ils sont confiés aux antifascistes, communistes, socialistes, démocrates et agrariens réunis dans des "Fronts nationaux", comme il avait été prévu lors de la conférence de Yalta. Sous la pression de l'armée soviétique, les postes clés de ces gouvernements (Intérieur, Justice, Armée, Économie) sont attribués aux communistes : c'est à partir d'eux que s'opère la prise du pouvoir. Quand les adversaires sont nombreux, la tactique utilisée consiste à les diviser pour les affaiblir, avant de les éliminer à tour de rôle : c'est la tactique du "salami", employée par exemple en Hongrie. Tous les éléments hostiles ou peu sûrs sont remplacés par des communistes qui noyautent progressivement l'État, l'administration et la société. Les élections qui se déroulent sur un terrain ainsi préparé consacrent la prépondérance des communistes et des socialistes qui les ont ralliés. Les chefs de l'opposition s'enfuient ou sont emprisonnés et parfois condamnés à mort, et leurs partis sont interdits. La voie est désormais libre pour le passage au régime de démocratie populaire.

2 Un bloc politique contrôlé par l'U.R.S.S. : la création du Kominform

Fondé fin septembre 1947, le Bureau d'information des partis communistes (Kominform) a pour but réel de renforcer le contrôle soviétique sur les partis communistes d'Europe. C'est à l'occasion de cette fondation que Jdanov proclame officiellement la doctrine soviétique de la guerre froide. L'U.R.S.S. tient à mobiliser tous les

partis communistes contre l'ennemi commun, le "camp impérialiste", dirigé par les États-Unis (voir chap. 7).

Cette politique du Kremlin rend les partis communistes plus dépendants de l'U.R.S.S. et elle aboutit à la rupture des fronts constitués entre communistes d'une part, socialistes et démocrates de l'autre : pour Staline, il n'est en effet pas question de collaborer avec ceux qu'il considère comme des alliés potentiels de l'impérialisme.

La mainmise des communistes sur l'État est parfois rendue difficile par la résistance des autres tendances, comme par exemple en Hongrie et surtout en Tchécoslovaquie. Sous la présidence du libéral Bénès, la Tchécoslovaquie en est encore, début 1948, à la phase du "Front national" : chef du gouvernement, le communiste Gottwald prépare le passage du pays à une dictature communiste. Afin de préserver la démocratie, les ministres modérés démissionnent pour provoquer des élections anticipées. Mais, avec l'accord de l'U.R.S.S., Gottwald fait appel aux masses ouvrières dont l'intervention assure la victoire aux communistes. Peu après, le président Bénès démissionne et, sous l'autorité de Gottwald, la Tchécoslovaquie devient à son tour une démocratie populaire ("coup de Prague", février 1948 - voir le dossier pp. 54-55).

Dans tous les États de l'Est, c'est la fin du pluralisme politique : les partis socialistes, privés de leurs chefs, se prononcent, sous la menace, pour la fusion avec le parti communiste. On passe à un régime totalitaire régi par un parti unique et soumis aux consignes centralisatrices du Kremlin.

3 Un bloc économique dominé par l'U.R.S.S.

La reconstruction de l'Europe de l'Est se fait sous le contrôle étroit de l'U.R.S.S. Aux États ex-ennemis, l'Union soviétique impose des prélèvements au titre des réparations de guerre (démontages d'usines ou prélèvements de rails, fils télégraphiques, etc., en Allemagne de l'Est) ou la création de sociétés mixtes (dont la propriété est partagée entre l'U.R.S.S. et une démocratie populaire), dans lesquelles l'apport soviétique est constitué de biens allemands confisqués et celui des pays partenaires par des marchandises livrées comme réparations. Dans les États ex-alliés, des relations commerciales étroites sont nouées avec l'U.R.S.S., le système des prix avantageant cette dernière.



3 L'expansion du communisme en Europe

4 Roumanie : l'instauration du totalitarisme

Le caractère démocratique du régime de la Roumanie et la liberté qui a présidé aux élections sont illustrés par le grand nombre de votants (...). Le Bloc des partis démocratiques et l'Union populaire ont obtenu 79,6 % du total des votes, alors que la réaction n'en a obtenu que 7,94 % subissant ainsi une défaite écrasante (...).

Après la défaite essuyée dans les élections, le Parti national paysan a perdu son caractère de parti politique et s'est transformé toujours plus en un groupement de comploteurs (...). L'activité antipopulaire et antinationale du Parti national paysan constituant un obstacle dans la voie du développement démocratique du pays en juillet 1947, le parlement a privé de leur immunité parlementaire les députés du groupe de Maniu et adopté une motion de dissolution du Parti national paysan de Maniu (...). Le roi, qui, en décembre 1947, était complètement isolé et ne pouvait plus compter sur un appui intérieur, s'est vu contraint de céder et de signer l'acte de son abdication.

A. Petric et Gh. Tuteu, *L'instauration et la consolidation du régime démocratique populaire en Roumanie*, Bucarest, Éditions de l'Académie de la République populaire roumaine, 1964.

5 Hongrie : la réforme agraire

En Hongrie la réforme agraire fut réalisée en 1945 (...). Par cette réforme 8 millions d'acres de terre furent ainsi redistribués au bénéfice de près de deux millions d'individus qui constituaient auparavant un prolétariat rural, une classe d'ouvriers agricoles qui ne possédaient pas de terre. Mais la dimension moyenne de ces nouvelles propriétés était de 7 acres et un grand nombre d'entre elles étaient inférieures à 5 acres. C'étaient donc des domaines nains, anti-économiques, incapables de permettre une exploitation agricole rationnelle. Beaucoup de ces petits cultivateurs commencèrent leur nouvelle vie sans disposer d'aucune réserve de capital, sans posséder les instruments agricoles appropriés. On ne doit donc pas s'étonner si, en 1946, la surface cultivée du pays n'avait pas atteint 70 % de celle d'avant-guerre. Et par suite des dégâts causés par la sécheresse (...) les récoltes tombèrent à la moitié du niveau de 1939. Cette terrible crise agraire fut à l'origine d'une vague de défiance à l'égard des résultats de la réforme (...). En présence de cette tentative de réaction contre la réforme agraire, l'État (...) encouragea la constitution de coopératives agricoles destinées à pallier les conséquences défavorables d'un morcellement exagéré des

terres (...). En Hongrie, à la fin de 1949, le Moszk ou Centre national des coopératives hongroises contrôlait près de 3 000 coopératives agricoles.

J. de Castro, *Géopolitique de la faim*, Les Éditions ouvrières, 1952.

Analyser

Document 3. Quelle était en 1939 la limite du monde communiste ? Indiquez les régions d'Europe où le communisme s'est installé après la Seconde Guerre mondiale et expliquez comment s'est réalisée cette expansion.

Document 4. Reconstituez les étapes successives de la transformation de la Roumanie en démocratie populaire. Pour chacune, donnez une autre interprétation des faits évoqués.

Document 5. Quelles sont les deux étapes de la réforme agraire ? À quelle revendication répond la redistribution des terres ? Quel est l'obstacle économique à la réalisation de l'opération ? La constitution de coopératives est-elle uniquement imposée par la crise agraire ? Ne répond-elle pas également aux intentions idéologiques des gouvernants communistes ? Expliquez.

Jusqu'à la constitution, en 1949, du Comecon qui associe l'U.R.S.S. aux pays de l'Europe de l'Est (sauf la Yougoslavie), toutes les activités économiques des démocraties populaires sont organisées prioritairement en fonction des besoins de l'U.R.S.S. et selon ses décisions.

Dès 1946-1948, les principes soviétiques de socialisation des moyens de production et de planification économique sont appliqués :

- La collectivisation des terres se fait par étapes. La première phase de réforme agraire comprend la confiscation des grands domaines, suivie d'une redistribution aux paysans, l'État ne conservant qu'une faible partie des terres. Puis la collectivisation est préparée par la création de "stations de machines et tracteurs" (M.T.S.), sur le modèle des M.T.S. soviétiques, pour habituer le paysan au travail en collectivité et faciliter la

culture des grandes surfaces (les exploitations qui résultent des partages et sont inférieures à 5 hectares sont jugées non rentables). Des types de coopératives très variés sont créés, allant de la simple mise en commun du travail jusqu'à la collectivisation de tous les moyens de production. Sauf en Pologne et en Yougoslavie, qui y renoncent, la collectivisation est partout considérée comme effectuée entre 1956 et 1960.

- Les nationalisations s'appliquent d'abord aux secteurs clés de l'économie : industrie lourde, mines, centrales électriques, banques, assurances, transports et commerce. Puis elles s'étendent aux industries légères et, enfin, l'artisanat lui-même est touché. Elles sont considérées comme achevées entre 1948 et 1952.

- La planification s'aligne sur le modèle soviétique : priorité à l'industrie lourde et taux de croissance élevés.

B. Le totalitarisme stalinien dans les démocraties populaires (1948 - début des années 60)

En 1948, la Yougoslavie de Tito est rejetée du camp socialiste par le Kominform parce qu'elle n'accepte pas la soumission totale à l'Union soviétique. Il en résulte, dans les démocraties populaires totalement alignées sur l'U.R.S.S., un renforcement du totalitarisme. Après la mort de Staline, celles-ci tentent en vain de secouer le joug soviétique.

1 Le schisme yougoslave (1948)

C'est sans l'aide des Russes que Tito a réussi à libérer son pays et à y implanter le communisme : il estime n'avoir pas d'ordres à recevoir de Staline et entend traiter avec lui d'égal à égal. Mais Staline, qui a décidé de prendre en main le communisme international, exige une obéissance absolue des dirigeants communistes à la ligne qu'il fixe. Les dirigeants yougoslaves tiennent à créer le socialisme sans tomber sous la tutelle de l'U.R.S.S., aussi font-ils échec aux tentatives de Staline de noyauter l'armée, l'administration et le parti communiste avec des hommes qui lui sont inconditionnellement dévoués.

La Yougoslavie est mise au ban de la communauté socialiste au printemps 1948. En mars 1948, Staline rappelle tous ses experts de Yougoslavie, pensant impressionner les communistes yougoslaves et déclencher chez eux une opposition à Tito. Devant l'échec de cette tentative, il fait intervenir le Kominform, persuadé que Tito et ses collaborateurs reculeront devant une rupture avec le monde communiste. Une résolution du Kominform, en juin 1948, condamne donc les dirigeants yougoslaves, mais elle demeure sans effet, tandis qu'échoue, en Yougoslavie, une conspiration militaire ourdie par les Soviétiques.

Une campagne de propagande est alors déclenchée dans le but d'isoler Tito en le discréditant aux yeux des autres pays socialistes ; Staline tente, enfin, d'utiliser l'arme économique : la Yougoslavie est engagée dans un plan à long terme, qui nécessite l'aide des autres pays socialistes, aussi déclenche-t-il contre elle un véritable blocus.

Tito remet en cause la direction unique du monde socialiste par l'U.R.S.S. et ouvre la voie à l'idée de socialisme national : Tito ne cède pas à Staline et préfère nouer des relations commerciales avec l'Ouest, tout en se montrant d'une fidélité sans faille à ses options socialistes. Il procède en effet à une "bolchevisation" de son parti, au risque de se créer des difficultés intérieures.

Une forme de socialisme se réclamant des mêmes principes que l'U.R.S.S. mais politiquement indépendante de celle-ci se développe donc en Yougoslavie, à la grande fureur de Staline.

2 Le totalitarisme stalinien dans les démocraties populaires (1948-1953)

L'affaire yougoslave entraîne l'alignement des partis communistes d'Europe de l'Est sur le P.C.U.S. La rup-

6 Les raisons d'une rupture

Yatrov, le négociateur soviétique¹ montra manifestement qu'il avait des instructions de son gouvernement en vue de fonder des sociétés mixtes de production qui signifieraient l'exploitation de la Yougoslavie. Il était apparu clairement pendant la négociation que l'objectif soviétique n'était pas le développement des branches économiques arriérées de la Yougoslavie (...) mais l'accaparement des profits dès que les sociétés seraient formées. La réalisation de cet objectif aurait permis d'exploiter de telle façon les richesses naturelles de la Yougoslavie qu'elle exporterait surtout des matières brutes ; en d'autres termes, la Yougoslavie serait une source de matières brutes pour les pays les plus avancés et ne pourrait pas développer ses propres industries. Or, sans développement industriel, il n'y avait aucune base permettant d'édifier une société moderne en Yougoslavie. Pendant les pourparlers, Yatrov déclara ouvertement :

"Pourquoi auriez-vous besoin d'une industrie lourde ? Nous avons tout ce qu'il vous faut dans l'Oural (...)."

Les négociateurs soviétiques voulaient encore autre chose : ils voulaient que les sociétés mixtes aient un monopole sur le marché yougoslave, pour qu'à travers ce monopole le gouvernement soviétique exerce son contrôle sur les branches essentielles de l'économie du pays.

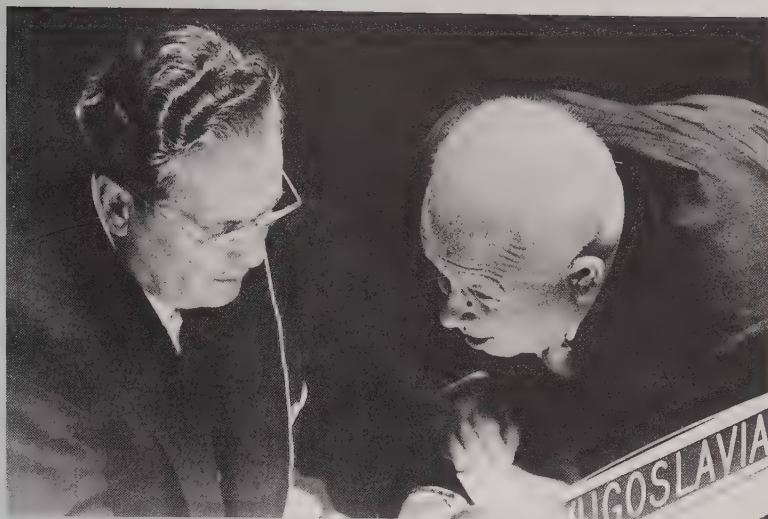
V. Dedijer, *Le Défi de Tito*, Gallimard, 1970.

1. Il s'agit des discussions économiques ouvertes en 1947-1948 entre Soviétiques et Yougoslaves.

7 juin 1948 : le réquisitoire du Kominform contre le P.C. yougoslave

Le Bureau d'information¹ constate que la direction du parti communiste de Yougoslavie poursuit une politique inamicale à l'égard de l'Union soviétique et du parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. On a laissé se développer en Yougoslavie une politique indigne de diffamation contre les spécialistes militaires soviétiques et de discrédit de l'armée soviétique. En ce qui concerne les spécialistes civils soviétiques en Yougoslavie, on a créé pour eux un régime spécial en vertu duquel ils ont été soumis à la surveillance des organes de sécurité d'État de Yougoslavie et ils ont été suivis par des agents (...).

Dans leur politique à l'intérieur du pays, les dirigeants du parti communiste de Yougoslavie abandonnent les positions de la classe ouvrière et rompent avec la théorie marxiste des classes et de la lutte des classes (...). Les dirigeants du parti communiste de Yougoslavie glissent de la voie marxiste-léniniste dans la voie du parti des koulaks et des populistes, sur la question du rôle dirigeant de la classe



9 Khrouchtchev et Tito à l'O.N.U. (1960)

Après la mort de Staline, Khrouchtchev tente de se rapprocher de Tito que Staline avait condamné afin de lui faire rejoindre le bloc soviétique. Cette tentative échouera devant la volonté d'indépendance yougoslave.

ouvrière, en affirmant que les paysans constituent la "base la plus solide de l'État yougoslave" (...). Les dirigeants yougoslaves abaissent le rôle du parti communiste ; ils le dissolvent en effet dans le Front populaire des sans-parti, qui comprend des éléments très différents du point de vue de classe (ouvriers, paysans, travailleurs ayant une exploitation individuelle, koulaks, commerçants, petits fabricants, intellectuels bourgeois, etc.)...

Le Bureau d'information constate qu'en raison de tout ce qui a été exposé, le Comité central du parti communiste de Yougoslavie (...) se met et met le parti communiste yougoslave en dehors de la famille des partis communistes frères, en dehors du front communiste unique et, par conséquent, en dehors du Bureau d'information (...).

Aux forces saines du parti communiste de Yougoslavie incombe la tâche d'obliger leurs dirigeants actuels à reconnaître ouvertement et honnêtement leurs fautes et à les corriger et à renforcer par tous les moyens le front socialiste unique contre l'impérialisme ; ou bien, si les dirigeants actuels du parti communiste de Yougoslavie s'en montrent incapables, de les changer et de promouvoir une nouvelle direction internationaliste du parti communiste de Yougoslavie.

Résolution du Kominform.

1. Kominform.

8 La réaction de Tito

Tout le conflit, surtout la résolution du Kominform, a été un coup dur pour notre peuple. En Yougoslavie, malgré nos doutes, nous avions foi en l'Union soviétique, en Staline. De mes propres yeux, j'ai vu tomber des partisans, pendant la guerre, le

nom de Staline sur les lèvres. Ce n'était pas en vain que nous avions, d'année en année, vanté à notre peuple l'Union soviétique comme le pays du socialisme (...). Nous ne rougissons pas de nos illusions (...); quand Staline les piétina si impitoyablement et si brutalement, cela nous blessa profondément, mais nous n'avons pas pour autant perdu notre foi dans le socialisme (...).

V. Dedijer, *Tito parle*, Gallimard, 1953.

Analyser

Document 6. Quel est l'objectif principal des Soviétiques ? Par quel moyen comptent-ils l'atteindre ? Quel aurait été pour la Yougoslavie le résultat de la création des sociétés mixtes ? Quel en aurait été le résultat quant à l'indépendance de la Yougoslavie ?

Document 7. Quelle accusation contient le 1^{er} paragraphe ? Cherchez-en dans le cours les raisons. Sur quel point précis porte le réquisitoire du 2^e paragraphe ? Vous paraît-il justifié ? Quel est le sens du 3^e paragraphe ? En quoi consiste l'appel lancé dans le dernier paragraphe ?

Document 8. Qui est Tito ? Quels sont ses rapports avec le mouvement communiste ? Quel facteur lui donne une relative indépendance par rapport à Staline ? Expliquez, à partir du document 8 et du cours, quels sont les sentiments successifs de Tito vis-à-vis de l'U.R.S.S. ? La considère-t-il toujours comme la patrie du socialisme ? Quitte-t-il le camp socialiste ? Quel parti prend-il ?

Document 9. Quel comportement réciproque de Khrouchtchev et de Tito suggère cette photographie ? Expliquez-en la signification.

ture avec Tito a en effet renforcé la méfiance de Staline envers le communisme national. Il ne peut prendre le risque de voir les dirigeants communistes des autres pays aspirer eux aussi à l'indépendance. Aussi va-t-il, par fidèles interposés, procéder dès l'été 1948 à l'épuration des appareils. En trois ans, elle touche 25 % des effectifs communistes. Elle commence au niveau supérieur par les dirigeants du Parti, de l'État, de l'administration, de l'armée. On retrouve la situation qui avait été celle de l'U.R.S.S. à l'époque des grandes "purgés" de 1936-1938 : presque tous les "vieux bolcheviks" sont éliminés au profit de communistes qui doivent tout à Staline. L'épuration gagne ensuite les échelons inférieurs. Les partis ainsi épurés s'alignent alors sur le parti communiste soviétique : même structure, même politique, mêmes méthodes... On assiste à une soviétisation des partis communistes de l'Europe de l'Est qui a pour but de les dénationaliser et de faire que les militants communistes placent les intérêts de l'U.R.S.S. au-dessus de ceux de leur propre pays.

Les partis mettent alors en place le totalitarisme stalinien dans leur pays. L'Église est mise au pas, les évêques surveillés, puis arrêtés. La presse doit se mettre au service du Parti et de la glorification de la politique soviétique. Les savants, écrivains et artistes sont enrôlés à leur tour et seul le "réalisme socialiste" est admis comme forme d'expression ; tout ce qui rappelle l'attachement traditionnel des artistes de l'Est au mouvement artistique de l'Occident doit être banni. L'alignement sur l'U.R.S.S. est tel qu'il dépasse les domaines économique, politique, doctrinal, culturel et artistique pour gagner le terrain linguistique : la langue russe, considérée comme celle du socialisme, est largement propagée.

À la fin de la période stalinienne, les démocraties populaires ont perdu leur identité nationale et ne sont plus que des satellites de l'Union soviétique.

③ Une domination mal acceptée (1953 - début des années 60)

Dès la disparition de Staline, des tensions se font jour dans le camp socialiste :

– Les émeutes de Berlin-Est, en juin 1953, sont une révolte contre les excès de la socialisation. À partir de 1950, l'Allemagne de l'Est commence à instaurer le socialisme sur le modèle soviétique et, en 1952, elle entre dans le Comecon. L'accélération de la socialisation et le durcissement du régime (qui annonce entre autres un relève-

ment de 10 % des normes de production, ce qui équivaut à une augmentation du temps de travail sans augmentation de salaire) aboutissent à une grève des ouvriers qui gagne les principales villes du pays. L'Armée rouge intervient alors pour briser la révolte et le Kremlin conseille aux dirigeants communistes allemands de faire des concessions ; la socialisation est alors freinée durant trois ans.

– **Les soulèvements polonais et hongrois de l'automne 1956 sont des conséquences de la déstalinisation.** La volonté de Khrouchtchev de mettre fin aux excès du stalinisme suscite des espoirs dans les pays de démocratie populaire et, en Pologne comme en Hongrie, l'occasion paraît bonne à certains dirigeants communistes de mettre en place une voie nationale vers le socialisme.

Dans les deux cas, les soulèvements aboutissent à la chute des dirigeants staliens. Mais si en Pologne le nouveau dirigeant, Gomulka, parvient à s'entendre avec les Soviétiques, confirmant le maintien de leurs troupes en échange d'avantages économiques et financiers, il n'en va pas de même en Hongrie, où le président du Conseil, Imre Nagy, se laisse déborder par un mouvement anti-communiste et antisoviétique et franchit les limites interdites : l'annonce du retour au multipartisme et, surtout, la dénonciation du pacte de Varsovie. Ces décisions provoquent l'intervention des chars soviétiques qui écrasent le mouvement.

La recherche de voies nationales vers le socialisme connaît d'étroites limites. L'U.R.S.S. normalise ses relations avec la Yougoslavie de Tito en 1955. Cependant, après 1956, en R.D.A., Tchécoslovaquie, Bulgarie et Pologne, la répression du socialisme national devient la tendance dominante. Elle est encouragée par le dirigeant chinois Mao Zedong, qui, à cette époque, soutient les gouvernements staliens d'Europe et prône l'unité du camp socialiste. Mais cette politique va trop à contre-courant de l'évolution de l'U.R.S.S. elle-même et des aspirations des populations pour pouvoir durer.

Quand Mao lui-même engage son pays dans la voie d'un socialisme national, l'Albanie, qui critique la déstalinisation et la politique extérieure de l'U.R.S.S., se range dans le camp de la Chine pour pouvoir sortir du pacte de Varsovie. La Roumanie de Gheorghiu Dej, sans aller aussi loin, profite de divisions introduites dans le camp socialiste par le schisme yougoslave et la rupture sino-soviétique (voir chap. 10) pour élargir le champ de son indépendance vis-à-vis de l'Union soviétique, en particulier dans les domaines économique et diplomatique.

10 En Tchécoslovaquie : le procès Slansky

Les accusés étaient soumis à toutes sortes de pressions et de tortures morales et physiques (...). On leur promettait l'indulgence du tribunal s'ils faisaient des aveux complets. On les brutalisait au point que plusieurs des accusés crurent être tombés aux mains de tortionnaires fascistes (...). Le médecin de la prison (...) administra aux accusés diverses drogues (...) qui les mettaient dans un état d'indolence euphorique, brouillant leur pensée et affaiblissant leur résistance. Réduits à des fantoches sans volonté, sans dignité humaine, les accusés furent obligés d'apprendre par cœur les aveux fabriqués par les policiers tchèques et supervisés et corrigés par les experts russes (...). Un des traits frappants du procès Slansky¹ était son caractère antisémite. Sur les quatorze accusés du procès, onze étaient juifs. Les organisateurs s'attachèrent à démontrer que ce n'était pas là chose fortuite. Les accusés juifs se dévoilaient comme prédisposés par leur origine, leur caractère ou leur éducation à se prêter comme instruments à l'espionnage américain (...), les Juifs, peuple international, jouant un rôle privilégié, avec leur base dans le jeune État d'Israël, dans l'immense conspiration dirigée par les États-Unis contre l'Union soviétique et dont l'un des buts était précisément "d'arracher la Tchécoslovaquie à l'amitié soviétique, de la transformer en une nouvelle Yougoslavie".

F. Fejtó, Histoire des démocraties populaires, t. 1, Le Seuil, 1952.

1. Dirigeant du P.C. tchécoslovaque.

12 La voie polonaise vers le socialisme

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'U.R.S.S. cessa d'être l'unique pays édifiant le socialisme. Sur l'arène mondiale sont apparus la Chine populaire et plusieurs pays de démocratie populaire, dont la Pologne, qui se sont engagés dans la voie de l'édification du socialisme. Devant les partis ouvriers de ces pays, et, par conséquent, devant notre Parti, se sont posés des problèmes qui, auparavant, n'existaient pas en pratique. Font partie de ces problèmes des questions telles que la voie menant au socialisme dans des conditions propres à chaque pays, ce qui, dans une certaine me-

sure, se projette sur la formation d'un modèle de socialisme et sur les rapports mutuels entre Partis et États, entre les Partis et les gouvernements des pays du camp du socialisme (...).

Ces rapports devraient se cristalliser sur la base d'une solidarité ouvrière internationale ; ils devraient s'appuyer sur la confiance mutuelle et l'égalité des droits (...). Dans le cadre de tels rapports, chaque pays devrait posséder une pleine indépendance et une pleine autonomie, et les droits de chaque peuple à se gouverner souverainement dans un pays indépendant devraient être totalement et mutuellement respectés (...).

W. Gomułka.

Discours du 21 octobre 1956



13 La révolution hongroise de 1956

Le rejet du communisme s'exprime ici par la destruction de la statue de Staline dont la tête est rejetée sur la chaussée.



11 Procès d'un dominicain en Tchécoslovaquie

Analyser

Document 10. Comment sont obtenus les aveux des accusés ? Pourquoi le procès revêt-il un caractère antisémite ? Montrez comment les arguments employés relèvent à la fois du racisme, de la propagande de guerre froide et de l'hostilité à Tito.

Document 11. Où se situe cette scène ? Qui est accusé ? Cherchez dans le cours l'explication de cette scène.

Document 12. Comment Gomułka explique-t-il l'apparition de voies nationales vers le socialisme ? Ne passe-t-il pas sous silence un État qui l'a réalisé ? Pourquoi ? Montrez comment le second paragraphe tend à la fois à rassurer les Soviétiques et à satisfaire les aspirations de la population polonaise.

Document 13. Décrivez la photographie. Que manifeste-t-elle quant aux sentiments des Hongrois vis-à-vis de l'U.R.S.S. et du Communisme ?

C. La poussée communiste en Asie (1949-1965)

La guerre civile entre les nationalistes du Guomindang et les communistes chinois s'achève, en 1949, par la victoire de ces derniers. La République populaire de Chine s'efforce de moderniser le pays et, dans un premier temps, de développer son économie sur le modèle soviétique. Mais, dès 1958, Mao Zedong choisit de s'engager dans une voie chinoise vers le socialisme qui conduit à de lourds échecs.

1 La guerre civile en Chine (1945-1949)

La capitulation du Japon en 1945 fait de la Chine l'un des grands vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Tchang Kaï-chek obtient même un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. Mais le pays, ruiné par de longues années de guerre civile et étrangère, reste très divisé : la lutte opposant depuis 1927 les nationalistes du Guomindang au parti communiste chinois n'a en fait jamais complètement cessé, même après leur alliance forcée (le "front uni") contre l'agression japonaise. Le régime de Tchang Kaï-chek, qui s'est peu distingué dans la guerre contre le Japon, est en pleine décomposition, malgré le soutien des milieux d'affaires, des grands propriétaires fonciers et des États-Unis : inflation galopante, corruption, lutte de factions...

Les communistes chinois bénéficient au contraire du prestige que leur a conféré une lutte efficace contre l'occupant nippon. Ils contrôlent 19 "zones libérées" représentant 950 000 km² et près de 100 millions d'habitants. Avec 1 210 000 membres en 1945, le parti communiste chinois, dirigé par Mao Zedong, est une force politique capable de s'opposer à un gouvernement nationaliste autoritaire et décadent.

Après divers affrontements entrecoupés de trêves, la guerre civile larvée entre nationalistes et communistes chinois s'amplifie : avec l'évacuation de la Mandchourie par les Soviétiques au printemps 1946, chacun des deux camps veut occuper le pays. D'abord victorieuses, les troupes de Tchang Kaï-chek sont débordées, dès l'été 1947, par les actions de guérilla des communistes, qui gagnent à leur cause des millions de paysans par une réforme agraire appropriée (confiscation et redistribution des terres des grands propriétaires fonciers).

Prenant l'offensive à l'automne 1948, l'Armée rouge chinoise s'empare, en 1949, de toutes les grandes villes, obligeant le gouvernement nationaliste à se réfugier à Taïwan (Formose). Mao Zedong peut alors proclamer à Pékin, le 1^{er} octobre 1949, la naissance de la "République populaire de Chine".

Parallèlement, les communistes tentent de prendre pied dans toute l'Asie. En Corée du Nord où l'influence com-

muniste règne depuis la fin de la guerre, Kim Il Sung installe en 1948 une démocratie populaire. Des insurrections communistes éclatent dès 1946 en Turquie, en Iran, en Indonésie et en Indochine française.

2 Les débuts de la République populaire chinoise (1949-1953)

La tâche du nouveau régime, en 1949, apparaît gigantesque, mais le parti communiste chinois ne manque pas d'atouts. Il faut reconstruire un immense pays dévasté, réorganiser l'administration, moderniser l'économie et changer radicalement une société restée en grande partie très traditionnelle. Fort de ses 4,5 millions de membres (dont 72 % de paysans et seulement 2 % d'ouvriers), le Parti peut s'appuyer sur la puissante Armée rouge chinoise et sur de nombreuses organisations de masse. Son autorité est grande dans le pays, qui retrouve une unité jamais pleinement réalisée depuis la fin de l'Empire, en 1911. Il est d'ailleurs d'autant mieux accueilli que le régime de Tchang Kaï-chek laisse bien peu de regrets dans la population.

La reconstruction du pays s'effectue dans le cadre de la "Nouvelle démocratie" : c'est un régime de transition vers le socialisme, défini dès 1950 par Mao Zedong, associant aux communistes des démocrates et des libéraux "anti-impérialistes". Aussi, dans un premier temps, les nationalisations restent-elles limitées dans l'industrie, et la réforme agraire de 1950, qui redistribue les terres des grands propriétaires aux paysans pauvres, ménage encore les paysans riches dont la capacité productive est, d'ailleurs, vitale pour l'économie nationale.

Mais le nouveau pouvoir entend également remodeler idéologiquement la société traditionnelle : diverses mesures sont prises, comme la loi sur le mariage (1950) qui cherche à émanciper la femme chinoise d'un système patriarcal, et des "campagnes de masse" sont lancées (contre la corruption, le bureaucratisme...) de façon souvent brutale. Une dure répression s'abat sur les "contre-révolutionnaires" (propriétaires fonciers, intellectuels...) qui sont physiquement éliminés ou "rééduqués" : elle fait, au total, plusieurs millions de victimes.



14 L'expansion du communisme en Asie

15 L'art d'appliquer la réforme agraire

En février 1948, des règles nouvelles précisent le mode d'application de la loi agraire du 10 octobre 1947 en distinguant les régions anciennement et récemment libérées. Nous ne devons pas chercher à y appliquer la loi agraire d'un seul coup mais en deux étapes. Dans la première étape, il faut neutraliser les paysans riches et diriger les coups exclusivement contre les propriétaires fonciers. Cette étape doit être elle-même subdivisée en plusieurs paliers, à savoir : propagande, organisation préliminaire, distribution des biens mobiliers des gros et moyens propriétaires fonciers, distribution des terres des gros et moyens propriétaires fonciers tout en prenant en considération les intérêts des petits propriétaires fonciers, et enfin distribution des terres de toute la classe des propriétaires fonciers. Au cours de cette étape, des ligues de paysans pauvres doivent être organisées pour former l'ossature de direction et des unions paysannes peuvent être également organisées avec comme corps principal la masse des paysans pauvres. Dans la seconde étape, il faut distribuer les terres données à ferme par les paysans riches, leurs excédents de terre et une partie de leurs autres biens et distribuer la part des terres des propriétaires fonciers qui n'a pas été distribuée complètement dans la première étape. La première étape devra prendre environ deux ans et la seconde une année.

Cité dans J. Guillermaiz, *Histoire du Parti communiste chinois*, Payot, 1975, t. 2.

16 Le mariage de "Nouvelle Démocratie"

Loi sur le mariage (1^{er} mai 1950)

■ Art. 1 – Le mariage féodal arbitraire et obligatoire, qui est basé sur la supériorité de l'homme sur la femme, et qui ignore les intérêts des enfants, est aboli. Le mariage de "Nouvelle démocratie", qui est fondé sur le libre choix des partenaires, sur la monogamie, sur les droits égaux pour les deux sexes, et sur la protection des intérêts légaux des femmes et des enfants, doit être mis en pratique.

■ Art. 2 – La bigamie, le concubinage, les fiancés-enfants, les interventions dans le remariage des veuves et l'extorsion d'argent et de cadeaux à l'occasion du mariage sont interdits. (...)

■ Art. 8 – Le mari et la femme sont tenus de s'aimer, de se respecter, de s'assister, de prendre soin l'un de l'autre, de vivre en harmonie, de s'engager dans la production, de prendre soin des enfants, de faire de communs efforts pour le bien-être de la famille et pour la construction d'une société nouvelle. (...)

■ Art. 10 – Le mari et la femme ont des droits égaux à la possession et à la gestion des biens familiaux.

■ Art. 11 – Le mari et la femme ont tous deux le droit de se servir de leur propre nom de famille. (...)

■ Art. 13 – Les parents ont le devoir d'élever et d'éduquer leurs enfants ; les enfants ont le devoir d'assister leurs parents et de subvenir à leurs besoins. Ni les parents ni les enfants ne doivent se maltraiter les uns les autres, ou s'abandonner. (...)

■ Art. 15 – Les enfants nés hors des liens du mariage auront les mêmes droits que les enfants nés en mariage légitime (...).

■ Art. 17 – Le divorce sera accordé quand le mari et la femme le désirent. Dans le cas où soit le mari soit la femme insiste pour divorcer, le divorce ne peut être accordé qu'après arbitrage des autorités populaires de district et du tribunal populaire de district, si cet arbitrage n'aboutit pas à une réconciliation.

Cité dans J. Chesneaux, *Histoire de la Chine*, Hatier, 1977, t. 4.

Analyser

Document 14. Quels sont les domaines respectifs des communistes et des nationalistes en Chine en 1946 ? Comment s'opère la progression des communistes de 1946 à 1949, puis de 1949 à 1950 ?

Quelles sont les autres régions d'Asie où se produisent des insurrections communistes au lendemain de la guerre ?

Document 15. Pourquoi Mao Zedong ne veut-il pas appliquer d'un seul coup la réforme agraire ? Quelles catégories sociales distingue-t-il dans les campagnes ? Comment pense-t-il tirer parti de ces divisions ?

Document 16. Quels abus la loi sur le mariage entendait-elle réprimer ? Quels devaient en être les bénéficiaires ? Quel est le but de cette loi ?

3 Vers le modèle soviétique (1953-1958)

En quelques années, la Chine connaît un redressement économique remarquable (augmentation de la production agricole et industrielle, réorganisation monétaire et financière...) facilité par le retour à la paix. Estimant l'œuvre de reconstruction suffisamment avancée, les dirigeants chinois décident de passer à une seconde étape dans le développement du pays.

En 1953, un plan quinquennal inspiré du modèle soviétique est adopté, privilégiant l'industrie (58,2 % des investissements) au détriment de l'agriculture (7,6 %), l'accent étant mis tout particulièrement sur l'industrie lourde dans la pure tradition stalinienne.

La socialisation des structures de production est engagée, également selon le précédent soviétique, et conduit les responsables chinois à mettre fin au système économique de transition adopté dans le cadre de la "Nouvelle démocratie". Les entreprises industrielles et commerciales sont progressivement nationalisées : le secteur privé, qui représentait encore 40 % de la production industrielle en 1952, a pratiquement disparu à la fin du quinquennat.

La collectivisation des campagnes est brusquement accélérée par Mao Zedong au cours de l'été 1955. Par intérêt (garantie de l'État contre les famines), par résignation ou par contrainte, la quasi-totalité des 120 millions de familles paysannes se retrouvent organisées en coopératives à la fin de l'année 1956. L'opposition à cette brutale collectivisation n'a jamais eu l'importance de celle qu'a connue l'U.R.S.S. en 1928-1929.

La même fidélité au modèle soviétique se retrouve au plan politique, avec l'adoption de la Constitution de 1954. Comme en U.R.S.S., le système repose sur la dualité du parti communiste et de l'État (même s'il existe une façade de multipartisme en Chine). La réalité du pouvoir appartient au P.C.C. et non à l'Assemblée populaire nationale, élue au suffrage universel indirect.

Des campagnes mobilis : ant les masses populaires sont périodiquement lancées. Elles font l'originalité du communisme chinois et sont destinées à lutter contre divers maux (le sectarisme, l'"embourgeoisement" des cadres...) ou à imposer une ligne politique définie par le Parti.

C'est ainsi qu'est lancée, en 1956, la "campagne des Cent Fleurs" : elle encourage la libre discussion dans le domaine des lettres et des arts, et s'élargit rapidement du plan culturel au plan politique. Un flot de critiques monte alors contre le P.C.C., certains contestataires n'hésitant pas à remettre en question le principe même de l'option socialiste en Chine. Les dirigeants communistes répondent aussitôt par une violente répression "antidroitière" (1957), soulignant ainsi les limites de la libéralisation du régime.

4 Du "Grand bond en avant" au "Mouvement d'éducation socialiste" (1958-1965)

En 1958, la Chine décide d'abandonner le modèle soviétique en économie, cherchant désormais sa propre voie vers le socialisme (voir chap. 10). À l'initiative de Mao Zedong, une nouvelle stratégie est alors lancée, le "Grand bond en avant", dont les objectifs ambitieux doivent être atteints par une mobilisation générale de la population, en utilisant notamment l'énorme potentiel, sous-employé, de la main-d'œuvre rurale. Pour mener à bien cette politique, les récentes coopératives agricoles sont regroupées en 26 000 communes populaires, nouvelle base de la société chinoise intégrant toutes les activités économiques et administratives : l'agriculture, l'industrie, l'éducation, la santé, l'organisation militaire... La vie collective (réfectoires, crèches...) doit s'y développer à un point tel que les Chinois pensent avoir trouvé dans cette formule un "raccourci vers le communisme".

Mélange de volontarisme et d'utopie, le "Grand bond en avant", après une euphorie passagère, se révèle être un grave échec. La Chine connaît de 1959 à 1961 "trois années amères" marquées par une catastrophe alimentaire qui fait 10 à 15 millions de victimes. Cette crise profonde, qui frappe tous les secteurs de la vie économique, s'explique par la conjonction de nombreux facteurs : des calamités naturelles, le ralentissement puis l'arrêt de l'aide soviétique, mais surtout des erreurs techniques (défrichements abusifs, drainages inconsidérés...) et des défaillances humaines dues à l'incompétence ou à la présomption de nombreux cadres nationaux ou locaux.

L'échec du "Grand bond en avant" affaiblit la position de Mao Zedong au sein du P.C.C. Dès 1959, des dirigeants plus pragmatiques (Liu Shaoqi, Deng Xiaoping, Zhou Enlai...) entreprennent le "réajustement" de l'économie en redonnant la priorité à l'agriculture dans les investissements et en assouplissant les contraintes collectives (réorganisation des communes populaires, restauration des petits lopins de terre individuels...). La situation économique se redresse à partir de 1962 mais Mao Zedong dénonce alors les "tendances capitalistes spontanées" qui, selon lui, renaissent dans le pays.

Mao Zedong lance une nouvelle campagne de masse, le "Mouvement d'éducation socialiste" et entraîne le P.C.C. quelque peu réticent à durcir sa ligne politique ("N'oubliez jamais la lutte des classes"). Au cours de cette campagne, commence à se développer un véritable culte de la personnalité avec la diffusion massive, dès 1964, du *Petit Livre rouge*. Fort du soutien de l'armée (dirigée par Lin Biao), Mao va bientôt s'appuyer sur la jeunesse intellectuelle, mécontente de l'idéologie passéiste ou technocratique qui domine dans les milieux universitaires, pour "arracher le pouvoir aux cadres pourris du Parti".



17 La collectivisation des campagnes vue par la propagande chinoise

18 Collectiviser les campagnes (1949-1958)

Si, en une période de trois plans quinquennaux environ, nous ne sommes pas capables de résoudre pour l'essentiel le problème de la coopération agricole (...) notre industrialisation socialiste se heurtera à d'énormes difficultés et nous ne saurons la mener à bien. Le même problème s'est posé à l'Union soviétique dans l'édification du socialisme ; elle l'a résolu en dirigeant et en développant de façon planifiée la coopération agricole. C'est seulement en appliquant la même méthode que nous pourrions, nous aussi, résoudre ce problème.

Discours de Mao Zedong prononcé le 31 juillet 1955 au cours d'une réunion des cadres provinciaux du P.C.C.

19 Mao contre les "révisionnistes"

Les révisionnistes approuvent le marxisme du bout des lèvres et attaquent eux aussi le dogmatisme. Mais leurs attaques visent en fait la substance même du marxisme. Ils combattent ou dénaturent le matérialisme et la dialectique², ils combattent ou tentent d'affaiblir la dictature démocratique populaire et le rôle dirigeant du parti communiste, ainsi que la transformation et l'édification socialistes.

Mao Zedong, De la juste solution des contradictions au sein du peuple, 1957.

1. Terme appliqué par les communistes chinois aux dirigeants soviétiques après la déstalinisation.

2. Théorie philosophique qui considère le progrès des idées et des sociétés comme résultant d'affrontements contradictoires.

20 La voie chinoise passe par les communes populaires (1958-1976)

Le système des communes populaires a montré au peuple de notre pays la voie de l'industrialisation graduelle des zones rurales, la voie vers la transition graduelle de la propriété du peuple tout entier dans l'agriculture, la voie vers la transition graduelle du principe socialiste "à chacun selon son travail" au principe communiste "à chacun selon ses besoins", la voie tendant à la réduction graduelle et à l'élimination finale des différences entre la ville et la campagne, entre ouvriers et paysans, entre travailleurs intellectuels et travailleurs manuels, et la voie tendant à la réduction graduelle et l'élimination finale de la fonction intérieure de l'État.

Résolution de Wuban, 10 décembre 1958.

21 La mystique du "Grand bond en avant"... et les réalités

À travers tout le pays, l'esprit communiste se répand comme une traînée de poudre. Pour rattraper les grandes puissances capitalistes en matière de production agricole et industrielle, il faudra donc moins de temps que prévu...

Mao Zedong, Le Quotidien du peuple, 1^{er} octobre 1958.

Statistiques agricoles (en millions de tonnes)

	1957	1958 ¹	1958 ²	1958 ³
Grains	195	375	250	200
Coton	1,64	3,5	2	1,7

1. Évaluations de l'automne 1958, confirmées en avril 1959.

2. Statistiques révisées à l'automne 1959.

3. Statistiques communiquées en 1979-1981.

M.-C. Bergère, La République populaire de Chine de 1949 à nos jours, Colin, 1987.

Analyser

Document 17. Relevez les divers éléments qui constituent cette affiche. Quel effet cherche-t-elle à produire ?

Document 18. Quel modèle Mao propose-t-il en exemple ? Quel but poursuit-il ? par quel moyen ? Les campagnes sont-elles l'objet essentiel de son intérêt ?

Document 19. Qui sont les "révisionnistes". Que signifie ce terme ? Comment Mao Zedong le justifie-t-il ? Cette critique vous paraît-elle fondée (voir chap. 2, p. 34) ?

Document 20. Montrez en quoi le projet de 1958 diffère de celui du document 18.

Quel est le but désormais visé ? En quoi apparaît-il en concurrence avec le projet soviétique ?

Document 21. Quel but Mao assigne-t-il au "Grand bond en avant" ? Comparez cet objectif avec les résultats réels ? Pourquoi a-t-on, pour l'année 1958, trois statistiques différentes ?

idées

A. La formation des démocraties populaires d'Europe (1945-1949)

- *Quels facteurs ont favorisé la prise de pouvoir par les communistes ? Comment ceux-ci ont-ils éliminé leurs adversaires ?*
- *Comment s'opère la mainmise des partis communistes sur les pays de l'Europe de l'Est ? À quel résultat politique aboutit-on ?*
- *Comment l'Union soviétique a-t-elle organisé l'économie des démocraties populaires ? Comment leurs structures sont-elles transformées ?*

B. Le totalitarisme stalinien dans les démocraties populaires (1948-début des années 60)

- *Quelles sont les causes de la rupture entre Tito et Staline ? Qu'en résulte-t-il pour la Yougoslavie ?*
- *Comment s'opère la soviétisation de l'Europe de l'Est ? En quoi peut-on dire qu'un totalitarisme s'y installe ?*
- *Comment les populations des pays de l'Europe de l'Est réagissent-elles après la mort de Staline ? Quelle situation s'installe au milieu des années 60 et pourquoi ?*

C. La poussée communiste en Asie (1949-1965)

- *Quels sont les aspects et les étapes de la poussée communiste en Asie ?*
- *Quels objectifs s'assignent les dirigeants communistes chinois ?*
- *Sur quel modèle Mao entend-il dans un premier temps moderniser la Chine ? Pourquoi y renonce-t-il ? Quelle voie préconise-t-il alors ? Quels en sont les résultats ?*

mots clefs

Comecon

Organisation économique créée en 1949 et rassemblant, autour de l'U.R.S.S., les pays communistes d'Europe (sauf la Yougoslavie).

Commune populaire

Unité administrative et économique, qui forme la nouvelle base de la société chinoise à partir de 1958.

Démocratie populaire

Nom donné aux régimes communistes installés en Europe et en Asie après 1945.

Dénazification

Politique destinée à éliminer de la vie politique et sociale les nazis ou leurs collaborateurs, mais qui sert, en fait, à combattre les élites adversaires du communisme.

Kominform

Bureau d'information des partis communistes, créé en septembre 1947. C'est, en fait, l'instrument de la direction des partis communistes par l'U.R.S.S. Il est dissous en 1956.

Pacte de Varsovie

Pacte "d'amitié, de coopération et d'aide mutuelle" conclu entre les pays communistes d'Europe – sauf la Yougoslavie – et l'U.R.S.S. (qui commande les forces militaires).

Socialisme (ou communisme) national

Expérience de réalisation, dans un cadre national, des objectifs du communisme. Cette pratique s'oppose aux vues des théoriciens du marxisme pour qui le socialisme ne peut se réaliser que dans un cadre international.

dates

EUROPE

1945 : formation des Fronts nationaux.

1946-1949 : formation des démocraties populaires.

1947 : création du Kominform. Doctrine de Jdanov.

1948 : coup de Prague. Schisme yougoslave.

1949 : création du Comecon.

1953 : mort de Staline. Émeutes de Berlin-Est.

1955 : pacte de Varsovie.

1956 : "Octobre" polonais et insurrection hongroise.

1961 : construction du mur de Berlin.

ASIE

1946-1949 : conquête de la Chine par les communistes.

1950 : "Nouvelle démocratie".

1953 : plan quinquennal de type soviétique.

1955 : collectivisation des campagnes.

1956 : campagne des "Cent Fleurs".

1957 : dénonciation du révisionnisme.

1958 : début du "Grand bond en avant".

1961 : rupture sino-soviétique.

1962 : mouvement d'éducation socialiste.

LE COMMENTAIRE DE DOCUMENTS (III)

Organiser et rédiger le commentaire

L'introduction (p. 23) et l'analyse des thèmes (p. 37) ayant été faites, il s'agit maintenant de passer au commentaire lui-même.

• **Comment procéder :**

– Relever pour chacun des thèmes retenus : les idées avancées, les arguments utilisés, les exemples retenus, et les expliquer de manière aussi approfondie que possible par les connaissances que vous pouvez trouver dans le livre, les encyclopédies, des dictionnaires.

– Présenter ces idées dans un ordre logique à l'intérieur de chaque thème.

– Identifier au passage les personnages cités, expliciter les allusions, éclairer les dates.

• **Comment présenter le commentaire :**

Ce travail de commentaire doit prendre la forme d'un texte suivi. Son contenu est un commentaire de passages du document, explicitement cités (à tout moment, votre correcteur doit savoir quelle phrase vous commentez).

• **Attention :** jamais le commentaire ne doit prendre la forme d'une dissertation autour du texte, sans citation, ce qui serait lourdement sanctionné, ni d'une paraphrase répétant le texte sans l'éclairer.

sujet

22 Churchill dénonce l'expansion du communisme en Europe

Une ombre s'est répandue sur les scènes si récemment illuminées par la victoire alliée. Personne ne sait ce que la Russie soviétique et son organisation communiste internationale ont l'intention de faire dans l'avenir immédiat, ni quelles seront les limites, s'il en est, que respecteront leurs tendances à l'expansion et au prosélytisme. De Stettin, dans la Baltique, à Trieste, dans l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers le continent. Derrière cette ligne se trouvent les capitales de tous les pays de l'Europe orientale : Varsovie, Berlin, Prague, Vienne, Budapest, Belgrade, Bucarest et Sofia. Toutes ces villes célèbres, toutes ces nations se trouvent dans la sphère soviétique et toutes sont soumises sous une forme ou sous une autre, non seulement à l'influence soviétique, mais encore au contrôle très étendu et constamment croissant de Moscou. (...) Les communistes qui étaient très faibles dans tous ces pays de l'Est européen ont été investis de pouvoirs qui ne correspondent nullement à leur importance numérique et cherchent partout à s'entourer d'un contrôle totalitaire. (...) Sauf en Tchécoslovaquie, il n'existe pas dans cette partie de l'Europe de vraie démocratie. (...)

J'ai appris pendant la guerre à connaître nos amis et alliés russes, et je suis convaincu qu'il n'y a rien au monde qu'ils admirent autant que la force et rien qu'ils respectent moins que la faiblesse militaire.

*Discours de Churchill à Fulton,
5 mars 1946.*

exercice

1. Rédigez l'introduction avec la présentation et l'analyse des trois thèmes du texte 22.

2. Complétez le commentaire amorcé, en exemple, ci-dessous à l'aide des consignes proposées :

– “Le rideau de fer” : expliquez l'expression. En quoi les pratiques de l'U.R.S.S. aboutissent-elles à isoler la zone occupée ?

– “Derrière cette ligne ... Sofia” : pour chacune des villes concernées, évoquez le statut du pays avec trois catégories : les ex-alliés, les ex-ennemis, les possibilités d'indépendance relative (cf. Belgrade).

3. Rédigez un commentaire suivi de cette première partie et, sur le même modèle, le commentaire des 2^e et 3^e parties.

corrigé

• On peut définir trois thèmes :

– La coupure en deux de l'Europe.

– Les pratiques communistes dans les pays soumis.

– La réaction prônée par Churchill.

• Le commentaire pourrait évoquer dans le premier thème :

– “La victoire alliée” (1^{re} phrase) : la situation en 1945 ; la défaite du nazisme et sa signification ; la Grande Alliance.

– “...la Russie soviétique ... prosélytisme” (2^e phrase) : l'objectif du communisme depuis 1917 ; le rôle du communisme international (les partis des autres pays) ; l'expansion du communisme en 1945 en Europe.

– “Le rideau de fer” : voir exercice 2.

– “Derrière cette ligne ... Sofia” : voir exercice 2).

1948 : le “coup de Prague”

23 La crise se noue

Dès la fin de janvier 1948, nous savions que la crise était imminente. La question qui se posait pour nous était de savoir quelle serait la meilleure tactique à suivre. Devions-nous prendre l'initiative et provoquer la crise ? Le problème présentait une urgence particulière lorsque les communistes annoncèrent la convocation du congrès des comités d'entreprise (...). Après avoir longuement médité, je me convainquis que le seul moyen de parer au danger communiste était de passer à l'offensive (...). Je proposai donc à mes amis de donner notre démission avant la réunion du congrès (...). "C'est le seul moyen, dis-je, de contrecarrer les projets des communistes (...). Je suis sûr que Moscou les aidera politiquement (...). Mais je ne crois pas à une intervention armée des Soviétiques (...). Une défaite, certes, est toujours possible. Seulement, ce qui importe, c'est que nous agissions de manière à faire comprendre à tout le monde qu'un régime communiste n'a pu être instauré dans notre pays que par la violence."

H. Ripka, Le Coup de Prague, Plon, 1949.

1. L'auteur est un ministre libéral.

24 À la recherche d'un compromis

Vous connaissez ma foi démocratique profonde. Je ne peux que lui rester fidèle (...). Je continue à penser que la démocratie trouve sa pleine réalisation dans la démocratie parlementaire et le gouvernement parlementaire.

La crise actuelle de la démocratie ne peut être surmontée chez nous que par la seule voie démocratique et parlementaire (...). Aussi ai-je le devoir de lancer à tous un nouvel appel afin que soit trouvée une solution de conciliation par la voie parlementaire et dans l'esprit du Front national.

Enfin, il me paraît clair que le socialisme est le mode de vie que souhaite la majorité de la nation. Mais je crois aussi que la liberté et la concorde peuvent aller de pair avec le socialisme (...). Revenons tous ensemble à discuter d'une nouvelle coopération durable et ne permettons pas que se prolonge la scission de la nation en deux moitiés ennemies (...).

Lettre du président Bénéš aux communistes.

25 La Tchécoslovaquie bascule

Dans la matinée du 25 février, des agents communistes firent la tournée des usines et des administrations pour inviter les gens à participer à une grande réunion qui devait avoir lieu à deux heures de l'après-midi sur la place Saint-Venceslas. Les récalcitrants furent menacés de représailles sévères. Pour la première fois, les milices ouvrières circulèrent dans les rues de la capitale.

Le même jour le *Rude Pravo!* publia une édition spéciale dans laquelle il annonçait que si les propositions de Gottwald n'étaient pas immédiatement acceptées, la grève générale serait déclenchée. Le parti communiste donna à ses hommes de confiance des instructions orales selon lesquelles les manifestants devaient se rendre de la place Saint-Venceslas au château où demeurerait le président de la République, pour l'obliger à accepter la démission des douze ministres² et à ratifier la liste du nouveau gouvernement (...).

Vers quatre heures, Zenki, Drtina, Krajina, Firt³ et moi, nous nous retrouvâmes chez Stransky³ pour attendre le coup de téléphone qui devait nous appeler auprès du président. Comme rien ne venait, j'appelai au château pour demander si nous serions encore reçus ce jour-là. À mon ahurissement, on me répondit que le président venait de donner son accord à la nouvelle liste présentée par Gottwald et que celui-ci était sur le point d'annoncer la nouvelle au public (...).

H. Ripka, Le Coup de Prague, Plon, 1949.

1. Journal du parti communiste.

2. Non communistes.

3. Ministres libéraux.

26 Un communiste français analyse les événements

Les impérialistes américains, combinant savamment le chantage à la bombe atomique et les pressions économiques, pensaient pouvoir pousser leur expansion jusque dans les démocraties populaires. Il suffit de regarder la carte pour voir que, si la Tchécoslovaquie était tombée sous la coupe de MM. Truman¹ et Marshall², un couloir allant jusqu'à la frontière soviétique aurait désormais séparé les pays de démocratie nouvelle et créé de graves

dangers pour la paix.

Les impérialistes américains avaient souci d'agir vite et d'obtenir des changements décisifs avant les élections. Bien entendu, les “démocrates” trumaniens, pour qui toute bonne démocratie doit être à sens unique, poussaient les réactionnaires tchécoslovaques à tout mettre en œuvre pour ne pas permettre une victoire électorale des communistes.

Ces réactionnaires, en exécutants fidèles de la politique de Washington, formèrent un bloc contre les communistes au sein du gouvernement, dont ils démissionnèrent pour provoquer la chute du cabinet Gottwald, avec l'arrière-pensée de constituer par la suite un gouvernement aux ordres de l'étranger.

Jacques Duclos, Les Cahiers du communisme, avril 1948.

1. Président des États-Unis.

2. Secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères).

prépabac

Commentez les documents 23, 24, 25, 26 en répondant aux questions suivantes.

1. Quels sont les auteurs de ces quatre textes ? Quelles sont leurs fonctions ? Quelles sont leurs appartenances politiques ?

2. Quelle est la nature de ces textes ?

À quelle fin ont-ils été rédigés ?

3. Quelle est, en janvier 1948, la situation internationale et la situation de la Tchécoslovaquie ? Que signifie l'expression “Front national” employée par le président Bénéš ? Que redoutent les ministres libéraux ? Comment comptent-ils parer à ce danger ? Comment Bénéš propose-t-il de sortir de la crise ?

4. Comment les communistes agissent-ils (doc. 25) ? Quelle est l'issue de la crise ?

5. Quelle interprétation le dirigeant communiste Jacques Duclos donne-t-il des événements (doc. 26) ? Observez sur la carte p. 49 le “couloir” évoqué ligne 9 du document. À partir de cette observation, quelle explication peut-on donner du “coup de Prague” ?



27 Le président Bénès (au centre) accepte l'ultimatum du communiste Klement Gottwald (à gauche) le 25 février 1948



28 Avril 1948

Après le coup de Prague, les dirigeants communistes européens se réunissent dans la capitale tchécoslovaque désormais intégrée au bloc de l'Est sous les portraits et de dirigeants des démocraties populaires.

Le modèle américain : puissance et influence des États-Unis

(1945 - fin des années 60)

Sur quels facteurs la prépondérance américaine dans le monde de l'après-guerre repose-t-elle ?
Comment expliquer sa remise en cause dans les années 60 ?

sommaire

A. La suprématie américaine (1945-début des années 60)

1. Une nation prépondérante en 1945..... 58
2. L'apogée du capitalisme américain (1945 - début des années 60) 58
3. Production de masse et société de consommation..... 58

B. Le chef de file du "monde libre" (1947 - début des années 60)

1. La coupure du monde et le rôle des États-Unis..... 60
2. La lutte contre le communisme à l'intérieur..... 60
3. La lutte contre le communisme à l'étranger..... 60

C. Les limites de la puissance américaine (les années 60)

1. La fragilité du modèle américain 62
2. La recherche d'une société plus juste 62
3. Un modèle contesté..... 63

D. Le modèle socioculturel américain

1. Le symbole de la modernité..... 64
2. Le modèle d'une société de consommation 64
3. Un nouveau modèle culturel..... 65

Fiche-bac

Sujets de bac

- Le commentaire de document (IV)..... 67

Dossier

- La prépondérance américaine 68

1 Les Noirs, citoyens de seconde zone ?

Le bébé noir qui naît aujourd'hui en Amérique (...) a environ la moitié des chances de terminer ses études secondaires dont bénéficie un bébé blanc né au même endroit, le même jour ; le tiers de ses chances de terminer ses études universitaires ; le tiers de ses chances d'exercer une profession libérale ; deux fois plus de chances de se trouver au chômage ; un septième environ de ses chances de gagner 10 000 dollars par an. Son espérance de vie est plus courte de sept ans et il doit envisager de gagner deux fois moins (...). Nous prêchons la liberté dans le monde entier, et nous sommes sincères, et nous chérissons la liberté dont nous jouissons ici, mais dirons-nous au monde, et, ce qui est beaucoup plus important, nous dirons-nous les uns aux autres que ce pays est celui des hommes libres à l'exception des Noirs ? Que nous n'avons pas de citoyens de seconde classe à l'exception des Noirs ? Que nous n'avons pas de système de classes ou de castes, que nous n'avons pas de ghettos, pas de race supérieure, excepté en ce qui concerne les Noirs ?

Président Kennedy, Discours télévisé prononcé à la Maison Blanche, juin 1963.



Vision de la future victoire des États-Unis sur l'U.R.S.S. : un soldat américain au service de l'O.N.U., membre des troupes d'occupation, sur fond de carte de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est occupées (couverture d'un magazine américain, octobre 1951)

A. La suprématie américaine (1945 - début des années 60)

Les États-Unis, considérablement enrichis par la Seconde Guerre mondiale, ont reconstruit l'économie mondiale selon les principes du libéralisme. Dominant économiquement le reste du monde, le capitalisme américain connaît son âge d'or. Il fait naître un "modèle américain" qui s'étend aux plans social et culturel.

1 Une nation prépondérante en 1945

Les États-Unis se sont enrichis pendant la guerre. Ils n'ont connu ni destructions sur leur sol ni pertes civiles. En revanche, ils ont doublé leur potentiel de production et pris une avance technologique considérable. Leur revenu national a doublé. Ils possèdent les deux tiers des réserves mondiales d'or. Leurs exportations sont deux fois plus importantes qu'avant la guerre. Le dollar est devenu la seule monnaie internationale. Les capitaux placés à l'étranger rapportent de gros dividendes.

Les Américains ont reconstruit le système économique occidental selon les principes libéraux, favorables à leur puissance économique. Les accords de Bretton Woods, en juillet 1944, mettent au point le système monétaire international : ils rétablissent les parités fixes (valeur des monnaies les unes par rapport aux autres fixée en référence à un étalon monétaire) et la libre convertibilité des monnaies (possibilité d'échanger les monnaies les unes contre les autres ou contre de l'or), la base du système restant la valeur de l'or, dont l'once est fixée à 35 dollars. Le système est géré par un Fonds monétaire international (F.M.I.), dominé par les États-Unis qui y versent la plus grosse cotisation. Enfin, l'accord général sur les tarifs douaniers (G.A.T.T.), signé à Genève en octobre 1947, favorise le rétablissement du libre-échange.

De nombreux pays du monde dépendent de l'aide économique américaine. C'est le cas de l'Europe qui compte sur cette aide pour redresser son économie. C'est aussi celui de nombreuses jeunes nations, situées surtout sur le continent américain, qui ne peuvent survivre qu'en vendant leurs matières premières aux États-Unis et en leur achetant des produits manufacturés. Cette dépendance économique entraîne la subordination politique de ces pays où les États-Unis n'hésitent pas à intervenir directement pour protéger leurs intérêts ou soutenir des gouvernements sympathisants.

2 L'apogée du capitalisme américain (1945-début des années 60)

L'économie et les finances américaines connaissent un âge d'or jusqu'au début des années 60. Premiers producteurs du monde de la plupart des matières premières et des produits énergétiques, les États-Unis ont une pro-

ductivité quatre fois supérieure à celle de l'Europe grâce à leur suprématie technologique, d'où des prix de revient abaissés qui permettent aux produits américains de s'imposer sur le marché international. Surtout, les grandes firmes américaines créent des filiales à l'étranger, où la main-d'œuvre est moins chère.

Le mouvement de concentration qui donne naissance aux conglomérats sert de modèle au monde développé. Des sociétés géantes, cotées en Bourse, naissent. Elles ont des taux de croissance impressionnants. Pour diminuer les risques, elles diversifient leur production, adoptant une structure sectorielle, chaque secteur devenant responsable de sa gestion. Celle-ci est confiée à un *manager* salarié, qui a reçu une formation spécifique.

Enfin, les conglomérats organisent systématiquement leurs opérations sur une base internationale, investissant à l'étranger dans l'énergie ou les matières premières et fabriquant à l'extérieur une part croissante de leur production.

L'agriculture, malgré sa puissance, connaît des problèmes structurels. L'agriculture des États-Unis est, de très loin, la première agriculture mondiale. La guerre et les pénuries de l'après-guerre lui ont ouvert de larges marchés, si bien que le "farmer" américain a pu rembourser ses dettes et, parfois, acheter des terres. Il accepte volontiers d'entrer dans une coopérative et prend la mentalité d'un chef d'entreprise capitaliste, soucieux de rentabilité. Mais, dès 1946, réapparaissent les problèmes structurels de l'agriculture américaine : coût des machines et des équipements, hausse des salaires et des impôts, mettant en difficulté les entreprises les moins rentables et poussant les autres à se spécialiser. Le revenu moyen des "farmers" est dès lors inférieur de 33 à 50 % à celui des autres familles américaines. Il y a là une source de mécontentement au sein des États agricoles du Middle West et un sujet de préoccupations pour le gouvernement fédéral qui cherche à assurer des débouchés à l'agriculture.

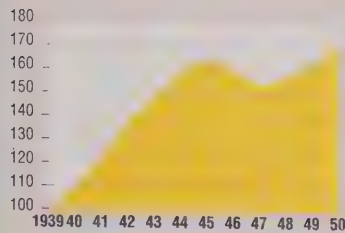
3 Production de masse et société de consommation

La suprématie américaine repose sur l'industrie et le secteur tertiaire. Ce sont ces deux secteurs qui fournissent l'essentiel du Produit intérieur brut et qui emploient plus de 85 % de la population active. Il en résulte, grâce au haut niveau technologique américain, une production

3 Les États-Unis "numéro 1" mondial en 1948

(en millions de tonnes)

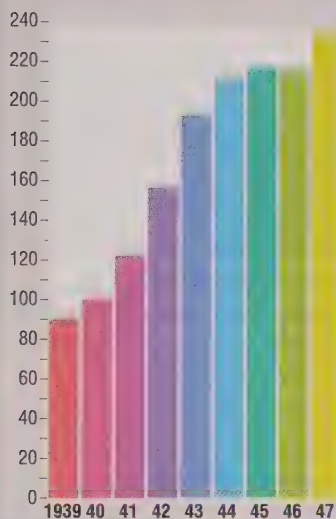
	Production mondiale		Rang
	mondiale	américaine	
Blé		31	1
Houille	1 047	529,9	1
Pétrole	467	273	1
Acier brut	155,8	80	1
Fibres coton	7,6	3,1	1
Fibres synthétiques	0,34	0,29	1



6 Le mouvement du revenu disponible réel aux États-Unis

(revenu global, impôts déduits, indices : base 100 en 1939)

En millions de dollars

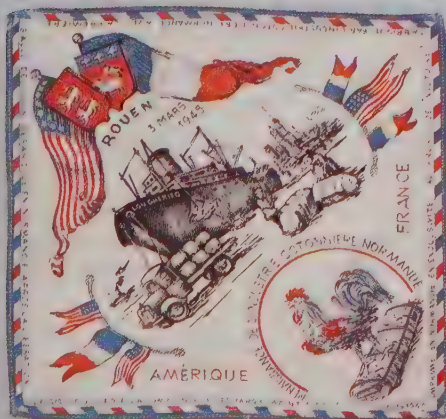


4 Le Produit national brut américain

(en millions de dollars courants)



7 Visages de l'agriculture américaine au Texas



5 L'aide américaine et l'industrie textile française

En 1945, une grande partie de l'économie mondiale ne vit que grâce à l'aide américaine. Ce mouchoir célèbre l'arrivée à Rouen, le 3 mars 1945, de la première balle de coton débarquée après la Libération, qui permit le redémarrage de l'industrie cotonnière normande.

Analyser

- Document 3.** Quel rang les États-Unis occupent-ils pour la production des produits indiqués ? Quel pourcentage de la production mondiale de houille, de pétrole, d'acier brut, de coton, de fibres synthétiques fournissent-ils ?
- Document 4.** Comparez le P.N.B. américain en 1939 et en 1947. Évaluez, en pourcentage, son augmentation durant les années de guerre. Expliquez.
- Document 5.** Pourquoi a-t-on imprimé ce mouchoir ? Que révèle-t-il sur la situation de l'industrie cotonnière française et sur le caractère de l'aide américaine ? Quelle est la conséquence politique de ce fait ?
- Document 6.** Évaluez l'enrichissement des États-Unis entre 1939 et 1945. Que se passe-t-il entre 1945 et 1947 ? Quelle est la tendance après cette date ? Pourquoi ?
- Document 7.** Quels caractères spécifiques de l'agriculture américaine illustre cette photographie ?

massive de biens de consommation dont les prix ont tendance à demeurer à la portée de consommateurs dont les revenus sont en hausse. Les États-Unis donnent ainsi au monde l'image d'une société d'abondance où le capitalisme engendre la prospérité.

L'American way of life (mode de vie américain) constitue le modèle d'une société de consommation. L'enrichissement des familles américaines se manifeste par toute une série de phénomènes qui provoquent une volonté

d'imitation dans le reste du monde : augmentation du nombre des actionnaires, importance de la construction immobilière pour satisfaire à la demande d'appartements ou de maisons individuelles, croissance du parc automobile, équipement des ménages en téléviseurs et appareils électroménagers, développement de l'enseignement supérieur afin de répondre à la volonté des familles de donner une solide instruction à leurs enfants.

B. Le chef de file du “monde libre” (1947 - début des années 60)

À partir de 1947, les États-Unis prennent la tête des pays libéraux confrontés à la menace soviétique. Tandis qu'à l'intérieur l'anticommunisme débouche sur les excès du maccarthysme, à l'extérieur l'engagement américain passe par l'aide économique et la conclusion de pactes militaires.

1 La coupure du monde et le rôle des États-Unis

Jusqu'en 1946, les Américains n'ont pas envisagé de rupture avec l'Union soviétique. En dépit de la rivalité des systèmes politiques, les gouvernants américains ont souhaité maintenir de bonnes relations avec l'U.R.S.S. et, en 1945-1946, ils ont considérablement réduit leurs forces militaires. Leur aide économique à l'Europe a surtout pour but, alors, de maintenir le plein emploi aux États-Unis. Le gouvernement américain accueille froidement le discours de Churchill à Fulton, en mars 1946, à propos du “rideau de fer (qui) s'est abattu sur l'Europe”.

C'est en 1947 qu'ils prennent conscience de la coupure du monde en deux blocs. Les vetos de l'U.R.S.S. à l'O.N.U., la mainmise des Soviétiques sur l'Europe orientale, la propagande communiste destinée à ébranler les gouvernements d'Europe occidentale amènent le président Truman à suivre son secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères) Byrnes, qui prêche la vigilance à l'égard des communistes. Conscients de leur suprématie économique et militaire, les Américains décident de prendre la responsabilité d'organiser le “monde libre” contre la menace communiste.

2 La lutte contre le communisme à l'intérieur

La crainte ressentie par les Américains devant l'expansion du communisme donne lieu aux excès du “maccarthysme”. Le président Truman a pris l'initiative de la lutte contre le communisme en ordonnant une enquête sur la loyauté des fonctionnaires ; elle aboutit à 2 000 démissions et 200 révocations. Mais il est vite débordé par

un démagogue, le sénateur McCarthy : appuyé par des groupes hétérogènes de mécontents, celui-ci fait régner dans le pays une véritable psychose de terreur d'une “conspiration communiste”.

La “chasse aux sorcières” qui vise les “rouges” entraîne une vague de suspicion généralisée, de délation, et même le vote de lois ressuscitant le délit d'opinion : les communistes doivent se faire enregistrer, ne peuvent postuler un emploi public et se voient même interdire le territoire américain.

L'anticommunisme provoque la mise en cause de toute politique sociale. Le président lui-même est victime du maccarthysme. Tentant d'opposer son veto aux lois qui ternissent l'image de l'Amérique, terre de liberté, il est accusé de sympathies pour les communistes. La majorité républicaine du Congrès en profite pour bloquer ses projets sociaux suspects de s'inspirer du communisme (abolition des lois limitant les possibilités d'action des syndicats, lois donnant aux Noirs les droits civiques, étendant la Sécurité sociale ou prévoyant la construction de logements...).

Il faudra l'élection à la présidence des États-Unis d'Eisenhower pour que soit mis fin au maccarthysme, mais c'est alors au profit d'une politique de “conservatisme dynamique”.

3 La lutte contre le communisme à l'étranger

C'est d'abord par l'arme économique que les États-Unis entendent contenir le communisme. La désastreuse situation économique de l'Europe, qui est au bord de la faillite, place les États-Unis devant leurs responsabilités. Le risque est à la fois d'ordre économique : que les pays européens cessent leurs achats aux États-Unis, et d'ordre politique : la misère peut favoriser les partis communistes



9 La mise au point du Plan Marshall (novembre 1948)

Réunion qui rassemble le Président Truman, le Secrétaire d'État Marshall, l'administrateur du Plan Marshall Paul Hoffman et le représentant en Europe de l'administration du Plan, Averell Harriman.

et faire basculer certains pays dans le camp adverse ; d'autre part, la Grande-Bretagne vient de décider de cesser son aide aux gouvernements grec et turc en lutte contre des guérillas communistes.

Aussi, en mars 1947, la **doctrine Truman** définit-elle la nouvelle politique américaine vis-à-vis du "monde libre" : l'endiguement (*containment*) de la vague communiste par une politique de fermeté (une aide de 400 millions de dollars est demandée au Congrès, le Parlement américain, pour prendre la relève des Britanniques en Méditerranée) et par une aide économique accordée aux pays menacés par le communisme. En application de ce principe, le secrétaire d'État George Marshall annonce à Harvard, le 5 juin 1947, un plan d'aide à l'Europe.

La crise de Berlin illustre l'application de la politique du *containment* : les Soviétiques ayant instauré le blocus de Berlin-Ouest en 1948, les États-Unis répondent par un "pont aérien" qui permet, un an durant, de ravitailler la ville et contraint finalement les Soviétiques à lever le blocus (voir chap. 7).

À partir de 1949, les États-Unis s'engagent militairement :

– La crainte d'une agression identique au "coup de Prague" pousse les Européens à demander la protection américaine et, le 4 avril 1949, le **Pacte atlantique** est signé : c'est la première alliance militaire conclue par les États-Unis avec des pays étrangers en temps de paix ; il marque la fin de l'isolationnisme américain traditionnel.

8 La "chasse aux sorcières" aux États-Unis

À la fin de la guerre, nous étions la nation la plus puissante de l'univers, matériellement (...), intellectuellement et moralement. Nous aurions pu avoir l'honneur d'être un phare dans le désert de la destruction, une preuve vivante, étincelante que la civilisation n'était pas prête encore à se suicider. Hélas, nous avons misérablement échoué (...) nous n'avons pas été à la hauteur de la situation. Nous nous retrouvons dans une position d'impuissance. Pourquoi ? Parce que notre unique et puissant ennemi a débarqué sur nos rivages ? Non ! À cause des trahisons de ceux qui ont été si bien traités par notre Nation. Ce ne sont pas les pauvres ou les minorités ethniques qui ont vendu ce pays à l'encan, ce sont bien plutôt ceux qui ont profité de tout ce que le pays le plus riche de la terre leur a offert : les plus belles demeures, les meilleures études et les meilleurs postes dans l'administration. Cela crève les yeux au Département d'État. C'est là que sont les pires, les brillants jeunes gens élevés dans la pourpre (...). Je dis que le Département d'État, un des plus importants de nos ministères, est complètement infecté de communistes. Je connais, j'ai dans la main, les cas de 57 individus qui sont membres du parti communiste ou tout au moins lui sont tout dévoués ; cependant, ils n'en continuent pas moins à façonner notre politique étrangère.

Sénateur J. McCarthy.

Discours du 20 février 1950.

Analyser

Document 8. Quel constat le sénateur McCarthy fait-il de la situation des États-Unis en 1950 ? Ce constat vous paraît-il justifié ? À qui impute-t-il la responsabilité de la situation qu'il dénonce ? Quelle administration vise-t-il particulièrement ?

Document 9. Quel est le but de cette réunion ? En vous référant au cours, dites comment elle s'intègre dans la politique étrangère américaine.

– L'explosion de la bombe atomique soviétique pousse le président Truman à engager le réarmement.

– Enfin, la guerre de Corée, en 1950, provoque l'intervention directe des États-Unis sous le drapeau de l'O.N.U. et la formation d'une armée atlantique intégrée (O.T.A.N.), qui a pour commandant suprême le général américain Eisenhower.

La volonté du secrétaire d'État John Foster Dulles de passer de l'endiguement au "refoulement" n'aura guère de suite sous la présidence d'Eisenhower (1952-1960) : l'explosion d'une bombe thermonucléaire soviétique

et la victoire du communisme en Chine incitent à la modération.

Les Américains n'interviennent pas lors des soulèvements de Berlin-Est en 1953, de Pologne et de Hongrie en 1956. Tout au plus, la politique d'endiguement est-elle complétée, en Asie, par le traité de paix avec le Japon de 1951 et la constitution de l'O.T.A.S.E. (Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est) en 1954, cependant que les États-Unis encouragent la Grande-Bretagne à constituer dans le même esprit le **pacte de Bagdad** avec les États du Proche-Orient, en 1955.

C. Les limites de la puissance américaine (les années 60)

Les années 60 sont une période difficile pour les États-Unis : l'économie américaine perd son écrasante supériorité, la prise de conscience de la pauvreté et de la ségrégation raciale met en question l'américan way of life, malgré les efforts des présidents démocrates pour une société plus juste ; enfin, la guerre du Vietnam entraîne une violente contestation.

1 La fragilité du modèle américain

À partir du début des années 60, les États-Unis prennent conscience d'un tassement de leur position économique. Impressionnante en chiffres absolus, la croissance n'excède pourtant pas 3 à 4 % par an, et la part des États-Unis dans la production mondiale recule, avec, notamment, la reprise économique de l'Europe, de l'U.R.S.S. et du Japon. La capacité de production de l'économie américaine est telle qu'il faut faire appel au crédit et à la publicité pour élargir le marché intérieur. La société de l'opulence est une société endettée, qui connaît aussi le chômage.

Par ailleurs, les États-Unis n'occupent pas dans le commerce mondial une place à la mesure de leur puissance (14 % des exportations mondiales contre 25 % à la C.E.E. au début des années 60). L'agriculture américaine, qui demeure la première du monde, souffre de surproduction chronique et le revenu moyen des fermiers est inférieur de moitié à celui de la population non agricole. Enfin, l'inflation reprend en 1958.

Mais l'*american way of life* est également fragile. À partir des années 60, la prise de conscience des déséquilibres sociaux fait que le doute succède à l'optimisme. En effet, en 1962, 40 millions d'Américains vivent au-dessous du seuil de pauvreté (3 000 dollars de revenu annuel) considéré comme indispensable pour mener une vie décente. La pauvreté touche essentiellement les personnes âgées, les femmes chefs de famille (le salaire moyen d'une femme n'atteint, à travail égal, que 60 % de celui d'un homme), les agriculteurs (dont 40 % gagnent moins de 3 000 dollars), les ouvriers des secteurs en déclin, les cadres âgés li-

cenciés et, plus encore, les gens de couleur, qui constituent près du quart des effectifs des pauvres. Pour plus de six millions de ceux-ci, la faim est une obsession. Enfin, les Noirs connaissent une **ségrégation** génératrice de troubles sociaux.

2 La recherche d'une société plus juste

Élu président des États-Unis en 1960, John Kennedy lance le mot d'ordre de la "Nouvelle Frontière" :

– Il s'agit d'abord de relancer l'économie américaine pour lutter contre la pauvreté et intégrer à l'*american way of life* les 40 millions d'Américains empêchés, par l'insuffisance de leurs revenus, de vivre décemment. Partisan convaincu des valeurs que représentent la liberté et la démocratie, Kennedy entend aussi combattre la ségrégation raciale, opprobre pour le système américain.

– La "Nouvelle Frontière", c'est ensuite le progrès des sciences et des techniques, qui doivent ouvrir à l'homme les frontières de l'espace. C'est enfin la recherche de la paix, la lutte contre la misère et la faim dans le monde. Mais, absorbé par les problèmes extérieurs, en butte à l'obstruction du Congrès qui s'oppose à la plupart de ses réformes, comme le projet Medicare d'assurances sociales pour les personnes âgées, l'aide à l'instruction ou la lutte contre la discrimination raciale, John Kennedy ne parvient pas à imposer son programme.

Successeur de John Kennedy, assassiné à Dallas le 22 novembre 1963, le vice-président Lyndon Johnson affirme son intention de poursuivre le combat contre la pauvreté. De fait, il obtient en peu de temps du Congrès ce que ce

dernier avait refusé à Kennedy : loi sur les droits civiques, le projet Medicare, celui sur l'enseignement. Surtout, il propose lui-même un programme d'action qu'il baptise la "Grande société" et dont il commence la réalisation : répondant aux revendications du leader noir Martin Luther King, il parvient à faire inscrire sur les listes électorales trois millions de Noirs qui ne l'étaient pas encore. En 1964, le nombre des pauvres est abaissé à 24 millions...

3 Un modèle contesté

Le piège de la guerre du Vietnam (voir chap. 10) fait de l'Amérique une "maison divisée". Confiant dans la supériorité militaire de son pays et ne doutant pas de la victoire, Johnson a envoyé au Vietnam des troupes de plus en plus nombreuses, mais il n'obtient pas le succès attendu. Cette guerre sans victoire se révèle désastreuse pour l'image de marque des États-Unis, champions de la paix et de la liberté, mais aussi pour leurs finances et leur économie : l'augmentation des importations met en déficit la balance commerciale, les dépenses militaires provoquent le déficit du budget fédéral, l'équilibre de la monnaie est rompu, l'inflation prend un rythme rapide et, à partir de 1968, la dépréciation du dollar atteint 8 % en une seule année. Les dépenses sociales passent au second plan.

En 1968, Johnson doit reconnaître que son idéal de "Grande société" a échoué, victime de la guerre du Vietnam. Celle-ci divise profondément les Américains. Si la majorité approuve l'intervention, l'opposition à la guerre se développe chez les intellectuels, les libéraux, les étudiants, les Noirs.

L'intégration est une autre cause de division. Malgré l'institution du *busing*, destiné à conduire les écoliers noirs dans les écoles blanches, et vice versa, un quart seulement des écoliers noirs fréquentent les écoles intégrées. L'égalité des salaires entre Noirs et Blancs n'est pas réalisée et un Noir risque deux fois plus le chômage qu'un Blanc. Aussi, les Noirs, déçus, radicalisent leur action. Des révoltes urbaines éclatent dès 1964 et redoublent en 1968, après l'assassinat de Martin Luther King. Les Noirs se tournent vers des organisations nationalistes qui préconisent le séparatisme, comme les "Musulmans noirs" ou les "Panthères noires". Les révoltes atteignent également les autres minorités raciales aux conditions de vie misérables, comme les Indiens. L'intégration raciale a donc également échoué.

Les étudiants contestent à leur tour la valeur de l'*american way of life*. Ils s'insurgent contre l'université, "complexe industriel, machine à fabriquer des employés pour les administrations". La révolte universitaire remet en cause les valeurs traditionnelles et débouche sur le phénomène "hippie", refuge dans une marginalité qui rejette les normes de rentabilité, de réussite sociale, d'efficacité, au profit d'un épanouissement individuel, du retour à la nature, d'un non-conformisme vestimentaire ostensible, voire d'une fuite dans la drogue.

10 "Au-delà de cette frontière"

La Nouvelle Liberté de Woodrow Wilson¹ avait promis à notre pays un nouveau cadre politique et économique. Le New Deal de Franklin Roosevelt² promettait la sécurité et l'assistance à tous ceux qui étaient dans le besoin. Mais la Nouvelle Frontière dont je parle n'est pas une série de promesses, c'est une série de problèmes. (...)

Mais je vous dis que nous sommes devant la Nouvelle Frontière, que nous le voulions ou non. Au-delà de cette frontière s'étendent les domaines inexplorés de la science et de l'espace, des problèmes non résolus de paix et de guerre, des poches d'ignorance et de préjugés non encore réduites, et les questions laissées sans réponses de la pauvreté et des surplus.

J. F. Kennedy, *Discours d'acceptation de l'investiture démocrate*, 15 juillet 1960.

1. Président démocrate élu en 1912.

2. Président démocrate élu en 1932.

11 La profession de foi de Lyndon Johnson (1963)

Je ne veux pas être un président constructeur d'empire à la recherche de grandeur, de nouveaux protectorats (...). Je veux être un président qui éveille les enfants aux problèmes du monde, qui aide à nourrir les affamés, qui les transforme en contribuables et non en assistés, qui aide les pauvres à s'en sortir, qui protège les droits de tous les citoyens, qui aide à faire disparaître la haine, qui aide à faire apparaître l'amour entre les gens de toutes races et de toutes religions.

12 L'échec de Lyndon Johnson

L'auteur a d'abord exposé les succès du début de la présidence.

(...) Dès 1968 cette lune de miel entre l'exécutif et le législatif prend fin. Johnson ne réussit plus là où il excellait la veille (...). On peut dégager plusieurs raisons à ce changement de climat :

- la guerre du Vietnam commence à inquiéter bon nombre de parlementaires qui ne pensent pas qu'on puisse concilier "beurre et canons" (...),
- la multiplication des émeutes raciales, l'augmentation de la criminalité, la popularisation des slogans du "black power" et l'évanouissement progressif du rêve de l'intégration rendent la cause noire impopulaire parmi de nombreuses couches de la population blanche (...).

"Un populiste texan", *Le Monde*, 19-20 janvier 1969.

Analyser

Document 10. De quelle tradition se réclame John Kennedy ? Évoquez à partir du second paragraphe les problèmes auxquels entend s'attaquer le candidat démocrate.

Documents 11 et 12. Quelles sont les intentions de Lyndon Johnson à son arrivée à la Maison Blanche ? Comment s'explique l'échec final de la présidence de Lyndon Johnson 12 ? En quoi cet échec atteint-il le modèle américain ?

D. Le modèle socioculturel américain dans le monde

Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis apparaissent aux populations du monde entier comme le symbole de la modernité, de la supériorité technologique, d'une société d'abondance et de vie facile. La culture américaine s'impose tant en ce qui concerne la littérature ou les arts que dans les phénomènes de masse que sont le cinéma et la musique de rock.

① Le symbole de la modernité

Pour les populations du monde entier, le modèle américain représente un idéal à imiter. Les destructions et les pénuries de la guerre, la pauvreté qui règne dans une grande partie du monde, les difficultés matérielles que connaissent partout les populations renforcent l'image déjà ancienne de l'Amérique comme une terre de prospérité où chacun peut être assuré d'une vie d'aisance et d'un emploi sûr dans un cadre de vie agréable. Les États-Unis, en raison de l'avance qu'ils possèdent dans tous les domaines, sont désormais un modèle à imiter, une préfiguration de l'avenir que les populations visent à instaurer. Même si les États communistes ou les partis communistes rejettent ce modèle comme bourgeois, il suscite l'admiration et l'envie des sociétés et des individus.

Cette modernité américaine réside d'abord dans la supériorité économique et technologique des États-Unis. Si les populations voient avant tout dans l'Amérique un pays de production de masse, économistes et chefs d'entreprise sont surtout séduits par l'efficacité de l'entreprise américaine capable de produire à moindre coût des quantités croissantes de produit de qualité. Les notions de rentabilité, de productivité, à peu près absentes au moins dans les petites et moyennes entreprises européennes avant la guerre, s'y imposent progressivement à partir des années 50. Dans le cadre de sa reconstruction économique, la France envoie aux États-Unis des "missions de productivité" destinées à informer les chefs d'entreprise. Il apparaît assez vite qu'outre l'organisation rationnelle du travail la supériorité des États-Unis réside dans leur avance technologique. En 1960, le journaliste français Jean-Jacques Servan-Schreiber publie un livre, *Le Défi américain*, dans lequel il évoque le "fossé technologique" (*technological gap*) qui sépare l'Europe des États-Unis. Il en résulte un effort important d'investissement dans la recherche technologique afin de hisser la France au niveau des États-Unis (voir chap. 16).

② Le modèle d'une société de consommation

La vision d'une société d'abondance est un puissant facteur de diffusion du modèle américain. Ce que les populations retiennent avant tout de l'*american way of life*, c'est un nouveau style de vie dont le confort est le

maître mot, alors que la crise, la guerre, la pénurie d'après-guerre les en ont privées. Le lieu privilégié de cette vie plus facile est la maison individuelle de banlieue. Les symboles en sont la cuisine de cette maison où triomphent modernité et efficacité avec les appareils électroménagers les plus performants (four électrique, machine à laver, lave-vaisselle, réfrigérateur), simplifiant la tâche de la maîtresse de maison, mais aussi le salon où trône désormais le téléviseur (les deux tiers des ménages américains en possèdent un en 1953), et, bien sûr l'automobile, qui, à elle seule, résume les bienfaits et les facilités de cette société. Désormais, la réussite sociale à l'américaine ne réside plus dans le modèle, souvent inaccessible, des gigantesques fortunes réalisées par les *self-made men* de la fin du XIX^e siècle mais dans celui, à portée de main des sociétés industrielles, d'une classe moyenne de salariés bien payés vivant dans l'aisance. Le modèle américain apparaît ainsi comme celui de la démocratisation de la bourgeoisie moderne.

Cette volonté d'imitation entraîne de nouveaux modes de consommation. La volonté de s'affranchir des tâches de la vie quotidienne modifie les habitudes alimentaires. Les plats tout préparés font la conquête des marchés européens dès les années 50 : la vente de soupes et de café solubles décuple entre 1947 et 1958. Le Coca-Cola s'impose comme la boisson la plus vendue dans le monde. Toute une civilisation des loisirs commence à se mettre en place dès cette époque, stimulant la vente de postes de radio à transistors, d'électrophones, de téléviseurs. Le week-end devient l'un des symboles de la réussite sociale couplée à l'automobile, gage d'indépendance et de liberté. Avec les années 60, c'est le vêtement américain qui se lance à la conquête du monde en faisant d'abord celle des jeunes. Symbole d'une génération en révolte contre les préjugés vieillots d'une société tenue pour dépassée, le blue-jean s'identifie rapidement à l'attitude d'une jeunesse qui, bénéficiant de tous les avantages d'une société d'abondance, feint de les dédaigner et rejette les règles et les canons d'une élégance surannée. Avec le blouson noir popularisé par l'acteur Marlon Brando dans le film *L'Équipée sauvage* où il incarne le rôle d'un révolté à moto, le blue-jean incarne le refus des conventions sociales.

C'est dire que le modèle américain conduit à de nouvelles attitudes culturelles.

3 Un nouveau modèle culturel

La puissance et le prestige des États-Unis se traduisent en termes d'influence culturelle. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, New York remplace Paris comme capitale mondiale de la culture. Elle devient le lieu où les créateurs du monde entier doivent se faire reconnaître. Ses musées sont désormais les hauts lieux de la peinture et de la sculpture contemporaine. La littérature américaine connaît un succès sans précédent et les grands écrivains américains, Faulkner, Steinbeck, Hemingway, sont lus dans le monde entier.

C'est dans le domaine de la culture de masse que l'audience des Américains est sans rivale et donne le ton au monde entier. Favorisés par une politique systématique d'exportation, non dénuée d'arrière-pensées commerciales (stimuler la vente des produits américains en diffusant l'*american way of life*), les films américains réalisés par Hollywood s'imposent sur le marché mondial. Films policiers, westerns, films historiques à grand spectacle répandent les valeurs et les stéréotypes de la société américaine : héros subissant le poids de la fatalité ou de la violence, mais capable de se libérer du malheur par leurs qualités individuelles que symbolise un Marlon Brando, révolte d'une adolescence angoissée incarnée par James Dean dans *La Fureur de vivre* de Nicholas Ray, analyse dans les films de Hitchcock du désarroi de l'homme plongé dans la folie et l'absurde (*La Mort aux trousses*) ou en proie à des terreurs intimes (*Psychose*). Pour toute une génération de jeunes, l'actrice Marilyn Monroe deviendra l'archétype de la femme-objet idéale avant que sa mort, en 1962, la transfigure en martyre de l'exploitation masculine.

À côté du cinéma, la musique américaine est le second grand vecteur de la conquête culturelle du monde. Après le jazz dans l'immédiat après-guerre, le rock'n roll et sa vedette Elvis Presley s'imposent partout. D'abord musique de révolte, symbole d'une contre-culture rejetant la société installée, il s'exprime par le festival de musique en plein air, hérité de la tradition du *folk* et du jazz des années 50 et des grands rassemblements de San Francisco. Tenu en 1967, le festival de Monterey donne le ton de cette nouvelle culture musicale, mais aussi de ses intentions idéologiques : les cachets des musiciens sont délibérément bas et les bénéfices vont à des œuvres de bienfaisance. Mais ces festivals rock donnent le sentiment à l'opinion publique d'un danger social : la jeunesse contestataire s'y rassemble massivement (450 000 participants au plus important de ces festivals, celui de Woodstock dans l'État de New York qui se tient en 1969) et elle y fait ouvertement usage de la drogue. Imités par des jeunes dans l'ensemble du monde, ces festivals rock changent vite de caractère : leur succès en fait des opérations commerciales rentables, les musiciens reçoivent des cachets substantiels, reléguant le rêve d'altruisme et de désintéressement. L'évolution d'un groupe comme les Rolling Stones est révélateur du passage de la contre-culture à l'entreprise commerciale.

13 Le rêve américain dans la France de l'après-guerre

Écrivain engagé, se voulant marxiste et révolutionnaire, Jean-Paul Sartre ne s'en montre pas moins fasciné par l'Amérique au lendemain de la Libération.

Vers la fin de novembre (1945), les U.S.A. voulurent faire connaître en France leur effort de guerre et invitèrent une douzaine de reporters. Jamais je ne vis Sartre aussi joyeux que le jour où Camus lui offrit de représenter *Combat* !. Pour se procurer des papiers, un ordre de mission, des dollars, il eut à faire un tas de démarches ennuyeuses ; il les accomplit à travers la froidure de décembre avec une allégresse qu'exaspérait une pointe d'inquiétude : à cette époque, rien n'était jamais sûr. Et, en effet, on crut pendant deux ou trois jours que le projet tombait à l'eau : à la consternation de Sartre, je mesurai son désir.

Ça signifiait tant de choses, l'Amérique ! Et d'abord, l'inaccessible ; jazz, cinéma, littérature, elle avait nourri notre jeunesse mais aussi elle avait été un grand mythe : un mythe ne se laisse pas toucher. La traversée devait se faire en avion ; il semblait incroyable que l'exploit de Lindbergh fût aujourd'hui à notre portée. L'Amérique, c'était aussi la terre d'où nous était venue la délivrance ; c'était l'avenir en marche ; c'était l'abondance et l'infini des horizons ; c'était un tohu-bohu d'images légendaires : à penser qu'on pouvait les voir de ses yeux, on avait la tête tournée.

Simone de Beauvoir, *La Force des choses*, Paris, Gallimard, 1963.

1. *Combat* :



14 Affiche du film *Sur les quais* d'Elia Kazan

Analyser

- Document 13. Relevez les traits qui expriment l'ardeur de Jean-Paul Sartre à se rendre aux États-Unis. Que représente ce pays à ses yeux ?
- Document 14. Quelles valeurs de la société américaine se trouve illustrées par ce film (voir cours) ?

idées

A. La suprématie américaine (1945 - début des années 60)

- Sur quels éléments se trouve fondée la prépondérance économique des États-Unis ? Quel rôle a joué la guerre dans celle-ci ?
- Quels traits nouveaux revêt, au plan des structures, le capitalisme américain ? Qu'est-ce qui fonde la supériorité des firmes américaines ?
- Tous les secteurs économiques connaissent-ils la prospérité ? Quelles sont les répercussions de cette prospérité sur la société américaine ?

B. Le chef de file du "monde libre" (1947 - début des années 60)

- Pourquoi les Américains acceptent-ils la responsabilité de l'organisation du "monde libre" ?
- Quelles sont, sur le plan intérieur, les conséquences de la lutte contre le communisme ?
- Par quels moyens les États-Unis luttent-ils contre le communisme à l'extérieur ?

C. Les limites de la puissance américaine (les années 60)

- Qu'est-ce qui fragilise le modèle américain au début des années 60 ?
- Comment les présidents démocrates Kennedy et Johnson se sont-ils efforcés de réformer la société ?
- Quelles sont les diverses raisons de la contestation qui gagne les États-Unis au milieu des années 60 ?

Approfondissement L

D. Le modèle socioculturel américain dans le monde

- Quels sont les éléments sur lesquels repose le prestige du modèle américain dans le monde ? Montrez en quoi il s'oppose au modèle socialiste décrit aux chapitres 2 et 3.

mots clefs

American way of life

Mode de vie américain, basé sur la liberté individuelle et la consommation de masse.

Containment

Politique d'"endiguement" consistant à contenir le communisme à l'intérieur des limites de 1947.

Discrimination raciale

Pratique qui consiste à traiter les hommes de manière différente, selon leur race.

Fonds monétaire international

Organisme créé par les accords de Bretton Woods de juillet 1944 pour gérer le système monétaire international. Chaque pays y verse une cotisation, dont l'importance varie en fonction de sa richesse, et y possède un droit de vote proportionnel à cette cotisation.

G.A.T.T. (General Agreement on Tariffs and Trade)

Accord général sur les tarifs douaniers ; structure de négociation visant le désarmement douanier généralisé et l'interdiction des pratiques commerciales déloyales.

Intégration raciale

Politique ayant pour objet de faire disparaître la discrimination raciale.

Libéralisme économique

Politique consistant à faire disparaître tout obstacle à la production et aux échanges et à assurer ainsi le libre jeu des forces économiques.

Bretton Woods (accords de)

Accords qui rebâtissent en juillet 1944 le système monétaire international sur la base des parités fixes autour de l'étalon-or (fixé à 35 dollars l'once) et de la libre convertibilité des monnaies.

Pacte atlantique

Alliance militaire conclue le 4 avril 1949 par un certain nombre de pays européens, le Canada et les États-Unis, pour "sauvegarder la paix et la sécurité".

dates

1945 : mort de Roosevelt. Truman président.

1947 : doctrine Truman et plan Marshall.

1950 : début de la guerre de Corée. Naissance du maccarthysme.

1952 : élection d'Eisenhower à la présidence.

1953 : mort de Staline et armistice en Corée.

1960 : élection de Kennedy à la présidence : la "Nouvelle frontière".

1961 : début de l'engagement américain au Vietnam.

1962 : crise de Cuba.

1963 : assassinat de Kennedy. Johnson président.

1964 : loi sur les droits civiques. Escalade au Vietnam. Élection de Johnson : la "Grande société".

1968 : révolte étudiante, assassinat de Martin Luther King. Élection de Richard Nixon à la présidence.

LE COMMENTAIRE DE DOCUMENT (IV)

Rédigez la conclusion

Celle-ci représente la synthèse des observations issues du commentaire de texte. Elle doit permettre de le replacer dans l'évolution historique et de mettre en relief ce que le document proposé apporte à notre connaissance de l'histoire.

sujet

15 L'annonce du plan Marshall

Les besoins de l'Europe en produits alimentaires et autres produits essentiels (essentiellement de l'Amérique) au cours des trois ou quatre années à venir dépassent à ce point sa capacité de paiement qu'elle a besoin d'une aide

- supplémentaire importante, si on veut lui éviter de graves troubles économiques, sociaux et politiques (...).
- 10 Les conséquences sur l'économie américaine seront claires pour tous. Il est logique que les États-Unis fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour favoriser le retour du monde à une santé
- 15 économique normale, sans laquelle il ne peut y avoir ni stabilité politique ni paix assurée. Notre politique n'est dirigée contre aucun pays ni doctrine, mais contre la faim, la pauvreté, le désespoir et le chaos. Son but devrait être le rétablissement d'une économie mondiale saine de façon à permettre le retour à des conditions politiques et sociales dans lesquelles peuvent exister des institutions libres. Une telle assistance, j'en suis convaincu, ne peut être établie sur une base fragmentaire au fur et à mesure qu'apparaît telle ou telle crise. Toute assistance de la part de notre
- 20 gouvernement doit être non un palliatif, mais un remède (...).
- 25 Il est déjà évident que, avant que le gouvernement puisse progresser dans ses efforts pour améliorer la situation et
- 30 aider les Européens sur la voie de la reprise, il doit exister un accord entre les pays européens sur les besoins de la situation et sur la part que ces pays prendront de façon à prolonger l'action de

40 notre propre gouvernement. Il ne serait ni convenable ni efficace de notre part de mettre en application unilatéralement un programme destiné à remettre l'Europe sur ses pieds, économiquement. C'est l'affaire des Européens. L'initiative, à mon avis, doit en venir d'Europe. Le rôle de notre pays devrait consister à aider les Européens à élaborer un tel programme, et

50 ensuite à l'appliquer, dans la mesure où nous pourrions le faire. Le programme devrait être agréé par la majorité, sinon la totalité, des nations européennes.

George Marshall, *Discours de Harvard*, le 5 juin 1947.

exercice

À partir du corrigé du texte 15 et du cours pp. 60 à 62, expliquez quelle a été l'évolution de la politique étrangère des États-Unis face au communisme.

corrigé

Introduction

La nature du texte : il s'agit d'un discours prononcé au cours d'une remise de diplômes à l'université de Harvard (près de Boston) mais dont le contenu s'adresse surtout (au-delà des étudiants américains) aux dirigeants des pays européens.

L'auteur : George Marshall (1880-1959) est alors depuis peu le nouveau secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères) du président Truman. Plus qu'un homme politique, il est avant tout un militaire et un diplomate : général, chef de l'état-major américain de 1939 à 1945, il fut aussi, après la guerre, ambassadeur en Chine où il tenta (en vain) de concilier nationalistes et communistes.

Le contexte historique : ce discours intervient dans un contexte de crise :

→ crise économique et sociale en Europe occidentale,

→ climat de guerre froide, moins de trois mois après la proclamation de la "doctrine Truman" et quelques semaines après le départ des ministres communistes des gouvernements français et italien.

Thèmes

Ce texte s'organise autour de deux

thèmes qui évoquent successivement les buts et les conditions de l'aide américaine.

Commentaire

A. Les buts de l'aide américaine

● Raisons économiques :

Venir une nouvelle fois ("aide supplémentaire") au secours de l'Europe en crise. Remettre sur pied les mécanismes économiques normaux (lignes 13-15 et 20-22).

Faciliter les exportations américaines (lignes 1-3 et 10-11).

● Raisons politiques :

Crainte que les difficultés économiques de l'Europe n'entraînent de graves troubles sociaux et politiques facilitant l'extension du communisme (lignes 25).

À noter que si, dans ce discours, réapparaît le vocabulaire de la guerre froide ("institutions libres"), Marshall ne procède que par allusions, se gardant bien de désigner nommément l'U.R.S.S. ou le marxisme (lignes 17-18).

B. Les conditions de l'aide américaine

● Refus de continuer d'aider les pays européens au coup par coup (lignes 25-28).

● Nécessité d'une entente préalable entre les pays européens pour se répartir une aide globale des États-Unis (lignes 32-54).

À noter l'ambiguïté de la formule sur l'initiative (ligne 46) : qui prend en fait l'initiative de demander que les Européens coopèrent entre eux pour l'établissement de leurs besoins ?

● Nécessité pour chaque pays de faire individuellement l'effort de prolonger par une politique économique appropriée l'action des États-Unis (lignes 36-40).

● Aucune exclusion a priori dans l'offre, qui s'adresse donc également à l'U.R.S.S. et aux pays d'Europe de l'Est.

À noter cependant la réticence dans la formulation, ce qui peut laisser supposer qu'on avait déjà envisagé des refus, plus ou moins évidents dans le contexte politique international du moment (lignes 51-54).

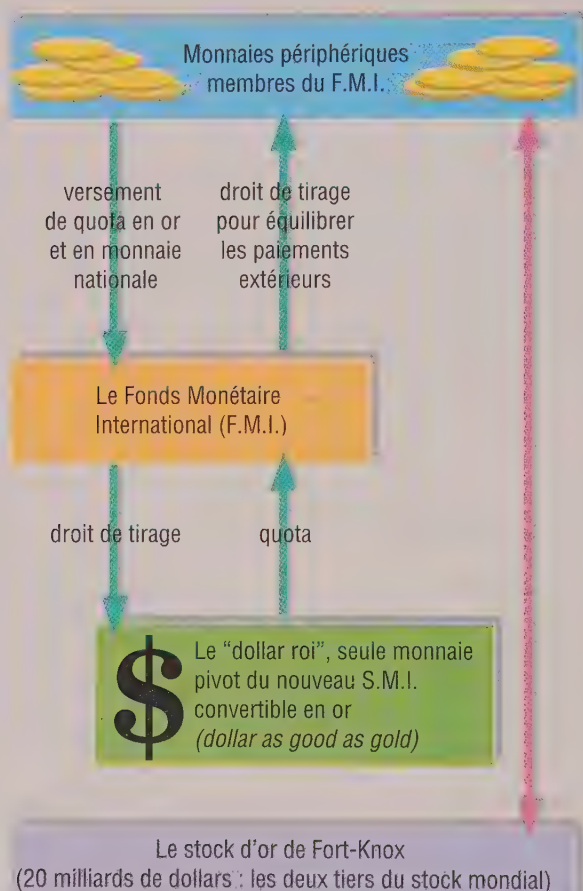
Conclusion

L'originalité de la proposition Marshall tient dans le fait qu'il s'agit d'une offre d'aide massive (notamment sous forme de dons) assortie de conditions préalables envers les pays européens qui voudraient en bénéficier. L'acceptation (16 pays occidentaux) ou le refus (l'U.R.S.S. et les pays de l'Est) de la proposition Marshall provoqueront l'accroissement de la coupure de l'Europe en deux.

La prépondérance américaine

Les obligations des monnaies périphériques

- Maintien de la parité déclarée : la Banque centrale doit intervenir dès que le taux de change s'écarte de + ou - 1% de la parité déclarée
- Retour à la libre convertibilité avec les autres monnaies du S.M.I.



18 Quand les principes libéraux rejoignent les intérêts nationaux

Les États-Unis, quant à eux, concurrents potentiels redoutables sur les marchés mondiaux, pensaient devoir être entravés dans leur expansion future par les restrictions quantitatives de toutes sortes et l'inconvertibilité des monnaies et réclamaient la libération des échanges et l'égalité de traitement ; créanciers depuis la fin de la Première Guerre mondiale et se sentant appelés à renforcer leur position créditrice, ils voyaient les transferts des revenus de leurs investissements rendus difficiles par la disparition des règlements multilatéraux et les dévaluations monétaires, ce qui explique qu'ils souhaitent également la stabilité monétaire nécessaire à l'expansion commerciale comme au rétablissement de la libre circulation des capitaux et à l'investissement à l'étranger sans risque de dépréciation ; enfin, détenteurs de la plus grande partie du stock d'or mondial, ils n'avaient aucun intérêt à ce que celui-ci perde sa fonction traditionnelle de règlement. La solution américaine prévalut. En juillet 1944, le plan White ayant subi quelques modifications de détail fut adopté et son entrée en vigueur prévue pour le 1^{er} janvier 1946.

M. Crouzet, *Le Monde depuis 1945*, P.U.F., 1973.

16 Le système monétaire de Bretton Woods

17 Les règles du système monétaire international de Bretton Woods

La parité de la monnaie de chaque État membre sera exprimée en termes d'or, pris comme commun dénominateur, ou en dollars des États-Unis d'Amérique du poids et du titre en vigueur le 1^{er} juillet 1944 (soit 35 dollars pour une once d'or fin).

Tout membre s'engage, par des mesures appropriées conformes au présent accord, à ne permettre sur ses territoires que des opérations de change entre sa monnaie et les monnaies des autres

pays membres qui respectent les limites prescrites par la section 3 du présent article (c'est-à-dire un écart ne dépassant pas 1 % de la parité).

Un membre ne pourra proposer une modification de la parité de sa monnaie que pour corriger un déséquilibre fondamental. Une modification de la parité de la monnaie d'un membre ne pourra être effectuée que sur la proposition du membre intéressé et après consultation avec le Fonds.

Extraits des statuts du Fonds monétaire international.



19 La richesse américaine : parking de voitures à Salt Lake City dans les années 50

20 Une aide pour qui ?

Puisque la demande mondiale dépasse nos facultés de la satisfaire, nous concentrerons notre assistance dans les pays où elle sera la plus efficace pour construire un monde stable politiquement et économiquement, en favorisant la liberté humaine et les institutions démocratiques, en encourageant les politiques de commerce libre et en renforçant l'autorité des Nations unies. C'est une simple mesure de bon sens (...). Les peuples libres qui cherchent à préserver leur indépendance, leurs institutions démocratiques et les libertés humaines contre les pressions totalitaires intérieures ou extérieures recevront par priorité l'aide américaine.

Déclaration de Dean Acheson au Congrès des États-Unis, en mai 1947

21 Aux origines du Pacte atlantique

Ce traité représentait un stade nouveau dans notre politique étrangère de même que (...) le plan Marshall. Grâce à ce dernier, l'économie de l'Europe occidentale n'avait pas tardé à donner des preuves de son relèvement, mais les problèmes du Vieux Continent n'étaient pas seulement d'ordre économique. Parmi eux, on comptait aussi la peur de l'agression

et, par conséquent, un manque de confiance dans l'avenir (...). Il y avait peu de chances que l'argent afflût dans des pays menacés par l'agression communiste (...). Le 21 août 1949, un nombre suffisant de signatures ayant été recueilli, le traité prit effet et c'est cette date qui marque officiellement le jour où l'O.T.A.N. est devenue une réalité (...). Aussitôt après la ratification, j'avais demandé au Congrès d'accorder (...) un milliard quatre cents millions de dollars pour un programme d'assistance militaire (...). Il prévoyait trois formes d'aides différenciées :

1) Nous voulions aider les nations amies à augmenter leur propre production militaire.

2) Nous voulions leur transférer certains éléments essentiels d'équipement militaires.

3) Nous voulions leur envoyer certains de nos experts (...).

Harry Truman, Mémoires, Plan, 1956.

préfabac

À partir des documents 17, 18, 20, 21, définissez la prépondérance américaine dans la reconstruction de l'ordre international d'après-guerre en répondant aux questions suivantes :

1. Quelle est la nature de chacun des documents, leurs auteurs, leur date ?
2. Quelles sont les règles fondamentales du nouveau système monétaire international ? Quel est le rôle du Fonds monétaire international ? En quoi favorise-t-il les États-Unis ?
3. Par quelle préoccupation propre aux États-Unis s'explique la reconstruction économique internationale ? Montrez comment chacun de ses fondements répond à un souci propre à l'économie américaine.
4. À quel type de pays est réservée l'aide économique du plan Marshall ? Expliquez.
5. Par rapport au plan Marshall, à quelles préoccupations répond le Pacte atlantique ? Quelles sont les formes de sa mise en œuvre ?

Reconstruction et organisation de l'Europe occidentale (1945 - fin des années 60)

Quel rôle les États-Unis jouent-ils dans le relèvement de l'Europe ?
Comment la construction européenne est-elle envisagée ?

sommaire

A. L'Europe sous l'aile américaine (1945-1949)..... 72

1. Les difficultés de l'Europe occidentale (1945-1947)..... 72
2. Les États-Unis au secours de l'Europe (1947-1949)..... 72

B. La renaissance de l'Europe (1949-1955)..... 74

1. La renaissance de l'idée d'union européenne :
la C.E.C.A. (1949-1950)..... 74
2. L'échec de la C.E.D. et la relance européenne (1950-1955)..... 74

C. L'établissement du Marché commun (1957-1969).... 76

1. La naissance du Marché commun (1957)..... 76
2. Les progrès du Marché commun (1958-1965)..... 76
3. Les problèmes du Marché commun (1965-1969)..... 76

Approfondissement ES

D. Les débats sur la construction européenne (1945-1969)..... 78

1. Quelle Europe politique ?..... 78
2. Quelle Europe économique ?..... 78

Fiche-bac

..... 80

Sujets de bac

La dissertation (I)..... 80

Dossier

La Grande-Bretagne, de Gaulle et le Marché commun..... 82

1 Créer l'Europe

Pour la paix future, la création d'une Europe dynamique est indispensable. Une association des peuples "libres", à laquelle participeront les États-Unis, n'exclut pas la création d'une Europe ; au contraire, parce que cette association sera fondée sur la liberté, donc sur la diversité, l'Europe, si elle est adaptée aux nouvelles conditions du monde, développera ses facultés créatrices et ainsi, graduellement, apparaîtra une force d'équilibre.

Il faut donc abandonner les formes passées et entrer dans une voie de transformation à la fois par la création de conditions économiques de base communes et par l'instauration d'autorités nouvelles acceptées par les souverainetés nationales.

L'Europe n'a jamais existé. Ce n'est pas l'addition de souverainetés réunies dans des Conseils qui crée une entité. Il faut véritablement créer l'Europe, qu'elle se manifeste à elle-même et à l'opinion américaine et qu'elle ait confiance en son propre avenir.

*Mémoire de Jean Monnet
du 3 mai 1950 (extrait).*

2

VERENİGD EUROPA ΗΝΩΜΕΝΗ ΕΥΡΩΠΗ FORENEDE

Affiche
de propagande
en faveur
du Plan Marshall

EUROPA UNITA UNITED EUROPE EUROPÄISCHE EINHEIT ÉNÉGT EUROPA

FORENET EUROPA FOERENADE EUROPPA EORAIIP AONTUITHE



QUELLIEN

SÉCURITÉ

PROSPÉRITÉ

EUROPE UNIE

SAHĖNİD EVRÓPA

AVKUPA

A. L'Europe sous l'aile américaine (1945-1949)

L'Europe occidentale sort de la guerre politiquement bouleversée et économiquement ruinée. Pour éviter que la crise qu'elle subit ne débouche sur des troubles favorisant l'instauration du communisme, les États-Unis prennent en main son redressement économique et lui assurent une protection militaire.

1 Les difficultés de l'Europe occidentale (1945-1947)

Des grands pays belligérants, le Royaume-Uni est le seul à conserver, en 1945, ses institutions d'avant-guerre. La France se dote difficilement d'une nouvelle Constitution, l'Italie devient une république à la suite d'un référendum en 1946 et l'Allemagne, divisée en zones d'occupation, n'existe plus en tant qu'État.

Les différentes élections, en Europe occidentale, se traduisent par une forte poussée de la gauche, et entraînent d'importants changements politiques. En France, en Italie et en Belgique, des communistes participent à des gouvernements de coalition dirigés par des socialistes ou des démocrates-chrétiens. Avec l'arrivée au pouvoir des travaillistes, le Royaume-Uni connaît, de 1945 à 1951, une véritable "révolution silencieuse" dans le domaine économique et social : importantes nationalisations, mise en place d'un "État-providence" (*Welfare State*)...

Les destructions, le rationnement et le mécontentement social sévissent. Moins dévastée que l'Europe orientale, l'Europe occidentale a cependant payé un lourd tribut à la guerre. Les importantes destructions matérielles imposent un effort considérable de reconstruction ; la pénurie de produits alimentaires et de biens de consommation entraîne le maintien d'un sévère rationnement et favorise une forte poussée inflationniste. Ces difficultés économiques sont mal supportées par la population pour qui le retour à la paix devait signifier la fin des privations et des sacrifices. Le mécontentement social grandit dans les années 1946 et 1947 alors que s'amorce la "guerre froide", ce qui va inciter les États-Unis à intervenir plus activement dans la reconstruction de l'Europe occidentale.

2 Les États-Unis au secours de l'Europe (1947-1949)

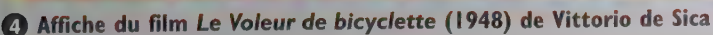
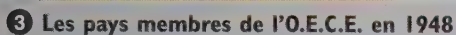
Pour des raisons humanitaires et politiques, l'aide américaine à l'Europe occidentale n'a jamais cessé depuis la

fin de la guerre : plusieurs pays européens bénéficient de prêts importants entre 1945 et 1947 (3,75 milliards de dollars pour le Royaume-Uni, 2 milliards pour la France...), mais cette forme d'aide bilatérale accompagnée de contreparties non négligeables se révèle insuffisante. Contraints d'importer massivement les produits nécessaires à leur redémarrage économique, les pays européens, ruinés, se trouvent dans l'impossibilité de financer leurs achats, ce qui constitue une menace pour les exportations des États-Unis, principal fournisseur de l'Europe.

Les Américains vont donc s'efforcer de pallier ce manque de moyens de paiement (le *dollar gap*) par une aide financière accrue : ce sera un des sens de la proposition Marshall (voir chap. 4).

Refusé par l'U.R.S.S. (et, à sa suite, par les pays d'Europe de l'Est), le plan Marshall est accepté par seize pays occidentaux. Ceux-ci constituent, en avril 1948, la première organisation européenne, l'O.E.C.E. (Organisation européenne de coopération économique). Fondée à l'initiative des États-Unis pour la répartition de l'aide Marshall, l'O.E.C.E. ne cherchera pas l'intégration entre ses pays membres, se contentant de faciliter leurs échanges commerciaux. Ses objectifs atteints, elle se transformera dès 1961 en O.C.D.E. (Organisation de coordination et de développement économique), lieu de rencontre et de concertation des pays développés du monde capitaliste.

L'accentuation de la guerre froide, en 1948-1949, conduit la plupart des pays membres de l'O.E.C.E. à rechercher l'appui militaire des États-Unis (et du Canada). Cela aboutit à la signature du Pacte atlantique, le 4 avril 1949, à Washington. Bien que composée majoritairement de pays européens, l'O.T.A.N. (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) est en fait entièrement contrôlée par les Américains, qui renforcent ainsi leur emprise sur l'Europe occidentale : au début des années 50, celle-ci apparaissait totalement à la remorque des États-Unis, économiquement et militairement.



6 L'aide américaine à l'Europe.

Pays	Volume ¹	Part
Royaume-Uni	2 826	24 %
France	2 444,8	20,8 %
Italie	1 315,7	11,1 %
R.F.A.	1 297,3	11 %
Pays-Bas	877,2	7,5 %
Autriche	560,8	4,8 %
Union économique belgo-luxembourgeoise	546,8	4,8 %
Grèce	515,1	4,3 %
Danemark	257,4	2,1 %
Norvège	236,7	2 %
Irlande	146,2	1,3 %

Analyser

Document 3. Quel est le régime politique et économique des pays membres de l'O.E.C.E. ? Pouvez-vous expliquer les raisons pour lesquelles les autres pays de l'Europe n'appartiennent pas à l'O.E.C.E. ?

Document 4. Quelles indications cette affiche nous donne-t-elle sur la situation des Italiens au sortir de la guerre ?

Document 5. Expliquez le symbole que représente le document 5. Retrouvez sur la carte les pays dont les drapeaux figurent sur le mât. À quel ensemble appartiennent-ils ? Quels sont les pays exclus et pourquoi ?

Document 6. Quels sont les pays qui ont reçu le montant le plus élevé d'aide américaine ? Pourquoi ?

B. La renaissance de l'Europe (1949-1955)

Au lendemain de la guerre, l'idée d'union européenne renaît, se limitant à l'Europe occidentale libérale. L'initiative essentielle est la création, en 1951, d'une Communauté européenne du charbon et de l'acier, de caractère supranational, rassemblant six pays. Malgré l'échec, en 1954, d'une Communauté européenne de défense, la construction européenne est relancée, limitée cependant au domaine économique.

1 La renaissance de l'idée d'union européenne : la C.E.C.A. (1949-1950)

Conçue dans l'entre-deux-guerres puis dans les mouvements de Résistance, l'idée d'union européenne se trouve bientôt limitée par la guerre froide à la seule Europe occidentale. En mai 1949, naît le Conseil de l'Europe, institution communautaire composée d'un Comité des ministres (représentant les gouvernements) et d'une Assemblée consultative siégeant à Strasbourg. Regroupant, à l'origine, dix démocraties occidentales, cette organisation ne jouera cependant pas le rôle politique que les partisans de l'union européenne espéraient ; elle ne dépassera pas le stade de tribune interparlementaire européenne, exerçant l'essentiel de ses activités dans les domaines juridique et culturel.

En 1950, la recherche de l'unité de l'Europe occidentale va emprunter la voie des rapports franco-allemands, plus restreinte, mais plus efficace.

Malgré la guerre froide qui fait de l'U.R.S.S. le nouvel ennemi potentiel, de nombreux Français restent inquiets devant la renaissance politique de l'Allemagne (la République fédérale d'Allemagne a été créée en mai 1949). C'est pour répondre, en particulier, à cette réticence que Jean Monnet, un Européen convaincu, conçoit l'idée de créer un organisme supranational chargé de contrôler la production franco-allemande de charbon et d'acier.

Présentée par le ministre des Affaires étrangères français, Robert Schuman, le 9 mai 1950, cette proposition va

donner naissance, en avril 1951, à une organisation européenne, limitée dans un premier temps à six pays et à un secteur économique précis. C'est la C.E.C.A. (Communauté européenne du charbon et de l'acier), regroupant la France, la R.F.A., l'Italie, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg. Elle est considérée par ses auteurs comme la première étape d'une communauté plus large.

2 L'échec de la C.E.D. et la relance européenne (1950-1955)

Devant l'exigence américaine d'un réarmement allemand, les Français proposent la création d'une Communauté européenne de défense (C.E.D.) – sur le modèle de la C.E.C.A. – qui entraînerait l'intégration militaire dans un cadre supranational des six membres de la C.E.C.A. Mais, à l'issue d'un débat passionné, le Parlement français rejette le projet de C.E.D., en août 1954. La création, en octobre 1954, d'une Union de l'Europe occidentale (U.E.O.), simple organe de consultation entre les pays de la C.E.C.A. et le Royaume-Uni, permet cependant un réarmement limité de l'Allemagne dans le cadre de l'O.T.A.N.

Il faut attendre juin 1955 pour que l'on assiste à une véritable relance européenne lorsque, à la conférence de Messine, les six pays membres de la C.E.C.A. décident de poursuivre la construction économique de l'Europe par la création d'un "Marché commun". Les ambitions de celui-ci sont cependant limitées au domaine économique.

7 La déclaration Schuman (9 mai 1950)

La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent. La contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques. En se faisant depuis plus de vingt ans le champion d'une Europe unie, la France a toujours eu pour objet essentiel de servir la paix. L'Europe n'a pas été faite, nous avons eu la guerre.

L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. Le rassemblement des nations européennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée. L'action entreprise doit toucher au premier chef la France et l'Allemagne.

Dans ce but, le gouvernement français propose immédiatement l'action sur un point limité, mais décisif. Le gouvernement français propose de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe.

La solidarité de production qui sera ainsi nouée manifesterà que toute guerre entre la France et l'Allemagne devient non seulement impensable mais matériellement impossible. L'établissement de cette unité puissante de production, ouverte à tous les pays qui voudront y participer, (...) jettera les fondements réels de leur unification économique. (...) Par la mise en commun de la production de base, l'institution d'une Haute Autorité nouvelle, dont les décisions lieront la France, l'Allemagne et les pays qui y adhéreront, cette proposition réalise les premières assises concrètes d'une fédération européenne indispensable à la préservation de la paix (...).

Déclaration Schuman, 9 mai 1950.

8 1953 : de Gaulle contre la C.E.D.

(...) Quelque déplorables retards que les gouvernements du régime aient mis à promouvoir une organisation européenne valable, la nécessité de renforcer la défense de l'Europe en y incorporant l'Allemagne leur en offrait encore l'occasion. Mais c'était là la voie droite et claire. Malheureusement, c'est dans l'astuce qu'ils ont cherché la solution.

L'astuce, d'ailleurs, était toute prête. L'inspireur était prêt lui aussi, avec une panacée qui s'appelle la fusion.

En quoi ? Ces deux peuples se battent depuis plus de vingt siècles ; l'Allemagne est, sans relâche en proie à l'instinct de la domination ; hier encore, il s'en est fallu de bien peu qu'elle ne tuât la France ! Rien n'est plus simple que d'arranger cela. Mélangions cette France et cette Allemagne !

En particulier, puisque la France victorieuse a une armée, que l'Allemagne vaincue n'en a pas, supprimons l'armée française ! Créons ensuite une armée apatride faite de Français et d'Allemands. Il est vrai qu'au-dessus d'une armée, il faut un gouvernement. Qu'à cela ne tienne ! Fabriquons-en un, apatride lui aussi, une technocratie commode que nous appellerons "Communauté de défense". En dehors des apparences, la chose, d'ailleurs, importe peu, car nous remettrons cette armée, qualifiée d'"européenne", au commandement américain.

*Conférence de presse
du 12 novembre 1953.*

9 1955 : la relance européenne

Résolution de Messine (juin 1955)

Les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de Belgique, de France, d'Italie, du Luxembourg et des Pays-Bas

croient le moment venu de franchir la nouvelle étape dans la voie de la construction européenne. Ils sont d'avis que celle-ci doit être réalisée d'abord dans le domaine économique.

Ils estiment qu'il faut poursuivre l'établissement d'une Europe unie par le développement d'institutions communes, la fusion progressive des économies nationales, la création d'un Marché commun et l'harmonisation progressive de leurs politiques sociales.

Une telle politique leur paraît indispensable pour maintenir l'Europe à la place qu'elle occupe dans le monde, pour lui rendre son influence et son rayonnement, et pour augmenter d'une manière continue le niveau de vie de sa population.



10 Jean Monnet et le "premier charbon européen"

Analyser

Documents 7 et 10. Qui est Robert Schuman ? Quelle est sa fonction ? En quoi ses origines le placent-elles au cœur des problèmes franco-allemands ?

Quels types d'arguments sont avancés pour la réalisation d'une organisation à caractère économique ? Pourquoi Schuman affirme-t-il que la France est le champion d'une Europe unie "depuis plus de vingt ans" ?

Montrez que la création d'une communauté franco-allemande du charbon et de l'acier ne constitue pour Schuman qu'une étape vers la construction de l'unité européenne.

Montrez le caractère symbolique du doc. 10 en expliquant sa signification.

Document 8. Quel reproche de Gaulle fait-il aux gouvernements de la IV^e République ? Quel jugement porte-t-il ici sur l'Allemagne ? Quel est l'"inspireur" qu'il dénonce ? Sur quels points précis porte sa critique de la C.E.D. ?

Document 9 Quels sont les signataires des accords de Messine ? À quelles autres tentatives européennes ont-ils participé ? Pourquoi cette priorité au domaine économique ? Quels sont les secteurs où ils entendent agir ? Quel est leur but ?

C. L'établissement du Marché commun (1957-1969)

La mise en place du Marché commun fait naître une Europe aux structures économiques fortement intégrées, qui progresse durant les années 60, malgré les difficultés économiques. Sa réussite en fait un pôle d'attraction pour de nombreux pays d'Europe, en particulier pour le Royaume-Uni, créateur d'une Association européenne de libre-échange, rivale de la C.E.E.

1 La naissance du Marché commun (1957)

Deux ans de travaux préparatoires aboutissent à la signature du traité de Rome instituant une Communauté économique européenne (C.E.E.), le 25 mars 1957. Le même jour, un second traité crée une Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom). La ratification est, cette fois, votée sans problème par les parlements nationaux et les institutions communautaires se mettent en place en 1958, alors qu'un changement de régime en France porte au pouvoir une tendance (le gaullisme) jusque-là peu favorable à l'intégration européenne. Mais le nouveau gouvernement français respecte les engagements de ses prédécesseurs et le départ effectif du Marché commun a bien lieu comme prévu le 1^{er} janvier 1959. Le Royaume-Uni constitue alors une Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) avec le Danemark, la Suède, la Norvège, le Portugal, la Suisse et l'Autriche par le traité de Stockholm, en novembre 1959 : une "Europe des Sept", plus hétérogène et moins structurée, tente alors de faire pendant à l'"Europe des Six" en formant une vaste zone de libre-échange. Elle est vue d'un bon œil par les États-Unis, qui s'inquiètent du Tarif extérieur commun (T.E.C.) mis en place aux frontières de la C.E.E.

2 Les progrès du Marché commun (1958-1965)

Malgré quelques difficultés, la C.E.E. progresse jusqu'en 1965. Le traité de Rome avait prévu une période transitoire de douze ans pour l'abolition progressive des barrières douanières entre les États membres de la C.E.E. et la mise en place d'un Tarif extérieur commun. La libération des échanges sur les produits industriels se fait finalement plus rapidement que prévu.

La construction du Marché commun agricole (l'Europe verte), à partir de 1962, se montre cependant délicate. Celle-ci porte en effet non seulement sur des questions douanières mais aussi sur la mise en place d'une politique agricole commune (P.A.C.) comprenant l'organisation des principaux marchés (céréales, lait, viande...), la fixation de prix communs et la création d'un Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.), chargé du financement de cette politique. De longues né-

gociations permettent finalement au Marché commun de poursuivre sa progression.

On décide en avril 1965 de fusionner les exécutifs des trois communautés (C.E.C.A., C.E.E. et Euratom), la construction européenne semblant bien engagée.

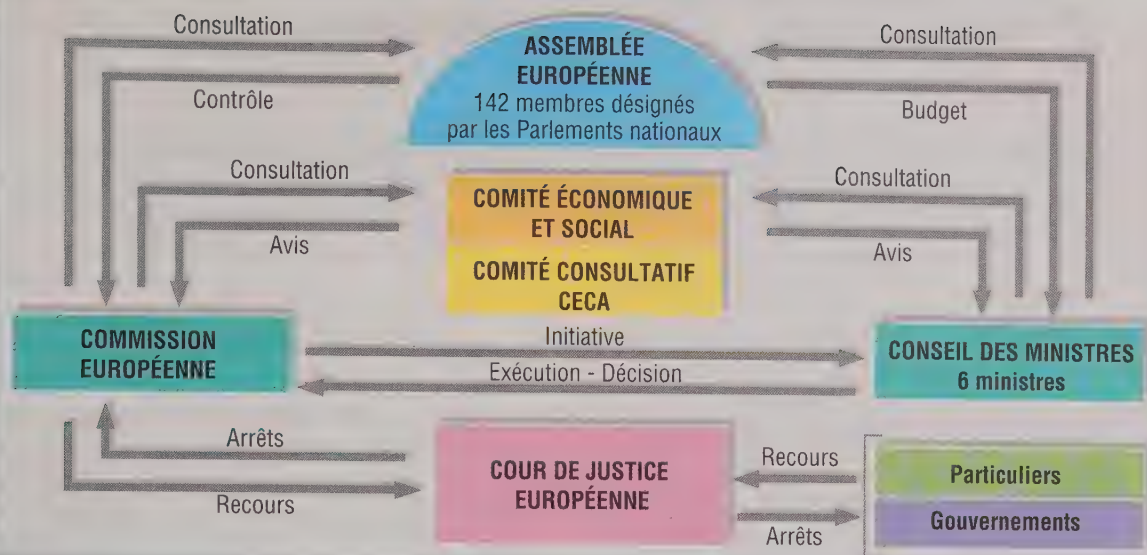
3 Les problèmes du Marché commun (1965-1969)

Les différences de conception entre la France et ses partenaires provoquent une grave crise en 1965. La France refuse, en effet, une extension du rôle du F.E.O.G.A. et de l'Assemblée européenne ainsi que la règle majoritaire, qui doit désormais remplacer l'unanimité dans les prises de décision. Le différend, plus politique que technique en réalité, n'est que l'aboutissement de divergences déjà anciennes entre deux conceptions européennes : celle des partenaires de la France (une fédération à caractère supranational), et celle du général de Gaulle (l'"Europe des patries").

Pendant six mois, la France s'abstient de participer aux réunions du Conseil des ministres de la C.E.E. En janvier 1966, un compromis permet à la France de mettre fin à sa "politique de la chaise vide" et le redémarrage effectif du Marché commun en mai 1966 permet d'achever l'union douanière le 1^{er} juillet 1968, un an et demi avant la date prévue.

De nombreux pays souhaitent rejoindre la C.E.E. ou s'y associer, en raison de sa réussite économique. Sa croissance est en effet supérieure à celle des États-Unis ou du Royaume-Uni. Devant les résultats obtenus, un certain nombre de pays sollicitent alors une association ou une adhésion au Marché commun. La C.E.E. passe ainsi des accords d'association avec la Grèce (1961), la Turquie (1963), ainsi qu'avec dix-huit pays d'Afrique francophone (convention de Yaoundé en 1963), puis plusieurs pays d'Afrique anglophone.

Mais c'est surtout la demande d'adhésion du Royaume-Uni en juillet 1961 qui souligne l'attrait exercé par la C.E.E. et l'échec relatif de l'Europe des Sept. Cette demande d'adhésion – suivie de celles du Danemark et de la Norvège, puis celle de la République d'Irlande (non membre de l'A.E.L.E.) – est rejetée une première fois par le général de Gaulle en 1963. Une nouvelle demande d'adhésion, en 1967, se heurte à un nouveau refus gaullien. L'élargissement de la C.E.E. n'interviendra qu'en 1972, après le départ du général de Gaulle.



11 Les institutions de la C.E.E. dans les années 60

12 Les conditions de naissance des traités de Rome

Négociés en six mois sur la base, il est vrai, d'un excellent travail préalable élaboré par des experts, les traités de Rome virent le jour dans des conditions que les plus optimistes n'osaient espérer.

Ils furent surtout le fruit d'une forte volonté politique partagée par les six chancelleries¹ des pays membres. Il apparaissait alors vital de prendre des initiatives nouvelles si l'on ne voulait pas condamner à mort l'unité européenne blessée deux ans auparavant par l'échec de la Communauté européenne de défense conçue à la hâte et sans doute historiquement prématurée (...).

1. Chancellerie : ministère des Affaires étrangères.
M. Faure (secrétaire d'État aux Affaires européennes, lors de la signature des traités de Rome), "Un pari audacieux".
Le Monde, 25 mars 1977.

13 De Gaulle et le Marché commun lors de la crise de 1965

Si nous arrivons à surmonter l'épreuve du Marché commun – j'espère bien que nous le ferons –, il faudra reprendre ce que la France a proposé en 1961 et qui n'avait pas réussi du premier coup, c'est-à-dire l'organisation d'une coopération politique naissante entre les États d'Europe occidentale et, à ce moment-là, il est fort probable qu'un peu plus tôt, un peu plus tard, l'Angleterre viendra se joindre à nous et ce sera tout naturel. Bien entendu, cette Europe-là ne sera pas supranationale. Elle sera comme elle est. Elle commencera par être une coopération ; peut-être qu'après, à force de vivre ensemble, elle deviendra une confédération. Eh bien ! je l'envisage très volontiers, ce n'est pas du tout impossible (...).

Ce n'est pas moi qui ai fait le traité de Rome qui, comme vous le savez, a institué en principe ce Marché commun. Il est pro-



14 Affiche évoquant les débuts de la C.E.E.

bable que, si j'avais été aux affaires quand on a fait ce traité de Rome, on l'aurait fait d'une manière assez différente, mais enfin je l'ai pris comme il était et, avec mon gouvernement, nous avons tâché d'en tirer le meilleur parti possible.

Entretien télévisé avec Michel Droit,
le 14 décembre 1965.

Analyser

Document 11. Énumérez les diverses institutions de la C.E.E. dans les années 60. Dites comment l'Assemblée européenne est désignée et par qui.. Quels sont les pouvoirs de chacune de ces institutions ? Qui a le pouvoir de décision ? Qu'en concluez-vous sur le poids réel de ces institutions ?

Document 12. Expliquez l'allusion à la Communauté européenne de défense. Pourquoi a-t-elle échoué ? Rappelez les contenus des traités de Rome et leur date.

Quelles réalisations, acceptables pour les six chancelleries, ont été mises en place ?

Document 13. Dans quel contexte cet entretien se déroule-t-il ? Comment de Gaulle envisage-t-il l'avenir de l'Europe ? Quelle est son attitude à propos du traité de Rome ?

Document 14. Décrivez les personnages représentés sur cette affiche. Dites quel est l'État représenté par chacun d'entre eux. Quel symbole cette affiche entend-elle souligner ?

D. Les débats sur la construction européenne (1945-1969)

Dès 1945 se sont affrontées diverses conceptions de l'Europe. Sur le plan politique, les partisans de la supranationalité se sont opposés à ceux de l'Europe des nations. Sur le plan économique, les champions d'une vaste zone de libre-échange ont combattu ceux de l'union douanière.

1 Quelle Europe politique ?

Relancée dans le contexte de la guerre froide au lendemain du second conflit mondial, l'idée d'union européenne n'a longtemps concerné que les pays situés en deçà du "rideau de fer". Dans ce cadre géographique limité se sont affrontées dès l'origine **deux conceptions sur la construction de l'Europe** :

- une **conception unioniste** (ou confédéraliste), désireuse d'en rester au simple niveau de coopération intergouvernementale, sans pouvoir supranational (toute décision devant être prise à l'unanimité) ;
- une **conception fédéraliste** impliquant la création progressive d'une autorité politique supranationale contrôlée par des organismes communautaires.

La première conception est notamment défendue par les Britanniques, globalement hostiles à toute idée de supranationalité, et en France par les gaullistes. La seconde est prônée avec plus ou moins de force par diverses tendances politiques bien implantées en Europe continentale : le courant social-démocrate, le radicalisme, une large fraction de la droite libérale et surtout le courant démocrate-chrétien. Quant aux communistes, ils sont violemment opposés à toute construction européenne "capitaliste" dans laquelle ils voient une machine de guerre dirigée contre le bloc soviétique.

C'est la **conception unioniste** qui l'emporte en 1949 avec la création du Conseil de l'Europe, organisme sans pouvoir politique et simple "caisse de résonance" des idées européennes. C'est en revanche une conception fédéraliste qui, dans un cadre géographique plus restreint (limité à six pays d'Europe occidentale), est à l'origine de l'institution de la C.E.C.A. en 1951, puis de la C.E.E. en 1957.

En 1958, l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle relance le débat sur la construction politique européenne : sans remettre en cause le Marché commun, le nouveau chef de l'État français refuse toute évolution des institutions communautaires vers le fédéralisme. S'opposant à une Europe intégrée dans un ensemble supranational géré par des "technocrates apatrides", il préconise une "Europe des États" qui ne peut être, à la limite, que confédérale. Présentées officiellement en 1961 (le "plan Fouchet"), ses propositions sur l'union politique européenne

sont rejetées l'année suivante par les cinq partenaires de la France.

C'est également parce qu'il considère qu'il y a un risque de glissement vers la supranationalité que de Gaulle provoque la grave crise de l'été 1965 (voir p. 76), obtenant finalement le maintien du droit de veto de chaque État membre sur toute décision importante. Aussi est-ce seulement après son départ en 1969 que sera véritablement relancée l'idée d'union politique européenne.

2 Quelle Europe économique ?

Dans les années 50 se sont également affrontées **deux tendances concernant la construction économique de l'Europe** :

- celle d'une **zone de libre-échange** impliquant la suppression des droits de douane entre les pays membres, chacun gardant toutefois sa liberté de commercer avec d'autres nations selon ses propres tarifs douaniers ;
- celle de l'**union douanière** impliquant non seulement la libre circulation des produits entre les pays membres mais aussi une protection douanière uniforme à l'égard des pays tiers par la mise en place d'un tarif extérieur commun.

C'est cette **deuxième conception**, adoptée par les signataires du traité de Rome, qui l'a finalement emporté comme le souligne dans les années 60 la demande d'adhésion au Marché commun du Royaume-Uni, jusqu'alors partisan de la formation d'une simple zone de libre-échange. Ce n'est d'ailleurs pas la réalisation de l'union douanière qui a posé le plus de problèmes mais la définition et la mise en place du second pilier de la C.E.E. : le Marché commun agricole.

En 1957, le traité de Rome s'était contenté de mentionner dans ses objectifs "l'instauration d'une politique commune dans le domaine de l'agriculture" et d'en tracer quelques grandes lignes directrices qui devaient être précisées et complétées par des négociations ultérieures. La première étape du Marché commun ne concernant que l'industrie, les bons résultats obtenus dès l'ouverture des frontières poussent les partenaires de la France, en particulier l'Allemagne, à demander la poursuite de la construction européenne dans cette seule direction. La France estime au contraire avoir fait suffisamment de

concessions au plan industriel pour mériter quelque compensation dans le domaine agricole où elle pense être plus compétitive. Aussi, au début des années 60, impose-t-elle le règlement de la question agricole comme condition au passage à la deuxième étape, le Premier ministre Michel Debré n'hésitant pas à déclarer : "Une Communauté économique européenne qui n'aurait pas de politique agricole n'en serait pas une et n'intéresserait pas la France."

Après de longues et houleuses négociations, étant donné la complexité des problèmes (législations différentes, spécificité des divers produits...), la politique agricole commune sera finalement définie le 13 janvier 1962 (les pendules ayant été arrêtées symboliquement le 31 décembre 1961 pour respecter le calendrier prévu). Il faudra deux autres "marathons agricoles" (en 1963 et 1964) pour mettre difficilement en place l'"Europe verte". Son financement provoquera l'une des crises les plus graves de la C.E.E. en 1965 (voir ci-dessus). Et la question agricole sera l'une des raisons fondamentales invoquées par le général de Gaulle pour repousser l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. en 1963 et en 1967.



18 Alerte au réarmement allemand.
Affiche du P.C.F. après la création de l'U.E.O.

15 Les communistes mettent en doute le traité de Rome

L'Europe du développement harmonieux entre pays ? Les monopoles français donnent leur accord au Marché commun, tout en sachant que l'économie de l'Allemagne occidentale le dominerait. L'avenir de la France est bien leur moindre souci. Ils sont prêts à accepter l'hégémonie des monopoles allemands.

L'Europe du progrès économique ? L'institution du Marché commun renforcerait le processus de concentration capitaliste dans les six pays. Des milliers d'usines peu rentables fermeraient et des centaines de milliers d'ouvriers se trouveraient sans travail.

L'Europe du progrès social ? Les conquêtes sociales de la classe ouvrière française sont plus élevées que celles des autres pays du Marché commun. Les capitalistes français se plaignent de ce qu'elles créent des "distorsions" dans les prix de revient. Le traité prévoit l'égalisation des "charges sociales". Pour les patrons, c'est d'égalisation par le bas qu'il s'agit.

L'Humanité, 22 mars 1957.

16 De Gaulle contre l'Europe supranationale

(La construction européenne) vise-t-elle à l'harmonisation des intérêts pratiques des six États, à leur solidarité économique vis-à-vis de l'extérieur et, si possible, à leur concertation dans l'action internationale ? Ou bien est-elle destinée à réaliser la fusion totale de leurs économies et de leurs politiques respectives afin qu'ils disparaissent en une entité unique ayant son gouvernement, son parlement, ses lois ? (...) Il va de soi que, faute de goût pour les chimères, je fais mienne la première conception. Mais la seconde porte tous les espoirs et toutes les illusions de l'école supranationale.

Cb. de Gaulle, Mémoires d'espoir, Plon.

17 La crise de 1965

L'hypothèse d'une désintégration du Marché commun par "mort lente" n'est plus absurde depuis le 9 septembre, date de la conférence de presse du général de Gaulle. La mécanique de Bruxelles essaie de continuer à tourner ; (...) mais tout cela apparaît aujourd'hui un peu dérisoire, tant que la France boude...

Dans le meilleur des cas, un "long délai" se déroulera avant que l'on puisse voir clair. C'est l'instant propice pour une réflexion moins dirigée sur l'immédiate actualité. Parce que ses agriculteurs ont été entraînés à produire pour un marché de cent quatre-vingts millions de consommateurs, parce que ses industriels n'ont pas encore achevé la mue qui leur permettra de s'imposer dans la compétition internationale, la France souffrirait sérieusement d'une rupture de l'attelage des Six.

"Que perdrait l'économie française à la mort lente du Marché commun ?", Le Monde, 19-20 septembre 1965.

Analyser

Document 15. Quelles sont les critiques des communistes sur le traité de Rome ? Sur quels sentiments s'appuient-elles ? Qui les communistes s'efforcent-ils de convaincre ?

Document 16. Quelles sont les deux conceptions opposées de la construction européenne selon de Gaulle ? Laquelle rejette-t-il et pourquoi ?

Document 17. Quels furent les éléments de la crise de 1965 ? Quel risque encourut-on ?

Document 18. Qu'est-ce que l'U.E.O. ? Quand a-t-elle été créée ? Quelles images le P.C.F. tente-t-il de faire naître dans l'opinion ? Vous paraissent-elles conformes à la réalité (voir cours p. 74) ?

idées

A. L'Europe sous l'aile américaine (1945-1949)

- Quelles difficultés connaissent, au lendemain de la guerre, les pays d'Europe occidentale ? Quelles menaces pèsent sur eux ?
- De quelle manière les États-Unis viennent-ils au secours de l'Europe ? Quels sont les pays qui bénéficient de cette aide ? Existe-t-il des contreparties à l'aide américaine ?

B. La renaissance de l'Europe (1949-1955)

- Pourquoi l'idée d'union européenne renaît-elle après la guerre ? Les conceptions de cette union sont-elles homogènes ? Quelle est la première initiative sur la voie de la création d'une Europe unie ? Quelles en sont les causes ? Qu'est-ce qui marque son originalité ?
- En quoi la tentative de C.E.D. est-elle un pari audacieux ? Quelles oppositions a-t-elle suscitées en France et au nom de quels arguments ?
- Quels sont la signification et l'objectif de la conférence de Messine ?

C. L'établissement du Marché commun (1957-1969)

- Quel est le but du traité de Rome ? Qu'espèrent les promoteurs du Marché commun ? Quels États de l'Europe libérale n'ont pas accepté ce projet ? Quelles autres expériences ont-ils tentées ?
- Quelles critiques le Marché commun suscite-t-il ? Quelle a été l'évolution de cette organisation ? Quelles sont ses institutions ? Quels problèmes a connus le Marché commun ?

Approfondissement E.S.

D. Les débats sur la construction européenne (1945-1969)

- Les clivages sur l'Europe politique recourent-ils les clivages sur l'Europe économique ?
- La Grande-Bretagne et la France ont-elles eu une attitude constante sur le problème de la construction européenne ? Pourquoi ?

mots clefs

A.E.L.E.

Association européenne de libre-échange créée en 1960 par le Royaume-Uni et les pays scandinaves.

C.E.C.A.

Communauté européenne du charbon et de l'acier, créée en 1951.

C.E.D.

Communauté européenne de défense. Projet rejeté en 1954.

C.E.E.

Communauté économique européenne, instituée en 1957.

Euratom

Communauté européenne de l'énergie atomique, créée en 1957.

Intégration économique

Politique d'unification des économies de divers pays (ou régions).

Intégration militaire

Politique d'unification des forces armées de divers pays destinée à créer une armée unique.

O.C.D.E.

Organisation de coordination et de développement économique, créée en 1961 pour coordonner les politiques économiques des États membres.

O.T.A.N.

Organisation du traité de l'Atlantique Nord, créée en 1949.

Plan Marshall

Plan d'aide économique des États-Unis à l'Europe, proposé en 1947, mis en place à partir de 1948 et qui donne lieu à la création de l'O.E.C.E.

Supranationalité

Caractère d'une institution qui dépasse le cadre des nations et à laquelle celles-ci délèguent une part de leur souveraineté.

U.E.O.

Union de l'Europe occidentale, créée en 1954.

dates

1947 : annonce du plan Marshall d'aide à l'Europe.

1948 : création de l'O.E.C.E.

1949 : signature du Pacte atlantique.

1950 : déclaration Schuman donnant naissance à la C.E.C.A.
Projet de C.E.D.

1954 : échec de la C.E.D. et création de l'U.E.O.

1957 : signature du traité de Rome créant le Marché commun.

1959 : mise en vigueur du Marché commun.

1962-1964 : mise en vigueur du Marché commun agricole.

LA DISSERTATION (I)

Cerner le sujet et les idées essentielles

● Le but d'une dissertation n'est pas de répéter le cours mais de se servir des connaissances acquises pour traiter l'évolution d'un problème en en expliquant les données.

Toute dissertation doit donc nécessairement commencer par une lecture attentive du sujet proposé afin de dégager le ou les problèmes principaux qui se dissimulent derrière un libellé souvent neutre. Il convient de repérer les mots clefs permettant de délimiter le sujet (noms propres, périodes ou dates retenues, termes juridiques ou techniques à bien définir pour éviter des contresens...) et d'éviter les hors-sujet.

Bien repérer le type de sujet proposé : un tableau, un bilan, une comparaison, une évolution... Relever dans le libellé s'il y a suggestion d'une problématique.

● Les documents (cartes ou chronologies) qui accompagnent parfois le libellé fournissent d'utiles indications pour dégager les problèmes essentiels.

● Quand une chronologie indicative est fournie, les dates mentionnées n'ont pas toutes la même importance. Certaines indiquent un événement fondamental, indispensable à analyser en fonction du libellé ; d'autres rappellent simplement certains thèmes à prendre en considération pour bien comprendre et traiter le sujet. La dissertation ne doit jamais être une paraphrase de la chronologie.

sujet

Le rôle des États-Unis dans l'organisation du camp occidental (1945-1955)

Chronologie indicative :

1944 (juillet) Conférence de Bretton Woods.

1947 (juin) Plan Marshall.

1948 (janvier) Entrée en vigueur de l'accord général multilatéral sur les tarifs et le commerce (G.A.T.T.).

1948 (mars) Signature à Bogota de la charte de l'organisation des États américains.

1949 (avril) Signature du Pacte Atlantique Nord à Washington.

1950 (février) Aux États-Unis, le sénateur McCarthy accuse le département d'État d'être infiltré par 205 communistes.

1951 (avril) Signature du traité instituant la C.E.C.A.

(Communauté européenne du charbon et de l'acier).

1953 (septembre) Les États-Unis accordent à la France une aide exceptionnelle de 385 millions de dollars pour l'Indochine.

1954 (septembre) Création de l'O.T.A.S.E. (Organisation des traités de l'Asie du Sud-Est).

1955 (février) Création du pacte de Bagdad.

1955 (mai) Entrée de la R.F.A. dans l'O.T.A.N. (Organisation du traité de l'Atlantique Nord).

(Sujet posé au bac en juin 1991.)

corrigé

La simple lecture de la "chronologie indicative" ci-dessus nous fournit d'emblée quelques idées directrices :

— Le terme "camp occidental" doit être pris au sens politique (pays capitalistes face au bloc communiste) et non géographique ; il ne se limite pas à l'Europe occidentale (mentions de la charte de Bogota, de l'O.T.A.S.E. et du pacte de Bagdad).

— L'organisation du camp occidental devra être étudiée à plusieurs niveaux : économique (Bretton Woods, plan Marshall, G.A.T.T., C.E.C.A.), politique et militaire (Pacte atlantique Nord, maccarthysme, guerre d'Indochine, O.T.A.S.E., pacte de Bagdad, entrée de la R.F.A. dans l'O.T.A.N.).

En fonction de cette dernière remarque, il est donc possible de traiter ce sujet en adoptant un plan thématique (tout en respectant la chronologie) :

1. Le rôle des États-Unis dans l'organisation du camp occidental au plan monétaire (Bretton Woods), financier (plan Marshall), commercial (G.A.T.T.) et les réponses européennes (O.E.C.E., C.E.C.A.).

2. Le rôle des États-Unis dans la mise en place d'un système d'alliances politiques et militaires contre la menace communiste (O.E.A., O.T.A.N., aide financière à la France dans la guerre d'Indochine, O.T.A.S.E., pacte de Bagdad, réarmement allemand...).

Mais il est également possible de traiter ce sujet avec un plan chronologique en dégageant bien les principales périodes : l'intervention américaine dans l'organisation du camp occidental, outre ses aspects politiques, est surtout d'ordre économique jusqu'au déclenchement de la guerre froide (1947-1948) ; elle devient surtout militaire à partir de 1949.

exercice

1. La France, la Grande-Bretagne et la R.F.A. face à la construction européenne.

2. Les forces politiques françaises et la construction européenne.

Cernez chacun des sujets proposés, et présentez les idées essentielles autour desquelles vous organiserez votre devoir dans chaque cas. Précisez le type de plan que vous allez adopter (thématique, chronologique...).

La Grande-Bretagne, de Gaulle et le Marché commun

19 Le refus initial des Britanniques

(En juillet 1955, après la "relance de Messine", la Grande-Bretagne est invitée par les Six aux travaux préparatoires du futur Marché commun.)

Jamais son digne représentant n'ouvrait la bouche, sinon pour y insérer sa pipe. Enfin, un jour, il demande la parole à la surprise générale. C'était pour tenir le discours d'adieu suivant : "Monsieur le Président, messieurs. Je voulais vous remercier de votre hospitalité et vous indiquer qu'elle va cesser à partir d'aujourd'hui. En effet, je regagne Londres. Fonctionnaire sérieux, il me gêne de perdre mon temps et de ne pas justifier le modeste salaire que me verse mon gouvernement. J'ai suivi avec intérêt et sympathie vos travaux. Je dois vous dire que le futur traité dont vous parlez et que vous êtes chargé d'élaborer :

- a) n'a aucune chance d'être conclu ;
- b) s'il est conclu, n'a aucune chance d'être ratifié ;
- c) s'il est ratifié, n'a aucune chance d'être appliqué.

Nota bene : s'il l'était, il serait d'ailleurs totalement inacceptable pour la Grande-Bretagne. On y parle d'agriculture, ce que nous n'aimons pas, de droits de douane, ce que nous récusons, et d'institutions, ce qui nous fait horreur. Monsieur le Président, messieurs, au revoir et bonne chance."

Jean-François Deniau, *L'Europe interdite, Le Seuil, 1977.*

21 Le premier veto du général de Gaulle

La Grande-Bretagne a posé sa candidature au Marché commun. Elle l'a fait après s'être naguère refusée à participer à la Communauté qu'on était en train de bâtir, après avoir créé une sorte de libre-échange avec six autres États, après avoir enfin (☹) fait quelques pressions sur les Six pour empêcher que ne commence réellement l'application du Marché commun. L'Angleterre donc a demandé à son tour à y entrer, mais suivant ses propres conditions (...).

L'Angleterre, en effet, est insulaire, maritime, liée par ses échanges, ses marchés, son ravitaillement, aux pays les plus divers et souvent les plus lointains. Elle exerce une activité essentiellement industrielle et commerciale et très peu agricole. Elle a, dans tout son travail, des ha-

20 1961: la première demande britannique



"Ne nous bousculons pas et attendons..."



... jusqu'à demain."
Daily Mirror, mai 1961.

22 Deux réactions de la presse britannique

Il est impensable que l'Angleterre se joigne à une Europe telle que le président de Gaulle la conçoit. La Grande-Bretagne est en dernier ressort une puissance atlantique avant d'être européenne et ses liens avec les États-Unis ont au moins autant de valeur que ses liens avec l'Europe occidentale. C'est pour ces raisons que les conditions posées par le général de Gaulle sont inacceptables.

The Guardian, 15 janvier 1963.

La négociation doit se poursuivre (...). De Gaulle fait obstruction parce qu'il désire que son Europe soit un bloc de puissances continentales guidées par la France (...). Si, en fin de compte, il oppose son veto à l'adhésion britannique et froisse ses partenaires européens, il devra en assumer toute la responsabilité.

Daily Herald, 16 janvier 1963.

Conférence de presse du général de Gaulle, 14 janvier 1963.

23 Les Britanniques et la crise de la C.E.E. en 1965

De Gaulle : "vous voyez pourquoi je vous ai dit de ne pas entrer, Messieurs, les dients sont si communs."
Daily Express, 1965.



24 Le deuxième veto gaullien (1967)

Il est vrai que, tout en reconnaissant l'impossibilité de faire entrer l'Angleterre d'aujourd'hui dans le Marché commun tel qu'il existe, on peut vouloir tout de même sacrifier celui-ci à un accord avec celle-là. Théoriquement, en effet, le système économique qui est actuellement pratiqué par les Six n'est pas nécessairement le seul que pourrait pratiquer l'Europe. On peut imaginer, par exemple, une zone de libre-échange s'étendant à tout l'Occident de notre continent ; on peut imaginer aussi une espèce de traité multilatéral du genre de celui qui sortira du "Kennedy round" et réglant entre dix, douze, quinze États européens, leurs tarifs réciproques et leurs contingents respectifs. Mais dans un cas comme dans l'autre il faudrait d'abord abolir la Communauté et disperser ses institutions ; et je dis que cela, la France ne le demande certainement pas. Pourtant, si tel ou tel de ses partenaires, comme après tout c'est leur droit, en faisait la proposition, elle l'examinerait avec les autres signataires du traité de Rome. Mais ce qu'elle ne peut faire, c'est entrer actuellement avec les Britanniques et leurs associés dans une négociation qui conduirait à détruire la construction européenne dont elle fait partie.

Conférence de presse du général de Gaulle,
27 novembre 1967.

25 L'ombre des États-Unis

Depuis 1958, nous, Français, n'avons pas cessé de travailler à mettre un terme au régime des deux blocs. C'est ainsi que, tout en pratiquant d'étroites relations avec les pays de l'Ouest européen et en allant jusqu'à changer à l'égard de l'Allemagne notre ancienne inimitié en cordiale coopération, nous nous sommes progressivement détachés de l'organisation militaire de l'O.T.A.N., qui subordonne les Européens aux Américains. C'est ainsi que, tout en participant au Marché commun, nous n'avons jamais consenti pour les Six au système dit supranational qui noierait la France dans un ensemble apatride et n'aurait d'autre politique que celle du protecteur d'outre-océan. C'est ainsi que notre volonté de ne point risquer cette absorption atlantique est l'une des raisons pour lesquelles, à notre grand regret, nous avons jusqu'à présent différé l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'actuelle communauté.

Conférence de presse du général de Gaulle,
9 septembre 1968.

prépabac

1. Précisez la nature des sept documents présentés. Quel est l'auteur de chacun d'entre eux ? À quelle date chacun d'entre eux a-t-il été réalisé ? Quels sont donc les acteurs mis en scène ? Décrivez le contexte historique des années couvertes par ces documents.
 2. À partir du document 19, définissez l'attitude du gouvernement britannique lors de la naissance du Marché commun. Quels arguments sont mis en avant ? Quelle conception de la vie économique et de la vie politique traduisent-ils ?
 3. Expliquez, en vous appuyant sur le document 20, les raisons de la demande d'adhésion britannique au Marché commun. Quelle crainte traduit-elle ?
 4. Résumez à partir du document 21 les raisons du veto du général de Gaulle. Quel reproche fait-il à la Grande-Bretagne concernant le passé ? Pourquoi juge-t-il qu'elle n'est pas prête à entrer dans le Marché commun ?
 5. Comment, en 1965, la presse britannique analyse-t-elle la position du général de Gaulle ? Quels desseins lui prête-t-elle ? Quelle stratégie prône-t-elle ? Quelle conception de l'Europe défend-elle ?
 6. Quels nouveaux arguments de Gaulle donne-t-il en 1967 et 68 (documents 24 et 25) ?
- Concluez en montrant comment ce débat reflète deux conceptions contradictoires de la construction européenne.

La fin des empires coloniaux (1945-1975)

Comment expliquer l'affaiblissement des empires coloniaux
au lendemain de la guerre ?
Quelles sont les étapes de la décolonisation ?

sommaire

A. Les causes de la décolonisation	86
1. Des origines lointaines	86
2. L'impact de la Seconde Guerre mondiale.....	86
3. Un nouveau contexte favorable	86
B. La première vague de décolonisation (1945-1955) ..	88
1. L'émancipation des colonies anglaises d'Asie (1947-1965)	88
2. L'émancipation des Indes néerlandaises (1949)	88
3. Une décolonisation manquée : l'Indochine française (1945-1954).....	90
C. La seconde vague de décolonisation (1956-1975)	90
1. L'émancipation des pays du Maghreb (1956-1962)	90
2. La décolonisation de l'Afrique noire française (1960)	90
3. L'émancipation des autres empires africains (1956-1975)	92

D. La colonisation, remords de l'Occident ?	92
1. La "mauvaise conscience colonialiste"	92
2. Du réquisitoire au bilan	92

Fiche-bac

.....	94
-------	----

Sujets de bac

La dissertation (II).....	94
---------------------------	----

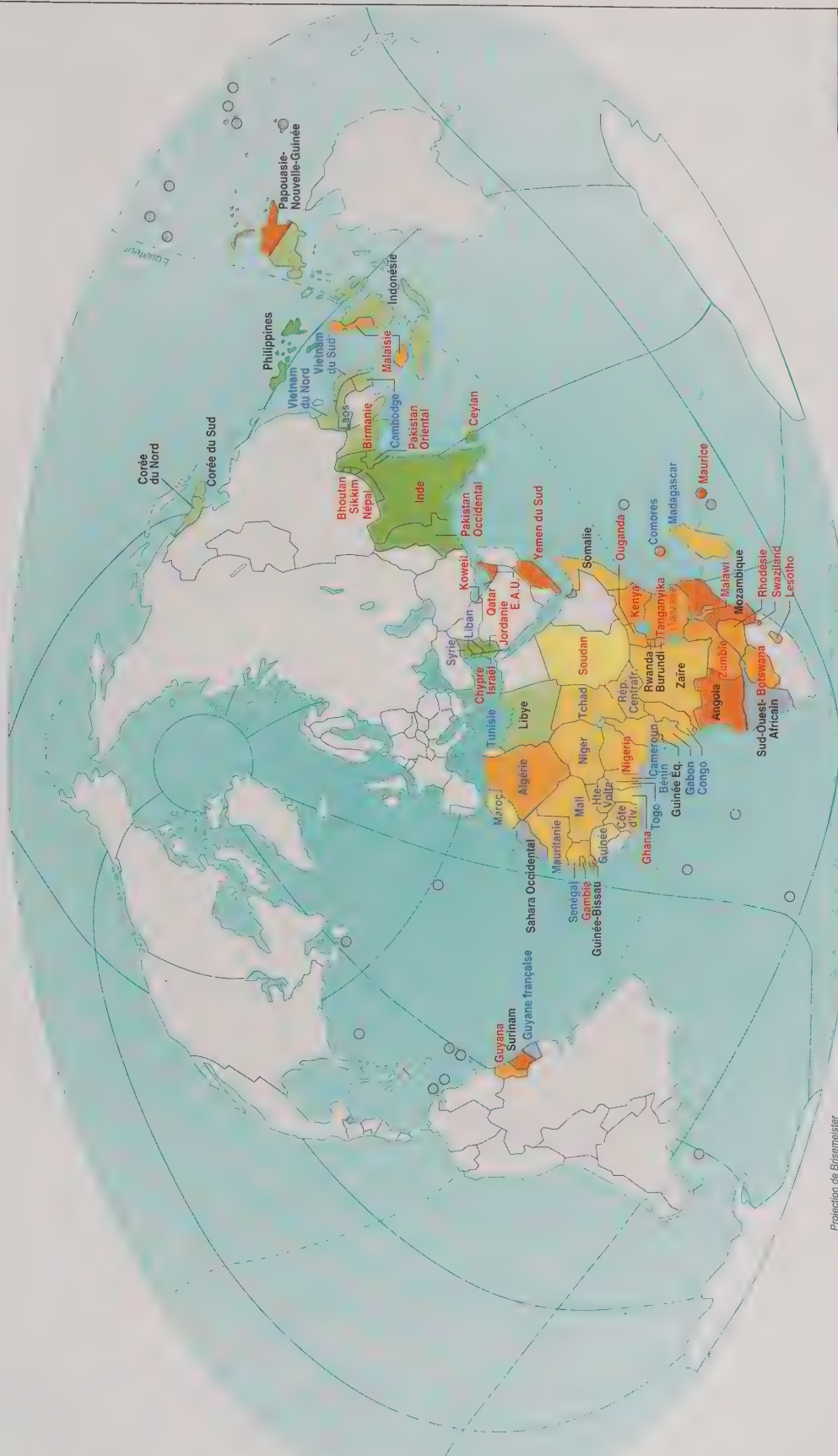
Dossier

La France et la décolonisation.....	96
-------------------------------------	----

1 Le vent du changement

Nous avons vu le réveil de la conscience nationale chez les peuples qui pendant des siècles ont vécu sous la dépendance d'un autre pouvoir. Il y a quinze ans, ce mouvement s'étendait à travers toute l'Asie (...). Aujourd'hui, la même chose se produit en Afrique (...). Le vent du changement souffle sur tout le continent. Que cela plaise ou non, cette prise de conscience nationale est un fait politique. Nous devons l'accepter comme un fait. Notre politique nationale doit le prendre en compte.

*Discours de Macmillan au Cap,
le 3 février 1960.*



Les grandes étapes de la décolonisation (1945-1975)

Territoires sous dépendance étrangère en 1975

Les étapes de la décolonisation

Les grands empires coloniaux en 1945

1945-1947	1960
1948-1954	1961
1955-1959	1967

Inde britannique
Algérie français
Angola pays dépendant d'autres métropoles

A. Les causes de la décolonisation

Né de la prise de conscience de la sujétion représentée par le fait colonial, le nationalisme indigène est renforcé dans sa volonté d'émancipation par la Seconde Guerre mondiale. Si les puissances coloniales restent hostiles à toute idée d'indépendance, le rôle des deux grandes puissances, l'existence de l'O.N.U. et l'évolution des mentalités vont favoriser la décolonisation.

1 Des origines lointaines

La remise en question de la domination coloniale a commencé bien avant la Seconde Guerre mondiale à travers des mouvements nationalistes indigènes. Elle prend sa source dans le système colonial lui-même : exploitation économique, destruction des cadres traditionnels, inégalité sociale et juridique entre colons et indigènes, décolonisation.

Des mouvements nationalistes indigènes apparaissent, comme le parti du Congrès en Inde qui remonte à 1885, mais la plupart des organisations naissent ou se développent dans l'entre-deux-guerres : le parti national vietnamien et le parti national indonésien en 1927, le néo-Destour tunisien et l'action marocaine en 1934, le parti populaire algérien en 1937...

L'intransigeance des puissances coloniales radicalise les mouvements nationalistes. Souvent dirigés par une élite occidentalisee (les Indiens Gandhi, Nehru et Jinnah sont avocats comme le Tunisien Bourguiba, l'Indonésien Soekarno est ingénieur, l'Algérien Ferhat Abbas est pharmacien...), ces mouvements nationalistes ne souhaitent pas, au départ, l'indépendance totale et leurs premières revendications apparaissent aujourd'hui très modérées : égalité civique, autonomie interne (droit de s'administrer, mais sans posséder tous les éléments de la souveraineté) avec gouvernement responsable dans un cadre fédéral... Mais les puissances coloniales, soucieuses avant tout du maintien de leur autorité, restent le plus souvent sourdes à ces revendications, préférant répondre par la répression (la plupart des leaders nationalistes sont emprisonnés).

2 L'impact de la Seconde Guerre mondiale

Le second conflit mondial porte un sérieux coup au prestige des grandes puissances coloniales : défaite de la France, de la Belgique et des Pays-Bas, difficultés de la Grande-Bretagne. En Asie, les Japonais n'hésitent pas à se poser en champions de l'anticolonialisme contre les Blancs, s'appuyant sur les mouvements nationalistes indigènes auxquels ils accordent même l'indépendance au moment de l'effondrement de l'empire japonais.

Face à Hitler, les Alliés se présentent comme les défenseurs de la liberté, de la démocratie et du "droit de tous

les peuples à choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils veulent vivre", selon les termes de la charte de l'Atlantique, signée par Roosevelt et Churchill en août 1941. Bien que le Premier ministre britannique tente de limiter la portée de ce texte à l'Europe, il prend rapidement valeur universelle aux yeux des peuples colonisés. Ceux-ci participent d'ailleurs largement à l'effort de guerre pour délivrer leurs colonisateurs du joug nazi, et ils en attendent quelque reconnaissance.

Aussi la guerre renforce-t-elle la volonté d'émancipation des nationalistes indigènes. Dès 1942, le parti du Congrès somme les Anglais de "quitter l'Inde". Quelques mois après le débarquement américain en Afrique du Nord, le sultan du Maroc réclame à Roosevelt la fin du protectorat français et l'indépendance de son pays (janvier 1943), tandis que Ferhat Abbas lance un "Manifeste du peuple algérien" (février 1943) exigeant une "Constitution propre à l'Algérie". En 1945, à Manchester, une conférence panafricaine réunissant les principaux leaders noirs des colonies anglaises réclame "l'autonomie et l'indépendance pour l'Afrique noire"...

Mais les puissances coloniales, convaincues que la perte de leur empire serait le signe de leur déclin, restent dans l'ensemble hostiles à toute idée d'émancipation. Si elles envisagent bien quelques réformes libérales, elles ne sont pour la plupart aucunement disposées à renoncer à leur domination politique. Et lorsque, le 8 mai 1945, le jour même de l'armistice en Europe, des troubles provoqués par des nationalistes algériens éclatent dans le Constantinois, la France ne trouve d'autre réponse qu'une rigoureuse répression.

3 Un nouveau contexte favorable

Après 1945, le monde est dominé par deux grandes puissances hostiles au fait colonial. Alors que les puissances coloniales sortent affaiblies du conflit, l'U.R.S.S. et les États-Unis, pour des raisons idéologiques, mais aussi par intérêt économique ou politique, sont hostiles au maintien des grands empires coloniaux :

– Au nom de la doctrine marxiste, l'U.R.S.S. appuie le désir d'émancipation des peuples colonisés, d'autant plus qu'un certain nombre de mouvements nationalistes (essentiellement en Asie) sont d'inspiration communiste.

– Ancienne colonie anglaise, les États-Unis se déclarent



3 Un tirailleur sénégalais dans l'armée française durant la Seconde Guerre mondiale

4 La conversion d'un notable indigène au nationalisme

Intellectuel algérien pétri de culture française Ferhat Abbas a appelé de ses vœux la naissance d'une Algérie moderne, laïcisée, sur le modèle de la France républicaine.

■ En 1936

Si j'avais découvert la nation algérienne, je serais nationaliste (...). Et cependant je ne mourrai pas pour la patrie algérienne parce que cette patrie n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'histoire, j'ai interrogé les vivants et les morts : personne ne m'en a parlé (...). On ne bâtit pas sur du vent. Nous avons écarté une fois pour toutes les nuées et les chimères pour lier définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française dans ce pays.

Article de Ferhat Abbas dans le journal L'Entente, le 23 février 1936.

■ En 1943

Le refus systématique ou déguisé de donner accès dans la cité française aux Algériens musulmans a découragé tous les artisans de la politique d'assimilation. Cette politique apparaît aujourd'hui aux yeux de tous comme une chimère inaccessible, une machine dangereuse mise au service de la colonisation (...). Désormais un musulman algérien ne demandera pas autre chose que d'être un Algérien musulman.

"Manifeste du peuple algérien" adressé aux Français par Ferhat Abbas, le 10 février 1943.

5 Le discours de Brazzaville (30 janvier 1944)

(...) Au moment où commençait la présente guerre mondiale, apparaissait déjà la nécessité d'établir sur des bases nouvelles les conditions de la mise en valeur de notre Afrique, du progrès humain de ses habitants et de l'exercice de la souveraineté française. Comme toujours, la guerre elle-même précipite l'évolution (...).

En Afrique française, comme dans tous les autres territoires où des hommes vivent sous notre drapeau, il n'y aurait aucun progrès qui soit un progrès si les hommes, sur leur terre natale, n'en profitaient pas moralement et matériellement, s'ils ne pouvaient s'élever peu à peu jusqu'au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires. C'est le devoir de la France de faire en sorte qu'il en soit ainsi.

Tel est le but vers lequel nous avons à nous diriger. Nous ne nous dissimulons pas la longueur des étapes (...). Au demeurant, il appartient à la nation française et il n'appartient qu'à elle de procéder, le moment venu, aux réformes impériales de structure qu'elle décidera dans sa souveraineté.

Discours inaugural du général de Gaulle à la conférence de Brazzaville devant les gouverneurs français d'Afrique noire.

Analyser

Document 3. Quel rôle joué par les peuples coloniaux durant la guerre se trouve illustré par cette photographie ? Expliquez en quoi ce phénomène joue son rôle dans la décolonisation.

Document 4. Résumez et expliquez la position de Ferhat Abbas en 1936. En quoi sa position en 1943 diffère-t-elle de celle de

1936 ? Quelle explication donne-t-il de son évolution ?

Document 5. Quelle évolution de Gaulle envisage-t-il pour l'Afrique française ? Ce discours recèle-t-il la promesse d'une prochaine décolonisation ou l'esquisse d'une politique qui maintient la souveraineté française ?

par principe favorables au mouvement de décolonisation. Ils donnent l'exemple en accordant l'indépendance aux Philippines en 1946 et n'hésitent pas, au besoin, à faire pression sur leurs alliés européens réticents. Mais, en raison de la guerre froide, ils adoptent dès 1949 une attitude plus prudente par crainte de voir les territoires émancipés passer dans le camp soviétique.

L'O.N.U. devient dès le début des années 50 la tribune de l'anticolonialisme, sous l'impulsion des pays de la Ligue arabe, fondée en 1945, et des premiers pays asiatiques décolonisés – en particulier l'Inde. La solidarité des pays déjà émancipés, de plus en plus nombreux au sein

de l'Organisation, envers ceux qui désirent le devenir va conduire l'O.N.U. à adopter des résolutions mettant souvent les puissances coloniales en position d'accusées.

Au sein même des pays coloniaux, les mentalités se transforment. Concernant la question coloniale, l'opinion publique des métropoles européennes et les Églises chrétiennes ont beaucoup évolué après la Seconde Guerre mondiale. Empreintes de *“bonne conscience coloniale”* par tradition historique, par souci de prestige, d'éducation ou d'évangélisation, elles vont se convertir plus ou moins rapidement à l'idée d'émancipation non sans quelques déchirements, en France notamment.

B. La première vague de décolonisation (1945-1955)

C'est en Asie, où le nationalisme est puissant et où l'action du Japon a ébranlé l'autorité des puissances coloniales, que débute la décolonisation. Si l'Angleterre accepte pacifiquement l'indépendance de l'Inde et de son empire asiatique, l'émancipation des Indes néerlandaises et surtout celle de l'Indochine française donnent lieu à de violents conflits militaires.

① L'émancipation des colonies anglaises d'Asie (1947-1965)

La décolonisation touche d'abord principalement l'Asie, en raison de l'implantation ancienne de nombreux mouvements nationalistes, de l'influence déjà grande du marxisme dans plusieurs pays (l'Indonésie, l'Indochine...) et du rôle déstabilisateur du Japon pendant la Seconde Guerre mondiale.

La décolonisation anglaise en Asie se fait de façon relativement pacifique. La défaite électorale de l'impérialiste Churchill en 1945 et l'existence d'une structure d'accueil souple, le *Commonwealth*, qui unit, depuis l'entre-deux-guerres, d'anciennes colonies du Royaume-Uni (les *dominions*), expliquent en partie la décolonisation relativement pacifique de la plupart des pays de l'empire britannique.

L'Inde est la première grande colonie à accéder à l'indépendance en 1947. Elle était en révolte contre les Anglais depuis 1919, sous l'impulsion notamment de Gandhi, et, pendant la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement britannique a dû promettre que l'émancipation du pays se ferait à la fin du conflit.

Mais l'antagonisme des deux principales communautés religieuses en retarde les modalités : le parti du Congrès rassemble les hindouistes, il est dirigé par Nehru, et souhaite conserver l'unité de l'Inde ; la Ligue musulmane de Jinnah, qui craint la domination de la majorité hindouiste, exige une partition du pays. C'est cette solution qui sera finalement retenue. En août 1947, le “joyau de la Cou-

ronne britannique” fait place à deux États indépendants : – l'Union indienne, rassemblant les territoires à majorité hindouiste,

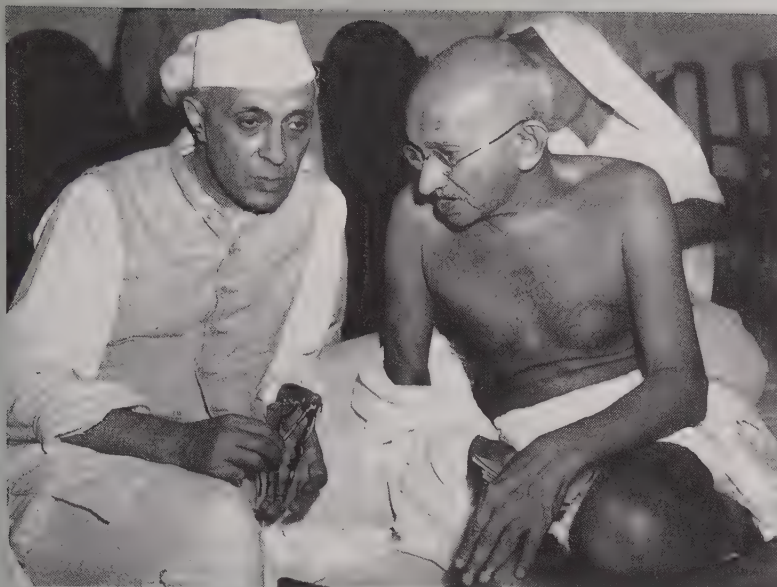
– le Pakistan, constitué de deux tronçons distants de 1 700 km, regroupant à l'ouest et à l'est les zones à majorité musulmane.

Cette partition entraîne aussitôt de violents troubles et des massacres : ils résultent des gigantesques transferts de population opérés entre les zones hindouistes et musulmanes et ternissent considérablement l'image de “décolonisation réussie” qu'aurait pu donner ce divorce à l'amiabilité entre le Royaume-Uni et son ancienne colonie. Gandhi, qui prêche l'apaisement, est assassiné par un hindouiste fanatique en janvier 1948.

Ceylan et la Birmanie accèdent également à l'indépendance sans trop de problèmes dès 1947-1948, ce qui n'est pas le cas de la Malaisie dont l'intérêt économique (richesse en étain et en caoutchouc) et stratégique est considérable pour le Royaume-Uni. Constituée en 1948, la Fédération malaise restera sous contrôle britannique jusqu'en 1957. Détaché de la Malaisie depuis 1946, Singapour n'obtiendra l'indépendance qu'en 1965.

② L'émancipation des Indes néerlandaises (1949)

Dans les Indes néerlandaises, la capitulation du Japon (qui occupait le pays depuis 1942) laisse face à face les mouvements nationalistes et le gouvernement hollandais. Celui-ci ne reconnaît pas l'indépendance de l'In-



6 Nehru et Gandhi en juillet 1946 à Bombay

7 L'indépendance de l'Inde

1. Déclaration du gouvernement britannique (16 mai 1946)

Il existe un désir passionné d'indépendance dans le cœur des Indiens exprimé par les chefs de leurs partis politiques. Le gouvernement de Sa Majesté et le peuple britannique sont tout prêts à accorder cette indépendance à l'intérieur ou hors du Commonwealth britannique et espèrent qu'il en résultera une amicale association entre les deux peuples sur un pied de complète égalité.

2. Discours de Nehru devant le Parlement de Delhi dans la nuit du 14 au 15 août 1947
Il y a de nombreuses années, nous avons

donné un rendez-vous au destin, et l'heure est venue de tenir notre promesse. Sur le coup de minuit, quand dormiront les hommes, l'Inde s'éveillera à la vie et à la liberté.

3. Article de l'envoyé spécial du Times au Pendjab (août 1947)

Les Sikhs massacrent quotidiennement des centaines de musulmans, en font fuir des milliers vers l'ouest, brûlent les villages et les fermes. Cette violence est organisée systématiquement, district après district. Un gigantesque problème de réfugiés se développe, bien au-delà des capacités de contrôle des autorités (...).

9 2 septembre 1945 : la République du Vietnam proclame son indépendance

"Tous les hommes sont nés égaux. Le créateur nous a donné des droits inviolables – le droit de vivre, le droit d'être libre et le droit de réaliser notre bonheur."

Cette parabole immortelle est tirée de la déclaration d'Indépendance des États-Unis d'Amérique en 1776 (...).

La déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de la Révolution française de 1789 proclamait : "Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits."

Ce sont là des vérités indéniables.

Et pourtant, pendant plus de quatre-vingts années, les impérialistes français, abusant de leur "liberté, égalité, fraternité", ont violé la terre de nos ancêtres et opprimé nos compatriotes. Leurs actes vont à l'encontre des idéaux de liberté et de justice.

Dans le domaine politique, ils nous ont privés de toutes les libertés. (...) Ils ont édifié plus de prisons que d'écoles. Ils ont sévi sans merci contre nos compatriotes. Ils ont noyé nos révolutions dans des fleuves de sang.

(...) Ils nous ont imposé l'usage de l'opium et de l'alcool pour affaiblir notre race.

Dans le domaine économique, ils nous ont exploité sans vergogne, ont réduit notre peuple à la plus noire misère et saccagé impitoyablement notre pays. Ils ont spolié nos rizières, nos mines, nos forêts, nos matières premières (...).



8 Raid sur Langson en 1950 pendant la Guerre d'Indochine

Analyser

Documents 6 et 7. Quel est le rôle des deux personnages figurant sur la photographie ?

En quoi représentent-ils les aspirations évoquées dans le texte 1 (doc. 7) ?

Qu'annonce ce texte ? Comment Nehru qualifie-t-il l'événement dans le texte 2 ?

La situation décrite dans le texte 3 correspond-elle aux espoirs exprimés ? Cherchez-en l'explication p. 88

Documents 8 et 9. De quels principes se réclame la déclaration d'indépendance du Vietnam ?

D'après les références utilisées, quelle est la formation intellectuelle des dirigeants nationalistes du Vietnam ?

Selon eux, en quoi la France n'a-t-elle pas respecté ces principes ?

Que signifie la scène représentée sur la photographie 9 ? De quelle situation témoigne-t-elle ? (p. 95).

donésie proclamée par Soekarno en août 1945 et s'efforce de reprendre en mains l'administration de son ancienne colonie. Poussés par l'opinion internationale, les Pays-Bas acceptent cependant de négocier et d'intégrer la République d'Indonésie dans une "Union hollandondo-indonésienne" en novembre 1946.

Mais, en juillet 1947 et décembre 1948, deux "opérations de police" tentent une véritable reconquête de l'Indonésie. La guérilla qui se déclenche sur place, la pression des

pays asiatiques, des États-Unis et de l'O.N.U. contraignent finalement les Pays-Bas à admettre, en **décembre 1949, la pleine souveraineté** de leur ancienne colonie dans un cadre confédéral. Soekarno dénoncera les derniers liens unissant l'Indonésie aux Pays-Bas en 1954.

3 Une décolonisation manquée : l'Indochine française (1945-1954)

voir p. 95

C. La seconde vague de décolonisation (1956-1975)

De 1956 à 1960, se déroule l'essentiel du processus de décolonisation en Afrique. La France doit, sous la pression des nationalistes, accorder l'indépendance à la Tunisie et au Maroc puis, à l'issue d'une longue guerre, à l'Algérie. En revanche, la France, l'Angleterre et la Belgique reconnaissent l'émancipation de leurs colonies d'Afrique noire, sans toujours parvenir à éviter que l'indépendance ne donne lieu à des luttes ethniques.

1 L'émancipation des pays du Maghreb (1956-1962)

De vives tensions opposent la France et les deux protectorats de Tunisie et du Maroc après 1945. La souveraineté française est en effet rétablie et Paris refuse de négocier avec les mouvements nationalistes. En Tunisie, les troubles se multiplient à partir de 1952 : résistance du gouvernement tunisien et du bey aux injonctions du résident général (haut fonctionnaire représentant la France) et début de résistance armée. Au Maroc, le sultan Mohammed Ben Youssef, devenu le porte-drapeau des nationalistes de l'Istiqlal, est déposé en 1953 et remplacé par un grand féodal pro-français.

Pour éviter des conflits sanglants, la France adopte une nouvelle politique en 1954.

Le Maroc et la Tunisie accèdent à l'indépendance en 1956. En juillet 1954, le président du Conseil, Mendès France, se rend à Carthage et reconnaît "l'autonomie interne de l'État tunisien", prélude à l'indépendance, qui sera reconnue par le gouvernement de Guy Mollet en juin 1956, Habib Bourguiba devenant l'année suivante président de la République tunisienne. Successeur de Mendès France, Edgar Faure dénoue la crise marocaine : il replace le sultan sur son trône en 1955 et entame avec lui des négociations qui aboutissent, en mars 1956, à l'indépendance du Maroc.

L'indépendance de l'Algérie n'interviendra qu'en 1962 à l'issue d'une longue guerre (voir chap. 15 et 16).

2 La décolonisation de l'Afrique noire française (1960)

L'indépendance de l'empire français au sud du Sahara résulte d'une démarche progressive et pacifique. Si l'écho de la révolution égyptienne, les événements du Maghreb et l'émergence des pays du tiers-monde ont également exercé leur influence dans cette zone, les **nationalismes** y revêtent des formes diverses :

– Ils peuvent être modérés, à travers la revendication d'une identité culturelle : celle de la "négritude", par exemple, élaborée par des intellectuels africains autour du Sénégalais Léopold Senghor.

– Ils peuvent aussi revêtir une forme radicale. Ainsi le Rassemblement démocratique africain (R.D.A.), fondé en 1946 par des représentants de plusieurs nations africaines rassemblés autour de l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny, se prononce pour l'indépendance.

La Constitution de 1946 avait choisi la voie de l'intégration : des députés (en nombre réduit il est vrai) représentaient les diverses colonies à l'Assemblée nationale tandis qu'un effort important était effectué en matière de développement économique et social. Mais la vague de décolonisation et les difficultés de la guerre d'Algérie poussent la France à aménager le statut de ses colonies pour rendre possible une indépendance, à terme.

En 1956, la loi-cadre Defferre institue une vie politique dans les colonies et, en 1958, le général de Gaulle

10 La Tunisie en marche vers l'indépendance

Notre politique est une politique libérale conforme aux traditions de notre histoire aussi bien qu'aux aspirations profondes du peuple tunisien et aux promesses qui lui ont été faites.

L'autonomie interne de l'État tunisien est reconnue et proclamée sans arrière-pensée par le gouvernement français qui entend tout à la fois l'affirmer dans son principe et lui permettre dans l'action la consécration du succès. Le degré d'évolution auquel est parvenu le peuple tunisien – dont nous avons lieu de nous réjouir d'autant plus que nous y avons largement contribué –, la valeur remarquable de ses élites justifient que ce peuple soit appelé à gérer lui-même ses propres affaires.

C'est pourquoi nous sommes prêts à transférer à des personnes et à des institutions tunisiennes l'exercice interne de la souveraineté.

Déclaration de Pierre Mendès France, président du Conseil, à Carthage, le 31 juillet 1954.

11 80 ans de présence au Congo vus par le roi des Belges

L'indépendance du Congo constitue l'aboutissement de l'œuvre conçue par le génie du roi Léopold II, entreprise par lui avec un

courage tenace et continuée avec persévérance par la Belgique. Elle marque une heure décisive dans les destinées non seulement du Congo lui-même, mais je n'hésite pas à l'affirmer, de l'Afrique tout entière.

Pendant quatre-vingts ans, la Belgique a envoyé sur votre sol les meilleurs de ses fils, d'abord pour délivrer le bassin du Congo de l'odieuse trafic esclavagiste qui décimait ses populations ; ensuite pour rapprocher les unes des autres les ethnies qui, jadis ennemies, s'apprentent à constituer ensemble le plus grand des États indépendants d'Afrique ; enfin, pour appeler à une vie plus heureuse les diverses régions du Congo que vous représentez ici, unies en un même parlement.

En ce moment historique, notre pensée à tous doit se tourner vers les pionniers de l'émancipation africaine et vers ceux, qui après eux, ont fait du Congo ce qu'il est aujourd'hui. Ils méritent à la fois NOTRE admiration et VOTRE reconnaissance, car ce sont eux qui, consacrant tous leurs efforts et même leur vie à un grand idéal, vous ont apporté la paix et ont enrichi votre patrimoine moral et matériel. Il faut que jamais ils ne soient oubliés, ni par la Belgique, ni par le Congo.

Discours de Baudouin I^{er} à Léopoldville, 30 juin 1960.

Analyser

Documents 10 et 12. Comment Mendès France qualifie-t-il la politique de la France en Tunisie ? Est-ce exact ? Que promet-il aux Tunisiens ? Comment justifie-t-il cette perspective ? Quelle présentation fait-il de la colonisation française ?

La perspective qu'il offre aux Tunisiens est-elle celle de l'indépendance ?

Qu'est-il advenu ?

Qui est Bourguiba ? Quelle signification revêt son retour à Tunis ? Comment les Tunisiens l'accueillent-ils ?

Document 11. Évoquez les différents aspects de l'œuvre colonisatrice de la Belgique au Congo tels que les présente le roi Baudouin.

En vous référant au cours p. 92, pensez-vous que le bilan soit aussi positif ?



12 Le leader tunisien Habib Bourguiba acclamé par la foule à Tunis en 1954

franchit l'étape décisive en donnant aux divers territoires dépendant de la France le choix entre le maintien du statu quo, la sécession (solution adoptée par la Guinée) ou la coopération avec la métropole au sein de la Communauté. Presque tous les États d'Afrique noire choisissent cette dernière option. Dès 1960, ils obtiennent néanmoins leur indépendance, tout en maintenant avec la France des liens de coopération.

3 L'émancipation des autres empires africains (1956-1975)

Dans les possessions britanniques, le processus de décolonisation s'est également opéré sans heurt. Le Royaume-Uni a laissé carte blanche à ses anciennes colonies au sujet des institutions dont elles entendaient se doter et a mis en place des procédures de transfert progressif des pouvoirs aux élites indigènes :

– En 1957, l'ancien protectorat de la Gold Coast accède à l'indépendance sous la direction du leader nationaliste N'Krumah. Cette émancipation du Ghana sert de modèle à toutes les autres colonies britanniques d'Afrique : le Nigeria ; la Tanzanie (ex-Tanganyika) grâce à l'action de Julius Nyerere, disciple de N'Krumah ; l'Ouganda ; le Kenya, indépendant en 1963 sous l'impulsion de Jomo Kenyatta.

– En Afrique australe, les minorités blanches refusent d'abandonner leurs privilèges et, en 1965, le Premier ministre rhodésien du Sud, Ian Smith, proclame l'indépendance du pays. Il ouvre ainsi une crise profonde qui ne sera résolue qu'en 1980, à la suite d'élections générales

qui donnent le pouvoir à la majorité noire, le pays prenant le nom de Zimbabwe.

La transformation de la colonie belge du Congo en État indépendant – le Zaïre – donne lieu à de très graves difficultés. Dans ce pays immense, où les Belges ont pratiqué un système colonial rigoureux et formé très peu de cadres indigènes (17 diplômés d'université sur 13 millions d'habitants), la proclamation de l'indépendance, en juin 1960, est suivie de troubles opposant ethnies et courants politiques de tendances diverses.

Tandis que le gouvernement de Bruxelles envoie des troupes pour rétablir l'ordre à Léopoldville et Élisabethville et soutient la sécession de Moïse Tschombé au Katanga, région très riche en cuivre et en uranium, la lutte s'engage entre plusieurs leaders nationalistes, dont Patrice Lumumba, favorable à l'U.R.S.S. ; son principal adversaire, le général Mobutu, finira par le livrer aux Katangais qui le feront disparaître (début 1961).

À la suite de l'intervention des forces de l'O.N.U. (20 000 "casques bleus" envoyés à la demande du secrétaire général Dag Hammarskjöld), l'unité du pays est rétablie à la fin de 1962 en faveur des pro-Occidentaux. La crise congolaise s'achève donc par un échec soviétique dans la région et par un succès des Nations unies.

Le dernier empire colonial à disparaître est celui du Portugal en 1974-1975, à la suite d'une longue lutte menée par les mouvements nationalistes de l'Angola, de la Guinée-Bissau et du Mozambique depuis le début des années 60. Leur guérilla contribue à la chute du régime dictatorial à Lisbonne en avril 1974. L'accession à l'indépendance des colonies portugaises d'Afrique intervient aussitôt après le rétablissement de la démocratie.

D. La colonisation, remords de l'occident ?

Longtemps jugée responsable de tous les maux, et notamment du retard au développement des ex-colonies, la colonisation fait aujourd'hui l'objet d'un bilan plus nuancé où des aspects positifs trouvent leur place aux côtés d'éléments négatifs incontestables.

1 La "mauvaise conscience colonialiste"

L'effondrement des empires coloniaux au lendemain de la Seconde Guerre mondiale a d'abord provoqué dans les métropoles européennes une profonde remise en question du phénomène colonial. L'exaltation de la "mission civilisatrice" de l'Occident auprès de peuplades arriérées, qui a longtemps donné bonne conscience aux pays colonisateurs, fait rapidement place à une attaque en règle du colonialisme, accusé de tous les maux. Aux nostal-

gies du "bon vieux temps des empires" qui tentent de défendre l'œuvre coloniale des puissances européennes, on rappelle les massacres et les épidémies provoqués par la conquête (notamment l'extermination des Indiens d'Amérique et des Aborigènes d'Australie), l'esclavage et la traite des Noirs, le pillage des matières premières, la destruction des cadres économiques traditionnels (dépossession du sol, ruine de l'artisanat local, travail forcé...), la déstabilisation des sociétés indigènes et leur déculturation.

La colonisation est aussi rendue responsable d'une grande partie des problèmes rencontrés par les nouveaux États au lendemain de leur accession à l'indépendance. On souligne que leurs conflits frontaliers ne sont généralement que l'héritage d'un découpage colonial n'ayant tenu aucun compte des données naturelles et des réalités ethniques, que leurs difficultés politiques (absence de démocratie, clientélisme, corruption, multiplication de coups d'État militaires...) s'expliquent par la longue tutelle coloniale qui ne les a pas préparés à l'indépendance, et que leur sous-développement est essentiellement le produit de l'exploitation économique des anciennes métropoles. L'aide financière et l'assistance technique consenties aux anciennes colonies s'imposent donc non seulement pour des raisons politiques et économiques mais également "comme un devoir moral de solidarité" (Robert Buron).

2 Du réquisitoire au bilan

Avec le temps, les complexes de culpabilité des anciens colonisateurs, comme les violentes attaques rétrospectives contre les "bradeurs d'empires", tendent à s'estomper. On s'efforce aujourd'hui de juger plus sereinement l'épopée coloniale et ses conséquences à long terme. Sans occulter les aspects négatifs de la colonisation européenne dans les pays du tiers-monde, on souligne de nouveau ses apports incontestables au plan économique et social : mise en place d'une infrastructure de transports modernes par la construction de ports, de routes et de lignes de chemin de fer, action sanitaire, scolarisation (plus ou moins poussée selon les pays)...

La colonisation n'est d'ailleurs plus considérée aujourd'hui comme étant seule à l'origine du sous-développement. On observe en effet que celui-ci frappe non seulement les nouveaux États nés de la dernière grande vague de décolonisation mais également des territoires restés totalement indépendants et des pays ayant très peu connu ou ayant très anciennement échappé à la tutelle coloniale. On souligne même que les pays du tiers-monde restés totalement à l'écart de la colonisation européenne (et, de ce fait, ayant moins bénéficié de la supériorité technique occidentale) sont parfois plus mal lotis que ceux ayant longtemps souffert du "joug colonial".

On rappelle enfin qu'à côté des décolonisations difficiles qui ont polarisé l'attention et traumatisé les opinions publiques, il y a eu également bon nombre de **décolonisations pacifiques**, sans ruptures profondes avec les anciennes métropoles. En ce sens, la décolonisation peut être considérée non pas comme un revers de la colonisation mais comme son aboutissement logique : "La décolonisation ne traduit pas seulement l'échec de la colonisation. À beaucoup d'égards, elle en marque le triomphe" (Jean-Louis Miège).



13 Manifestation de la C.G.T. à Paris en 1947 pour la paix au Vietnam

14 Un bilan de la colonisation à la fin des années 80

Parmi les grands pays d'Asie et d'Afrique, rares sont ceux qui ont échappé totalement au joug colonial : c'est le cas de la seule Éthiopie en Afrique, si l'on excepte le bref épisode de la domination italienne (...). (Or) elle accuse sur tous les plans un retard important par rapport à tous les pays colonisés d'Afrique. Le réseau ferré est presque inexistant, la population est illettrée à 99 % et l'espérance de vie, très courte et proche des niveaux primitifs, est inférieure de cinq à dix ans à celle des pays colonisés ; le revenu moyen est celui d'une société agraire archaïque. Pour l'Asie, la leçon est aussi claire. L'Afghanistan et le Népal, non colonisés, sont les seuls pays asiatiques qui, en 1950, n'ont aucune ligne de chemin de fer, un taux d'analphabétisme adulte supérieur à 95 % et une espérance de vie nettement inférieure à quarante ans (...).

De façon générale, dans les pays d'Afrique et d'Asie, la vie moderne n'a commencé qu'avec la période coloniale et le contact avec l'Occident a été la condition du démarrage économique. Qu'on ne se méprenne pas sur le sens de ce constat. Il ne s'agit aucunement d'un panégyrique de la colonisation mais d'un retour à la réalité historique. Gardons-nous des anachronismes : à une certaine époque de l'histoire, la colonisation a pu être économiquement bénéfique pour les colonies ; à un stade ultérieur, l'enfance du développement étant achevée et les élites politiquement mûres pour prendre la relève, elle a pu devenir nocive, voire régressive.

Jean-Claude Chesnais, *L'Histoire*, n° 104, octobre 1987.

Analyser

Document 13. Qui est à l'origine de cette manifestation ? Au nom de quel principe la C.G.T. appuie-t-elle le mouvement nationaliste ?

Document 14. Que cherche à démontrer l'auteur dans la première partie du texte ? Pourquoi craint-il qu'on se méprenne sur ses propos ? À quelle idée répandue répond cette crainte ?

idées

A. Les causes de la décolonisation

- Quelles sont les origines lointaines de la décolonisation ?
Quel rôle a joué la Seconde Guerre mondiale ?
- En quoi le contexte de l'après-guerre est-il particulièrement favorable à la décolonisation ?

B. La première vague de décolonisation (1945-1955)

- Dans quelle région du monde s'opère la première phase de la décolonisation ? Pourquoi ?
- Évoquez les différents processus de décolonisation qui se sont produits en Asie.

C. La seconde vague de décolonisation (1956-1975)

- Quelles difficultés a connues la France au Maghreb ? Pourquoi ?
Comment a été acquise l'indépendance des trois pays du Maghreb ?
- Comment expliquer la relative facilité de l'accès à l'indépendance de l'Afrique noire ?
Comment s'est opérée la décolonisation de l'empire britannique d'Afrique ? celle du Congo belge ?

Approfondissement L

D. La colonisation, remords de l'Occident ?

- Pourquoi l'opinion publique occidentale est-elle passée de la "bonne conscience coloniale" à une remise en question du colonialisme ?
- Pourquoi les critiques contre la colonisation européenne se sont-elles atténuées avec le temps ?

dates

1947 : indépendance de l'Inde.

1946-1949 : émancipation des Indes néerlandaises.

1946-1954 : guerre d'Indochine.

1956 : indépendance de la Tunisie et du Maroc. Loi-cadre Defferre sur l'Afrique noire.

1960 : indépendance de l'Afrique noire française. Indépendance du Congo belge.

1954-1962 : guerre d'Algérie.

1974-1975 : indépendance des colonies portugaises d'Afrique.

mots clefs

Anticolonialisme

Attitude hostile au principe de la colonisation.

Décolonisation

Fait, pour une colonie, d'acquiescer son indépendance vis-à-vis d'une métropole.

Égalité civique

Égalité des droits entre colonisateurs et colonisés.

Impérialisme

Doctrine prônant la prépondérance politique ou économique d'un pays sur un autre.

Indépendance

Rupture complète des liens juridiques unissant un pays à un autre et reconquête par le pays devenu indépendant de tous les éléments de sa souveraineté.

Ligue arabe

Organisation des États arabes constituée en 1945 pour favoriser la solidarité des États membres.

Nationalisme indigène

Doctrine tendant à affirmer l'existence d'une entité nationale et qui exige sa reconnaissance de la part des colonisateurs.

Sécession

Rupture de tous les liens entre un pays et un autre.

LA DISSERTATION (II)

Élaborer le plan

• Si la période proposée est longue, le plan doit être chronologique. Il faut donc soigneusement choisir les dates charnières

délimitant les grandes périodes au cours desquelles on constate une évolution des problèmes ; chacun de ces moments doit être homogène, et les dates charnières représentent le moment où un tournant, une modification fondamentale peuvent être discernés.

• S'il s'agit de dresser un tableau, le plan peut être logique, sa validité se mesurant à la manière dont les parties s'articulent les unes par rapport aux autres dans une démarche cohérente.

• Dans tous les cas, il faut éviter le plan

"à tiroirs" qui est une simple juxtaposition de paragraphes non reliés entre eux.

• Le plan doit être présenté dans l'introduction.

sujet

La France dans la guerre d'Indochine (1945-1954)

corrigé

A. 1945-1946 : une décolonisation manquée

1. 1945 : la naissance de la République démocratique du Vietnam

a. Une conséquence de la poussée nationaliste et de la guerre : l'affaiblissement de la France en Indochine, occupée par les Japonais, est mis à profit par Nguyễn Ai Quốc (le futur Hồ Chi Minh), fondateur en 1930 du parti communiste indochinois. Il crée en mai 1941 une ligue pour l'indépendance du Vietnam (ou Vietminh) dirigée à la fois contre l'impérialisme français et l'occupant nippon. À la chute de ce dernier, il proclame à Hanoi, le 2 septembre 1945, l'indépendance de la République démocratique du Vietnam.

b. La situation de fait : l'autorité du nouveau pouvoir ne s'exerce en pratique que dans quelques "zones libérées", les Anglais occupant le Sud de la péninsule indochinoise (Vietnam, Laos, Cambodge), les Chinois le Nord.

2. La politique française en Indochine

La France, qui a repris pied en Cochinchine, semble d'abord prête à faire des concessions dans le sens de l'autonomie politique, mais sans remettre en cause sa souveraineté. C'est le sens des accords signés le 6 mars 1946 entre Hồ Chi Minh et les envoyés du gouvernement français : le Vietnam est un État libre, mais dans le cadre de l'Union française.

3. 1946 : l'engrenage

a. Au cours de l'année 1946, le gouvernement français durcit sa position et s'efforce de limiter la portée de l'accord du 6 mars. Nommé haut-commissaire en Indochine, l'amiral Thierry d'Argenlieu mène une politique de force et proclame une République de Cochinchine, sous protectorat français. Ses troupes s'emparent de Hanoi.

b. Décidé à intimider Hồ Chi Minh, Thierry d'Argenlieu fait bombarder le port d'Haiphong le 20 novembre 1946, tuant 6 000 personnes. Le Vietminh ré-

plique le 19 décembre par un massacre d'Européens à Hanoi pendant qu'Hồ Chi Minh gagne le maquis. La guerre commence...

B. 1946-1950 : une guerre de décolonisation

1. Le conflit militaire

Les Français tiennent les villes et la plupart des régions vitales du pays. Le Vietminh mène une guerre de guérilla et dans certaines régions d'accès difficile institue de véritables "zones libérées" où il crée un pouvoir de fait, partage les terres, dirige l'économie, les écoles, la police.

2. La recherche d'une solution politique

a. Engagés dans un conflit qui s'éternise, les Français, qui refusent toute discussion avec le Vietminh, cherchent un "interlocuteur valable" pour négocier. Ils pensent le trouver en la personne de l'ex-empereur d'Annam, Bao Dai, autour duquel se rassemblent les nationalistes modérés.

b. En 1948, par les accords de la baie d'Along, la France accorde à Bao Dai l'indépendance du Vietnam, refusée à Hồ Chi Minh. En 1949, des accords identiques sont signés avec le Laos et le Cambodge.

c. Mais cette décolonisation sur le papier ne résout aucun problème. L'armée française continue à combattre les communistes pour le compte des gouvernements théoriquement indépendants du Vietnam, du Laos et du Cambodge.

C. 1950-1954 : l'internationalisation du conflit et le retrait français

1. L'internationalisation du conflit

a. La victoire du communisme en Chine en 1949 permet à Hồ Chi Minh de recevoir une aide importante et de trouver des refuges en territoire chinois pour ses troupes. Sans renoncer à la guérilla, le Vietminh passe progressivement à une guerre plus classique, engageant de grandes unités. De 1950 à 1953, la situation des Français se détériore.

b. De son côté, la France reçoit l'aide financière des États-Unis, pour qui la guerre menée en Indochine n'est plus

une guerre de décolonisation, mais une participation à l'"endiguement" du communisme.

2. La désintégration de l'Union française en Indochine

a. Pour trouver un appui dans les populations, les gouvernements du Vietnam, du Laos, du Cambodge sont conduits à faire contre les Français de la surenchère nationaliste, exigeant la rupture des derniers liens avec la France prévus par les accords de 1948-1949. La France combat donc pour des États qui souhaitent son retrait total.

b. En même temps, les Américains, qui signent avec la Chine un armistice en Corée, tentent d'engager une négociation globale avec les pays communistes pour régler les conflits asiatiques. Une conférence doit se réunir en mai 1954 à Genève dans ce but.

3. Le retrait français d'Indochine en 1954 (sur les implications du conflit sur la politique intérieure française, voir chap. 14, B)

a. Décidée à obtenir un succès décisif avant la conférence, l'armée française occupe la cuvette de Diên Biên Phu. Encerclés, incapables de faire intervenir l'aviation, 15 000 Français doivent se rendre le 7 mai 1954.

b. Les accords de Genève signés en juillet 1954 par le président du Conseil Pierre Mendès France mettent fin au conflit. Le Vietnam est partagé en deux États : au nord du 17^e parallèle, la République démocratique du Vietnam ; au sud un gouvernement pro-américain. Des élections générales sont prévues en 1956 pour aboutir à la réunification du pays. Le Laos et le Cambodge deviennent indépendants.

c. En fait, entre les deux Vietnam, au Laos, au Cambodge commence une lutte d'influence pour la conquête de la péninsule entre communistes et nationalistes pro-américains. Elle débouche dès 1957 sur une seconde guerre d'Indochine opposant cette fois les régimes pro-américains (directement soutenus par les États-Unis à partir de 1960) et les régimes communistes.

La France et la décolonisation

15 Les premiers craquements de la domination coloniale au Cameroun en 1945

La scène camerounaise était entièrement occupée par les Blancs dont le nombre était estimé à environ trois mille deux cents personnes et qui étaient représentés, pour une moitié, par les agents des services publics, et pour l'autre, par les colons, les commerçants, les professions libérales et les religieux. Ils étaient les maîtres et se comportaient comme tels. Séparés de la métropole depuis 1939, les colons avaient médité, à l'occasion de vacances ou de voyages d'affaires, l'exemple de l'Afrique du Sud. Ils rêvaient d'un statut de dominion avec un parlement blanc devant lequel le gouverneur exerçant le pouvoir exécutif serait responsable. Ils reprochaient au général de Gaulle d'avoir voulu brûler les étapes en ignorant les lois d'évolution de l'espèce humaine et estimaient que, pour l'instant, l'essentiel était de s'opposer à tout changement politique qui sonnerait le glas de leur suprématie (...).

Malgré sa belle assurance, le bloc des Blancs était de moins en moins homogène ; les nouveaux arrivants avaient une autre optique et des idées libérales. Les jeunes chefs d'entreprise parlaient de dépoussiérer la maison et certains religieux refusaient même, disait-on, de suivre leurs évêques ou leurs pasteurs traditionalistes. Enfin, le syndicalisme implanté à la veille de la guerre avait, contre vents et marées, obtenu sa reconnaissance officielle... Face aux Européens, la population africaine s'apparentait à une nébuleuse opaque et menaçante.

Guy Georgy, *Le Petit Soldat de l'Empire*, Flammarion, 1992.

16 L'Union française

La France forme avec les peuples d'outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion. L'Union française est composée de nations et de peuples qui mettent en commun ou coordonnent leurs ressources et leurs efforts pour développer leurs civilisations respectives, accroître leur bien-être et assurer leur sécurité. Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires ; écartant tout système de colonisation fondé sur l'arbitraire, elle garantit à tous l'égal accès aux fonctions publiques et l'exercice individuel ou collectif des droits et libertés proclamés ou confirmés ci-dessus.

Préambule de la Constitution française d'octobre 1946.

17 Une critique de la politique française au Maroc

J'estime en premier lieu que la déposition du Sultan constitue une lourde erreur dont les conséquences ne pourront être pleinement pesées qu'après certains délais. Le principe de la légitimité représenté par le Sultan actuellement déchu était sans doute des plus ténus ; il existait cependant et il n'était ni conforme à notre intérêt, ni sans doute pleinement conforme à notre position internationale, de le rompre de nos propres mains (...).

Je pense qu'une politique plus habile et plus constante eût dû nous permettre de nous assurer de la part de ce souverain un concours raisonné et, par cette voie, d'obtenir que la présence française, dans le cadre d'un ensemble de réformes, obtienne l'adhésion de certains éléments que nos décisions les plus récentes risquent de nous faire perdre sans retour.

Lettre d'Edgar Faure au président de la République, Vincent Auriol, le 26 août 1953.

18 Un mouvement irrésistible

Considérant que l'émancipation des peuples est conforme, tout à la fois, au génie de notre pays, au but que nos grands colonisateurs, par exemple Gallieni, Lyauté, avaient en vue de leur œuvre colonisatrice, conforme aussi au mouvement irrésistible qui s'est déclenché dans le monde à l'occasion de la guerre mondiale et de ce qui s'en est suivi, j'ai engagé dans cette voie-là, dans la voie de l'émancipation des peuples, la politique de la France. Ce n'est pas, bien entendu, que je renie en quoi que ce soit l'œuvre colonisatrice qui a été suivie par l'Occident européen, et en particulier par la France. Je considère plus que jamais que cette œuvre fut belle, grande et féconde... Mais je ne crois pas moins qu'il faut savoir, quand le moment est venu, et il est venu, reconnaître à tous le droit de disposer d'eux-mêmes...

Conférence de Charles de Gaulle, le 5 septembre 1960.

prépabac

1. Quel est l'état d'esprit des colons français au Cameroun en 1945 ? Quels sont les signes d'évolution de cette situation coloniale ?
2. Relevez les grands principes retenus dans le document 16. La politique française a-t-elle toujours été conforme à cette déclaration ?
3. Qui est Edgar Faure ? Quelle est sa fonction ? Que dénonce-t-il et quelle solution préconise-t-il ? (doc. 17).
4. (doc. 18) Quelle est la situation de l'Afrique noire à cette date ? Celle de l'Algérie ? Qu'annonce la dernière phrase ?
5. Comment l'opinion française a-t-elle évolué sur les problèmes de la décolonisation ?

De la guerre froide à la coexistence pacifique (1945-1962)

Pourquoi la guerre froide ?
Quels sont ses aspects majeurs ?
Quels pays ont été particulièrement affectés par la guerre froide ?

sommaire

A. Les débuts de la guerre froide (1945-1947)	100
1. Des espoirs de paix déçus	100
2. La rivalité américano-soviétique	100
3. Les "déclarations de guerre froide"	100
B. La mise en place et l'affrontement des blocs (1947-1953)	102
1. Containment et glaciation	102
2. La crise allemande et le blocus de Berlin (1948-1949)	102
3. La guerre de Corée, annonce d'une troisième guerre mondiale ? (1950-1953)	102
C. Le reflux de la guerre froide (1953-1962)	104
1. Vers la coexistence pacifique (1953-1954)	104
2. Les derniers feux de la guerre froide (1955-1962)	104
L	
D. Cultures de guerre froide	106
1. La pénétration du modèle américain	106
2. Une culture communiste	106
3. Neutralistes et atlantistes	106
ES	
E. En marge des blocs : le neutralisme	108
1. La conférence de Bandoung (avril 1955)	108
2. Anti-impérialisme et "neutralisme"	108
Fiche-bac	110
Sujets de bac	
La dissertation (III)	110
Dossier	
La politique d'"engagement"	112

1 Qu'appelle-t-on la "guerre froide" ?

La "guerre froide" est un conflit dans lequel les parties s'abstiennent de recourir aux armes l'une contre l'autre.

L'expression, qui a été employée pour la première fois par le prince Juan Manuel d'Espagne, a été reprise par le financier américain Bernard Baruch, au début de 1947, et popularisée par le journaliste Walter Lippmann. Elle désigne habituellement la confrontation soviéto-américaine qui a suivi la dissolution, après 1945, de la coalition antihitlérienne. Mais elle ne lui est pas nécessairement limitée : on a pu parler de "guerre froide" sino-soviétique, et même, à propos des événements de 1968 en France, de "guerre civile froide".

Dans chaque cas, les belligérants cherchent à marquer le maximum de points en employant toutes les ressources de l'intimidation, de la propagande, de la subversion, voire de la guerre locale, mais en étant bien déterminés à éviter de se trouver impliqués dans des opérations armées les mettant directement aux prises. Quand le désir de ne pas se laisser entraîner dans une confrontation militaire prend le pas sur celui de l'emporter, la "coexistence pacifique" se substitue à la guerre froide.

A. Fontaine, article "guerre froide", Encyclopaedia universalis.

Affiche de
propagande
soviétique
à l'époque
de la guerre
de Corée :
"Facile c'était
sur le papier !"



**Гладко было на бумаге,
да забыли про овраги,
а по ним ходить !**



A. Les débuts de la guerre froide (1945-1947)

Les espoirs de paix durables fondés sur la création de l'O.N.U. laissent rapidement place à la rivalité américano-soviétique qui débouche sur la guerre froide, en 1947, avec la “doctrine Truman”, à laquelle répond la “doctrine Jdanov”.

1 Des espoirs de paix déçus

La création, en 1945, de l'Organisation des Nations unies illustre les espoirs de paix mondiale au lendemain de la guerre. Les cinquante-et-un États fondateurs n'ont pas pour seul objectif d'éviter la guerre, ils veulent aussi modifier les rapports entre individus et groupes sociaux en défendant les droits de l'Homme, assurer l'égalité entre sexes, favoriser le progrès économique et social, la justice, la tolérance, établir l'égalité entre nations. Mais le rôle principal de l'O.N.U. reste d'assurer la paix en utilisant tous les moyens, y compris la force militaire.

En fait, l'O.N.U. reflète les rapports de force internationaux. Les vaincus en sont provisoirement exclus. Si tous les États sont, à égalité, membres de l'Assemblée générale, les décisions sont prises par un Conseil de Sécurité dont les cinq grandes puissances (États-Unis, U.R.S.S., Royaume-Uni, France et Chine) sont membres permanents et disposent d'un droit de veto. Enfin, jusqu'aux années 60, les États-Unis et leurs alliés y exercent une influence dominante.

2 La rivalité américano-soviétique

La guerre a laissé face à face deux grandes puissances rivales. L'effondrement de l'Axe, l'épuisement de l'Europe et de la Chine ne laissent subsister que les États-Unis et l'U.R.S.S. comme États capables d'exercer une influence mondiale. Or ils sont les tenants de deux idéologies et systèmes économiques et politiques rivaux : le capitalisme libéral et le socialisme. L'un et l'autre aspirent à étendre au monde entier les principes dont ils sont les champions.

Dès 1946, l'alliance de guerre américano-soviétique se transforme en rivalité. Les États-Unis et leurs alliés s'inquiètent de voir les pays d'Europe orientale, occupés par l'Armée rouge, tomber sous la coupe des partis communistes, derrière le paravent des Fronts nationaux (voir chap. 3), sans qu'il soit tenu aucun compte des engagements de Staline, qui prévoient que les peuples libérés pourraient choisir leur gouvernement. Ils s'alarment de voir Staline soutenir des guérillas communistes en Grèce, en Turquie, en Iran. De leur côté, les Soviétiques sont ulcérés de la décision prise par Truman, au lendemain de la capitulation allemande, de supprimer l'aide consentie à l'U.R.S.S. au titre du prêt-bail (la procédure permettait

de prêter ou de louer du matériel militaire aux pays en guerre avec le Reich – sans qu'ils aient à le payer pendant la durée de la guerre).

Cette rivalité s'exerce en particulier en Allemagne : celle-ci a été divisée en quatre zones d'occupation ; Américains et Britanniques, d'une part, Soviétiques, de l'autre, mènent des politiques opposées dans leurs zones respectives. Les premiers mettent fin rapidement à la politique de démantèlement industriel et de dénazification, redoutant de voir le pays, appauvri, basculer dans le communisme ; les seconds pratiquent au contraire des démontages d'usines et des prélèvements économiques. Staline y voit un changement de stratégie destiné à reconstruire une Allemagne forte et réarmée pour affronter le communisme.

3 Les “déclarations de guerre froide”

En mars 1947, la “doctrine Truman” du *containment* (endiguement) annonce l'entrée des États-Unis dans la guerre froide. Dans un discours au Congrès, le président Truman annonce son intention de contenir l'expansion du communisme en apportant une aide financière massive aux pays menacés par la misère et qui entendent rester “libres”. Il s'agit d'endiguer la progression du communisme. L'aide commence par la Grèce et la Turquie.

En juin 1947, le plan Marshall propose d'aider à la reconstruction des pays européens. Rejeté par l'U.R.S.S. et ses satellites, il est accepté par seize pays libéraux d'Europe et aboutit à la coupure en deux blocs du continent européen (voir chap. 5).

La naissance du Kominform et la “doctrine Jdanov” constituent la déclaration soviétique de guerre froide (octobre 1947). L'U.R.S.S. réplique en appesantissant son contrôle sur les pays occupés par l'Armée rouge et en décidant de créer, en octobre 1947, un organe de coordination des partis communistes, le Kominform (voir chap. 3). À cette occasion, Jdanov, principal idéologue du parti communiste soviétique, énonce la doctrine soviétique de la guerre froide : le monde est divisé en deux blocs irréconciliables, l'U.R.S.S. dirige celui de la démocratie et de la paix, les communistes du monde occidental doivent lutter par des grèves révolutionnaires et des manifestations contre le “pouvoir bourgeois”.



3 Les principaux théâtres de la guerre froide (1947-1962)

4 Soutenir les peuples libres : la "doctrine Truman" (mars 1947)

Je crois que la politique des États-Unis doit être de soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement, qu'elles soient le fait de minorités armées ou de pressions étrangères. Je crois que nous devons aider les peuples libres à forger leur destin de leurs propres mains. Je crois que notre aide doit consister essentiellement en un soutien économique et financier (...). Les semences des régimes totalitaires sont nourries par la misère et le dénuement. Elles croissent et se multiplient dans le sol aride de la pauvreté et du désordre. Elles atteignent leur développement maximal lorsque l'espoir d'un peuple en une vie meilleure est mort. Cet espoir, il faut que nous le maintenions en vie (...).

Discours de Truman au Congrès, le 12 mars 1947.

5 Le camp anti-impérialiste : la "doctrine Jdanov" (octobre 1947)

Plus nous nous éloignons de la fin de la guerre et plus nettement apparaissent les

deux directions principales de la politique internationale de l'après-guerre correspondant à la disposition en deux camps principaux des forces politiques qui opèrent sur l'arène mondiale : le camp impérialiste et antidémocratique, le camp anti-impérialiste et démocratique.

Les États-Unis sont la principale force dirigeante du camp impérialiste. L'Angleterre et la France sont unies aux États-Unis (...). Le camp impérialiste est soutenu par les pays possesseurs de colonies, tels que la Belgique et la Hollande (...) ainsi que par des pays dépendant politiquement et économiquement des États-Unis, tels que le Proche-Orient, l'Amérique du Sud, la Chine.

Les forces anti-impérialistes et anti-fascistes forment l'autre camp. L'U.R.S.S. et les pays de la démocratie nouvelle en sont le fondement (...). Le camp anti-impérialiste s'appuie dans tous les pays sur le mouvement ouvrier et démocratique, les partis communistes frères, sur les combattants des mouvements de libération nationale dans les pays coloniaux (...). Une tâche particulière incombe aux partis communistes frères de France, d'An-

gleterre, d'Italie et des autres pays. Ils doivent prendre en main le drapeau de la défense nationale et de la souveraineté de leurs propres pays.

Rapport à la conférence des neuf partis communistes, Szklauiska Poreba, Pologne, octobre 1947.

Analyser

Document 3. Quelles sont les régions qui appartiennent au bloc socialiste ? Quelles sont celles qui appartiennent à l'aire américaine ? Quels sont les pays qui n'appartiennent à aucun bloc ? Notez les zones de tension entre les blocs.

Document 4. Quelles sont, selon Truman, les causes des progrès du totalitarisme ? Quelles régions du globe touche-t-il ? Comment les États-Unis se proposent-ils de lutter contre lui ?

Document 5. Comment Jdanov définit-il les deux camps qui se partagent le monde ? Rappelez qui dirige chacun d'eux. Quel doit être le rôle des partis communistes des pays occidentaux ?

B. La mise en place et l'affrontement des blocs (1947-1953)

La guerre froide conduit au renforcement des deux blocs conduits par les États-Unis et l'U.R.S.S. Des affrontements ont lieu entre eux, en Allemagne, avec le blocus de Berlin (1948-1949) et en Asie, avec la guerre de Corée (1950-1953).

1 Containment et glaciation

Les États-Unis organisent solidement le “monde libre”. Les États-Unis et leurs alliés multiplient les pactes d'alliance permettant d'encercler et de contenir le bloc socialiste :

- Pacte atlantique, avec les pays d'Europe non communistes (1949),
- O.T.A.S.E. (Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est), rassemblant États-Unis, Royaume-Uni, France, Australie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Thaïlande et Philippines (1954),
- pacte de Bagdad, unissant Angleterre, Turquie, Iran, Pakistan, Irak (1955).

Dans tous ces pays, une campagne de lutte contre le communisme est déclenchée. L'aide américaine permet d'écraser les guérillas communistes en Grèce (1949), en Turquie, en Iran.

De leur côté, les Soviétiques renforcent le monolithisme de leur camp. Ils font des démocraties populaires de simples satellites en y brisant toute opposition au communisme et en épurant les partis communistes nationaux pour placer à leur tête des dirigeants dociles. En 1949, ils les intègrent économiquement à l'espace soviétique dans le Comecon, réplique de l'O.E.C.E. (voir chap. 5). En 1955, ils signent avec elles le pacte de Varsovie pour répondre à l'entrée de la R.F.A. dans l'alliance atlantique.

2 La crise allemande et le blocus de Berlin (1948-1949)

Depuis 1946, les Occidentaux ont entrepris de faire renaître un État allemand économiquement et politiquement capable de résister au communisme. Aussi ont-ils fusionné les zones d'occupation anglaise et américaine (“bizone”), puis française (“trizone”). En 1948, une réforme monétaire crée une nouvelle monnaie, le Deutschemark. Enfin, en mai 1949, renaît un État allemand de l'Ouest, la République fédérale d'Allemagne (R.F.A.). Les Soviétiques ont rejeté cette évolution qui rattache l'Allemagne à l'Occident et, en octobre 1949, ils transforment leur zone d'occupation en un État communiste, la République démocratique allemande (R.D.A.).

Les Soviétiques réagissent au processus de création d'une entité politique occidentale par le blocus de Berlin. La ville, occupée par les quatre vainqueurs de Hitler, est au cœur du territoire de la R.D.A. Pour en déloger les Oc-

cidentaux, Staline décide, en juin 1948, de bloquer tous les accès routiers et ferroviaires de Berlin-Ouest, condamnant la ville à l'asphyxie. Les Américains ripostent aussitôt par la mise en place d'un gigantesque “pont aérien” (2 500 000 tonnes de ravitaillement de toutes natures sont transportées, en un an, par des centaines d'avions) et font savoir aux Russes qu'ils n'hésiteront pas à faire usage de la force pour maintenir libres les couloirs aériens. En levant le blocus, en mai 1949, Staline reconnaît implicitement sa première grande défaite dans la guerre froide qui l'oppose au camp occidental.

3 La guerre de Corée, annonce d'une troisième guerre mondiale ? (1950-1953)

La victoire du communisme en Chine conduit à une tentative d'expansion en Corée. Après son évacuation par les Japonais, la Corée s'est trouvée coupée en deux de part et d'autre du 38° parallèle : dictature pro-américaine de Syngman Rhee au sud, régime communiste soutenu par les Soviétiques au nord. En rétablissant l'unité du pays à leur profit, ceux-ci pourraient menacer la présence américaine au Japon et contenir l'influence de la Chine révolutionnaire, dont le Kremlin se méfie. Aussi, Staline encourage-t-il les Coréens du Nord à envahir le Sud et, le 25 juin 1950, leurs troupes franchissent le 38° parallèle.

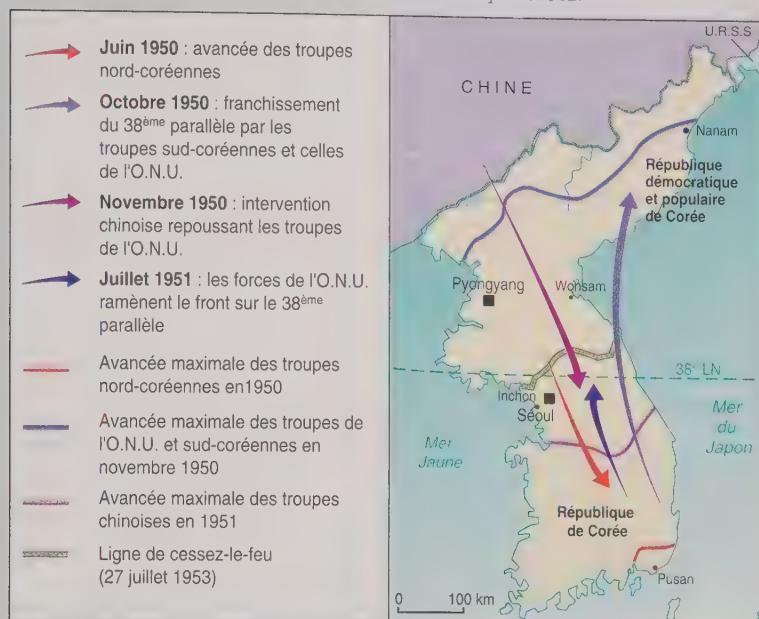
Décidant d'appliquer à l'Asie sa doctrine de l'“engluement”, Truman réagit aussitôt. Il fait bombarder le Nord et envoie un puissant corps expéditionnaire placé sous le pavillon des Nations unies. D'abord mis en difficulté, les Américains refoulent à l'automne leurs adversaires loin vers le nord, en direction du fleuve Yalou qui marque la frontière avec la Chine. Mao décide alors d'intervenir, envoyant des centaines de milliers de “volontaires” au sud du Yalou ; ceux-ci contraignent à leur tour les unités de l'O.N.U. à battre en retraite.

Un dramatique débat s'engage alors entre le commandant en chef américain, le général MacArthur, qui envisage d'employer l'arme atomique pour faire reculer les Chinois, et le président Truman qui redoute le déclenchement d'un conflit généralisé et relève MacArthur de son commandement. À la fin de 1951, le front se stabilise à proximité du 38° parallèle. Des pourparlers s'engagent qui aboutiront, après la mort de Staline, à l'armistice de Pam Mun Jon (juillet 1953).



La situation exigeait des décisions diplomatiques nouvelles pour permettre un ajustement réaliste de la stratégie militaire. Ces décisions n'ont jamais vu le jour (...).

Le but même d'une guerre est la victoire et non l'indécision prolongée (...).
Cité dans C. Delmas, *Corée 1950*.
Paroxysme de la guerre froide,
Éd. Complexe, 1982.



8 La guerre de Corée (1950-1953)



9 Image symbole de la présence américaine en Corée lors de la guerre de 1950-1953

Analyser

Document 6. Comment ont été constitués les deux États allemands en 1949 ? Pourquoi les Soviétiques se montrent-ils hostiles à la création de la République fédérale ? Quelle arme leur fournit la situation géographique de Berlin ? Comment s'en sont-ils servis ? Ont-ils réussi ? Pourquoi ?

Document 7. Quel est le but de Truman ? Quelle en est la conséquence sur le plan militaire ?

Quelle constatation fait MacArthur ? Cherchez dans le cours ce qu'est l'"ajustement réaliste" de la stratégie qu'il évoque. En quoi sa logique est-elle inacceptable pour le président ?

Document 8. Quels sont, en 1950, les régimes respectifs des deux Corée ? Quels États sont intervenus dans ce conflit ?

Document 9. En quoi cette scène de la guerre de Corée revêt-elle un caractère de propagande ?

6 L'Allemagne, un enjeu entre les deux blocs

7 Le débat sur la Corée entre Truman et MacArthur (avril 1951)

■ 11 avril : le président Truman explique à la radio les mobiles de sa politique. Voici ce que nous faisons en Corée : nous essayons d'éviter une troisième guerre mondiale. Jusqu'ici, en nous limitant à une guerre localisée en Corée, nous avons empêché l'agresseur de réussir à la provoquer (...). Nous essayons d'empêcher une guerre mondiale, et non d'en provoquer une (...). Pourquoi ne bombardons-nous pas la Mandchourie et la Chine elle-même ? Pourquoi n'aidons-nous pas les troupes nationalistes à débarquer sur le continent ? Si nous avions recours à ces mesures, nous risquerions de déclencher une guerre générale. Si cela devait arriver, nous aurions provoqué la situation même que nous cherchions à éviter. Nous nous trouverions entraînés dans un vaste conflit sur le continent asiatique, et notre tâche deviendrait alors incommensurablement plus difficile dans le monde entier (...).

■ 19 avril : MacArthur défend sa position devant le Sénat.

Notre victoire était complète, et nos objectifs à portée de main, quand la Chine rouge s'est interposée avec des forces terrestres numériquement supérieures. Cela engendra une guerre nouvelle dans des conditions qui n'avaient pas été envisagées à l'époque où nos forces étaient engagées contre l'envahisseur nord-coréen.

C. Le reflux de la guerre froide (1953-1962)

Après la mort de Staline, ses successeurs proposent aux Américains méfiants une “coexistence pacifique”. En réalité, les crises qui marquent la fin de la guerre froide se prolongent jusqu’en 1962.

❶ Vers la coexistence pacifique (1953-1954)

Après la mort de Staline, les dirigeants soviétiques proposent aux Américains une “coexistence pacifique”. Pour sortir de l’impasse coréenne, grosse de dangers de guerre, ce sont eux qui provoquent la signature de l’armistice de Pam Mun Jon et acceptent de régler avec les Occidentaux les divers conflits en Asie à la conférence de Genève (1954).

Surtout, la situation générale rend la paix nécessaire : la possession par les deux camps de l’arme atomique (les Soviétiques l’ont depuis 1949) établit l’“équilibre de la terreur”, toute guerre pouvant conduire à une destruction de l’univers ; les grands projets économiques des successeurs de Staline, destinés à rattraper, puis dépasser la puissance industrielle et le niveau de vie des États-Unis, font de la paix une condition indispensable.

Toutefois, la “coexistence pacifique” ne signifie pas la fin de la rivalité entre capitalisme et socialisme. En la proposant, Nikita Khrouchtchev insiste sur le fait que la victoire du socialisme demeure l’objectif suprême de l’U.R.S.S. Simplement, il doit désormais être atteint au moyen de la conquête des esprits par l’idéologie et de la concurrence entre les projets économiques. Le terrain privilégié où se transporte la rivalité est celui des pays nouvellement indépendants du tiers-monde qu’il s’agit de conquérir au socialisme.

Les États-Unis demeurent méfiants. La perte de leur monopole nucléaire, les succès soviétiques dans le domaine des engins balistiques intercontinentaux (les Soviétiques mettent sur orbite en 1957 le premier satellite, le *Sputnik*) les poussent à considérer avec suspicion la nouvelle stratégie soviétique. Les États-Unis mettent en place un “containment renforcé” et, par la doctrine stratégique des “représailles massives”, menacent d’une riposte nucléaire immédiate toute attaque communiste contre un allié des États-Unis.

❷ Les derniers feux de la guerre froide (1955-1962)

Entre 1955 et 1960, une série de crises marque les relations Est-Ouest. L’écrasement de la révolte hongroise de 1956 montre les limites de l’ouverture du bloc socialiste. En 1958, Khrouchtchev rouvre le dossier de Berlin, exigeant la transformation du secteur occidental en ville libre neutralisée et, pour l’obtenir, multiplie autour de la ville contrôles et entraves à la circulation. Enfin, le printemps 1960 marque le retour en force de la guerre froide. Le numéro un soviétique prend prétexte de la découverte d’un avion-espion U2 américain abattu au-dessus du territoire soviétique pour faire échouer une conférence au sommet réunie à Paris en mai 1960.

En 1961, Khrouchtchev relance la crise en Allemagne. Lors d’une rencontre à Vienne avec Kennedy, le nouveau président des États-Unis, il le menace de signer un traité de paix avec la R.D.A. (aucun traité de paix définitif n’a été signé avec l’Allemagne depuis 1945) si Berlin n’est pas neutralisé. Devant le refus de céder de Kennedy, le gouvernement est-allemand fait édifier un mur le long de la ligne de démarcation qui coupe Berlin en deux, dans la nuit du 12 au 13 août 1961, mettant fin par un coup de force à l’exode vers l’ouest de dizaines de milliers de citoyens de la R.D.A. mécontents du régime. Néanmoins, Khrouchtchev renonce à fixer un délai pour la neutralisation de la ville.

La crise la plus grave est celle de Cuba, en octobre 1962. Les Américains s’aperçoivent que dans cette île, proche de la côte de Floride, où Fidel Castro a installé un régime socialiste en butte à l’hostilité des Américains, les Soviétiques sont en train d’installer des fusées offensives dirigées contre leur territoire. Le monde est au bord du gouffre. Kennedy décide le blocus de Cuba et annonce son intention d’intercepter les navires soviétiques porteurs de missiles (voir p. 99). Devant la fermeté des États-Unis, Khrouchtchev décide le retrait des fusées, les Américains s’engageant en contrepartie à respecter l’indépendance de Cuba. En permettant aux deux supergrands de prendre conscience des risques de conflit nucléaire qui résulteraient de la poursuite d’une “politique au bord du gouffre”, la crise des fusées a hâté le passage de la guerre froide à la “détente”.

10 La coexistence pacifique : pourquoi et comment

■ Les mobiles

Nous sommes entrés maintenant dans une époque où il est difficile d'inventer une arme plus puissante que la bombe à hydrogène qui possède une force pratiquement illimitée. Si l'on additionne tous les moyens de destruction dont la société humaine a disposé dans le passé, leur puissance ne représente qu'une part infime de celle dont disposent actuellement deux ou trois grandes puissances détentrices de l'arme nucléaire (...).

Peut-on ne pas prendre en considération le fait que la force destructrice des engins de guerre a atteint une envergure formidable ? Et peut-on oublier que sur notre globe, il n'y a maintenant aucun endroit inaccessible pour les armes nucléaires et les fusées ?

Il est difficile de se faire une idée des conséquences qu'aurait pour l'humanité une guerre où seraient employés ces moyens horribles de destruction et d'extermination. Si l'on permet qu'elle éclate, on comptera les victimes non par millions, mais par plusieurs dizaines et même par centaines de millions d'êtres humains. Ce serait une guerre qui ne connaîtrait pas de distinction entre le front et l'arrière, entre les soldats et les enfants (...).

N. K. Khrouchtchev, Ce que je pense de la coexistence pacifique, Paris, Plon.

■ Les limites

La coexistence entre États aux régimes sociaux différents est une forme de lutte des classes entre le socialisme et le capitalisme. Elle crée des possibilités favorables au développement de la lutte des classes dans les pays capitalistes et à celui du mouvement de libération nationale chez les peuples des pays coloniaux et dépendants (...). Elle ne signifie pas la conciliation des idéologies socialiste et bourgeoise. Au contraire, elle implique le renforcement de la lutte de la classe ouvrière, de tous les partis communistes pour le triomphe des idées socialistes (...).

Déclaration des partis communistes et ouvriers, Moscou, 1960.

11 Khrouchtchev déclenche la deuxième crise de Berlin

M. Dejean, ambassadeur de France à Moscou, à M. Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères.

Tél. n° 4232 à 4235. Urgent. Moscou, 10 novembre 1958.

Au cours d'une manifestation d'amitié franco-polonaise, M. Khrouchtchev a prononcé, cet après-midi 10 novembre, au palais des Sports, un important discours consacré principalement à la question allemande. Il a vivement critiqué la politique d'Adenauer et celle des Occidentaux dans l'affaire allemande. Il a posé la question de savoir s'il n'était pas temps de réviser les clauses des accords de Potsdam concernant le statut de Berlin.

Berlin, a-t-il dit en substance, constitue un État dans l'État. Les puissances occidentales exploitent la situation anormale de cette ville pour se livrer à des agissements dirigés contre l'Union soviétique et contre la République démocratique allemande. Le gouvernement soviétique estime que le moment est venu de revoir les dispositions du traité de Potsdam sur lesquelles est basée la position des quatre puissances, à Berlin, "qui n'aurait plus de fondement juridique". En ce qui les concerne, les Soviétiques vont transférer tous leurs pouvoirs au gouvernement de Pankow. Les Occidentaux devraient eux aussi discuter avec les autorités de l'Allemagne orientale de leur situation à Berlin. Il est temps que cette ville

devienne la capitale d'une Allemagne démocratique.

Dans le courant de son exposé, M. Khrouchtchev a également indiqué que l'U.R.S.S. était résolue à défendre, le cas échéant, et en vertu du pacte de Varsovie, la République démocratique allemande contre les entreprises des puissances occidentales.

M. Gomulka a approuvé dans leur ensemble, les déclarations de M. Khrouchtchev sur l'Allemagne. Il a d'autre part attaqué vigoureusement le révisionnisme yougoslave.

Documents diplomatiques français, 1958, T. II (1^{er} juillet-31 décembre), Imprimerie nationale, 1993.



12 Boulganine et Khrouchtchev (à droite) en visite à Londres en 1956



13 J.-F. Kennedy devant le mur de Berlin

Analyser

Document 10. Quelles sont, pour Khrouchtchev, les raisons majeures qui justifient le passage de la guerre froide à la coexistence pacifique ? En existe-t-il d'autres ? Quelles limites le second texte pose-t-il à cette coexistence pacifique ? Que prouve-t-il sur la persistance des rivalités et le terrain où elles s'exercent ?

Document 11. Quels griefs le numéro un soviétique fait-il aux Occidentaux ?

Que se propose-t-il de faire ? En quoi son discours constitue-t-il une menace ?

Document 12. Quelle est à cette date la nature des relations entre l'U.R.S.S. et les Occidentaux ?

Document 13. Pourquoi le président américain s'est-il rendu à Berlin en 1961 ?

D. Cultures de guerre froide

Le champ culturel devient, à partir de 1946, un terrain d'affrontement privilégié pour les deux influences rivales des deux grands vainqueurs de la guerre.

1 La pénétration du modèle américain (voir chap. 4)

L'influence culturelle des États-Unis dispose au lendemain de la guerre d'atouts considérables : l'avance technologique de la superpuissance d'outre-Atlantique, sa prépondérance financière, industrielle et commerciale, ainsi que le prestige résultant du rôle qu'elle a joué dans la lutte contre la coalition hitlérienne, puis dans la reconstruction rapide de l'Europe libérée. Toutefois, la force de pénétration du "modèle américain" concerne moins les formes traditionnelles et élitistes de la culture que les divers aspects d'une culture de masse dont les productions répondent en Europe de l'Ouest aux aspirations d'un vaste public, composé principalement de jeunes et épris de modernité.

Cet engouement se manifeste dans divers secteurs culturels : le jazz, perçu il est vrai comme l'expression d'une contre-culture, produite par un groupe minoritaire et opprimé, le cinéma, la littérature de science-fiction, le roman policier, comme en témoigne l'immense succès en France de la "Série noire", publiée par Gallimard et dirigée par Marcel Duhamel, vecteur de l'influence américaine qui introduit lui aussi une image ambiguë de la société d'outre-Atlantique. Seule la bande dessinée *made in U.S.* voit son influence décroître par rapport à l'avant-guerre, son homologue française se trouvant protégée par la loi de 1949 sur les publications pour la jeunesse.

2 Une culture communiste

Au lendemain de la guerre, l'engagement politique s'est imposé à beaucoup d'écrivains et d'artistes, prolongeant dans le champ culturel les combats de l'"antifascisme" et de la Résistance. Certains, comme Aragon, Paul Éluard, Roger Vailland, Picasso, ou les Italiens Vittorini et Lombardo, ont adhéré au parti communiste, souvent par haine du fascisme et par souci de justice sociale plutôt que par choix idéologique délibéré. D'autres, se réclamant ou non du marxisme, se sont refusés à entrer dans une organisation dont ils ne partageaient pas toutes les idées bien qu'elle leur paraissait porteuse d'avenir car "sur les positions de la classe ouvrière". Ce sont les "compagnons de route" : "progressistes", socialistes déçus par le réformisme prudent de la social-démocratie, catholiques de gauche, rassemblés en France autour de la revue *Esprit*, philosophes et écrivains à la recherche d'une "troisième voie", comme Albert Camus et Jean-Paul Sartre, pour qui "l'écrivain est dans le coup, quoi qu'il fasse".

Face à ce qu'ils considèrent comme une "colonisation" culturelle au service de l'impérialisme américain, les communistes se posent en défenseurs de la culture nationale. En fait, ils s'inspirent des principes du "réalisme socialiste" (voir chap. 3), dont l'esprit et les règles ont été fixés par Jdanov et proclamés à l'occasion du "Congrès des intellectuels pour la Paix", à Wrocław, en Pologne, en août 1948 : culte du "héros positif", glorification des "valeurs prolétariennes" (travail, loyauté, esprit de sacrifice, etc.), condamnation du "modernisme" dans les lettres et les arts, etc. Dès lors, la culture communiste de guerre froide s'enfonce dans un conformisme formel et un dogmatisme idéologique auxquels échappent parfois des œuvres de grande valeur – la poésie d'Éluard, l'œuvre picturale de Picasso, les romans de Roger Vailland. Mais la plupart des œuvres s'inscrivent dans une production militante qui privilégie les modèles jdanoviens. Les romans de combat d'un André Stil, "Prix Staline de littérature" en 1952 pour son *Premier choc*, ou d'un Pierre Courtade (*Jimmy*, 1951), les toiles de circonstance d'un Fougeron (*Le Pays des mines*, 1951), certains films de Jacques Becker (*Antoine et Antoinette*) ou de Louis Daquin (*Le Point du jour*), certaines œuvres théâtrales comme *Le colonel Foster plaidera coupable* de Roger Vailland, qui développe sur fond de guerre de Corée une thématique assimilant l'armée américaine aux occupants hitlériens, relèvent de cet alignement sur les préceptes formulés par Jdanov.

3 Neutralistes et atlantistes

Les clivages politiques de la guerre froide ont tôt fait d'enfermer les intellectuels et les artistes communistes dans un ghetto. De nombreux "compagnons de route" prennent leurs distances à l'égard des P.C., les uns pour se rapprocher des "neutralistes" et donner naissance à une "nouvelle gauche", les autres pour devenir les adversaires déclarés du "socialisme réel". Il se dégage un courant engagé à droite qui, en France où il est fortement représenté, réunit autour d'un noyau gaulliste issu de la Résistance (Malraux et la revue *Liberté de l'Esprit*), des écrivains se rattachant à une droite plus traditionnelle.

Du même refus d'accepter les vues communistes s'inspirent les Congrès pour la liberté de la culture qui se réunissent en 1950 ou la revue *Preuves* où des intellectuels expriment des conceptions libérales puisées dans la tradition européenne autour du Suisse Denis de Rougemont, du Britannique Arthur Koestler ou du Français Raymond Aron.



14 Le “réalisme socialiste” à la française : *Les Juges au pays des Mines* d’André Fougeron

15 Le congrès de Wrocław (août 1948)

Le lendemain, j’étais assise au milieu d’un groupe de délégués français, avec Picasso, Eluard, Vercors, Léger, tous d’excellente humeur malgré la nuit blanche. Casque sur la tête, nous prêtions une attention flottante à la traduction simultanée de discours que nous présumions monotones et lénifiants. Fadeïev est monté à la tribune. Ce romancier soviétique que je connaissais depuis le procès de Bergen-Belsen était plus couperosé, avait l’œil plus injecté, le cheveu plus blanc, mais était resté inchangé. Il venait de publier un roman : *La Jeune Garde*, où paraît-il, “le rôle dirigeant du parti était sous-estimé” (...). Ce qui ne m’était pas apparu à la lecture. Il a commencé à parler et soudain (...).

Je ne me rappelle plus les phrases ; seuls surnagent les mots clés. Guerre éclair contre la décadence de la littérature et de l’art en Occident : apparition de l’homme-nouveau porteur du réalisme socialiste et rangé sur les positions de la classe ouvrière. Tout intellectuel digne de ce nom se devait de s’opposer à cette décadence... Vercors, Eluard, Picasso et moi échangeons des clins d’œil ironiques : ces Soviétiques, leur dogmatisme ! Nous nous sentions à l’abri de notre coque française. Et soudain : “Sartre cette hyène dactylographe, ce chalcun muni d’un stylo...” Picasso arrache ses écouteurs comme on trépigne. Eluard les

ôte lentement et se met à crayonner. Vercors et Léger se figent.

Pour moi c’est un ébranlement (...). Je regarde. Sur la tribune, Irène Joliot-Curie et Julian Huxley échangent des billets griffonnés, Borejsza, bouche entrouverte, semble un acrobate poignardé. Sous la tribune, tous, même Pierre Daix, sont désarçonnés. Fadeïev poursuit. Je me lève – tant pis si ça ne se fait pas – et sors dans les couloirs (...).

Dominique Desanti, Les Staliniens, une expérience politique (1944-1956), Paris, Fayard, 1975, éd. Poche/Marabout.

16 1948 : une contre-offensive culturelle

En octobre, un grand nombre de vichystes avaient rallié le R.P.F. et les collabos remontaient en flèche. Flandin écrivait dans *L’Aurore*, Montherlant faisait jouer *Le Maître de Santiago* et Sacha Guitry, *Le Diable boiteux*, une transparente apologie de la collaboration. Maurras intentait un procès à Stéphane et à Bourdet. *La Table Ronde*, cautionnée par Mauriac, s’ouvrait fraternellement aux ex-collaborateurs et à leurs amis (Camus se fourvoya dans le premier numéro, mais il comprit et n’y revint plus). Une profusion de livres parurent alors, excusant ou justifiant la politique de Pétain, ce qui eût été inconcevable deux ans plus tôt. Bardèche alla jusqu’à prendre la défense de *Je suis partout*. Boutang faisait des conférences à la gloire de Maurras (...).

Dans certains milieux, on parlait avec ironie des “résistantalistes”, assimilant la Résistance à un calcul et à une mode.

Fréquentant un peu, avec Sartre, les milieux de théâtre, j’eus souvent les oreilles blessées. On prétendait que Jean Rigaud, parcourant avant d’entrer en scène la liste de gens connus qui se trouvaient dans l’assistance, avait murmuré : “C’était pas des crématoires, c’était des couveuses.” On répétait ce bon mot en riant (...).

Simone de Beauvoir, La Force des choses, tome 1, Gallimard, 1963.

Analyser

Document 14. En quoi cette toile est-elle caractéristique du “réalisme socialiste” ?

Document 15. Comment les intellectuels français présents au congrès de Wrocław accueillent-ils les premiers propos de Fadeïev ? À quel moment et pourquoi changent-ils d’attitude ?

Document 16. Comment peut-on expliquer ce retour en force de la culture “pétainiste” ? Pourquoi S. de Beauvoir dit-elle que Camus s’était “fourvoyé” ?

E. En marge des blocs : le non-alignement

La fin de la première vague de décolonisation et le dégel des relations internationales favorisent, au milieu des années 50, la naissance et l'essor du mouvement des "non-engagés".

1 La conférence de Bandoung (avril 1955)

Le "tiers-monde" est né en Asie. La fin des guerres de Corée et d'Indochine, le règlement du conflit sino-indien sur le Tibet, l'influence de plus en plus grande de la Chine communiste sur la région, l'entrée de certains États dans le système d'alliances mis en place par les États-Unis (O.T.A.S.E.), les potentialités de conflits locaux ont incliné nombre de pays asiatiques à préparer une rencontre au sommet destinée à exprimer leur volonté d'indépendance et à trouver des solutions négociées à leurs différends. À l'initiative de l'Indien Nehru et de l'Indonésien Soekarno, une conférence réunissant les délégations de vingt-neuf pays d'Asie et d'Afrique s'est tenue à Bandoung (dans l'île indonésienne de Java), du 17 au 24 avril 1955. Pékin ayant accepté, dans le préambule de l'accord sur le Tibet, les cinq principes de coexistence (Pan Shila) énoncés par Nehru comme base des relations internationales nouvelles, on a décidé d'inviter la Chine, représentée par Zhou Enlai.

La rencontre de Bandoung a surtout eu un caractère symbolique. Réunissant des représentants du monde communiste (Chine), des neutralistes (Inde, Indonésie) et des États liés à l'Occident (Japon, Pakistan, Turquie), elle ne pouvait guère déboucher sur autre chose que sur l'affirmation de principes généraux au premier rang desquels l'indépendance, l'égalité, la non-ingérence dans les affaires intérieures de chaque État, le respect des droits de l'Homme, etc. Elle n'en a pas moins eu un retentissement considérable. Elle est en effet devenue un point de référence pour les États ayant depuis peu accédé à l'indépendance et pour les mouvements de libération dans les territoires soumis aux puissances européennes (la France en particulier), unis dans une commune dénonciation du colonialisme.

2 Anti-impérialisme et "neutralisme"

Trois hommes vont jouer un rôle déterminant dans l'évolution du non-alignement : le Yougoslave Tito, l'Égyptien Nasser et l'Indien Nehru. Lors de la conférence qui les réunit à Brioni, en juillet 1956 (quelques jours avant le déclenchement de la crise de Suez), ils réaffirment les principes formulés à Bandoung et se déclarent partisans d'une attitude neutraliste dans le conflit larvé qui oppose les États-Unis et leurs alliés aux pays du bloc communiste. Pourtant, dès l'année suivante au Caire (décembre 1957), il apparaît clairement que, sous le couvert du rêjet de la politique des blocs, la majorité des États membres du "groupe afro-asiatique" (c'est ainsi que l'on nomme aux Nations unies la constellation de pays qui constitue le tiers bloquant à l'Assemblée générale) incline davantage du côté de l'Est – une délégation soviétique assiste aux débats et fait aux pays en développement l'offre d'une assistance inconditionnelle – que de l'Occident. Des comités de libération en faveur de l'indépendance de l'Algérie sont créés dans tous les pays représentés à la conférence et un secrétariat permanent est installé au Caire.

La conférence de Belgrade, en septembre 1961, s'efforce de relancer le mouvement. Mais à cette date, la deuxième vague de décolonisation est à peu près achevée, ce qui ôte aux "non-alignés" l'élément essentiel de leur cohésion. Alors que le nombre des États indépendants a fortement augmenté depuis 1955, la conférence ne peut réunir que vingt-cinq délégations (douze Asiatiques, onze Africains, Cuba, la Yougoslavie, plus trois États latino-américains observateurs) et doit se contenter de réaffirmer des principes généraux, l'accent étant mis à cette date sur la recherche de la paix plutôt que sur l'anti-impérialisme. Dès le départ, le mouvement des non-alignés se trouve miné par des contradictions internes qui tiennent aux fortes disparités économiques et idéologiques de ses membres. Il va dès lors osciller d'une conférence à l'autre entre la recherche de solutions aux problèmes du sous-développement et l'action militante en faveur des mouvements d'émancipation nationale.

17 Les dix principes de la coexistence

1. Respect des droits humains fondamentaux en conformité avec les buts et les principes de la charte des Nations unies.
2. Respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de toutes les nations.
3. Reconnaissance de l'égalité de toutes les races et de l'égalité de toutes les nations, petites et grandes.
4. Non-intervention et non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays.
5. Respect du droit de chaque nation de se défendre, individuellement et collectivement, conformément à la charte des Nations unies.
6. a) Refus de recourir à des arrangements de défense collective destinés à servir les intérêts particuliers des grandes puissances quelles qu'elles soient.
b) Refus par une puissance quelle qu'elle soit d'exercer une pression sur d'autres.
7. Abstention d'actes ou de menaces d'agression ou de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un pays.
8. Règlement de tous les conflits internationaux par des moyens pacifiques, tels que négociation ou conciliation, arbitrage et règlement devant les tribunaux, ainsi que d'autres moyens pacifiques que pourront choisir les pays intéressés, conformément à la charte des Nations unies.

9. Encouragement des intérêts mutuels et coopération.

10. Respect de la justice et des obligations internationales.

Communiqué final de la conférence de Bandoung, 24 avril 1955.

18 1961 : le non-alignement selon Tito

La conférence de Bandoung, avec les principes qu'elle a arrêtés, a été, après la proclamation de la Charte de l'O.N.U., la première et puissante manifestation d'une conception moderne des relations internationales. Ce n'est pas par hasard que ces principes ont été adoptés en Asie, avec le concours des représentants des peuples d'Asie et d'Afrique. C'est en effet sur ces deux continents que vit la majorité de la population de notre planète, ceux qui sont privés de leurs droits, ont subi des siècles durant l'asservissement et la discrimination (...).

Notre conférence n'a pas pour objet de créer un bloc. Au contraire, elle doit dénoncer l'exclusivisme des blocs, qui est un danger pour la paix mondiale et qui empêche les autres pays de participer, dans la plus complète égalité, au règlement des litiges internationaux (...).

Qu'il me soit permis de relever ici une erreur que l'on rencontre de temps à autre dans la presse et les commentaires à propos de l'orientation qu'empruntera la conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non engagés. On se de-

mande si cette orientation sera pro-occidentale ou pro-orientale. De telles conjectures sont parfaitement oiseuses, car nous ne sommes pas réunis pour nous prononcer sur ce point, mais bien pour préciser et harmoniser nos positions sur les grandes questions qui inquiètent aujourd'hui le monde. On verra alors en quoi nos positions divergent et en quoi elles concordent avec celles de l'une ou l'autre partie.

Allocution d'ouverture de la conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, Belgrade, septembre 1961.

Analyser

Document 17. Énoncez les principaux principes affirmés à Bandoung. En quoi apparaissent-ils antagonistes de l'appartenance à des alliances militaires ?

Document 18. Dans quel contexte historique ce discours a-t-il été prononcé ? Quels sont les "principes" arrêtés à Bandoung évoqués ici ? Quel est, selon Tito, le piège dans lequel les pays non engagés doivent éviter de tomber ? Quel est l'objectif premier du "non-engagement" défini par Tito en 1961 ?

Document 19. Quelle fonction les trois principaux acteurs de la conférence de Brioni occupent-ils dans leur pays respectif ? Cherchez l'emplacement de ceux-ci sur la carte p. 101. À quel groupe appartiennent-ils ?



19 Tito (au volant), Nehru et Nasser à Brioni en Yougoslavie en 1956

idées

A. Les débuts de la guerre froide (1945-1947)

- Quelles sont les causes de la rivalité américano-soviétique ? Où s'exerce-t-elle particulièrement ? Pourquoi ?
- Quels sont les textes qui marquent l'entrée dans la guerre froide ? Sur quels fondements reposent ces analyses ? Définissez la guerre froide.

B. La mise en place et l'affrontement des blocs (1947-1953)

- Comment les États-Unis et l'Union soviétique organisent-ils leurs camps respectifs ? Quels sont les objectifs des uns et des autres ?
- Pourquoi l'Allemagne est-elle au cœur de l'affrontement des deux Grands ? Quel est le but du blocus de Berlin ? Quelle en est l'issue ?
- Qu'est-ce qui fait de la Corée un théâtre privilégié de la guerre froide ? Sur quels points porte le différend Truman-MacArthur ?

C. Le reflux de la guerre froide (1953-1962)

- Quelles sont les raisons qui poussent les Soviétiques à proposer la "coexistence pacifique" ? En quoi consiste celle-ci ?
- La coexistence pacifique met-elle fin aux crises ? Pourquoi ? Quelles sont les deux grandes crises qui marquent le début des années 60 ?

Approfondissement L

D. Cultures de guerre froide

- Comment la guerre froide trouve-t-elle un point d'application sur le terrain culturel ? Évoquez-en les raisons et les principaux aspects.

Approfondissement ES.

E. En marge des blocs : le non-alignement

- Quand et pourquoi assiste-t-on à la naissance du courant des non-alignés ? Quel est l'objectif poursuivi ?
- Le non-alignement apparaît-il comme une troisième voie entre les deux blocs ? Justifiez et expliquez votre réponse.

mots clefs

Coexistence pacifique

Politique initiée par Khrouchtchev après la mort de Staline, prônant la tolérance mutuelle entre les deux blocs afin d'éviter les risques de destruction massive.

Containment

Endiguement ; politique consistant à maintenir le communisme à l'intérieur des limites atteintes en 1947.

Doctrines Jdanov (oct. 1947)

Déclaration soviétique de guerre froide qui définit deux camps opposés : l'"impérialiste" dirigé par les États-Unis, l'"anti-impérialiste et antifasciste" avec l'U.R.S.S. et les "démocraties nouvelles". Elle encourage la lutte des P.C. dans les pays occidentaux.

Doctrines Truman (mars 1947)

Elle énonce la politique de *containment* et le soutien aux "peuples libres".

Guerre froide

Conflit opposant le "bloc occidental" au "bloc communiste", du lendemain de la Seconde Guerre mondiale au début des années 60. Les deux blocs s'opposent dans les domaines politique, économique, idéologique, tout en évitant le conflit armé direct.

Représailles massives

Doctrines stratégiques prévoyant une riposte nucléaire immédiate contre tout pays agresseur d'un allié des États-Unis.

dates

1945 : création de l'Organisation des Nations unies.

mars 1947 : doctrine Truman.

juin 1947 : plan Marshall.

octobre 1947 : naissance du Kominform et doctrine Jdanov.

juin 1948-mai 1949 : blocus de Berlin.

1949 : Pacte atlantique. Naissance du C.O.M.E.C.O.N.

1950-1953 : guerre de Corée.

1954 : conférence de Genève sur l'Asie du Sud-Est. Définition par Khrouchtchev de la coexistence pacifique.

1955 : conférence de Bandoung.

1956 : intervention soviétique en Hongrie.

1961 : construction du mur de Berlin.

octobre 1962 : crise de Cuba.

Organiser et rédiger le développement

Après avoir dégagé le problème posé par le sujet de dissertation (p. 81) puis élaboré le plan de celle-ci et présenté ces éléments dans l'introduction, il s'agit de passer au développement.

Organisé autour des grandes charnières du plan, le développement de la dissertation doit mettre en

évidence, pour chaque partie, les idées fondamentales en les étayant par des exemples précis. Il faut éviter de citer des exemples qui consisteraient à raconter un événement sans mettre celui-ci en rapport avec le sujet. Explication et description doivent toujours se trouver étroitement liées.

sujet

Les relations entre l'U.R.S.S. et les États-Unis de 1947 au début des années 60

corrigé

Introduction

Les relations entre les États-Unis et l'U.R.S.S. de 1947 au début des années 60 sont marquées par le phénomène de la guerre froide, c'est-à-dire un affrontement indirect entre les deux pays excluant toute guerre les impliquant l'un contre l'autre. Trois phases successives marquent ces relations : celle qui voit les deux États rompre l'alliance de guerre et constituer autour d'eux des blocs (1947-1949), celle des affrontements entre blocs (1948-1953), enfin celle de la recherche d'une normalisation entre les deux camps, qui ne va ni sans difficultés, ni sans crises (1953-1962).

Plan

A. La formation des blocs (1947-1949)

1. Les raisons de la guerre froide : deux systèmes antagonistes ; les deux grandes puissances du monde ; l'expansion du bloc socialiste (1945-1948) ; la possession de la bombe atomique par les États-Unis.

2. L'éclatement de la guerre froide : la succession de la protection britannique à la Grèce et à la Turquie ; la doctrine Truman ; le plan Marshall. Le Kominform et la doctrine Jdanov.

3. La formation des deux camps : le camp américain et l'O.T.A.N. Le camp soviétique et le monolithisme.

B. Les affrontements (1948-1953)

1. Le coup de Prague.

2. La crise de Berlin.

3. La guerre de Corée.

C. La tentative de normalisation (1953-1962)

1. Les causes : la mort de Staline ; l'équilibre de la terreur du fait de la conquête

par l'U.R.S.S. de l'arme atomique ; la déstalinisation et les projets des successeurs de Staline.

2. Les faits : l'armistice coréen et les accords de Genève ; la doctrine de la "co-existence pacifique" ; l'ouverture du dialogue.

3. Les limites : le renforcement des blocs (O.T.A.S.E., pacte de Varsovie) ; la crise allemande et le mur de Berlin ; la crise de Cuba.

Développement de A.1.

La première phase des relations américano-soviétiques qui couvre les années 1947-1949 est dominée par la création de deux blocs hostiles dont la rivalité donne naissance à la guerre froide.

Les causes de celle-ci résident dans trois phénomènes de portée différente. En premier lieu, les États-Unis et l'U.R.S.S. apparaissent comme les champions de deux systèmes politiques, économiques et sociaux opposés (capitalisme libéral / socialisme). Cette rivalité, qui dure depuis 1917, prend toute sa portée en 1945 : l'effondrement du fascisme a fait des États-Unis et de l'U.R.S.S. les deux grands vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale et les laisse désormais face à face. Or l'un et l'autre ont des motifs d'inquiétude.

Les États-Unis s'alarment de l'expansion considérable connue par le monde communiste après l'échec de Hitler, de la transformation en démocraties populaires des États européens occupés par l'Armée rouge et des guerres civiles conduites par les communistes en Grèce, en Turquie, en Iran, en Chine, en Indochine...

De son côté, Staline est inquiet de l'énorme supériorité que confère aux États-Unis la possession exclusive de l'arme atomique et il redoute qu'ils ne s'en servent pour se débarrasser du communisme.

exercice

Continuez à rédiger le développement en suivant le plan proposé.

La politique d'«endiguement»

4 avril 1949 : le Pacte atlantique

20 Le traité

(extraits)

Les États parties au présent traité, Réaffirmant leur foi dans les buts et les principes de la charte des Nations unies et leur désir de vivre en paix avec tous les peuples et tous les gouvernements, Déterminés à sauvegarder la liberté de leurs peuples, leur héritage commun et leur civilisation, fondés sur les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit,

Soucieux de favoriser dans la région de l'Atlantique Nord le bien-être et la stabilité,

Résolus à unir leurs efforts pour leur défense collective et pour la préservation de la paix et de la sécurité,

Se sont mis d'accord sur le présent traité de l'Atlantique Nord.

■ Article premier – Les parties s'engagent, ainsi qu'il est stipulé dans la charte des Nations unies, à régler par des moyens pacifiques tous différends internationaux dans lesquels elles pourraient être impliquées, de telle manière que la paix et la sécurité internationales, ainsi que la justice, ne soient pas mises en danger, et à s'abstenir dans leurs relations internationales de recourir à la menace ou à l'emploi de la force de toute manière incompatible avec les buts des Nations unies.

■ Art. 2 – Les parties contribueront au développement de relations internationales pacifiques et amicales en renforçant leurs libres institutions, en assurant une meilleure compréhension des principes sur lesquels ces institutions sont fondées et en développant les conditions propres à assurer la stabilité et le bien-être. Elles s'efforceront d'éliminer toute opposition dans leurs politiques économiques internationales et encourageront la collaboration économique entre chacune d'elles ou entre toutes.

■ Art. 3 – Afin d'assurer de façon plus efficace la réalisation des buts du présent traité, les parties, agissant individuellement et conjointement, d'une manière continue et effective, par le développement de leurs propres moyens et en se prêtant mutuellement assistance maintiendront et accroîtront leur capacité in-

dividuelle et collective de résistance à une attaque armée.

■ Art. 4 – Les parties se consulteront chaque fois que, de l'avis de l'une d'elles, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité de l'une des parties sera menacée.

■ Art. 5 – Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et, en conséquence, elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la charte des Nations unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord.

Toute attaque armée de cette nature et toute mesure prise en conséquence seront immédiatement portées à la connaissance du Conseil de Sécurité. Ces mesures prendront fin quand le Conseil de Sécurité aura pris les mesures nécessaires pour rétablir et maintenir la paix et la sécurité internationales (...).

■ (...) Art. 9 – Les parties établissent par la présente disposition un Conseil, auquel chacune d'elles sera représentée pour examiner les questions relatives à l'application du traité. Le Conseil sera organisé de façon à pouvoir se réunir rapidement et à tout moment. Il constituera les organismes subsidiaires qui pourraient être nécessaires ; en particulier, il établira immédiatement un comité de défense qui recommandera les mesures à prendre pour l'application des articles 3 et 5.

■ Art. 10 – Les parties peuvent, par accord unanime, inviter à accéder au traité tout autre État européen susceptible de favoriser le développement des principes du présent traité et de contribuer à la sécurité de la région de l'Atlantique Nord. Tout État ainsi invité peut devenir partie du traité en déposant son instrument

d'accession auprès du gouvernement des États-Unis d'Amérique. Celui-ci informera chacune des parties du dépôt de chaque instrument d'accession (...).

■ (...) Art. 13 – Après que le traité aura été en vigueur pendant vingt ans, toute partie pourra mettre fin au traité en ce qui la concerne un an après avoir avisé de sa dénonciation le gouvernement des États-Unis d'Amérique, qui informera les gouvernements des autres parties du dépôt de chaque instrument de dénonciation (...).

prépabac

1. Présentez le texte en précisant sa nature et ses auteurs.
2. Rappelez le contexte qui a présidé à la conclusion du Pacte atlantique.
3. À quels principes les signataires rattachent-ils leur initiative ? Quels sont leurs buts ?
4. Par quels moyens envisagent-ils d'assurer la sécurité des États membres ?
5. Concluez en montrant l'importance historique de ce texte.



1962, la crise de Cuba : le monde au bord du gouffre

21 La réplique américaine

(...) Mais cette implantation secrète, rapide et extraordinaire de missiles communistes, dans une région bien connue comme ayant un lien particulier et historique avec les États-Unis et les pays de l'hémisphère occidental, en violation des assurances soviétiques et au mépris de la politique américaine et de celle de l'hémisphère, cette décision soudaine et clandestine d'implanter pour la première fois des armes stratégiques hors du sol soviétique, constitue une modification délibérément provocatrice et injustifiée du statu quo, qui ne peut être acceptée par notre pays, si nous voulons que nos amis ou nos ennemis continuent à avoir confiance dans notre courage et notre parole.

Les années 30 nous ont enseigné une leçon claire : les menées agressives, si on leur permet de s'intensifier sans contrôle et sans contestation, mènent finalement à la guerre. Notre pays est contre la guerre. Nous sommes également fidèles à notre parole. Notre détermination inébranlable doit donc être d'empêcher l'utilisation de ces missiles contre notre pays ou n'importe quel autre, et d'ob-

tenir leur retrait ou leur élimination de l'hémisphère occidental (...).

Nous ne risquons pas prématurément ou sans nécessité le coût d'une guerre nucléaire mondiale dans laquelle même les fruits de la victoire n'auraient dans notre bouche qu'un goût de cendre, mais nous ne nous déroberons pas devant ce risque, à quelque moment que nous ayons à y faire face.

Agissant donc pour la défense de notre propre sécurité et de celle de l'hémisphère occidental tout entier, et en vertu des pouvoirs qui m'ont été conférés par la Constitution, et confirmés par la résolution du Congrès, j'ai donné des ordres pour que soient prises immédiatement les premières mesures suivantes :

Premièrement : pour arrêter l'édification de ce potentiel offensif, un embargo rigoureux est instauré sur tout équipement militaire offensif acheminé vers Cuba. Tous les bateaux, de n'importe quelle sorte, se dirigeant vers Cuba, venant de n'importe quel pays ou de n'importe quel port, devront rebrousser chemin s'il est établi qu'ils contiennent des cargaisons d'armes offensives. Cet embargo sera étendu au besoin à d'autres types de car-

gaisons ou de transports. Nous n'interdisons pas cependant, pour le moment, l'accès des produits de première nécessité, comme les Soviétiques ont tenté de le faire durant leur blocus de Berlin en 1948. (...)

Septièmement et finalement : je fais appel au président Khrouchtchev pour qu'il arrête et supprime cette menace clandestine, irréfléchie et provocatrice à l'égard de la paix mondiale et pour qu'il instaure des relations stables entre nos deux pays. Je fais également appel à lui pour qu'il abandonne cette entreprise de domination mondiale, et pour qu'il se joigne à un effort historique, en vue de mettre fin à la dangereuse course aux armements et de transformer l'histoire de l'humanité.

*Discours télévisé du président Kennedy,
22 octobre 1962.*

22 L'ambassadeur des États-Unis, A.-E. Stevenson présente au conseil de sécurité de l'O.N.U. les sites des missiles russes à Cuba (l'ambassadeur soviétique V.-A. Zorine est assis à l'extrême gauche)



prépabac

Faites le commentaire du texte 21 à partir des questions suivantes :

1. Présentez le texte.
2. Expliquez, d'après le texte, la menace que constituent les missiles installés à Cuba. Quel est alors l'état des relations Est-Ouest ?
3. Quelle décision immédiate prend le président Kennedy ? Quel risque comporte-t-elle ?
4. L'appel de Kennedy à Khrouchtchev évoqué dans le dernier paragraphe a-t-il été entendu ? Quelle a été l'issue de la crise ? Quelles conséquences a-t-elle eues sur l'évolution des relations internationales ?

DEUXIÈME
PARTIE

La croissance et la crise

(Années 60 à nos jours)



Vladimir Vélckovic,
Descente, figure XXI, 1989,
huile sur toile, 285x195cm,
collection particulière
(page de gauche, détail)
© ADAGP Paris 1995.



Les progrès scientifiques et techniques jusqu'au début des années 70

*En quoi la présence de l'homme sur la lune symbolise-t-elle les avancées techniques de l'après-guerre ?
Quelles sont les régions du globe qui concentrent l'essentiel des moyens de la recherche scientifique et technique dans le monde ?
Quel est l'intérêt pour l'humanité de ces progrès ?*

sommaire

A. L'amplification du progrès scientifique et technique	
1. Science et technique : enjeux et moyens	118
2. Des progrès remarquables, mais inégalement répartis	118
B. De la connaissance pure aux sciences appliquées	120
1. Les avancées de la physique et de la biologie	120
2. Sciences et techniques entretiennent des rapports toujours plus étroits	120
C. Les principaux progrès techniques	122
1. Le perfectionnement des techniques anciennes	122
2. L'apparition d'un nouveau système technique	122
Exercice-bac	124
Sujets de bac	
Commentaire de documents	124

1 Les deux faces du progrès scientifique et technique

L'effort de la recherche scientifique se développe (...) sur deux plans parallèles, mais bien distincts. D'une part, il tend à augmenter notre connaissance des phénomènes naturels, sans se préoccuper d'en tirer quelque profit (...), tel est le but que se propose la science pure et désintéressée (...). Mais, d'autre part, la recherche scientifique se développe aussi sur un autre plan : celui des applications pratiques. Devenu de plus en plus conscient des lois qui régissent les phénomènes, ayant appris à en découvrir chaque jour de nouveaux (...) l'homme s'est trouvé de plus en plus maître d'agir sur la nature (...).

Mais cette puissance sans cesse accrue de l'homme sur la nature ne comporte-t-elle pas des dangers ? (...) Toute augmentation de notre pouvoir d'action augmente nécessairement notre pouvoir de nuire.

Mais qu'importent ces vaines craintes ? Nous sommes lancés dans la grande aventure, et là, il ne nous est plus possible de nous arrêter. (...). Dans l'œuvre de la Science, l'homme a su montrer la force de son intelligence : s'il veut survivre à ses propres succès, il lui faut maintenant montrer la sagesse de sa volonté.

Louis de Broglie, Physique et Microphysique, Albin Michel, 1947.

Aldrin
photographié
par Armstrong
sur la lune,
le 21 juillet 1969 :
l'humanité réalise
un vieux rêve
grâce aux
extraordinaires
progrès de
la science
et de la technique



A. L'amplification du progrès scientifique et technique

Depuis 1945, la science et la technique sont devenues des enjeux fondamentaux pour des raisons stratégiques, économiques et sociales. Elles sont largement financées par l'État, mais ce sont surtout les pays industriels développés qui jouent le rôle essentiel et, au premier chef, les États-Unis.

1 Science et technique : enjeux et moyens

Depuis 1945, la science et la technique sont devenues des enjeux politiques, économiques, sociaux, culturels et moraux. La victoire de 1945 a dépendu de la mobilisation à tout prix des ressources du génie scientifique et de la haute technique : le lancement des premières fusées "V2", conçues par les chercheurs allemands, et surtout la mise au point de la bombe atomique aux États-Unis, symbolisent l'efficacité de cet investissement intellectuel et financier sans précédent.

Le seul exemple de la fission nucléaire suffit à donner la mesure des enjeux que représente le progrès scientifique : il fournit aux États de terrifiants moyens de destruction, mais il offre aussi à l'humanité de formidables capacités de production énergétique.

La guerre froide entre l'Est et l'Ouest et la compétition économique internationale ont stimulé les efforts de recherche. La rivalité américano-soviétique a en effet poussé les deux camps à financer sans lésiner des projets pour le maintien de leur puissance et de leur prestige. Une course aux armements les plus sophistiqués s'engage alors entre les États-Unis et l'U.R.S.S. : elle ne connaîtra aucun répit jusqu'au début des années 70.

Par ailleurs, le progrès scientifique permet d'enrichir considérablement les techniques de production, et l'innovation devient un atout majeur pour chaque nation : c'est pourquoi les entreprises engagées dans la concurrence internationale mènent leur propre stratégie de recherche et développement (R & D), qui s'ajoute à l'action des pouvoirs publics.

Tous les grands États soutiennent massivement l'effort national de recherche scientifique et technique. Les gouvernements s'efforcent, dans la limite de leurs moyens, de suivre la norme américaine en consacrant à leur budget de recherche 2 à 3 % de leur produit national. Le soutien des fonds publics est décisif : il aide les laboratoires privés ou va à des institutions spécialisées, comme le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) en France, ou la *National Aeronautics and Space Administration* (N.A.S.A.) aux États-Unis.

La science et la technique ont acquis une grande importance sociale. Dès lors qu'elle est largement financée

par l'impôt, la recherche scientifique devient un objet de débat au sein des sociétés démocratiques, les contribuables exigeant une information sur les grandes options retenues, voire une participation active à leur définition.

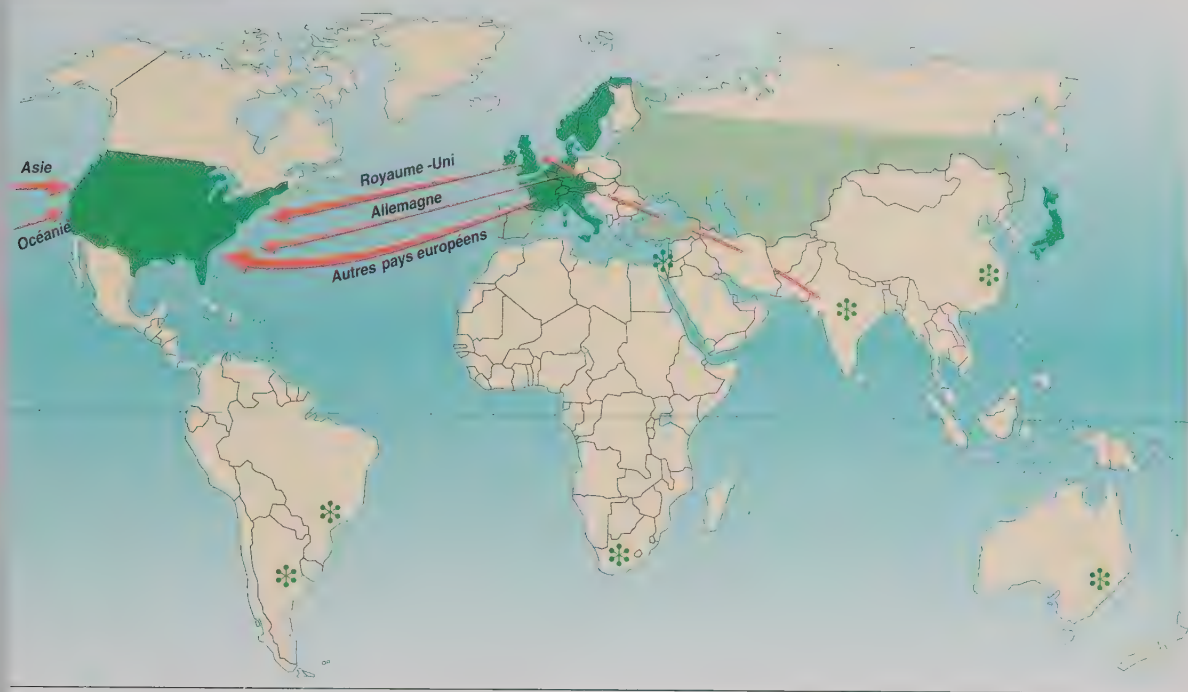
De plus, les disciplines scientifiques prennent une place prépondérante dans les programmes d'enseignement, ce qui souligne toute l'importance que nos sociétés techniques accordent à la science ; son esprit rationnel inspire la plupart des décisions et des comportements.

Enfin, la diffusion de biens courants plus ou moins directement issus de la recherche scientifique achève de sensibiliser nos sociétés de consommation de masse au rôle de la science. La garantie scientifique (pas toujours véridique mais souvent revendiquée par la publicité) assure la promotion des produits qui s'en réclament.

2 Des progrès remarquables, mais inégalement répartis

Une telle convergence d'intérêts et de moyens a naturellement favorisé l'amplification des progrès scientifiques et techniques au cours des deux décennies qui suivent 1945. L'évolution se mesure à l'augmentation du nombre des chercheurs, à l'accroissement des budgets consacrés à la recherche et à la multiplication des travaux scientifiques publiés dans des revues sans cesse plus nombreuses, ou débattus à l'occasion de multiples congrès internationaux. Ainsi, depuis 1945, le nombre des savants et de leurs découvertes a dépassé celui qu'avait totalisé l'histoire de l'humanité jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Le progrès scientifique et technique se répartit très inégalement à la surface du globe. Compte tenu des coûts exorbitants qu'exige la recherche moderne, le monopole de l'innovation tend à se concentrer dans les laboratoires d'une vingtaine de pays développés qui disposent des moyens intellectuels et financiers nécessaires : l'Amérique du Nord, les pays d'Europe et le Japon contrôlent, avec des spécialisations différentes, l'essentiel du potentiel mondial de recherche et développement ; l'Inde dispose de la plus importante communauté scientifique du tiers-monde. Les États-Unis détiennent une suprématie scientifique incontestée depuis 1945. On y compte 400 000 chercheurs dès les années 50. Le gouvernement fédéral qui ne



Les équipements de recherche

- Pays capitalistes développés puissamment équipés (environ 3% de leur P.N.B. consacrés à la recherche)
- Pays et régions bien dotés

✱ Foyers de recherche dispersés

→ Le drainage des cerveaux

0 2 000 km

3 L'inégale répartition de la recherche scientifique dans le monde

4 Répartition géographique des prix Nobel (1945-1975)

	P*	C*	M*
États-Unis	25	17	30
Europe occidentale (dont Grande-Bretagne)	20	23	27
Japon	(9)	(12)	(11)
Europe de l'Est	3	—	—
Autres pays	6	1	—
TOTAL	—	2	5
TOTAL	54	43	62

* P : Physique ; C : Chimie ; M : Médecine

Des savants français ont reçu le prix Nobel de physique en 1966 (A. Kastler) et en 1969 (L. Néel), et le prix Nobel de médecine en 1965 (A. Lwoff, J. Monod et F. Jacob).

L'U.R.S.S. ne figure au palmarès que par quelques-uns de ses physiciens.

Parmi les pays du tiers-monde, l'Argentine et l'Inde apparaissent bien isolées dans la liste des travaux distingués par l'Académie suédoise.

6 Les objectifs du Commissariat à l'énergie atomique en France

Le Commissariat à l'énergie atomique :
 — poursuit les recherches scientifiques et techniques en vue de l'utilisation de l'énergie atomique dans les divers domaines de la science, de l'industrie et de la Défense nationale ;
 — réalise à l'échelle industrielle les dispositifs générateurs d'énergie d'origine atomique ;
 — fournit au gouvernement toutes informations concernant l'énergie atomique et ses applications et, notamment, l'éclaire dans la négociation des accords internationaux.

Ordonnance du 18 octobre 1945 instituant le C.E.A.

Analyser

Document 3. Quelles sont les zones du globe qui concernent le plus grand nombre d'équipements de recherche ? Quels sont les pays qui possèdent des foyers de recherche dispersés ? Expliquez ce qu'est le drainage de cerveaux et dans quel sens il s'effectue.

Document 4. Quels pays ont reçu le plus grand nombre de prix Nobel ? Expliquez pourquoi.

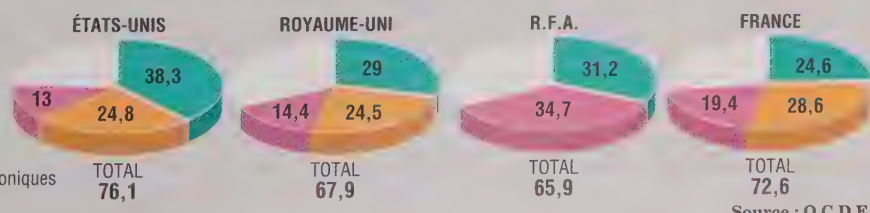
Document 5. Quelle est l'industrie qui profite le plus de la recherche et développement ? Quelle est celle qui en profite le moins ? Expliquez pourquoi. Notez-vous des différences entre les politiques des grandes puissances occidentales ? Lesquelles ?

Document 6. Quels sont les objectifs assignés au Commissariat à l'énergie atomique ? Classez-les et expliquez-les.

Au milieu des années 60, la recherche aéronautique (très liée aux armements) est financée sur fonds publics à hauteur de 90% aux États-Unis, de 84% au Royaume-Uni, et de 78% en France.

- aéronautique
- industries électriques et électroniques
- chimie et pétrole

Part des dépenses de R&D, en %



Source : O.C.D.E.

5 À quelles industries va la recherche et développement au milieu des années 60 ?

finançait en 1940 que 20 % de la recherche (dont un tiers à des fins militaires) en prend, vingt ans plus tard, les deux tiers à sa charge (dont plus de 80 % pour le département de la Défense).

La recherche s'organise au sein d'équipes nombreuses, spécialisées et hiérarchisées, de sorte que les grandes découvertes sont de plus en plus fréquemment le fruit anonyme d'un travail collectif. Le dynamisme de la recherche américaine exerce un effet d'attraction sur les chercheurs

des pays moins bien équipés ; il s'ensuit une vaste **migration des "cerveaux"** vers les États-Unis, ce qui a pour effet d'accroître encore les écarts technologiques entre les nations.

Les États-Unis et l'U.R.S.S. se partagent la maîtrise des connaissances fondamentales (un enjeu majeur dans le cadre de leur rivalité), abandonnant souvent à d'autres pays les applications industrielles et commerciales plus lucratives.

B. De la connaissance pure aux sciences appliquées

Depuis 1945, de prodigieuses découvertes ont marqué les sciences physiques et biologiques. Mais, si l'homme progresse ainsi dans la connaissance de l'univers, il s'intéresse de plus en plus aux applications techniques et industrielles du progrès scientifique, que l'économie rentabilise : les stades complémentaires de la recherche, de la fabrication et de la vente sont devenus de plus en plus interdépendants.

1 Les avancées de la physique et de la biologie

Depuis Einstein, la physique nucléaire n'a cessé de faire progresser la connaissance de la matière. Frédéric et Irène Joliot-Curie ont réalisé la première **fission atomique** en 1939 ; le premier réacteur expérimental est construit en 1942 par l'Italien Enrico Fermi, et l'équipe de chercheurs réunis à Los Alamos, aux États-Unis, met au point la bombe atomique en 1945. La fusion atomique conduit ensuite assez rapidement à la conception de la bombe à hydrogène, mais la fusion contrôlée, qui permettrait des utilisations pacifiques, n'est toujours pas réalisable.

La mise au point de l'émission d'un rayon **laser** par un faisceau cohérent de lumière représente une autre innovation importante de la physique, qui trouve des applications dans de nombreux domaines.

À partir d'une démarche plus empirique, la biologie commence à pénétrer les secrets de la vie. La découverte en 1953 par deux savants britanniques, Francis Crick et James Watson, de l'A.D.N. des chromosomes marque un tournant essentiel dans la connaissance des mécanismes fondamentaux de la création et de l'évolution des espèces vivantes. Cette molécule, qui contient toutes les informations nécessaires à la reproduction de la vie selon un système de codage identique pour l'ensemble des êtres vivants (animaux ou végétaux), conforte en effet la double hypothèse de la continuité et de la complexité croissante des phénomènes vitaux.

2 Sciences et techniques entretiennent des rapports toujours plus étroits

L'innovation se nourrit des relations qui unissent en permanence les sciences et les techniques. "Plus de barrières entre la vile technique et la noble science. Une grande symbiose des connaissances, de l'habileté de la main-d'œuvre et de l'esprit, voici l'image conforme à la grande convergence de notre époque", écrivait l'ingénieur Louis Armand, qui a laissé son empreinte aussi bien dans la modernisation des chemins de fer que dans la création de l'industrie nucléaire française.

La technologie d'avant-garde, que l'on dit "de pointe", ne peut éclore sans le soutien de la science et son perfectionnement fournit à la science des moyens d'investigation de plus en plus efficaces : ainsi, les techniques de l'industrie spatiale sont nées de nombreux apports scientifiques (astronomie, physique, chimie, calcul mathématique) et l'exploration du système solaire a apporté, en retour, une exceptionnelle moisson d'informations indispensables au progrès du savoir.

Le coût toujours plus élevé de la recherche exige une **rentabilisation par le développement des applications pratiques** que l'on peut en retirer, qu'il s'agisse des multiples "retombées" industrielles de la conquête spatiale commercialisées par la N.A.S.A., ou encore des jeux électroniques diffusés pour amortir partiellement les frais de mise au point des systèmes informatiques plus complexes.

7 Bilan de la recherche scientifique et technologique au Pakistan

L'effort en matière de recherche scientifique et technologique accompli par le Pakistan n'est pas satisfaisant pour trois raisons :

1. Taille insuffisante du secteur recherche (...) qui représente 1/800^e du P.N.B. ! Alors que pour la plupart des pays développés le chiffre correspondant est de 2 à 3 % et que pour certains pays en voie de développement, tels l'Inde, la Corée, Formose et le Brésil, il est de 1 %.

2. Domaines essentiels totalement négligés : on a mis (...) l'accent sur l'adaptation au cas du Pakistan de la recherche nucléaire faite ailleurs. Mais il ne faut pas oublier qu'il existe des domaines où le Pakistan ne peut pas compter sur l'aide des connaissances accumulées au niveau mondial : irrigation, médecine locale, médecine vétérinaire (...).

3. L'isolement de la communauté scientifique internationale. Le Pakistan se trouve physiquement éloigné des centres où sont produits les idées, l'information et les équipements scientifiques (...).

Discours d'Abdus Salam devant le Conseil national de la Science du Pakistan, 1984.

8 La recherche sur les transistors en France

En 1950, le groupe de physique des solides du laboratoire de l'École normale supérieure n'avait que cinq ou six chercheurs et pratiquement pas de techniciens (...). Pendant longtemps, ce laboratoire fut le seul laboratoire français travaillant sur les semi-conducteurs. Ensuite se développèrent des laboratoires industriels puis d'autres laboratoires universitaires par essaimage. C'est ainsi que notre laboratoire, tout en poursuivant des recherches, assurait simultanément la formation de chercheurs, dont certains issus de l'industrie, essentiellement la C.S.F., la Thomson et la Radiotechnie. Maurice Ponte décida que son entreprise, la C.S.F., devait se lancer dans le domaine des transistors. Il engagea Claude Dugas comme directeur d'un laboratoire de recherche sur les semi-conducteurs (...).

Curieusement nous ne savions pas si nous faisons de la recherche fondamentale ou de la recherche industrielle. Les sujets importants sur le plan industriel se trouvaient être également ceux qui l'étaient au point de vue de la compréhension des phénomènes. C'était à la fois fondamental et industriel, ce qui n'est pas souvent le cas en recherche.

P. Aigrain, Stimples propos d'un homme de science, Hermann, 1984.

9 La création d'une technopole française : Sophia-Antipolis

Sophia-Antipolis, en France, est sans doute la première cité délibérément conçue en fonction de la mise en commun de l'intelligence, c'est-à-dire de la créativité et de la réflexion, avec l'action industrielle et économique moderne, et bâtie ex nihilo. L'idée lancée en 1960 s'est concrétisée à partir de 1969 avec la création de l'association Sophia-Antipolis, qui voulait promouvoir une cité internationale de la sagesse, des sciences et des techniques au nord d'Antibes, à proximité de l'aéroport Nice-Côte d'Azur. Son objectif était triple : rassembler, en un même lieu, des établissements de formation et de recherche ainsi que des industries et des services de technologies avancées ; y développer une interaction entre chercheurs scientifiques, industriels, financiers, techniciens et artistes ; y créer, grâce à une concentration sociologique particulière, les éléments d'une nouvelle culture tournée vers la créativité et vers l'avenir.

Y. de Keranguen, « La Course aux technopoles », Universalia, 1989, Encyclopaedia Universalis.



10 La recherche scientifique au service de l'homme.

Les savants de l'Institut Pasteur mettent au point un vaccin efficace qui, dans les années 60, fait reculer la poliomyélite, terrible maladie qui infligeait de graves incapacités physiques à ses victimes.

Analyser

Document 7. En vous reportant au doc. 3, page 119, dites à quelle zone appartient le Pakistan. Énumérez les blocages qui expliquent le retard de la recherche scientifique dans ce pays et expliquez-les. Quel est le seul secteur scientifique où le Pakistan peut se targuer d'un résultat valable ?

Document 8. Comment se traduisent, ici, les liens entre recherche fondamentale et industrielle sur le plan de l'organisation et des agents de la recherche ? Pourquoi y a-t-il dans cet exemple précis un lien particulièrement étroit entre recherche fondamentale et recherche appliquée ?

Document 9. Comment s'explique ce rassemblement d'installations techniques et scientifiques ? Quels avantages en espérait-on ? Sur quelle complémentarité est-il fondé ?

Document 10. Qu'est-ce que l'Institut Pasteur ? Que vous donne à penser la contenance des bouteilles manipulées par ce biologiste ? Pourquoi certains vaccins sont-ils rendus obligatoires par la loi ?

La pression de la demande incite également à rechercher les techniques de production les plus efficaces : par exemple, les découvertes de la biologie et de la génétique ont trouvé des applications agronomiques qui ont considérablement augmenté les rendements agricoles.

Les “technopoles” répondent aux nouveaux besoins de la recherche appliquée. Elles regroupent, à proximité d’un centre universitaire puissant qui réalise les recherches fon-

damentales, des laboratoires d’entreprises et des usines qui fabriquent les produits nouveaux. Dès les années 50, la Silicon Valley “vallée du silicium” s’est ainsi constituée au sud de l’université Stanford de San Francisco, tandis que la “route 128” rayonnait autour du Massachusetts Institute of Technology (M.I.T.) de Boston. Ce modèle américain a suscité la naissance de plus modestes “technopoles” en Europe et au Japon.

C. Les principaux progrès techniques

Le progrès technique se marque par le perfectionnement de techniques connues de longue date, dans les domaines de l’utilisation de l’énergie, de la précision des machines ou de la rapidité des transports. Mais la chimie organique, l’énergie nucléaire, l’ordinateur et la conquête de l’espace aboutissent à la mise en place d’un nouveau système technique.

❶ Le perfectionnement des techniques anciennes

Dans le domaine de l’énergie, le pétrole remplace le charbon. Malgré le perfectionnement de l’abattage mécanique, le charbon devient moins rentable que le pétrole dont la détection, la production (développement des forages sous-marins) et le transport (par tubes) bénéficient de techniques nouvelles. L’industrie du raffinage prend une grande importance ; elle fournit les carburants utilisés dans le transport automobile, ferroviaire (traction diesel) et aérien, de même que les combustibles destinés au chauffage domestique ou industriel.

Cependant, l’électricité s’impose comme la forme la plus pratique d’utilisation de l’énergie, tant pour les industriels que pour les ménages qui équiperont leur foyer de nombreux appareils électroménagers.

Les machines gagnent en puissance et en précision. Elles bénéficient d’alliages nouveaux, à la fois plus légers et plus résistants. Leur automatisation progresse avec les commandes électroniques qui permettent l’usinage et le transport des pièces d’un poste à un autre : la conception d’usines entièrement automatiques devient possible.

Les transports tirent profit des perfectionnements techniques réalisés dans les autres domaines. Ils accroissent simultanément leur vitesse, leur capacité, leur sécurité et leur souplesse d’utilisation. Pour les voyageurs, l’essor du transport aérien représente la nouveauté la plus remarquable depuis 1945. Pour le transport des marchandises, l’invention du conteneur améliore considérablement la rapidité et la sécurité des échanges.

❷ L’apparition d’un nouveau système technique

La chimie organique est devenue sans conteste l’industrie la plus innovatrice. Matières plastiques, fibres synthétiques, colorants, détergents, médicaments, insecticides... la liste des produits chimiques nouveaux qui nous

sont désormais indispensables s’allonge sans cesse ; il n’est plus d’objet dont la fabrication ne fasse appel aux techniques de la chimie dont la créativité paraît illimitée.

La production d’énergie nucléaire, encore modeste dans les bilans de 1973, est cependant techniquement maîtrisée dès les années 50. Tirant avantage de l’avance acquise en 1945, les firmes américaines General Electric et Westinghouse ont mis au point des réacteurs qui utilisent l’uranium enrichi ; en Europe, ce sont plutôt les filières à base d’uranium naturel qui retiennent l’attention des chercheurs. Ces nouvelles technologies énergétiques promettent de fournir des quantités d’énergie sans commune mesure avec celles offertes dans le passé.

L’ordinateur commence à transformer la civilisation des pays industriels. Ces calculateurs puissants, dotés de mémoires et capables de transmettre des ordres au moyen d’impulsions électriques, ont vu le jour au lendemain de la guerre. Grâce à l’invention du transistor – qui ne chauffe pas et n’occupe qu’un très faible encombrement – une deuxième génération d’ordinateurs est née dès les années 60 ; leur puissance permet la mise en place des grands systèmes de gestion centralisés, dont l’efficacité émerveille et inquiète à la fois l’opinion.

La conquête spatiale symbolise le passage de l’ancien au nouveau système technique. Si elle utilise au départ les acquis de l’industrie aéronautique, la recherche spatiale ne peut progresser qu’en mobilisant les ressources de la balistique, de la chimie des carburants, de la métallurgie des alliages à haute résistance ; les lancements exigent des systèmes de guidage qui font appel à la résolution quasi instantanée de calculs complexes.

L’U.R.S.S. a marqué les premiers points en satellisant le “Sputnik” dès 1957 et en réussissant le premier vol orbital habité (par Gagarine) en 1961 ; mais en foulant le sol lunaire, le 21 juillet 1969, l’Américain Neil Armstrong marque nettement l’entrée de notre civilisation technique dans un nouvel âge technologique.

11 Les principales inventions dans le domaine des semi-conducteurs

■ 1947-1951 : invention puis commercialisation du transistor par la firme américaine Bell.

■ 1958-1961 : invention puis commercialisation du circuit intégré par les firmes américaines Texas Instrument et Fairchild, agissant concurremment.

■ 1968-1971 : invention puis commercialisation du microprocesseur par la société américaine Intel.

12 La troisième révolution industrielle

La deuxième révolution industrielle avait été celle de l'électrification (...). La troisième révolution industrielle, celle de l'électronique, commence à peine. Ses conséquences seront encore plus considérables (...). À l'origine de cette révolution, on trouve un phénomène économique bien plus important que la hausse du prix du pétrole, qui représentait pourtant un événement unique dans l'histoire du monde, par l'ampleur et la rapidité de ses effets. Ce phénomène, moins connu mais encore plus lourd de conséquences, est le suivant : alors que le prix du pétrole était multiplié

par 15 entre 1970 et 1980, celui de l'unité de mémoire informatique a été divisé par 100 grâce aux microprocesseurs.

M. Albert, *Le Pari français*, Le Seuil, 1982.

14 La révolution informatique

L'informatique résulte de l'introduction de nouvelles technologies fondées sur la physique du solide et débouchant maintenant sur la microélectronique. Mais ce n'est pas seulement un phénomène technique, comme le téléphone et l'automobile. Elle s'accompagne d'un mouvement d'idées d'une importance considérable. En premier lieu, elle modifie notre façon de représenter les phénomènes, qu'ils soient physiques, économiques, linguistiques, biologiques ou autres. Par exemple, elle renouvelle notre façon de coder l'image, la parole, l'idée, le langage. À ces titres, elle intéresse pratiquement tous les domaines de connaissance scientifiques et littéraires qui pour la plupart cherchent à utiliser les techniques informatiques pour leurs propres fins.

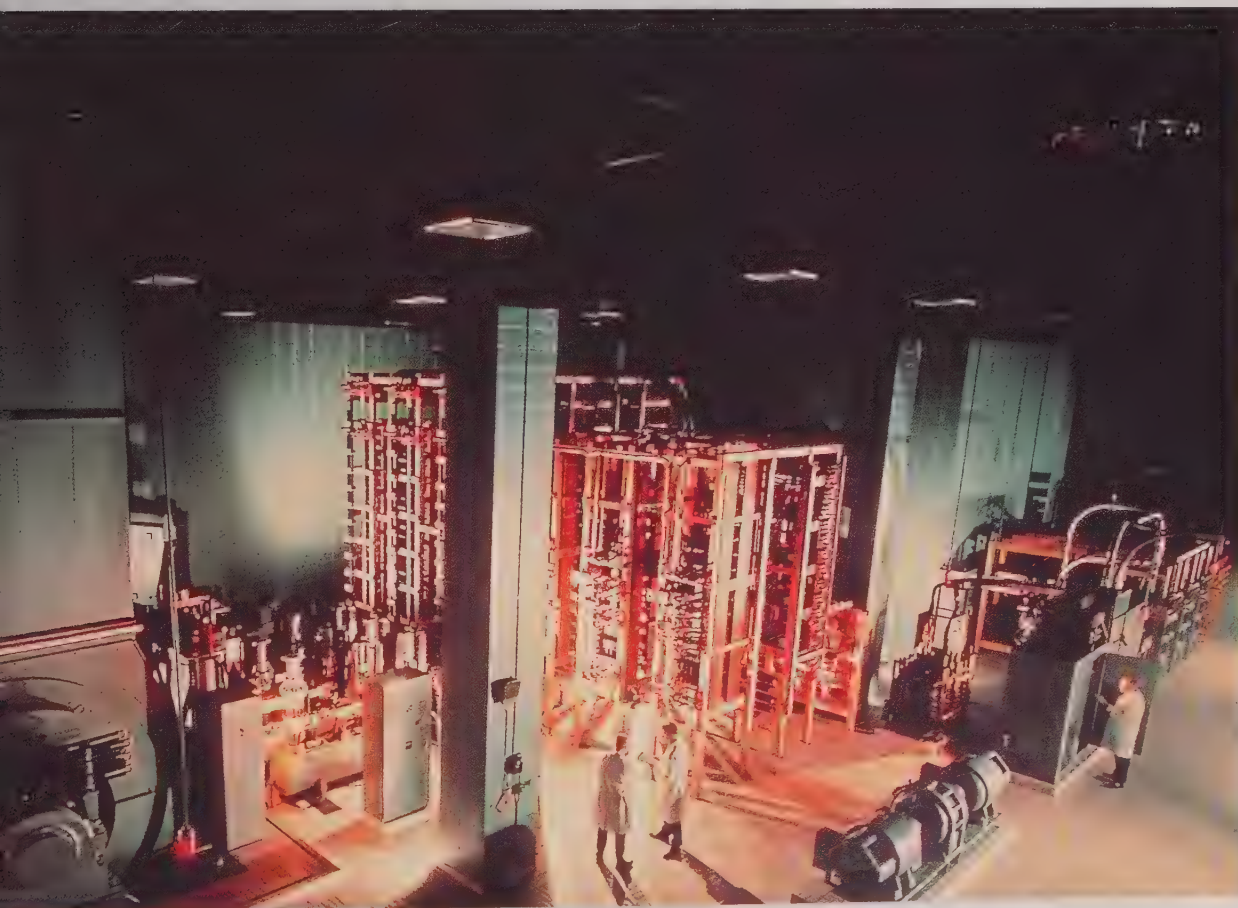
J.-C. Simon, *L'éducation et l'informatisation de la société*, rapport au président de la république, cité par P. Papon, *Pour une prospective de la science*, page 187, Seghers, 1983.

Analyser

Documents 11 et 12. Quel pays détient la suprématie dans la mise au point des semi-conducteurs ? Pourquoi ? Quels avantages nouveaux apporte le microprocesseur ? Quels effets économiques peut-on en attendre ?

Document 13. Quel est le rôle de l'installation représentée sur la photographie ? Comment s'explique ce souci de tester les risques d'accident ? Quel comportement traduit-il au niveau des consommateurs et au niveau des entreprises ?

Document 14. Quelles sont les différentes composantes, matérielles et immatérielles, de l'informatique ? En quoi l'informatique représente-t-elle une avancée technologique originale, différente des autres progrès techniques ? Pourquoi peut-on dire qu'elle influence l'expression des idées ?



13 Recherche et prévention des risques industriels

Ces installations impressionnantes d'une entreprise privée de Milwaukee (États-Unis) mettent à l'épreuve le matériel électrique produit par la firme afin de prévenir tout risque d'accident lors de ses utilisations ultérieures.

COMMENTAIRE
DE DOCUMENTS

sujet

15 L'industrie aérospatiale,
aiguillon de la croissance
économique américaine
dans les années 60

Le 24 mai 1961, le président John Kennedy annonce le lancement du programme qui vise l'envoi d'une mission humaine sur la lune avant la fin des années 60. Cette décision entraîne une importante augmentation du budget de la N.A.S.A.¹, ainsi qu'un effort technologique et industriel sans précédent. Né du développement des missiles balistiques², un nouveau domaine s'ouvre à l'industrie aéronautique américaine : l'espace. Ce secteur est stimulé par la compétition que se livrent les États-Unis et l'Union soviétique. Cette course à l'espace concerne essentiellement la conquête de la lune et l'équipement en missiles stratégiques ; elle entraîne le développement d'un secteur industriel de très haute technologie. Le chiffre d'affaires total des missiles stratégiques atteint le record de 35 % de l'ensemble du chiffre d'affaires aérospatial en 1962.

C. Carlier, "L'aéronautique et l'espace aux États-Unis".

Historiens et Géographes, n° 314.

1. N.A.S.A. : National Aeronautic and Space Administration.

2. Fusées à très grande portée.

16 Progrès techniques
et gains de productivité

	Outils utilisés	Production (par ouvrier et par mois)
1950	26 machines desservies individuellement	250 pièces
1953	1 machine-transfert semi-automatique effectuant 13 opérations successives	745 pièces
1957	1 machine-transfert entièrement automatique effectuant 27 opérations (nécessitant 3 postes de contrôle)	6 500 pièces

D'après A. Touraine, *Histoire générale du travail*, tome 4.

idées

A. L'amplification du progrès scientifique et technique

- Pourquoi les progrès scientifiques et techniques ont-ils connu une expansion spectaculaire depuis 1945 ? Quels facteurs les ont favorisés ? Quel rôle joue l'État dans ces progrès ?
- Quelles sont les régions du globe où se concentrent les progrès scientifiques et techniques ? Quel pays tient la tête de ces progrès ? Quelle est la signification de la "migration des cerveaux" ?

B. De la connaissance pure aux sciences appliquées

- Quels sont les domaines scientifiques qui ont connu les plus grandes avancées ? Citez des exemples.
- Comment s'établit la solidarité entre science et technique ?

C. Les principaux progrès techniques

- Montrez dans quels domaines et comment les techniques anciennes ont été perfectionnées.
- Quelles sont les découvertes qui permettent de parler d'un nouveau système technique ?

mots clefs

A.D.N.

Molécule support de l'information génétique contenue essentiellement dans le noyau des cellules.

Chromosome

Forme condensée que prend la molécule d'A.D.N. au cours de la division cellulaire.

Fission

Éclatement d'un noyau atomique.

Gène

Unité de fonctionnement de l'information génétique constituée par un segment d'A.D.N.

Innovation

Apport de techniques nouvelles ou de produits nouveaux (différent de l'invention, qui correspond à une découverte).

Technique

Application pratique des sciences, en particulier à la production.

Technologie

Sens proche du mot technique, mais se dit aussi de la réflexion sur les techniques.

Technopole

Agglomération disposant à la fois d'un potentiel d'enseignement et de recherche et d'industries de haute technologie.

dates

L'énergie nucléaire

- 1945 : les premières bombes atomiques.
1952 : la bombe à hydrogène.
1956 : la première centrale électronucléaire en Grande-Bretagne.

La révolution de
l'électronique

- 1947 : invention du transistor.
1948 : le premier ordinateur.
1971 : invention du microprocesseur et développement de la micro-informatique.

La conquête de l'espace

- 1957 : lancement du "Spoutnik".
1961 : premier vol spatial habité (Gagarine).
1969 : le "LEM" porté par la fusée Apollo dépose les Américains Armstrong et Aldrin sur la lune.

Biologie-médecine

- 1953 : premier vaccin contre la poliomyélite.
1954 : découverte de l'A.D.N. des chromosomes.
1967 : première transplantation cardiaque.

questions

Dégagez les causes, les moyens et les effets des progrès scientifiques et techniques évoqués par les deux documents en répondant aux questions suivantes.

1. Quels progrès scientifiques et techniques se trouvent évoqués par chacun des 2 documents ? Quelles sont les raisons des efforts entrepris pour les produire ?

2. Quels moyens nécessite la mise en œuvre de ces progrès ?
3. Quels sont les effets économiques et sociaux de chacun d'entre eux ?
4. Concluez.

corrigé

Introduction

Ces deux documents de nature très différente éclairent, chacun à sa façon, les motivations, les moyens et les effets du progrès scientifique et technique : le premier évoque la décision du président Kennedy d'engager son pays dans un immense projet scientifique et technique aux multiples retombées politiques, économiques, sociales, tandis que le second mesure plus modestement les conséquences de l'automatisation de la production sur la productivité du travail dans les industries mécaniques.

Développement

1. Dans le premier cas, la recherche scientifique et technique est puissamment aiguillonnée par la rivalité entre les États-Unis et l'U.R.S.S. depuis les débuts de la guerre froide en 1947 ; or les Soviétiques viennent de marquer plusieurs points importants (satellisation du "spoutnik 1" dès 1957 et réussite récente, le 12 avril 1961, du premier vol orbital habité par Youri Gagarine) : ces succès révèlent le haut niveau technologique atteint par les savants soviétiques, ce qui peut comporter des menaces stratégiques pour le territoire américain désormais sous la menace de fusées à long rayon d'action. Dans le second cas, il s'agit de répondre à une demande pressante d'équipement des ménages entrés depuis le début des années 50 dans une ère de consommation de masse dont l'automobile s'impose comme le symbole le plus mobilisateur ; or, la production ne peut satisfaire les commandes, au point que plusieurs années de délai sont nécessaires pour obtenir une voiture neuve (surtout s'il s'agit de modèles populaires).

2. Les moyens mis en œuvre sont particulièrement massifs et complexes pour réaliser le programme spatial engagé par

le président Kennedy : il faut des sommes d'argent considérables, une mobilisation sans précédent de savants et d'ingénieurs dans toutes sortes de domaines (carburants, balistique, métallurgie à haute résistance, techniques électroniques de guidage à distance, médecins pour la préparation des astronautes...) ; seul l'État américain peut mobiliser et coordonner les moyens nécessaires dans le cadre de la N.A.S.A., agence créée dès 1958 et chargée de mener à bien la mission de vol vers la lune, à travers plusieurs programmes successifs dûment planifiés, dont le dernier baptisé "Apollo" est couronné de succès en août 1969.

Dans le second cas il s'agit, de façon bien plus élémentaire, de perfectionner des machines en vue de les rendre de plus en plus automatiques, c'est-à-dire capables de transporter elles-mêmes les pièces d'un poste de travail à un autre (machine-transfert) et de leur appliquer un nombre croissant d'opérations ; le résultat de ces progrès est l'amélioration considérable de la productivité du travail, c'est-à-dire la production d'un ouvrier par unité de temps (ici une multiplication de la production mensuelle par 26 en 7 ans !).

3. Les effets économiques et sociaux des progrès évoqués par les documents sont considérables, positifs bien que leur caractère bénéfique demande à être nuancé.

Au-delà de son succès politique et stratégique, la mobilisation réalisée autour du projet spatial américain a provoqué un développement important des industries dites "de pointe", qui utilisent les procédés techniques les plus modernes : les nombreux brevets mis au point et revendus par la N.A.S.A. ont en effet irrigué une grande partie de l'appareil industriel américain, permettant une rénovation qui est à l'origine même de la "troisième révolution industrielle", en relais des branches parvenues à maturité.

En parallèle, les gains de productivité réalisés dans les industries (comme dans les autres secteurs de l'économie) constituent sans doute le facteur décisif de la grande croissance économique de l'après-guerre : ils permettent en effet d'accroître considérablement la production tout en faisant baisser le prix de chaque objet fabriqué, ce qui en facilite la vente et élargit ainsi le nombre des acheteurs. La consommation et la production augmentent alors de pair, ce qui est la définition même de la croissance économique.

Cependant, le coût financier de ces nouveaux procédés se révèle progressivement très lourd pour les entreprises contraintes de renouveler fréquemment leurs équipements devenus obsolètes (techniquement dépassés) ; les brevets issus de la recherche militaire et spatiale ont un coût particulièrement élevé et ne sont pas toujours très bien adaptés à l'économie civile.

D'un autre côté, les nouvelles machines exigent une adaptation des travailleurs, les moins qualifiés se trouvant progressivement condamnés par le progrès technique : si cette évolution est bénéfique à terme, elle implique des périodes difficiles à traverser de reconversion des hommes et des équipements.

Conclusion

C'est par l'addition et l'alliance de grands projets prestigieux mais onéreux, comme celui de la conquête spatiale américaine, et de perfectionnements techniques plus modestes que le progrès scientifique et technique s'est trouvé stimulé en permanence depuis 1945, expliquant à la fois la croissance économique et le progrès social, non sans déboucher sur de redoutables problèmes d'adaptation dès le début des années 70.

La croissance économique et ses conséquences sociales (1950-1973)

Qu'appelle-t-on les Trente Glorieuses ?
Comment se manifeste le phénomène de la croissance ?
Quelles en sont les conséquences pour les populations des pays concernés ?

sommaire

A. Les facteurs de la croissance	128
1. L'expansion démographique, clef de la croissance.....	128
2. L'effort d'investissement et de modernisation.....	128
3. L'expansion des échanges internationaux.....	128
4. Des politiques économiques efficaces.....	128
Approfondissons ES	
B. Le Système monétaire international depuis 1945..	130
1. La mise en place du Système monétaire international.....	130
2. Croissance économique et déstabilisation du S.M.I.	130
3. La destruction du S.M.I.	130
C. L'évolution des secteurs économiques	132
1. La rénovation des agricultures.....	132
2. L'industrie, principal vecteur de la croissance	132
3. Le grand essor des activités de service.....	132
Approfondissons ES	
D. Le commerce international depuis 1945	134
1. Le rétablissement du commerce international après 1945	134
2. Une expansion exceptionnelle (1945-1973)	134
3. Limites et déséquilibres de l'expansion commerciale.....	136
E. Les effets sociaux de la croissance	138
1. Le développement du salariat.....	138
2. Du paysan à l'agriculteur moderne	138
3. Un monde ouvrier en mutation.....	138
4. L'augmentation des "cols blancs" et des emplois féminins.....	138
F. Inégalités et limites de la croissance	140
1. Les pays à croissance rapide.....	140
2. La croissance lente de l'économie britannique.....	140
3. La croissance modérée de l'économie américaine.....	140
4. Une croissance désordonnée et contestée	140
Fiche-bac	
La dissertation (IV).....	142
Sujets de bac	
La dissertation	143

1 Les "Trente Glorieuses"

De 1945 à 1973, l'économie française a été entraînée et valorisée par la croissance de l'économie occidentale. Le facteur fondamental de la croissance, le moyen concret de réaliser "le grand espoir du XX^e siècle", avait été découvert, reconnu, et put ainsi être mis en œuvre partout en Occident. Le progrès des techniques de production permit d'accroître la production agricole, industrielle et tertiaire partout en Occident.

Et, bien sûr, une consommation croissante était avide d'absorber ces productions croissantes, partout dans le monde. Sauf incidents de détail (...) l'immense appareil de la "société industrielle et commerciale" s'édifia sans heurt, du Japon et des États-Unis à l'Allemagne fédérale. Ce sont ces 25 années que j'ai appelées : *les temps faciles*. (...).

Doubler tous les 10 ans le volume de la production industrielle comme nous l'avons fait de 1950 à 1975 c'est la multiplier par 1 000 en 100 ans. À ce train, l'Occident et même la France seule en viendraient à traiter chaque année la totalité des matières premières disponibles sur la planète.

J. Fourastié, *Les Trente Glorieuses*, Fayard, 1979.

Une des premières
publicités pour
la "Dauphine"



A. Les facteurs de la croissance

La croissance des années 1950-1973 s'explique par toute une série de facteurs positifs : le dynamisme démographique qui suit la guerre, l'effort d'investissement et de modernisation des entreprises qui améliore la productivité, l'expansion du commerce international stimulé par la libération des échanges, l'action des gouvernements qui contrôlent la conjoncture économique et procèdent à des redistributions sociales.

1 L'expansion démographique, clef de la croissance

Amorcée par le *baby-boom* de l'après-guerre, la croissance de la population mondiale s'est poursuivie à un rythme soutenu pendant un quart de siècle. Entre 1950 et 1973, l'humanité est passée de 2,5 à 3,8 milliards d'individus. Dans les vingt pays les plus industrialisés du monde libéral, qui ont connu la plus forte croissance, l'effectif démographique s'est accru de 29 %, passant de 502 à 648 millions d'habitants.

Cet élan vital a des effets positifs sur la croissance économique. Il entraîne un rajeunissement de la population et un état d'esprit plus ouvert aux innovations de toutes sortes. Il augmente le nombre des consommateurs puisque chaque année des millions d'être humains supplémentaires viennent grossir une demande déjà attisée par une volonté générale d'effacer le souvenir des privations de la guerre. Compte tenu du délai de formation, c'est à partir de 1960 que cette population nouvelle fournit une main-d'œuvre supplémentaire plus qualifiée (allongement de la scolarité) et donc plus efficace. En attendant ce renfort, l'exode rural et l'appel systématique aux travailleurs immigrés ont permis de réunir la main-d'œuvre nécessaire à la satisfaction des besoins nouveaux.

2 L'effort d'investissement et de modernisation

Depuis 1945, les pays industrialisés ont admis la nécessité de consacrer une part substantielle de leur revenu national à la création de biens d'équipement et à l'acquisition d'outillage moderne (en moyenne 20 %, mais 30 % au Japon). Grâce à la prospérité générale, c'est en puisant dans leurs propres bénéfices que les entreprises ont trouvé les trois quarts de leurs besoins d'investissement par un classique procédé d'autofinancement.

L'appareil de production est devenu plus performant. Grâce aux progrès techniques, la productivité horaire du travail a progressé dans tous les secteurs d'activité, de sorte que la production a pu augmenter beaucoup plus vite que le nombre des actifs (fraction de la population qui exerce ou cherche un emploi).

3 L'expansion des échanges internationaux

Le commerce international a constitué une force d'entraînement pour l'ensemble de l'économie. Stimulé par

l'action du G.A.T.T. en faveur du libre-échange (les négociations du Kennedy round ont abouti à la réduction des tarifs douaniers dans les années 60), assuré de la stabilité monétaire par le système de Bretton Woods, le commerce international a progressé au rythme annuel moyen de 7 % entre 1950 et 1975 (soit plus vite que la production qui croît alors d'environ 5 % chaque année).

L'investissement international connaît un essor plus vif encore que le trafic marchand : le volume des transactions financières est en effet multiplié par six entre 1950 et 1970, année où il représente 20 milliards de dollars.

Les firmes multinationales ont grandement contribué à cette internationalisation de l'économie mondiale. Leurs échanges internes représentent plus du quart des échanges mondiaux et leur stratégie repose sur l'investissement extérieur. Les sociétés américaines ont ainsi investi à elles seules 115 milliards de dollars entre 1950 et 1970 en multipliant leurs filiales à travers le monde.

4 Des politiques économiques efficaces

Généralement inspirée des théories de Keynes, l'action des gouvernements a permis de régulariser le rythme de la grande croissance. Les perspectives de développement peuvent s'inscrire comme en France dans une planification souple. Mais l'évolution économique est le plus souvent conduite au moyen de simples actions destinées à freiner ou à relancer la production. Dans tous les cas, les ministres des Finances ont su manipuler les dépenses budgétaires pour construire le "carré magique" d'une croissance harmonisée par le plein emploi, la stabilité des prix et l'équilibre des paiements extérieurs. Les récessions ont été limitées par l'injection d'argent public, les périodes de surchauffe inflationnistes ont pu être contrôlées par des mesures de restriction budgétaire destinées à "refroidir" l'activité économique.

La prospérité des années 60 a incité les gouvernements à amplifier leur action sociale. Ceux-ci ont en effet tenté d'égaliser les chances de réussite et de faire participer les plus déshérités aux fruits de la croissance par des politiques de redistribution sociale plus audacieuses. La redistribution des recettes fiscales a contribué à améliorer le sort des plus pauvres, bénéficiaires de diverses formes de protection sociale financées, au moins partiellement, par des caisses publiques.

3 Aspects et facteurs de la croissance économique

Au milieu des années 50 (...) l'économie mondiale amorça une phase d'expansion sans précédent de la production et du commerce. La progression de la production et des exportations fut particulièrement forte dans le secteur manufacturier. Comme au XIX^e siècle, la croissance des exportations dépassa celle de la production. Durant l'après-guerre, l'expansion des industries manufacturières fut stimulée par l'apparition d'une multitude de produits nouveaux et d'innovations techniques, la libéralisation du commerce international et une intégration de plus en plus poussée de l'économie mondiale (...). Comme auparavant, certaines des techniques nouvellement apparues ont contribué à l'élimination des obstacles matériels aux échanges et à l'unification des marchés mondiaux. L'avion à réaction a raccourci les distances, les progrès des télécommunications permettent désormais aux multinationales de coordonner plus facilement les activités de filiales dispersées dans différents pays, et l'essor parallèle de la radio et de la télévision a contribué à l'apparition d'un marché mondial où les goûts des consommateurs s'uniformisent de plus en plus. La libéralisation des échanges entre pays industriels à économie de marché, dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, a contribué à créer un climat économique mondial propice au développement et à la diffusion des innovations technologiques.

Banque Mondiale,
Rapport pour l'année 1988.



6 Chaîne de montage des "4 L" aux usines Renault de Flins

7 Le poids des dépenses publiques (moyenne, en % du P.I.B.)

	1955-1957	1973-1975
France	33,5	39,8
R.F.A.	30,2	41,9
Royaume-Uni	32,3	43,3
Italie	28,1	40,5
Moyenne européenne	29,6	43,8
États-Unis	25,9	33,9
Moyenne O.C.D.E.	28,5	39,7

Y. Barou, *Le Royaume-Uni, une économie à contre-courant*, Coll. "Profil-Société", Hatier.

4 Évolution de la population totale et de la population active (en millions) dans quelques grands pays industrialisés

Pays	1950		1970	
	Population totale	Population active	Population totale	Population active
Allemagne fédérale	46,9	20	60,6	26,7
France	41,8	19,7	53,7 (en 1975)	21,9 (en 1973)
Royaume-Uni	50,6	23,7	55,3	25,2
États-Unis	151	61,2	203	82,8
Japon	82,9	36,2	103,4	51,5

5 Investissements et croissance

	États-Unis	Japon	Allemagne fédérale	France	Royaume-Uni
Investissements ¹ :					
– moyenne 1950-1954	17,5 %	21,5 %	20 %	18 %	14 %
– moyenne 1970-1976	17,5 %	38,5 %	24 %	24 %	19 %
Taux de croissance (1951-1975)	3,1 %	8,5 %	5,5 %	4,8 %	2,5 %

1. Taux d'investissement en pourcentage du P.N.B.

Analyser

Document 3. À partir de quand se produit, selon ce rapport, le phénomène de la croissance ? Quels stimulants l'ont favorisée ? Quel rôle ont joué les diverses inventions techniques ? Quelle place le rapport fait-il aux décisions politiques ?

Document 4. Comment s'explique la croissance démographique dans les pays industrialisés ? Comment cet accroissement agit-il sur l'activité économique ? Quel rapport pouvez-vous établir entre les rythmes d'accroissement de la population et la croissance économique des pays considérés ?

Document 5. Classez les grands pays industriels par ordre de taux de croissance décroissants. Procédez au même type de classement en ce qui concerne les investissements. Quelle conclusion en tirez-vous ?

Document 6. Indiquez en quoi la scène représentée illustre l'organisation du travail qui explique la croissance économique.

Document 7. Analysez ce tableau :
– en relevant les différences du poids des dépenses publiques entre les États et régions relevés,
– en observant l'évolution de ces dépenses entre les périodes retenues.
Que constatez-vous ? Quelle conclusion en tirez-vous quant au rôle de l'État dans l'évolution économique ?

B. Le Système monétaire international depuis 1945

L'adhésion des principaux pays occidentaux au système monétaire de Bretton Woods favorise la reprise de l'économie mondiale. Cependant, plus que le F.M.I. dépourvu des moyens nécessaires, c'est l'émission de dollars qui assure le financement de la forte croissance des années 1950 à 1973. Dès lors, l'affaiblissement du dollar conduit à la crise du Système monétaire international dans les années 70.

1 La mise en place du Système monétaire international de Bretton Woods et ses effets économiques

Entre 1945 et 1949, tous les pays qui adhèrent au nouveau système donnent une nouvelle valeur à leur monnaie par rapport à l'or et au dollar comme l'exige le F.M.I. (voir chapitre 4) ; en 1949, un réajustement général a lieu, les principales monnaies étant dévaluées (livre sterling, franc français et même le Deutsche Mark qui a été créé l'année précédente), le dollar conservant seul sa valeur d'avant-guerre (35 dollars pour une once d'or). Cette stabilisation monétaire, indispensable au rétablissement sur des bases saines des économies ravagées par la guerre, permet en outre, entre 1950 et 1958, le rétablissement de la convertibilité entre les différentes monnaies, mesure indispensable à la reprise des échanges internationaux dont le dynamisme stimule la croissance économique mondiale. De plus, la coopération monétaire entre les membres autorise les pays qui en ont besoin à obtenir du F.M.I., en contrepartie des quotas qu'ils y ont versés, les devises indispensables à l'équilibre de leur balance des paiements (compte qui regroupe toutes les transactions d'un pays avec ses partenaires étrangers).

Par sa conception rigoureuse (parités fixes, référence à l'or), le Système monétaire international de Bretton Woods a donc fourni un cadre favorable à la reconstruction et au démarrage de la croissance économique.

2 Croissance économique et déstabilisation du S.M.I. dans les années 60

Malgré l'augmentation périodique des quotas des pays membres qui font quadrupler les ressources du F.M.I. entre 1947 et 1972, celui-ci ne détient pas assez d'argent pour répondre aux besoins financiers de la grande croissance des années 60. C'est en réalité la multiplication des dollars, émis en contrepartie des déficits des comptes américains, et dont la masse augmente par le jeu du crédit international, qui fournit les capitaux nécessaires au maintien de la croissance. Cette solution présente l'inconvénient de provoquer l'affaiblissement de la monnaie centrale du système, la seule qui soit directement convertible en or. Ni le soutien des grandes banques centrales qui se regroupent dans le "pool de

l'or" en 1960, ni la création en 1969 d'une nouvelle monnaie internationale, le D.T.S. émis et géré par le F.M.I., ne parviennent à empêcher la dépréciation irréversible du dollar.

Par ailleurs, les écarts de situation économique et financière entre les différents pays membres du S.M.I. entraînent des divergences monétaires néfastes au respect de la règle des parités fixes : ainsi le franc français est dévalué en 1958 et en 1969 tandis que le Deutsche Mark est réévalué en 1961 et en 1969 ; conséquence des difficultés économiques britanniques, la dévaluation de la livre sterling (deuxième monnaie du S.M.I. après le dollar) en 1967 annonce la crise finale du système monétaire de Bretton Woods.

3 La crise du dollar entraîne la destruction du S.M.I. entre 1971 et 1976

L'aggravation des déficits extérieurs des États-Unis conduit le président Nixon à suspendre la convertibilité du dollar en or le 15 août 1971, décision qui supprime la référence à l'or sur laquelle reposait le système de Bretton Woods. En décembre 1971, la conférence de Washington aboutit à une série de réajustements monétaires et à l'élargissement des marges de fluctuation de 1 à 2,25 %, ce qui entame la rigueur du principe des parités fixes ; dès 1973, une seconde dévaluation unilatérale du dollar met fin aux parités fixes : les monnaies flottent désormais quasi librement les unes par rapport aux autres en fonction de l'offre et de la demande des différentes devises sur les marchés des changes (formés des places spécialisées dans les transactions monétaires).

En 1976, la conférence de la Jamaïque modifie les statuts du F.M.I. entérinant de fait la disparition du système de Bretton Woods : l'or est démonétisé, c'est-à-dire qu'il perd toute fonction monétaire, et chaque pays est libre de gérer sa monnaie comme il l'entend, sans aucune contrainte de parité à respecter ; dans ces conditions, le F.M.I. perd toute autorité, devenant progressivement un organisme de gestion de l'aide internationale au développement. Cependant, dans la C.E.E., l'élaboration d'un système monétaire européen tente de reconstituer au plan régional une zone monétaire obéissant à une relative fixité des changes.



8 Les caves de la réserve fédérale des États-Unis à Fort Knox où sont entreposés les stocks d'or américains

9 De Gaulle et le dollar

La convention qui attribue au dollar une valeur transcendante comme monnaie internationale ne repose plus sur sa base initiale, à savoir la possession par l'Amérique de la plus grande partie de l'or du monde (...). Le fait que de nombreux États acceptent, par principe, des dollars, au même titre que de l'or pour compenser, le cas échéant, les déficits que présente à leur profit la balance américaine des paiements, amène les États-Unis à s'endetter gratuitement vis-à-vis de l'étranger. En effet, ce qu'ils lui doivent, ils le lui paient, tout au moins en partie, avec des dollars qu'il ne tient qu'à eux d'émettre, au lieu de les payer totalement avec de l'or, dont la valeur est réelle, qu'on ne possède que pour l'avoir gagné (...).

Conférence de presse du 4 février 1965.

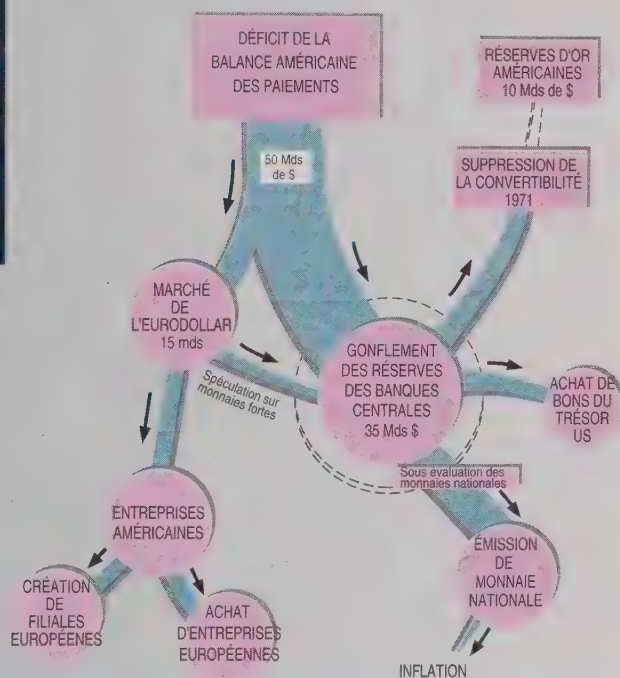
10 Chronologie

- 1944 : création du S.M.I. de Bretton Woods.
- 1946 : entrée en fonction du S.M.I. de Bretton Woods.
- 1958 : les grandes monnaies redeviennent convertibles entre elles.
- 1960 : création du pool de l'or (les banques centrales des principaux pays interviennent pour soutenir le cours officiel du dollar en or).
- 1968 : fin du pool de l'or.
- 1971 : réajustement des parités monétaires (le dollar cesse d'être convertible en or et est dévalué, le Deutsche Mark et le yen sont réévalués).
- 1973 : fin des parités fixes, flottement des monnaies entre elles.
- 1976 : accords de la Jamaïque qui mettent fin au S.M.I. de Bretton Woods.



11 De Gaulle et le franc (Time du 29/11/1964)

La presse américaine met en doute la force du "franc lourd" qui symbolise depuis 1960 la rigueur monétaire de la France défendue par le chef de l'État.



12 Le dollar et la crise du Système monétaire international

Analyser

Documents 8. Quel symbole cette photographie illustre-t-elle ?

Documents 9 et 12. Quelle est l'origine des eurodollars qui se répandent hors des États-Unis entre 1950 et 1970 ? Pourquoi le général de Gaulle peut-il dire que

les États-Unis "s'endettent gratuitement vis-à-vis de l'étranger" ?

Par quel mécanisme les eurodollars provoquent-ils de l'inflation dans les pays où ils s'accumulent ? Comment les filiales des entreprises américaines hors des États-Unis tirent-elles profit du marché des eurodollars ? Pourquoi le président Nixon est-il contraint de supprimer la convertibilité du dollar en or le 15 août 1971 ? Quelle est la conséquence de cette décision pour l'avenir du système monétaire de Bretton Woods ?

Document 11. Décrivez cette couverture du magazine américain Time. À quoi fait-elle allusion ? Quel sentiment traduir-elle ?

Par la rigueur de ses règles initiales, le Système monétaire international de Bretton Woods a facilité la reconstruction et les débuts de la croissance économique, mais il s'est ensuite révélé inadapté aux exigences de la grande croissance parce qu'il n'était pas dans les attributions du F.M.I. de créer des liquidités en fonction de l'évolution

de l'économie mondiale ; dès lors, la dépendance trop forte de l'ensemble du système à l'égard du dollar, seule monnaie directrice elle-même tributaire des aléas de l'économie américaine, a sans aucun doute constitué sa principale faiblesse.

C. L'évolution des secteurs économiques

La croissance a entraîné la modernisation et l'expansion de tous les secteurs économiques. Toutefois, elle repose d'abord sur l'industrie, locomotive de la croissance, et sur les services, qui connaissent un grand essor, tandis que l'agriculture enregistre une croissance plus modeste malgré sa remarquable modernisation.

1 La rénovation des agricultures

Les agricultures ont connu après 1945 une période d'intense modernisation. Cette véritable "révolution agricole" s'est faite par la motorisation (la "révolution du tracteur"), la mécanisation (multiplication et diversification des machines agricoles), l'utilisation des fertilisants et des pesticides et les apports de la génétique, qui ont assuré une sélection plus efficace des semences et des races animales.

La productivité du travail a fortement augmenté, de même que les rendements à l'hectare, ce qui a permis une remarquable croissance des récoltes. Entre 1946 et 1974, la production des six céréales principales a plus que doublé au niveau mondial, passant de 549 à 1 230 millions de tonnes.

Pourtant, la croissance agricole est restée plus modeste que celle des autres secteurs d'activité. On constate un déclin relatif de ces agricultures performantes : leur part tend à descendre au-dessous de 10 % de l'emploi et de la production dans les économies développées.

2 L'industrie, principal vecteur de la croissance

Domaine privilégié de l'innovation, l'industrie se modernise profondément et conduit à la production et à la consommation de masse. Elle s'engage déjà, après 1950, dans une nouvelle mutation dont les premiers éléments se mettent en place à la fin des années 60.

La croissance de la production industrielle est très soutenue. En vingt-cinq ans, la production mondiale d'électricité a été multipliée par 12, celle de pétrole par 10, celle d'acier par 6,5 et l'industrie automobile a décuplé ses capacités dans le même temps. On constate que les secteurs orientés vers la consommation des ménages ont imprimé

leur rythme à la croissance industrielle (plus de 5 % par an en moyenne), entraînant dans leur sillage l'énergie et les industries d'équipement. L'industrie chimique, en pleine rénovation, a joué un rôle considérable en multipliant les opportunités d'investissement et en élargissant à une cadence soutenue la gamme des produits offerts aux consommateurs.

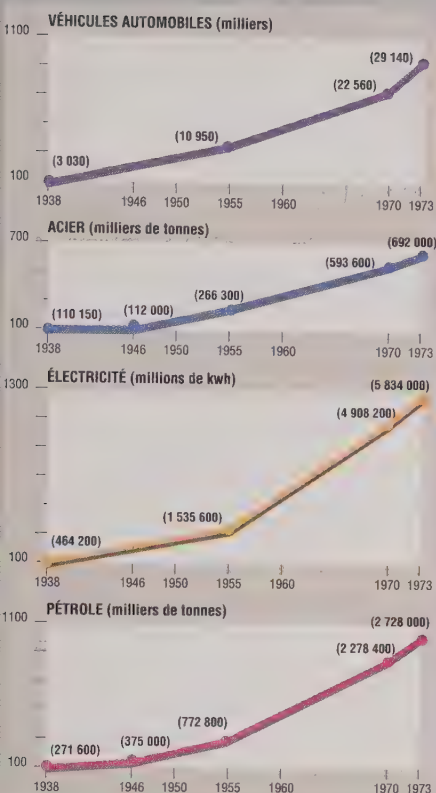
À partir de 1960, les "industries de pointe" deviennent les locomotives de la croissance industrielle. Caractérisées par une forte intensité de recherche, les "industries de pointe" annoncent déjà un nouvel âge industriel : les industries nucléaires (à des fins civiles ou militaires), les activités aérospatiales (qui rénovent complètement l'aéronautique ancienne), la filière électronique (qui révolutionne les procédés de production et de communication) se montrent les plus dynamiques.

Stimulées par les commandes stratégiques des États, qui financent aussi une grande partie des projets de recherche, ces nouvelles activités perturbent l'équilibre établi par la deuxième révolution industrielle, au détriment des activités anciennes (textile, sidérurgie) qui éprouvent beaucoup de difficultés à se moderniser.

3 Le grand essor des activités de service

Regroupées dans le secteur tertiaire, les activités de service ont largement participé à la croissance économique générale. Suivant le développement de l'urbanisation et des activités de relation, elles ont pu créer des emplois et fournir plus de 50 % de la richesse produite dans les grands pays développés.

Diversifiés à l'extrême, les services irriguent l'ensemble de la vie économique et sociale. Certains rendent plus efficace le travail productif (transports, banques et assu-



13 L'évolution de quelques productions mondiales entre 1938 et 1973 (indice 100 en 1938)

14 L'électronique et la modernisation de la construction automobile

Pour fabriquer l'essieu avant de la R12, on a créé une énorme machine-transfert, avec des centaines de câbles pour postes de soudure. Un système complexe, aux pannes fréquentes. Et pour passer de la R12 à la R18, pour adapter cette machine à un essieu plus long de 3 cm, il a fallu l'immobiliser pendant trois mois. Pour celui de la R19 en revanche, la machine-transfert a été remplacée par un seul robot dont il suffit de changer le programme enregistré sur cassette pour obtenir un autre type d'essieu avant. Cela ne prend plus trois mois, mais trois minutes.

M. Albert, *Le Pari français*, Le Seuil, 1982.

15 Au pays des sondages

Pourquoi les aspirateurs traîneaux se vendent-ils si mal ? Que pense-t-on, dans les milieux de modeste extraction, de la chicorée ? Aime-t-on la purée toute faite, et pourquoi ? Parce qu'elle est onctueuse ? Parce qu'elle est si facile à faire : un geste et hop ? Trouve-t-on vraiment que les voitures d'enfant sont chères ? N'est-on pas toujours prêt à faire un sacrifice pour le confort des petits ? (...) Aime-t-on le fromage en tube ? À quoi fait-on d'abord attention en mangeant un yaourt : à la couleur ? à la consistance ? au goût ? au parfum

naturel ? Lisez-vous beaucoup, un peu, pas du tout ? Allez-vous au restaurant ? (...) Que pensez-vous des vacances ? Aimez-vous les plats surgelés ? Combien pensez-vous que ça coûte un briquet comme ça ? Quelles qualités demandez-vous à votre matelas ? (...) Que pensez-vous de votre machine à laver ? Est-ce que vous en êtes satisfaite ? Est-ce qu'elle ne mousse pas trop ? Est-ce qu'elle lave bien ? Est-ce qu'elle déchire le linge ? Est-ce qu'elle sèche le linge ? Est-ce que vous préféreriez une machine à laver qui sécherait votre linge aussi ? (...) Il y eut la lessive, le linge qui sèche, le repassage. Le gaz, l'électricité, le téléphone. Les enfants. Les vêtements et les sous-vêtements. La moutarde. Les soupes en sa-

chets, les soupes en boîtes. Les cheveux : comment les laver, comment les teindre, comment les faire tenir, comment les faire briller. Les étudiants, les ongles, les sirops pour la toux, les machines à écrire, les engrais, les tracteurs, les loisirs, les cadeaux, la papeterie, le blanc, la politique, les autoroutes, les boissons alcoolisées, les eaux minérales, les fromages et les conserves, les lampes et les rideaux, les assurances, le jardinage.

G. Pérec, *Les Choses*, une histoire des années soixante, Julliard, 1965.



16 Le salon de l'automobile au début des années 60

Accessible à un nombre croissant d'acheteurs, la voiture devient le symbole de la réussite sociale en même temps que le centre d'impulsion de nombreuses activités économiques qui alimentent la croissance. Si beaucoup de visiteurs ne peuvent encore s'acheter que les modèles populaires, le salon présente aussi de "belles américaines" qui font rêver les Européens.

Analyser

Document 13. Pourquoi a-t-on retenu 1938 comme année de base ? Quels secteurs de la vie économique ces diverses productions concernent-elles ? Quel est celui qui a connu la plus forte croissance ? la croissance la plus modeste ? Quelle conclusion en tirez-vous quant au moteur de la croissance jusqu'en 1970-1973 ?

Document 14. Recensez les différents avantages qu'apporte le robot par rapport aux équipements anciens. Quels en sont les effets économiques ?

Document 15. En quoi ce texte évoque-t-il la croissance ? De quelle façon ? Quel est le but de ces enquêtes ?

Document 16. De quel facteur de la croissance cette photographie témoigne-t-elle ?

rances, gestion des entreprises, services commerciaux), d'autres répondent aux besoins nouveaux des consommateurs dans les domaines de la santé, de la culture et des

loisirs, tandis que le gonflement des services publics correspond au rôle grandissant de l'État moderne dans la vie économique et sociale.

D. Expansion et problèmes du commerce international (1945-1973)

Dès 1947, la signature du G.A.T.T. inscrit la reprise du commerce international dans une perspective libre-échangiste qui, associée à d'autres facteurs positifs, favorise une croissance forte et durable des échanges, en même temps qu'une plus grande intégration de l'économie mondiale. Malgré l'apparition de déséquilibres et de tensions entre les partenaires, l'esprit du libre-échange résiste à l'arrivée de la crise des années 70.

① Le rétablissement du commerce international après 1945

Indispensable à la reconstruction des économies ravagées par la guerre, le rétablissement des relations commerciales s'inscrit rapidement dans un cadre libre-échangiste favorable à l'expansion durable des échanges internationaux. En effet, dès la fin de la guerre, les principaux dirigeants politiques, et d'abord ceux des États-Unis, se montrent résolus à rompre définitivement avec le protectionnisme catastrophique des années 30 pour reconstruire au contraire un monde ouvert aux relations commerciales selon les principes du libre-échange, que de nombreux théoriciens considèrent depuis longtemps comme un gage de prospérité générale. Cette volonté politique aboutit en 1947 à la signature d'un Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers (dont les initiales anglaises sont G.A.T.T.). Les vingt-trois signataires dont les pays totalisent 80 % du commerce mondial s'engagent à abolir rapidement les contingentements (qui plafonnent le volume des importations), et à stabiliser puis à abaisser substantiellement leurs tarifs douaniers, chaque pays devant appliquer à tous ses partenaires la clause de la nation la plus favorisée qui exclut toute possibilité de discrimination commerciale. Dès le début des années 60, la majorité des contingentements ont été supprimés, et les droits de douane sensiblement diminués lorsque les négociations dites du Kennedy round qui se déroulent sous les auspices du G.A.T.T. aboutissent, entre 1963 et 1967, à une réduction supplémentaire de 35 % des droits de douane encore en vigueur. La mise sur pied de marchés communs comme celui que construit la Communauté économique européenne (C.E.E.) à partir de 1957 constitue un autre effet, au plan régional, du choix libre-échangiste des gouvernements en place après la guerre. En parallèle à cette politique libérale, des facteurs économiques et techniques se conjuguent pour stimuler les échanges. Les besoins de la reconstruction puis ceux de la croissance ont gonflé la demande d'importations et ali-

menté les flux complémentaires d'exportations ; les sociétés multinationales qui développent leurs activités après la guerre échantent de nombreux produits entre maison mère et filiales par-delà les frontières, contribuant ainsi fortement à l'essor du commerce international. Pour sa part, le S.M.I. a rendu possible le paiement de ces échanges entre tous les partenaires commerciaux, sur la base de monnaies convertibles selon une parité fixe qui libère importateurs et exportateurs de tout risque de perte financière provoquée par une variation du change monétaire. Enfin, les progrès des transports terrestres, maritimes et aériens qui se combinent dans des réseaux complémentaires rendent possibles des échanges plus volumineux, plus rapides et plus sûrs.

② Une expansion exceptionnelle du commerce international (1945-1973)

Dès 1948, le commerce international a retrouvé le niveau (relativement modeste) de 1938 grâce à la résistance des échanges au sein du Commonwealth, mais surtout grâce au dynamisme commercial des États-Unis et des pays neufs comme l'Argentine ou le Brésil qui fournissent aux pays à reconstruire les matériaux et les denrées alimentaires dont ils ont besoin.

La croissance du commerce international s'amplifie dans les années 50 et s'accélère encore dans la décennie suivante : entre 1950 et 1970, les échanges commerciaux ont ainsi quintuplé en valeur et presque triplé en volume, la différence entre les deux évolutions s'expliquant par la hausse des prix qui gonfle le montant des transactions commerciales, surtout dans les années 60. Plus rapide que la croissance de la production qui n'augmente que de 4 à 5 % par an, l'expansion du commerce au rythme moyen annuel de 7,5 % a donc fonctionné comme un moteur puissant entraînant par son dynamisme l'ensemble de l'économie mondiale. L'éventail des produits échangés n'a cessé de se diversifier au profit des produits élaborés

17 Sociétés multinationales et commerce international

Les opérations des sociétés multinationales exercent une influence importante sur la dynamique de la croissance et des échanges commerciaux. Souvent, en effet, ces sociétés exportent une plus forte proportion de leur production que les sociétés dont les activités se limitent au territoire national. Au Royaume-Uni, on estime qu'en 1965 les sociétés à capitaux américains ont réalisé à l'exportation 25 % environ de leurs ventes totales, alors que pour les entreprises nationales la moyenne était voisine de 14 %. Cela n'a rien d'étonnant en soi, les sociétés multinationales étant plus portées que les autres à investir dans la fabrication de biens qui font l'objet d'un commerce international.

La Croissance de la production 1960-1980, O.C.D.E., décembre 1970.

18 Exportations et croissance économique

Le mécanisme par lequel les exportations stimulent la croissance est celui, bien connu, du multiplicateur du commerce international. Les revenus obtenus dans le secteur des industries ou des activités exportatrices tendent à se diffuser dans l'ensemble de l'économie et à provoquer un accroissement plus que proportionnel du revenu global... À cet effet créateur de revenus s'ajoute un effet de complémentarité. L'expansion des industries exportatrices suscite la création d'industries auxiliaires ou liées, en amont ou en aval. Elle entraîne aussi le plus souvent une formation de "capital fixe social" résultant de la constitution ou du développement d'infrastructures, en particulier dans le domaine des voies de communication et des transports. Ainsi les activités exportatrices apparaissent-elles comme des foyers de développement pour l'économie.

Raymond Barre, in Revue économique, 1965.



22 Un grand magasin dans les années 60, symbole de la croissance et du dynamisme commercial

19 Les exportations de 1950 à 1970

	1950		1970	
	en millions de dollars	en % du total	en millions de dollars	en % du total
États-Unis	20 584	36,69	43 224	15,28
R.F.A.	1 976	3,52	34 192	12,09
Royaume-Uni	6 356	11,33	19 351	6,84
France	1 244	2,23	18 098	6,18
Japon	820	1,46	19 318	6,83
TOTAL	56 100	100	282 800	100

21 Les balances commerciales par régions de 1963 à 1973 (en milliards de dollars)

	1963	1968	1970	1973
Pays développés à économie de marché	- 0,5	+ 2,2	+ 4	- 3
O.P.E.P.	+ 4,6	+ 6,4	+ 8	+ 21,9
Autres P.V.D.	- 4,5	- 7,3	- 8,4	- 2,6
Pays à économie planifiée	+ 0,8	+ 1,6	+ 1,5	+ 0,8

20 La composition du commerce international (en % du total mondial)

	1960	1970
Produits agricoles	32 %	21 %
Matières premières	7 %	7 %
Combustibles	10 %	9 %
Produits manufacturés	51 %	63 %
Total	100 %	100 %

Analyser

Documents 17 et 18. Quel rôle jouent les exportations dans le phénomène de la croissance ? Expliquez pourquoi. Montrez comment le rôle des sociétés multinationales est fondamental dans ce phénomène.

Document 19. Calculez le taux annuel d'accroissement des exportations mondiales entre 1950 et 1970. Quels sont les pays qui ont connu entre ces deux dates une croissance de leurs exportations ?

Document 20. Comment a évolué, par secteurs, le commerce mondial entre 1960 et 1970 ? Quel est le secteur le plus dynamique ?

Document 21. Pourquoi la balance commerciale des pays développés à économie de marché devient-elle déficitaire en 1973 ? Quelle autre donnée du tableau peut vous apporter un élément de réponse ?

dont la valeur tend à dépasser celle des matières premières et des produits alimentaires dans l'ensemble du commerce international. De plus, l'ancienne complémentarité simple entre colonies exportatrices de produits bruts à destination de métropoles industrielles exportatrices de biens manufacturés tend à s'atténuer au profit d'échanges plus complexes entre le tiers-monde et les pays développés. À partir de la fin des années 60, une ouverture commerciale, encore timide, se dessine même entre les pays d'économie libérale et le bloc des pays socialistes.

③ Limites et déséquilibres de l'expansion commerciale

L'ouverture souhaitée de l'ensemble de la planète aux échanges commerciaux reste incomplète car la majeure partie du commerce international se réalise dans le cadre de grandes régions géographiques au sein du groupe puissant des pays industrialisés d'économie libérale. Les pays socialistes qui attachent une moindre importance au rôle économique du commerce extérieur n'ont pratiquement jamais fait plus de 10 % du négoce mondial entre 1950 et 1973 (y compris les échanges réalisés au sein du C.O.M.E.C.O.N.). Au cours de la même période, le poids commercial des pays du tiers-monde n'a cessé de s'affaiblir, chutant du tiers au cinquième des échanges mondiaux.

Par ailleurs, la concurrence entre des économies reposant sur des structures par trop différentes entraîne un certain nombre d'effets négatifs sur des branches d'activité particulières : ainsi des pays comme les États-Unis ou la France se mobilisent dès les années 60 contre l'importation excessive de produits textiles en provenance du tiers-

monde, et obtiennent en 1974 une mise sous surveillance de ces échanges dans le cadre des Accords multilatéraux. De même, les États-Unis et bientôt la C.E.E. prennent des mesures restrictives à l'encontre des importations d'acier en provenance du Japon. De leur côté, les pays du tiers-monde contestent de plus en plus vivement un ordre international qui les marginalise ; ils revendiquent une revalorisation importante de leurs exportations, que l'O.P.E.P. est en mesure d'imposer en 1973 sous la forme d'un quadruplement du prix de vente du pétrole brut, premier choc pétrolier qui s'accompagne de la hausse d'un grand nombre de matières premières au détriment des importateurs. D'un autre côté, des déséquilibres apparaissent dans les balances commerciales des principaux pôles du commerce mondial, constituant une autre source durable de difficultés qui pèse sur l'évolution de l'économie mondiale : l'Allemagne depuis les années 50 puis le Japon à partir des années 70 accumulent des excédents substantiels tandis que la France affiche une tendance au déficit et que les États-Unis traditionnellement excédentaires depuis le début du siècle deviennent à leur tour déficitaires à partir de 1971. Ces déséquilibres imposent des réajustements monétaires qui perturbent le fonctionnement du S.M.I. en même temps qu'ils alimentent des tensions au cœur même des pays d'économie libérale. La concertation instaurée par le G.A.T.T. se maintient cependant : entre 1973 et 1979, le Tokyo round parvient à préserver les principes libre-échangistes de sorte que le commerce mondial continue à croître jusqu'en 1979, fonctionnant comme un amortisseur de crise ; mais les déséquilibres qu'il a révélés dès le début des années 70 continuent à s'aggraver, menaçant à terme le maintien du libre échange.

E. Les effets sociaux de la croissance

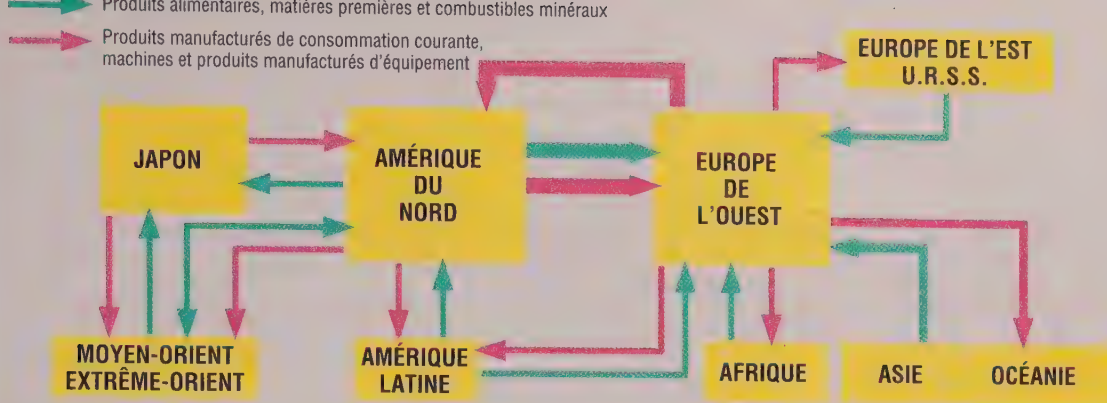
La croissance a profondément modifié les structures de la société en généralisant le salariat, en diminuant le nombre des agriculteurs transformés en chefs d'entreprises modernes, en entraînant des mutations de la classe ouvrière et surtout en provoquant l'essor des "cols blancs" et des emplois féminins.

① Le développement du salariat

La concentration des entreprises qui a accompagné la grande croissance s'est faite au détriment du travail artisanal indépendant. Si les professions libérales (juridiques ou médicales) se développent, le petit patron indépendant devient plus rare, surtout dans l'industrie, mais aussi dans le commerce. On compte désormais 4 salariés sur 5 actifs dans les pays développés. En un quart de siècle,

la part des salariés est passée des deux tiers ou des trois quarts à plus de 80 % de la population active : aux États-Unis et en Grande-Bretagne, les salariés regroupent même plus de 90 % des actifs.

Une nouvelle bourgeoisie de salariés s'est constituée. Les hiérarchies sociales ne reposent plus seulement sur l'importance du patrimoine mais aussi sur le montant des revenus. Les chefs d'entreprise eux-mêmes sont de plus en



Source : P. Claval, *les Relations internationales*, Scodel, 1970.

23 La composition par produits des principaux courants d'échanges dans le monde

24 Une opinion protectionniste sur les contraintes du commerce extérieur

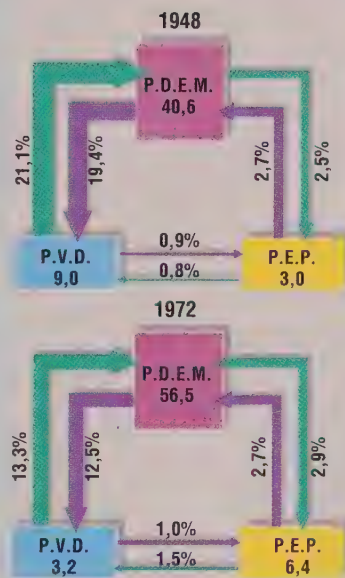
Le commerce extérieur est-il vraiment si favorable à la croissance ? (...) Sans oublier tous les avantages du commerce international, on peut cependant penser que les inconvénients de ce commerce tel qu'il est pratiqué (échanges libres même lorsque des équivalents des produits importés sont fabriqués dans le pays) sont plus importants que ses avantages ou, tout au moins, que les échanges extérieurs ont été défavorables aux trois pays que nous avons étudiés :

— Le déficit existant ou menaçant de la balance a contraint la France à trois reprises et le Royaume-Uni de façon quasi permanente à prendre des mesures contre la croissance (...).

— Pour ce qui est de l'Allemagne, le dynamisme de ses exportations a certainement exercé une action dynamique sur le niveau du P.N.B. mais à qui fera-t-on croire que la capacité de production utilisée à satisfaire l'étranger n'aurait pu être utilisée à satisfaire les besoins des consommateurs et des producteurs allemands ? Mais surtout, pour des pays qui, comme l'Allemagne (et la France depuis 1961), ont accumulé des excédents de devises dépassant nettement les besoins de trésorerie découlant de leurs relations économiques internationales, il y a *thésaurisation* d'un pouvoir d'achat considérable qui pourrait être utilisé à augmenter les satisfactions des consommateurs ou, mieux encore, les investissements ; un bref calcul montre que si les excédents de l'Allemagne à partir de 1956 et ceux de la France à partir de 1961 avaient été investis au lieu d'être thésaurisés, les taux de croissance des deux économies auraient été relevés de près d'un point (...).

Il est inadmissible d'être obligé périodiquement de ralentir la croissance de l'économie tout entière pour permettre à une fraction de la population de continuer à consommer des produits importés non nécessaires.

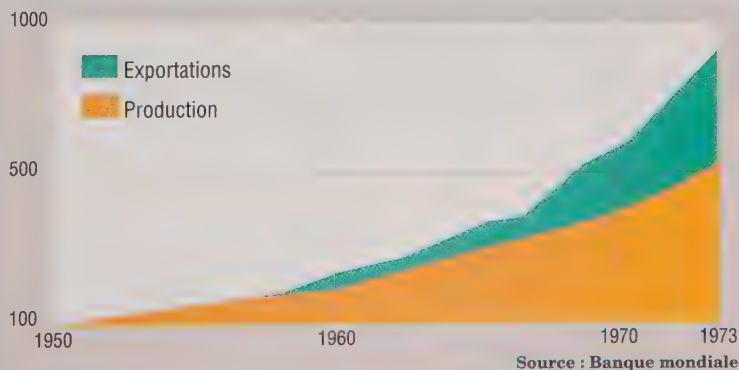
J.-P. Mockers, *Croissances économiques comparées (Allemagne, France, Royaume-Uni), Essai d'analyse structurale*, Dunod, 1969.



Sources : Pour 1948, *Annuaire statistique de l'O.N.U.* (1965).
Pour 1972, *Rapport du G.A.T.T. sur le commerce international (1973-1974)*.

25 Le réseau des échanges mondiaux

(en % de la valeur des exportations mondiales exprimée en milliard de dollars)



26 La croissance comparée de la production et des exportations mondiales entre 1950 et 1973 (indice 100 en 1950)

Analyser

Document 23. Dans la composition des flux de produits, montrez en quoi il y a complémentarité mais aussi inégalité des échanges commerciaux entre les différentes zones du globe.

Quelles relations commerciales privilégiées observe-t-on entre les zones du Nord et du Sud ? Comment s'expliquent ces flux préférentiels ? Quelle est leur signification économique ?

Document 24. Quelles contraintes le commerce extérieur peut-il faire peser sur la croissance d'un pays ?

Document 25. Comment peut-on expliquer l'alourdissement du poids des P.D.E.M. dans le commerce mondial entre 1948 et 1972 ? et l'affaiblissement de celui des P.V.D. ? Quelles conclusions peut-on tirer de l'évolution des relations intra-zones dans les 3 groupes de pays qui forment les 3 grands pôles du commerce mondial ?

Document 26. Comparez les deux courbes. Qu'en concluez-vous ? À partir de quel moment s'opère le décrochement entre exportations et production ? Quelle attitude nouvelle des responsables de l'économie traduit-elle ?

plus fréquemment des “présidents-directeurs généraux” salariés qui composent, avec les cadres supérieurs des grandes entreprises, une nouvelle élite sociale de “cols blancs”.

2 Du paysan à l'agriculteur moderne

L'effectif des paysans a diminué et leur influence s'est réduite dans les sociétés industrialisées. La modernisation technique des agricultures a entraîné une concentration des exploitations qui a elle-même provoqué une accélération du mouvement d'exode rural engagé depuis les débuts de l'industrialisation. Si les exploitations à gestion familiale restent partout les plus nombreuses (même aux États-Unis), le métier d'agriculteur a profondément changé.

L'agriculteur est mieux intégré qu'auparavant dans la vie économique et sociale. Pour avoir une chance de rester à la terre, le paysan moderne a dû se faire agronome et gestionnaire, recourir aux prêts bancaires pour moderniser son exploitation, s'intégrer dans des filières industrielles (achats de matériel et transformation des produits agricoles), s'associer à des réseaux commerciaux pour mieux écouler sa production (exemple du Marché commun agricole en Europe).

L'appartenance au mouvement coopératif et syndical, l'uniformisation des modes de vie ont achevé de fondre les paysans dans la société de consommation (et parfois de contestation), tandis que s'effaçait l'ancien système de valeurs fondé sur la communauté familiale et villageoise, l'attachement affectif à la terre, l'alternance du travail et de festivités souvent associées à une pratique religieuse fidèle.

3 Un monde ouvrier en mutation

La “classe ouvrière” s'est transformée au gré des mutations industrielles. Le taylorisme reposait sur le travail à la chaîne des “O.S.”, ouvriers spécialisés dans une seule

tâche et sans réelle qualification ; leur emploi est menacé par les nouvelles machines automatiques qui exigent des ouvriers moins nombreux mais mieux formés aux tâches de responsabilité, évolution favorable aux ouvriers professionnels (O.P.).

Les ouvriers ont accédé à la consommation de masse, profitant de la hausse générale des salaires durant la prospérité. Les ménages ouvriers ont pu, en recourant au crédit, acquérir les quatre objets symboliques du progrès social : la machine à laver, le réfrigérateur, la voiture, le téléviseur.

La condition ouvrière demeure cependant difficile. Le travail manuel reste socialement moins bien considéré que les tâches de conception réservées au travail intellectuel. La pauvreté des travailleurs immigrés, particulièrement nombreux parmi les ouvriers, contribue à alimenter un sentiment d'exclusion que masque mal l'apparente uniformisation des modes de vie.

4 L'augmentation des “cols blancs” et des emplois féminins

L'essor des activités de service a multiplié les emplois dits à “cols blancs” (par opposition aux “cols bleus” des ouvriers). Partout devenus majoritaires, ces emplois recouvrent une grande diversité de qualification et de revenus : si le personnel d'encadrement dispose souvent de revenus confortables, beaucoup d'employés sont peu qualifiés et mal rémunérés.

L'expansion des services s'est accompagnée de l'accroissement du travail féminin. Les femmes qui sont de plus en plus nombreuses à vouloir exercer une activité professionnelle ont trouvé des débouchés dans l'enseignement, les professions médicales, les administrations publiques ou privées, les banques et assurances, le grand commerce concentré, alors que le rôle des femmes a considérablement diminué dans le secteur agricole au rythme de la modernisation des exploitations.

27 La fin des paysans ?

On a fait acheter des tracteurs aux agriculteurs français, ce qui a eu pour conséquence de les mettre en déficit et par conséquent d'accélérer l'exode rural. J'ai trouvé cela monstrueux de mettre pratiquement les petits paysans dans une situation telle qu'ils étaient obligés d'acheter des tracteurs pour alimenter l'exode rural. Ce qui était d'un "coût social" élevé et aussi un gaspillage d'investissement absolument phénoménal, à la fois pour les agriculteurs qui restaient et pour les agriculteurs qui s'en allaient. Or on a vécu pendant vingt ans sur l'idée que l'exode rural est profitable à l'économie nationale. Cela est sans doute vrai puisque nous avons progressé en termes de comptabilité nationale. Pourtant, le prix en a été payé par les agriculteurs, seuls, ceux qui restaient et surtout ceux qui s'en allaient (...). Il n'y a aucun doute : on a fait payer un prix moral, psychologique et social extraordinaire à la paysannerie, et un prix économique exagéré à la nation.

*H. Mendras, Le Monde,
13 septembre 1977.*

29 Les femmes et le travail

En dix ans, l'économie française a accueilli 1 200 000 femmes actives supplémentaires (...). Ce sont pour la plupart des femmes



28 Récolte de maïs dans l'Ouest de la France

mariées. D'après les statistiques communautaires, les femmes mariées représentaient en France quelque 62 % de la population active féminine en 1973 contre environ 52 % en 1966 (...).

Les raisons multiples de cette évolution sont à la fois économiques et psychologiques (...). Le salaire de la femme est en fait la condition de l'accession de larges

couches de la population à un niveau de vie meilleur. Mais le travail de la femme a bien entendu de très profondes motivations psychosociales : volonté d'émancipation, souci d'assurer une indépendance économique, condition de la liberté, désir de se sentir plus utile.

*Rapport présenté à l'Assemblée nationale
par Mme H. Missoffe, le 17 avril 1975*



30 Le service comptable informatique d'une P.M.E.

Analyser

Document 27. Quelles sont les raisons pour lesquelles le paysan quitte la terre ? Pourquoi l'auteur considère-t-il que les paysans ont payé le prix des progrès de l'économie nationale ?

Document 28. Quelle forme d'organisation du travail apparaît sur cette image ?

Document 29. Comment a évolué le travail des femmes en France ? Relevez les explications avancées.

Document 30. Quelles nouvelles compétences sont désormais nécessaires dans les entreprises ? Quelle nouvelle forme de travail révèle cette photographie ?

F. Inégalités et limites de la croissance

Les principaux pays capitalistes développés ont connu des taux de croissance fort différents, très soutenus au Japon, en Allemagne, en Italie, voire en France en fin de période, modérés aux États-Unis et faibles en Grande-Bretagne. À partir de la fin des années 60, la croissance se déséquilibre (apparition du chômage et de l'inflation), ce qui entraîne sa remise en question.

1 Les pays à croissance rapide

Les pays capitalistes développés se répartissent en trois groupes par rapport à la croissance moyenne de l'ensemble de l'O.C.D.E. (4,5 % par an entre 1950 et 1975). L'Allemagne et surtout le Japon (avec une moyenne annuelle de l'ordre de 10 %) ont connu une croissance très forte ; l'Italie et la France se placent légèrement au-dessus de la moyenne, tandis que les États-Unis et surtout la Grande-Bretagne affichent une croissance ralentie (entre 3 et 4 % l'an).

L'Allemagne, dans les années 50, et le Japon, dans les années 60, détiennent les records de croissance. On observe que les grands vaincus de 1945, dépouillés d'industries militaires après leur défaite, ont su mobiliser leurs forces (épargne, travail) au service de l'économie du temps de paix ; une forte discipline sociale y a favorisé la croissance.

En France, la planification a guidé la croissance. Elle a en effet défini les grands objectifs à atteindre, notamment dans le domaine trop longtemps négligé des industries d'équipement ; c'est entre 1969 et 1973 que la France réalise ses meilleures performances en augmentant son P.I.B. de près de 7 % par an.

2 La croissance lente de l'économie britannique

Au Royaume-Uni, beaucoup d'obstacles ont entravé la marche de l'économie. La population active a stagné, les investissements ont boudé les entreprises nationales et la productivité du travail industriel a marqué le pas ; surtout, la volonté de défendre la livre sterling a inspiré des politiques contradictoires n'autorisant qu'une expansion médiocre.

3 La croissance modérée de l'économie américaine

La croissance économique des États-Unis a été relativement modeste sur l'ensemble de la période de prospérité (3,7 % en moyenne annuelle). Elle a aussi été entrecoupée d'années médiocres ou franchement mauvaises (le P.N.B. recule en 1954, en 1958 et en 1970). Le niveau initial de puissance interdisait sans doute un rythme élevé d'expansion.

Aussi l'économie des États-Unis, si elle reste la plus puissante du monde, connaît un déclin relatif. En vingt ans, le P.N.B. américain a plus que doublé : il franchit en 1971 le cap des 1 000 milliards de dollars, ce qui représente la moitié du P.N.B. total de l'O.C.D.E. ; le revenu individuel est très élevé et l'*american way of life* demeure un genre de vie convoité par de nombreuses sociétés.

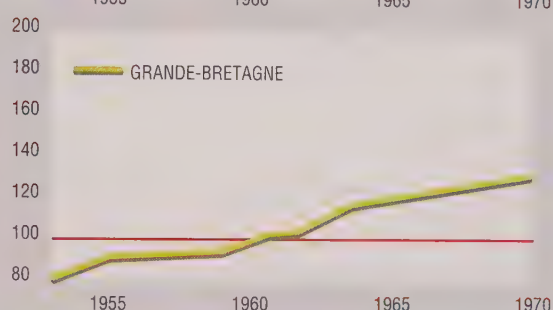
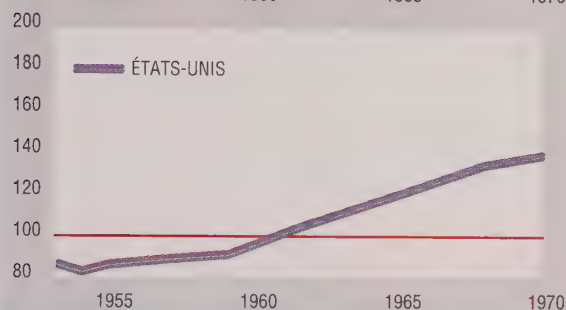
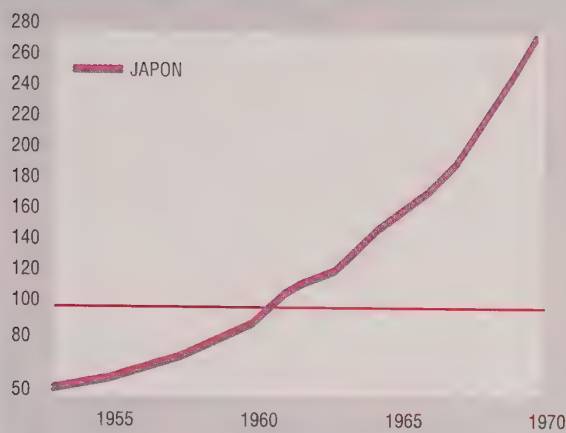
4 Une croissance désordonnée et contestée

À partir de la fin des années 60, la croissance devient plus désordonnée et ses bienfaits paraissent moins assurés. Elle s'accompagne en effet d'une inflation de plus en plus difficile à contenir et d'une montée du chômage, qui révèle les difficultés éprouvées pour intégrer dans une économie en voie de modernisation technique les générations nombreuses de l'après-guerre.

D'autre part, la contestation du printemps 1968 a dénoncé la rigidité des hiérarchies sociales liées au système "fordiste" de production ; elle a voulu rompre avec les illusions d'une consommation exclusivement matérialiste et a attiré l'attention sur les nuisances que la croissance occasionnait à l'environnement.

La subsistance de graves inégalités entre les pays ou entre les différents groupes sociaux alimente des tensions dangereuses. La croissance a ses "laissés-pour-compte" et, loin de réaliser une intégration sociale harmonieuse, elle a plutôt tendance à creuser les écarts entre bénéficiaires des fruits de la prospérité et victimes de la modernisation. Simultanément, les pays sous-développés réclament l'établissement d'un "nouvel ordre économique international" plus équitable à leur égard.

Une "crise de la croissance" précède donc l'éclatement du premier choc pétrolier en 1973. Résumant en quelque sorte ces doutes sur la poursuite de la croissance, des experts de différentes nationalités, rassemblés depuis 1968 dans le groupe de réflexion du Club de Rome, publient en 1971 un rapport intitulé *Limits of growth* (traduit en France sous la forme d'une injonction radicale : "Halte à la croissance") ; on voit se multiplier des adeptes d'un ralentissement de l'expansion et d'une meilleure harmonisation du progrès économique et social.



31 L'évolution du produit intérieur brut de quelques pays (indice 100 en 1960)

32 Deux opinions divergentes sur la croissance

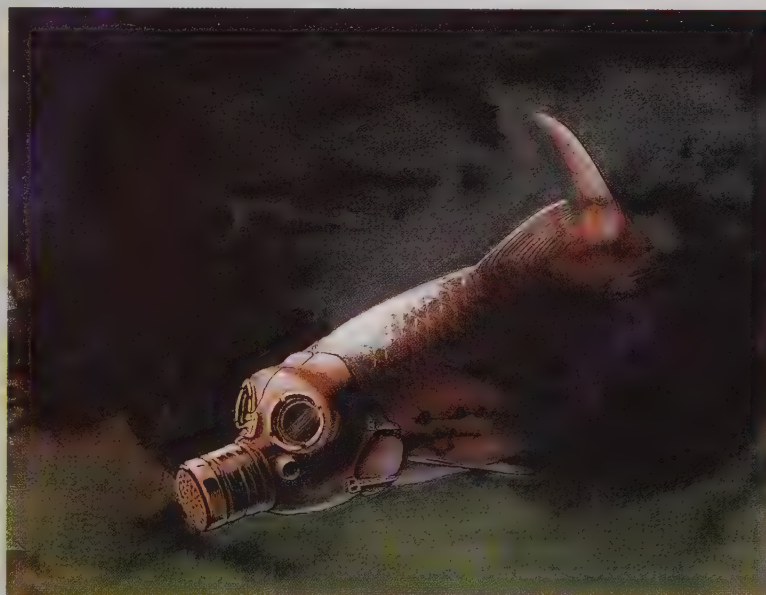
Dès 1963, Raymond Aron doute de la "croissance indéfinie".

Un taux de croissance du produit annuel par personne de 4 % par an ne peut être maintenu sur une très longue période ; il implique en effet un doublement en vingt ans, donc une multiplication par huit en soixante ans, par trente-deux en un siècle (...).

Les modalités actuelles de la croissance industrielle ne sont pas concevables sur le long terme (...). L'extrapolation des croissances actuelles, qu'il s'agisse du nombre des hommes, de la production globale ou de la productivité du travail, ne saurait être légitimement poursuivie indéfiniment.

Pourtant, en janvier 1969, à la tribune du Congrès des États-Unis, le président Lyndon Johnson fait preuve d'un optimisme qui n'est pas sans rappeler celui de son prédécesseur Hoover en 1928.

Notre pays est maintenant entré dans le 95^e mois d'une prospérité continue qui, tant pour sa vigueur que pour sa durée, est sans précédent dans notre histoire. Nous nous sommes dégagés des récessions cycliques qui, pendant des générations, nous avaient écartés à maintes reprises de la voie du développement et du progrès. Nous ne considérons plus notre vie économique comme une éternelle succession de hauts et de bas. Nous ne considérons plus la pauvreté et le chômage comme des éléments permanents du tableau économique.



33 La pollution de l'eau vue par un caricaturiste britannique

À partir de la fin des années 60, la protection de l'environnement devient un thème mobilisateur ; la caricature qui exagère avec humour la réalité est un moyen d'attirer l'attention de gens encore peu sensibilisés aux dangers de la pollution.

Analyser

Document 31. Calculez, d'après les graphiques, les taux de croissance des divers pays concernés et relevez la place de chacun par rapport aux autres.

Document 32. Analysez chacune des opinions émises. Sur quels points portent les divergences ? Quelle analyse s'est révélée la plus lucide ?

Document 33. Quel danger se trouve dénoncé par cette caricature ? De quel souci nouveau celle-ci témoigne-t-elle ? Expliquez-en les raisons.

idées

A. Les facteurs de la croissance

- Quels sont les divers facteurs qui interviennent pour expliquer la croissance. Montrez le rôle précis de chacun d'eux.

Approfondissement ES

B. Le Système monétaire international depuis 1945

- Expliquez sur quels principes et dans quelles conditions est mis en place le Système monétaire international ? Quel rôle joue-t-il dans la croissance ? Quels sont ses dysfonctionnements ? Quelle est la cause de sa destruction ?

C. L'évolution des secteurs économiques

- Montrez la place que tiennent dans la croissance l'agriculture, l'industrie et les services, et évoquez l'évolution de chacun de ces secteurs durant les années 1950-1973.

Approfondissement ES

D. Expansion et problèmes du commerce international (1945-1973)

- Quels principes ont présidé à la reprise du commerce international après la guerre ? Quels en ont été les effets sur la croissance ? Notez les limites et les déséquilibres de l'expansion commerciale.

E. Les effets sociaux de la croissance

- Quelles sont les mutations sociales engendrées par la croissance ? Quels sont les groupes qui en ont bénéficié ? Quelles en sont les victimes ?

F. Inégalités et limites de la croissance

- Quelles inégalités la croissance a-t-elle introduites entre les grands pays industriels ? entre les pays industriels et les autres ? Quelles critiques a entraîné la croissance ?

Travailleurs immigrés

Travailleurs que l'on a fait venir de l'étranger pour suppléer à l'insuffisance de la population active nationale.

"Trente Glorieuses"

Expression désignant la forte croissance de l'économie mondiale de 1945 à 1973 (reprise du titre d'un livre de Jean Fourastié).

dates

1944 : mise en place du Système monétaire international.

1947 : signature de l'accord du G.A.T.T.

1946-1974 : cycle de la grande croissance de l'après-guerre.

1957 : création du Marché commun.

1963-1967 : négociation du Kennedy Round.

1971 : rapport du Club de Rome sur les limites de la croissance. Fin de la convertibilité du dollar en or.

1973 : fin des parités fixes entre monnaies. Premier choc pétrolier.

mots clefs

Autofinancement

Financement de l'investissement d'une entreprise par ses propres ressources (en particulier les bénéfices).

Croissance

Augmentation de la production d'un pays sur une période donnée.

Exode rural

Départ des paysans de la terre vers les villes.

Investissement

Capitaux utilisés pour l'acquisition de moyens de production. Ils sont destinés à entretenir, renouveler ou moderniser l'équipement d'une entreprise.

Multinationale

Firme détenant ou contrôlant des entreprises installées dans plusieurs pays.

P.I.B.

Produit intérieur brut. Valeur de la production réalisée par les différentes branches de l'économie sur le territoire d'un pays donné.

P.N.B.

Produit national brut. Valeur de la production réalisée par les différentes branches de l'économie d'un pays donné sur le territoire national et à l'étranger.

Récession

Période de ralentissement de la croissance.

Rédiger la conclusion

Elle doit répondre, à l'aide de la démonstration présentée dans le développement (p. 95), au problème posé par le sujet (p. 81). Elle peut aussi s'ouvrir sur l'avenir et annoncer, en fonction des constatations faites, des développements futurs.

sujet

Échanges internationaux et expansion économique (1950-1973)

corrigé

Introduction (les questions)

En partant de la constatation que l'exceptionnelle croissance économique des années 1950-1973 s'est opérée dans un monde de plus en plus largement ouvert aux échanges internationaux (de marchandises, de services, de capitaux), on se demandera en quoi ceux-ci ont pu influencer l'expansion générale de l'économie mondiale : en expliquent-ils le dynamisme sans précédent et la durée inédite ? Ont-ils ou non contribué à équilibrer la croissance des différents pays devenus des partenaires commerciaux ?

Développement (les axes)

Le développement fournira l'argumentation, largement puisée dans le cours pp. 134-136.

On analysera d'abord le dynamisme propre des échanges internationaux ; puis on étudiera la structure des échanges. On relèvera, d'autre part, les pays ou les grandes régions du monde qui se sont

imposés comme les principaux pôles de l'activité économique mondiale.

Si l'élargissement des marchés internationaux semble bien avoir soutenu la croissance économique, l'examen des balances commerciales révèle cependant de sérieux déséquilibres entre les différents partenaires des échanges mondiaux : quels sont les pays déficitaires ? les pays excédentaires ? comment s'explique leur position (types de produits vendus, évolution inégale des prix de ces produits) ? Dans la mesure où les déficits touchent durablement les mêmes pays, et ont tendance à s'aggraver au fil des années, le libre-échange ne risque-t-il pas d'être remis en question, et avec lui la croissance qu'il a contribué à stimuler ? Est-il possible dans ces conditions de préserver l'expansion de l'économie mondiale ?

Conclusion rédigée

Par son dynamisme et sa régularité, l'expansion des échanges internationaux a incontestablement constitué un moteur puissant et durable de la croissance éco-

nomique mondiale ; le commerce international a grandement facilité l'approvisionnement des pays industriels en sources d'énergie et en matières premières, en même temps qu'il ouvrait de larges débouchés à leur production manufacturière.

Il n'a cependant pas favorisé une expansion harmonieuse et équilibrée : d'une manière générale, les pays industriels ont monopolisé entre eux les échanges rentables alors que les pays sous-développés se sont trouvés de plus en plus marginalisés et soumis à la charge de déficits extérieurs les contraignant à s'endetter. Cette situation d'inégalité a alimenté, essentiellement dans le tiers-monde, une critique du fonctionnement des relations économiques mondiales suffisamment forte pour être prise en compte par les grandes organisations internationales (O.N.U., G.A.T.T.) ; mais les solutions ne sont pas venues assez vite pour enrayer une revalorisation brutale des cours des matières premières qui allait briser la croissance économique.

exercice

Les "Trente Glorieuses" dans le monde occidental : aspects économiques et sociaux.

À partir des idées directrices du développement qui vous sont fournies ci-dessous, synthétisez les apports du devoir dans une conclusion générale.

Idees directrices du développement :

I - 1. Les conditions et les facteurs généraux de la croissance des "Trente Glorieuses" : l'environnement libéral mis en place après 1945, la poussée démographique du *baby-boom*, les progrès techniques et leur diffusion dans l'ensemble du monde occidental, une convergence des politiques économiques tournées vers l'objectif de croissance.

2. Les différences entre les pays occidentaux : bilans de la guerre très différents, dynamismes démographiques très variables (mais penser aux migrations), des politiques plus ou moins orientées vers la croissance économique ou la protection sociale.

II - 1. La croissance globale du monde occidental : la mesurer en analysant et en datant l'évolution des rythmes, en mettant en évidence les activités motrices de la croissance (l'industrie, les échanges).

2. Classement des différents pays en fonction de leur rythme propre de croissance (des "miracles" aux croissances lentes) en fournissant quelques éléments d'explication déjà décelables dans la partie précédente.

3. Les reclassements qui se sont opérés

au sein du monde occidental à la faveur de ces différences de rythmes de croissance.

III - Les résultats, les conséquences, les perspectives au début des années 70 :

- un progrès indiscutable (des productions, du niveau de vie des sociétés) ;
- la croissance semble pourtant atteindre certaines limites dès la fin des années 60 (difficultés monétaires, menaces pour l'environnement, contestation des pays sous-développés) ;
- le progrès social reste fort inégalement réparti (les "laissés-pour-compte" de la croissance) ;
- des incertitudes assaillent le monde occidental à la fin des "Trente Glorieuses".

Les rapports Est-Ouest à l'heure de l'équilibre (1962-1973)

Comment les rapports Est-Ouest évoluent-ils après la crise de Cuba ?

Quelle conséquence cette évolution a-t-elle sur le système des blocs ?
Les conflits internationaux s'apaisent-ils ou persistent-ils ?

sommaire

A. De la coexistence pacifique à la détente.....	146
1. Le "duopole nucléaire" et ses conséquences (1962-1968).....	146
2. La détente : principes et champs d'application (1968-1973).....	146
B. La fissuration des blocs.....	148
1. De Gaulle conteste le "leadership" américain.....	148
2. La fissuration du camp socialiste.....	148
C. La persistance des conflits périphériques.....	150
1. Les conflits du Proche-Orient de 1947 à 1967.....	150
2. Les conflits de l'Asie du Sud-Est (début des années 60-1975).....	150
Fiche-bac	152
Sujet de bac	152
Commentaire de texte.....	152
Dossier	154
Le conflit israélo-arabe (de 1947 à 1967).....	154

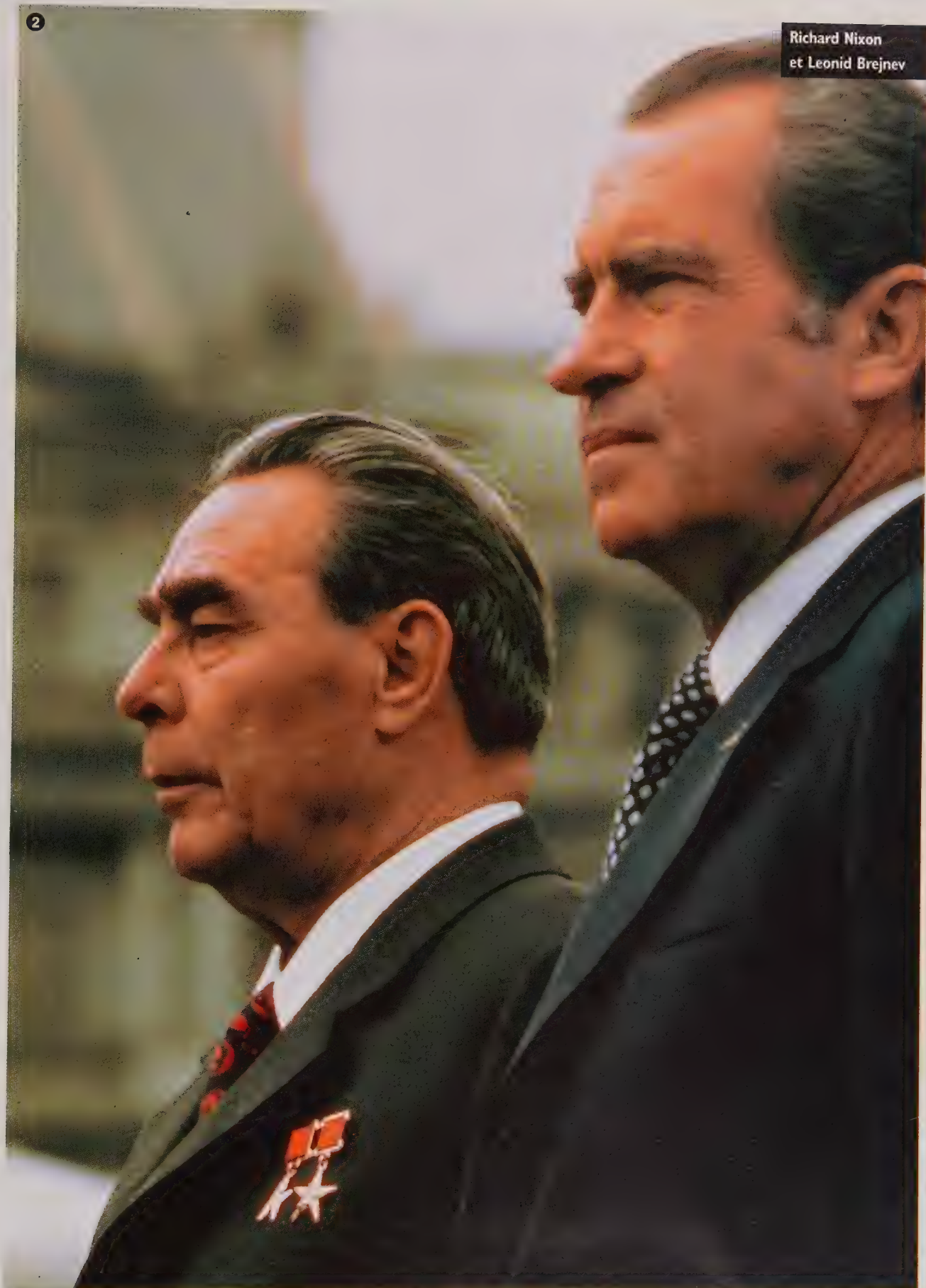
1 Transformer les règles du jeu international

Dans le domaine des relations internationales, la période d'après-guerre a pris fin (...).

À cette époque, nous nous trouvions face à un monde communiste monolithique. Aujourd'hui, la nature de ce monde a changé : la puissance individuelle des pays communistes a augmenté, mais l'unité internationale du communisme a été rompue. Ce qui était autrefois un bloc homogène a vu sa solidarité détruite par les forces puissantes du nationalisme. (...) Le rêve marxiste de l'unité communiste internationale s'est évanoui.

À cette époque, les États-Unis avaient le monopole en matière d'armes nucléaires. Aujourd'hui, (...) la Chine communiste a acquis des armes thermonucléaires. L'Union soviétique et les États-Unis ont maintenant la capacité de s'infliger mutuellement des pertes inacceptables, (...). La puissance qui provoquerait une guerre thermonucléaire ne pourrait s'attendre à aucun avantage et certainement à aucune victoire. C'est pourquoi les deux camps ont reconnu qu'ils avaient un intérêt mutuel vital à interrompre la dangereuse intensification de la course aux armements nucléaires.

Discours prononcé par Richard Nixon, le 4 juin 1969.



A. De la coexistence pacifique à la détente

Conscients des risques d'affrontement nucléaire entre eux, les deux "Grands" s'efforcent de les éliminer par toute une série d'accords et par la mise en œuvre de la "détente", c'est-à-dire la reconnaissance, négociée, de la situation résultant de la Seconde Guerre mondiale.

1 Le "duopole nucléaire" et ses conséquences (1962-1968)

La crise de Cuba, en 1962, a placé les deux Grands en face de leurs responsabilités. La possession par chacun d'eux d'un arsenal nucléaire capable d'anéantir plusieurs fois la planète rendrait désormais suicidaire tout affrontement. Ils prennent conscience de la nécessité de ne pas se laisser dépasser dans la course aux armements, de maintenir entre eux l'équilibre, mais aussi de tenter de préserver leur monopole atomique et d'éviter toute erreur de calcul sur les intentions de l'adversaire qui pourrait déboucher sur des conséquences fatales.

Des accords entre les deux Grands concrétisent cette volonté d'équilibre. En juin 1963, un télétype – le "téléphone rouge" – est installé entre Washington et Moscou pour permettre aux dirigeants des deux pays d'entrer en contact en cas de crise grave. En août 1963, un traité interdit les essais nucléaires autres que souterrains.

Le texte le plus important est le traité du 1^{er} juillet 1968 sur l'interdiction de la prolifération des armes nucléaires : les États signataires qui en possèdent s'engagent à ne pas aider d'autres États à en fabriquer ou à en acquérir, tandis que les autres signataires promettent de ne pas se doter de telles armes. La France et la Chine refusent de signer ce traité qui leur interdit de développer leur potentiel nucléaire.

2 La détente : principes et champs d'application (1968-1973)

La règle du jeu de la détente consiste à renoncer à toute croisade et à laisser le camp adverse imposer son hégémonie dans sa zone d'influence, à condition qu'il se garde d'intervenir dans l'autre camp. La détente a pour objet la consolidation des positions acquises en 1945. Elle est souhaitée par les dirigeants soviétiques, conduits depuis 1964 par Leonid Brejnev : ils se satisfont en effet d'une situation permettant à l'U.R.S.S. de dominer une partie du monde et aux hommes de l'appareil d'État de consolider leur pouvoir et leurs privilèges. Mais elle apparaît égale-

ment valable à Richard Nixon, élu président des États-Unis en 1968, et à son conseiller (plus tard secrétaire d'État), Henry Kissinger : ayant pris conscience d'un relatif déclin des États-Unis, résolu à ne plus voir leur pays s'épuiser à jouer le rôle de gendarme du monde, ils veulent substituer la négociation à la confrontation avec l'Est.

La détente permet de consolider le statu quo en Europe. Nommé chancelier (chef du gouvernement) en 1969, le social-démocrate allemand, Willy Brandt, entame avec l'appui des États-Unis une politique d'"ouverture à l'Est", l'*Ostpolitik*. En signant, en août 1970, un traité avec l'U.R.S.S. et, en décembre 1970, un traité avec la Pologne, la R.F.A. reconnaît l'inviolabilité des frontières européennes, y compris la ligne Oder-Neisse (voir carte p. 24). En septembre 1971, l'U.R.S.S. accepte, par le traité quadripartite, de laisser transiter personnes et marchandises entre Berlin et la R.F.A. En décembre 1972, le "traité fondamental" établit des relations régulières entre les deux États allemands. Enfin, en septembre 1973, les deux États font leur entrée officielle à l'O.N.U.

Couronnant cette reconnaissance du statu quo, la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (C.S.C.E.) aboutit avec les accords d'Helsinki, en 1975, à un accord général sur les situations et les frontières issues de la guerre.

Washington et Moscou s'appliquent à éliminer toute menace de guerre. Pour éviter une coûteuse course aux armements stratégiques, des conversations permanentes s'ouvrent en 1969, les S.A.L.T. (*Strategic Arms Limitation Talks*). À partir de 1972, des accords de limitation des armements stratégiques sont signés dans ce cadre.

La visite de Brejnev aux États-Unis, en juin 1973, est l'apogée de la détente. Il signe avec Nixon des accords de coopération avantageux pour l'U.R.S.S. et, surtout, un traité par lequel les deux États s'engagent à empêcher tout conflit nucléaire entre eux ou avec des tiers.

Mais cette volonté de consolidation de l'ordre né en 1945 s'accommode mal des velléités d'indépendance à l'intérieur des deux camps : elles aboutissent à la fissuration des blocs.

3 Trois principes pour consolider la détente

Le président élu (R. Nixon) et moi-même avions défini (...) un certain nombre de principes qui allaient servir de base à notre façon de considérer les relations américano-soviétiques. Ces principes étaient les suivants :

■ Le principe du réalisme

Nous tenions, dans nos négociations avec l'Union soviétique, à aborder uniquement les causes précises de tension au lieu de nous limiter à des considérations générales. (...) Nous respecterions l'engagement idéologique des dirigeants soviétiques. Nous ne perdriions pas de vue le fait que nos deux pays avaient des intérêts divergents dans de nombreux domaines. Nous ne nous imaginions pas que les bonnes relations personnelles ou les bons sentiments mettraient fin aux tensions de l'après-guerre, mais nous étions prêts à explorer les domaines dans lesquels nous avions des intérêts communs et à conclure des accords précis fondés sur des conditions de stricte réciprocité.

■ Le principe de la retenue

Les deux superpuissances ne pouvaient continuer à entretenir des relations convenables si l'une d'elles voulait obtenir des avantages unilatéraux ou tirer parti des crises survenant dans certains pays. (...) Nous ne favoriserions pas une détente destinée à leururr d'éventuelles victimes : nous préconisions au contraire une détente fondée sur une politique de retenue réciproque. Nous souhaitions appliquer le principe de la "carotte et du bâton", en recourant à des sanctions en cas d'abus, ou en opérant un rapprochement en cas de bonne volonté.

■ Le principe du "linkage"

Nous souhaitions mettre l'accent sur le fait que si nous voulions que les relations des deux superpuissances progressent d'une manière réellement efficace, il fallait que ces progrès s'étendent à de nombreux domaines. Selon nous, les événements survenant à différents endroits du globe étaient tous liés et il en était de même dans une certaine mesure de la conduite de l'Union soviétique. Nous partions du principe que la classification des problèmes dans des catégories bien précises inciterait les dirigeants soviétiques à croire qu'ils pouvaient bénéficier de la coopération dans un certain domaine tout en continuant à rechercher des avantages unilatéraux dans un autre. Nous jugions cela inacceptable et Nixon le fit savoir ; lors de sa toute première conférence de presse, le 27 janvier 1969. Selon lui, les discussions sur la limitation des armements stratégiques seraient plus productives si elles étaient engagées "d'une manière et à un moment susceptibles de nous aider à trouver, en même temps, des solutions à nos problèmes politiques prédominants".

H. Kissinger, *À la Maison Blanche, 1968-1973*, Fayard, 1979.

4 La détente : écarter le danger d'une guerre nucléaire

■ Article 1 – L'Union soviétique et les États-Unis s'accordent à reconnaître que leur politique a pour objectif d'écarter le danger d'une guerre nucléaire et l'utilisation d'armes nucléaires. En conséquence, les parties sont convenues d'agir de manière à prévenir le développement de situations susceptibles de provoquer une tension dangereuse dans leurs relations, à éviter les affrontements militaires et à empêcher le déclenchement d'une guerre nucléaire entre elles ou entre l'une ou l'autre des parties et d'autres pays. (...)

■ Article 4 – Si à un moment quelconque, les relations entre les parties ou entre l'une d'entre elles et d'autres pays paraissent comporter un risque de conflit nucléaire, ou si les relations entre des pays non signataires de cet accord semblent comporter un risque de guerre nucléaire entre l'U.R.S.S. et les États-Unis, ou entre l'une des parties et d'autres pays, l'Union soviétique et les États-Unis, agissant conformément aux dispositions du présent accord, entameront immédiatement des consultations urgentes entre eux et déploieront tous leurs efforts pour conjurer ce risque.

Accord sur la prévention de la guerre nucléaire, Washington, 22 juin 1973.



5 Sous-marin nucléaire américain avec ses fusées Polaris

6 Le chancelier Willy Brandt au ghetto de Varsovie

Le 7 décembre 1970, Willy Brandt est à Varsovie pour la signature du traité germano-polonais. Il se rend d'abord au monument du soldat inconnu, où près de deux mille Polonais sont rassemblés et écoutent en silence le *Deutschland über alles*. Quelques instants plus tard, le programme de la visite officielle le conduit au monument élevé à la mémoire des victimes du ghetto de Varsovie. À pas lents, très droit, le chancelier allemand s'approche, dépose une gerbe de fleurs, se recule pour se recueillir quelques instants et soudain s'agenouille sur les marches, dans un geste d'humilité qui surprend toute l'assistance. Rien ne trouble le silence lorsque Willy Brandt, les yeux pleins de larmes, se relève et se dirige vers sa voiture. Sans un cri, les Polonais qui sont là saluent son départ à grands coups de chapeau.

Le Monde, 8 mai 1974.

Analyser

■ Document 3. Quels sont les principes sur lesquels s'appuie, du côté des États-Unis, la politique de détente ?

Expliquez en quoi consiste le principe du réalisme et sur quel point il diffère de la politique antérieure.

Quels sont les motifs et quels sont les buts de la "retenue" ? De quels moyens les États-Unis disposent-ils pour l'imposer ?

Expliquez ce qu'est le "linkage". Quelles limites ce texte introduit-il au principe de la détente ?

■ Document 4. Dans quel contexte cet accord a-t-il été signé ? Quels en ont été les deux signataires ? Qu'est-il prévu dans le cas où un conflit localisé entraînerait le risque d'une guerre nucléaire ?

■ Document 5. Quel est l'intérêt stratégique de ce type d'armement ?

■ Document 6. À quelle occasion cette scène s'est-elle produite ? Montrez en quoi cet épisode est lié au phénomène de la détente.

B. La fissuration des blocs

La cohésion des deux grands blocs est menacée, dans le camp Atlantique, par les velléités d'indépendance de la France et, dans le monde socialiste, par celles de la Chine, de la Yougoslavie, de l'Albanie, qui ont, par ailleurs, condamné vivement la répression militaire du "printemps de Prague" en août 1968.

1 De Gaulle conteste le "leadership" américain

Désireux de préserver l'indépendance nationale, le général de Gaulle ne peut accepter la tutelle des États-Unis. En septembre 1958, il a proposé un "directoire à trois" de l'alliance Atlantique (États-Unis, Royaume-Uni, France), qui est rejeté par les Américains. À son tour, en 1962, il refuse le "grand dessein" du président Kennedy, accepté par le Premier ministre britannique Macmillan à la conférence de Nassau (Bahamas) : un partenariat sur une base égalitaire entre les États-Unis et l'Europe sur les questions de défense. À une exception près cependant, qui explique l'attitude du général de Gaulle : les États-Unis conserveraient le monopole de la force nucléaire.

C'est d'ailleurs l'acceptation par l'Angleterre de ce rôle de vassal des États-Unis qui la fait considérer par de Gaulle comme le "cheval de Troie" des Américains et le pousse à opposer son veto, en 1963 et 1967, à l'entrée des Britanniques dans le Marché commun.

La volonté d'indépendance de la France se manifeste sur les plans militaire, économique, financier et diplomatique :

– Le général de Gaulle décide de doter la France d'une force nucléaire indépendante qui assurera sa sécurité de manière autonome. En 1966, tout en demeurant membre de l'alliance Atlantique, la France retire ses troupes de l'organisation militaire intégrée (O.T.A.N.) et exige le départ des soldats américains basés sur son sol. Sur le plan économique et financier, elle lutte contre la suprématie du dollar. De même, entend-elle assurer son indépendance en matière technologique.

– De Gaulle témoigne en toute occasion de son refus de l'hégémonie diplomatique américaine : il se rapproche de l'U.R.S.S. ; reconnaît la Chine populaire ; dénonce les responsabilités américaines dans la guerre du Vietnam dans le discours de Phnom Penh (Cambodge) en 1966 ; et appuie lors d'un voyage au Canada, en 1967, les indépendantistes québécois.

Tout en se montrant plus souple dans ses méthodes, Georges Pompidou, qui succède à de Gaulle en avril 1969, maintient les grandes lignes de sa politique extérieure.

2 La fissuration du camp socialiste

La déstalinisation provoque une coupure entre la Chine et l'U.R.S.S. Mao Zedong et les dirigeants chinois n'ont pas admis la déstalinisation et critiquent le "révisionnisme" de Khrouchtchev (dénoncé comme remettant en cause le marxisme-léninisme) et sa théorie de la "coexistence pacifique". À ces griefs doctrinaux s'ajoutent des conflits d'État : problèmes de frontières, volonté des Chinois de rejeter la tutelle soviétique.

Dès le début des années 60, la rupture est totale : Mao entend mettre en œuvre une "voie chinoise vers le communisme", plus radicale et plus rapide que le modèle soviétique. Au début des années 70, Pékin dénonce le "social impérialisme" de l'U.R.S.S., devenue "l'ennemi principal".

La "doctrine Brejnev" maintient par la force la cohésion du camp socialiste d'Europe de l'Est. En 1968, sous la direction d'Alexandre Dubcek, le parti communiste de Tchécoslovaquie tente une expérience de conciliation entre communisme et démocratie, dite de "socialisme à visage humain". Cette expérience du "printemps de Prague" est interrompue en août 1968 par l'intervention militaire des troupes du pacte de Varsovie.

La "doctrine Brejnev" justifie cette répression par l'idée d'une "souveraineté limitée" des pays du bloc de l'Est : ceux-ci ne peuvent conduire une politique qui remette en cause les principes du socialisme, considéré comme un fait irréversible. C'est ainsi que, pour éviter l'intervention des troupes soviétiques les gouvernements des démocraties populaires sont tenus de réprimer les mouvements, souvent déclenchés pour des raisons économiques, qui éclatent dans ces pays. C'est ce qui se produit en Pologne à la fin de 1970, provoquant la chute de Gomulka et son remplacement par Gierk. En revanche, lorsque le principe socialiste est maintenu, même au prix d'une dictature rigoureuse, comme dans la Roumanie de Ceausescu, le Kremlin est prêt à accepter une diplomatie relativement autonome.

Toutefois, ce maintien par la force de l'autorité soviétique provoque de très vives protestations dans le monde, y compris dans des pays communistes indépendants de Moscou, comme la Chine, la Yougoslavie, l'Albanie.

7 De Gaulle met en doute l'efficacité de l'O.T.A.N., en 1966

Rien ne peut faire qu'une loi s'impose sans amendement quand elle n'est plus en accord avec les mœurs. Rien ne peut faire qu'un traité reste valable intégralement quand son objet s'est modifié. Rien ne peut faire qu'une alliance demeure telle quelle quand ont changé les conditions dans lesquelles on l'avait conclue (...).

Eh bien ! Si la France considère qu'encore aujourd'hui il est utile à sa sécurité et à celle de l'Occident qu'elle soit affiliée à un certain nombre d'États, notamment à l'Amérique, pour leur défense et pour la sienne dans le cas d'une agression com-

mise contre l'un d'eux, si la déclaration faite en commun à ce sujet, sous forme du traité de l'alliance Atlantique signé à Washington le 4 avril 1949, reste à ses yeux toujours valable, elle reconnaît en même temps que les mesures d'application qui ont été prises par la suite ne répondent plus à ce qu'elle juge satisfaisant, pour ce qui la concerne, dans les conditions nouvelles.

Je dis les conditions nouvelles. Il est bien clair, en effet, qu'en raison de l'évolution intérieure et extérieure des pays de l'Est, le monde occidental n'est plus aujourd'hui menacé comme il l'était à l'époque où le protectorat américain fut organisé en Europe sous le couvert de l'O.T.A.N. Mais, en même temps que s'estompaient

les alarmes, se réduisait aussi la garantie de sécurité, autant vaut dire absolue, que donnaient à l'Ancien Continent la possession par la seule Amérique de l'armement atomique et la certitude qu'elle l'emploierait sans restriction dans le cas d'une agression. Car la Russie soviétique s'est, depuis lors, dotée d'une puissance nucléaire capable de frapper directement les États-Unis, ce qui a rendu, pour le moins, indéterminées les décisions des Américains quant à l'emploi éventuel de leurs bombes et a, du coup, privé de justification – je parle pour la France – non certes l'alliance, mais bien l'intégration (...).

*Conférence de presse
du 21 février 1966.*



8 Répression des émeutes de Szczecin, en Pologne, en décembre 1970

9 Le martyr de Jan Palach

Jeudi 16 janvier 1969, en début d'après-midi. Au pied du Musée national de Prague, qui surplombe l'avenue Venceslas, principale artère de la capitale, un aiguilleur de tramway voit soudain flamber une torche vivante sur la rampe du musée. C'est un jeune homme dont le nom deviendra, dans le monde entier, le symbole de la résistance tchécoslovaque à l'oppression. On ne saura jamais comment il est arrivé là, s'est arrosé d'essence et immolé par le feu tel un bonze vietnamien, dans un suicide atroce et spectaculaire, étranger aux traditions de l'Europe. Secouru aussitôt, le malheureux est transporté à l'hôpital, où les médecins désespèrent de le sauver. Jan Palach, étudiant en philosophie à l'université Charles, âgé de vingt et un ans, mourra le dimanche 19 janvier dans l'après-midi.

Le suicide suscite dans le pays une émotion intense. Le comité central du Parti com-

muniste, qui siège depuis le jeudi matin sous la présidence d'Alexandre Dubcek pour examiner les "tâches urgentes" du PC, publie un communiqué pour exprimer "sa profonde émotion devant l'acte tragique de Jan Palach, qui a décidé de sacrifier sa vie" (...). Les étudiants de la faculté de philosophie accusent, eux, "les dirigeants soviétiques d'avoir, par leur politique, ajouté une nouvelle victime, qui ne sera peut-être pas la dernière, à celles du 21 août". Ils font grief à "la direction de la Tchécoslovaquie d'avoir, au nom d'un prétendu réalisme, entraîné le peuple dans cette situation par la mesquinerie de sa politique et la trahison de ses idéaux proclamés". Ils ajoutent : "Nous craignons que, dans ces conditions, l'espoir de trouver, à l'avenir, un langage commun avec cette direction ne s'évanouisse définitivement."

Ses obsèques à Prague, le samedi 25 janvier, en témoignent. Sous un ciel gris et bas, en ce début d'après-midi, dans une atmo-

sphère de recueillement et de silence quasi religieux, toute la ville s'est figée, alors que sonne le glas.

*Amber Bousoglou et Jean Tesar,
Le Monde, 15-16 janvier 1984.*

Analyser

Document 7. Quelles sont, selon le général de Gaulle, les conditions nouvelles des relations internationales en 1966 ? De Gaulle songe-t-il à quitter l'alliance Atlantique ? Que met-il en cause ? Quelle décision prend-il ?

Document 8. À la suite de quels événements les autorités polonaises ont-elles entrepris cette répression ?

Document 9. Quels mobiles ont-ils poussé J. Palach à s'immoler par le feu ? À quels griefs des étudiants s'adressent-ils ? Comment les habitants de Prague ont-ils manifesté leur émotion ?

C. La persistance des conflits périphériques

La détente ne met pas fin aux conflits périphériques dans lesquels les deux Grands s'affrontent indirectement. Les principaux théâtres de ces conflits sont le Proche-Orient, où ils se greffent sur les guerres israélo-arabes, et la péninsule indochinoise, où se perpétue la lutte entre les communistes et leurs adversaires.

❶ Les conflits du Proche-Orient de 1947 à 1967

Né de l'affrontement des colons juifs et des Arabes, le premier conflit du Proche-Orient s'engage avec la proclamation de l'État d'Israël, en 1948. Persécutés en Europe, des colons juifs se sont installés en Palestine depuis la fin du XIX^e siècle. En 1917, par la "déclaration Balfour", le gouvernement britannique leur avait promis l'installation d'un foyer national juif en Palestine. Mais, devenue puissance mandataire de la S.D.N. en Palestine, la Grande-Bretagne y a favorisé, en fait, la majorité arabe.

Après 1945, la tension devient si vive entre les deux communautés que la Grande-Bretagne renonce à son mandat et que l'O.N.U. prépare un plan de partage du pays, rejeté par les Arabes. David Ben Gourion ayant proclamé l'indépendance d'Israël le 14 mai 1948, le nouvel État est aussitôt attaqué par les pays arabes voisins. Mais, en février 1949, Israël sort vainqueur du conflit. Les Palestiniens quittent massivement le pays tandis que le nationalisme arabe s'exaspère.

La seconde guerre israélo-arabe, en 1956, se greffe sur un conflit international. Riche en pétrole, le Proche-Orient est devenu un enjeu entre les deux Grands : les États-Unis y soutiennent les pays du pacte de Bagdad (voir chap. 7) ; l'U.R.S.S. y appuie le nationalisme arabe, qui a trouvé un chef avec l'arrivée au pouvoir en Égypte du colonel Nasser, en 1953. Celui-ci nationalise le canal de Suez le 26 juillet 1956 et menace Israël.

Aussi, début novembre 1956, Israël déclenche une guerre préventive foudroyante dans le Sinaï et remporte la victoire. De leur côté, le 5 novembre, Français et Anglais lancent une expédition contre l'Égypte à Suez, les premiers pour abattre le principal appui extérieur de la rébellion algérienne (voir chap. 15), les seconds pour défendre leurs intérêts dans la région. Militairement vainqueurs, Français et Anglais doivent cependant se retirer devant la pression conjointe des Américains et des Soviétiques.

En juin 1967, éclate la troisième guerre israélo-arabe, dite "guerre des Six Jours". De nouveau menacés par

Nasser, qui a décidé le blocus du golfe d'Aqaba, et par les actions des combattants palestiniens, qui opèrent depuis les pays arabes voisins, Israël lance une guerre éclair le 5 juin : il occupe le Sinaï égyptien, la Cisjordanie et une partie du plateau syrien du Golan et annexe la partie est de Jérusalem. Malgré la résolution 242 de l'O.N.U., Israël décide de garder ces territoires en gage.

❷ Les conflits de l'Asie du Sud-Est (début des années 60-1975)

Les États-Unis se substituent à la France pour lutter contre la poussée communiste au Vietnam. La réunification prévue par les accords de Genève de 1954 n'a pas eu lieu. Face au Vietnam du Nord communiste, les Américains soutiennent, au sud, un régime anticommuniste et dictatorial. Contre ce dernier, les communistes inspirent un Front national de libération (F.N.L.) qui rassemble tous les opposants et qui anime, à partir de 1961, une insurrection armée.

Pour lutter contre les Vietcongs (communistes vietnamiens), les Américains interviennent massivement à la fois par les bombardements au napalm, aux défoliants, aux bombes "antipersonnelles" qui font des centaines de milliers de victimes. Mais ils ne parviennent pas à entamer la volonté de lutte des insurgés. En 1966, ils décident de renforcer le corps expéditionnaire, qui est porté à 500 000 hommes.

Le président Nixon décide, en 1973, le désengagement américain du Vietnam. Devant le coût financier, humain et moral de la guerre, face aux protestations des jeunes, des étudiants, des intellectuels, le président Nixon décide d'opérer un retrait qui préserverait la détente. Il préconise une simple aide financière et matérielle aux Vietnamiens et accepte l'ouverture de négociations à Paris avec les communistes de Hanoi. Celles-ci aboutissent en 1973 au retrait des troupes américaines tandis que l'avenir du pays doit être réglé par un accord entre toutes les parties. Mais ce n'est qu'une illusion : en 1975, les communistes lancent une offensive qui aboutit à leur mainmise sur la totalité de l'ancienne Indochine française (Vietnam, Laos, Cambodge).

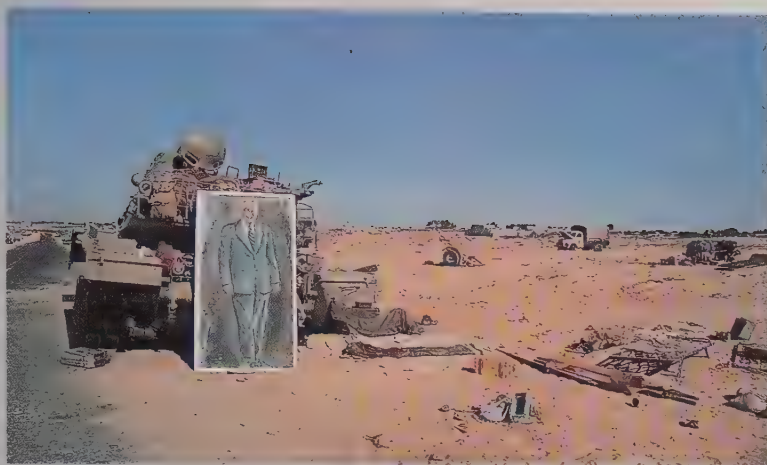
10 La résolution 242 (22 novembre 1967)

Le Conseil de Sécurité, exprimant l'inquiétude que continue de lui causer la grave situation au Moyen-Orient, Soulignant l'inadmissibilité de l'acquisition des territoires par la guerre et la nécessité d'œuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque État de la région de vivre en sécurité, (...)

Affirme que l'accomplissement des principes de la charte exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants :

1. Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés¹ lors du récent conflit ;
2. Cessation de toutes assertions de belligérance ou de tous états de belligérance et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque État de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de force (...).

1. Le texte anglais dit "from territories occupied", qui peut être traduit par "des territoires occupés" ou par "de territoires occupés". La plupart des États membres (mais pas les États-Unis) suivent la version française du texte.



12 Chars égyptiens détruits durant la guerre des Six Jours

13 Une critique du régime de Saïgon

L'absence de réformes, la corruption et la faiblesse, une armée reléguée aux besognes de la pacification pendant que nos troupes assument le fardeau du combat, voilà qui permet de mesurer à quel point cette guerre est devenue américaine. Et voilà le noeud de toutes nos difficultés. Dans le cadre d'une lutte mondiale contre l'extension de la puissance communiste et pour

sauvegarder le droit des Sud-Vietnamiens à disposer d'eux-mêmes, nous nous sommes engagés à soutenir le gouvernement de Saïgon. Aujourd'hui encore, la raison essentielle de notre appui à ce pays est la défense des intérêts de la population et non pas du tout de ses dirigeants.

Mais, au cours de notre action, nous en sommes arrivés à nous allier à un régime et à une classe qui, malgré les nombreuses occasions qui leur ont été données de modifier leur attitude, n'ont eu ni la volonté ni la capacité de satisfaire aux besoins de leur propre peuple. Notre espoir et notre objectif constants ont été d'inciter ce gouvernement à effectuer les réformes nécessaires et de l'aider à le faire. Nos efforts se fondaient non seulement sur la conviction réaliste que, sinon, la lutte était vouée à l'échec, mais aussi sur la nature de notre engagement – contracté envers le peuple vietnamien dans son ensemble plutôt qu'envers un élément étroitement circonscrit de la société. Malheureusement, l'obstination des dirigeants s'est exercée au détriment du peuple, à l'avantage des communistes et aux dépens de vies américaines.

Robert Kennedy (frère du président),
Vers un monde nouveau, Stock, 1967.



11 Prisonniers Vietcongs dans le delta du Mékong en 1967

Analyser

Document 10. À quelle occasion est intervenu le vote de la résolution 242 ? Quel objectif se propose le Conseil de Sécurité ? Quelle condition pose-t-il au point 1 ? Quels problèmes rendent utopique l'application du point 2 ?

Document 11. À quelle phase de la guerre du Vietnam ce document se rattache-t-il ?

Document 12. Qu'indique ce document quant à l'issue de la 3^e guerre israélo-arabe ?

Document 13. Quel jugement l'auteur porte-t-il sur la nature du régime du Sud-Vietnam ? Quel rôle les Américains jouent-ils désormais au Vietnam ? Quel problème affrontent-ils ? Comment sont-ils sortis de cette impasse ?

idées

A. De la coexistence pacifique à la détente

- Quelles sont les conclusions tirées par les États-Unis et l'U.R.S.S. de la crise de Cuba ? Quelles décisions en résulte-t-il ?
- Expliquez ce qu'est la détente, sur quels principes elle repose et quels sont les domaines où elle a trouvé des champs d'application.

B. La fissuration des blocs

- Quelles sont les motivations du général de Gaulle qui expliquent sa prise de distance par rapport au rôle dirigeant des États-Unis ? Comment et dans quels domaines se manifeste sa politique ?
- Quelles sont les raisons du différend sino-soviétique ? Comment l'Union soviétique maintient-elle la cohésion du bloc socialiste en Europe de l'Est ? Quels sont les pays communistes échappant à l'autorité de Moscou à la fin des années 60 ?

C. La persistance des conflits périphériques

- Quelle est l'origine des conflits du Proche-Orient ? Comment et pourquoi les grandes puissances s'y intéressent-elles ? Quelles ont été les causes et les résultats des trois premières guerres israélo-arabes ?
- Quels sont les origines et les motifs de l'intervention américaine au Vietnam ? Quels problèmes pose cette intervention ? Quelle est l'issue des conflits de l'Asie du Sud-Est ?

mots clefs

Accords d'Helsinki (1975)

Accords signés par 32 États européens, l'U.R.S.S., les États-Unis et le Canada et par lesquels ceux-ci s'engagent mutuellement, en particulier, à respecter la souveraineté et les frontières de chacun, à préserver la paix et à assurer le respect des droits et libertés de leurs populations.

Armements stratégiques

Armements nucléaires qui auraient un caractère décisif en cas de conflit par leur puissance de destruction massive et leur portée, supérieure à 500 km.

Détente

Période (allant de 1963 à la fin des années 70) durant laquelle les rapports entre les États-Unis et l'Union soviétique se règlent sur la base de l'acceptation du statu quo, du règlement négocié des crises et du refus des risques d'affrontement.

Ostpolitik

Politique d'ouverture à l'Est de la R.F.A. initiée par le chancelier Willy Brandt au début des années 70

S.A.L.T. (Strategic Arms Limitation Talks)

Conversations ouvertes en 1969 entre Moscou et Washington, destinées à limiter la course aux armements stratégiques.

dates

- 1962** : "grand dessein" du président Kennedy.
- 1963** : installation du télétype rouge entre Moscou et Washington.
Veto français à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.
- 1964** : éviction de Khrouchtchev.
Engagement américain au Vietnam.
- 1966** : la France quitte l'O.T.A.N.
Discours du général de Gaulle à Phnom Penh.
- 1967** : guerre des Six Jours.
- 1968** : traité de non-prolifération des armes nucléaires.
Printemps de Prague.
- 1969** : début des négociations S.A.L.T.
Ostpolitik du chancelier Brandt.
- 1971** : traité quadripartite sur Berlin.
- 1972** : visites du président Nixon à Pékin et à Moscou.
Traité fondamental entre la R.F.A. et la R.D.A.
- 1973** : accords de Paris sur le Vietnam.
Guerre du Kippour.
- 1975** : accords d'Helsinki.

COMMENTAIRE DE TEXTE sujet

14 Les accords d'Helsinki (1^{er} août 1975)

- 1. *Égalité souveraine, respect des droits inhérents à la souveraineté.* Les États participants respectent mutuellement leur égalité souveraine, ainsi que tous les droits inhérents à la souveraineté, y compris le droit de chaque État à l'intégrité territoriale, à la liberté et à l'indépendance politique. Ils respectent le droit de chacun d'entre eux de choisir et de développer librement son système politique, social, économique et culturel.
- 2. *Non-recours à la menace ou à l'emploi de la force.*
- 3. *Inviolabilité des frontières.* Les États participants tiennent mutuellement pour inviolables toutes les frontières.

■ 4. *Intégrité territoriale.* Les États participants s'abstiennent de faire du territoire de l'un d'entre eux l'objet d'une occupation militaire ou d'autres mesures comportant le recours direct ou indirect à la force.

■ 5. *Règlement pacifique des différends.* Les États participants règlent leurs différends entre eux par des moyens pacifiques, de manière à ne pas mettre en danger la paix, la sécurité internationale et la justice.

■ 6. *Non-intervention dans les affaires intérieures.* Les États participants s'abstiennent de toute intervention directe, indirecte, individuelle ou collective dans les affaires intérieures ou extérieures relevant de la compétence d'un autre État participant, quelles que soient leurs relations mutuelles. Ils s'abstiennent d'aider directement ou indirectement des activités terroristes ou subversives visant au renversement violent du régime d'un État participant.

■ 7. *Respect des droits de l'homme et des libertés.* Les États participants respectent les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de

religion. Ils favorisent et encouragent l'exercice effectif des libertés et des droits civiques, politiques, économiques, sociaux, culturels et autres qui découlent tous de la dignité inhérente à la personne humaine.

Extraits de l'acte final de la conférence, signé par 33 États européens – U.R.S.S. comprise –, les États-Unis et le Canada.

questions

1. Présentez ce texte en précisant les circonstances de son élaboration. Qui sont les signataires et quel est le but de sa rédaction ?
2. Relevez et expliquez les passages qui aboutissent au maintien du statu quo en Europe. À qui profitent ces dispositions ?
3. Tous les signataires appliquent-ils les dispositions citées ? En quoi quelques passages revêtent-ils le caractère d'une pression sur certains États ?
4. Quelle est la signification des accords d'Helsinki dans le cadre de l'évolution des relations internationales ? Quelles en ont été les conséquences ?

corrigé

1. Ce texte est un extrait de l'acte final de la Conférence pour la Coopération et la Sécurité en Europe, signé à Helsinki le 1^{er} août 1975 par les chefs d'État ou de gouvernement de 35 États : 33 européens (parmi lesquels des micro-États comme le Liechtenstein, Monaco et San Marin) et deux nord-américains (États-Unis et Canada). Le numéro un soviétique, Leonid Brejnev, et le président des États-Unis, Gerald Ford.

L'idée d'une conférence sur la sécurité en Europe remonte à 1954. L'initiative en revient aux Soviétiques, pour lesquels il s'agit essentiellement de faire reconnaître par le camp occidental l'intangibilité des frontières de l'U.R.S.S. et de ses satellites. Réitérée à plusieurs reprises, la proposition russe s'est heurtée à chaque fois à deux obstacles majeurs :

- le refus des occidentaux de reconnaître la R.D.A., ses frontières et celles de la Pologne ;
 - celui des pays du pacte de Varsovie d'inclure les États-Unis dans le projet.
- Dans le contexte de la détente, ces deux obstacles se sont trouvés levés au début des années 70. La conférence a commencé en juillet 1973. La méthode adoptée a été celle des "corbeilles", du nom du récipient destiné à accueillir les diverses suggestions, ainsi classées en trois groupes principaux : 1) sécurité,

2) coopération, 3) droits de l'homme. L'acte final de la C.S.C.E., en fait un simple procès-verbal, n'est pas un traité ayant valeur juridique, mais il est doté d'une grande portée morale et politique.

2. Le texte, tel qu'il est présenté ici, c'est-à-dire sous la forme d'extraits, pose trois grands problèmes qui ont été au cœur de la C.S.C.E. :

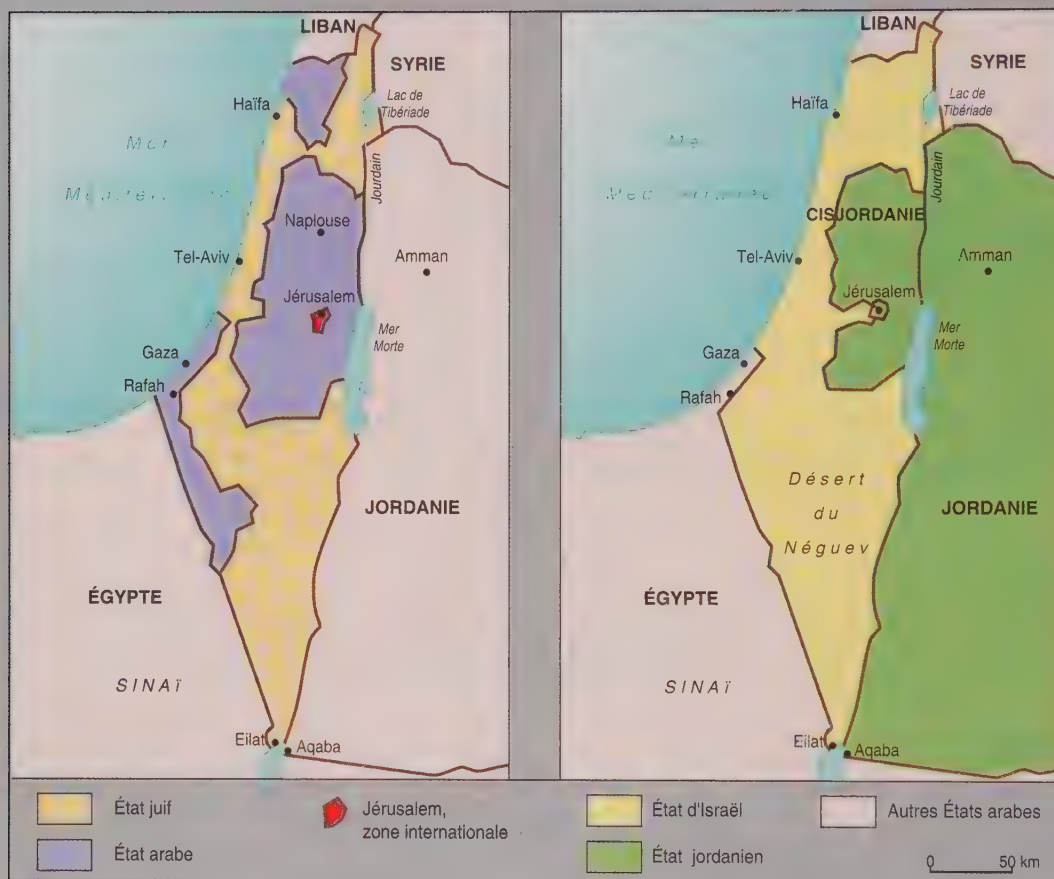
– Le problème de l'inviolabilité des frontières et de l'intégrité territoriale des États. Les Soviétiques ont obtenu ici, au titre de la "première corbeille", ce qu'ils souhaitaient depuis longtemps, à savoir la reconnaissance par les Occidentaux du partage de fait (non entériné, à Yalta ou ailleurs, par un traité en bonne et due forme) effectué à la fin de la guerre. Néanmoins, la R.F.A. obtient que soit préservée la possibilité de modifications par des moyens pacifiques et par voie d'accords, afin de ne pas mettre fin à toute perspective ultérieure de réunification.

– Le respect de la souveraineté de chaque État, les signataires s'interdisant à l'avance de recourir à la force et d'intervenir, de manière directe ou indirecte, dans les affaires des autres États. Cela implique certes la non-intervention dans les affaires intérieures de chacun des acteurs internationaux : principe que les Soviétiques ne cessent d'affirmer

depuis 1945 et au nom duquel ils répudient toute critique dirigée contre le régime communiste. Mais, en même temps, il y a là incontestablement, pour des pays comme la Yougoslavie, la Roumanie, voire la Pologne, un élément de protection même s'il n'est que relatif.

– Le respect des droits de l'homme et des libertés. En contrepartie des satisfactions données aux Soviétiques en matière de sécurité et de maintien du statu quo, les Occidentaux, qui estimaient que la C.S.C.E. faisait la part belle à l'U.R.S.S. et tendait à renforcer son hégémonie en Europe de l'Est, ont fait admettre à ses représentants, au titre de la "troisième corbeille", le principe de la "libre circulation des idées et des hommes" : cela de manière certes assez vague. Néanmoins, les principes énoncés ont permis par la suite aux dissidents des pays de l'Est de se réclamer d'un acte qui, signé par l'U.R.S.S., affirmait le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ayant voulu qu'une suite soit donnée à la C.S.C.E. par d'autres rencontres internationales – la première se tiendra à Belgrade en 1977 –, l'U.R.S.S. a ainsi poussé à l'établissement d'un cadre formel où peuvent s'exprimer des doléances contre elles. Incontestable succès pour sa diplomatie, l'acte d'Helsinki constitue en même temps pour elle une source d'embarras sur le plan international.

Le conflit israélo-arabe (de 1947 à 1967)



15 1947 : le plan de partage de la Palestine prévu par l'O.N.U.

16 1949 : Israël après le premier conflit israélo-arabe

17 La déclaration Balfour (2 novembre 1917)

Cher Lord Rothschild,
J'ai le grand plaisir de vous adresser, au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration de sympathie avec les aspirations des Juifs sionistes qui a été soumise au Cabinet et approuvée par lui. Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuplement juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui pourrait porter préjudice aux droits civils et religieux des communautés non juives en Palestine,

ainsi qu'aux droits et au statut politique dont les Juifs pourraient jouir dans tout autre pays.

Je vous serais reconnaissant si vous vouliez bien porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.

Arthur Balfour.

18 La future Palestine

Première partie :

Constitution et gouvernement futurs de la Palestine

Fin du mandat, partage et indépendance.

■ 1. Le mandat pour la Palestine prendra fin aussitôt que possible, et en tout cas le 1^{er} août 1948 au plus tard.

■ 2. Les forces armées de la puissance

mandataire évacueront progressivement la Palestine ; cette évacuation devra être achevée aussitôt que possible, et en tout cas le 1^{er} août 1948 au plus tard.

La puissance mandataire informera la Commission, aussi longtemps à l'avance que possible, de son intention de mettre fin au mandat et d'évacuer chaque zone. La puissance mandataire fera tout ce qui est en son pouvoir pour assurer, à une date aussi rapprochée que possible, et en tout cas le 1^{er} février 1948 au plus tard, l'évacuation d'une zone située sur le territoire de l'État juif et possédant un port maritime et un arrière-pays suffisants pour donner les facilités nécessaires en vue d'une immigration importante.

■ 3. Les États indépendants arabe et juif ainsi que le régime international particulier prévu pour la ville de Jérusalem dans la troisième partie de ce plan commenceront d'exister en Palestine deux mois après que l'évacuation des forces armées de la puissance mandataire aura été achevée et, en tout cas, le 1^{er} octobre 1948 au plus tard. (...)

■ 4. La période qui s'écoulera entre l'adoption par l'Assemblée générale de ses recommandations sur la question palestinienne et l'établissement de l'indépendance des États juif et arabe sera une période de transition. (...)

Document A/364, joint à la résolution 181, adoptée par l'Assemblée générale de l'O.N.U., en novembre 1947.

prépabac

Commentez les documents présentés dans cette page en vous aidant des questions suivantes :

1. Quels engagements le gouvernement anglais a-t-il pris en 1917 à l'égard du mouvement sioniste ?

2. Dans quelles circonstances le plan de partage de la Palestine a-t-il été élaboré ? Quelle autorité internationale était-elle responsable de ce plan ? Quels en étaient les objectifs ?

3. Comment peut-on expliquer l'évolution des frontières depuis 1947 ?



19 Juin 1967 : la guerre des Six Jours



20 Après la victoire israélienne de la guerre des Six Jours, le général Dayan et Itzhak Rabin (à sa gauche) au Mur des Lamentations à Jérusalem, lieu symbole des retrouvailles du peuple juif avec la "terre promise"

Une longue crise économique

(de 1973 à nos jours)

Quels phénomènes l'expression "crise économique" employée depuis 1973 recouvre-t-elle ?
Quelles sont les recompositions du jeu économique mondial provoquées par ces phénomènes ?

sommaire

A. La crise des années 70	158
1. Genèse et déclenchement de la crise (fin des années 60-1975).....	158
2. Caractères de la crise.....	158
3. Une reprise hésitante et inflationniste (1976-1979).....	158
B. Croissance ralentie et crise financière (1979-1995)	160
1. Tournant libéral et second choc pétrolier (1979-1980).....	160
2. La crise récidive et s'aggrave (1980-1982).....	160
3. Une reprise incertaine (1983-1995).....	160
C. La crise reflète la mutation de l'économie mondiale	162
1. Troisième révolution industrielle et redistribution planétaire des forces économiques.....	162
2. Crise et réforme du capitalisme.....	164
ES	
Q. Le chômage : un phénomène pour la méditerranée	164
1. Un chômage important, durable et multiforme.....	164
2. Les multiples causes du chômage dans les pays développés.....	164
3. Une menace pour la cohésion des sociétés développées.....	164
Fiche-bac	166
Sujets de bac	
Dissertation.....	166
Dossier	
Le pétrole et l'économie mondiale.....	168

1 Un monde économique structuré autour de trois pôles majeurs

L'organisation de l'économie mondiale sur une base tripolaire autour de l'Europe occidentale, des États-Unis et du Japon s'est rapidement dessinée en même temps que se multipliaient les courants d'échanges.

L'Europe occidentale a consolidé (...) sa position extérieure. Elle regroupe six des dix premiers exportateurs mondiaux, parmi lesquels l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Son poids dans les exportations de marchandises représente les deux cinquièmes du total mondial en 1990.

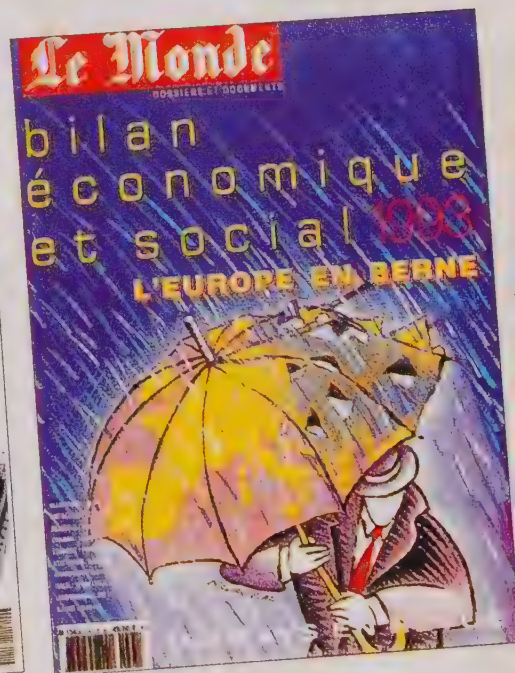
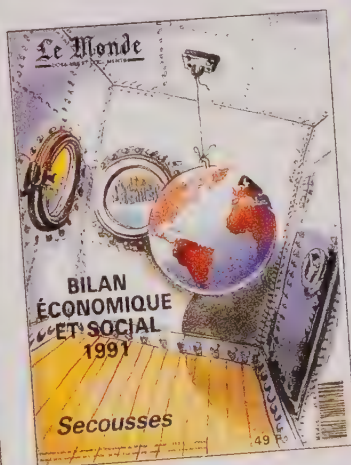
L'ouverture de l'économie américaine sur le monde extérieur est, de même, exceptionnelle depuis le début des années 60. Les États-Unis importaient 3 % de leur produit intérieur brut à prix constant il y a une trentaine d'années ; ils s'en procurent 10 % en 1980, puis 16 % dix ans plus tard (...). La perte de vitesse de l'économie américaine par rapport à ses concurrents extérieurs ne lui permet guère cependant de compenser cette plus forte pénétration par une conquête équivalente de marchés extérieurs (...).

La montée en puissance économique et commerciale du Japon et des pays en développement rapide de l'Asie du Sud-Est a été un autre moteur essentiel au développement des flux d'échange dans le monde depuis le milieu des années 70 (...).

Véronique Riches, "Quarante-cinq ans de commerce mondial, régionalisation ou globalisation", in *Le Monde*, Bilan économique et social 1993.



Bilan économique et social du Monde analyse les rebondissements de la longue crise



A. La crise des années 70

Préparée par l'essoufflement de la deuxième révolution industrielle et par les perturbations du système monétaire international, la crise a pour détonateur le choc pétrolier de 1973-1974. Elle se caractérise par une chute de la production et des échanges, une poussée du chômage et le phénomène de la "stagflation".

1 Genèse et déclenchement de la crise (fin des années 60-1975)

La deuxième révolution industrielle atteint ses limites de rentabilité dans les pays développés à partir de la fin des années 60 :

– L'organisation de la production ne peut plus guère recevoir de nouveaux perfectionnements sur la base des principes définis au début du siècle (taylorisme et fordisme), alors même que les ouvriers des pays développés contestent les cadences du travail à la chaîne. La production des biens de grande consommation et d'équipement des ménages (vêtements, automobiles, appareils électroménagers) se heurte aux capacités d'absorption de marchés en voie de saturation.

– Les jeunes éprouvent des difficultés croissantes à trouver un emploi et le chômage s'étend.

– Cependant, les salaires et les charges sociales poursuivent leur progression au détriment du profit des entreprises.

– Enfin, l'inflation progresse car la création monétaire devient le moyen de soutenir artificiellement aussi bien les hausses de salaires que les marges de bénéfice des entreprises.

Les perturbations du système monétaire international contribuent à déstabiliser l'économie mondiale. En août 1971, le président Nixon décide de mettre fin à la convertibilité du dollar en or. Cette décision permet aux États-Unis d'émettre autant de monnaie qu'ils le souhaitent : elle entraîne un affaiblissement du dollar qui favorise leurs exportations. Cela signifie la fin du système monétaire de Bretton Woods (né en 1944), qui garantissait des parités fixes entre les monnaies et assurait la stabilité de l'économie mondiale. Les accords de la Jamaïque de janvier 1976 officialisent cette évolution : l'or perd toute fonction monétaire (fin de l'étalon-or) et le cours des monnaies les unes par rapport aux autres varie désormais librement, au gré des ventes et des achats de devises sur les places de change.

Deux faits conjoncturels précipitent la crise, les politiques de lutte contre l'inflation et le choc pétrolier de 1973-1974 :

– Pour lutter contre l'inflation résultant de l'augmentation du cours des matières premières et des prix agricoles, les gouvernements renchérissent le crédit et alourdissent la fiscalité, provoquant, en 1973-1974, un ralentissement de la croissance.

– Le déclenchement, en octobre 1973, d'une nouvelle guerre israélo-arabe provoque des inquiétudes pour l'approvisionnement en pétrole, principale source d'énergie mondiale, et pousse l'O.P.E.P. (Organisation des pays exportateurs de pétrole), qui réclamaient depuis longtemps une augmentation du prix du baril, à décider immédiatement le quadruplement de son prix. L'effet est double pour les pays importateurs : la hausse des prix s'en trouve accrue et accentue l'inflation ; le prélèvement opéré par la "facture pétrolière" amplifie le freinage de l'économie mondiale. Le choc pétrolier est bien le détonateur de la crise.

2 Caractères de la crise

La crise de 1975 se présente à première vue comme une récession classique ; elle met fin à la grande croissance des trois décennies précédentes. Le P.N.B. des pays industrialisés fléchit légèrement en 1975. Leur production industrielle recule sensiblement : les activités chimiques liées au pétrole sont naturellement atteintes, mais les industries anciennes qui étaient déjà en voie de restructuration depuis une quinzaine d'années (textile, sidérurgie, construction navale) connaissent des difficultés graves et durables : réduction de la production, licenciements massifs de personnel. Le commerce international se fige temporairement, les faillites se multiplient et le cours des actions fléchit en Bourse. Le chômage s'aggrave brusquement.

La crise des années 70 se caractérise aussi par une combinaison inédite de chômage et d'inflation : d'où la création du mot stagflation pour désigner cette situation nouvelle. La hausse des prix dépasse en effet les 10 % en 1975. Il s'agit essentiellement d'une inflation alimentée par la hausse des coûts de production : augmentation du prix des produits énergétiques et des matières premières, hausse des salaires – qui continuent à croître malgré la crise –, alourdissement des charges imposées aux entreprises pour financer l'indemnisation du chômage.

3 Une reprise hésitante et inflationniste (1976-1979)

Des mesures de soutien des revenus permettent une reprise, fragile, de l'économie mondiale à partir de 1976. Les augmentations de salaires et l'indemnisation du chômage soutiennent la demande, mais elles alimentent une inflation difficile à maîtriser. La reprise est hésitante, plus forte aux États-Unis, en Allemagne, au Japon et dans les



3 Le sommet de l'O.P.E.P. en 1975

Créée depuis 1960, l'O.P.E.P. a établi son siège à Vienne en Autriche. Depuis le choc pétrolier de 1973, les sommets de l'organisation qui fixe désormais le prix du pétrole brut sont suivis avec la plus grande attention par les pays importateurs.

4 Les origines monétaires de la crise

Le 15 août 1971, le président Nixon annonce d'importantes mesures qui ouvrent officiellement la crise du système monétaire international.

J'ai donné l'instruction à M. John Connally, secrétaire au Trésor, de suspendre temporairement la convertibilité du dollar en or ou en autres instruments de réserve (...). Cette mesure aura pour effet de stabiliser le dollar (...).

À nos amis étrangers, y compris les nombreux dirigeants de la communauté bancaire internationale, qui ont à cœur la stabilité et le maintien des échanges commerciaux, je donne l'assurance suivante : l'Amérique a toujours été et continuera d'être un partenaire soucieux de l'avenir et digne de confiance. Avec la pleine coopération du Fonds monétaire international et de ceux qui commercent avec nous, nous réclameons les réformes nécessaires pour mettre sur pied de toute urgence un nouveau système monétaire international. La stabilité et l'équité sont dans le meilleur intérêt de tout le monde. Je suis fermement décidé à ce que le dollar ne soit plus jamais

un otage aux mains des spéculateurs internationaux.

Nous devons protéger la position du dollar américain en tant que pilier de la stabilité monétaire dans le monde.

5 La crise pétrolière

Les effets du "choc pétrolier" de 1973-1974 sont à la fois inflationnistes et déflationnistes. Le quadruplement du prix du pétrole en octobre et décembre 1973 a amplifié d'abord l'inflation puis la récession dans les pays industrialisés. L'augmentation de la note pétrolière – 65 milliards de dollars par an – représentait plus de 1,5 % du P.N.B. de la zone O.C.D.E., beaucoup plus pour certains pays – 3 % pour le Royaume-Uni, par exemple, et 3,5 % pour le Japon. Le renchérissement du pétrole rendait extrêmement difficile le choix de la politique conjoncturelle qu'il convenait d'adopter pour faire face à la nouvelle situation. L'effet inflationniste en était évident et aussi le déséquilibre immédiat des balances des paiements. De manière générale, on se rendit aussi rapidement compte que le transfert forcé de ressources en faveur des

pays de l'O.P.E.P. aurait un effet dépressif sur la demande.

*Rapport Mac Cracken,
L'Observateur de l'O.C.D.E.*

Analyser

Document 3. À quoi voit-on l'intérêt suscité par cette réunion de l'O.P.E.P ? Pourquoi la question pétrolière a-t-elle une importance particulière en 1975 ? Expliquez le rôle et la politique de l'O.P.E.P. depuis le début des années 70.

Document 4. Quelle décision prend le président Nixon ? Quelles justifications en donne-t-il ? Expliquez les conséquences de cette décision sur le système monétaire mis en place à Bretton Woods. Quel rôle joue cette décision dans le déclenchement de la crise ?

Document 5. Quels sont les effets de l'augmentation du prix du pétrole ? Expliquez quelle redistribution de richesses elle provoque, quels en sont les bénéficiaires, quelles en sont les victimes.

nouveaux pays industriels (comme la Corée ou le Brésil) que dans la plupart des vieux pays industriels.

La reprise du commerce international s'opère au prix d'un fort endettement. Des accords internationaux pour une réduction des tarifs douaniers, dans le cadre du G.A.T.T., permettent au commerce mondial un vigoureux élan, qui atteint son sommet en 1979. Mais ce dynamisme commercial trouve en partie son ori-

gine dans l'abondance du crédit : les exportateurs de pétrole "recyclent" une bonne partie de leurs "pétrodollars" en les plaçant dans les grandes banques d'Europe et d'Amérique du Nord. Celles-ci les prêtent aux pays en développement, qui peuvent ainsi continuer à acheter des biens d'équipement, mais au prix d'un endettement considérable dont les charges de remboursement deviennent écrasantes dès la fin des années 70.

B. Croissance ralentie et crise financière (1979-1995)

Le second choc pétrolier, dû à la révolution iranienne en 1979, frappe gravement l'économie mondiale, tandis que l'endettement menace le système financier international. La lutte contre la crise se fait désormais selon les principes du libéralisme, mais elle ne permet qu'une lente reprise, menacée par les incertitudes financières.

1 Tournant libéral et second choc pétrolier (1979-1980)

Le retour en force du libéralisme modifie la gestion de la crise dans les principaux pays développés. Les gouvernements libéraux (dirigés par Raymond Barre en France, Margaret Thatcher au Royaume-Uni, Ronald Reagan aux États-Unis, Helmut Kohl en Allemagne fédérale) entendent limiter les interventions de l'État dans la vie économique et sociale. Leurs responsables des finances contrôlent donc étroitement l'évolution de la masse monétaire, à l'image de Paul Volcker aux États-Unis (le nouveau président de la Réserve fédérale américaine), qui instaure, en octobre 1979, une politique monétaire très restrictive.

Comme l'argent devient plus rare et que la demande de crédit reste forte, les taux d'intérêt augmentent (de l'ordre de 20 % pour le dollar en 1980-1981) ; très sollicité sur les marchés de change, le dollar voit son cours s'envoler. En 1979, un deuxième choc pétrolier, lié à la révolution iranienne, fait doubler le prix du baril de pétrole, dont le cours montera jusqu'à 40 dollars. Il produit les mêmes effets que celui de 1973, mais les importateurs éprouvent de plus grandes difficultés à régler leurs achats car le crédit est devenu beaucoup plus cher ; or, en limitant leurs importations de pétrole, ils se condamnent à réduire leur activité économique.

Le monde replonge dans la crise.

2 La crise récidive et s'aggrave (1980-1982)

Une grave récession frappe de nouveau l'économie mondiale entre 1980 et 1982. Pour l'ensemble des pays

membres de l'O.C.D.E., la croissance s'interrompt une nouvelle fois, l'augmentation annuelle de l'inflation dépasse les 8 %, le taux de chômage fait un bond en avant et oscille entre 8 et 9 % des actifs, la courbe du commerce international marque un fléchissement durable, le plus grave depuis 1945. Des pans entiers de l'industrie européenne et nord-américaine s'effondrent.

La crise de l'endettement menace le système financier international. Le 15 août 1982, le Mexique annonce qu'il se trouve dans l'incapacité d'honorer ses échéances de remboursement ; il est bientôt suivi par beaucoup d'autres débiteurs du tiers-monde qui réclament un moratoire (suspension provisoire) de leurs paiements et une révision de leur dette.

Les grandes banques internationales, qui ont octroyé les crédits durant la période d'argent facile, se trouvent menacées de faillite par la carence de leurs débiteurs. Sous la contrainte du Fonds monétaire international, les débiteurs doivent réduire leur consommation pour se mettre en situation de rembourser au moins une partie de leur dette : ils réduisent donc leurs importations, ce qui aggrave la récession de l'économie mondiale.

3 Une reprise incertaine (1983-1995)

La relance américaine de 1983-1984 entraîne une reprise de la croissance mondiale. Devant la crise de l'endettement international, les autorités monétaires américaines ont assoupli leur politique, à l'automne 1982 : le crédit redevient plus facile et favorise un redémarrage de la consommation américaine (construction de logements, achat d'automobiles), tandis que les dépenses militaires font travailler de nombreuses entreprises industrielles.

Pour soutenir leur reprise, les États-Unis accroissent fortement leurs importations, relançant du même coup le commerce international et la production mondiale (croissance de 4,9 % pour l'O.C.D.E. en 1984).

Mais, devant l'aggravation du déficit américain, les États-Unis doivent freiner cette relance. Comme aucun autre pays ne prend le relais, la croissance mondiale stagne à 2 ou 3 % par an, sauf au Japon et dans les nouveaux pays industriels d'Asie où elle est plus forte.

Le ralentissement de l'inflation se poursuit depuis 1983 dans les pays développés. La hausse des prix est retombée aux alentours de 3 % par an dans les pays de l'O.C.D.E., en 1986 et 1987. Ce phénomène est dû : à la chute des prix des matières premières (le cours du pétrole s'est littéralement effondré à partir de l'automne 1985) ; à la forte dépréciation du dollar décidée par les accords de l'hôtel Plaza, à New York, en septembre 1985 ; à la baisse du pouvoir d'achat qui s'observe dans la plupart des pays ; aux gains de productivité permis par les nouvelles techniques dérivées de la filière électronique et informatique.

De 1983 à 1995, l'économie mondiale a connu des périodes de redressement qui n'ont toutefois pas encore débouché sur une reprise globale, durable et équilibrée.

Depuis 1990, une nouvelle récession s'est développée dans les pays anglo-saxons avant de gagner de nombreux pays, y compris le Japon en 1992 ; le commerce international qui avait fortement progressé depuis 1987 connaît lui aussi un nouveau ralentissement de sa croissance.

En parallèle, des déséquilibres financiers persistants, révélés au grand jour par le krach boursier de 1987 puis par les graves difficultés de la Bourse de Tokyo en 1991-1992, montrent que l'argent va trop vers les placements spéculatifs au détriment de l'investissement productif, alors même que l'endettement généralisé (aux États-Unis comme dans le tiers-monde) fait obstacle à l'octroi de nouveaux crédits qui seraient pourtant nécessaires à la relance de la production. Le désordre qui gagne le Système monétaire européen à l'automne 1992, la résistance d'un chômage important, la difficile conversion aux pratiques du marché des économies socialistes d'Europe constituent autant d'éléments d'incertitude pour la venue de l'embellie tant attendue.

Surtout, alors que se dessine en 1994-1995 une nouvelle reprise économique, stimulée par le redressement de la situation économique aux États-Unis et notamment visible dans les résultats financiers des grandes entreprises, la persistance d'un important chômage que la modicité de la croissance ne parvient pas à résorber constitue un verrou à un retour à l'expansion, en raison de la restriction du marché qu'il engendre dans les pays développés. Le chômage apparaît bien comme un facteur clé dans cette vaste recomposition de l'économie mondiale qui est masquée par le terme même de crise.



6 Une manifestation contre le F.M.I. au Pérou en 1986

Maître d'œuvre des plans de rééchelonnement de la dette du tiers-monde, le F.M.I. impose aux pays bénéficiaires de son aide une politique financière très rigoureuse qui se traduit par la baisse du niveau de vie de populations déjà très démunies.

7 La croissance annuelle moyenne du P.I.B. dans quelques pays de l'O.C.D.E. depuis 1961

(en %)

	1961-1973	1974-1980	1981-1990	1991-1994
États-Unis	3,9	2,1	2,8	2,1
Japon	9,7	4,6	4,2	1,8
Allemagne	4,4	2,2	2,1	1,6
France	5,7	2,6	2,2	0,7
Italie	5,9	3,8	2,3	1,7
Royaume-Uni	3,1	1,0	2,5	0,5

Source : Ramsès 1993, éd. Dunod.

8 L'évolution de l'inflation dans quelques pays de l'O.C.D.E.

(taux annuel moyen, en %)

	1961-1973	1974-1980	1981-1990	1991-1994
États-Unis	3,2	9,2	4,7	3,1
Japon	6,2	9,6	2,1	1,9
Allemagne	3,4	4,7	2,6	4,1
France	4,5	11,1	6,3	2,5
Italie	4,7	16,8	9,7	5
Royaume-Uni	5,1	15,9	6,6	3,5

Source : Ramsès 1993, éd. Dunod.

Analyser

Document 6. Expliquez les raisons de cette manifestation.

Montrez en quoi elle révèle le poids de la crise dans les pays en voie de développement.

Documents 7 et 8. En quoi l'évolution du P.I.B. et de l'inflation constituent-ils des critères originaux de la crise ? Classez les pays de référence en fonction de l'intensité de la crise. Que constatez-vous ? Pouvez-vous énumérer les forces et les faiblesses de chacun d'entre eux face aux chocs de la crise ?

C. La crise reflète la mutation de l'économie mondiale

La crise apparaît comme résultant d'une révolution industrielle fondée sur les technologies de l'information symbolisées par l'ordinateur. Elle débouche à la fois sur des déséquilibres de l'emploi dans les pays industrialisés et sur une redistribution des forces économiques sur le plan mondial.

❶ Troisième révolution industrielle et redistribution planétaire des forces économiques

Les difficultés économiques qui durent depuis 1975 correspondent à la difficile mise en place d'une "troisième révolution industrielle" amorcée dès les années 60. Le développement de techniques nouvelles qui se rattachent à la filière électronique et s'appuient sur le traitement de l'information par ordinateur impose la modernisation des formes de travail héritées du passé, et suscite l'apparition d'activités nouvelles, particulièrement dans le domaine des services de communication.

Les nouveaux emplois créés pour fabriquer les composants électroniques ou construire les ordinateurs ne suffisent pas à compenser les pertes d'emplois des autres secteurs. Dans les industries anciennes qui regroupaient beaucoup d'emplois, comme le textile, la sidérurgie ou l'automobile, l'installation de nouvelles machines (robots commandés par ordinateur) entraîne le licenciement de dizaines ou même de centaines de milliers de salariés, plongeant des régions entières dans une crise sociale aiguë. Dans les services comme les banques ou les assurances, l'introduction du traitement informatique des dossiers s'accompagne également de la réduction des effectifs.

On assiste à une redistribution des forces économiques dans le monde, en particulier à l'avantage de certains pays d'Asie. Les États-Unis et les pays européens éprouvent de grandes difficultés à moderniser leurs industries traditionnelles. Aussi connaissent-ils une crise durable, malgré leur participation active à la troisième révolution industrielle (essor des industries de haute technologie).

En revanche, le Japon réussit à promouvoir efficacement les nouvelles techniques, tandis que les nouveaux pays industriels (Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong, Singapour, Malaisie, Thaïlande...) mettent à profit leurs bas salaires pour attirer les industries anciennes et les rendre compétitives. Depuis le milieu des années 80, l'Asie paraît ainsi plus dynamique que les États-Unis et l'Europe.

Les pays du tiers-monde, la plupart lourdement endettés et peu capables d'adapter rapidement les techniques nouvelles, connaissent une grave régression de leur niveau de vie : l'écart se creuse entre le Sud et le Nord de la planète.

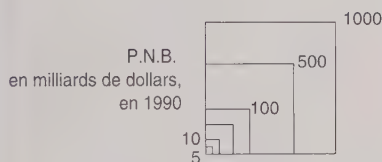
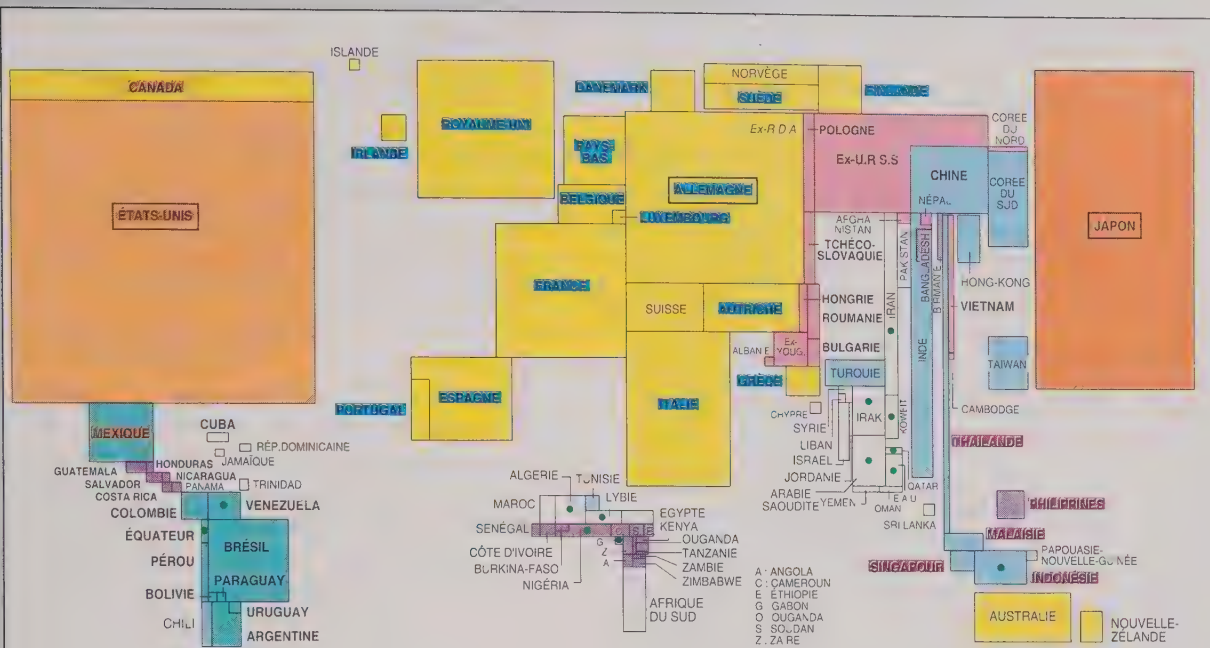
❷ Crise et réforme du capitalisme

Dans les années 70, le capitalisme, tel qu'il fonctionne depuis 1945, ne semble pas avoir la souplesse d'adaptation qu'exige la rénovation des activités anciennes. Le défi de la modernisation met au contraire en évidence ses rigidités de fonctionnement : les entreprises géantes n'ont pas souvent la capacité de réagir rapidement au changement, les grandes centrales syndicales se montrent très attachées au maintien des situations acquises, et l'intervention omniprésente de l'État a, de son côté, des effets paralysants. L'inflation est souvent apparue comme la conséquence de cette "gestion administrée" dans laquelle chaque partie cherchait à préserver ses avantages, ses profits ou encore ses recettes fiscales, en acceptant implicitement la hausse des prix.

La réaction libérale, amorcée à la fin des années 70 en Grande-Bretagne et aux États-Unis, s'est généralisée dans la décennie suivante. Elle se traduit par le désengagement de l'État (privatisation d'entreprises nationalisées, assouplissement des réglementations, allègement de la fiscalité), par le recul de l'action syndicale (grave crise des effectifs de tous les grands syndicats), par la libération des prix (dont le niveau dépend plus qu'auparavant du jeu de la concurrence sur les marchés internationaux).

Les relations économiques et financières internationales s'intensifient sous l'effet de la révolution informatique, dans un monde où le capitalisme étend davantage son emprise depuis que les économies socialistes d'Europe ont entamé leur conversion à l'économie de marché. Ainsi, un phénomène de mondialisation ou de "globalisation" tend à assimiler l'ensemble de la planète à un immense marché unifié (bien que toujours très hétérogène) que les entreprises gèrent au mieux de leurs intérêts en ignorant les frontières politiques, au risque d'exacerber la concurrence entre les économies nationales.

Dans cette vaste entreprise de recomposition économique qu'est la crise, le capitalisme est en quête de nouveaux équilibres entre l'intervention de l'État et les forces du marché, de même qu'entre la construction d'espaces régionaux ordonnés (Union européenne, A.L.E.N.A. en Amérique du Nord, A.S.E.A.N. en Asie) et l'élargissement direct de son champ d'action à l'échelle planétaire.



La hiérarchie des puissances économiques

Les 3 premières puissances économiques mondiales
Les conséquences régionales de la crise

- États-Unis, économie dominante confrontée à la crise (soubresauts du dollar, déficits et endettement, désindustrialisation relative)
- Pays industrialisés touchés par une série de crises (récessions, inflation dans les années 70, désindustrialisation dans les années 80, chômage important, déficits et endettement)
- Japon résistant, maintient sa position dominante, grâce à son dynamisme commercial

- Pays du tiers-monde en voie d'industrialisation rapide (commerce dynamique forte croissance économique)
- Pays du tiers-monde à faible croissance (pauvres et endettés, en situation de crise permanente)
- Pays du tiers-monde dynamiques dans les années 70, en crise dans les années 80 (endettement, inflation), en voie de rétablissement depuis 1990.
- Anciens pays socialistes en crise depuis 1990

Les grandes organisations économiques internationales

- ASEAN
- CEE-Union européenne
- OPEP
- ALENA

Source : Ramsès 1993, éd. Dunod

9 La répartition de la richesse mondiale en 1990

10 Le libéralisme reaganien

Le programme Reagan se décrit lui-même comme un programme de renaissance destiné à sortir l'économie américaine de l'état de malaise dans lequel elle s'enfonce depuis plus de dix ans (...). Le programme Reagan est aussi la première tentative nettement marquée pour défaire les résultats politiques de la révolution keynésienne, telle précisément qu'elle s'est traduite aux États-Unis dans le *New Deal* des années 30, et dans la *Great Society* des années 60. La *New Era* est en quelque sorte un *New Deal* à l'envers : elle s'affirme comme une contre-révolution économique (...). La "reaganomie" est le fruit d'une inquiétude : la persistance du malaise économique amé-

ricain qu'illustrent la stagflation et le recul économique et politique des États-Unis dans le monde. Sa philosophie est de renouer avec les vieilles valeurs qui ont fait la prospérité de l'Amérique, la trilogie : Travail-Épargne-Investissement. Son programme tient en un mot : la fin du "Big Government". Sa méthode vise à désengager l'État fédéral de l'économie, par des coupes budgétaires et fiscales, par la dérégulation de l'activité économique et par la fin des interventions conjoncturelles sur les différents marchés.

C. Stoffaës, dans "Découverte de l'économie, les politiques économiques", *Cahiers français*, n° 218, 1984, *La Documentation française*.

Analyser

Document 9. Quelles sont les 3 premières puissances économiques mondiales ? Quelles sont les zones du globe où le P.N.B. par habitant est le plus élevé ? le plus faible ? Quelles différences peut-on constater quant aux effets de la crise dans les grands pays industriels ? dans les États du tiers-monde ?

Document 10. Selon l'auteur, qu'est-ce qui justifie les options politiques de Ronald Reagan ? Quel rôle l'État fédéral avait-il joué durant le *New Deal* ? Quels étaient les objectifs de la *Great Society* ? En quoi le libéralisme reaganien tourne-t-il résolument le dos à ces politiques ?

D. Le chômage : une menace pour la cohésion sociale des pays développés

Le chômage n'a guère cessé de s'aggraver depuis 1970, alimenté par des facteurs tant économiques que démographiques et sociaux. Avec une ampleur variable selon les pays, l'augmentation massive du nombre des chômeurs et l'allongement de la durée du chômage conduisent à des phénomènes d'exclusion susceptibles de remettre en question la cohésion sociale de la plupart des nations développées.

1 Un chômage important, durable et multiforme

Alors que la grande croissance de l'après-guerre s'était accompagnée du plein emploi, et parfois même d'une pénurie de main-d'œuvre nécessitant l'appel à des travailleurs étrangers, la crise qui a commencé au début des années 70 a engendré un chômage important et résistant à toutes les thérapeutiques expérimentées jusqu'à aujourd'hui. En vingt ans, le taux de chômage a plus que doublé dans les pays développés (surtout en Europe), passant de 3,5 à 7,5 % des actifs. Les instituts statistiques spécialisés ont de plus en plus de mal à cerner un phénomène d'une telle ampleur, de sorte qu'aux quelque 30 millions de chômeurs officiellement recensés dans les pays de l'O.C.D.E., il faudrait ajouter un nombre imprécis de travailleurs en situation de sous-emploi : intérimaires involontaires, chômeurs en stage de formation, actifs mis prématurément en préretraite, sans oublier les "découragés" qui ont renoncé à chercher un emploi et ne sont plus comptabilisés dans les statistiques du chômage. À ce niveau, le chômage n'épargne plus aucune catégorie professionnelle : après avoir d'abord frappé sélectivement les ouvriers déqualifiés des chaînes de montage, les jeunes de moins de 25 ans non diplômés et sans expérience professionnelle, et aussi les femmes souvent contraintes de travailler à temps partiel, il touche désormais les travailleurs expérimentés et même le personnel d'encadrement des entreprises. Enfin, phénomène aggravant, la durée moyenne du chômage s'allonge au-delà d'un an pour près de la moitié des chômeurs, rendant leur réinsertion professionnelle de plus en plus difficile, pour ne pas dire impossible pour les plus âgés d'entre eux. Le chômage qui était un processus d'adaptation de l'emploi aux mutations économiques s'est transformé en un facteur d'exclusion de nombreux travailleurs de la vie professionnelle active.

2 Les multiples causes du chômage dans les pays développés

Si l'évolution économique est la cause la plus aisément identifiable du chômage, elle est loin d'en être le seul facteur explicatif car les économies développées ont créé depuis vingt ans plus d'emplois (dans les industries de pointe et les services) qu'elles n'en ont supprimé dans l'agriculture et les vieux secteurs industriels ; l'évolution démographique et sociale a aussi sa part de responsabilité dans la persistance de ce grave symptôme social.

graphique et sociale a aussi sa part de responsabilité dans la persistance de ce grave symptôme social.

Les trois récessions qui ont jalonné la crise ont porté le taux de chômage des principaux pays développés (réunis dans l'O.C.D.E.) à 5 % de la population active en 1975, puis à près de 10 % en 1982, la rechute des années 1991-1992 annulant pratiquement les effets bénéfiques de la reprise économique qui avait caractérisé la seconde moitié des années 80. En parallèle, la modernisation technique et les restructurations d'entreprises qui accompagnent la troisième révolution industrielle ne contribuent guère à réduire le nombre des chômeurs, dans la mesure où les investisseurs, qui jugent les salaires trop élevés, privilégient les équipements de pointe, systèmes automatiques de production qui requièrent une main-d'œuvre peu nombreuse mais très qualifiée et souvent difficile à trouver sur le marché du travail. Cela signifie que le retour d'une croissance modérée ne suffit pas à résoudre les problèmes de l'emploi.

Le mouvement démographique contribue pour sa part à entretenir le chômage, du fait que les générations nées dans le premier tiers du siècle qui arrivent à l'âge de la retraite sont sensiblement moins nombreuses que les générations issues du "baby-boom" de l'après-guerre qui viennent les remplacer sur le marché du travail. De plus, l'aspiration légitime de nombreuses femmes à assurer leur indépendance économique par un revenu professionnel contribue à accroître la demande d'emplois nouveaux, d'autant que le développement des services multiplie simultanément les postes de travail les mieux adaptés aux capacités féminines. Les puissants flux migratoires en provenance du tiers-monde ou de l'Europe de l'Est accroissent encore la pression sur les marchés du travail des pays développés. Si le moindre dynamisme démographique de ces pays doit réduire à terme les demandes d'emploi, la pression sociale est appelée à durer.

3 Une menace pour la cohésion des sociétés développées

Par son ampleur et sa durée, le chômage a d'abord pour effet de mettre en déficit chronique les budgets sociaux de tous les pays concernés puisque les chômeurs cessent de cotiser mais conservent leurs droits à la protection sociale et reçoivent des indemnités ; la révision à la baisse

des systèmes d'indemnisation depuis le milieu des années 80 n'a pas suffi à rétablir l'équilibre des comptes sociaux tout en rendant beaucoup plus précaire la situation de nombreux chômeurs réduits à l'état de pauvreté, voire parfois de misère. Cet effondrement du niveau de vie pèse à son tour sur l'activité économique car il contribue à freiner dans une proportion importante la consommation des ménages. Plus grave encore, il rompt la relative cohésion sociale instaurée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, sous la tutelle des gouvernements ralliés au message keynésien qui impliquait au moins implicitement le droit au travail, et préconisait une audacieuse politique sociale ("welfare state" ou encore État providentiel). Partout se mettent en place des sociétés que l'on dit "à deux vitesses" parce qu'elles opposent ceux qui ont un emploi et sont même relativement protégés contre le risque de chômage et ceux qui sont exposés à une exclusion plus ou moins durable du marché du travail et, par suite, de la société de consommation.

Les politiques de redistribution de la richesse en faveur des plus défavorisés engagées à la fin des années 60 aux États-Unis ou en France ont également dû être abandonnées ; le syndicalisme qui lutte de son côté pour l'amélioration de la condition des travailleurs traverse lui aussi une grave crise, victime de la pression qu'exerce le chômage sur les revendications salariales.

Cette désagrégation du modèle social de l'après-guerre peut receler une menace pour la stabilité politique des démocraties dont il constituait une base essentielle, alors même que les solutions expérimentées par les différents gouvernements se révèlent peu efficaces. Le remède libéral classique qui consiste à réduire les coûts salariaux et à assouplir la législation du travail pour favoriser l'embauche a été appliqué dans les pays anglo-saxons dès le début des années 80 ; il a entraîné une réduction du chômage au prix d'une précarisation de l'emploi qui explique en partie la rechute du début des années 90. Cette solution a cependant la faveur de la plupart des gouvernements qui répugnent à renouer avec la solution keynésienne de la hausse des salaires susceptible à leurs yeux de réveiller une inflation maîtrisée depuis une dizaine d'années. Au-delà du "traitement social" destiné à préserver tant bien que mal les conditions de vie des chômeurs, les initiatives actuelles s'efforcent de conjuguer diminution de la durée du travail, stages de formation continue et opérations de réinsertion des chômeurs dans la vie active, assouplissements de la législation compatibles avec les règles de protection de l'emploi, selon des dosages variables en fonction des orientations politiques de chaque gouvernement et des spécificités socio-économiques de chaque pays. Cette recherche laborieuse témoigne de la complexité des problèmes posés par le chômage de ces vingt dernières années dans les pays développés : en tout état de cause, la résorption du chômage devient la condition essentielle de la sortie définitive de cette longue crise sociale des pays industrialisés.

11 Le chômage en France en 1990

Aux restructurations industrielles toujours en cours s'ajoutent les suppressions de postes justifiées par la baisse d'activité des grands groupes, entraînant à leur tour les responsables des P.M.E. - P.M.I. dans une spirale dangereuse. (...).

Croissance et créations d'emplois insuffisantes, les causes sont finalement communes à tous les pays (...). Elles se compliquent de quelques caractéristiques spécifiques dans le cas de la France, qui conditionnent le marché du travail. Chaque année, la population active se grossit de jeunes et surtout de femmes, à la recherche d'un emploi.

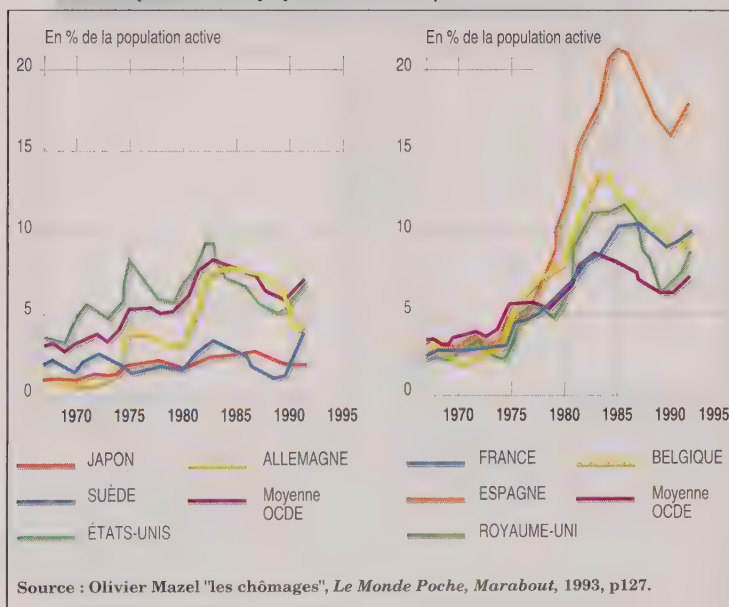
Endémique, l'inadaptation des niveaux de diplôme avec les qualifications réclamées pour un emploi, ou leur absence pour les 120 000 des 800 000 jeunes qui sortent chaque année du système scolaire, aggrave la menace de marginalisation ou d'exclusion. Le tout se traduit par un chômage de longue durée plus important que dans beaucoup de pays. *Le Monde, Bilan économique et social, 1991.*

12 Un témoignage sur le chômage

Il n'avait pas voulu trop y croire lorsqu'au début des années 80, les chantiers se sont raréfiés. Le téléphone sonna moins. Roberto s'en alla plus loin. En Libye, en Algérie, s'enfermant à l'intérieur de tuyaux de 2 mètres de diamètre pour assembler les pipe-lines, travaillant dans la chaleur saharienne (...). L'Algérie, la Libye, ce sera aussi fini. Roberto regagne le pays, Gravelines, entre Dunkerque et Calais (...). Riche d'une centrale nucléaire de nouvelles entreprises, comme le complexe industriel de Péchiney ou l'unité de production d'Aspartam (...). Il sillonne la campagne où s'activent les travaux de percement du tunnel sous la Manche. "Mais tous ceux-là n'ont pas besoin de moi, la soudure, c'est fini", répète-t-il. Roberto va à l'A.N.P.E. tous les jours, comme une visite de routine.

Dominique Le Guilledoux, Le Monde, 17 mars 1993.

13 Le chômage dans les principaux pays de l'O.C.D.E. (en % de la population active)



Analyser

Document 11. Quelles sont les causes économiques du chômage ? Quelles sont celles qui sont spécifiques à la France ?

Document 12. Expliquez les raisons du chômage de Roberto.

Document 13. Expliquez les variations du chômage dans le temps, puis selon les pays cités.

idées

A. La crise des années 70

- Quelles sont les raisons du déclenchement de la crise. Signalez-en les caractères principaux et relevez ceux qui apparaissent originaux par rapport aux crises classiques.

B. Croissance ralentie et crise financière (1979-1995)

- Comment expliquer le rebondissement de la crise à la fin des années 70 ? Quels caractères revêt cette nouvelle phase ? Pourquoi n'y a-t-il pas de reprise durable ?

C. La crise reflète la mutation de l'économie mondiale

- Quelles sont les raisons majeures par lesquelles on explique aujourd'hui la "longue crise" ? Quelle redistribution des forces économiques s'est opérée à la faveur de cette crise ?

Approfondissement ES

D. Le chômage : une menace pour la cohésion sociale des pays développés

- Quel a été l'effet de la crise sur l'emploi ? Quelles explications donne-t-on de la persistance du chômage ? Quelles sont les conséquences que comporte celui-ci pour les sociétés des pays industriels ?

dates

1971 : crise monétaire mondiale.

1973 : premier choc pétrolier.

1974-1975 : première phase de la crise (phénomène de stagflation).

1979 : second choc pétrolier.

1980-1982 : seconde phase de la crise et retour à l'orthodoxie libérale.

1985-1987 : crises financières et contre-choc pétrolier.

1990-1993 : nouvelle récession et crise monétaire en Europe occidentale.

1994-1995 : lente reprise et persistance du chômage.

mots clefs

Choc pétrolier

Effet produit sur l'économie mondiale par l'accroissement important des prix du pétrole décidé par les producteurs.

Chômage

État d'une personne involontairement privée d'emploi et en recherchant un.

Crise économique

Ensemble de déséquilibres remettant en cause la croissance.

Inflation

Augmentation générale des prix entretenue par les comportements des acheteurs et des vendeurs qui anticipent la poursuite de la hausse.

Pétrodollars

Dollars résultant de la vente du pétrole et profitant aux pays exportateurs.

Placements spéculatifs

Placements dont le rapport attendu ne résulte pas des bénéfices de l'entreprise, mais de la revente des titres en Bourse.

Récession

Période de ralentissement de la croissance.

Révision d'une dette

Accord qui permet au débiteur de se voir remettre une partie de sa dette et d'obtenir, pour le remboursement du reste, des délais plus longs et des intérêts plus faibles.

Stagflation

Combinaison d'une stagnation de la production et d'une inflation monétaire.

sujet

Le rôle des chocs pétroliers dans la grande crise (1973-1987).

corrigé

Introduction

De 1973 à 1987, la crise de l'économie mondiale paraît très liée à l'évolution du marché pétrolier : un premier "choc pétrolier" l'a déclenchée en 1973 ; un second choc, en 1979, a entraîné une rechute de l'économie mondiale dans la crise ; cependant le "contre-choc pétrolier" qui s'est produit à partir de l'automne 1985 n'a pas apporté de solution radicale aux difficultés de l'économie mondiale.

Quelles sont les causes de l'évolution chaotique du marché pétrolier ? Quelles formes ont revêtu "chocs" et "contre-choc" ? Quelle est la responsabilité du pétrole dans la longue crise actuelle ?

Développement

A. L'évolution chaotique du marché pétrolier a des origines économiques et politiques

● Les raisons économiques se rattachent pour l'essentiel à la loi générale de l' "offre et de la demande" : forte montée de la demande des pays industriels depuis les années 50 face à une production qui a du mal à suivre ; les nouveaux gisements (Alaska, mer du Nord, golfe du Mexique) sont difficiles à exploiter, et donc onéreux.

● Créée depuis 1960, l'O.P.E.P. a, dans ces conditions, les moyens de faire accepter aux grandes compagnies pétrolières occidentales le principe d'une réforme progressive des marchés pétroliers mondiaux (conférence de Téhéran en 1971).

● La succession de crises politiques difficilement contrôlables qui affectent le Moyen-Orient dans les années 70 contribue à modifier les rapports de forces sur le marché pétrolier. La guerre israélo-arabe d'octobre 1973 fournit à l'O.P.E.P. l'occasion d'accélérer brutalement le rythme de la réforme des marchés pétroliers, alors que les États-Unis traversent une crise nationale sans précédent (crise économique et monétaire, échec vietnamien, scandale du Watergate, démission forcée du président Nixon). En 1979, c'est la révolution iranienne qui a conduit les importateurs à surestimer les risques d'une rupture des livraisons (interruption pendant quatre mois des exportations iraniennes).

● Le contre-choc pétrolier des années 80 correspond à une inversion des données économiques et politiques. Le marché est devenu favorable aux acheteurs car la demande s'est réduite (du fait de la crise et des politiques de substitution ou d'économie de pétrole). L'O.P.E.P. perd en conséquence une partie de son pouvoir ; l'organisation souffre en outre de divisions entre ceux de ses membres qui veulent produire le plus possible au risque de faire baisser les prix, et ceux qui, comme l'Arabie saoudite, souhaitent réduire la production pour soutenir le niveau des prix. Ces dissensions entraînent une situation de surproduction permanente favorable à la retombée des cours du pétrole.

B. Les chocs pétroliers et leurs conséquences économiques

● Des mouvements de prix de grande amplitude se succèdent : deux véritables chocs pétroliers se produisent en 1973-1974 et en 1979-1980.

À partir de 1985, la chute des prix du baril se transforme en un véritable effondrement des cours (jusqu'aux alentours de 10 dollars par baril) ; la baisse du dollar, à partir de 1985, amplifie considérablement la perte de revenus des exportateurs.

● En parallèle, le contrôle de la production pétrolière change de mains. L'O.P.E.P. a effectivement engagé ses membres à prononcer la nationalisation de leurs ressources : dès 1975, la majorité de la production est passée sous le contrôle de sociétés nationales relevant des États producteurs. Cette appropriation des ressources donne aux producteurs les moyens (au moins théoriques) de moduler l'importance de la production ; à partir de 1980, l'O.P.E.P. s'efforce, sans succès, de fonctionner comme un véritable cartel en régulant le niveau de la production afin de maintenir les prix.

● Les chocs pétroliers provoquent des déséquilibres profonds et durables de l'économie mondiale :

– Un profond déséquilibre des balances commerciales : les exportateurs engrangent des recettes de l'ordre de 125 milliards de dollars entre 1973 et 1979, et de 290 milliards de dollars en 1980 au détriment des importateurs (spéciale-

ment le Japon, l'Europe et les pays non pétroliers du tiers-monde) ; la juxtaposition de déficits dispersés et d'excédents relativement concentrés dans la région sensible du golfe Persique a été ressentie comme dangereuse pour l'économie mondiale ; en réalité, ces ressources ont été largement recyclées par les réseaux du crédit international.

– Un effet d'inflation et de déflation : on a estimé à quelque 3 % l'inflation supplémentaire ajoutée par chacune des hausses pétrolières, tandis que l'effet de prélèvement de richesse a atteint 4 % du P.N.B. des importateurs dans les années 80 : cette ponction oblige les pays qui la subissent à réduire leur activité, donc à se mettre en situation de crise.

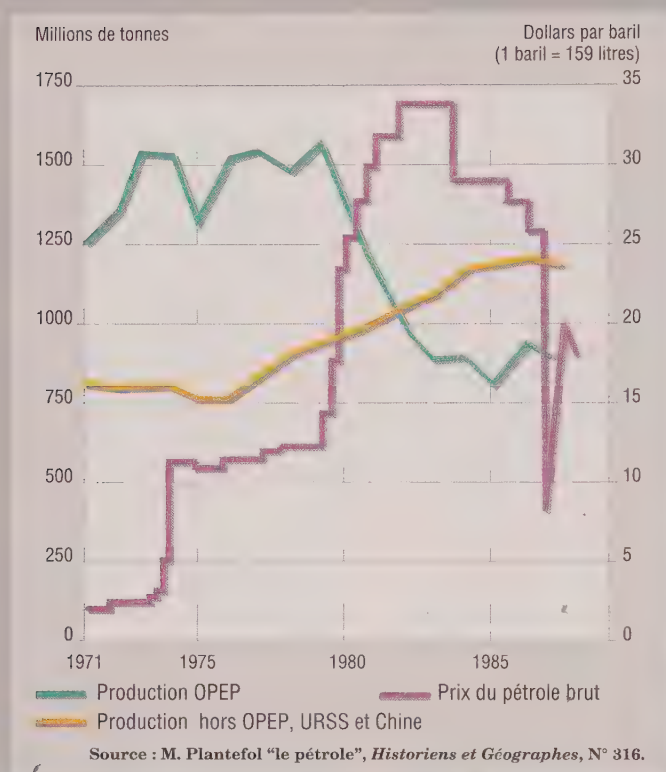
– Un effet d'amplification des déséquilibres préexistants : les chocs pétroliers ont "déclenché" et "aggravé" la crise ; ils n'expliquent pas toute l'inflation des années 70 (le plus souvent supérieure à 10 %) ni les difficultés des anciennes activités industrielles.

● Le contre-choc pétrolier soulage les importateurs mais n'a pas que des effets positifs. En 1986-1987, un pays fortement importateur comme la France a économisé près de 100 milliards de francs sur ses importations énergétiques, au profit des consommateurs et des entreprises : une partie de la "désinflation" des années récentes s'explique par la diminution du prix du pétrole. Mais cette baisse met en difficulté la plupart des exportateurs, ce qui a pour effet de tarir le crédit international ; en même temps, elle décourage la mise en valeur de nouvelles ressources, elle ralentit les recherches sur les énergies nouvelles : à terme, cela pourrait recréer les conditions d'un nouveau choc pétrolier.

Conclusion

L'évolution des marchés pétroliers a joué un rôle important dans le déroulement de la crise, mais elle s'inscrivait dans des tendances à long terme qui relèvent de la décolonisation économique ; par ailleurs, elle est loin d'expliquer toute la crise. Si une réelle détente s'est produite sur les marchés pétroliers actuels, l'avenir n'est pas à l'abri de nouveaux retournements.

Le pétrole et l'économie mondiale



14 Prix de pétrole et production



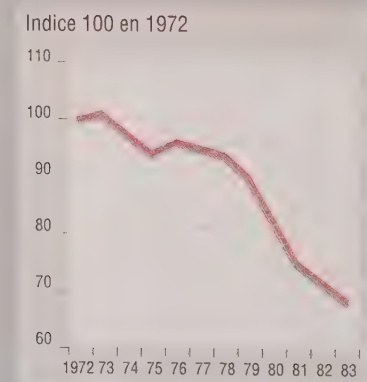
15 L'évolution récente des prix pétroliers

16 La nationalisation des ressources pétrolières par les pays producteurs

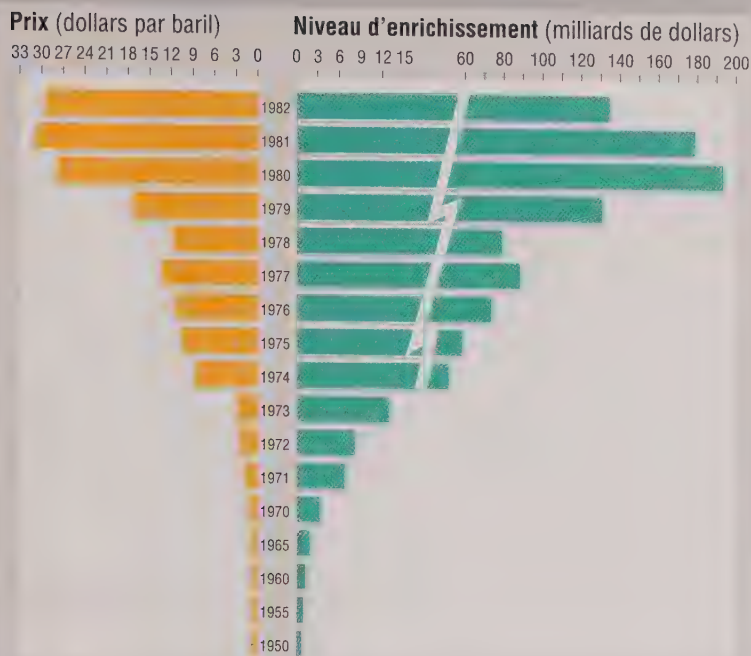
Amorcée par l'Iran en 1951, poursuivie par l'Algérie vingt ans après, la politique de nationalisation des compagnies pétrolières constitue la trame à partir de laquelle l'action des producteurs va se développer.

Dès le mois de janvier 1973, l'Iran, qui contrôle déjà ses gisements, exprime l'intention de limiter l'action des compagnies à l'enlèvement du "brut" dans les ports. En mars, un accord est conclu entre le gouvernement irakien et l'Iraq Petroleum Company, accord qui entérine la nationalisation de cette dernière (...). Le 15 juin, le Koweït demande l'ouverture immédiate de négociations afin de porter sa participation de 25 à 51 % de la Kuwait Oil Company. Parallèlement, le Nigeria prend 35 % du capital de la filiale de Shell-B.P., la plus importante société exploitante du pays. Pendant l'été, le colonel Khadafi relance l'offensive (...). En novembre, Abu Dhabi remet à son tour en cause les accords de New York (conclus en 1972, ils permettaient aux États producteurs de prendre immédiatement une participation de 25 % dans le capital des compagnies, pourcentage qui devait être porté à 51 % seulement en 1982).

"La crise de l'énergie", *Le Monde*,
Dossiers et documents, n° 9, mars 1974.



17 La consommation de pétrole dans les pays de l'O.C.D.E. de 1972 à 1983



18 L'enrichissement des pays membres de l'O.P.E.P. de 1950 à 1982

19 L'O.P.E.P. tente d'enrayer les effets du contre-choc pétrolier

La 81^e session de la Conférence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.) s'est tenue à Vienne, en Autriche, du 25 au 27 juin 1987.

La Conférence a exprimé sa satisfaction devant les résultats positifs de l'accord signé en 1986, par lequel l'O.P.E.P. a rétabli le système des prix fixes, à un niveau de 18 dollars par baril soutenu par des plafonds de production O.P.E.P. ventilés en niveaux nationaux de production. La Conférence a noté que tous les indicateurs du marché (...) se sont raffermis notablement, consolidant ainsi la structure des prix de l'O.P.E.P. telle que définie par l'accord. La Conférence a examiné les perspectives offre/demande pour le second semestre et décidé, afin d'assurer des prix demeurant fermes sur le marché, que la production de l'O.P.E.P. durant le quatrième trimestre sera égale à celle du troisième trimestre, soit 16,6 millions de barils/jour (830 millions de tonnes par an) distribués selon des niveaux nationaux de produc-

tion identiques à ceux qui ont été définis dans l'accord susmentionné pour ce même trimestre. La Conférence a noté la chute continue de la valeur du dollar U.S. et elle est convenue que la question devra faire l'objet d'études dont il sera rapporté devant elle lors de sa prochaine session.

Extraits du communiqué final de la 81^e Conférence de l'O.P.E.P.

20 La facture pétrolière de la France

	Coût moyen du brut importé (en francs/tonne)	Facture pétrolière totale ¹ (en milliards de francs)
1973	115	14
1979	580	70
1981	1 460	129
1984	1 893	146
1985	1 839	137
1986	773	58
1987	799	63
1988	641	50
1989	828	66
1990	897	72
1991	813	71

1. Facture globale (exportations de pétrole raffiné déduites).

prépabac

Organisez votre commentaire des documents de ce dossier sur le thème "le pétrole et l'économie mondiale" à l'aide des questions suivantes :

1. Dans quelle période se situent ces documents ? Quels événements mettent-ils en relief ? Quelles en sont les causes (doc. 14, 15 et 16) ?
2. Quelles sont, à partir des documents 17 et 20, les conséquences des chocs pétroliers pour les pays importateurs de pétrole ?
3. Quelles sont, à partir du document 18, les conséquences des chocs pétroliers pour les pays exportateurs de pétrole ? Quelles sont les conséquences notamment financières pour l'économie mondiale ?
4. Quel phénomène illustre le document 19 ? Cherchez-en l'explication aux documents 17 et 20. Quelles peuvent en être les conséquences pour l'économie mondiale ?

L'échec des réformes dans le monde communiste (1958-1993)

*Comment le système communiste évolue-t-il en Europe depuis Khrouchtchev ?
 Quelles sont les conséquences de l'échec de la réforme du système communiste en Europe ?
 Comment la Chine tente-t-elle de concilier communisme et capitalisme ?*

sommaire

A. En U.R.S.S. : la stagnation du modèle communiste (1958-1985)..... 172

1. L'échec de la tentative de réforme de Khrouchtchev (1958-1964)..... 172
2. Le "brejnevisme" : la victoire des hommes d'appareil (1965-1985)..... 172

B. Dans les démocraties populaires d'Europe : contestation et immobilisme (1968-1985)..... 174

1. Le communisme remis en question..... 174
2. Immobilisme et tensions..... 174

C. La Perestroïka (1985-1989)..... 176

1. L'accession au pouvoir et le programme de Gorbatchev..... 176
2. La mise en œuvre de la Perestroïka..... 176
3. Les limites de la Perestroïka..... 176

D. L'effondrement du communisme en Europe et la mort de l'U.R.S.S. (1989-1991)..... 178

1. L'effondrement du bloc communiste européen (1989)..... 178
2. La mort du communisme soviétique et de l'U.R.S.S. (1990-1991)..... 178

E. L'échec de l'expérience communiste chinoise (1965-1993)..... 180

1. La Révolution culturelle (1965-1969)..... 180
2. La fin du maoïsme (1969-1978)..... 181
3. L'ère Deng Xiaoping : modernisation et ouverture (1978-1993)..... 181

F. Le "communisme à la chinoise"..... 182

1. Marxisme et maoïsme..... 182
2. De l'adoption à la répudiation du modèle soviétique..... 182
3. La "Grande révolution culturelle prolétarienne"..... 183
4. La Chine est-elle encore un pays communiste ?..... 183

Fiche-bac..... 184

Sujets de bac..... 185

Dossier..... 186

1 Une Chine à deux vitesses

Ce qui distingue la Chine des anciens pays socialistes, c'est naturellement qu'elle reste une dictature communiste. Mais c'est aussi le dynamisme économique que lui ont valu les réformes de l'après-Mao. Plus exactement l'existence, depuis le milieu des années 80, d'une Chine à deux vitesses : celle des réformes et de l'ouverture, qui entraîne l'autre – celle du socialisme – aux rythmes de la nouvelle Asie industrielle, à laquelle elle se rattache par de multiples liens, qui ont favorisé la délocalisation des industries de Hong Kong, de Taïwan, etc. Entre les campagnes décollectivisées et les anciens noyaux urbains, où prévalent encore les structures socialistes, cette mutation, qui déborde largement les zones économiques spéciales ouvertes en 1979, fait naître une nouvelle Chine.

Universalis, 1993.



Boris Pasternak, par Piotr Below (gouache sur carton)

Cette peinture (postérieure à l'événement) illustre la trace laissée dans les mémoires par l'échec du mouvement de réforme en Union soviétique, à travers le sort réservé à l'écrivain soviétique Boris Pasternak. Persécuté sous Staline, il paraît bénéficier un moment du début de libéralisation de l'époque qui suit la mort de celui-ci, avant d'être désigné par Khrouchtchev à la vindicte publique en 1958. Emmuré dans l'univers du silence d'un régime qui ne peut accepter la liberté de pensée et d'expression, il lui sera interdit d'aller recevoir à Stockholm le prix Nobel de littérature qui lui a été décerné.

A. En U.R.S.S. : la stagnation du modèle communiste (1958-1985)

L'échec de la tentative de réformes entreprise par Khrouchtchev laisse le pouvoir soviétique aux mains des hommes de l'appareil d'État. Sous l'autorité de Brejnev, la classe dirigeante – la Nomenklatura – mène une politique de conservatisme et d'immobilisme qui conduit à la stagnation du modèle communiste soviétique.

1 L'échec de la tentative de réforme de Khrouchtchev (1958-1964)

Devenu le principal dirigeant de l'Union soviétique, Khrouchtchev prend conscience de la sclérose du système communiste. Premier secrétaire du P.C. soviétique depuis 1953 et président du Conseil des ministres en 1958, il a évincé successivement ses concurrents. Il se fixe pour objectif la modernisation économique de l'U.R.S.S., afin de rendre possible l'édification du communisme et d'accroître le pouvoir d'attraction de l'U.R.S.S. dans le cadre de sa concurrence avec le capitalisme.

Pour parvenir à ce résultat, il juge indispensable d'obtenir la participation de la population en l'intéressant à l'effort de production, en améliorant ses conditions de vie et en lui donnant plus d'autonomie et de responsabilité. Dans ce but, il décentralise la décision économique en créant des conseils régionaux, les *sovmarkhozes*, en 1959. Sur le plan politique, pour permettre l'accès du plus grand nombre aux postes de responsabilité, il instaure une rotation périodique des cadres et la limitation de la durée des mandats.

Les réformes de Khrouchtchev échouent devant l'inertie de la société soviétique et la résistance du parti communiste. Les cadres du Parti, redoutant de perdre leur pouvoir, leur influence et les avantages qu'ils en tirent, font obstacle aux réformes et obligent Khrouchtchev à faire machine arrière. Celui-ci s'efforce alors de s'appuyer sur les techniciens et de réduire le Parti au rôle d'exécutant politique.

Mais il s'aliène ainsi la classe dirigeante, la *Nomenklatura*, constituée de 750 000 personnes, cadres du Parti et de l'État, dirigeants des républiques, des districts, des villes, cadres des entreprises industrielles et agricoles, intellectuels de haut niveau. Celle-ci se coalise pour l'abattre et, en octobre 1964, Khrouchtchev est contraint à la démission par ses collègues du Présidium. La *Nomenklatura*, cette bureaucratie dont la constitution inquiétait tant Lénine et Trotski, est désormais maîtresse du régime.

2 Le "brejnevisme" : la victoire des hommes d'appareil (1965-1985)

La "direction collégiale" est une dictature collective des hommes d'appareil. Khrouchtchev est remplacé par une troïka comprenant Leonid Brejnev, premier secrétaire du

Parti, Kossyguine, président du Conseil des ministres, et Podgorny. Au fil des années, Brejnev va concentrer entre ses mains un pouvoir croissant et des honneurs multiples : il est nommé maréchal de l'U.R.S.S. et chef suprême des armées en 1976 et cumule les fonctions de chef de l'État et de chef du Parti à partir de 1977. Mais il n'a pas pour autant la possibilité de tout décider et le Parti rappelle que : "le secrétaire général(...) n'est pas un chef, il ne peut ordonner. Il n'est que le premier des pairs d'une direction collégiale élue par les communistes". Il gouverne parce qu'il a la confiance de la *Nomenklatura* et qu'il a su établir un équilibre des forces entre les appareils importants et les clans qui les dirigent.

Le pouvoir de Brejnev et de la *Nomenklatura* se solde par une stagnation dans tous les domaines. Les réformes de Khrouchtchev concernant la décentralisation et la réorganisation du Parti sont abandonnées, les anciens dirigeants réintégrés, la déstalinisation arrêtée. Le contrôle moral et politique de la population est renforcé : de nouveaux dirigeants prennent la tête du K.G.B. (police secrète du régime), des syndicats, du Komsomol (Organisation de jeunesse). La surveillance des intellectuels est accentuée et l'action répressive s'intensifie.

En dépit de la signature des accords d'Helsinki, en 1975, par lesquels l'U.R.S.S. s'engageait à favoriser la diffusion de l'information et l'exercice des libertés et des droits de toutes sortes, le sort des contestataires s'aggrave : internements, expulsions, arrestations arbitraires se succèdent. Soljenitsyne est exclu de l'Union des écrivains puis banni, après avoir été déchu de la nationalité soviétique. Créateur d'un Comité de défense des droits de l'homme, l'académicien Sakharov est envoyé en exil à Gorki.

En ce qui concerne l'économie, le bilan est très décevant. Brejnev ne cesse d'en dénoncer les carences, la routine, la mauvaise gestion, la médiocre qualité des produits... Le secteur agricole est particulièrement décourageant. Il faut importer du blé notamment des États-Unis et l'approvisionnement des Soviétiques en produits alimentaires est souvent difficile.

On constate donc, en 1982, une coupure entre le Parti et la société soviétique. La population paraît se désintéresser des performances économiques et du travail, depuis la fin de la guerre. En attendant une amélioration de ses conditions de vie, elle se réfugie dans l'absentéisme ou la résistance passive, non résolue à collaborer avec le régime tandis que le Parti est détenteur du pouvoir et des privilèges.

3 Le pari économique de Nikita Khrouchtchev

Si l'on compte par habitant, il faudra probablement encore cinq ans environ après l'exécution du plan septennal¹ pour rattraper et dépasser les États-Unis dans la production industrielle. Donc, vers cette époque, et peut-être même avant, l'Union soviétique occupera la première place au monde tant pour le volume absolu de la production que pour la production par habitant. Ce sera une victoire historique du socialisme dans la compétition pacifique avec le capitalisme dans l'arène internationale.

N. Khrouchtchev, *Rapport au XXI^e Congrès (1959)*, *La Pravda*, 28 janvier 1959.

1. C'est-à-dire en 1971.

5 Le Parti, obstacle aux réformes de Khrouchtchev

Jusqu'en 1962, Khrouchtchev a cherché à aménager le système soviétique en se situant dans sa logique. Même s'il élargit les instances de discussion du Parti, s'il tente de changer sa composition sociale, c'est au nom du Parti, de sa fonction politique privilégiée qu'il multiplie les réformes. En 1962, il est confronté à l'hostilité générale du Parti qui, dans tous les domaines, tourne ses réformes, les vide de leur contenu et recrée partout les fiefs que Khrouchtchev a tenté d'affaiblir et de remplacer par une réelle participation populaire (...). Partout Khrouchtchev se heurte à des couches dirigeantes acharnées à défendre leurs positions et les avantages (...) qui y sont attachés. Le commun dénominateur des ces mécontentements, c'est le Parti, et Khrouchtchev, en novembre 1962, conscient d'affronter une oppo-

sition sans merci, sort enfin de la logique soviétique, celle du Parti maître absolu du pouvoir. Il va tenter de réduire le Parti au rôle d'exécutant politique (...).

H. Carrère d'Encausse, *Le Pouvoir confisqué*, Flammarion, 1980.

6 Le programme de la direction collégiale (1965)

Le P.C.U.S. et le gouvernement soviétique se préoccupent constamment d'assurer l'essor de toutes les branches économiques, du niveau de vie matériel et culturel de la population (...). Le Comité central estime que sa tâche actuelle est d'améliorer les formes et méthodes de l'infrastructure économique (...).

Nous souhaitons la détente internationale et nous nous efforçons constamment d'y parvenir. Cependant, notre pays est prêt à repousser énergiquement toute atteinte portée à la sécurité du peuple soviétique, de ses amis et alliés. Nous pratiquons systématiquement une politique léniniste en défendant la coexistence pacifique de pays dotés de régimes politiques différents. Cependant, nous ne pouvons pas ne pas tenir compte d'un fait évident, à savoir que les forces de l'impérialisme, et en premier lieu les États-Unis, cherchant à stopper le cours de l'histoire, interviennent de plus en plus souvent, en toute impudence, dans les affaires d'autrui (...).

Le triomphe de la paix et du progrès social, les perspectives du mouvement révolutionnaire et de libération nationale dépendent, pour une grande part, de la cohésion des pays socialistes, de l'unité des partis communistes et ouvriers dans le monde entier.

La Pravda, 1965.



4 L'effort pour la production (affiche de 1955)

Analyser

Document 3. Quel objectif Khrouchtchev assigne-t-il à l'économie soviétique ? Quelle importance ce succès économique revêt-il à ses yeux ?

Document 4. Quelle croissance de la production soviétique l'affiche indique-t-elle entre 1937 et 1954 ? Que représente la courbe du bas ? Comment le capitalisme est-il représenté ? Quelle est la signification de cette affiche ?

Document 5. Quel souci manifeste Khrouchtchev quant au système communiste en pratiquant ses réformes ? Comment le parti communiste a-t-il réagi aux réformes ? Quel tournant l'auteur de ce texte constate-t-il en 1962 ? À partir de ce document, quelle explication pouvez-vous donner de la chute de Khrouchtchev ?

Document 6. Relevez les divers points du programme. Vous paraissent-ils antagonistes de ceux poursuivis par Khrouchtchev ? Dans ces conditions, pourquoi a-t-il été destitué ?

B. Dans les démocraties populaires d'Europe : contestation et immobilisme (1968-1985)

L'U.R.S.S. et les régimes communistes d'Europe orientale s'opposent à toute libéralisation dans les démocraties populaires. Mais l'échec économique, l'immobilisme politique et la montée des oppositions aiguïssent les tensions et rendent la situation explosive.

1 Le communisme remis en question

Le printemps de Prague de 1968 a pour origine la tentative de création d'un "socialisme à visage humain". Sous la direction de Dubcek, le parti communiste tchécoslovaque s'efforce de modifier le système afin de concilier socialisme et liberté : la libre discussion est autorisée, le monopole de la vie politique n'est plus réservé au seul P.C.

Mais ce programme déplaît profondément aux éléments intransigeants en Union soviétique et dans certaines démocraties populaires – Pologne et R.D.A. notamment. Pour éviter la contagion de ces idées dans leurs États, ils font décider, en août 1968, l'intervention des troupes du pacte de Varsovie. La répression s'abat sur la Tchécoslovaquie. Le parti communiste qui a été à l'origine du mouvement est sévèrement épuré. À cette occasion est proclamée la doctrine Brejnev, qui ne reconnaît aux pays socialistes qu'une souveraineté limitée par la priorité de l'"internationalisme prolétarien". L'affaire du "printemps de Prague" pousse l'U.R.S.S. à surveiller étroitement les pays socialistes travaillés par les forces centrifuges nationalistes, à l'exception de la Bulgarie.

À partir de 1970, c'est en Pologne que la contestation devient désormais la plus menaçante pour les dirigeants communistes. Elle implique une grande partie de la population et touche tous les groupes sociaux. Elle s'appuie sur un puissant sentiment national et sur l'audience très forte de l'Église catholique (90 % de la population est catholique), encore accrue par l'élection, en 1978, du pape polonais Jean-Paul II. En 1970, de grandes grèves éclatent à Gdansk et dans les ports de la Baltique, entraînant la chute du dirigeant communiste Gomulka et son remplacement par Gierek.

Au cours de l'été 1980, c'est le refus du modèle soviétique qui provoque une nouvelle vague de grèves. Elle oblige le parti communiste à reconnaître l'existence légale d'un syndicat indépendant du Parti, *Solidarnosc* (Solidarité), dirigé par Lech Walesa. Mais les éléments durs du parti communiste polonais, soutenus par leurs homologues des pays du pacte de Varsovie et par Brejnev lui-même, contraignent Gierek à démissionner et le remplacent par le général Jaruzelski. Le 13 décembre 1981, ce dernier fait arrêter les leaders de Solidarité et procède à une reprise en main qui ne parvient cependant à mettre fin ni à l'opposition ni à l'agitation de populations affrontées aux difficultés économiques.

2 Immobilisme et tensions

Hormis la R.D.A., seul pays de l'Europe de l'Est à bénéficier jusqu'en 1987 d'une croissance annuelle de 4,8 %, les autres démocraties populaires connaissent de gros problèmes économiques. Le niveau de vie de la population progresse peu et la pénurie subsiste pour bien des produits de consommation. Les démocraties populaires sont fort endettées, notamment la Pologne. Certains pays parmi les plus industrialisés, comme la Tchécoslovaquie et la Hongrie (où la situation a longtemps été favorable) connaissent de graves difficultés ; le défaut de modernisation technologique diminue la productivité.

La situation est pire encore dans les pays à vocation agricole. L'Albanie est de loin le pays le plus pauvre et ne parvient pas à sortir de son sous-développement, d'autant plus qu'elle ne veut compter que sur ses propres forces afin de préserver son indépendance politique et économique. La Yougoslavie, où l'économie est stimulée par une forte demande intérieure, est pourtant confrontée à une crise persistante dont les signes les plus visibles sont l'inflation et la stagnation des exportations. Les économies des démocraties populaires sont donc, comme en U.R.S.S., incapables d'assurer le bien-être des populations.

Politiquement, les démocraties populaires présentent des traits communs. Elles connaissent le même régime politique totalitaire où la dictature est exercée par le Parti-État, la même absence de liberté, le même refus de tolérer l'opposition, mais aussi la même volonté d'affirmation des particularités nationales. Mais des différences existent entre elles du fait de leur appartenance ou non au pacte de Varsovie et au Comecon, et de la marge d'indépendance qu'elles ont su conserver vis-à-vis de l'Union soviétique.

La Yougoslavie et l'Albanie évoluent hors du Comecon et du pacte de Varsovie et les dirigeants communistes y mènent une politique qui leur paraît conforme aux besoins nationaux : pour la première, il s'agit de limiter le pouvoir des nationalités rivales (Serbes, Croates, Slovénes...) afin d'éviter la désagrégation de l'État ; la seconde s'efforce de préserver à tout prix son indépendance.

Les autres États sont tous membres du pacte de Varsovie et du Comecon. En Bulgarie, dirigée par Todor Jivkov, en République démocratique allemande sous la

7 Le "socialisme à visage humain" en Tchécoslovaquie

Le parti communiste (...) ne veut pas appliquer son rôle dirigeant en faisant pression sur la société, mais en la servant avec dévouement en vue de son développement libre, progressif et socialiste. Le Parti ne peut pas imposer son autorité : il doit la gagner sans cesse par ses actes (...). Le but du Parti n'est pas de devenir un administrateur universel de la société, d'enchaîner toutes les organisations et d'entraver toute la vie sociale par ses directives (...). La politique du Parti ne doit nullement amener à faire naître chez les citoyens non communistes le sentiment qu'ils sont lésés dans leurs droits et dans leur liberté par le Parti (...). Nous voulons nous engager dans la construction d'un nouveau modèle de société socialiste profondément démocratique et adaptée aux conditions tchécoslovaques (...).

Programme d'action du parti communiste tchécoslovaque, 6 avril 1968.

9 Lech Walesa expose le sens du combat de Solidarité

Les jeunes ouvriers me reprochent d'avoir critiqué le "stalinisme" là où il fallait s'exprimer plus concrètement et accuser le "communisme". Je leur réponds : le communisme, connais pas. La période de Staline, nous dit-on aujourd'hui, n'était qu'une déformation du communisme, celle de Khrouchtchev n'était pas encore le vrai communisme, celle de Brejnev encore moins (...). Pour l'instant, nous en sommes encore à combattre ce que les communistes appellent les "séquelles du stalinisme". C'est-à-dire le monopole d'un parti unique, le contrôle de l'économie par la Nomenklatura et l'existence d'une classe privilégiée qui n'obéit à aucune des lois. J'appelle ça le stalinisme. Et il faut en finir avec un tel exercice du pouvoir.

Aujourd'hui les problèmes de tous les pays de l'Est sont pratiquement identiques. Crise économique, crise de confiance, recherche d'un nouveau consensus. Chaque pays a son propre remède. En Pologne, c'est Solidarité mais aussi l'Église catholique qui n'a jamais été aussi puissante, et l'agriculture privée, actuellement protégée par le pouvoir, car elle seule produit, en dépit de la crise (...).

Interview à Libération, 8 décembre 1988.



8 Manifestation de foule pendant le printemps de Prague au printemps 1968



10 Lech Walesa à Gdansk lors des grèves d'août 1980

Analyser

Document 7. Montrez comment le programme d'action du parti communiste tchécoslovaque prend le contre-pied des pratiques stalinienne. En quoi ce programme peut-il gêner les dirigeants soviétiques ou ceux des autres démocraties populaires ?

Document 8. À quelle date se déroule cette manifestation ? Que se passe-t-il à cette époque en Tchécoslovaquie ?

Document 9. Pourquoi Lech Walesa,

en 1988, se refuse-t-il à combattre le "communisme" et réserve-t-il ses critiques au "stalinisme" ? Comment définit-il le stalinisme ? Quels sont, selon lui, les problèmes communs à tous les pays de l'Est ? Quels atouts possède la Pologne ?

Document 10. Qui a organisé cette manifestation ? Quelle est la situation de cette organisation à la date indiquée ? Quels sont les sentiments de la population ? Quelle est la situation du pouvoir ?

férule de Erich Honecker qui militarise la population dès l'enfance, en Roumanie où le dictateur mégalomane Ceausescu place les membres de sa famille aux postes de commande et plonge son peuple dans la misère, aucune opposition n'est alors possible. Le totalitarisme règne et la répression s'abat sur les dissidents.

En revanche, la répression ne parvient à contenir l'opposition ni en Pologne, ni en Tchécoslovaquie. Dans le premier pays, le syndicat Solidarité, en principe dissous,

maintient son emprise sur la population ; dans le second, malgré la "normalisation" qui frappe les opposants, les signataires de la "Charte 77" (texte réclamant l'instauration des libertés démocratiques) ou les chrétiens refusent d'accepter le régime de Gustav Husak. Enfin, en Hongrie où Kadar tente depuis 1956 de se concilier la population en améliorant ses conditions de vie quotidienne, une certaine tolérance règne qui autorise les manifestations et laisse subsister la liberté religieuse.

C. La Perestroïka (1985-1989)

Pour sortir de la stagnation que connaît le communisme soviétique, Mikhaïl Gorbatchev lance la "Perestroïka". Mais, pris entre les conservateurs et les libéraux, il ne parvient pas à maîtriser le mouvement qu'il a lancé et se trouve débordé par l'élan démocratique.

❶ L'accession au pouvoir et le programme de Gorbatchev

Mikhaïl Gorbatchev est élu secrétaire général du Parti en mars 1985. Il prend la suite des deux éphémères successeurs de Brejnev (mort en 1982) : Andropov, le chef du K.G.B., qui se proposait de lutter contre la corruption, et Tchernenko, dauphin de Brejnev qui souhaitait plus de vérité vis-à-vis des Soviétiques.

Gorbatchev fixe à son action une double ligne qu'il définit par la "Glasnost" et la "Perestroïka". Il se réclame de ses deux prédécesseurs : comme Andropov, il souhaite un renforcement de la discipline et engage aussitôt une campagne contre l'alcoolisme devenu un véritable fléau national ; dans la ligne de Tchernenko, il annonce l'ère de la Glasnost (transparence), avec l'intention de secouer la léthargie des Soviétiques par un langage et des méthodes de vérité.

Gorbatchev est en effet conscient que l'U.R.S.S. ne peut tenir son rang de grande puissance, que son économie ne peut sortir de l'enlisement si les Soviétiques ne s'intéressent pas davantage à l'effort économique indispensable et au sort de la patrie socialiste. Pour les encourager à participer à l'œuvre socialiste, il annonce un ensemble de réformes, la "**Perestroïka**" (**restructuration**), qui doit réconcilier socialisme et démocratie et qu'il rattache directement à l'héritage du fondateur, Lénine. Il s'agit que l'Union soviétique devienne un État socialiste de droit et, dans ce but, que soient rétablies la libre discussion et l'autonomie de l'appareil d'État et des assemblées élues.

❷ La mise en œuvre de la Perestroïka

De 1985 à 1991, Gorbatchev tente une expérience destinée à sauver le régime en démocratisant le Parti et l'État. Il souhaite que le Parti conserve son rôle de di-

rection politique, mais qu'il cesse de se bureaucratiser et de constituer un frein au progrès et à l'innovation. Mais, en reprenant ainsi le projet de Khrouchtchev, Gorbatchev mécontente les éléments conservateurs de la Nomenklatura qui sont nombreux et puissants.

Pour les contenir, il s'appuie sur l'opinion publique et la société. Au printemps 1989, les premières élections libres qu'ait connues l'Union soviétique aboutissent à l'élection d'un Congrès des députés du peuple. Pour échapper au sort de Khrouchtchev, Gorbatchev se fait désigner par ce Congrès président de la République en mai 1989, espérant se mettre ainsi à l'abri d'une tentative d'éviction par la bureaucratie du Parti.

En jouant la société contre le Parti, grâce à la Glasnost, Gorbatchev libère des forces qu'il parvient mal à maîtriser. Pour réussir, Gorbatchev doit en effet compter sur l'appui de l'opinion publique qui ne cesse de se développer malgré la vigilance du Parti et de la police. Elle se manifeste par les lettres d'encouragement envoyées au secrétaire général de toutes les républiques soviétiques. Grâce à la Glasnost, elle s'exprime à travers les médias (journaux, livres, télévision, cinéma) par lesquels les Soviétiques apprennent les "pages cachées" de leur histoire : Staline, hier "petit père des peuples", est aujourd'hui considéré publiquement comme un criminel qu'il faudrait exclure à titre posthume du parti communiste soviétique.

Mais l'opinion ainsi autorisée à se faire entendre ne ménage pas ses critiques contre le pouvoir dont elle attend une amélioration rapide de ses conditions de vie. Or les réformes de structure envisagées sur le plan économique tardent à produire leurs effets, entretenant un vif mécontentement et un grand scepticisme sur la réalité des réformes.

❸ Les limites de la Perestroïka

Pour Gorbatchev, Glasnost et Perestroïka s'exercent dans des limites très étroites ; elles correspondent à une stratégie politique destinée à renforcer l'État soviétique :

11 La "Perestroïka" définie par Gorbatchev

"Perestroïka", cela signifie surmonter le processus de stagnation, rompre le mécanisme de freinage, créer des systèmes fiables et efficaces pour accélérer le progrès social et économique et lui donner un plus grand dynamisme. "Perestroïka", cela signifie aussi initiative de masse. C'est le développement complet de la démocratie, l'autonomie socialiste, l'encouragement de l'initiative et des attitudes créatives, c'est aussi davantage d'ordre et de discipline, davantage de transparence, la critique et l'autocritique dans tous les domaines de notre société. C'est le respect le plus absolu pour l'individu et la prise en considération de la dignité de la personne. "Perestroïka", c'est l'intensification systématique de l'économie soviétique, le renouveau et l'épanouissement des principes du centralisme démocratique dans la gestion de l'économie nationale, l'introduction en tous lieux de méthodes économiques, le renoncement à une gestion fondée sur l'injonction et les méthodes administratives (...). "Perestroïka", cela signifie le développement prioritaire du domaine social, avec pour objectif de satisfaire les aspirations du peuple soviétique à de meilleures conditions d'existence et de travail, à de meilleurs loisirs, à une meilleure éducation et de meilleurs soins médicaux (...).

M. Gorbatchev, *Perestroïka*, Flammarion, 1987.



13 La première campagne électorale libre de l'U.R.S.S. de Gorbatchev
En mars 1989, le libéral Boris Eltsine, candidat à Moscou, s'adresse à la foule.



14 La montée des nationalismes en Union soviétique

Passeports russes à l'effigie de Lénine piétinés par la foule à Bakou en Azerbaïdjan en janvier 1990, lors de l'enterrement de victimes d'un mouvement de répression.

Analyser

Document 11. Quelles sont les diverses définitions que donne Gorbatchev du mot "Perestroïka" ? Montrez comment chacune d'entre elles vise quelques-unes des carences du système soviétique. Quel correctif Gorbatchev propose-t-il pour chacune ?

Document 12. Quel objectif vise Gorbatchev en se rendant en visite en Occident ? Quelles sont les raisons de sa popularité dans les pays d'Occident ?

Document 13. Quelle importante transformation de la nature du pouvoir en U.R.S.S. le document illustre-t-il ?

Document 14. Quelle attitude de la part de la population de Bakou cette photographie illustre-t-elle ? Quelle menace fait-elle peser sur l'U.R.S.S. ?



12 Le président américain Ronald Reagan et son épouse reçus à Moscou par Mikhaïl et Raïssa Gorbatchev en juin 1988

d'une part à l'intérieur, afin de mettre fin à la coupure entre le Parti et la société qui l'affaiblit et, d'autre part, à l'extérieur, afin d'améliorer, par la démocratisation, une image et un pouvoir d'attraction détériorés.

Mais elles ne concernent ni l'armée ni la diplomatie et ne doivent pas aboutir à remettre le régime en question. C'est toujours le Parti qui exerce son contrôle sur l'opinion et il ne s'agit pas de remettre en cause les deux fondements du régime que sont la dictature du prolétariat et la propriété par l'État des moyens de production.

Si les citoyens obtiennent des droits à l'expression, c'est dans la limite des idées acceptées par le régime. Par Glasnost il faut entendre moins "transparence" qu'information donnée à la société pour la mobiliser. De même la "démocratisation" n'a pas ici le sens qu'on lui donne en

Occident, mais celui de renforcement de la "démocratie sociale", c'est-à-dire un bon fonctionnement des principes léninistes de gouvernement.

Est-il possible de fixer des bornes étroites à l'expression démocratique ? Critiqué par les conservateurs qui jugent qu'il compromet le régime, Gorbatchev est débordé par les libéraux, conduits par Boris Eltsine, député de Moscou, qui se fait élire en juin 1990, au suffrage universel, président de la Fédération de Russie et qui souhaite aller plus vite et plus loin. Par ailleurs, les nationalités de l'U.R.S.S. réclament leur indépendance ou leur souveraineté. Enfin, dans les démocraties populaires d'Europe les opposants aux régimes en place se trouvent stimulés. C'est la conjugaison de ces facteurs qui va faire échouer la tentative de Gorbatchev.

D. L'effondrement du communisme en Europe et la mort de l'U.R.S.S. (1989-1991)

La Perestroïka débouche, en Europe de l'Est, sur un mouvement de rejet du communisme qui provoque l'effondrement des régimes de démocratie populaire. À Moscou, la volonté des conservateurs d'enrayer la déroute du communisme en tentant un putsch aboutit à l'interdiction du parti communiste et à la disparition de l'U.R.S.S.

1 L'effondrement du bloc communiste européen (1989)

S'appuyant sur la libéralisation du régime soviétique, la Pologne et la Hongrie ouvrent la voie vers la sortie du communisme. Devant l'effondrement économique du pays, l'agitation des populations et les pressions de l'Occident, le général Jaruzelski négocie avec le syndicat Solidarité au printemps 1989. Des élections libres ont lieu en juin : elles consacrent le triomphe des opposants. Solidarité forme alors un gouvernement et, en 1990, après la démission de Jaruzelski, Lech Walesa est élu président de la République. En Hongrie, c'est l'aile libérale du parti communiste qui prend, dès 1989, des mesures de réforme. Elle organise des élections libres qui donnent la victoire à la droite modérée au printemps 1990.

Les événements décisifs ont lieu en Allemagne de l'Est, où Erich Honecker refuse toute libéralisation. Des manifestations populaires, après une visite de Gorbatchev, contraignent Honecker puis ses lieutenants à se retirer. En novembre 1989, alors que la population détruit le mur édifié en 1961, un gouvernement constitué de communistes réformistes doit multiplier les concessions. Après des élections libres, en février 1990, auxquelles les communistes échouent, un processus de réunification est entamé : il aboutit, en octobre 1990, à l'intégration de l'ex-Répu-

blique démocratique allemande à la République fédérale. Les unes après les autres, les démocraties populaires d'Europe sortent du communisme. Entre novembre et décembre 1989, les dirigeants de l'époque de Brejnev sont renversés : Jivkov en Bulgarie ; Jakes, successeur de Husak en Tchécoslovaquie ; enfin, Ceaucescu en Roumanie, exécuté après un simulacre de procès en décembre 1989. Sauf en Tchécoslovaquie, où l'écrivain Vaclav Havel est élu président de la République après la "révolution de velours", les hommes qui prennent le pouvoir sont soit d'anciens communistes devenus opposants (Roumanie), soit des techniciens qui ont joué un rôle sous l'ancien régime (Bulgarie).

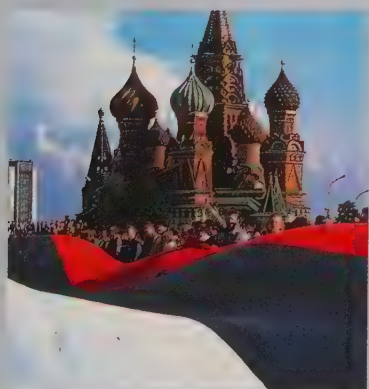
L'exemple se propage hors de la zone d'influence soviétique. Plusieurs républiques yougoslaves (Croatie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine) élisent des majorités non communistes. L'Albanie elle-même porte au pouvoir les opposants au communisme, en 1992.

2 La mort du communisme soviétique et de l'U.R.S.S. (1990-1991)

Mikhaïl Gorbatchev a accepté l'éclatement du bloc communiste européen, mais tente de sauver l'U.R.S.S. Il lui faut à la fois tenter de manœuvrer entre les conservateurs et les libéraux et s'efforcer de contenir les velléités indé-



15 La fin des démocraties populaires et de l'U.R.S.S. (1990-1991)



16 Au lendemain du putsch d'août 1991, la foule brandit un immense drapeau russe sur la place Rouge, manifestant par là son désir de voir disparaître l'U.R.S.S.

17 25 décembre 1991 : la mort de l'U.R.S.S.

En raison de la situation qui s'est créée avec la formation de la Communauté des États indépendants, je mets fin à mes fonctions de président de l'U.R.S.S.

J'ai défendu fermement l'autonomie, l'indépendance des peuples, la souveraineté des républiques. Mais je défendais aussi la préservation d'un État de l'Union, l'intégrité du pays.

Les événements ont pris une tournure différente. La ligne du démembrement du pays et de la dislocation de l'État a gagné, ce que je ne peux pas accepter. (...) Une œuvre d'une importance historique a été accomplie :

- Le système totalitaire qui a privé le pays de la possibilité qu'il aurait eue depuis longtemps de devenir heureux et prospère, a été liquidé ;

- Une percée a été effectuée sur la voie des transformations démocratiques. Les élections libres, la liberté de la presse, les libertés religieuses, des organes de pouvoir représentatifs et le multipartisme sont devenus une réalité. Les droits de l'homme sont reconnus comme le principe suprême ;

- La marche vers une économie multiforme a commencé (...). Dans le cadre de la réforme agraire, la paysannerie a commencé à renaître, le fermage est apparu, des millions d'hectares sont distribués aux habitants des villages et des

villes. La liberté économique du producteur est entrée dans la loi, la liberté d'entreprendre, la privatisation et la constitution de sociétés par actions ont commencé à prendre forme (...).

M. Gorbatchev, allocution télévisée du mardi 25 décembre 1991

Analyser

Document 15. Énumérez les États issus de l'ex-U.R.S.S. Indiquez pour chacun d'eux la date de la proclamation de son indépendance. Que constatez-vous ? Quel est l'État le plus puissant héritier de l'ex-U.R.S.S. ? Quelles sont les Républiques musulmanes ?

Document 16. Quel sentiment exprime cette foule en brandissant le drapeau russe ? Quel est à cette époque le drapeau de l'U.R.S.S. ? Quelle issue annonce cette scène ?

Document 17. Énumérez les divers aspects du bilan de Gorbatchev. Ce bilan vous paraît-il fondé ? En quoi Gorbatchev a-t-il tenté de réformer le régime de l'U.R.S.S. ? Quelles raisons donne-t-il à sa démission ? Quelle critique implicite contient son discours ?

pendantistes des républiques soviétiques : en effet, les unes après les autres, celles-ci se proclament indépendantes ou souveraines au cours de l'année 1990, et même la Russie, sous l'autorité de Boris Eltsine, s'efforce d'étendre sa souveraineté au détriment du pouvoir fédéral et du président de l'U.R.S.S.

Pour tenter de sauver l'U.R.S.S., Gorbatchev organise, au printemps 1991, un référendum sur l'appartenance à une union renouée qui préserverait la souveraineté des États. Il recueille une nette majorité et le président se prépare à faire ratifier un nouveau traité de l'Union en août 1991, lorsque les conservateurs l'en empêchent par un coup d'État.

Le putsch d'août 1991 bouleverse la situation et aboutit à la mort du communisme soviétique. Le 18 août, pendant que Gorbatchev est retenu dans sa datcha de Crimée, un comité d'État, formé par les dirigeants du K.G.B., de la police, de l'armée et des responsables du Parti, prend le pouvoir. Boris Eltsine, appuyé par des manifestations populaires, organise la résistance au putsch.

Celui-ci, mal préparé, échoue en 48 heures. Mais ses conséquences sont considérables : Gorbatchev est affaibli face à Eltsine qui apparaît désormais comme l'homme fort. Et surtout, dans les semaines qui suivent, le parti communiste, dont Gorbatchev abandonne la direction, est partout interdit.

L'Union soviétique disparaît en tant qu'État en décembre 1991. Au lendemain du putsch et de la disparition du parti communiste, principal ciment de l'U.R.S.S., toutes les républiques ont proclamé leur indépendance. Gorbatchev s'efforce de leur faire signer un nouveau traité de l'Union, mais le coup de grâce lui est porté par Eltsine. Celui-ci réunit à Minsk, en décembre, les présidents ukrainien et biélorusse, constate avec eux la disparition de l'Union soviétique et décide la création d'une "Communauté des États Indépendants" (C.E.I.) aux structures floues, à laquelle adhèrent ensuite la plupart des républiques ex-soviétiques. Président d'un État qui n'existe plus, Gorbatchev n'a plus qu'à donner sa démission le 25 décembre 1991.

E. L'échec de l'expérience communiste chinoise (1965-1993)

La Révolution culturelle représente l'apogée de la tentative maoïste de mettre en place une voie révolutionnaire chinoise. Son échec débouche sur une difficile remise en ordre à l'issue de laquelle la Chine abandonne le radicalisme de Mao pour une nouvelle politique économique d'ouverture sur le capitalisme occidental.

① La Révolution culturelle (1965-1969)

La Révolution culturelle est d'abord une vaste campagne idéologique dirigée contre les vieilles coutumes qui continuent d'influencer le comportement des Chinois. Elle traduit les conceptions de Mao Zedong sur l'existence d'une voie communiste chinoise où l'idéologie l'emporterait sur les contraintes des réalités. Aussi commence-t-elle, à l'automne 1965, par une attaque des maoïstes contre les milieux littéraires de Pékin. Il s'agit pour eux d'extirper l'individualisme hérité de la tradition et de lutter contre l'embourgeoisement qui guette les dirigeants du pays (cadres du Parti, techniciens, économistes), en s'appuyant sur le potentiel révolutionnaire des masses. La Révolution culturelle est surtout une lutte pour le pouvoir au sein du P.C.C. entre ceux qui, comme Mao, accordent la priorité à l'idéologie et ceux qui, comme Liu Shaoqi ou Deng Xiaoping, privilégient le nécessaire développement économique du pays.

Les critiques de Mao Zedong contre le "révisionnisme" de l'appareil du Parti sont relayées, en 1966, par de grandes manifestations de la jeunesse universitaire or-

ganisée en "gardes rouges" et par l'affichage de nombreux "dazibao" (journaux muraux à gros caractères) dans les grandes villes. Tandis que Mao l'emporte au Comité central du P.C.C. en août 1966 (Lin Biao remplaçant Liu Shaoqi à la vice-présidence du Parti), le mouvement gagne peu à peu tout le pays dans la plus extrême confusion. Face à la résistance des cadres "révisionnistes" ou à des débordements "gauchistes" comme à Shanghai en 1967, Mao fait finalement appel à l'armée pour rétablir l'ordre dans une Chine en pleine anarchie.

Mao Zedong, avec l'aide de l'armée, reconstruit le P.C.C. sur de nouvelles bases, une fois les "éléments droitiers" éliminés et les gardes rouges mis au pas. C'est l'œuvre du IX^e Congrès (avril 1969) qui modifie les statuts du Parti et renouvelle de façon spectaculaire ses dirigeants où les militaires sont en nombre (55 % des membres du Bureau politique). Il semble alors dominé par Lin Biao, officiellement désigné comme dauphin de Mao Zedong. La lutte pour le pouvoir entre les militaires, les radicaux maoïstes et les gestionnaires modérés (comme Zhou Enlai qui tient toujours en main l'appareil d'État) est cependant loin d'être terminée.

2 La fin du maoïsme (1969-1978)

La remise en ordre du pays s'opère dans des conditions difficiles en raison des luttes pour le pouvoir. Lin Biao est éliminé en 1971 (peut-être après avoir tenté un coup d'État contre Mao). La lutte pour le pouvoir se déroule alors entre les gestionnaires, partisans de donner la priorité à la reconstruction économique du pays (ils sont conduits par Zhou Enlai et son lieutenant Deng Xiaoping) et l'extrême gauche maoïste, animée par le "groupe de Shanghai". Après l'avoir emporté en faisant adopter un plan de développement économique, les "Quatre modernisations" en 1975, Zhou Enlai meurt (janvier 1976), suivi par Mao (septembre 1976).

Ces disparitions relancent la lutte pour le pouvoir. Les maoïstes font écarter Deng Xiaoping et nommer Premier ministre et président du Parti un obscur dirigeant, Hua Guofeng. Mais celui-ci, excédé par l'agitation des maoïstes, fait arrêter leurs chefs (baptisés "la bande des quatre"), mettant ainsi un point final à la Révolution culturelle.

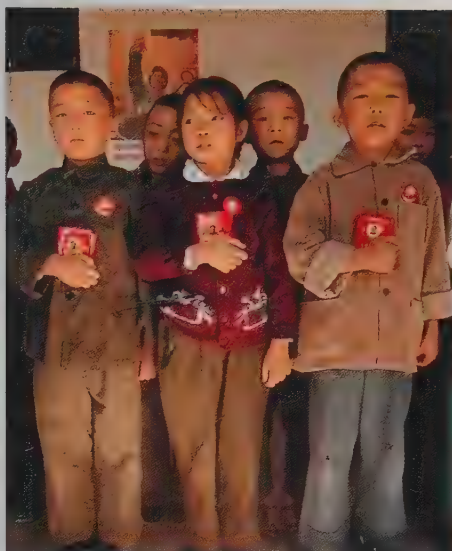
Deng Xiaoping, réhabilité, retrouve toutes ses fonctions. En décembre 1978, il fait écarter Hua Guofeng et le remplace par des hommes qui lui sont proches, Zhao Ziyang, devenu Premier ministre en 1980, et Hu Yaobang, nommé président du Parti en 1981.

3 L'ère Deng Xiaoping : modernisation et ouverture (1978-1993)

À partir de 1978, la Chine répudie la voie maoïste et adopte une nouvelle politique économique fondée sur les "Quatre modernisations" : réhabilitation de la notion de profit, autonomie de gestion accordée aux dirigeants d'entreprise, adoption du "système de responsabilités" permettant le retour à l'exploitation familiale en agriculture, ouverture de la Chine aux techniques et aux capitaux occidentaux...

Jusqu'en 1984, l'accent est surtout mis sur la décollectivisation des campagnes, entraînant la suppression des communes populaires. Depuis 1984, la réforme s'étend au système lui-même, certaines mesures tendant à remettre en question le caractère socialiste de l'économie comme la libéralisation progressive des prix, l'assouplissement de la planification.

Toutes ces réformes se sont traduites par une augmentation spectaculaire de la production et ont affecté en profondeur la société chinoise. Dans tous les domaines la production a crû et le niveau de vie général a augmenté ; cependant, elles ont été accompagnées par une forte hausse des prix et un lourd déficit du commerce extérieur. On observe, d'un point de vue social, l'accroissement des disparités, le retour aux anciennes coutumes dans les campagnes (autorité patriarcale, rites et cultes ancestraux...), le développement des petits métiers, et une montée de la délinquance et de la corruption dans les villes.



18 Groupe d'écoliers munis du "petit livre rouge".

Contenant les pensées de Mao Zedong, le petit livre rouge est censé éclairer la Chine sur la voie à suivre dans la révolution culturelle

19 La Révolution culturelle vue par...

• Zhou Enlai

Nous sommes déterminés à liquider complètement toutes les idées anciennes, toute la culture ancienne, toutes les mœurs et les habitudes anciennes par lesquelles les classes exploiteuses ont empoisonné la conscience populaire pendant des millénaires.

Réponse faite le 18 juin 1968 à un journaliste lui demandant de définir la Révolution culturelle.

• Mao Zedong

C'est moi qui ai mis le feu à la grande Révolution culturelle (...). Précédemment, vous vous occupiez d'industrie, d'agriculture et de transport, mais pas de révolution culturelle. Ce que vous n'attendiez pas est arrivé. Des cerveaux qui n'avaient pas pensé depuis des années se sont mis de nouveau à penser, sous le choc.

Extrait d'une conférence faite le 25 octobre 1966.

• Des dirigeants chinois, ultérieurement

La Révolution culturelle est le revers le plus sérieux subi par le socialisme en Chine depuis 1949.

Discours de Ye Jianying, vice-président du Comité central du P.C.C., le 29 septembre 1979.

La Révolution culturelle fut pour le parti et l'État une catastrophe terrible qui aurait pu être évitée.

Discours de Hu Yaobang, secrétaire général du P.C.C., le 9 avril 1986.

Analyser

Document 18. Que tiennent ces enfants ?

Que contient ce livre ? Quel objectif politique cette photographie met-elle en évidence de la part du parti communiste chinois ?

Document 19. Comment Zhou Enlai définit-il la Révolution culturelle ? Sur quel point Mao insiste-t-il et quel est le danger de cette position ? Quel jugement portent sur la Révolution culturelle les dirigeants chinois après la mort de Mao ?

Au plan politique et culturel, la Chine poursuit depuis 1978 une **démocratisation limitée et contrôlée** par le P.C.C. La relative libéralisation du régime n'exclut pas de sérieux coups de frein : condamnation d'écrivains contestataires en 1979, campagnes contre la "pollution spirituelle" en 1983, contre la "littérature polluante" en 1985, démission du secrétaire général Hu Yaobang, jugé trop libéral par les néo-maoïstes du P.C.C., après d'importantes manifestations étudiantes réclamant "plus de démocratie", en janvier 1987. En juin 1989, Deng Xiaoping et le Premier ministre Li Peng font écraser par l'armée sur la place

Tien An-men les manifestants qui réclament la liberté et la démocratie. Parfois contestée, la politique de réformes n'est cependant pas remise en question, l'influence de Deng Xiaoping au sein du P.C.C. restant déterminante. **L'ouverture et la modernisation de la Chine ne doivent cependant pas faire oublier qu'elle reste entre les mains d'un parti tout-puissant.** Celui-ci contrôle étroitement la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays, même si, dans le "socialisme à la chinoise", l'idéologie fait désormais une large place au pragmatisme.

F. Le "communisme à la chinoise"

Après avoir lancé, à l'époque de Mao Zedong, diverses tentatives d'adaptation du marxisme qui aboutissent toutes à des échecs, la Chine de Deng Xiaoping s'efforce de conjuguer une économie capitaliste avec le maintien de la dictature politique du parti communiste.

1 Marxisme et maoïsme

"Les théories de Marx, Engels, Lénine et Staline sont valables dans le monde entier. Mais il faut considérer leurs théories non pas comme des dogmes, mais comme des guides pour l'action." Fidèle à cette déclaration énoncée au comité central du parti communiste chinois en octobre 1938, Mao Zedong s'est efforcé d'adapter le marxisme, conçu en Europe au XIX^e siècle, à la situation concrète de la Chine au XX^e siècle.

C'est ainsi que, dès le début des années 30, il s'est surtout appuyé sur les masses paysannes exploitées par les grands propriétaires fonciers pour mener à bien la révolution chinoise, plutôt que sur une classe ouvrière encore numériquement trop faible et trop dispersée. En se faisant le champion de la lutte anti-japonaise entre 1931 et 1945, il n'a pas non plus hésité à mettre en veilleuse l'internationalisme prolétarien et à faire appel au nationalisme chinois pour gagner à sa cause une grande partie de la population déçue par l'attitude fluctuante de Tchang Kaï-chek. Arrivé au pouvoir en 1949, il n'essaye pas de mettre en place tout de suite une économie socialiste, ménageant pour quelque temps les capitalistes nationaux » ralliés au nouveau régime et les paysans riches dont la capacité productive reste alors vitale pour le pays (cf. chap. 3).

2 De l'adoption à la répudiation du modèle soviétique

De 1953 à 1957, Mao Zedong suit la voie soviétique pour remettre en état l'économie et l'administration : nationalisations, industrialisation, réforme agraire... Un traité d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle signé avec l'U.R.S.S. permet à la Chine d'obtenir une aide fi-

nancière et technique importante, dont la contrepartie comporte l'obligation de suivre la même politique extérieure que les Soviétiques.

Même fidélité au modèle soviétique dans le domaine politique avec l'adoption en septembre 1954 de la nouvelle Constitution chinoise, dont la clé de voûte est la dictature du Parti communiste qui dirige toute l'activité du pays, soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes qu'il contrôle : armée, syndicats, mouvements de jeunes...

En 1957-1958, Mao Zedong décide d'abandonner le modèle soviétique. Outre son désaccord politique avec les successeurs de Staline, entre dans cette décision la volonté de chercher une voie économique vers le socialisme qui convienne à la spécificité de la Chine. Le slogan de la période qui s'ouvre est "Par ses propres efforts, par ses propres moyens", c'est-à-dire, sans aide extérieure qui débouche sur une limitation de la liberté d'action. La répudiation du modèle soviétique procède donc aussi du désir d'assurer l'indépendance économique.

3 La recherche de la voie chinoise vers le communisme : la "Grande révolution culturelle prolétarienne"

Mao tente de créer un communisme original, égalitaire, antibureaucratique et anti-intellectuel, fondé sur la participation des masses. Avec la "Grande révolution culturelle prolétarienne" il remet en cause les conceptions "bureaucratiques" du communisme soviétique (voir p. 180). Il conteste la priorité donnée à l'industrie lourde en lançant le "Grand bond en avant" qui prétend développer à la fois l'agriculture et l'industrie. Contre la création d'une "Nomenklatura" issue du Parti, il prône un égalitarisme économique total. Enfin, sa critique du

“social-impérialisme” des Soviétiques le conduit à se présenter en chef de file d’un tiers-monde sous-développé. Mao se présente donc comme un adversaire résolu du révisionnisme et de l’hégémonie soviétiques. Mais les expériences qu’il lance au nom de conceptions purement idéologiques aboutissent à des désastres économiques dont le coût se solde en millions de vies humaines, cependant que la volonté d’imposer à tout prix ses vues le conduit à soumettre la Chine à une pesante dictature totalitaire.

4 La Chine est-elle encore un pays communiste ?

Après la mort de Mao en 1976, ses successeurs abandonnent ses conceptions pour une ligne gestionnaire moins soucieuse d’idéologie que de progrès économiques. Les diverses expériences tentées par Mao sont critiquées et jugées coûteuses en argent comme en vies humaines. Deng Xiaoping, qui, à partir de 1977, devient le principal inspirateur du communisme chinois, s’efforce de mettre en pratique les conceptions modernistes forgées par l’ancien Premier ministre Zhou Enlai, les « quatre modernisations » (celles de l’agriculture, de l’industrie, de la technologie, de l’armée).

Sans abandonner sur le plan politique la dictature exercée par le Parti communiste, il entend ouvrir la Chine aux relations diplomatiques et économiques avec l’Occident, renonçant ainsi au slogan maoïste “Ne compter que sur ses propres forces”. La Chine s’ouvre aux techniciens et aux capitaux étrangers. Cette **ouverture au monde extérieur** n’est pas sans conséquences sur la pratique quotidienne du communisme chinois (réhabilitation de la notion de profit, plus large autonomie de gestion laissée aux entreprises, distribution de terres en location aux familles paysannes...).

Baptisé par les dirigeants communistes “socialisme de marché”, le nouveau régime économique chinois n’a en fait pratiquement plus rien de marxiste et se rapproche beaucoup plus d’un véritable “capitalisme sauvage”, l’enrichissement personnel étant devenu le principal moteur d’une économie en pleine expansion. L’effondrement du marxisme comme base idéologique n’empêche cependant pas la vieille nomenklatura communiste de continuer à tenir bien en mains les destinées de la Chine : le libéralisme économique n’a pas encore engendré dans ce pays le libéralisme politique.



20 Les maoïstes désignés à la vindicte publique

Après la mort de Mao, les principaux dirigeants de la révolution culturelle, baptisés la “bande des quatre” (dont la veuve du président disparu) sont désignés comme les boucs émissaires de toutes les difficultés de la Chine.

21 La nouvelle politique économique chinoise présentée en 1979 par Deng Xiaoping

En 1978, nous avons lancé un vaste programme que nous appelons “les Quatre modernisations” (...). Pour nous autres Chinois, il s’agit-là, en un sens bien réel, d’une nouvelle révolution ; et c’est une révolution socialiste. Le but d’une révolution, au fond, consiste à libérer les forces productives d’un pays et à les développer. Si une révolution perd de vue le développement et la modernisation de la production – dont dépend toujours en définitive la prospérité d’un peuple – alors les intentions et la finalité de cette révolution se réduisent à des mots sans contenu (...). Là-dessus, notre opinion est parfaitement claire aujourd’hui. Mais elle n’a pas toujours été partagée par tous nos compatriotes. Pendant dix longues années la “bande des quatre” a cherché à faire dévier la Chine hors de la ligne juste. Elle lançait même ce slogan : “Nous préférons une société pauvre mais socialiste à une société riche mais capitaliste.” Quelle absurdité ! Nous ne voulons pas le capitalisme ; ce que nous voulons, c’est une société socialiste dont l’économie soit prospère.

Analyser

Document 20. Qu’appelle-t-on la “bande des quatre” ? Que reproche-t-on à ses membres ?

Document 21.

1. Quel est l’auteur de ce texte ? Dans quel contexte ce discours est-il prononcé ?
2. Définissez les “Quatre modernisations” et expliquez leur objectif.
3. Expliquez les luttes politiques et économiques auxquelles a donné lieu le développement de la Chine.

idées

A. En U.R.S.S. : la stagnation du modèle communiste (1958-1985)

- Pourquoi Khrouchtchev tente-t-il de réformer le système soviétique ? Quelles sont les raisons de son échec ?
- Quel est le caractère du régime soviétique après Khrouchtchev ?

B. Dans les démocraties populaires d'Europe

- Comment le monde communiste répond-il aux tentatives de libéralisation au sein des démocraties populaires ? Comment chacun des pays tente-t-il de résoudre ses problèmes politiques et économiques ?

C. La Perestroïka (1985-1989)

- Pourquoi et comment Gorbatchev lance-t-il la "Perestroïka" ? Quelles limites lui assigne-t-il ?

D. L'effondrement du communisme en Europe et la mort de l'U.R.S.S. (1989-1991)

- Quelles sont les causes et les diverses étapes marquant l'écroulement du bloc communiste européen ? Expliquez les raisons de la fin de l'U.R.S.S. et du P.C.U.S.

E. L'échec de l'expérience communiste chinoise (1965-1993)

- Qu'est-ce que la Révolution culturelle ? Quels ont été ses résultats ?
- Quels sont les groupes qui luttent pour le pouvoir en Chine après la Révolution culturelle ? Qui l'emporte ? Quelle ligne triomphe avec Deng Xiaoping ? Quelles en sont les limites ?

F. (Approfondissement L et ES) Le "communisme à la chinoise"

- Quelles expériences successives Mao a-t-il tentées pour siniser le marxisme ? Quel a été leur résultat ? De quelle contradiction la Chine contemporaine est-elle le théâtre ?

mots clefs

Glasnost (transparence)

Politique ayant pour objet de dire la vérité aux Soviétiques afin de provoquer de leur part un sursaut et une mobilisation.

Nomenklatura

Nom donné à la bureaucratie des cadres dirigeants du régime qui exerce le pouvoir en U.R.S.S. et dispose de nombreux privilèges.

Normalisation

Répression et retour à l'ordre autoritaire antérieur mis en œuvre en Tchécoslovaquie par le régime de Gustav Husak après l'écrasement du "printemps de Prague" en 1968.

Perestroïka (restructuration)

Politique conduite par Mikhaïl Gorbatchev, ayant pour objet de modifier radicalement le fonctionnement des structures du pouvoir en U.R.S.S.

Présidium

Nom donné au Bureau politique (Politburo) du parti communiste, c'est-à-dire au groupe dirigeant de celui-ci après la mort de Staline.

Révolution culturelle

Campagne idéologique suscitée par Mao Zedong pour lutter contre le "révisionnisme" des cadres du Parti.

"Socialisme à visage humain"

Tentative d'associer socialisme et liberté menée par Dubcek à Prague, au printemps 1968.

dates

Europe

1960-1964 : tentatives de réformes de Khrouchtchev.

1964 : éviction de Khrouchtchev. Début de la direction collégiale.

1968 : intervention soviétique en Tchécoslovaquie.

1970 : grèves de Gdansk. Chute de Gomulka.

1975 : conférence d'Helsinki. Sakharov crée le Comité pour la défense des droits de l'homme.

1980 : Sakharov est placé en résidence surveillée. Grèves de Gdansk. Naissance de "Solidarité" en Pologne.

1981 : proclamation de "l'état de guerre" en Pologne et arrestation des dirigeants de "Solidarité".

1982 : mort de Brejnev.

1985 : Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du P.C.U.S.

1987 : lancement de la Perestroïka.

1989 : chute du mur de Berlin et des régimes communistes d'Europe de l'Est.

1991 : putsch à Moscou. Écroulement de l'U.R.S.S. et fin du régime communiste soviétique.

Chine

1961 : rupture sino-soviétique.

1965-1969 : révolution culturelle.

1971 : élimination de Lin Biao.

1976 : mort de Mao-Zedong et de Zhou Enlai.

1977 : arrestation de la "bande des quatre".

1978 : victoire de la ligne de Deng Xiaoping.

1980 : Hu Yaobang, secrétaire général du parti communiste chinois.

1986 : Zhao Ziyang, secrétaire général du parti communiste chinois.

1989 : contestation de la dictature du parti communiste et répression de la place Tien An-men.

1990-1994 : accélération de l'ouverture de la Chine au capitalisme.

sujet

Le pouvoir en U.R.S.S. de 1945 à la Perestroïka

corrigé

Les lignes directrices du sujet

Il s'agit de faire un travail de synthèse dont l'articulation se confond avec la réponse à un certain nombre de questions :

- Le pouvoir s'exerce-t-il de la même manière de 1945 à nos jours ?
 - Quel rôle précis joue le Parti ?
 - Quels sont le poids respectif des hommes portés à la tête du pays et celui de l'appareil sur lequel ils s'appuient ?
- La lecture de la documentation conduit à proposer un plan correspondant aux quatre pratiques successives qui furent celles de Staline, de Khrouchtchev, de Brejnev et de Gorbatchev.

Le plan

A. Le stalinisme (1945-1953)

1. Le principe du pouvoir

- Stade transitoire de renforcement de l'État pour instaurer la dictature du prolétariat, préalable au passage de la société communiste qui verra le dépérissement de l'État.
- La dictature du prolétariat est exercée par le Parti, avant-garde consciente, qui dirige le pays au nom des prolétaires.
- Les organismes d'État, simples organes techniques d'exécution, sont tenus en main par le Parti.

2. La réalité : le renforcement de l'État

- Les causes : la guerre civile, de 1917 à 1921, la construction du socialisme à partir de 1929, puis la Seconde Guerre mondiale suivie de la guerre froide sont des nécessités qui expliquent le renforcement du pouvoir d'État.
- Les effets : naissance d'un groupe dirigeant de professionnels de la décision, la Nomenklatura.
- La pratique : un totalitarisme qui combat toutes les tendances étrangères aux vues officielles du régime et développe l'appareil répressif.

3. La réalité : une dictature personnelle de Staline

- Le culte de la personnalité.

- Effacement du Parti et mise au pas de la bureaucratie : prédominance du pouvoir d'État sur le rôle du Parti et terreur politique pour les responsables.

- Une répudiation théorique de Marx : l'État, instrument du passage de la société au communisme, sous la direction d'un guide éclairé et tout-puissant.

B. Les tentatives de réforme de Khrouchtchev

1. La répudiation du stalinisme

- Une direction collégiale qui rend le pouvoir au Parti.
- Détente politique, économique et sociale.
- Les XX^e et XXII^e Congrès.

2. Une tentative de limitation des pouvoirs de la Nomenklatura

- L'ascension de Khrouchtchev le libère du poids de la direction du Parti.
- La volonté d'efficacité économique le conduit à décentraliser la décision.
- Le souci de démocratie le pousse à remettre en cause la toute-puissance de la bureaucratie et ses privilèges.

3. L'échec

Apparaît comme une victoire de la Nomenklatura sur un réformateur qui mettait en cause son rôle et ses avantages.

C. Le "brejnevisme", victoire des hommes d'appareil

1. La victoire de la bureaucratie

- Le retour à la direction collégiale.
- L'annulation des réformes de Khrouchtchev.
- Reprise du contrôle des intellectuels et de la surveillance morale et politique de la population.

2. La nature du pouvoir en U.R.S.S.

- L'édifice institutionnel.
- Le poids déterminant du Parti.
- Un Parti peu représentatif de la société et conduit par une mince oligarchie.

3. La pratique brejnevienne du pouvoir

- Une concentration des pouvoirs aux mains du secrétaire général.
- Mais une pratique de gouvernement qui assure la prépondérance du Parti et le pouvoir des appareils.

- Enfin une lutte sans merci contre la dissidence.

D. Gorbatchev et la Perestroïka

1. La nécessité d'une réforme

- La succession de Brejnev (1982-1985).
 - La prise de conscience de la stagnation par Gorbatchev.
 - Les propositions de réforme : "Glasnost" et "Perestroïka".
- Un objectif : restaurer le pouvoir attractif du socialisme.

2. La réforme politique

- Le but : maintenir le régime, mais réformer ses défauts et ses abus. Revenir au "socialisme" de Lénine.
- Une volonté d'associer les masses à l'exercice du pouvoir. Le moyen : déplacer le centre du pouvoir du Parti vers les soviets. Le rôle nouveau de l'élection : candidatures multiples et choix des dirigeants.
- Le Parti réformé. Maintien de son rôle, mais tentative de suppression de la bureaucratisation. Le moyen : soumettre le responsable du Parti au choix des électeurs.

3. La réforme économique

- Situation de blocage de l'économie soviétique.
- Le remède : responsabiliser la population aux nécessités de la production.
- Le retour à certaines pratiques non socialistes : vérité des prix, concurrence, salaires liés aux résultats de l'entreprise, exploitation individuelle des terres, restauration de la notion de profit, etc.

4. L'échec

- Les causes : Gorbatchev pris entre libéraux et conservateurs.
- La société civile, uniquement préoccupée de problèmes matériels, ne répond pas.
- Le Parti refuse de perdre ses privilèges.

Conclusion

L'échec entraîne la disparition du Parti et la fin de l'U.R.S.S.

La Nomenklatura

22 La Nomenklatura, nouvelle classe dirigeante

Le processus de naissance de la nouvelle classe dominante soviétique s'est accompli en trois étapes. La première a été la création de l'organisation des révolutionnaires professionnels, embryon de la nouvelle classe. La deuxième a commencé par la prise du pouvoir par cette organisation en 1917 : il s'est formé une direction à deux niveaux, le niveau supérieur de la vieille garde léniniste et le niveau inférieur de la Nomenklatura stalinienne. La troisième étape a été la liquidation de la vieille garde léniniste par la Nomenklatura (...).

La Nomenklatura est cette "troupe d'intellectuels" dont "la profession est la direction" et qui "de ce fait se trouve dans une situation particulière par rapport à ceux chargés du travail d'exécution". Staline a mis en place cette "nouvelle aristocratie" – l'appareil – et lui a appris à régner. La classe dominante de l'U.R.S.S., la "nouvelle classe", c'est la Nomenklatura. Elle le sait et c'est pourquoi elle s'enveloppe de l'épais voile du mystère. Toute information sur les postes de la Nomenklatura est strictement secrète. Les listes de la Nomenklatura font partie des documents les plus confidentiels. Seul un cercle très restreint de fonctionnaires pourra recevoir les "listes de fonctionnaires chargés de la direction" publiées en petits fascicules (...).

À la différence de la bourgeoisie, la propriété privée n'est pas le signe distinctif essentiel de la Nomenklatura. Héritière des révolutionnaires professionnels, la Nomenklatura n'est pas la classe des possédants. Elle est la classe des administrateurs. Administrer et exercer le pouvoir sont les deux fonctions essentielles de la Nomenklatura (...).

M. Voslensky, La Nomenklatura, les privilégiés en U.R.S.S., P. Belfond, 1980.

23 La destitution de Khrouchtchev

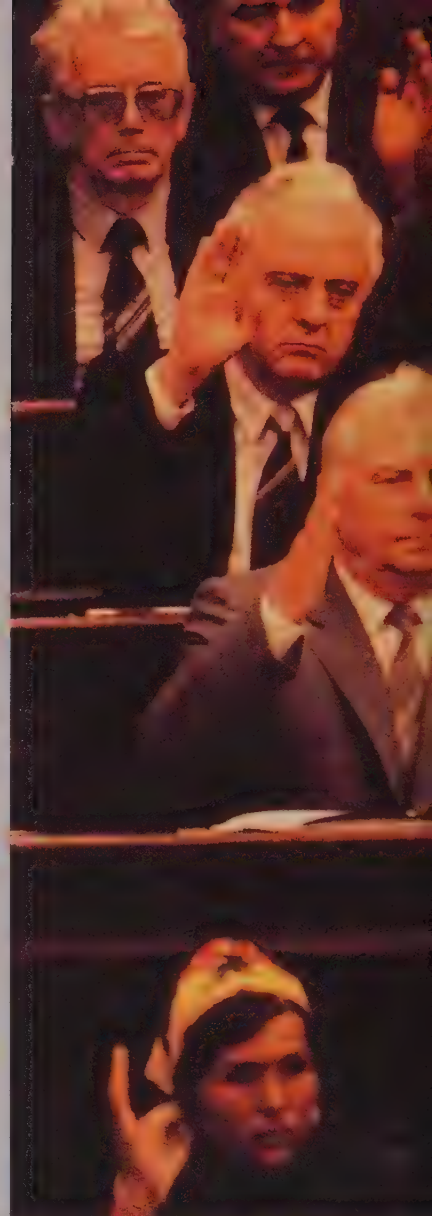
Moins d'un an après l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy, l'homme avec lequel, à la suite d'une dure confrontation, il avait jeté les bases d'une coexistence durable quitte à son tour la scène politique. N. Khrouchtchev disparaît à la soviétique. Hier il était tout, aujourd'hui il n'est plus rien.

Le Kremlin ne fait pas le moindre effort pour faire prendre au sérieux la version officielle du départ pour raisons de santé. On aurait pu faire l'éloge du démissionnaire, lui conférer quelque décoration, quelque titre honorifique. On se contente d'enlever ses portraits. Sans doute verra-t-on bientôt les manuels d'histoire qui relatent ses exploits révisés et la "dékhrouchtchévisation" succéder à la déstalinisation.

Mais, de même que M. Khrouchtchev n'avait pas, en rebaptisant Stalingrad en Volgograd et en faisant incinérer la momie embaumée du dictateur défunt, effacé la marque fantastique que celui-ci a imprimée à la Russie et au monde, de même ses successeurs ne pourront pas les ramener en l'état où ils se trouvaient il y a onze ans, avant les armistices de Corée et d'Indochine, avant le traité autrichien, avant le XX^e Congrès, avant la crise de Cuba et la quasi-rupture avec la Chine. Rien d'ailleurs ne montre encore qu'ils le veulent.

Les hommes qui arrivent aujourd'hui au pouvoir, et qui doivent à N. Khrouchtchev l'essentiel de leur ascension, paraissent disposés à poursuivre dans la voie qu'il avait tracée. On ne trouve pas dans le bref communiqué des organismes dirigeants de l'U.R.S.S. d'indication sur un changement de politique. Au contraire, il se réfère expressément aux décisions des XX^e et XXII^e Congrès, c'est-à-dire de ceux qui ont décidé et mis en œuvre la déstalinisation (...).

Il est probable que la majorité du Comité central s'est laissé convaincre que, tout bien pesé, les qualités de M. Khrouchtchev étaient insuffisantes pour masquer plus longtemps ses échecs ; lesquels proviennent tous de sa tendance à se lancer en avant, qu'il s'agisse de l'agriculture, de Berlin, de Cuba, de la Chine ou de la crise du mouvement ouvrier, sans trop se pré-



occuper de savoir ce qui se passerait au cas où les choses ne se dérouleraient pas suivant ses prévisions. On avait souvent dit que dans un pays démocratique un gouvernement ainsi conduit aurait été plusieurs fois renversé ! (...).

Ce qui est sûr, c'est que la disparition de N. Khrouchtchev ne fera pas disparaître les problèmes qui l'ont provoquée. Il a peut-être péché par excès d'initiatives, encore que le bilan final soit en fin de compte positif pour la paix et pour le niveau de vie de ses compatriotes. Le risque est grand de voir entrer l'U.R.S.S. dans une phase de conservatisme stérile où toutes les idées neuves se heurteront aux attardés de l'appareil.

Editorial du journal Le Monde, 17 octobre 1964.



24 Le Politburo en 1985. Au second rang à droite, Gorbatchev et Gromyko.

25 Une analyse des conséquences du putsch de 1991

La Perestroïka telle que nous l'avons connue depuis 1985 a pris fin avec le coup d'État d'août 1991. Sur ce point, mais sur ce point seulement, les putschistes ont réussi. En revanche, sur ce qui était pour eux l'essentiel, ils ont complètement manqué leur affaire.

— Bien qu'ils n'aient jamais parlé du PC, lors de leur folle entreprise, on peut supposer que leur propos était de restaurer la suprématie du Parti unique, dût-il, pour ressusciter, abandonner l'étiquette de communiste. Ce qui restait du Parti au début de l'été a disparu. Les puissants sont chômeurs. Les statues de personnalités qui semblaient encore épargnées par la critique ont été jetées bas. Léninegrad n'est même pas redevenue Pétrograd, mais Saint-Petersbourg.

— Les putschistes voulaient surtout (...) sauver l'empire en décomposition. L'urgence pour eux était d'empêcher la signature du traité de l'Union. Ils n'ont fait que précipiter l'explosion (...). Depuis son arrivée au pouvoir, Gorbatchev a tenté de réformer le communisme. Il a persévéré pendant quelques heures, tout au plus quelques jours après l'échec de ses adversaires putschistes. Puis il s'est rendu compte que ce discours-là n'était plus de saison (...).

(...) Le communisme, même réformé, est-il encore d'époque (...), les héritiers de Lénine n'ont-ils pas perdu en 1968-69, avec l'intervention à Prague, la dernière chance de remettre à neuf leur régime sans détruire toutes les fondations ?

B. Féron, "l'U.R.S.S. de la Perestroïka à l'après-communisme", Le Monde, N° spécial des "Dossiers et documents du Monde", octobre 1991.

prébac

Rédigez un commentaire composé des textes 22 et 23 en vous aidant des questions suivantes :

1. Présentez Nikita Khrouchtchev.
2. Évoquez le bilan de la politique intérieure de Nikita Khrouchtchev
3. Quelle est la "dure confrontation" avec John Kennedy évoquée dans le document 24 ?
4. Peut-on, à partir de ces documents évoquer les raisons de la destitution de Khrouchtchev ?
5. La "dékhrouchtchevisation" est-elle comparable à la déstalinisation ?
6. La dernière phrase du texte vous paraît-elle confirmée par l'histoire ?

QUESTION DE SYNTHÈSE

Quelle responsabilité porte la Nomenklatura dans l'échec du modèle communiste ?

Les relations internationales depuis 1973

Comment le rapport de force a-t-il évolué entre les deux Grands depuis 1973 ?

Quelles sont les causes de ces changements ?

Peut-on parler de nouvel ordre mondial ?

sommaire

A. La mise en cause des équilibres (1973-fin des années 70)..... 190

1. Le tournant de la "guerre du Kippour" (1973) 190
2. La poussée communiste en Asie du Sud-Est (1975-1979)..... 190
3. La poussée communiste en Afrique après 1975..... 190

B. Un monde déstabilisé (fin des années 70-1987) 192

1. Le désordre mondial à la fin des années 70 192
2. Le "coup de Kaboul", (1979) 192
3. La politique américaine de 1978 à 1987 192

C. Le nouvel ordre mondial depuis 1987 194

1. Retour à la détente et apaisement des conflits périphériques (1987-1990) 194
2. La suprématie américaine depuis 1990..... 194
3. Le "nouvel ordre mondial" n'est pas facteur de stabilité..... 196

- ES**
2. Mondialisation et désarmement, 1990-2000 196
1. Le poids des armes dans les relations internationales..... 196
 2. Le problème du désarmement ou de la maîtrise des armements nucléaires..... 198

- liche-bac**
- 200

- Sujets de bac**
- Dissertation..... 201

- Dossier**
- L'O.N.U. depuis 1945..... 202

1 Carter et Reagan jugés par Nixon

Je voudrais vous dire quelques mots au sujet du président Carter. À mon avis, ses échecs tiennent au fait qu'il a voulu être trop bon, et qu'il a pensé qu'il suffisait d'être bon pour que les autres le soient également. (...) Comme si le désarmement unilatéral avait jamais pu dissuader un agresseur potentiel ! Avec le président Reagan, les choses sont différentes. Tout d'abord, nous allons entrer à nouveau dans la course aux armements à laquelle nous avons cessé de participer. Le président a clairement fait connaître aux Soviétiques sa volonté de mettre fin à cette course aux armements ; mais il a ajouté que si l'U.R.S.S. ne se rangeait pas à cette position et décidait de poursuivre la compétition, alors l'Amérique y participerait elle aussi, et la gagnerait. Cette victoire est inéluctable, car l'Ouest dans son ensemble produit cinq fois plus que le bloc soviétique. Et cela, l'U.R.S.S. le sait parfaitement. Il me semble qu'un président américain fort, soutenu par des alliés déterminés, peut aujourd'hui remettre les négociations avec le Kremlin sur la bonne voie.

Interview de Richard Nixon.
Politique internationale, n° 11,
printemps 1981.

Marines
dans l'île
de la Grenade
lors de
l'intervention
des troupes
américaines
en novembre 1983



A. La mise en cause des équilibres (1973-fin des années 70)

La guerre du Kippour et la poussée communiste en Asie et en Afrique remettent en cause, au milieu des années 70, les équilibres de la détente. En Europe, les Américains sont amenés à déployer des missiles pour faire pièce à l'installation des SS 20 soviétiques.

1 Le tournant de la “guerre du Kippour” (1973)

Depuis la guerre des Six Jours, la situation a évolué en faveur des adversaires d'Israël. Au début des années 70, on constate une stabilisation du pouvoir dans les États arabes (Syrie, Irak, Libye, Jordanie, Égypte) et un effort destiné à apaiser les querelles qui les agitent. Cette stabilisation joue en faveur des pays arabes, qui possèdent une supériorité considérable en hommes sur Israël et ont modernisé et mieux préparé leurs armées. Enfin, la volonté de détente des Grands donne une marge d'autonomie aux États de la région.

La “guerre du Kippour”, en 1973, traduit le nouvel état des forces. Déclenchée par les Égyptiens et les Syriens le 6 octobre 1973, jour de la fête juive du “Yom Kippour”, elle se traduit, grâce à l'effet de surprise et aux armes modernes fournies par les Soviétiques, par des succès arabes dans le Sinaï et le Golan. Mais, très vite, Israël reprend l'initiative et encercle l'armée égyptienne. Une crise très grave s'ensuit entre l'U.R.S.S., qui menace d'intervenir pour éviter une déroute égyptienne, et les États-Unis, qui refusent cette perspective. Le 24 octobre, le cessez-le-feu met fin à la crise.

Durant la guerre, les pays arabes ont montré leur force en utilisant l'arme du pétrole : ils en ont augmenté le prix (qui quadruple en deux mois) et diminué la production pour contraindre les grandes puissances, dont les économies dépendent du pétrole, à faire pression sur Israël, afin qu'il évacue les territoires qu'il a occupés et reconnaisse les droits du peuple palestinien.

2 La poussée communiste en Asie du Sud-Est (1975-1979)

Le retrait américain d'Indochine permet la mainmise communiste sur la péninsule :

– Après les accords de Paris de 1973, les communistes ont poursuivi la guerre contre le gouvernement du Sud-Vietnam. En avril 1975, l'effondrement des troupes de celui-ci permet aux Nord-Vietnamiens et au Vietcong d'entrer dans Saïgon, évacuée par les Américains.

– La suppression par le Congrès américain des crédits destinés au bombardement des Khmers rouges, les communistes du Cambodge, permet à ces derniers de l'empor-

ter militairement. En avril 1975, ils s'emparent de Phnom-Penh, baptisent le pays “Kampuchéa démocratique” et y instaurent, sous la direction de Pol Pot, un régime de terreur qui fera plus d'un million de victimes (déportations massives, tortures, massacres...). Isolé, le Laos tombe à son tour aux mains des communistes.

Désormais communiste, l'Asie du Sud-Est devient le champ clos du conflit sino-soviétique. Pendant que le Vietnam, par crainte de la tutelle chinoise, se lie étroitement à l'U.R.S.S. (signant avec elle un traité d'amitié et adhérant au Comecon), les Khmers rouges se réclament de la voie chinoise pour écarter l'influence des Vietnamiens, leurs ennemis héréditaires. Il en résulte deux guerres successives : en janvier 1979, le Vietnam envahit le Cambodge, élimine le régime de Pol Pot et établit son protectorat sur le pays (comme il l'avait fait pacifiquement au Laos en 1977) ; en février-mars, c'est la Chine qui intervient pour “donner une leçon” à Hanoi.

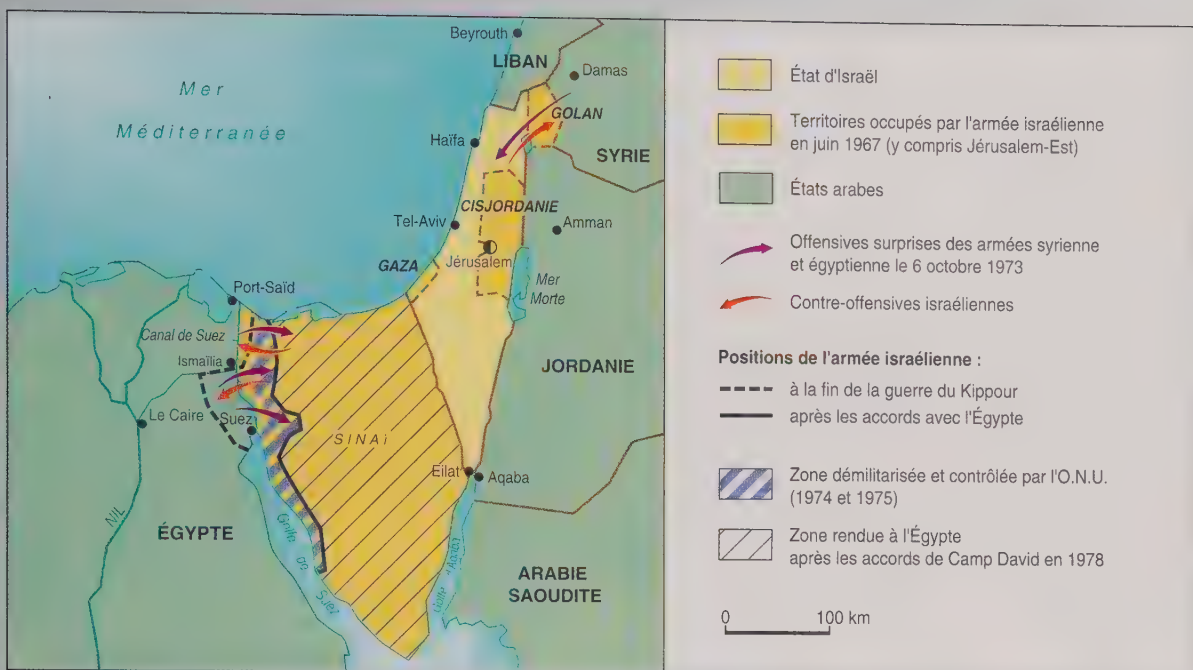
3 La poussée communiste en Afrique après 1975

À partir de 1975, l'U.R.S.S. s'implante solidement sur le continent africain et y conquiert une influence prépondérante. Riche en minerais, occupant une position stratégique sur la route du pétrole, entre le golfe Persique et l'Europe de l'Ouest, l'Afrique suscite l'intérêt de l'U.R.S.S. Celle-ci va profiter de l'effacement relatif des États-Unis pour s'implanter sur un continent où les anciennes puissances coloniales, la France notamment, ont conservé une grande influence.

En apportant son aide – en particulier par l'intervention de soldats cubains – aux mouvements marxistes de la région, l'U.R.S.S. a permis leur victoire dans les anciennes colonies portugaises de l'Angola et du Mozambique en 1975, puis la prise du pouvoir par de jeunes officiers marxistes en Éthiopie, en 1976, après la déposition du négus Haïlé-Sélassié.

Les Occidentaux tentent tardivement de réagir à cette poussée :

– Les États-Unis qui, sous la présidence de Jimmy Carter (1976-1980), avaient pris leurs distances avec les gouvernements conservateurs d'Afrique, s'en rapprochent, après l'élection de Ronald Reagan, pour contenir la poussée communiste.



3 Octobre 1973 : la guerre du Kippour

4 Le potentiel humain et militaire à la veille de la guerre du Kippour

	Israël	Syrie	Égypte
Population totale (millions d'habitants)	3	7	3 5
Troupes (milliers d'hommes)	300	150	6 5 0
Chars	1 700	2 000	2 600
Avions	488	410	680
Sites de missiles	10	35	150

5 Un journaliste italien témoigne de la chute de Saigon

Le mot d'ordre arriva sur le toit de l'hôtel Caravelle avant même que la radio transmitt les messages conventionnels et que la voix de Bing Crosby entonnât *I'm dreaming of a white Christmas*.

Un journaliste américain de la télévision, chef de groupe responsable des résidents de l'hôtel, qui maintenait le contact avec l'ambassade grâce à un walkie-talkie, hurla tout à coup "We go !" et le "On part ! On part !" retentit d'étage en étage, traversa comme l'éclair la place de l'Assemblée pour atteindre le Continental (...).

Sous le soleil de midi, dans la rue Tu Do déserte, silencieuse, commençait alors le défilé précipité des journalistes, fonctionnaires, commerçants, entrepreneurs américains : une valise ou un paquet à la main, ils filaient vers les points de rassemblement (...); par leurs fenêtres, les Vietnamiens regardaient, incrédules, stupéfaits, mais aussi terrorisés. Si les Américains parlaient, c'était vraiment la fin. Qu'allait-il se passer maintenant ? (...) Mais plus encore que la haine des enne-

mis, ce qui faisait peur alors c'étaient la rage, le désespoir, le sentiment de frustration des "amis" qui se sentaient trahis, abandonnés. Le vieil antiaméricanisme latent des "alliés" vietnamiens aurait pu éclater; là, soudain, terrible.

Un groupe de soldats A.R.V.N.¹ se mit à tirer des rafales de mitraillette contre les premiers autobus chargés de gens qui allaient vers Tan Son Nhut, mais les marines américains qui escortaient le convoi les dispersèrent. Ce furent des incidents isolés; l'étincelle qui aurait pu provoquer un massacre ne jaillit point.

D'un seul coup, sur ces derniers Américains qui s'échappaient, retombèrent tout le poids, le danger, la responsabilité d'une politique doublement erronée : dix ans auparavant c'était l'intervention, cette fois l'abandon.

T. Terzani, *La Chute de Saigon*, 30 avril 1975, Fayard, 1977.

1. Armée révolutionnaire du Vietnam.

6 L'intervention des puissances en Angola

Aidé par quelque dix mille soldats cubains, amenés sur place et équipés par l'U.R.S.S., le mouvement populaire pour la libération de l'Angola du docteur Agostinho Neto devait l'emporter en quelques semaines. Il n'en fallait pas plus pour qu'à Washington on crie à l'agression et qu'on somme Moscou d'y mettre fin, sans avoir d'ailleurs le moindre moyen de l'y contraindre. Avant d'articuler ces avertissements purement gratuits, MM. Ford et Kissinger auraient été bien avisés d'inventorier les atouts à leur disposition. Ils auraient dû aussi tâcher de savoir qui avait commencé et combien d'étrangers de nationalités diverses – Por-

tugais, Sud-Africains, Zairois, voire Américains – se trouvaient dans les rangs des adversaires du M.P.L.A.¹ (...) Le succès du M.P.L.A. s'explique autant par le fait qu'il était le seul mouvement à dépasser les rivalités ethniques, qu'il était le mieux organisé, le plus réaliste, que par l'aide reçue des pays socialistes : à qui d'autre le Dr Neto aurait-il pu s'adresser pour se procurer des armes à une époque où le régime colonial contre lequel il se dressait appartenait à l'alliance Atlantique ?

A. Fontaine, *Le Dernier Quart du siècle*, Fayard, 1976.

1. Mouvement pour la libération de l'Angola, d'obédience marxiste et soutenu par les Cubains.

Analyser

Document 3. Quels sont les États qui prennent l'initiative de la guerre ? À quoi aboutit la contre-offensive israélienne ? La victoire militaire assure-t-elle à Israël un succès politique ?

Document 4. Analysez l'état des forces respectives des belligérants de la guerre du Kippour.

Document 5. Quels sont, selon l'auteur, les sentiments des Sud-Vietnamiens devant le départ des Américains ? Quelle critique adresse-t-il à la politique américaine en Asie du Sud-Est ?

Document 6. Quels sont les atouts extérieurs du M.P.L.A. ? Comment les États-Unis réagissent-ils aux progrès effectués par ce mouvement ? Comment l'auteur explique-t-il son succès ?

– La France a joué le rôle essentiel de protectrice des pouvoirs en place contre les ambitions des États soutenus par l’U.R.S.S. Elle est intervenue militairement à différents moments : au Tchad, pour soutenir le pouvoir d’Hissène Habré, menacé par les Libyens alliés aux rebelles du

Nord ; au Sahara occidental, contre le Front Polisario allié de l’Algérie ; au Zaïre (ex-Congo belge), où les parachutistes français ont permis au colonel Mobutu de conserver la riche province du Shaba, convoitée par des rebelles soutenus par l’Angola.

B. Un monde déstabilisé (fin des années 70-1987)

La renaissance de la tension entre les États-Unis et l’U.R.S.S. et, surtout, la perte d’influence des deux Grands, dont la politique devient incertaine, multiplient les risques de conflits qui échappent à tout contrôle.

1 Le désordre mondial à la fin des années 70

Depuis la fin des années 70, la détente a laissé place à une nouvelle période de tensions. Les Américains et leurs alliés reprochent aux Soviétiques d’avoir tiré parti de la détente pour obtenir des avantages de tous ordres (reconnaissance du statu quo en Europe par les accords d’Helsinki, livraisons de blé, transferts technologiques) tout en poursuivant leur expansion en Afrique et en Asie du Sud-Est. De leur côté, les Soviétiques accusent le président Carter (élu en 1976) d’utiliser la politique des droits de l’homme pour déstabiliser le camp socialiste, en particulier en Pologne (voir chapitre 12).

En réalité, le recul de l’influence des deux Grands multiplie les risques de dérapage des conflits périphériques. De nouveaux pôles de puissance, échappant au contrôle des Grands, commencent à émerger. Les conflits qui les opposent sont d’autant plus dangereux que ces nouveaux acteurs disposent de stocks importants d’armes perfectionnées et transposent leurs rivalités sur le terrain du terrorisme international, dont ils utilisent, par ailleurs, la menace pour affronter les grandes puissances, en mettant en danger, notamment, les populations civiles.

La révolution iranienne de 1979 illustre ce désordre mondial. Elle aboutit à la chute de la dictature policière, fortement inégalitaire mais moderniste de Mohammed Reza, chah d’Iran, et à son remplacement par une “république islamiste”, conduite par l’iman Khomeiny et dirigée par le clergé chiite (représentant une des branches de l’islam, qui considère que le pouvoir politique doit être soumis rigoureusement à la loi religieuse). D’inspiration intégriste, fondamentaliste, elle instaure un régime obscurantiste et sanguinaire qui se déclare farouchement opposé aux États-Unis et dispose d’une grande influence dans le monde musulman. Entre 1980 et 1988, une guerre sans merci qui fait plus d’un million de morts oppose autour du golfe Persique

l’Iran de Khomeiny et l’Irak de Saddam Hussein, sans que Washington et Moscou parviennent à y mettre fin.

2 Le “coup de Kaboul” (1979)

L’intervention soviétique en Afghanistan porte un coup à la détente. Depuis 1978, à la suite d’un coup d’État militaire, un pouvoir prosoviétique gouverne l’Afghanistan. Menacé par une guérilla islamiste, il fait appel à l’U.R.S.S. qui, en décembre 1979, intervient militairement dans le pays pour y préserver le régime communiste et surveiller l’évolution de l’Iran.

L’affaire d’Afghanistan provoque le réveil des États-Unis. L’intervention soviétique est condamnée par l’O.N.U. et par les pays islamiques, qui vont apporter leur soutien à la guérilla afghane face à laquelle s’enlise l’U.R.S.S. Le président Carter réagit en 1980 en décrétant l’embargo (cessation de tout commerce) sur les livraisons de blé à l’U.R.S.S. et en décidant le boycott par les États-Unis des Jeux olympiques de Moscou.

Mais le “coup de Kaboul”, joint à la détention en Iran de 52 membres de l’ambassade américaine durant 444 jours, joue un rôle important dans la défaite électorale de Jimmy Carter en novembre 1980 et dans l’élection du républicain Ronald Reagan, qui se réclame d’un anticommunisme déterminé.

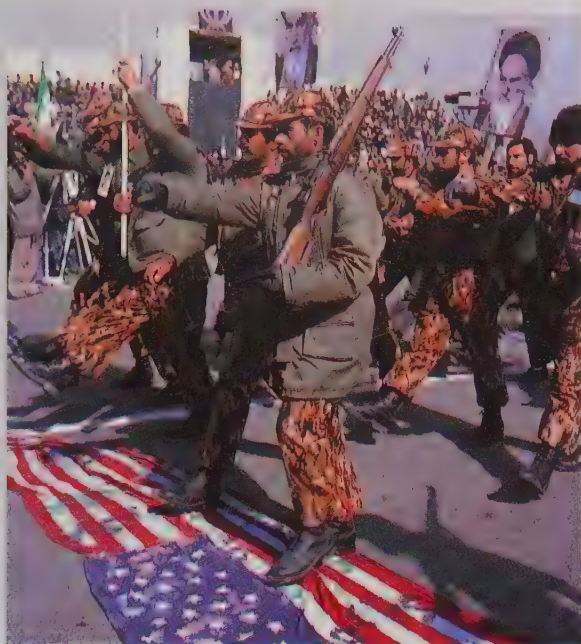
3 La politique américaine de 1978 à 1987

Sous la présidence de Jimmy Carter, les États-Unis prônent la défense de la paix et des droits de l’homme. C’est ainsi que, proposant son arbitrage, le président des États-Unis parvient, lors des accords de Camp David en 1978, à faire signer un traité de paix entre Israël et l’Égypte.

Défenseur des droits de l’homme, Carter refuse de continuer plus longtemps à soutenir les régimes dictatoriaux



7 1979 : victoire des guérilleros sandinistes au Nicaragua



8 1979 : soldats iraniens défilant sous des portraits de l'imam Khomeiny en piétinant le drapeau américain

9 Jimmy Carter réagit au "coup de Kaboul"

Nous sommes confrontés à l'un des défis les plus graves de l'histoire de la nation. L'invasion soviétique en Afghanistan est une menace pour la paix mondiale, pour les relations Est-Ouest et pour la stabilité régionale ainsi que pour le mouvement du pétrole. L'attaque soviétique contre l'Afghanistan et l'extermination impitoyable de son gouvernement ont modifié de façon très menaçante la situation stratégique dans cette partie du monde. Elle a amené l'Union soviétique à une distance d'où l'océan Indien et même le golfe Persique peuvent être frappés. Elle a éliminé un État-tampon entre l'Union soviétique et le Pakistan, et place l'Iran face à une nouvelle menace. Ces deux pays sont maintenant beaucoup plus vulnérables à l'intimidation politique soviétique. Si cette intimidation s'avérait efficace, l'Union soviétique pourrait très bien contrôler une région d'un intérêt stratégique et économique vital pour la survie de l'Europe occidentale, de l'Extrême-Orient et finalement des États-Unis. Il est clair que le sous-continent asiatique tout entier est menacé, et spécialement le Pakistan. Je demande donc au Congrès, en priorité, de voter un ensemble d'aides économiques et militaires destiné à aider le Pakistan à se défendre lui-même.

Extrait du "Message sur l'état de l'Union", 21 janvier 1980.

10 Les accords de Camp David

Ce n'est pas un miracle qui vient de se produire à Camp David, mais, dans la meilleure des hypothèses, l'enclenchement d'un long et délicat processus dans lequel

le président Carter a engagé, beaucoup plus que ne l'avaient fait ses prédécesseurs, la responsabilité des États-Unis. Les deux accords-cadres signés dimanche soir à la Maison Blanche par Menahem Begin, Jimmy Carter et Anouar El Sadate ne règlent pas loin de là, ce qu'il est convenu d'appeler le problème du Proche-Orient ; ils pourraient cependant contribuer à le débloquent.

L'un des accords concerne les relations israélo-égyptiennes. Comme on pouvait le penser, il est le plus concret et le plus précis des deux, puisque Anouar el-Sadate s'engage à signer dans les trois mois un traité de paix avec Jérusalem, à condition que la Knesset donne son accord au démantèlement des colonies juives dans le Sinaï. L'établissement de relations diplomatiques entre Jérusalem et Le Caire devrait intervenir dans les neuf mois suivant la signature du traité de paix, bien qu'Israël se voie accorder deux à trois ans pour évacuer totalement le Sinaï. Ce point indique clairement l'ampleur des concessions consenties par Anouar el-Sadate.

L'autre accord-cadre conclu par les frères ennemis sous la pression de Jimmy Carter confirme bien que le président égyptien a fait preuve d'une plus grande souplesse que Menahem Begin : contrairement à ce qu'il envisageait, le rais n'a pas obtenu la promesse d'un retrait complet de Cisjordanie et de Gaza. Le chef du gouvernement israélien a simplement accepté de se référer enfin à la résolution 242 des Nations unies, qui prévoit bien de tels retraits, mais dont l'interprétation est toujours controversée. Le premier ministre israélien, qui exige toujours une période de transition de cinq ans pour la Cisjordanie et Gaza, a également accepté quelques mesures destinées à donner plus de crédibilité au ré-

gime d'autonomie interne envisagé, dont les moindres ne sont pas l'arrêt de l'installation de nouvelles colonies israéliennes dans les territoires occupés en 1967 et l'installation éventuelle d'une force des Nations unies. Encore faut-il que le roi Hussein, attendu à Washington dans quelques semaines, accepte de participer à ces négociations.

Mais c'est surtout de constance que va avoir besoin maintenant le président américain. S'il relâche demain ses efforts, il est plus que probable que la réunion de Camp David se soldera par un succès israélien, Menahem Begin étant bien entendu davantage intéressé par une paix séparée avec Le Caire que par l'accession de la Cisjordanie et de Gaza au rang d'entité palestinienne.

Analyser

Document 7. Décrivez la scène. Cherchez dans le cours pp. 192-194 sa signification.

Document 8. Quel est le caractère symbolique de cette scène ? Qui se trouve magnifié et qui se trouve vilipendé ?

Document 9. Quelle analyse stratégique le président Carter fait-il du "coup de Kaboul" ? Sur quel État compte-t-il pour faire échec aux projets soviétiques ?

Document 10. En quoi les accords signés à Camp David sont-ils susceptibles de débloquent la situation au Proche-Orient ? Quelles sont les principales dispositions des accords ? À qui, selon ce texte, faut-il imputer principalement le succès de la négociation qui a abouti aux accords de Camp David ?

anticommunistes d'Amérique latine que les gouvernements précédents avaient appuyés. Cette attitude nouvelle favorise les forces révolutionnaires proches du castisme (régime communiste inspiré de celui de Fidel Castro à Cuba) qui, en 1979, prennent le pouvoir à la Grenade et au Nicaragua, où les guérilleros du "Front sandiniste" chassent le dictateur Somoza.

À partir de 1981, l'administration Reagan conduit une politique plus traditionnelle. Soucieuse d'éviter la déstabilisation de l'Amérique latine et de mettre fin à la poussée révolutionnaire, elle apporte son appui à des gouvernements autoritaires, comme ceux du Chili ou du Guatemala, finance le mouvement contre-révolutionnaire de la "contra" au Nicaragua et intervient militairement à la Grenade, en 1983, contre le régime marxiste.

Mais la crise du leadership nord-américain demeure. Les États-Unis ne parviennent pas à imposer au Proche-Orient une solution équitable du problème palestinien, pas plus qu'ils n'ont pu empêcher l'occupation partielle du Liban par les Syriens, ni son invasion par Israël en 1982. Ils sont impuissants face à l'impitoyable guerre civile, soutenue par les États voisins, qui déchire le Liban. De même, en Amérique latine, doivent-ils tenir compte de la volonté d'indépendance des dirigeants locaux et des intérêts nationaux de grands États comme le Mexique, le Brésil ou l'Argentine. Cependant, en 1982, le président Reagan doit, à son corps défendant, soutenir le Royaume-Uni dans la guerre des îles Malouines, que l'Argentine – qui en revendique la souveraineté – a occupées.

C. Le nouvel ordre mondial depuis 1987

Les problèmes internes de l'Union soviétique et la politique entreprise par Gorbatchev pour les résoudre font naître à partir de 1987 une volonté de détente entre les grandes puissances. L'effondrement de l'U.R.S.S., en 1991, inaugure un nouvel ordre mondial qui profite surtout aux États-Unis mais leur confère en même temps d'immenses responsabilités.

❶ Retour à la détente et apaisement des conflits périphériques (1987-1990)

La Perestroïka, en U.R.S.S., nécessite un apaisement des tensions internationales. La volonté de Gorbatchev de redonner à l'Union soviétique un élan économique, que les rigidités du système rendent difficile, passe par l'établissement d'une conciliation avec les États-Unis. Le dirigeant soviétique est en effet conscient du poids que représente pour l'U.R.S.S. la course aux armements et une politique internationale étendue aux dimensions de la planète ; aussi souhaite-t-il un apaisement permettant à son pays de consacrer tous ses moyens au redressement économique.

L'U.R.S.S. accomplit les pas essentiels dans l'apaisement des conflits périphériques : elle donne des gages de sa bonne volonté et fait pression sur ses alliés et clients pour qu'ils fassent de même. Les Soviétiques décident de retirer leurs troupes d'Afghanistan et poussent les Vietnamiens à évacuer le Cambodge. Au Nicaragua, des négociations s'ouvrent ; elles aboutissent à des élections libres et à un compromis entre les groupes rivaux.

Ne pouvant plus compter sur l'antagonisme des deux Grands pour trouver des soutiens, les rivaux des différents conflits sont contraints de négocier : l'Afrique du Sud cherche à dialoguer avec les États marxistes voisins et avec les Noirs de l'A.N.C. (African National Congress), des négociations s'ouvrent entre le Tchad et la Libye, entre

les deux Corée, enfin, entre la Grèce et la Turquie pour régler le conflit chypriote. En 1988, un cessez-le-feu conclu entre l'Iran et l'Irak, sous l'égide de l'O.N.U., met fin à la guerre du Golfe.

❷ La suprématie américaine depuis 1990

Les convulsions qui agitent l'U.R.S.S. depuis 1990 et la disparition de ce pays, en 1991, laissent les États-Unis en position de seule superpuissance. À partir de 1990, Gorbatchev, qui compte sur l'aide occidentale pour redresser une économie délabrée, ne paraît plus en mesure de conduire une politique extérieure indépendante et hostile aux États-Unis, en dépit de l'importance du potentiel militaire de l'Union soviétique. L'effondrement du communisme et l'éclatement de l'U.R.S.S. font disparaître la seule puissance capable de contrebalancer le poids américain.

Sans doute la Russie hérite-t-elle du siège de membre permanent du Conseil de Sécurité, que détenait l'U.R.S.S., et du potentiel nucléaire de celle-ci, mais elle n'est pour l'heure qu'un État amoindri, se débattant dans d'insolubles difficultés et pesant peu sur la scène mondiale.

La "guerre du Golfe" contre l'Irak, en 1991, illustre les caractères du "nouvel ordre mondial". La crise naît en août 1990, lorsque le dictateur irakien Saddam Hussein envahit et annexe le Koweït, petit émirat du golfe Persique, mais l'un des premiers producteurs de pétrole du



11 Les principales zones de tension dans le monde en 1995

12 Perestroïka : le bilan diplomatique

La Perestroïka en politique étrangère (...) c'est non seulement l'arrêt de la course folle aux armements nucléaires entre les États-Unis et l'U.R.S.S., mais le début du désarmement avec l'accord sur l'élimination des euromissiles (F.N.I.) conclu en 1987 par M. Ronald Reagan et celui signé le mois dernier à Moscou par M. George Bush en vertu duquel devrait être amorcé le démantèlement partiel des arsenaux nucléaires intercontinentaux (S.T.A.R.T.). C'est aussi le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan en 1988 ; c'est l'O.N.U. restituée dans sa vocation dès lors que pouvait s'y établir un véritable "concert" des nations. C'est le règlement de la question namibienne et le désengagement général de l'U.R.S.S. ou de ses affidés en Afrique

dont la chute du régime Mengistu en Éthiopie est la plus récente conséquence ; ou encore la normalisation des relations avec la Chine et l'établissement de relations avec la Corée du Sud. C'est la sortie de dizaines de milliers de Juifs d'U.R.S.S. C'est enfin, quoi qu'en pensent les détracteurs de la *pax americana*, la libération du Koweït et – depuis ce 4 août 1990 où MM. Baker et Chevardnaze¹ condamnaient d'une même voix l'invasion irakienne jusqu'à l'annonce pour octobre d'une conférence de paix au Proche-Orient faite par le secrétaire d'État américain en juillet à Moscou – un espoir pour cette région (...). C. Tréan, *Le Monde*, 21 août 1991.

1. James Baker : secrétaire d'État américain. Edouard Chevardnaze : ministre des Affaires étrangères soviétique.

Analyser

Document 11. Dans quelles régions du monde les conflits internationaux sont-ils les plus nombreux ? les plus menaçants pour la paix du monde ?

Document 12. Quel est, selon cette analyse, le bilan de la Perestroïka en matière de désarmement nucléaire ? En matière de règlement des conflits internationaux ?

monde. Sous l'impulsion des États-Unis (mais avec l'accord de l'U.R.S.S.), l'O.N.U. condamne l'agression, exige l'évacuation du Koweït, décrète un embargo contre l'Irak, puis décide finalement le recours à la force : en janvier-février 1991, une armée internationale dirigée par les Américains écrase l'armée irakienne et libère le Koweït (opération "Tempête du désert"). Les États-Unis n'ont tenu aucun compte des tentatives soviétiques pour trouver une solution diplomatique qui aurait évité la déroute militaire de l'Irak.

Mais le **"nouvel ordre mondial"** paraît impuissant face à la **résurgence des nationalismes européens**. La chute du communisme a fait rejouer les vieux réflexes nationalistes qu'on croyait disparus : dans les ex-républiques soviétiques, ils ont fait naître des foyers de tensions locales ; en Yougoslavie, où la fédération a éclaté, ils ont donné naissance à une guerre civile opposant les Serbes, qui dominaient le pays, aux Croates et musulmans de Bosnie.

Or le nouvel ordre mondial, qui s'applique à de grands États cohérents et organisés, paraît sans effet sur ces guerres civiles dont les protagonistes obéissent plus à d'anciennes ambitions qu'à des conceptions politiques rationnelles.

3 Le **"nouvel ordre mondial"** n'est pas facteur de stabilité

Il en résulte, en cette dernière décennie du siècle, une **instabilité du système international** que les États-Unis, devenus, depuis l'effondrement de l'URSS, les seuls **"gendarmes du monde"**, ont de plus en plus de mal à gérer de concert avec leurs alliés occidentaux – Grande-Bretagne et France –, avec l'assentiment de l'O.N.U., tantôt dans le but affiché de préserver les équilibres géopolitiques régionaux, tantôt sous le couvert d'une action humanitaire visant à limiter les souffrances des populations civiles.

Les Américains sont ainsi intervenus pour des raisons diverses à Panama en décembre 1991, en Somalie en dé-

cembre 1993, en Haïti en octobre 1994. Ils ont joué un rôle important dans les négociations qui ont abouti, en septembre 1993, à l'accord historique entre Israël et l'O.L.P. : l'État hébreu, désormais reconnu par l'organisation que dirige Yasser Arafat, a concédé en échange à celle-ci de représenter officiellement à Gaza l'autorité des Palestiniens sur ce territoire devenu autonome. Première étape, semble-t-il, de la reconnaissance d'une entité étatique palestinienne qui ne se fera pas sans difficulté, tant sont grandes, de part et d'autre, les résistances des éléments extrémistes. Néanmoins, un pas immense a été fait sur la voie du règlement pacifique d'une question qui, depuis un demi-siècle, a constitué l'un des problèmes majeurs du jeu international. Il a valu l'attribution du prix Nobel de la paix, en octobre 1994, aux trois principaux artisans de ces accords, le Premier ministre israélien Itzhak Rabin, son ministre des Affaires étrangères Simon Pérès, et le chef de l'O.L.P. Yasser Arafat : ceci, au moment où, toujours grâce à la médiation américaine, Israël signait la paix avec la Jordanie du roi Hussein et engageait des négociations avec la Syrie de Hafez el-Assad.

D'autres États ont été amenés à relayer les États-Unis dans le rôle de **"gendarmes du monde"**. La France a envoyé des soldats du Rwanda durant l'été 1994 pour tenter de sauver une partie de la population ayant échappé aux massacres de la guerre civile. Les forces de l'OTAN ont, dans le cadre des Nations Unies, procédé à des **"frappes aériennes"** contre les Serbes de Bosnie. De son côté, la Russie a offert ses bons offices pour le règlement des problèmes de l'ex-Yougoslavie, avec le souci de revenir au premier plan de la vie internationale, ce que les immenses difficultés qu'elle rencontre dans la phase de transition entre économie socialiste et économie de marché, ne lui permettent guère de faire.

Le siècle s'achève ainsi sur le constat d'une situation internationale devenue plus dangereuse peut-être qu'au temps de la guerre froide, du fait de la prolifération des crises et du risque de dissémination des armements nucléaires.

D. Armements et désarmement

Jusqu'à la fin des années 80, les deux Grands se sont livrés à une course aux armements tout en adoptant leur stratégie aux risques de destruction mutuelle encourus. Le coût de cette course sur les économies conduit cependant à envisager des négociations de désarmement qui progressent surtout après 1987.

1 Le poids des armes dans les relations internationales

L'ère nucléaire a vu se succéder de multiples conceptions stratégiques, dont l'influence sur l'équilibre international a été fondamentale. Jusqu'aux années 50, le mono-

pole nucléaire dont disposaient les États-Unis les a conduits à prôner la doctrine des **"représailles massives"** : toute attaque dirigée contre un pays allié entraînerait une riposte nucléaire massive contre le territoire adverse. Avec la possession de l'arme atomique par les Soviétiques, cette conception est apparue dangereuse, surtout en cas d'agres-



14 La paix au Proche-Orient ?

Le Premier ministre israélien Rabin et le président de l'O.L.P. Yasser Arafat se serrent la main sous le patronage du président américain Clinton à Washington, le 13 septembre 1993.

13 Les États-Unis, gendarmes du monde ?

Le danger est maintenant celui de la prolifération horizontale, au profit de nouveaux pays qui, à part quelques-uns jugés plus "sérieux" (Inde ou Pakistan, par exemple), risquent, eux, de ne pas observer les règles communément admises en matière de dissuasion. Si Saddam Hussein avait eu la bombe il y a un an (et il ne lui manquait plus que dix-huit mois pour l'avoir), eût-il hésité à l'employer contre Israël ou l'Arabie saoudite, malgré la supériorité nucléaire américaine ? (...) C'est là, là et là surtout, que les États-Unis sont les plus tentés de jouer le rôle de "gendarme". Le *congressman* Lee Aspin, que nous avons vu se convertir au pacifisme antinucléaire radical, préconise dans le même rapport un droit de "préemption" au nom duquel les États-Unis, avec leurs alliés mais éventuellement seuls, attaqueraient les installations nucléaires des "proliférateurs du tiers-monde". De là à s'en prendre aussi aux vecteurs (comme cela risque de se produire dans l'océan Indien avec le cargo nord-coréen chargé de Scud), il n'y a qu'un pas d'autant plus facile à franchir que les moyens de détection des charges nucléaires sont encore moins fiables — on l'a vu en Irak — que ceux qui permettent de repérer les missiles.

Malgré le caractère léonin de cette doctrine, il est douteux qu'elle soit rejetée d'un revers de main. La "guerre préventive" était une folie dans les *wargames* à l'ancienne, lorsqu'il s'agissait de savoir qui survivrait le mieux à une "première frappe". Elle de-

vient "raisonnable" lorsqu'il s'agit d'éliminer précisément ce risque de "première frappe".

M. Tatu, Le Monde, 11 mars 1992.

15 Le retour de la Russie ?

La meilleure carte de la Russie est la faiblesse des autres. Plus l'Ukraine s'enfoncé dans la crise économique et politique, plus le Kremlin se trouve conforté dans son rôle de "gendarme-protecteur" de l'ancien empire russe. Plus l'Occident se trouve démuné face aux conflits de l'ex-Yougoslavie, plus la diplomatie russe veut jouer le médiateur et faire contrepoids aux initiatives de l'O.T.A.N. (...)

Jusqu'en 1992, la Russie a laissé les pays occidentaux gérer la politique internationale en Yougoslavie. Comme dans la guerre du Golfe, en février-mars 1991, Moscou ne se mettait guère en avant, tentait des médiations officielles et votait les résolutions proposées par les États-Unis et leurs alliés dans le cadre de l'O.N.U. La position russe commence à évoluer au printemps 1993, en partie sous la pression de la Commission des Affaires étrangères du Soviet suprême qui critique le "suivisme" pro-occidental du gouvernement.

La complexité de la question bosniaque et les divergences de vues entre les capitales occidentales conduisent la Russie à redéfinir sa place dans un processus de négociation qui s'épuise. L'ultimatum de l'O.T.A.N. de février 1994, qui menace les Serbes de frappes aériennes s'ils ne reculent pas leurs armes lourdes de Sarajevo, est l'occasion



16 Le président russe Boris Eltsine et la reine Elisabeth II d'Angleterre en octobre 1994 à Leningrad. C'est

la première visite d'un souverain britannique en Russie depuis la chute des tsars.

pour Moscou de jouer sa propre carte. Boris Eltsine critique l'ultimatum et propose le redéploiement de 400 casques bleus russes à Sarajevo. La crise est, ainsi, temporairement enrayée (...)

Les initiatives russes dans l'ex-Yougoslavie ne sont pas le signe d'une stratégie bien définie dans les Balkans. La "solidarité slave orthodoxe" ne concerne guère la population et ne semble pas motiver les militaires russes. La préoccupation du Kremlin est de se démarquer de l'O.T.A.N. et d'obtenir que les affaires ex-Yougoslaves se négocient à New York (O.N.U.) et non à Bruxelles (O.T.A.N.). La Russie rappelle qu'une politique faite sans elle ou contre elle est vouée à l'échec.

Marie Mendras, "Le retour de la Russie", Ramsès 95, Dunod, 1994.

Analyser

Document 13. Quel est, selon l'auteur, le principal danger dans l'état actuel du système international ? Quelle solution certains hommes politiques américains proposent-ils pour parer à cette menace ?

Document 14. Quelle est la signification de cette cérémonie ? Analysez le geste du président Clinton. Quel symbole entend-il souligner ?

Document 15. Quelle a été, jusqu'en 1992, l'attitude de la Russie dans la question de l'ex-Yougoslavie ?

Document 16. Dégagez l'importance de la scène représentée. Que signifie-t-elle quant au rôle de la Russie sur la scène internationale ?

sion mineure ; aussi, le secrétaire à la Défense de Kennedy, Robert McNamara, propose-t-il d'y substituer l'idée de "riposte graduée" : à chaque attaque, on répliquerait par une action dissuasive, adaptée, le recours à l'arme atomique n'intervenant qu'en dernier ressort.

Cette nouvelle stratégie a inquiété nombre d'États qui ont cru y voir la volonté des États-Unis de se dérober à un conflit nucléaire tant que leur propre territoire ne serait pas menacé. Aussi, des États comme la France et la Chine ont-ils tenu à se doter de leur propre armement nucléaire et d'autres États à leur suite, se jugeant menacés, se sont dotés d'armes atomiques ou se sont donnés les moyens d'en fabriquer (Inde, Pakistan, Israël ?).

La course aux armements a connu une forte accélération entre 1960 et la fin des années 80. Liée aux progrès technologiques constants dans la recherche de l'"arme absolue", elle concerne aussi bien les armements conventionnels que les armes stratégiques (bombardiers géants, missiles I.C.B.M. à long rayon d'action, sous-marins nucléaires échappant aux moyens de détection les plus sophistiqués).

Lorsqu'à la fin des années 70 les Soviétiques ont déployé en Europe des fusées S.S.20 menaçant d'anéantissement les forces de l'O.T.A.N., les Américains ont dû, pour rassurer les gouvernements européens et malgré de puissantes manifestations pacifistes, installer en 1979, dans plusieurs pays d'Europe de l'Ouest, des fusées Pershing II et des "missiles de croisière".

Enfin en 1983, avec la décision du président Reagan de lancer une "Initiative de défense stratégique", dite "guerre des étoiles", c'est-à-dire un système extrêmement sophistiqué de protection antimissile, la course aux armements paraît atteindre des sommets. C'est à ce stade que le coût et les dangers de cette course au nucléaire paraît imposer aux grandes puissances la nécessité d'une maîtrise de ces armes, voire du désarmement.

2 Le problème du désarmement ou de la maîtrise des armements nucléaires

Le coût de l'armement nucléaire et les dangers de leur dissémination pèsent sur la vie et l'avenir de l'humanité. D'une part, la course aux armements hypothèque lourdement l'économie des États-Unis et de l'U.R.S.S. (5 % du P.N.B. américain, 11 à 14 % de celui de l'U.R.S.S.), interdisant à cette dernière de consacrer à l'investissement économique les sommes qui seraient nécessaires (elle doit en effet se défendre à la fois contre les États-Unis et la Chine). Il est vrai qu'elle stimule la recherche et l'industrie (les retombées des progrès techno-

logiques dans l'économie civile sont considérables), tandis que les ventes d'armes constituent un poste important dans la balance commerciale des États qui les produisent (États-Unis, U.R.S.S., mais aussi France, Royaume-Uni, Brésil,...).

Enfin le risque de voir des États utiliser la bombe atomique pour régler des conflits locaux constitue une hantise permanente pour les hommes d'État du monde.

Cependant, le désarmement n'a longtemps donné que des résultats limités. Si le poids symbolique de la notion de désarmement est considérable et explique que, pour des raisons de propagande, les grandes puissances en aient défendu le principe, les résultats réels ont été assez minces jusqu'à la fin des années 80. Sans doute, de nombreux traités ont vu le jour, mais ils n'engagent que les pays signataires : accord sur la réglementation des essais et la non-prolifération des armes nucléaires, dénucléarisation de l'espace et des fonds marins de l'Antarctique et de l'Amérique latine, proscription de l'usage des armes biologiques et à toxines (1972)...

Par ailleurs, les deux Grands ont signé des accords bilatéraux visant à la maîtrise et à la stabilisation de leur armement nucléaire : accords S.A.L.T. (*Strategic Arms Limitation Talks*), conclus en 1972 et 1979 et conçus dans une perspective stratégique, la destruction des armes de l'adversaire potentiel constituant un gage de sa volonté pacifique et permettant la destruction dans les mêmes proportions de ses propres armes.

C'est l'"Initiative de défense stratégique" du président Reagan et la volonté de Gorbatchev de sortir du marasme l'économie soviétique qui font franchir les pas décisifs au désarmement. Le délabrement de l'économie soviétique interdit à l'U.R.S.S. de se lancer à son tour dans la "guerre des étoiles" pour concurrencer les Américains. Aussi à partir de 1983 ceux-ci vont-ils disposer d'une énorme supériorité stratégique. Conscient d'avoir "perdu la guerre froide", résolu à redresser l'économie de son pays, Mikhaïl Gorbatchev accepte en 1987 une négociation destinée à freiner la course aux armements nucléaires.

En décembre 1987, le traité F.N.I. (Forces nucléaires intercontinentales) décide l'élimination de tous les missiles nucléaires intermédiaires des deux camps (S.S.20, Pershing II...). Des conversations engagées entre les États-Unis et l'U.R.S.S. envisagent la réduction parallèle des vecteurs stratégiques (véhicules capables de transporter des charges nucléaires – conversations S.T.A.R.T.) et des armes conventionnelles (armes non nucléaires, bactériologiques ou chimiques). Les rencontres se multiplient entre les chefs d'État des deux superpuissances : elles se font dans un climat de plus en plus confiant.



17 Manifestation de pacifistes allemands contre l'installation des fusées soviétiques S.S.20 en Europe de l'Est (novembre 1981)



18 Installation de fusées américaines Pershing en Allemagne en 1985, en réponse à celle des SS.20 soviétiques

19 L'U.R.S.S. s'engage dans le désarmement

En signant le traité de Washington sur le démantèlement des missiles sol-sol à moyenne portée, le 7 décembre 1987, le pouvoir soviétique acceptait pour la première fois non seulement d'éliminer un type d'armes dont il avait entrepris le déploiement dix ans auparavant, mais aussi de désarmer trois fois plus de lanceurs que les États-Unis et enfin de se soumettre à des mesures de vérification dont le caractère intrusif est sans précédent. Depuis lors, il a scrupuleusement observé les obligations que lui impose l'application des dispositions du traité. On considère celui-ci comme un tournant décisif dans la politique de défense de l'Union soviétique. Il l'est incontestablement dans le domaine de la vérification : depuis la signature du traité de Washington, l'institution militaire a dû renoncer au secret qui protégeait traditionnellement ses activités et accepter les incursions de plus en plus fréquentes d'observateurs étrangers, en vertu des accords de Stockholm sur les mesures de confiance et du traité sur le désarmement conventionnel en Europe dont les clauses relatives aux mesures de vérification sont encore plus contraignantes que celles du traité de Washington.

R. Lomme, "L'U.R.S.S. et le désarmement", *Universalia* 1991, Encyclopaedia Universalis.

20 L'arme chimique en constant "progrès"

À l'heure où les États-Unis et l'U.R.S.S., seuls détenteurs déclarés d'armes chimiques, s'emploient à réduire leurs stocks, la prolifération de ces mêmes armes dans le tiers-monde est devenue préoccupante depuis la guerre Iran-Irak. La présence d'armes chimiques dans les pays en voie de développement n'est pas un facteur entièrement nouveau. C'est la croissance accélérée, depuis le début des années 80, du nombre d'États qui en disposent, ou qui ont les moyens de les produire, qui paraît un phénomène inquiétant (...).

Depuis la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'à la guerre Iran-Irak, l'emploi de l'arme chimique avait été suffisamment restreint pour ménager le "tabou" qui avait fini par s'y attacher. La possession d'armes chimiques pouvait sembler paradoxale puisque son emploi était — et demeure — prohibé par le protocole de Genève de 1925. Depuis la guerre Iran-Irak, tabou et paradoxe sont en passe de devenir caducs : les attaques chimiques de part et d'autre auraient causé des dizaines de milliers de morts. Les négociations de Genève s'attachent donc désormais à prohiber non seulement l'emploi, mais aussi la possession de l'arme chimique.

La plupart des estimations (...) s'accordent pour évaluer à une vingtaine le nombre d'États possédant aujourd'hui l'arme chimique, alors qu'on n'en dénombrerait pas plus de cinq au début des années 60. Tout pays disposant d'une industrie chimique, même relativement peu développée, est capable de fabriquer des produits toxiques aisément transformables en armes et donc susceptibles d'être utilisés en cas de conflit.

"Armes nouvelles et prolifération", *Ramsès 90*, Dunod.

21 Les ventes d'armes dans le monde en 1990

	Part des ventes totales	Nombre d'entreprises
États-Unis	60,5 %	47
Europe occidentale	33,3 %	41
dont :		
- France	11,7 %	10
- Royaume Uni	10,6 %	14
- R.F.A.	5,0 %	8
Japon	3,3 %	6

Source : SIPRI Yearbook, 1992.

Analyser

Documents 17 et 18. Que veulent les manifestants ? Cherchez dans le livre p. 198 ce que sont les S.S.20 ? Quelle menace représentent ces fusées pour les Allemands de l'Ouest ? Quelle est la réplique à cette installation ? Est-elle de nature à rassurer les pacifistes ?

Document 19. Pourquoi l'auteur considère-t-il le traité F.M.I. de 1987 comme un tournant décisif dans la politique de détente de l'U.R.S.S. ? Comment expliquer ce tournant ?

Document 20. Quelle est la politique des grandes puissances en matière d'armes chimiques ? Quels États violent les règles internationales ?

Document 21. Le classement des États exportateurs d'armes coïncide-t-il avec celui des pays industrialisés ?

idées

A. La mise en cause des équilibres (1973-fin des années 70)

- En quoi la "guerre du Kippour" constitue-t-elle un tournant dans les équilibres du Proche-Orient ?
- Comment s'explique la poussée communiste en Asie du Sud-Est ? À quel résultat aboutit-elle et quel nouveau conflit entraîne-t-elle ?
- Pourquoi l'U.R.S.S. s'intéresse-t-elle à l'Afrique ? Dans quels États et par quel moyen s'y implante-t-elle ? Quelles résistances rencontre-t-elle ?

B. Un monde déstabilisé (fin des années 70-1987)

- Quels sont les facteurs qui font renaître la tension internationale et provoquent le désordre mondial à la fin des années 70 ? Qu'est-ce que le "coup de Kaboul" ? Quelles en sont les conséquences ?
- Quelles ont été les variations de la politique américaine face à l'état de déstabilisation du monde ? Quelles en ont été les résultats ?

C. Le nouvel ordre mondial depuis 1987

- Quels facteurs expliquent la mise en place, à partir de 1987, d'un nouvel ordre mondial ? Quelles sont les modalités de sa mise en œuvre ?
- À quel État profite le nouvel ordre mondial ? Quelles sont ses limites ?

(Approfondissement ES)

D. Armements et désarmement

- Quelles ont été les stratégies nucléaires successives des grandes puissances ?
- Quelles sont les raisons et les conséquences de la course aux armements ?
- Pourquoi et par quelles étapes les grandes puissances s'engagent-elles dans le désarmement ?

mots clefs

Désarmement

Politique visant à freiner la course aux armements amorcée à la fin des années 60 et relancée depuis le milieu des années 80 dans le cadre de la détente.

Droits de l'homme (politique des)

Comportement politique qui considère comme prioritaire le respect de la personne humaine. Promue entre 1977 et 1981 par Carter, elle a servi d'arme contre le communisme, mais aussi contre les autres pouvoirs dictatoriaux.

Fondamentalisme

Attitude religieuse consistant en un strict respect de la lettre des textes sacrés, sans aucune possibilité d'interprétation.

I.D.S. (Initiative de défense stratégique)

Projet, présenté par le président Reagan en 1983, de développement d'un système de protection antimissiles.

Intégrisme

Comportement religieux qui exige une fidélité totale à la tradition et refuse tout compromis avec la société.

Riposte graduée

Stratégie consistant à répondre à une attaque par une action dissuasive, le recours à l'arme atomique n'intervenant qu'en dernier ressort.

dates

1973 : guerre du Kippour. Premier choc pétrolier.

1975 : accords d'Helsinki.
Poussée communiste en Asie du sud-est.
Intervention cubaine en Angola.

1978 : accords de Camp David.

1979 : fusées Pershing II en Europe de l'Ouest.
Intervention soviétique en Afghanistan. Intervention du Vietnam au Cambodge et guerre sino-vietnamienne.
Négociations S.A.L.T. II.
Révolution iranienne.

1980 : embargo contre l'U.R.S.S.

1981 : "état de guerre" en Pologne.

1982 : invasion du Liban par Israël.
Guerre des Malouines.

1983 : le président Reagan décide l'I.D.S.

1987 : début de la Perestroïka en U.R.S.S.
Traité F.N.I.

1990 : l'Irak envahit le Koweït.

1991 : opération "Tempête du désert" contre l'Irak.
Accord S.T.A.R.T.
Fin du Pacte de Varsovie et de l'U.R.S.S.
Éclatement de la Yougoslavie.

sujet

Les rapports Est-Ouest de 1963 au début des années 1990 : détente ou poursuite de la guerre froide ?

Chronologie indicative :

5 août 1963 Traité de Moscou sur les explosions nucléaires.

3 septembre 1971 Accord quadripartite sur Berlin.

26 mai 1972 Accord S.A.L.T. I.

18 septembre 1973 Admission des deux Allemagne à l'O.N.U.

1^{er} août 1975 Acte final de la conférence d'Helsinki (C.S.C.E.).

1977 L'U.R.S.S. installe des missiles S.S. 20 en Europe de l'Est.

1978 Accord israélo-égyptien de Camp David.

1979 Entrée des troupes soviétiques en Afghanistan.

1983 Discours de Reagan sur l'I.D.S.

(Initiative de défense stratégique). Installation des missiles Pershing II en Europe occidentale.

1987 Accord de Washington sur les forces nucléaires intermédiaires (F.N.I.).

1989 Évacuation de l'Afghanistan par l'Armée rouge. Ouverture du mur de Berlin.

1990 Accords "4 + 2" au sujet de l'Allemagne.

1991 Dissolution du pacte de Varsovie.

1993 (sept.) Accord Israël/O.L.P.

corrigé

Introduction

L'année 1962 marque, avec la "crise des fusées" et la "politique au bord du gouffre" qu'ont menée à cette occasion les dirigeants des deux superpuissances, l'apogée de la guerre froide. Dès 1963, Soviétiques et Américains engagent avec "l'armistice nucléaire" un processus de détente qui s'affirme au cours de la décennie suivante mais qui va connaître, à partir du milieu des années 70 une véritable remise en cause. Dans la partie de "bras de fer" qui s'engage alors entre Washington et le Kremlin, ce sont les États-Unis qui auront le dernier mot, les effets de la course aux armements et des engagements internationaux de l'U.R.S.S. accélérant la décomposition de cette puissance, et à partir de là l'implosion du camp socialiste, la dissolution du pacte de Varsovie et bientôt, par défaut de l'un des deux compétiteurs, la fin de la guerre froide.

A. Le temps de l'équilibre (1963-1975)

1. Vers la détente

- Les causes : le "duopole" nucléaire et ses conséquences : la prise de conscience par les deux grands d'un "équilibre de la terreur" qui rend vaine l'idée d'une guerre nucléaire victorieuse.
- Principes et champ d'application de la détente :
 - Accords de désarmement nucléaire ;
 - Accords sur le statu quo en Europe ;
 - L'aboutissement : la conférence d'Helsinki (1975).

2. La fissuration des blocs

- La politique du général de Gaulle et la contestation du leadership américain.

- Le conflit sino-soviétique.
- Les tentatives d'émancipation des démocraties populaires de l'Europe de l'Est : Tchécoslovaquie, Roumanie, Pologne.

3. La persistance des conflits périphériques

- Les conflits du Proche-Orient : de la "guerre des Six Jours" à la "guerre du Kippour". L'action des deux Grands dans ces conflits.
- La guerre du Vietnam dans les rapports Est-Ouest.

B. "Paix tiède" ou retour à la guerre froide (1975-1987) ?

1. La mise en cause des grands équilibres

- La poussée communiste en Asie du Sud-Est.
- La poussée communiste en Afrique.
- L'invasion de l'Afghanistan et les réactions occidentales.

2. Le retour à l'affrontement

- La politique de Carter :
 - stratégie des "droits de l'homme" et ingérence dans les affaires intérieures de l'U.R.S.S. ;
 - les accords de Camp David : l'U.R.S.S. éliminée du jeu proche-oriental ?
- L'installation des S.S. 20 en Europe de l'Est.
- La réplique américaine : des Pershing II à l'I.D.S.

C. La fin de la guerre froide et le "nouvel ordre mondial" (1987-début des années 90)

1. Les conséquences internationales de la "Perestroïka"

- Le prix de l'I.D.S. pour l'Union soviétique.

- Les choix économiques et politiques de M. Gorbatchev et leurs effets sur la politique extérieure de l'U.R.S.S.

2. La mise en œuvre de la détente

- Accord de Washington sur les F.N.I.
- Apaisement des conflits périphériques : Afghanistan, Nicaragua, Cambodge, Afrique, guerre Iran/Irak, etc.

3. La disparition du bloc de l'Est et la fin de la guerre froide

- L'effondrement du bloc communiste.
- Le règlement du problème allemand.
- Les États-Unis, "vainqueurs de la guerre froide", assument les principales responsabilités du "nouvel ordre mondial" : l'exemple de la guerre du Golfe.

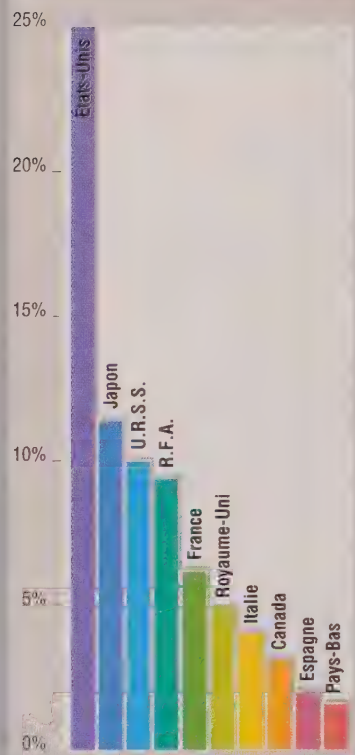
Conclusion

À l'issue de cette longue période où ont alternées phases de "détente" et phases de retour à la tension, le plus fort (économiquement, militairement) l'a emporté, en dépit d'une "dissymétrie" qui paraissait jouer en faveur du bloc monolithique de l'Est, plus homogène idéologiquement, plus dépendant des impulsions données par la puissance détentrice du *leadership*. La guerre froide s'est donc achevée par une victoire des États-Unis et par l'éclosion d'un nouvel "ordre international" qui apparaît aujourd'hui comme au moins aussi dangereux que celui qui l'a précédé.

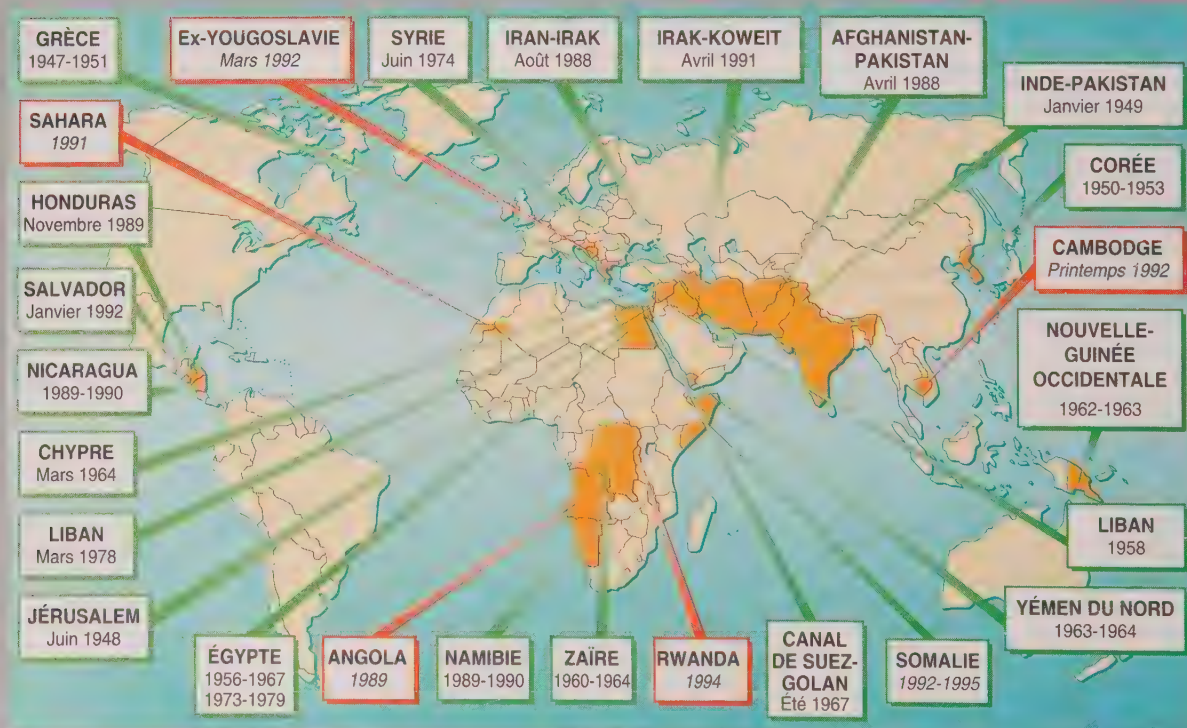
L'O.N.U. depuis 1945



22 Le secrétaire général de l'O.N.U. Boutros Boutros Ghali rend visite aux casques bleus à Sarajevo, en novembre 1992



24 La participation des dix principaux contributeurs au budget de 1990

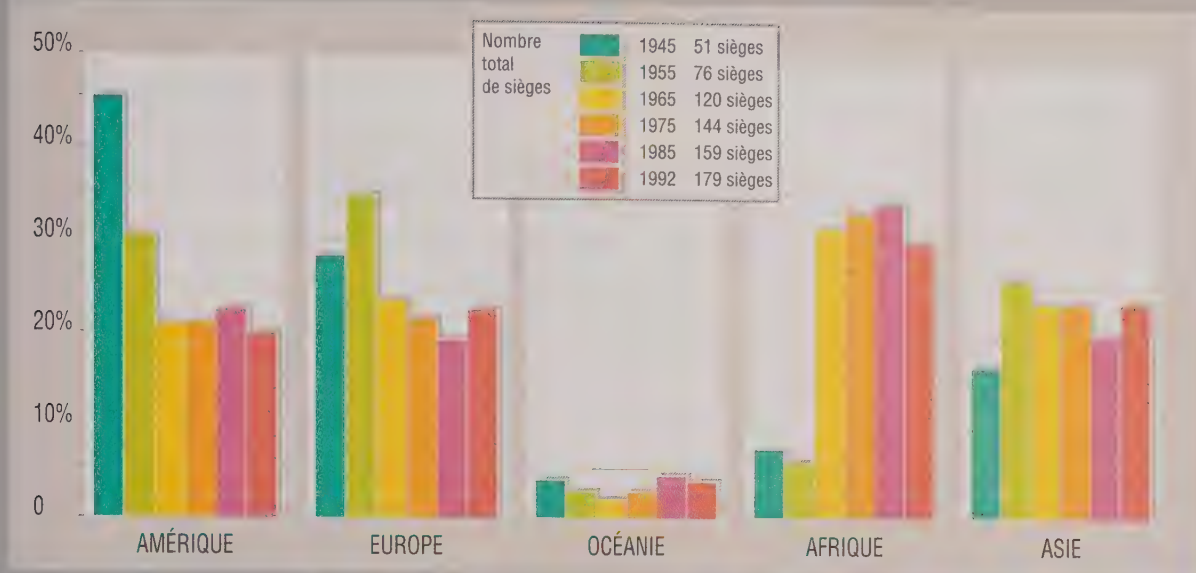


Missions en cours et date de déploiement des forces de l'O.N.U.
 Missions achevées et période de déploiement des forces de l'O.N.U.

Source : d'après Ramsès 1995, éd. Dunod

0 2000 km

23 Les missions de l'O.N.U. depuis 1945



25 Évolution de la répartition des sièges à l'Assemblée générale depuis 1945

26 Trois époques, trois jugements sur les Nations unies

■ 1949

Le but principal de l'O.N.U. est de servir de cadre à toutes les nations du monde, pour qu'elles apprennent à mieux se connaître les unes les autres et à régler les divergences d'opinion et les conflits d'intérêts qui pourraient un jour dégénérer en guerre (...). En parcourant sa brève et décevante histoire, on ne peut apercevoir aucune étincelle d'encouragement (...).

Que les diplomates reprennent la parole et laissons-les, dans le secret des négociations qui est leur privilège, débarrasser les graves problèmes internationaux de leurs épines, jusqu'à ce que ceux-ci aient atteint ce degré de maturité où ils pourront être utilement discutés entre hommes d'État.

D. Cooper, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, 1949.

■ 1961

Il faut bien le dire, aujourd'hui, les Nations unies ne ressemblent vraiment en rien à ce qu'elles étaient ou devaient être au départ. D'abord le Conseil de Sécurité ne se compose plus seulement, à beaucoup près, des grandes puissances, mais aussi de plusieurs puissances élues tour à tour ; et puis il y a tous les débats auxquels viennent assister, en nombre indéterminé, les délégations suivant les sujets dont on discute. Quant à l'Assemblée générale, elle a pris à présent tous les pouvoirs. Elle peut délibérer de tout et même contre l'avis du Conseil de Sécurité qui est ainsi dépossédé de son essentielle prérogative. En outre, cette Assemblée générale comprend maintenant les représentants de plus de cent États – bien-

tôt, ils seront cent vingt – dont la plupart, beaucoup tout au moins, sont improvisés et se croient tenus de faire valoir des griefs ou des revendications à l'égard des anciens, plutôt que des éléments de raison et de progrès.

Ch. de Gaulle, conférence de presse du 11 avril 1961.

■ 1994

Dans les années 70 et 80, les Nations unies n'ont joué qu'un rôle effacé dans le règlement des différends internationaux, et l'antagonisme Est-Ouest a entravé le fonctionnement du Conseil de Sécurité. Il fallut attendre l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en Union soviétique et l'amorce d'un processus de désarmement entre les protagonistes nucléaires pour que s'esquisse un changement dans le comportement des grandes puissances vis-à-vis de l'organisation mondiale. Ainsi, en 1990-1991, c'est avec le consentement de l'U.R.S.S. que le Conseil de Sécurité a pu donner son aval à l'action collective menée contre l'Irak et imposer au vaincu de la guerre du Golfe un désarmement d'une ampleur sans précédent (résolution 687 du 3 avril 1991). Par ailleurs, on assiste depuis peu à un élargissement du mandat humanitaire de l'O.N.U. et des mesures ont été prises pour prêter assistance aux victimes de catastrophes naturelles ou de situations d'urgence du même ordre. L'opération "Provide Comfort" en faveur des populations kurdes en Irak et l'opération "Restore Hope" pour lutter contre la famine en Somalie procèdent de cette nouvelle philosophie et tendent à battre en brèche le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États, tel qu'il est énoncé à l'article 2.7 de la charte de San Francisco. Enfin le concept de maintien de la paix revêt aujourd'hui une exten-

sion remarquable : dans les conflits qui déchirent les peuples de l'ex-Yougoslavie, la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) doit relever des défis multiformes puisqu'elle est censée contribuer à un règlement pacifique du conflit en s'interposant entre les combattants, faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations en détresse, et garantir l'inviolabilité des "zones de sécurité" établies en Bosnie-Herzégovine. C'est dans la même perspective que s'inscrit la Résolution du Conseil de Sécurité en date du 17 mai 1994 : elle autorise le déploiement de 5 500 casques bleus au Rwanda pour favoriser la conclusion d'un cessez-le-feu, garantir la sécurité des personnes en danger et appuyer des opérations d'assistance humanitaire.

RAMSES 95, op. cit., pp. 114-115.

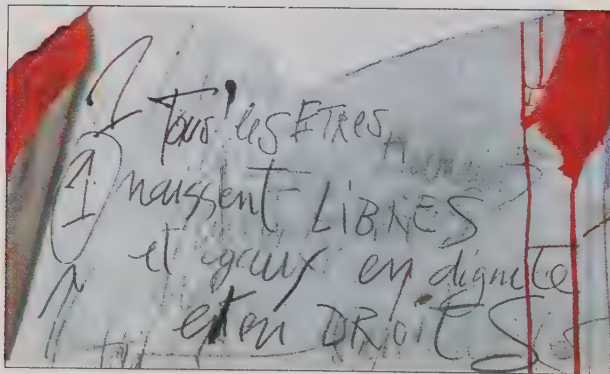
prépabac

Commentez les 3 textes du document 26 en vous aidant des questions suivantes :

1. Quels sont les origines, les buts et les principes de l'O.N.U. ?
2. Quelles sont les responsabilités et les règles de fonctionnement de l'Assemblée générale et du Conseil de Sécurité ?
3. Quelles ont été les conséquences de l'élargissement de l'Assemblée générale ?
4. Qu'y a-t-il de nouveau dans l'action et le fonctionnement de l'O.N.U. depuis 1990-1991 ? Quelles sont les raisons de cette évolution ?
5. Quel bilan peut-on faire de l'action de l'O.N.U. depuis 1945 ?

TROISIÈME
PARTIE

La France depuis 1945



Antoni Clavé, 14 juillet, 1989, technique mixte 105x75cm ;
collection particulière (page de gauche, détail) © SPADEM Paris 1995.



The artwork features a central white rectangular piece of paper with a small red dot near the top center and a small hole near the bottom left. This paper is set against a background of vibrant red and blue. The blue background at the top has a torn, layered appearance, revealing a lighter blue or white surface underneath. The red background is more solid but has some vertical streaks and a small tear on the right side. The overall composition is abstract and expressive.

I Tous les Êtres Humains
naissent LIBRES
et égaux en dignité
et en droit.

La reconstruction politique et économique de la France (1945-1954)

*Quels problèmes politiques et économiques la France de l'après-guerre doit-elle affronter ?
Comment les a-t-elle résolus ?*

sommaire

A. La France en 1945 : un pays en ruines	208
1. Une situation économique catastrophique	208
2. Une situation de vide politique	208
B. Une tentative manquée de reconstruction politique	210
1. Un régime d'Assemblée dominé par les partis politiques	210
2. Les grands problèmes de la France et l'échec du "tripartisme" (1946-1947)	210
3. L'expérience de la "Troisième Force" et la paralysie des institutions (1947-1952)	210
4. Le centre-droit : la querelle de la C.E.D. et la catastrophe indochinoise (1952-1954)	212
C. Une tentative réussie de reconstruction économique	214
1. Intervention de l'État et aide américaine	214
2. La IV ^e République pose les bases de la croissance	214
Approfondissement	
D. La découverte de la modernité économique	216
1. Une économie vieillie et stagnante	216
2. La volonté de modernisation de la Libération	216
3. Les aspects de la modernisation	216
Fiche-bac	218
Sujets de bac	
Commentaire de texte	219
Dossier	
Les difficultés politiques	220

1 1946 : de Gaulle, le gouvernement et l'Assemblée

Je me demande quelle étrange conception l'orateur¹ se fait du gouvernement de la République ! Il nous dit : "Dans la matière grave qu'est celle des crédits de la Défense nationale, le gouvernement considère une chose comme nécessaire. L'Assemblée ne veut pas la reconnaître comme telle. Le gouvernement n'a qu'à en prendre son parti." (...)

Or, ce régime d'une Assemblée qui gouverne elle-même, (...) ce régime est concevable, mais ce n'est pas celui que conçoit le gouvernement. Je ne l'ai jamais caché en prenant les fonctions que vous avez bien voulu m'attribuer (...). Veut-on un gouvernement qui gouverne ou bien veut-on une Assemblée omnipotente déléguant un gouvernement pour accomplir ses volontés ? (...) La formule qui s'impose, à mon avis, après toutes les expériences que nous avons faites, c'est un gouvernement qui ait et qui porte seul – je dis : seul – la responsabilité entière du pouvoir exécutif.

Si l'Assemblée, ou les Assemblées, lui refusent tout ou partie des moyens qu'il juge nécessaires pour porter la responsabilité du pouvoir exécutif, eh bien ! ce gouvernement se retire. Un autre gouvernement apparaît. C'est d'ailleurs, me semble-t-il, ce qui va justement arriver (...).

Déclaration à l'Assemblée constituante, le 1^{er} janvier 1946.

1. Le socialiste André Philip.

Affiche de 1945
incitant
les Français
à se lancer
dans la bataille
de la production
afin de
reconstruire
le pays



RETROUSSONS NOS MANCHES
Ça ira encore mieux !

A. La France en 1945 : un pays en ruine

La France de la Libération est un pays économiquement ruiné, où le redémarrage de la production est entravé par de multiples obstacles. C'est un pays sans pouvoir politique légal et la reprise de la vie politique est l'occasion d'un vif conflit sur la nature du régime entre le général de Gaulle et les partis.

1 Une situation économique catastrophique

Après quatre années d'occupation, la France est un pays affaibli sur les plans démographique et économique. La guerre a fait 600 000 morts, mais les mauvaises conditions de vie et le déficit des naissances portent à 2 millions les pertes démographiques. Des dizaines de milliers d'exploitations agricoles, d'usines, d'immeubles ont été détruits et le réseau de transports est gravement endommagé. La France a perdu une grande partie de son matériel ferroviaire et de sa flotte de commerce. Enfin, les pertes financières, dues en grande partie aux prélèvements allemands, s'élèvent à 1 500 milliards de francs.

Des obstacles incontournables gênent la reprise de la production. La France manque d'énergie et de matières premières. Il faudrait les acheter à l'étranger, mais le pays ne possède pour les importer ni ports (ils ont été détruits au cours des combats de la Libération), ni flotte de commerce (elle n'est plus que le tiers de celle de 1938), ni argent (le franc a perdu toute valeur).

L'inflation et le marché noir sévissent. La rareté des produits à vendre et l'abondance d'argent qu'on ne peut employer provoquent une forte inflation, qui se manifeste dès 1944 par une flambée des prix. Celle-ci est entretenue par le marché noir (c'est-à-dire les achats clandestins à des prix supérieurs à ceux fixés par la taxation).

Pour réduire l'inflation, le ministre de l'Économie, Pierre Mendès France, propose un échange des billets de banque qui permettrait un blocage des fortunes, chaque Français recevant une somme uniforme de 5 000 francs et le reste étant débloqué à mesure de la reprise de la production. Mais le général de Gaulle juge impossible politiquement d'imposer de telles contraintes aux Français et il choisit une politique moins rigoureuse, mais qui laisse subsister l'inflation.

2 Une situation de vide politique

La France de la Libération n'a plus de pouvoir politique légal. En 1944, le gouvernement de Vichy s'est effondré

et, avec lui, les autorités administratives. Tous ses actes sont en principe annulés, sauf ceux jugés nécessaires à la vie de la nation qui sont maintenus. Or, le régime de la III^e République a disparu depuis 1940. Aussi, la France est-elle dirigée par un **"Gouvernement provisoire de la République française"** (G.P.R.F.) présidé par le général de Gaulle, qui est reconnu par la majorité de l'opinion publique, mais qui ne procède d'aucune élection. Toutefois, le général de Gaulle a promis de **"rendre la parole au peuple"**.

Par le référendum du 21 octobre 1945, les Français choisissent l'instauration d'une IV^e République. Ils élisent, le même jour, une Assemblée. Au référendum, 96 % d'entre eux répondent "oui" à la question de savoir s'ils entendent mettre fin à la III^e République. Du même coup, l'Assemblée qu'ils élisent est constituante : elle est chargée d'élaborer et de rédiger la Constitution de la IV^e République. Les élections (les premières depuis 1936) donnent les trois quarts des voix et des sièges à trois grands partis nés de la Résistance ou renouvelés par elle : le parti communiste, le parti socialiste (S.F.I.O.) et le M.R.P. (Mouvement républicain populaire, rassemblant des résistants chrétiens). Communistes et socialistes disposent de la majorité absolue à la Constituante.

Le conflit entre les partis politiques et le général de Gaulle conduit ce dernier à démissionner le 20 janvier 1946. Élu président du Gouvernement provisoire par l'Assemblée constituante, le général de Gaulle ne tarde pas à se heurter aux partis au sujet des futures institutions de la IV^e République. Alors qu'il souhaite un pouvoir exécutif fort, il constate que les grandes forces politiques s'apprêtent à donner l'essentiel du pouvoir à l'Assemblée issue du suffrage universel. Se rendant compte qu'il ne peut infléchir leur détermination, il démissionne le 20 janvier 1946, convaincu qu'il sera bientôt rappelé. Or, il n'en est rien ; les trois forces politiques qui dominent la Constituante s'entendent pour se partager le pouvoir : c'est le **"tripartisme"**.

3 Une légalité à reconstruire

La libération du territoire continental doit être d'une manière immédiate accompagnée du rétablissement de la légalité républicaine en vigueur avant l'instauration du régime imposé à la faveur de la présence de l'ennemi.

Le premier acte de ce rétablissement est la constatation que "la forme du gouvernement de la France est et demeure la République. En droit, celle-ci n'a pas cessé d'exister". (...)

Cette constatation primordiale exprimée, il s'ensuit une autre nécessaire : les lois et règlements que l'autorité de fait qui s'est imposée à la France a promulgués, les dispositions administratives individuelles qu'elle a décrétées ou arrêtées ne peuvent tirer de sa volonté aucune force obligatoire et sont appelés à demeurer inefficaces (...) Tout ce qui est postérieur à la chute, dans la journée du 16 juin 1940, du dernier gouvernement légitime de la République est évidemment frappé de nullité.

Cependant, des considérations d'intérêt pratique conduisent à éviter de revenir sans transition aux règles de droit en vigueur à la date susdite du 16 juin 1940 et à observer dans ce but soit une période transitoire comportant le maintien provisoire de certains effets de droit, soit même la validation de certaines situations acquises dont le renversement apporterait au pays un trouble plus considérable que leur transformation (...).

*Ordonnance du 9 août 1944
du Gouvernement provisoire
de la République française.*



5 Affiche de propagande du M.R.P. (1945)

6 L'état de la France en 1945

Les lignes téléphoniques et télégraphiques ont subi des coupures sans nombre. Il n'y a pas d'avions de liaison français sur les terrains criblés d'entonnoirs. De nos 12 000 locomotives, il nous en reste 2 800. Aucun train partant de Paris ne peut atteindre Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Lille, Nancy. Aucun ne traverse la Loire entre Nevers et l'Atlantique, ni la

Seine entre Nantes et la Manche, ni le Rhône entre Lyon et la Méditerranée. Quant aux routes, 3 000 ponts ont sauté ; 300 000 véhicules à peine sont en état de rouler sur 3 millions que nous avions eus ; enfin, le manque d'essence fait qu'un voyage en auto est une véritable aventure (...). En même temps, l'arrêt des transports désorganise le ravitaillement, (...). Sans doute un plan de six mois prévoyant une première série d'importations américaines avait-il été dressé par accord entre Alger et Washington. Mais comment le faire jouer alors que nos ports sont inutilisables ?
Ch. de Gaulle, Mémoires de guerre, III, Le salut, Plon, 1959.



4 Camps de toile édifiés par l'abbé Pierre pour abriter les sans-logis (hiver 1954-1955)

Analyser

Document 3. Quelle intention les deux premiers paragraphes traduisent-ils ? Quelle appellation du texte évoque Vichy ? Quel sort est-il réservé à ces trois lois et règlements ? Expliquez le sens du dernier paragraphe.

Document 4. Quel problème de la France d'après-guerre cette photographie met-elle en évidence ? Comment est-il résolu ici ?

Document 5. Expliquez le sens de cette affiche. Quel rôle assigne-t-elle au M.R.P. ?

Document 6. Relevez les éléments qui rendent difficiles les communications en 1945. Quels obstacles gênent les importations (voir aussi le cours) ?

B. Une tentative manquée de reconstruction politique

Organisée par les partis politiques et en fonction d'eux, la IV^e République va s'enliser dans des problèmes graves, rendus insolubles par l'absence de majorité à l'Assemblée nationale.

1 Un régime d'Assemblée dominé par les partis politiques

Les conditions d'élaboration de la Constitution expliquent ses traits fondamentaux. Après la démission du général de Gaulle, communistes et socialistes rédigent une Constitution qui donne tous les pouvoirs à une Assemblée unique. Combattue par tous les autres partis politiques, cette Constitution est rejetée par le peuple lors d'un référendum, en mai 1946. De nouvelles élections ont donc lieu en juin ; elles voient un recul des deux partis marxistes, tandis que le M.R.P. progresse.

Une seconde Constitution est alors votée par accord entre les trois partis du tripartisme. Malgré le désaveu du général de Gaulle, elle est adoptée par 53 % des votants en octobre 1946.

La Constitution de 1946 consacre la prépondérance de l'Assemblée nationale. Formée de députés élus pour cinq ans à la représentation proportionnelle, elle vote les lois et le budget. C'est elle qui investit le **président du Conseil** (chef du gouvernement), désigné par le président de la République, lui donnant ainsi le droit de gouverner. Elle contrôle en permanence son action et, par une interpellation, les députés peuvent à tout moment le contraindre à venir s'expliquer devant eux. Enfin, c'est elle qui renverse les gouvernements, soit en prenant l'initiative d'une motion de censure, soit en refusant à la majorité absolue de voter la question de confiance proposée par le chef du gouvernement. Ainsi le président du Conseil se trouve-t-il dans la dépendance de l'Assemblée.

La seconde Chambre, le **Conseil de la République**, désigné au suffrage indirect, ne peut donner que des avis et l'Assemblée n'est pas tenue de les suivre.

Enfin, le **président de la République**, élu par les deux Chambres pour sept ans, a pour prérogative principale de désigner le président du Conseil ; Vincent Auriol fut le premier président de la IV^e République.

C'est bien l'Assemblée nationale qui domine le nouveau régime. Or, au sein de l'Assemblée, la réalité du pouvoir appartient aux grands partis politiques qui sont les véritables maîtres du jeu.

2 Les grands problèmes de la France et l'échec du tripartisme (1946-1947)

Trois graves problèmes opposent, en 1946-1947, le parti communiste aux deux autres forces politiques du "tripartisme" :

– Le premier est d'ordre économique et social : les trois grands partis sont favorables aux nationalisations et à la mise au point d'un plan ; mais ils sont en désaccord au sujet de la lutte contre l'inflation. Au printemps 1947, le parti communiste et la C.G.T. (Confédération générale du travail, principal syndicat français, d'obédience communiste) constatent que la politique de limitation des salaires les coupe des masses ouvrières et ils décident d'appuyer les revendications salariales.

– Les débuts de la décolonisation provoquent un affrontement entre le parti communiste et les autres partis. Le P.C. proteste contre les opérations militaires engagées fin 1946 au Vietnam pour combattre le dirigeant communiste Hô Chi Minh qui, à la tête des nationalistes du Vietminh, revendique l'indépendance de son pays ;

– Mais surtout, avec les débuts de la guerre froide, la présence des ministres communistes au gouvernement est un problème. Le 5 mai 1947, en réponse au vote hostile des ministres communistes concernant la politique salariale du gouvernement aux usines Renault (nationalisées), le président du Conseil, Paul Ramadier, décide de mettre fin à leurs fonctions. C'est la fin du "tripartisme".

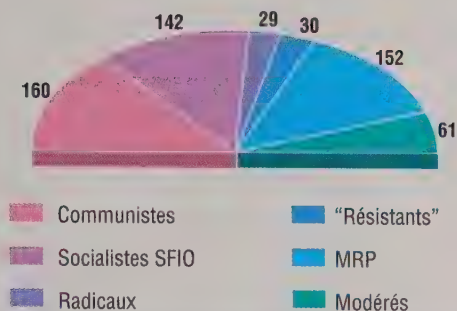
3 L'expérience de la "Troisième Force" et la paralysie des institutions (1947-1952)

La IV^e République se trouve soumise à une double menace :

– La première vient du parti communiste. Chassés du gouvernement, les communistes organisent, à partir de l'automne 1947, grèves et manifestations pour empêcher le "camp impérialiste" d'attaquer l'U.R.S.S. En 1947-1948, le pays semble au bord de la guerre civile. Le parti communiste se trouve désormais mis en marge de la société politique, tandis que, derrière Léon Jouhaux, les syndicalistes non communistes quittent la C.G.T., prise en main par le parti communiste, et fondent la C.G.T.-Force Ouvrière (C.G.T. - F.O.).

– La fondation par le général de Gaulle du R.P.F. (Rassemblement du peuple français), en avril 1947, représente une seconde menace. Jugeant que la France risque désormais une attaque soviétique, il considère que le pays, miné de l'intérieur par les "séparatistes" (les communistes), possède un régime trop faible pour pouvoir résister à ce danger. Aussi, appelle-t-il les Français de tous les partis à le rejoindre pour imposer une nouvelle Constitution qui redonnerait de l'autorité au pouvoir exécutif. Or, le

574 députés



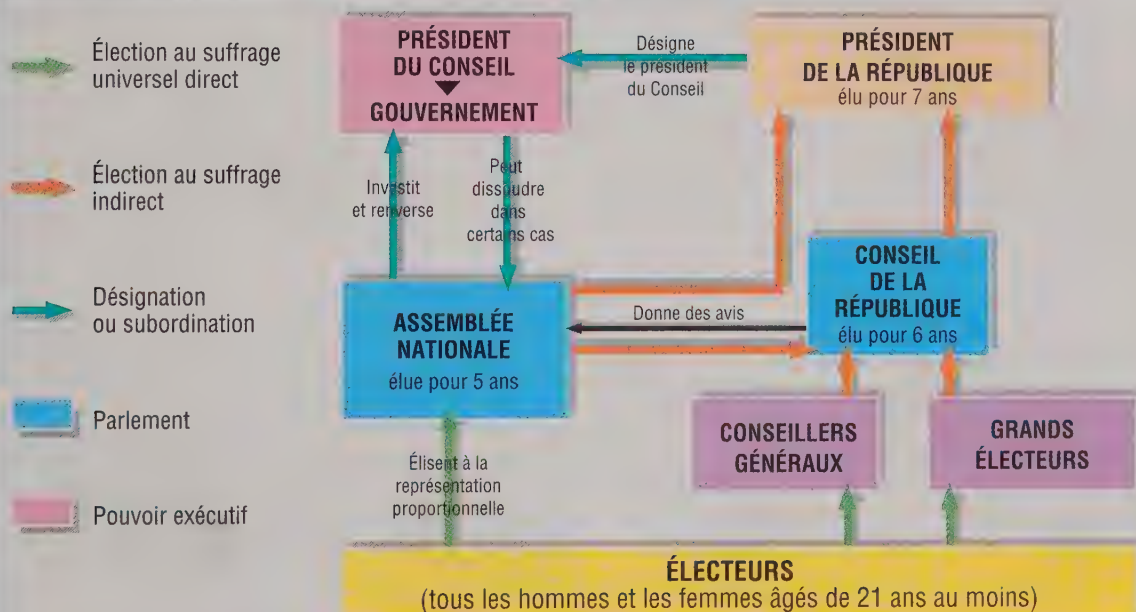
7 La composition de la première Constituante (21 octobre 1945)

586 députés



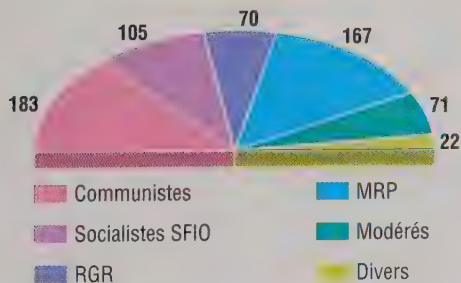
* RGR. Rassemblement des gauches républicaines (radicaux, UDSR et divers petits partis du Centre)

8 La composition de la deuxième Constituante (2 juin 1946)



9 La Constitution de 1946

618 députés



10 La composition de l'Assemblée Nationale

Analyser

Document 7. Additionnez les effectifs des groupes socialiste et communiste. Que constatez-vous ?

Document 8. Quelles variations notez-vous entre les divers partis par rapport aux résultats du 21 octobre 1945 ? Comment se trouve constituée la majorité tripartite ? De combien d'élus dispose-t-elle ?

Document 9. Quelle est la seule institution désignée au suffrage universel direct ? Qui élit les membres du Conseil de la République ? De qui dépend le gouvernement ? Qui élit le président de la République ? Quelle est l'institution essentielle de la IV^e République ?

Document 10. De combien d'élus dispose la majorité de la "Troisième Force" ? Pourrait-elle se passer de l'une de ses quatre composantes ?

succès du R.P.F. est foudroyant ; il remporte un triomphe aux élections municipales de 1947 et annonce un million d'adhérents en 1948. Excluant tout recours au coup de force, il demande à l'Assemblée de se dissoudre.

Pour résister à cette double menace, les partis qui soutiennent la IV^e République s'unissent dans la "Troisième Force". Socialistes, M.R.P., radicaux, modérés du Centre national des indépendants font taire leurs divergences pour sauver le régime. Ils s'accordent sur une politique étrangère et coloniale marquée par la volonté de lutter contre le danger soviétique. Ils sollicitent l'alliance des États-Unis et entrent, en 1949, dans l'Alliance atlantique. Ils jettent les bases de la construction européenne (voir chap. 5) en créant la C.E.C.A. en 1950 et en élaborant le projet d'une Communauté européenne de défense (C.E.D.). Enfin, ils s'entendent pour mener une politique de lutte contre toute velléité d'indépendance aux colonies, assimilée à une attaque communiste contre le "monde libre".

Mais, les partis de la "Troisième Force" sont en désaccord sur la politique économique et sociale. Les socialistes, partisans de dépenses sociales qui exigent des augmentations d'impôts, s'opposent aux indépendants et aux radicaux qui veulent limiter les dépenses et l'impôt. Cette opposition est à l'origine de presque toutes les chutes de gouvernement. La seule parade à l'instabilité ministérielle est l'immobilisme, pratiqué avec virtuosité par le Dr Queuille, président du Conseil en 1948-1949 : il s'agit d'éviter de poser les problèmes, de se garder de toute solution tranchée, de gagner du temps. La IV^e République survit ainsi, mais dans l'impopularité.

4 Le centre-droit : la querelle de la C.E.D. et la catastrophe indochinoise (1952-1954)

Après les élections de 1951 va se constituer autour d'Antoine Pinay une nouvelle majorité de centre-droit. Pour éviter de se retrouver minoritaires face aux communistes et au R.P.F., les partis de la "Troisième Force" votent une nouvelle loi électorale qui permet à des listes se déclarant **apparentées** avant le scrutin de se partager la totalité des sièges si l'addition de leurs voix atteint la majorité absolue. On aboutit ainsi, en 1951, à une Assemblée où les six grands partis ont chacun une centaine d'élus. En mars 1952, une partie des députés R.P.F. vote l'investiture de l'indépendant Antoine Pinay, permettant la formation d'une majorité de centre-droit incluant modérés, M.R.P.,

radicaux et une partie du R.P.F., et rejetant les socialistes dans l'opposition.

Sur le plan économique, cette majorité s'accorde pour mener une politique de stabilisation des prix, de rétablissement de l'équilibre budgétaire et de restauration de la confiance (une amnistie fiscale est décrétée pour les fraudeurs ayant transféré leur argent à l'étranger, et on lance l'"emprunt Pinay", indexé sur l'or et exonéré de droits de succession).

Elle lutte contre l'agitation communiste et pratique une politique de rigueur sociale qui provoque durant l'été 1953 la grève de quatre millions de salariés du secteur public.

Enfin, elle s'engage dans des épreuves de force outre-mer, en Tunisie comme au Maroc, cependant que la guerre d'Indochine tourne à la catastrophe, le Vietminh pouvant compter, depuis 1950, sur l'appui de la Chine devenue communiste.

Mais la querelle de la C.E.D. agit à son tour comme un facteur de paralysie des institutions. Considérée comme un tournant décisif dans la constitution d'une Europe supranationale, la Communauté européenne de défense suscite l'hostilité des communistes et des gaullistes. Mais surtout, elle divise la majorité de centre-droit. Si le M.R.P. y est totalement favorable, radicaux et modérés sont partagés (de même que les socialistes). La C.E.D. devient donc à son tour facteur d'instabilité et d'immobilisme.

La paralysie des institutions est illustrée par l'élection en décembre 1953 du successeur de Vincent Auriol à l'Élysée : partisans et adversaires de la C.E.D. bloquent toute décision jusqu'au 13^e tour de scrutin : le modéré René Coty, personnage effacé, doit sa désignation au fait qu'il ne s'est pas prononcé sur la question de la C.E.D.

La catastrophe indochinoise provoque l'effondrement de la majorité de centre-droit. À la fin de 1953, lors de la conférence des Bermudes, les États-Unis imposent aux Français réticents l'idée d'une conférence à cinq (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Chine, U.R.S.S.) pour régler les problèmes asiatiques, conférence qui s'ouvre à Genève en janvier 1954. Décidés à négocier en position de force, les Français tentent d'obtenir une victoire militaire spectaculaire en attirant le Vietminh dans un piège. Mais c'est sur les troupes françaises engagées dans l'opération que se referme celui-ci. Le 7 mai 1954, après un long siège, le camp retranché de **Diên Biên Phu** tombe. Cette défaite militaire provoque l'effondrement du gouvernement Laniel, en juin. La IV^e République paraît à bout de souffle.

11 La création du R.P.F. (avril 1947)

Dans la situation où nous sommes, l'avenir du pays et le destin de chacun sont en jeu. Cela, chaque Français le sait.

Pour nous assurer la prospérité économique, la justice sociale, l'unité impériale, la puissance extérieure sans lesquelles nous perdriions jusqu'à la liberté des citoyens et l'indépendance de la France, la nation doit se rassembler dans un long et puissant effort de travail et de rénovation. Cela, chaque Français le voit.

Pour marcher droit vers son but, il faut que la nation soit guidée par un État cohérent, ordonné, concentré, capable de choisir et d'appliquer impartialement les mesures commandées par le salut public. Le système actuel, suivant lequel des partis rigides et opposés se partagent tous les pouvoirs, doit donc être remplacé par un autre où le pouvoir exécutif procède du pays et non point des partis... Cela, chaque Français le sent.

Aujourd'hui est créé le Rassemblement du peuple français. J'en prends la direction. Il a pour but de promouvoir et de faire triompher par-dessus nos divisions, l'union

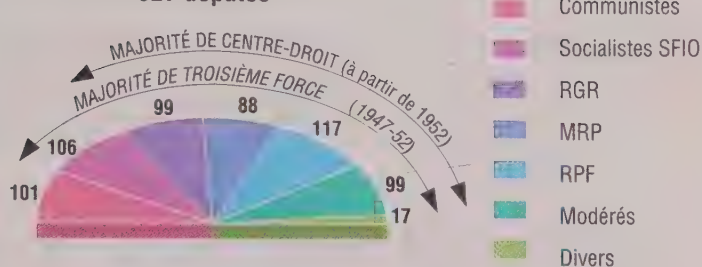
13 La composition de l'Assemblée nationale (17 juin 1951)

de notre peuple dans l'effort de rénovation et la réforme de l'État.

J'invite à se joindre à moi dans le Rassemblement toutes les Françaises et tous les Français qui veulent s'unir pour le salut commun comme ils l'ont fait hier pour la libération et la victoire de la France.

Charles de Gaulle, discours de Strasbourg.

627 députés



14 L'impossible majorité

Les conditions de formation d'une majorité de gouvernement se manifestent quasi irréalisables. Sans doute, sur chacune des grandes questions posées, existe-t-il une majorité, mais cette majorité varie dans sa composition selon la question posée : on discerne aisément dans l'Assemblée¹ un pôle clérical et un pôle anticlérical, un pôle dirigiste et un pôle antidirigiste, un pôle nationaliste et un pôle européen. Mais la situation se complique du fait que la division n'est pas entre les groupes seulement, mais au sein de chaque groupe incapable d'adopter une attitude commune et d'imposer à ses membres un vote unique.

A. Siegfried, De la III^e à la IV^e République, Grasset, 1956.

1. Il s'agit de l'Assemblée élue en 1951.

Analyser

Document 11. Quelle condition le général de Gaulle pose-t-il au redressement de la France. Quelle critique adresse-t-il au régime de la IV^e République ? Quel but assigne-t-il au R.P.F. ?

Document 12. Quelle promesse le R.P.F. fait-il aux Français sur l'affiche électorale ?

Document 13. Pour chaque force politique présente en 1951, indiquez et expliquez les variations enregistrées par rapport à 1946 (doc. 10). Expliquez comment l'on passe en 1952 de la majorité de "Troisième Force" à la majorité de centre-droit. Que signifie cette évolution ?

Document 14. Quels partis incluriez-vous dans les divers pôles définis par l'auteur ?

À partir de ces pôles, retrouvez quels sont les clivages entre les partis de la majorité de "Troisième Force", et ceux qui divisent la majorité de centre-droit.



12 Affiche du R.P.F. pour les élections municipales de 1947

C. Une tentative réussie de reconstruction économique

La IV^e République, en intervenant dans la vie économique par le moyen des nationalisations et de la planification, permet la reconstruction économique de la France, tandis que l'ouverture des frontières, le dynamisme démographique et l'accent mis sur la modernisation de l'économie et les investissements établissent les bases de la croissance.

1 Intervention de l'État et aide américaine

La gravité de la situation économique en 1945 exige l'intervention de l'État dans l'économie, qu'on appelle le dirigisme :

– Pour se donner les moyens de rebâtir l'économie, l'État pratique une politique de nationalisation. Si celle-ci frappe des entreprises qui ont collaboré avec l'ennemi (comme Renault ou Berliet), elle vise surtout à mettre aux mains de l'État trois secteurs dont la maîtrise commande l'ensemble de la vie économique : l'énergie, les transports, le crédit.

– Par la planification, l'État fixe avec précision ses objectifs économiques. À l'initiative de Jean Monnet, nommé commissaire au Plan, est promulgué en janvier 1947 le plan de modernisation et d'équipement qui a pour objectif de permettre à la production française de retrouver, en 1948, son niveau de 1929. Il donne la priorité à l'équipement par rapport à la consommation en mettant l'accent sur six secteurs auxquels l'État réserve les crédits d'investissement : électricité, charbon, acier, ciment, transports ferroviaires, matériel agricole.

Pour réaliser le plan, l'État compte sur l'effort des Français et sur l'aide financière des Américains. On demande aux Français de travailler beaucoup pour gagner la "bataille de la production". En échange, le gouvernement pratique de vastes réformes sociales, créant les comités d'entreprise, qui se proposent d'associer le personnel à la gestion des entreprises dans les grands établissements, et surtout la Sécurité sociale, conçue comme une forme de redistribution du revenu national, un salaire indirect versé aux plus démunis (malades, invalides, vieillards, veuves, familles nombreuses, etc.), par un prélèvement touchant davantage les plus fortunés.

Mais la reconstruction économique n'est réellement possible que grâce aux efforts financiers des Français (impôts, emprunts), à l'inflation qui allège le poids des dettes et surtout à l'aide des États-Unis : dons de matières premières et de denrées alimentaires, prêts à faible intérêt et surtout fonds du plan Marshall. Vers 1950, la France retrouve une production normale, mais son économie ne s'est guère modernisée et de nombreux déséquilibres subsistent.

2 La IV^e République pose les bases de la croissance

La IV^e République ouvre la France au monde extérieur. Rompant avec une tradition protectionniste, elle intègre la France au marché mondial. C'est d'abord le résultat des pressions américaines qui, en échange de l'aide apportée, poussent la France à supprimer les entraves imposées à la liberté du commerce (contingentements, barrières douanières, subventions aux exportations). Mais surtout, la construction européenne la fait entrer dans un vaste marché de 200 millions d'habitants où les marchandises doivent circuler librement. Les entrepreneurs français sont contraints de moderniser leurs entreprises pour pouvoir affronter la concurrence.

La croissance démographique favorise l'expansion économique et l'entrée dans l'ère de la consommation de masse. Contrastant avec la stagnation des débuts du XX^e siècle, la population française connaît un fort accroissement naturel (20 naissances par an pour 1 000 habitants entre 1946 et 1954). Il s'y ajoute une importante immigration : Maghrébins, Espagnols, Italiens viennent remplacer les Français dans des emplois où manque la main-d'œuvre.

Ce dynamisme démographique stimule l'expansion économique car cette population jeune a besoin de logements, d'équipements, de produits de consommation, de services, d'autant plus que l'urbanisation croissante fait naître des habitudes nouvelles de consommation de masse, liées à la recherche du confort et du prestige social.

Enfin, la IV^e République voit naître de nouveaux comportements économiques tournés vers la modernisation. Suivant l'exemple de l'État qui consacre, en 1949, 40 % des dépenses publiques à l'investissement contre 10 % en 1945, les chefs d'entreprise réservent une grande part des bénéfices à l'achat de matériel et de machines. Par ailleurs, des notions neuves comme la rentabilité, la productivité, l'aménagement du territoire font leur apparition dans le vocabulaire économique. La France est prête matériellement et psychologiquement à profiter au maximum des possibilités de croissance que lui offre la situation de l'économie mondiale à partir du milieu des années 50.

15 Pourquoi les nationalisations ?

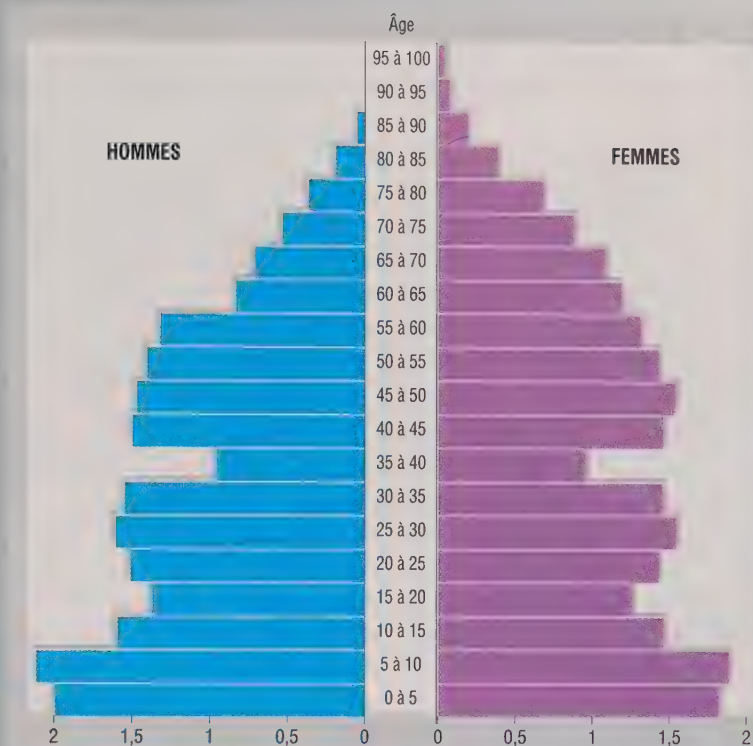
La puissance de relèvement d'un pays, au lendemain d'une crise grave, peut se mesurer à la volonté dont il fait preuve, en se plaçant au point de vue de l'intérêt général, d'une part, d'adapter les moyens économiques dont il dispose encore à la situation à laquelle il a été amené afin de restaurer le plus vite possible (...) les instruments de sa prospérité et, d'autre part, de créer le climat social le plus favorable à la reprise du travail. (...).

L'État seul possède actuellement l'autorité suffisante pour assurer une telle tâche (...); lui seul peut, en effet, suivant un plan d'ensemble, faire concourir, dans les conditions les plus favorables et les plus rapides, les exploitations houillères au relèvement de l'industrie française. Lui seul peut, à la fois sur le plan technique, imposer aux mines un programme de production, effectuer le regroupement d'exploitation nécessaire, normaliser le matériel, en offrant, s'il y a lieu, le concours de ses ressources financières, et, sur le plan social, assurer au mieux la sauvegarde des intérêts et de la santé des travailleurs, apaiser les conflits qui opposent trop souvent les patrons et les ouvriers, faire droit aux justes revendications, faire participer des travailleurs à la gestion des entreprises, imprimer enfin la même impulsion aux divers personnels de direction et d'exécution, placés sous son autorité et sous son contrôle (...). C'est pour ces motifs impérieux que le Gouvernement a décidé la nationalisation des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

Ordonnance du 13 décembre 1944 portant nationalisation des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

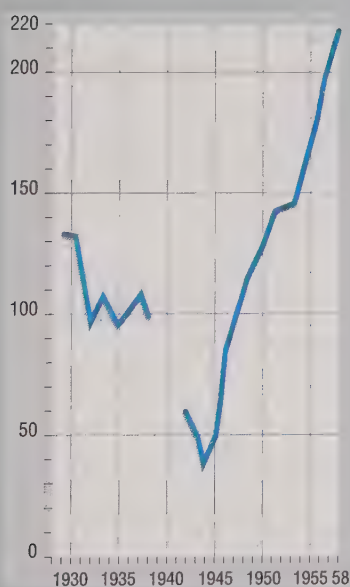
16 La vague des nationalisations

1944	
13 décembre	Houillères du Nord et du Pas-de-Calais
18 décembre	Marine marchande
1945	
16 janvier	Usines Renault
29 mai	Usines d'aviation Gnôme et Rhône
26 juin	Air France et Air Bleu
2 décembre	Banque de France et 4 banques de dépôt (Crédit Lyonnais, Société Générale, Comptoir National d'Escompte, Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie)
1946	
25 avril	34 compagnies d'assurance
28 avril	Gaz et Électricité



17 Les Français au 1er janvier 1957

(effectifs des générations annuelles en millions, par groupes d'âge)



18 La production industrielle retrouvée

(Indices-base 100 en 1938)

Analyser

Document 15. Quelle est la justification des nationalisations :

- sur le plan économique ?
- sur le plan social ?

Pourquoi l'État est-il mieux à même que l'entreprise privée d'accomplir ces tâches ?

Document 16. Dans quels secteurs les nationalisations ont-elles été opérées ? Quel moyen économique leur contrôle fournit-il à l'État ?

Document 17. Repérez :

- les pertes militaires dues à la guerre de 1914-1918,
- la chute de fécondité des "classes creuses" (c'est-à-dire les naissances de 1934-1938) de la guerre de 1914-1918,
- le déficit des naissances de la guerre de 1939-1945,
- les naissances des années d'après-guerre.

Document 18. Quel est l'indice de la production industrielle en France en 1944 ? Quelle est la perte en pourcentage par rapport à 1938 ? à 1929 ? Quand la production industrielle retrouve-t-elle son niveau de 1938 ? de 1929 ? Quel est l'indice de 1955 ?

D. La découverte de la modernité économique

La France de l'après-guerre qui a pris conscience du vieillissement de son économie manifeste une réelle volonté de modernisation, portée par une équipe d'hommes politiques, de hauts fonctionnaires, de chefs d'entreprise. À l'école des États-Unis, l'investissement, la productivité, la gestion deviennent les axes directeurs de la reconstruction économique.

1 Une économie vieillie et stagnante

Dans sa majorité, l'économie française est constituée de petites entreprises peu performantes. L'idéal social des Français réside dans la petite ou moyenne entreprise familiale, employant quelques salariés, méfiante à l'égard du crédit, ne pratiquant guère l'investissement et cherchant plus à vivoter sur un marché protégé qu'à conquérir des marchés. La crise économique, puis la guerre et ses pénuries ont encore accru les attitudes de prudence et découragé toute audace des chefs d'entreprise.

La guerre a aggravé le vieillissement de l'économie française. Les pénuries de matières premières, les réquisitions allemandes, les incertitudes politiques ont conduit à une usure de matériel. Par ailleurs, les besoins immédiats de la population en denrées alimentaires et produits de première nécessité conduisent à privilégier la production en quantité sur la recherche de la qualité. On accorde peu d'importance aux coûts de production et aux prix de revient, l'urgence consistant à fournir le nécessaire.

2 La volonté de modernisation de la Libération

Les résistants et le Gouvernement provisoire sont convaincus de la nécessité de moderniser l'économie française. Ils attribuent en effet la défaite de la France en 1940 autant à son retard économique qu'à la faiblesse du régime politique. Aussi invitent-ils les Français à abandonner la culture du "petit" et à se tourner résolument vers la modernisation industrielle du pays.

Une génération d'hommes politiques, de hauts fonctionnaires, de patrons va animer la politique de modernisation. Dès la période d'Alger, la décision de moderniser l'économie française est assumée par Pierre Mendès France, qui devient en septembre 1944 ministre de l'Économie nationale et fait adopter un programme qui repose sur quatre piliers : lutte contre l'inflation, planification, nationalisations, priorité au développement d'une industrie performante. Autour de lui, une brillante équipe de hauts fonctionnaires, d'hommes d'affaires, de patrons approuve avec enthousiasme cette politique. Sous leur influence, un état d'esprit nouveau gagne l'économie française, posant les bases de la grande croissance des années 1955-1973.

3 Les aspects de la modernisation

Des notions nouvelles comme l'investissement ou la productivité s'imposent à l'économie française. Rompant avec la vision timorée qui a longtemps prévalu, l'idée s'impose désormais qu'il est nécessaire d'investir pour moderniser l'appareil de production et le rendre apte à affronter la concurrence étrangère. L'État donne d'ailleurs l'exemple en investissant massivement dans le secteur nationalisé (jusqu'en 1950, c'est lui qui fournit 60 % des investissements) et les grandes entreprises suivent cet exemple : en 1949, plus de 20 % du produit national est affecté à l'investissement contre 13 % en 1939.

La productivité devient une préoccupation majeure de l'économie française alors que cette notion était absente jusque-là des évaluations des chefs d'entreprise. Des "missions de productivité" réunissant patrons, cadres, experts, ingénieurs, ouvriers sont envoyées aux États-Unis. En même temps, on met à l'honneur la notion de gestion et d'organisation et on entend former des "managers".

Tous les secteurs de l'économie française connaissent, mais de manière inégale, les effets de cette volonté de modernisation. C'est dans le secteur industriel, à commencer par les entreprises nationalisées, que l'on constate les effets les plus notables de la modernisation : les charbonnages, l'électricité, les chemins de fer en sont les premiers bénéficiaires. Dans le domaine agricole, on voit naître autour de la Jeunesse agricole chrétienne et du ministre de l'Agriculture, Tanguy-Prigent, une élite rurale convaincue de la nécessité d'une rénovation profonde des structures agricoles. Le ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme Raoul Dautry encourage la reconstruction des villes dans le cadre d'une architecture rénovée adaptée à des cités où l'espace urbain sera planifié et la circulation des voitures facilitée. Enfin, un effort particulier est fait pour collecter des données économiques par la création de l'I.N.S.E.E., cependant que des laboratoires de recherche sont créés pour l'agronomie, les télécommunications ou le nucléaire. Cet état d'esprit nouveau va permettre de poser les bases d'une profonde modernisation de l'économie française qui est à l'origine de la grande croissance des années d'après-guerre.

19 Une volonté de modernisation

Déclaration de René Pleven, ministre des Finances à l'Assemblée consultative, 5 juillet 1945.

Le problème fondamental pour l'avenir de la France, c'est la nécessité où elle est de se moderniser. Un grand pays, la Grande-Bretagne, est en train d'éduquer sa population aux nécessités économiques qu'elle devra affronter demain. Elle lui offre comme slogan : "exporter ou mourir". Nous pourrions, nous, prendre comme slogan : "Nous moderniser ou mourir". Moderniser l'équipement industriel de la France, moderniser son équipement agricole, ce n'est pas seulement un problème technique, c'est un problème psychologique, un problème politique, un problème moral. Il faut moderniser nos méthodes, il faut moderniser notre esprit et nous voulons réaliser cette augmentation de productivité sans laquelle nous ne pourrions supporter ni le niveau de nos salaires, ni nos charges sociales, ni les progrès que nous voulons réaliser demain...

20 Jean Monnet juge la situation de la France en 1945

Que la France fût sortie gravement affaiblie de la guerre, c'était une évidence pour chacun. Mais ce qu'on savait moins bien ou qu'on se dissimulait, c'était l'état de faiblesse dans lequel, déjà, elle se trouvait à la veille de la guerre et qui, autant que les causes morales et l'impréparation militaire, expliquaient son brusque effondrement (...). Mais le niveau de production et la richesse nationale n'étaient qu'un symptôme de notre affaiblissement, et les guerres ne pouvaient qu'en être un accélérateur. La cause profonde était assurément un manque d'esprit d'entreprise qui entraînait de graves négligences dans le domaine de l'investissement productif et de la modernisation. Ces retards à leur tour réagissaient sur le niveau d'activité qui suffisait à peine à la consommation. Les Français achetaient plus qu'ils ne vendaient à l'étranger. Avant la guerre, déjà, ils payaient le tiers de leurs importations avec le revenu de placements extérieurs très anciens. Dans ce petit équilibre précaire, il n'y avait pas de place pour l'extension de leurs équipements. Les investissements couvraient à peine les besoins de remplacement, si bien que l'âge moyen des machines-outils françaises était de vingt-cinq ans contre cinq ou six aux États-Unis, et de huit à neuf en Angleterre qui en possédait le double... Les conséquences de cette situation médiocre pouvaient être acceptables dans un monde en stagnation. Mais les destructions de la guerre les avaient rendues pour nous d'autant plus intolérables que le même défi avait au contraire stimulé les puissances demeurées dans le conflit après l'occupation de notre territoire. La compétition allait de-



21 Plan de reconstruction de Laon, présenté lors de l'exposition "La France renaît" à New York en 1946

venir impossible pour un pays qui, déjà en temps normal, semblait être résigné à disposer de deux ou trois fois moins d'énergie par tête d'habitant que ses concurrents directs...

Jean Monnet, *Mémoires*, t. I, Fayard, 1976.

22 Il ne faut pas s'imaginer que la France puisse rester un pays essentiellement artisanal et agricole, comme le rêvait le romantisme réactionnaire de Pétain ; la guerre a montré que seuls comptent dans la vie moderne les grands États industriels. Un pays agricole incapable de se forger les armes susceptibles de garantir son indépendance est inévitablement destiné à être l'esclave, soit d'un adversaire puissant, soit d'un ami protecteur.

Rapport d'André Philip, avril 1944.

Analyser

Document 19. Quelle alternative René Pleven discerne-t-il pour la France ? Quelle condition juge-t-il nécessaire pour réaliser la modernisation ? En quoi l'avenir de la France lui paraît-il dépendre de celle-ci ?

Document 20. Quelles sont les faiblesses de l'économie française en 1945 ? Quelle est, dans cette situation, la part due à la guerre et celle résultant de faiblesses de structure ? Quel risque Jean Monnet décèle-t-il dans cette situation ?

Document 21. À quelle situation, évoquée dans les pages précédentes, la scène représentée ici répond-elle ? De quelle volonté politique témoigne-t-elle ?

Document 22. Quelle nécessité le rapport d'André Philip met-il en relief ? Quels objectifs politiques rendent cette transformation indispensable ?

idées

A. La France en 1945 : un pays en ruine

- Dressez le tableau de la situation économique de la France en 1945 et des obstacles qui s'opposent à la reprise de la production.
- Quel est le statut politique de la France à la Libération ? Dans quelles conditions reprend la vie politique ? Quels en sont les acteurs ? Sur quel point porte le débat ? À quel résultat aboutit-il ?

B. Une tentative manquée de reconstruction politique

- Quelles ont été les conditions d'élaboration de la Constitution de 1946 ? Quel équilibre des pouvoirs la Constitution définit-elle ?
- Quels problèmes provoque l'éclatement du tripartisme ?
- Qu'est-ce que la "Troisième Force" ? Sur quels éléments se fonde sa cohésion ? Quels sont en revanche les facteurs de dissociation ?
- Selon quel mode de scrutin se sont déroulées les élections de 1951 ? Pourquoi ? À quel résultat aboutissent-elles ? Comment et pourquoi passe-t-on de la majorité de "Troisième Force" à la majorité de centre-droit ? Quels sont les éléments de cohésion et les éléments de dissociation de cette majorité ? Quelle est la cause de la chute de la majorité de centre-droit ?

C. Une tentative réussie de reconstruction économique

- Quels facteurs ont permis la reconstruction économique de la France ? Comment la IV^e République a-t-elle posé les bases de la croissance française ? Quels facteurs l'ont favorisée ?

Approfondissement ES

D. La découverte de la modernité économique

- Quelle est la situation de l'économie française au lendemain de la guerre ? Comment et par qui se manifeste la volonté de modernisation économique ? Quels en sont les résultats ?

mots clefs

C.E.D. (Communauté européenne de défense)

Organisation supranationale, destinée à intégrer les armées de l'Europe des Six. Proposée par la France en 1950 (plan Pleven) elle est rejetée par le parlement français, le 30 août 1954.

Dirigisme

Contrôle de l'économie par l'État.

Instabilité ministérielle

Chute répétée des gouvernements.

Interpellation

Demande d'explication faite au gouvernement de la part des députés. Elle contraint généralement le gouvernement à poser la "question de confiance", pour s'assurer qu'il dispose toujours de la confiance de la majorité de l'Assemblée.

Motion de censure

Proposition par les députés d'un vote de méfiance à l'encontre du gouvernement.

Nationalisations

Confiscation ou rachat forcé par l'État d'entreprises privées.

Planification

Ensemble des mesures par lesquelles l'État définit les orientations économiques prioritaires.

Question de confiance

Par elle, le gouvernement engage sa responsabilité – à travers le Premier ministre – devant l'Assemblée nationale, sur sa politique.

dates

1944-1946 : nationalisations.

21 oct. 1945 : référendum sur la création d'une IV^e République et élection de la Constituante.

20 janv. 1946 : Démission du général de Gaulle. Le tripartisme au pouvoir.

mai 1946 : rejet du premier projet constitutionnel.

2 juin 1946 : élection de la seconde Constituante.

16 juin 1946 : discours de Bayeux du général de Gaulle.

sept. 1946 : adoption par référendum du second projet constitutionnel.

nov. 1946 : élections législatives.

janv. 1947 : début du plan Monnet.

avril 1947 : création du R.P.F.

mai 1947 : renvoi des ministres communistes. Naissance de la "Troisième Force".

juin 1951 : élection législatives.

mars 1952 : investiture d'Antoine Pinay. Majorité de centre-droit.

1953-1954 : querelle de la C.E.D.

mai 1954 : défaite de Diên-Biên-Phu et effondrement de la majorité de centre-droit.

juin 1954 : investiture de Pierre Mendès France.

sujet

23 Le discours de Bayeux du général de Gaulle (16 juin 1946)

Certes, il est de l'essence même de la démocratie que les opinions s'expriment et qu'elles s'efforcent, par le suffrage, d'orienter, suivant leur conception, l'action publique et la législation (...).

Il est clair et il est entendu que le vote définitif des lois et des budgets revient à une assemblée élue au suffrage universel et direct (...).

Du Parlement composé de deux Chambres et exerçant le pouvoir législatif, il va de soi que le pouvoir exécutif ne saurait procéder, sous peine d'aboutir à cette confusion des pouvoirs dans laquelle le gouvernement ne serait bientôt plus rien qu'un assemblage de délégations (...).

En vérité l'unité, la cohésion, la discipline intérieure du gouvernement de la France doivent être des choses sacrées, sous peine de voir rapidement la direction même du pays impuissante et disqualifiée.

Or, comment cette unité, cette cohésion, cette discipline seraient-elles maintenues à la longue si le pouvoir exécutif émanait de l'autre pouvoir auquel il doit faire équilibre, et si chacun des membres du gouvernement, lequel est collectivement responsable devant la représentation nationale tout entière, n'était, à son poste, que le mandataire d'un parti ?

C'est donc du chef de l'État, placé au-dessus des partis, élu par un collège qui englobe le Parlement, mais beaucoup plus large et composé de manière à faire de lui le président de l'Union française en même temps que celui de la République, que doit procéder le pouvoir exécutif.

questions

1. Évoquez brièvement le contexte historique du document. Résumez les idées principales du texte en trois phrases.
2. Quelle conception le général de Gaulle se fait-il du pouvoir législatif dans les deux premiers paragraphes ?

3. Comment envisage-t-il les rapports du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif ?
4. Quelle proposition fait-il ?
5. Pour chacune des questions posées, comparez les idées du général avec les dispositions de la constitution de 1946.

corrigé

Introduction

Le 16 juin 1946, lors de sa visite à Bayeux pour célébrer l'anniversaire de la libération de la ville, le général de Gaulle, qui a démissionné, en janvier, de son poste de chef du gouvernement provisoire, fait sa rentrée politique. Après le rejet du premier projet constitutionnel et alors que la nouvelle Assemblée va discuter du second, il critique le projet rejeté en mai et tente d'infléchir les travaux de la seconde constituante. En fait, sa critique s'applique intégralement au texte qui sera adopté à l'automne 1946 et qui deviendra la constitution de la IV^e République. Trois idées ressortent de ce fragment :

- un point d'accord avec les constituants : le pouvoir législatif ;
- un désaccord fondamental : le gouvernement ne peut émaner de l'Assemblée ;
- une proposition : faire du président de la République la clé de voûte des institutions.

Développement

1. Le pouvoir législatif doit émaner du suffrage universel

Dans les deux premiers paragraphes du texte, le général de Gaulle fait connaître son accord avec une des dispositions du premier projet constitutionnel : la démocratie exige que le peuple se prononce au suffrage universel et direct pour désigner une Assemblée nationale, et ce vote suppose l'existence de partis organisés.

Le second paragraphe, en revanche, fait apparaître un désaccord, par rapport au projet rejeté en mai, sur le rôle de cette Assemblée. Le général de Gaulle entend cantonner l'Assemblée dans son rôle de voter les lois et le budget, alors que dans l'esprit des constituants, sa compétence s'étendait fondamentalement au contrôle des actes du gouvernement, et surtout à l'inspiration de l'action de l'exécutif.

2. Le gouvernement ne peut émaner de l'Assemblée

Les paragraphes 3, 4 et 5 sont une critique de la prédominance de l'Assemblée dans l'action des gouvernements. Le général de Gaulle condamne cette disposition à deux points de vue :

- Au nom du principe de la séparation des pouvoirs, puisque, dans les faits, l'exécutif est devenu l'émanation du pouvoir

législatif qui le tient sous sa coupe. Et en évoquant à deux reprises le même phénomène ("un assemblage de délégations", "le mandataire d'un parti"), il désigne la pratique qui s'est instaurée de répartir les postes ministériels entre les partis, ce qui permet aux chefs des partis de faire des ministres de simples délégués de leur formation au gouvernement ;

- Au nom de l'efficacité nécessaire du gouvernement (paragraphes 4 et 5), puisque cette pratique aboutit à priver d'autorité un ministère qui n'est plus qu'une coalition de partis politiques, le véritable pouvoir de décision appartenant non au président du Conseil, mais aux chefs de partis qui, bien qu'extérieurs au gouvernement, peuvent cependant décider de la politique à suivre et de la survie des gouvernements, en posant leurs conditions.

3. Une proposition : un président de la République, clé de voûte des institutions

Dans le dernier paragraphe, le général de Gaulle propose sa propre solution :

- La séparation des pouvoirs peut être obtenue à condition que le président de la République soit élu non par le Parlement (comme le décidera la Constitution de 1946), mais par un collège élargi où les notables jouent le rôle principal. En noyant les quelques centaines de parlementaires au milieu de quelques milliers de notables, le général de Gaulle assure l'indépendance du chef de l'État et crée "un régime présidentiel appuyé par les notables" (J. Julliard).

- L'autorité de l'exécutif peut être obtenue si le gouvernement procède de ce président de la République et non du Parlement.

Conclusion

Le régime mis en place par les constituants à l'automne 1946, s'il fait bien émaner le pouvoir législatif du suffrage universel, donne en réalité l'essentiel des pouvoirs à l'Assemblée nationale, dont émane le gouvernement, le président de la République ne possédant qu'un rôle de représentation. C'est pourquoi le général de Gaulle ne cessera jusqu'en 1958 de critiquer le "système des partis". Cette critique s'alimente des échecs de la IV^e République, tout particulièrement dans le domaine colonial.

Les difficultés politiques

24 La grande peur de 1947

Vendredi 28 novembre :

Nous connaissons de nouveau une angoisse proche de celle des pires jours de l'Occupation : l'autre nuit ni mon père¹ ni Brissot² n'ont couché chez eux – et nombreuses sont les personnes qui, s'attendant au pire, trouvent imprudent qu'ils y restent ces soirs-ci. Grèves des chemins de fer, des mines, des P.T.T. plus ou moins étendues, les syndicats commençant à réagir partiellement contre la politisation communiste, mais qui suffisent à paralyser le pays (...).

Samedi-dimanche :

Débat de trente-six heures consécutives à la Chambre en raison de l'obstruction communiste. Schuman arrive à faire passer sa loi (80 000 réservistes mis à la disposition du ministre de l'Intérieur. Défense de la liberté du travail. Sanction contre les sabotages).

Lundi 1^{er} décembre :

Premières pannes d'électricité. Paris plongé dans l'obscurité. Moins d'eau et de gaz. Plus de métro (...).

C. Mauriac, *Un autre de Gaulle*, Hachette, 1970.

1. L'écrivain catholique François Mauriac.
2. Directeur du Figaro.

26 Le coup d'envoi du R.P.F.

Une fois la victoire acquise et le pays consulté par la voie des élections, les partis sont apparus, impatients de leur avènement et d'accord entre eux sur ce point seulement que la voie leur fut laissée libre. Dans de telles conditions, et étant écartée par moi toute aventure plébiscitaire (...) il n'y avait pour l'homme qui vous parle que deux solutions possibles : ou bien entrer dans le jeu des partis, ce qui eût, je le crois, abaissé sans aucun profit cette sorte de capital national que les événements l'ont conduit à représenter (...). Ou bien laisser les partis faire leur expérience (...). On sait ce qu'il est advenu. La condition suivant laquelle tous les pouvoirs se trouvent procéder dans leur source et dépendent dans leur fonctionnement, de manière directe et exclusive, des partis et de leurs combinaisons a été acceptée par 9 millions d'électeurs, refusée par 8 millions, ignorée par 8 millions. Mais elle est entrée en vigueur. On peut constater aujourd'hui ce qu'elle donne (...). Si nous n'étions pas le peuple français, nous pourrions reculer devant la tâche et nous asseoir au bord de la route en nous livrant au destin. Mais nous sommes le peuple français (...).



est temps que se forme et s'organise le Rassemblement du Peuple français qui, dans le cadre des lois, va promouvoir et faire triompher, par-dessus les différences des opinions, le grand effort de salut commun et la réforme profonde de l'État.

Ch. de Gaulle, *discours de Strasbourg*, 7 avril 1947.



25 6 novembre 1945 : le général de Gaulle quitte le Palais-Bourbon

prépabac

À partir des documents 24, 26, 27, évoquez les difficultés de l'année 1947 en répondant aux questions suivantes.

1. Quelle est la nature des 3 documents présentés ?
2. Comment de Gaulle explique-t-il son attitude de 1946 ? Quelle critique fait-il de la IV^e République et comment met-il en cause sa légitimité ? Quel objectif propose-t-il au R.P.F. ?
3. Quel est l'objectif de la manifestation représentée au doc. 27 ? Expliquez les raisons de l'altercation.
4. Expliquez les faits relatés dans le document 24.
5. À partir des documents, relevez les faits qui ont pu faire penser que la France de 1947 se trouvait en situation de guerre civile.



27 Bagarre entre syndicalistes communistes et non communistes en 1948

28 Les républicains et le pouvoir personnel (juin 1946)

Ce que le général de Gaulle appelle un chef véritable, c'est un président de la République qui, sans être responsable devant l'Assemblée, posséderait cependant un pouvoir propre et réel, un président de la République dont les ministres principaux et le président du Conseil lui-même seraient les représentants ou l'émanation (...).

Une telle conception n'est pas viable, ou

du moins elle ne le serait qu'au cas d'une subordination totale et sans réserve du président du Conseil et de l'Assemblée élue au chef de l'État. Dans toute autre hypothèse, elle serait l'origine de frictions, de litiges, de conflits sans nombre et sans issue. Non seulement, elle crée un pouvoir personnel, mais sa mise en œuvre exigerait que toute la vie publique soit dominée par ce pouvoir personnel. Quel est le républicain qui pourrait consentir à cela ?

Léon Blum, cité dans L'Œuvre de Léon Blum (1945-1947), Albin Michel, 1958.

29 Le calendrier d'un régime (1947-1952)

Président du Conseil	Durée du gouvernement	Cause de la chute du gouvernement
P. Ramadier (S.F.I.O.)	22 janvier-19 novembre 1947	Renversé par le M.R.P. et la S.F.I.O. qui le jugent trop faible
Robert Schuman (M.R.P.)	24 novembre 1947-19 juillet 1948	Retrait des ministres S.F.I.O. qui refusent les crédits militaires
André Marie (radical)	26 juillet-28 août 1948	Opposition des socialistes aux projets financiers
Robert Schuman (M.R.P.)	5-7 septembre 1948	Refus des modérés de voir un socialiste ministre des Finances
Henri Queuille (radical)	11 septembre 1948-6 octobre 1949	Désaccord des socialistes sur la politique économique
Georges Bidault (M.R.P.)	28 octobre 1949-24 juin 1950	Désaccord des socialistes sur le reclassement des fonctionnaires
Henri Queuille (radical)	2-4 juillet 1950	Renversé par les socialistes qui jugent le gouvernement trop à droite
René Plevén (U.D.S.R.)	12 juillet 1950-28 février 1951	Oppositions sur la loi électorale
Henri Queuille (radical)	10 mars-10 juillet 1951	Retrait après élections de juin 1951
René Plevén (U.D.S.R.)	10 août 1951-7 janvier 1952	Les socialistes refusent le budget
Edgar Faure (radical)	20 janvier-29 février 1952	Les socialistes refusent le budget

prépabac

Commentez les documents 28, 29, 30 en répondant aux questions suivantes :

1. Quel est l'auteur des deux textes ? Que savez-vous de lui ?
2. Évoquez le contexte historique des textes 28 et 30.
3. À qui répond l'auteur dans le texte 28 ? Quelle critique formule-t-il

et quelle conception défend-il ?

Dans cette perspective, qu'appelle-t-il un "républicain" ?

4. Quel double danger l'auteur dénonce-t-il dans le texte 30 ? Quels projets prête-t-il à ceux qu'il met en cause ? Que propose-t-il pour s'y opposer ? Indiquez les forces politiques incluses dans la "Troisième Force".

5. Calculez, à partir du doc. 29, la durée

30 La Troisième Force

Le danger est double. D'une part, le communisme international a ouvertement déclaré la guerre à la démocratie française. D'autre part, il s'est constitué en France un parti dont l'objectif – et peut-être l'objectif unique – est de dessaisir la souveraineté nationale de ses droits fondamentaux.

Je suis ici pour sonner l'appel. Je suis ici pour tenter de rallier tous les républicains – tous ceux qui se refusent à subir la dictature impersonnelle non pas du prolétariat mais d'un parti politique –, tous ceux qui se refusent à chercher un recours contre ce péril dans le pouvoir personnel d'un homme (...).

L'amour de la République reste vivant au cœur de notre peuple, tout comme l'amour de la patrie, ainsi que la France en a fait deux fois l'épreuve. La République est, pour la plus large part, l'œuvre des masses ouvrières et elle est leur bien. C'est à cet instinct profond et puissant que nous devons faire appel. Il faut dissocier dans les mouvements ouvriers, ce qui est entreprise d'agression et de destruction contre les institutions et les doctrines de la République, et ce qui est traduction légitime, ou en tout cas naturelle, de l'inquiétude ou de la souffrance (...). Ce qu'on a appelé la "Troisième Force" n'est pas autre chose que l'union des républicains pour la liberté, pour la justice sociale et pour la paix.

Déclaration de Léon Blum, président du Conseil désigné, devant l'Assemblée nationale, 21 novembre 1947.

de chaque gouvernement et indiquez quels sont le plus bref et le plus long. Quelles sont les diverses causes de la chute des gouvernements ? Que démontre ce tableau quant à la cohésion de la "Troisième Force" ? Ne constitue-t-il pas un argument (et lequel) dans le débat évoqué par le texte 28 ?

De la IV^e à la V^e République : le tournant politique (1954-1962)

Comment expliquer la naissance d'une nouvelle République ?
Quels sont les traits majeurs qui caractérisent la nouvelle
Constitution ?

sommaire

A. Le facteur du changement : la guerre d'Algérie.....	224
1. La France face à la décolonisation.....	224
2. Les origines de la guerre d'Algérie.....	224
3. Le déclenchement de la guerre d'Algérie (1954-1955)	224
4. La France s'enfonce dans la guerre d'Algérie (1956-1958)	226

B. Les intellectuels et la guerre d'Algérie.....	228
1. Un très profond traumatisme.....	228
2. Des intellectuels hostiles à la guerre d'Algérie.....	228
3. Des intellectuels défenseurs de l'Algérie française	228

C. La crise de la IV^e République (1954-1958).....	230
1. Un pouvoir impuissant et discrédité	230
2. La guerre d'Algérie renforce les adversaires du régime	230
3. L'émeute algéroise du 13 mai 1958 entraîne la chute de la IV ^e République.....	232

D. La naissance de la V^e République (1958-1962).....	232
1. Les débuts du nouveau régime (1958).....	232
2. La fin de la guerre d'Algérie (1958-1962)	234
3. Les institutions de la V ^e République.....	234
4. L'évolution des institutions (1958-1962)	234

Fiche-bac	236
------------------------	-----

Sujets de bac	236
Commentaire de texte.....	236

Dossier	238
Naissance de la V ^e République	238

1 Discours du 4 septembre 1958, place de la République

C'est pour le peuple que nous sommes, au siècle et dans le monde où nous sommes, qu'a été établi le projet de Constitution. Que le pays puisse être effectivement dirigé par ceux qu'il mandate et leur accorde la confiance qui anime la légitimité. Qu'il existe, au-dessus des luttes politiques, un arbitre national, élu par les citoyens qui détiennent un mandat public, chargé d'assurer le fonctionnement régulier des institutions, ayant le droit de recourir au jugement du peuple souverain, répondant, en cas d'extrême péril, de l'indépendance, de l'honneur, de l'intégrité de la France et du salut de la République. Qu'il existe un gouvernement qui soit fait pour gouverner, à qui on en laisse le temps et la possibilité, qui ne se détourne pas vers autre chose que sa tâche et qui, par là, mérite l'adhésion du pays. Qu'il existe un parlement destiné à représenter la volonté politique de la nation, à voter les lois, à contrôler l'exécutif sans prétendre sortir de son rôle. Que gouvernement et parlement collaborent mais demeurent séparés quant à leurs responsabilités et qu'aucun membre de l'un ne puisse, en même temps, être membre de l'autre...

Le général
de Gaulle
présente la
Constitution de
la V^e République,
à Paris,
place de la
République,
le 4 septembre
1958



A. Le facteur du changement : la guerre d'Algérie

La France de l'après-guerre, attachée à ses possessions coloniales, se trouve à contre-courant du mouvement de décolonisation mondial. Aussi va-t-elle se montrer incapable de résoudre le conflit algérien, né en 1954, par un autre moyen qu'une guerre qui détériore sa situation intérieure et internationale et la plonge dans une crise profonde.

1 La France face à la décolonisation

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la France se trouve à contre-courant du mouvement mondial de décolonisation. Alors que l'Asie et l'Afrique sont agitées de mouvements nationalistes, les Français se montrent attachés au maintien de leur empire. Durant la guerre, Vichy comme la France Libre ont vu en lui l'atout qui leur permettrait de conserver un rôle dans le jeu international. Avec la IV^e République, l'Union française est jugée indispensable à la grandeur du pays. Aussi, depuis 1947, la France répond-elle par la répression aux mouvements nationalistes à Madagascar, en Afrique du Nord et en Afrique noire. Surtout, depuis 1946, elle est engagée au Vietnam dans une guerre contre le Vietminh.

La défaite de Diên Biên Phu marque un tournant de la politique française vers la décolonisation. En juin 1954, après Diên Biên Phu, Pierre Mendès France, qui réclame une négociation avec le Vietminh, devient président du Conseil. Il s'efforce de restaurer l'autorité de l'État, de limiter le pouvoir des partis politiques, d'expliquer sa politique au pays et de régler les questions coloniales. En juillet 1954, il signe les accords de Genève qui prévoient un partage du Vietnam de part et d'autre du 17^e parallèle, le Nord revenant au Vietminh, le Sud à un gouvernement protégé par les États-Unis ; le Laos et le Cambodge sont déclarés indépendants.

Pour la Tunisie, Mendès France ouvre des pourparlers avec les nationalistes du Néo-Destour. Il est renversé en février 1955, mais ses successeurs, Edgar Faure et Guy Mollet, poursuivent dans la même voie : les protectorats du Maroc et de Tunisie deviennent indépendants en 1956 et la loi-cadre Defferre prépare la décolonisation de l'Afrique noire en organisant l'élection, dans chaque territoire, d'une Assemblée qui investit un gouvernement responsable.

Mais, en Algérie, la décolonisation va donner lieu à une guerre, jusqu'en 1962.

2 Les origines de la guerre d'Algérie

L'Algérie est une colonie pratiquement soumise à la métropole. Formée de trois départements (Alger, Oran, Constantine) rattachés au ministère de l'Intérieur, elle est dirigée par un gouverneur général. Le statut, voté en 1947,

est inégalitaire : il prévoit l'élection d'une Assemblée algérienne de 120 membres aux prérogatives restreintes : les 9 millions de musulmans, de statut "coranique", élitent le même nombre de députés que le million de citoyens français. De surcroît, les élections de 1948 ont été notoirement truquées afin de faire élire des représentants de l'administration dans le second collège (musulman).

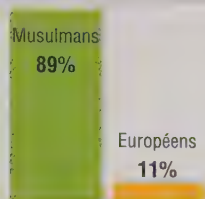
La crise du nationalisme algérien prive la France d'interlocuteurs représentatifs. Le nationalisme algérien est formé de trois courants : un courant traditionaliste, celui des *Oulémas*, qui résiste à l'intégration française en s'appuyant sur l'Islam ; le courant des modernistes, bourgeois et intellectuels réformistes, dont le principal chef est le pharmacien Ferhat Abbas et qui entend procéder par la voie légale ; le courant des révolutionnaires, dirigé par Messali Hadj, qui s'est doté en 1947 d'un groupe d'action directe, l'Organisation spéciale (O.S.), dirigée par Ben Bella. Tous ces mouvements sont soumis à une intense répression, privés de perspective légale et connaissent déclin, crises et scissions.

Or l'Algérie de 1954 connaît de très graves problèmes. Ils sont d'abord d'ordre économique : il existe une agriculture moderne, qui exporte ses produits, et une industrie naissante, mais elles sont aux mains des Européens, alors que les musulmans pratiquent une agriculture archaïque et routinière et connaissent le chômage ou les emplois précaires. Les problèmes sont aussi sociaux, liés au caractère inégalitaire de la société. Les 984 000 Européens (dont 80 % nés en Algérie) sont en grande majorité des citadins, ouvriers ou membres de la classe moyenne, au niveau de vie assez médiocre, mais hostiles à toute réforme qui donnerait l'égalité aux musulmans. Ceux-ci sont 8 400 000 et connaissent une véritable explosion démographique. Si 2 millions d'entre eux ont un niveau de vie proche de celui des Européens, les autres connaissent la pauvreté, une scolarisation et un encadrement administratif insuffisants.

3 Le déclenchement de la guerre d'Algérie (1954-1955)

L'insurrection de la Toussaint 1954 donne le signal de la guerre. Dans le prolongement du retrait de la France d'Indochine (juin 1954) et pour unir les fractions divisées du nationalisme algérien, un groupe de jeunes mili-

LA POPULATION ALGÉRIENNE



LA POPULATION AGRICOLE



LA PROPRIÉTÉ DES TERRES



LA RÉPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE



3 Musulmans et Européens : les inégalités en Algérie, en 1954

4 Les exploitations agricoles en Algérie en 1947

Dimension des exploitations	Musulmans		Européens	
	Nombre d'exploitations	Superficie totale	Nombre d'exploitations	Superficie totale
Moins de 10 ha	391 000	1 850 000 ha	8 000	40 000 ha
10 à 50 ha	118 000	3 013 000 ha	7 000	209 000 ha
50 à 100 ha	17 400	1 226 400 ha	4 000	306 000 ha
100 à 500 ha	5 000	1 108 000 ha	5 000	1 202 000 ha
Plus de 500 ha	600	414 700 ha	900	963 000 ha
Total	532 000	7 612 000 ha	24 900	2 720 000 ha

5 L'indépendance de la Tunisie (mars 1956)

Les deux gouvernements reconnaissent que le développement harmonieux et pacifique des rapports franco-tunisiens (...) permet l'accession à la complète souveraineté sans souffrances pour le peuple et sans heurts pour l'État. (...).

En conséquence : la France reconnaît solennellement l'indépendance de la Tunisie (...). Dans le respect de leurs souverainetés, la France et la Tunisie conviennent de définir ou compléter les modalités d'une interdépendance librement réalisée entre les deux pays en organisant leur coopération dans les domaines où leurs intérêts sont communs (...).

Protocole d'accord entre la France et la Tunisie.

6 Une mission difficile : réformer l'Algérie en 1948

Marcel-Edmond Naegelen, membre influent du parti socialiste S.F.I.O., devient gouverneur général de l'Algérie en février 1948.

Dès qu'il s'agit de mettre en chantier les projets (...) je me heurtai à trois obstacles dont le dernier surtout s'avéra inébranlable.

1. Les craintes, les préjugés, l'égoïsme, la myopie de la plupart des dirigeants de la population algérienne d'origine européenne. Leur résistance aux réformes profondes fut d'autant plus obstinée qu'ils étaient de bonne foi, convaincus que la fin de leur règne serait la fin de l'Algérie française et même de l'Algérie tout court. Ils croyaient sincèrement vouloir et faire le bien des musulmans en maintenant leur propre suprématie économique et politique (...).

2. L'ignorance où se complaisaient les milieux métropolitains des problèmes humains et sociaux de l'Afrique (...). Pour la majorité des Français, ce pays était lointain (...), les gouvernements avaient d'autres soucis (...).

3. L'intransigeance des nationalistes algériens. Ils redoutaient que l'application [des réformes] ne conquît définitivement à la France les populations musulmanes (...).

M.-E. Naegelen, Mission en Algérie, Flammarion, 1962.



7 Activité traditionnelle en Algérie avant l'indépendance

Analyser

Document 3. Quelles sont les proportions respectives des Européens et des musulmans au sein de la population algérienne ?

Que constatez-vous quant à la part de la population active travaillant dans l'agriculture pour chacune des deux catégories ?

La répartition des terres correspond-elle à ces proportions ?

Quelles conclusions tirez-vous de ces deux constats ?

Comparez la proportion des Européens et celle des musulmans travaillant dans le secteur primaire, dans le secteur secondaire, dans le secteur tertiaire.

Quelle est la signification de ces différences ? Formulez en une phrase la conclusion que vous tirez de l'étude de ce document.

Document 4. Calculez la superficie moyenne d'une exploitation musulmane et d'une exploitation européenne. Comparez le nombre d'exploitations inférieures à 100 ha détenues par des Européens, par des musulmans ? Comparez la situation des exploitations supérieures à 100 ha. Qu'en concluez-vous ?

Document 5. Quand ont commencé les négociations évoquées au 1^{er} paragraphe ? Quels sont les deux aspects principaux du protocole ?

Document 6. Quels sont les obstacles aux réformes ? Analysez pour chacun les motivations des groupes concernés. En lisant le cours, cherchez si l'auteur ne porte pas lui-même une part de responsabilité dans la situation de 1954.

Document 7. Quel phénomène évoqué dans le cours se trouve illustré par cette photographie ?

tants (souvent issus de l'O.S.) lance simultanément 70 attaques sur le territoire algérien : attaques de bâtiments civils et militaires, bombes, attentats individuels. La faiblesse du mouvement rend dérisoire l'annonce de la création d'un Front de libération nationale (F.L.N.) et d'une Armée de libération nationale (A.L.N.) ainsi que la prétention de négocier avec la France la restauration d'un État algérien souverain.

Les Français réagissent à l'insurrection – apparue comme un incident mineur – par la fermeté, tout en faisant preuve d'une volonté de réformes. Sur place, les Européens réclament une vigoureuse répression, l'armée et la gendarmerie démantèlent la plupart des réseaux du F.L.N. En France, le gouvernement réaffirme l'appartenance de l'Algérie à la France et sa volonté d'y maintenir l'ordre. Mais, analysant l'insurrection comme la preuve d'un réel malaise, il nomme comme gouverneur général le gaulliste Jacques Soustelle, considéré comme réformiste. Mal accueilli par les colons, celui-ci décide la pacification des zones rebelles, une application loyale du statut de 1947, la modernisation économique et sociale du pays ainsi qu'un large programme de scolarisation : c'est la politique d'intégration.

Les massacres du Constantinois, en août 1955, rendent la guerre irréversible. Décidé à empêcher la politique d'intégration, le F.L.N. organise, les 20 et 21 août, un soulèvement de musulmans : ceux-ci attaquent les quartiers européens des villes et massacrent les habitants de fermes isolées, faisant une centaine de morts autour de Constantine. Il s'ensuit une dure répression, en partie menée par les civils européens, qui réagissent par une "chasse à l'Arabe". On compte un millier de victimes.

Un fossé de sang sépare désormais les deux communautés : les Européens se dressent en bloc contre les musulmans, l'action du F.L.N. étant, à leurs yeux, synonyme de massacres ; les musulmans, indignés par la répression aveugle, basculent dans le camp du F.L.N., qui accroît ainsi son emprise sur la population. De son côté, le gouverneur général Soustelle considère désormais comme sa tâche prioritaire de rétablir la paix en luttant contre le F.L.N. La guerre passe ainsi au premier plan.

C'est cette situation que doit affronter, en 1956, le gouvernement de gauche qui arrive au pouvoir, sous la présidence de Guy Mollet.

4 La France s'enfonce dans la guerre d'Algérie (1956-1958)

Le président du Conseil Guy Mollet donne la priorité à une victoire militaire sur le F.L.N. D'abord partisan d'une politique de négociations, Guy Mollet fait machine arrière, après avoir été conspué par les Européens d'Alger, le 6 février 1956, et pose désormais comme préalable une victoire militaire sur le F.L.N. Le ministre-résident

en Algérie, Robert Lacoste, laisse l'armée conduire la guerre à sa guise. Quatre cent mille hommes bouclent les frontières de l'Algérie, la soumettant à un "quadrillage" mêlant opérations militaires, actions d'assistance sociale (alphabétisation, soins médicaux) et action psychologique pour gagner la population (propagande, pression). À Alger, pour lutter contre le terrorisme urbain, le général Massu, chef de la 10^e Division parachutiste, est chargé de la sécurité. Contrôles, fouilles, arrestations se succèdent, certains militaires utilisant la torture pour démanteler les réseaux du F.L.N. qui, de son côté, multiplie les attentats. Militairement, la France l'emporte : l'organisation du F.L.N. est brisée par la "bataille d'Alger" (1957) et sa force militaire est amoindrie.

Mais l'armée ne peut empêcher la poursuite de la guérilla et du terrorisme ni le ralliement de la population musulmane au F.L.N., par conviction ou par crainte des représailles.

La guerre d'Algérie et l'expédition de Suez détériorent la situation internationale de la France. En octobre 1956, décidée à frapper l'Égypte, tenue pour la "base arrière de la rébellion" (elle abrite la "délégation extérieure" du F.L.N.), la France organise, en accord avec le Royaume-Uni et Israël, une expédition contre le canal de Suez récemment nationalisé par Nasser. Militairement, l'opération est un succès, mais, condamnées par l'O.N.U., soumises aux pressions américaines et soviétiques, la France et la Grande-Bretagne doivent évacuer la zone du canal. Désormais, la France est mise en accusation aux Nations unies en raison de sa politique algérienne, elle est attaquée par les États du tiers-monde et les pays communistes sans recevoir, sur ce point, l'appui de ses alliés américains et britanniques.

Sur le plan intérieur, la guerre d'Algérie est un facteur de déstabilisation économique et sociale. C'est un gouffre financier qui relance l'inflation, creuse le déficit budgétaire, détériore la balance commerciale, épuise les ressources en devises. Dès 1957, il faut freiner l'expansion et renoncer aux dépenses sociales. Par ailleurs, le conflit algérien provoque une profonde crise morale : des intellectuels, des étudiants, des jeunes, des représentants des Églises réclament la fin d'une guerre conduite contre les aspirations nationales d'un peuple et protestent contre l'utilisation de la torture.

Enfin, la guerre d'Algérie fait éclater la majorité de gauche, victorieuse aux élections de 1956, et paralyse le pouvoir. Une partie de la majorité rejette en effet la politique du gouvernement Guy Mollet. Les ministères qui se succèdent en 1957-1958 cherchent une solution politique à la crise algérienne, mais sans oser le dire, car ils manquent d'autorité pour l'imposer au Parlement, aux Européens d'Algérie et à l'armée. Le pouvoir est paralysé et la guerre d'Algérie débouche sur une crise de régime.



8 La bataille d'Alger : fouille de passants au détecteur par un militaire français (janvier 1957)

9 Proclamation du Front de libération nationale du 1^{er} novembre 1954

(...) Une équipe de jeunes responsables et militants conscients, ralliant autour d'elle la majorité des éléments encore sains et décidés, a jugé le moment venu de sortir le mouvement national de l'impasse où l'ont acculé les luttes de personnes et d'influences pour le lancer aux côtés des frères marocains et tunisiens dans la véritable lutte révolutionnaire. (...) Nous retraçons ci-après les grandes lignes de notre programme politique :

But : Indépendance nationale par :

1. La restauration de l'État algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques.
2. Le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de races et de confessions (...).

Nous avançons une plate-forme honorable de discussions aux autorités françaises :

1. La reconnaissance de la nationalité algérienne par une déclaration officielle abrogeant les édits, décrets et lois faisant de l'Al-

gérie une terre française en déni de l'histoire, de la géographie, de la langue, de la religion et des mœurs du peuple algérien.

2. L'ouverture de négociations avec les porte-parole autorisés du peuple algérien sur les bases de la reconnaissance de la souveraineté algérienne une et indivisible.
3. La création d'un climat de confiance par la libération de tous les détenus politiques, la levée de toutes les mesures d'exception et l'arrêt de toutes les poursuites contre les forces combattantes.

En contrepartie :

1. Les intérêts français, culturels et économiques, honnêtement acquis, seront respectés ainsi que les personnes et les familles.
2. Tous les Français désirant rester en Algérie auront le choix entre leur nationalité d'origine et seront de ce fait considérés comme étrangers vis-à-vis des lois en vigueur, ou opteront pour la nationalité algérienne et dans ce cas seront considérés comme tels en droits et en devoirs.

3. Les liens entre la France et l'Algérie seront définis et feront l'objet d'un accord entre les deux puissances sur la base de l'égalité et du respect de chacun.

10 Comment le gouvernement français réagit à l'insurrection de 1954

Le président du Conseil : Pierre Mendès France (12 novembre 1954)

À la volonté criminelle de quelques hommes doit répondre une répression sans faiblesse, car elle est sans injustice (...). Les départements d'Algérie font partie de la République, ils sont français depuis longtemps ; leur population, qui jouit de la citoyenneté française et est représentée au Parlement, a donné assez de preuves de son attachement à la France pour que la France ne laisse pas mettre en cause son unité (...). Jamais la France, jamais aucun Parlement, jamais aucun gouvernement ne cédera sur ce principe fondamental (...).

Le ministre de l'Intérieur : François Mitterrand

Il n'y a, des Flandres au Congo, que la loi, une seule nation, un seul Parlement. C'est la Constitution, et c'est notre volonté (...). Tous les moyens seront réunis pour que la force de la nation l'emporte, quelles que puissent être les difficultés et les cruautés de cette tâche. Le gouvernement veillera à ce que nos concitoyens d'Algérie sachent qu'ils ont une espérance et que cette espérance est française.

Analyser

Document 8. Que signifie cette scène ? Quelle est la réaction de la population musulmane face à ces actions ?

Document 9. Qui sont les rédacteurs du document ? Quels sont les buts et les moyens du F.L.N. ? Quelles assurances propose-t-il aux Français ? Ces propositions vous paraissent-elles acceptables par le gouvernement français ?

Document 10. Quelle est la réponse des dirigeants français au F.L.N. ? Comment ceux-ci le considèrent-ils ? Quels arguments opposent-ils à la demande d'indépendance ? Existe-t-il un compromis possible entre le F.L.N. et le gouvernement français ?

B. Les intellectuels et la guerre d'Algérie

Conflit qui met en cause les valeurs morales et politiques, la guerre d'Algérie voit les intellectuels, porteurs de grands principes, s'engager dans les camps opposés des partisans de l'indépendance algérienne ou des champions de l'Algérie française.

1 Un très profond traumatisme

La guerre d'Algérie atteint profondément les intellectuels parce qu'elle met en cause les valeurs fondamentales. La guerre d'Algérie n'est pas seulement un des débats politiques de l'après-guerre qui divise l'opinion selon le choix de chacun. Parce que le sort d'un million de Français est en jeu dans le conflit, elle apparaît comme un drame national qui atteint le pays dans son identité. Parce que le contingent combat en Algérie, beaucoup de Français sont directement impliqués par un membre de leur famille qui se trouve au front. Mais, outre cette acuité qui fait que personne ne peut être indifférent à cette guerre, elle pose aux intellectuels une série de problèmes moraux qui mettent en jeu leur vision du rôle de la France dans le monde. C'est la conception qu'ils se font de leur pays, des droits de l'homme, des valeurs fondamentales qui les contraignent, parfois malgré eux, à intervenir : "Ce n'est pas de gaieté de cœur que j'ai laissé la guerre d'Algérie envahir ma pensée, mon sommeil, mes humeurs", écrit en 1963 Simone de Beauvoir.

La guerre d'Algérie fait rejouer chez les intellectuels les vieux débats qui les ont fait intervenir dans le passé. Comme au temps de l'affaire Dreyfus, les intellectuels s'opposent entre ceux qui considèrent que le but à atteindre (maintenir l'Algérie française) justifie tous les moyens pour y parvenir (y compris la torture ou la répression contre les intellectuels) et les défenseurs du droit et de la justice qui demandent que la France laisse les Algériens libres de choisir leur destin et dénoncent la torture. Pour d'autres, c'est le souvenir de la Seconde Guerre mondiale qui rejoue, la révolte algérienne étant assimilée à la résistance, cependant que les adversaires de l'indépendance évoquent un nouveau Munich devant un nationalisme rétrograde. Mais si les intellectuels se sentent des responsabilités, leurs positions sont complexes et les choix difficiles.

2 Des intellectuels hostiles à la guerre d'Algérie

C'est essentiellement dans les rangs de la gauche que se recrutent les partisans de l'indépendance algérienne qui dénoncent la guerre et l'usage de la torture au nom des valeurs humanistes : les Éditions de Minuit publient en 1958 le livre de l'écrivain communiste Henri Alleg, *La Question*, où celui-ci raconte les tortures qu'il a subies du

fait des parachutistes français. Pierre Vidal-Naquet, professeur d'histoire, se fait le porte-parole de la protestation contre cette violation des Droits de l'homme.

La lutte des intellectuels de gauche s'inscrit aussi dans le cadre de l'anticolonialisme. Pour une gauche largement marquée par le marxisme, le colonialisme apparaît comme une des formes de l'exploitation capitaliste. Mais c'est aussi au nom des valeurs morales que des catholiques ou des hommes de gauche non marxistes prennent parti contre la guerre. Autour de journaux comme *Le Monde*, d'hebdomadaires comme *L'Express*, *France-Observateur*, *Témoignage Chrétien*, de revues comme *Esprit* ou *Les Temps modernes* se rassemblent de nombreux intellectuels hostiles à la guerre d'Algérie. Au demeurant, ils sont rejoints par des hommes plutôt classés à droite, mais qui prennent parti pour l'indépendance algérienne comme le romancier catholique François Mauriac ou le professeur et critique également catholique Pierre-Henri Simon. Si l'un et l'autre s'engagent pour des motifs moraux, c'est au nom de la raison que le libéral Raymond Aron dans son livre *La Tragédie algérienne* juge l'indépendance inéluctable.

Certains intellectuels vont passer de l'engagement de principe à l'aide au F.L.N. ou à l'éloge de l'insoumission. À partir de 1960, de jeunes étudiants ou des militants des partis de gauche sont tentés par la décision de l'insoumission – le refus de combattre en Algérie. Durant l'été paraît le « Manifeste des 121 » signé par des intellectuels qui justifient l'insoumission. D'autres s'engagent dans des réseaux d'aide au F.L.N., devenant « porteurs de valises » au service du nationalisme algérien. En septembre 1960 aura lieu le procès d'un de ces groupes, le « réseau Jeanson ». Mais ces attitudes demeurent très minoritaires.

3 Des intellectuels défenseurs de l'Algérie française

Les intellectuels de droite se retrouvent parmi les défenseurs de l'Algérie française. La guerre d'Algérie favorise la renaissance d'une extrême droite nationaliste marginalisée depuis 1945 et permet à des intellectuels de cette mouvance de retrouver une audience. Plus généralement, elle va mobiliser professeurs, journalistes, écrivains autour de la grandeur de la nation, de la préservation de l'intégrité de l'empire, voire de la défense des valeurs de l'Occident chrétien contre le communisme et l'islam.

11 Le "Manifeste des 121"

De plus en plus nombreux, des Français sont poursuivis, emprisonnés, condamnés pour s'être refusés à participer à cette guerre ou pour être venus en aide aux combattants algériens (...).

Ni guerre de conquête, ni guerre de "défense nationale", ni guerre civile, la guerre d'Algérie est devenue peu à peu une action propre à l'armée et à une caste qui refuse de céder devant un soulèvement dont même le pouvoir civil (...) semble prêt à reconnaître le sens (...). Cette armée par le rôle politique que plusieurs de ses hauts représentants lui font jouer (...) compromet et risque de pervertir la nation même, en forçant les citoyens sous ses ordres à se faire les complices d'une action factieuse et avilissante. Faut-il rappeler que quinze ans après la destruction de l'ordre hitlérien, le militarisme français (...) est parvenu à restaurer la torture (...)?

C'est dans ces conditions que beaucoup de Français en sont venus à remettre en cause le sens de valeurs et d'obligations traditionnelles. Qu'est-ce que le civisme lorsque, dans certaines circonstances, il devient soumission honteuse? N'y a-t-il pas des cas où le refus est un devoir sacré, où la "trahison" signifie le respect courageux du vrai? (...).

Les soussignés (...) déclarent :

— Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien.

— Nous respectons et jugeons justifiée la conduite des Français qui estiment de leur devoir d'apporter aide et protection aux Algériens opprimés au nom du peuple français.

— La cause du peuple algérien (...) est la cause de tous les hommes libres.

12 Le "manifeste des intellectuels français"

Le public a vu paraître ces temps derniers (...) un certain nombre de déclarations scandaleuses. Ces exhibitions constituent la suite logique d'une série d'actions concertées et orchestrées depuis des années contre notre pays, contre les valeurs qu'il représente — et contre l'Occident. Elles sont l'œuvre d'une "cinquième colonne" qui s'inspire de propagandes étrangères (...). Les professeurs de trahison vont jusqu'à préconiser l'aide directe au terrorisme ennemi (...).

Les signataires du présent manifeste (...) dément (...) aux apologistes de la désertion le droit de se poser en représentants de l'intelligence française.

Ils font en conséquence la déclaration suivante :

C'est une imposture de dire ou d'écrire que la France "combat le peuple algérien dressé pour son indépendance". La guerre en Algérie est une lutte imposée à la France par une minorité de rebelles fanatiques, terroristes et racistes (...) armés et soutenus financièrement par l'étranger.



13 Roger Priouret, Jean-Paul Sartre et Joseph Kessel sortant du tribunal militaire de Paris le 18 juin 1960

Georges Arnaud auteur du *Salaire de la peur* venait d'y être jugé pour avoir refusé de dénoncer le "réseau Jeanson".

C'est commettre un acte de trahison que de calomnier et de salir systématiquement l'armée qui se bat pour la France en Algérie (...).

C'est une des formes les plus lâches de la trahison que d'empoisonner, jour après jour, la conscience de la France — d'intoxiquer son opinion publique — et de faire croire à l'étranger que le pays souhaite l'abandon de l'Algérie et la mutilation du territoire(...)

14 Le problème de la torture : lettre de démission du secrétaire général de la police d'Alger, Paul Teitgen, (septembre 1957)

Au cours de visites récentes effectuées aux centres de détention, j'ai reconnu sur certains assignés les traces profondes des sévices ou des tortures qu'il y a quatorze ans je subissais personnellement dans les caves de la Gestapo... Par ces méthodes improvisées et incontrôlées, l'arbitraire trouve toutes les justifications. La France risque, au surplus, de perdre son âme dans l'équivoque. Je n'ai jamais eu le cynisme et je n'ai plus la force d'admettre ces "bavures", résultat d'un système dans lequel l'anonymat est seul responsable.

Cité in Y. Courrière, *La Guerre d'Algérie*, tome 2, Fayard, 1969.

Analyser

Document 11. Comment les signataires présentent-ils la guerre d'Algérie? Comment justifient-ils l'insoumission? Quelle position prennent-ils concernant le conflit?

Document 12. Quel jugement les signataires portent-ils sur le « Manifeste des 121 »? Par qui le jugent-ils inspiré? Quelle est leur appréciation sur la guerre d'Algérie?

Document 13. Connaissez-vous certains de ces personnages? De quelle attitude des intellectuels cette scène témoigne-t-elle?

Document 14. Quelles sont les raisons de la démission du secrétaire général de la police d'Alger? À quelles méthodes compare-t-il les exactions qu'il dénonce? Quel risque la France court-elle à laisser se perpétuer ces méthodes?

Proches des milieux militaires, certains intellectuels de droite défendent la présence française en Algérie en vertu de la parole donnée par l'armée qui, au nom de la France, s'est engagée à défendre les musulmans qui prendraient son parti et dont certains – les harkis – se sont engagés à ses côtés.

Mais l'Algérie française trouve aussi des défenseurs chez les intellectuels de gauche. Pour une partie des socialistes qui suivent leur secrétaire général Guy Mollet, pour des intellectuels comme l'ethnologue Paul Rivet ou l'historien Albert Bayet, l'indépendance algérienne constituerait un renoncement à l'œuvre civilisatrice de la France

qui a implanté en Algérie le progrès, la laïcité, les Droits de l'homme et qui abandonnerait la population algérienne à un islam réactionnaire, clérical, rétrograde.

Certains intellectuels de droite se radicalisent à partir de 1960. On retrouve de nombreux écrivains et professeurs au Colloque de Vincennes de juin 1960 qui rassemble les partisans de l'Algérie française ou parmi les signataires en octobre 1960 du « Manifeste des intellectuels français » qui dénonce les « 121 » comme des « professeurs de trahison ». Enfin, quelques-uns d'entre eux, allant jusqu'au bout de leur choix, appuieront l'O.A.S. tout en réprouvant les attentats sanglants organisés par celle-ci.

C. La crise de la IV^e République (1954-1958)

La crise de la IV^e République, due à sa paralysie face aux grands problèmes qu'elle doit affronter, se manifeste par le développement de courants nouveaux comme le poujadisme et le mendésisme, mais aussi par le renforcement des adversaires du régime. La crise algéroise du 13 mai 1958 entraîne la chute de la IV^e République et porte au pouvoir le général de Gaulle.

1 Un pouvoir impuissant et discrédité

L'échec du Front républicain précipite la crise du régime. Dirigée depuis sa naissance par des coalitions hétérogènes, la IV^e République a connu une grande instabilité ministérielle et la tentation de l'immobilisme, qui discréditent le personnel politique. Après l'espoir soulevé par le gouvernement Mendès France en 1954-1955, sa chute provoque une profonde déception dans l'opinion. Toutefois, aux élections de janvier 1956, la coalition du Front républicain, rassemblant les partis qui ont soutenu Mendès France, est victorieuse. Mais l'espoir d'un redressement du régime est vite déçu : c'est le chef du parti socialiste, Guy Mollet, qui est nommé président du Conseil et non Mendès France et, bientôt, la guerre d'Algérie paralyse le régime.

Le succès du poujadisme témoigne d'une perte de confiance de l'opinion publique. Depuis la disparition de la pénurie, les petites entreprises françaises, mal adaptées à la concurrence, connaissent une crise profonde. Ce malaise débouche sur une vive agitation, orchestrée par Pierre Poujade, un papetier qui s'est rendu célèbre en s'opposant aux contrôles fiscaux. Rassemblant surtout à l'origine des commerçants et artisans, le poujadisme sert bientôt de creuset à une opposition à la IV^e République autour de thèmes classiques d'extrême droite : rejet de l'impôt qui pèse sur les "petits" et enrichit les "gros", dénonciation du parlementarisme, nationalisme, antisémitisme, etc.

Le mendésisme apporte une autre preuve du discrédit du régime. Après la chute du gouvernement, Mendès France invite ses partisans à rejoindre le parti radical dont il prend la tête en mai 1955. En fait, on voit se rassembler autour de lui, outre des hommes qui partagent ses idées, une partie de l'opinion surtout attirée par sa forte personnalité, son volontarisme politique et qui souhaite une personnalisation du pouvoir et une forme de démocratie directe. Mendès France sert ainsi de catalyseur à des groupes très divers qui se trouvent mal à l'aise dans le système politique de la IV^e République : étudiants, membres des Jeunesses socialistes, de la franc-maçonnerie, des clubs chrétiens de gauche, lecteurs des hebdomadaires de la gauche moderne (*L'Express*, *Témoignage Chrétien*, *France-Observateur*...).

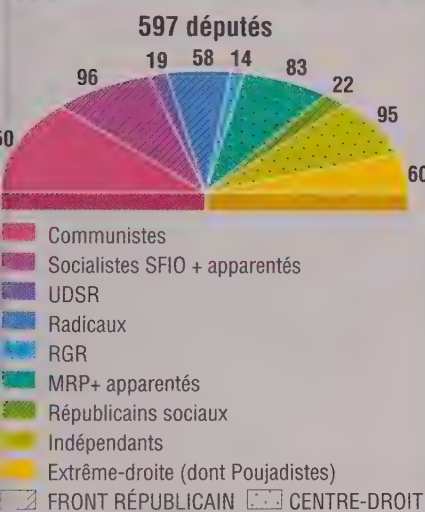
2 La guerre d'Algérie renforce les adversaires du régime

Des partisans de l'Algérie française se rassemblent dans "l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française", autour du gaulliste Jacques Soustelle. Ils sont issus de tous les partis et craignent que le régime ne finisse par accepter de négocier avec le F.L.N.

Mais, surtout, l'extrême droite trouve une nouvelle audience, essentiellement en Algérie. Elle entend s'opposer à toute négociation en installant à Paris un pouvoir autoritaire qui laisserait les coudées franches aux militaires et ferait taire les intellectuels. Réduit en métropole à des groupuscules fascisants comme "Jeune Nation", ce cou-

Forces politiques	Élections du 17 juin 1951	Élections du 2 janvier 1956
Parti communiste	26,9 %	25,9 %
S.F.I.O.	14,6 %	15,2 %
R.G.R. (Radicaux + U.D.S.R.)	10 %	15,2 % (11,3 Front républicain 3,9 centre-droit)
R.P.F. (Rép. sociaux en 1956)	21,6 %	3,9 % (1,2 Front républicain 2,7 centre-droit)
M.R.P.	12,6 %	11,1 %
Indépendants	14,1 %	15,5 %
Poujadistes + extrême droite		12,8 %

15 1951-1956 : l'évolution des forces politiques (en % des suffrages exprimés)



16 La composition de l'Assemblée nationale (2 janvier 1956)

17 Le choix de Guy Mollet comme président du conseil, en 1956

Aux élections de janvier 1956, le Front républicain l'emporta de justesse. Dès le lendemain, bon nombre d'élus de l'autre bord s'empressèrent de venir grossir ses rangs, n'ayant à franchir qu'une frontière illusoire. Pierre Mendès France avait gagné les élections, menant la campagne avec son énergie et sa sobriété habituelles. Ce fut Guy Mollet que le président Coty appela pour être président du Conseil. Il s'en expliqua devant moi en disant que les qualités mêmes de Pierre Mendès France, la force de sa personnalité, la rigueur de son action le desservaient dans le moment. L'hostilité à laquelle il était en butte chez les radicaux et ailleurs risquait de déclencher contre son gouvernement des menées plus ou moins souterraines, qui auraient tôt fait de le détruire.

La situation était trop tendue pour qu'on pût prendre un pareil risque. L'affaire d'Algérie, qui avait débuté par la Toussaint sanglante de 1954, s'annonçait redoutable. Dans l'état d'instabilité constitutionnelle où se trouvait la France, il fallait prévenir tout à-coup. Et les hommes devaient d'autant plus s'effacer devant l'intérêt public qu'ils en étaient les meilleurs serveurs.

J. Chaban-Delmas, *L'Ardeur*, Stock, 1975.

18 La marche au pouvoir du général de Gaulle

■ 15 mai 1958 (communiqué qui fait suite à l'appel lancé le 13 mai, à Alger, par le général Salan)

La dégradation de l'État entraîne infailliblement l'éloignement des peuples associés, le trouble de l'armée au combat, la dislocation nationale, la perte de l'indépendance. Depuis douze ans, la France, aux prises avec des problèmes trop rudes pour le régime des partis, est engagée dans ce processus désastreux.

Naguère, le pays, dans ses profondeurs, m'a fait confiance pour le conduire, tout entier, jusqu'à son salut.

Aujourd'hui, devant les épreuves qui montent de nouveau vers lui, qu'il sache que je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la République.

■ 19 mai 1958 (conférence de presse)
— Vous avez dit que vous seriez prêt à assumer les pouvoirs de la République. Qu'entendez-vous par là ?

— Les pouvoirs de la République, quand on les assume, ce ne peut être que ceux qu'elle-même aura délégués. Voilà pour les termes qui sont parfaitement clairs. Et puis, il y a l'homme qui les a prononcés. La République ! Il fut un temps où elle était reniée, trahie, par les partis eux-mêmes. Alors, moi, j'ai redressé ses armes, ses lois, son nom. J'ai fait la guerre pour obtenir la victoire de la France et je me suis arrangé de telle sorte que ce soit aussi la victoire de la République (...).

— Certains craignent que, si vous reveniez au pouvoir, vous attentiez aux libertés publiques.

— L'ai-je jamais fait ? Au contraire, je les ai rétablies quand elles avaient disparu. Croit-on qu'à 67 ans, je vais commencer une carrière de dictateur ?

■ 27 mai 1958 (communiqué)

J'ai entamé hier le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain capable d'assurer l'unité et l'indépendance du pays. Je compte que ce processus va se poursuivre et que le pays fera voir, par son calme et sa dignité, qu'il souhaite le voir aboutir.

Dans ces conditions, toute action, de quelque côté qu'elle vienne, qui met en cause l'ordre public, risque d'avoir de graves conséquences¹. Tout en faisant la part des circonstances, je ne saurais l'approuver.

J'attends des forces terrestres, navales et aériennes, présentes en Algérie, qu'elles demeurent exemplaires sous les ordres de leurs chefs (...). À ces chefs, j'exprime ma confiance (...).

1. Cette phrase et celles qui suivent ont pour objet de dissuader les militaires d'Alger de tenter l'opération "Résurrection" de débarquement en métropole.

Analyser

● Documents 15 et 16. Relevez quelles forces politiques ont perdu des voix entre 1951 et 1956 et quelles forces en ont gagné. Quel est le pourcentage des voix et le nombre de sièges obtenus par : les forces extrêmes exclues du jeu politique ? le centre-droit ? le Front républicain ?

Relevez quelles formations sont divisées entre ces deux coalitions. Qu'en concluez-vous ?

● Document 17. Pourquoi le président Coty appelle-t-il Guy Mollet à la présidence du Conseil (voir doc. 14 et 15) ? Que pensez-vous de ses arguments ?

● Document 18.

• 15 mai : En quels termes de Gaulle fait-il allusion à la IV^e République ? Quelle est sa position à l'égard des événements du 13 mai ?

• 19 mai : Quelle crainte les questions laissent-elles transparaître ? Quelles assurances de Gaulle donne-t-il en réponse ?

• 27 mai : Qu'est-ce qu'annonce d'emblée le communiqué ? Est-ce réel ?

Relevez sur quel ton de Gaulle parle aux chefs des armées. Qu'en concluez-vous ?

rant est beaucoup plus puissant en Algérie, dans la population européenne (les "Pieds-Noirs") et dans l'armée, où certains officiers rêvent de remporter la victoire en employant contre le F.L.N., les méthodes de guerre révolutionnaire qui ont vaincu les Français au Vietnam ; ils ourdissent des complots pour renverser le régime.

Les partisans du général de Gaulle attendent leur heure. Depuis 1953, le général de Gaulle a mis en sommeil le R.P.F. et s'est retiré de la vie publique. Mais la crise du régime le confirme dans ses analyses et on commence à prononcer son nom comme celui d'un recours possible. Ses partisans suivent avec attention l'agitation de l'extrême droite et les multiples complots, bien décidés, le moment venu, à les canaliser pour obtenir le retour au pouvoir du Général. Quant à lui, il feint d'ignorer ces préparatifs, bien qu'il soit constamment tenu au courant.

3 L'émeute algéroise du 13 mai 1958 entraîne la chute de la IV^e République

Le 13 mai 1958, un pouvoir insurrectionnel se met en place à Alger. L'annonce de la désignation, comme président du Conseil, du M.R.P. Pierre Pflimlin, partisan d'une solution négociée en Algérie, provoque une émeute à Alger et, avec la complicité de l'armée, la prise du Gouvernement général.

Dans la confusion, les émeutiers désignent un "Comité de salut public", à la tête duquel ils placent le général Massu. Mais celui-ci déclare demeurer sous les ordres du commandant en chef en Algérie, le général Salan. De son côté, le gouvernement nomme ce dernier Délégué général, avec tous les pouvoirs civils et militaires. Le 15 mai, poussé par les gaullistes, le général Salan fait appel au général de Gaulle.

De Gaulle fait évoluer la crise vers son propre retour au pouvoir. Après le 13 mai, le gouvernement, privé d'autorité, ne pouvant compter sur l'armée ni sur la police, paraît se décomposer. Les Français redoutent un débarquement en métropole des troupes d'Algérie et la guerre civile qui s'ensuivrait. Dans ces circonstances, le général de Gaulle, par une série de discours, précipite la mort du régime agonisant en se présentant comme le garant des libertés publiques et la seule alternative à la guerre civile. Le ralliement des principaux chefs de parti, l'intervention du président de la République René Coty, qui menace de démissionner si les députés n'acceptent pas le retour au pouvoir du général de Gaulle, sont décisifs.

Le 1^{er} juin, l'Assemblée nationale investit de Gaulle comme président du Conseil, puis elle lui vote les pleins pouvoirs et lui donne le droit de rédiger une nouvelle Constitution. La IV^e République est condamnée.

D. La naissance de la V^e République (1958-1962)

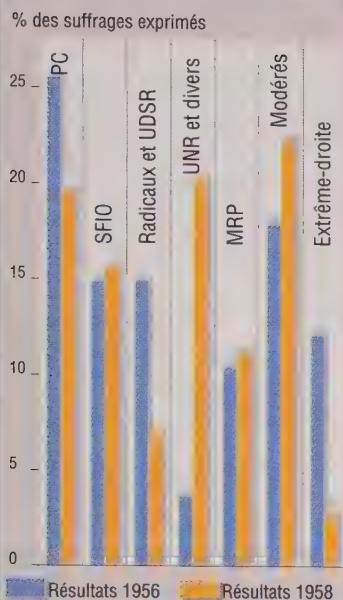
Maître du pouvoir, le général de Gaulle donne à la France de nouvelles institutions et résout la crise algérienne par l'octroi à ce pays de l'indépendance, en 1962. À la faveur de la guerre d'Algérie, il n'a cessé d'accroître le pouvoir présidentiel et, à l'issue d'une lutte contre les forces politiques dont il sort victorieux, inscrit cette évolution dans la Constitution en faisant approuver par référendum l'élection du chef de l'État au suffrage universel.

1 Les débuts du nouveau régime (1958)

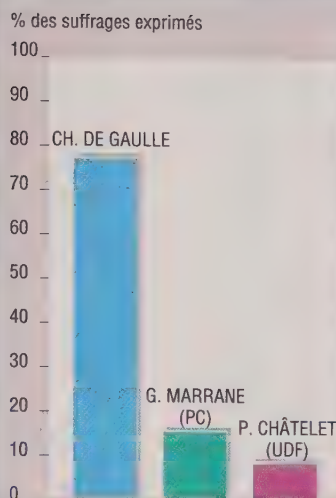
À la tête d'un gouvernement d'Union nationale, de Gaulle donne la priorité à l'élaboration des nouvelles institutions. Dans ce gouvernement, tous les grands partis politiques sont représentés (sauf les poujadistes et les communistes). En fait, en confiant à des techniciens proches de lui les ministères clés (Intérieur, Défense nationale, Affaires étrangères), de Gaulle a voulu ôter aux partis toute influence profonde sur le pouvoir. Aussi bien, la tâche primordiale est-elle la préparation des nouvelles institutions. Élaborée par diverses commissions sous la direction du général et du ministre de la Justice, Michel Debré, la Constitution est présentée aux Français le 4 septembre 1958, place de la République, à Paris.

Le référendum du 28 septembre et les élections de novembre 1958 fondent la V^e République. La plupart des grands partis s'étant prononcés pour les nouvelles institutions, 80 % des Français les approuvent. Outre les communistes, ont fait voter "non" les poujadistes et de petits groupes minoritaires de gauche (socialistes qui ont fait scission, radicaux mendésistes, syndicalistes) rassemblés dans l'Union des forces démocratiques (U.F.D.).

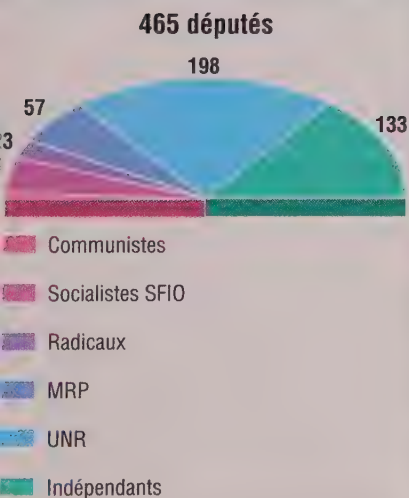
Les élections de novembre 1958 voient l'écrasement des adversaires du gaullisme. Les partis de la IV^e République stagnent (M.R.P., socialistes) ou s'effondrent (radicaux). Les grands vainqueurs sont les partis proches du général de Gaulle : modérés du Centre national des indépendants et gaullistes rassemblés dans l'Union pour la nouvelle République (U.N.R.) forment une forte majorité de droite.



19 Le résultat des élections de novembre 1958



21 L'élection du président de la République (décembre 1958)



20 La composition de l'Assemblée nationale (novembre 1958)

22 1961 : lever l'hypothèque algérienne

Dans le monde actuel et à l'époque où nous sommes, la France n'a aucun intérêt à maintenir sous sa loi et sous sa dépendance une Algérie qui choisirait un autre destin ; et la France n'aurait pas intérêt à porter à bout de bras l'existence des populations dans une Algérie qui serait devenue maîtresse d'elle-même et qui n'offrirait rien en échange de ce qu'elle aurait à demander. C'est qu'en effet l'Algérie nous coûte, c'est le moins qu'on puisse dire, plus cher qu'elle ne nous rapporte. Qu'il s'agisse de dépenses administratives, d'investissements économiques, d'assistance sociale, de développement culturel, ou bien d'obligations qui concernent le maintien de l'ordre, ce que nous lui fournissons en fait d'efforts, d'argent, de capacités humaines, n'a pas de contrepartie à beaucoup près équivalente. De même, il faut songer que les responsabilités que la France porte actuellement en Algérie constituent pour elle des hypothèques militaires et diplomatiques. Et c'est pourquoi, aujourd'hui, la France considérerait avec le plus grand sang-froid une solution telle que l'Algérie cessât d'appartenir à son domaine, solution qui, en d'autres temps, aurait pu paraître désastreuse pour nous et, qu'encre une fois, nous considérons actuellement d'un cœur parfaitement tranquille.

Charles de Gaulle, conférence de presse du 11 avril 1961.



23 Les rapatriés d'Algérie.

Le 27 mai 1962, arrivée à Marseille, en provenance de Mers-el-Kébir, de Français qui ont quitté précipitamment l'Algérie à la veille de son accession à l'indépendance.

Analyser

Documents 19 et 20. Analysez l'évolution des principales forces politiques. Quels sont les grands groupes parlementaires ? Que sont devenus les grands partis de la IV^e République ?

Document 21. Relevez quels partis ont opposé un candidat à de Gaulle et analysez les résultats.

Document 22. Quelle est l'idée principale énoncée par le général de Gaulle ? Quels arguments met-il en avant pour expliquer la solution qu'il envisage ? Expliquez quelles sont les hypothèques militaires et diplomatiques qu'il évoque. Comparez ce texte au document 10 p. 227. Expliquez l'évolution qui s'est produite entre ces deux dates.

Document 23. Quelle conséquence de la fin de la guerre d'Algérie cette photographie illustre-t-elle ?

En décembre 1958, un collège électoral de 80 000 notables (surtout conseillers généraux et représentants des conseil municipaux) élit, par près de 80 % des suffrages, le général de Gaulle président de la République. Enfin, en janvier 1959, celui-ci nomme comme Premier ministre (chef du gouvernement) Michel Debré, le principal rédacteur de la Constitution.

2 La fin de la guerre d'Algérie (1958-1962)

Le général de Gaulle impose à l'armée et aux Européens d'Algérie l'indépendance algérienne. Résolu à résoudre de manière pragmatique le problème algérien, le général de Gaulle doit tenir compte des circonstances, qui vont le conduire progressivement à l'idée d'indépendance algérienne : la détermination du F.L.N. qui forme un Gouvernement provisoire de la République algérienne (G.P.R.A.), le désaveu de l'opinion internationale, la lassitude des Français devant un conflit interminable. Une série de discours jalonne sa propre évolution et prépare progressivement l'opinion à l'indépendance algérienne.

En septembre 1958, de Gaulle propose en vain au F.L.N. une reddition honorable, la "paix des braves". En septembre 1959, il franchit une étape décisive en reconnaissant aux Algériens le droit à l'autodétermination. Puis, il évoquera successivement "l'Algérie algérienne", la "République algérienne", un "État algérien souverain". Dès 1960, il entame avec le F.L.N. des pourparlers qui aboutissent, le 18 mars 1962, aux accords d'Évian reconnaissant l'indépendance algérienne.

Les Européens d'Algérie et l'armée, qui ont porté de Gaulle au pouvoir, ont le sentiment d'une trahison et rêvent d'un nouveau 13 mai qui le chasserait. En janvier 1960, les activistes d'Alger déclenchent une semaine d'émeutes, la "semaine des barricades". En avril 1961, quatre généraux (Challe, Salan, Jouhaud, Zeller – les deux premiers étant d'anciens commandants en chef en Algérie) provoquent un putsch militaire qui échoue devant le refus des soldats du contingent de suivre les officiers rebelles et devant la fermeté du chef de l'État. Désormais, les activistes se retrouvent dans l'Organisation armée secrète (O.A.S.) : par une série d'attentats en métropole et en Algérie, celle-ci s'efforce de rendre impossible tout accord avec le F.L.N., puis, une fois celui-ci acquis, d'en empêcher l'application.

Sept cent mille Européens doivent quitter avec déchirement l'Algérie, l'action de l'O.A.S. aboutissant en effet à rendre impossible la cohabitation des deux communautés européenne et musulmane ; ils abandonnent une terre sur laquelle ils sont nés et laissent leurs biens, pour affronter un difficile reclassement en métropole. Quant à l'O.A.S., elle tente à diverses reprises d'assassiner le général de Gaulle : le 22 août 1962, celui-ci n'échappe à la mort que de justesse lors de l'attentat du Petit-Clamart, près de Paris.

3 Les institutions de la V^e République

Les institutions de la V^e République résultent d'un compromis entre deux principes : la séparation des pouvoirs, exigée par le général de Gaulle, et le maintien du régime parlementaire voulu par les partis politiques.

Dans la pratique, c'est la prépondérance du président de la République qui s'impose. Son autorité est renforcée :

- Son rôle est conforme à la tradition : il assure par son arbitrage le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ; il est le garant de la continuité de l'État, de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, des traités ; il nomme le Premier ministre.

- Mais il dispose pour remplir son rôle de réels pouvoirs, à la différence des présidents des III^e et IV^e Républiques : droit de dissoudre l'Assemblée nationale ; possibilité de consulter le pays par référendum ; en cas de menace sur les institutions, l'indépendance nationale ou l'intégrité du territoire, possibilité de prendre les pleins pouvoirs (article 16).

- À la faveur des événements d'Algérie, la pratique a encore accru les pouvoirs du chef de l'État. On voit naître l'idée d'un "domaine réservé" au président, qui comprend toutes les grandes questions (Algérie, Défense nationale, diplomatie...).

- Le gouvernement apparaît comme un simple organe d'exécution aux mains du président qui s'entoure d'experts, nomme et révoque les ministres à sa guise.

Les pouvoirs du Parlement sont étroitement limités :

- L'Assemblée nationale, formée de députés élus pour cinq ans au scrutin majoritaire à deux tours, est cantonnée au vote des lois et du budget. C'est le gouvernement qui fixe son ordre du jour. Son contrôle sur le ministère est réglementé : les interpellations sont supprimées et elle ne peut renverser le gouvernement que si la majorité absolue des députés adopte une motion de censure. Dans la pratique, le chef de l'État se proclame juge des demandes de convocation de l'Assemblée en session extraordinaire, dessaisit le Parlement en légiférant par ordonnances, ou en vertu de pouvoirs spéciaux, et définit sa politique en s'adressant directement au pays par ses discours, ses conférences de presse ou lors des référendums. L'Assemblée nationale n'est plus le lieu où se décide la politique française.

- Le Sénat, désigné au suffrage indirect par un collège électoral formé d'élus locaux, n'a qu'un rôle limité de confirmation des lois.

Un Conseil constitutionnel veille à la constitutionnalité des lois. Formé de neuf membres désignés pour neuf ans par le chef de l'État, le président de l'Assemblée nationale et celui du Sénat (et renouvelables par tiers tous les trois ans), le Conseil constitutionnel est chargé de contrôler la régularité des élections et la conformité des lois avec la Constitution.

Cet ensemble d'institutions va permettre à la V^e République de connaître une très grande stabilité politique. De 1958 à 1969, le général de Gaulle n'a que trois Premiers ministres, Michel Debré (1958 à 1962), Georges Pompidou (1962-1968), Maurice Couve de Murville (1968-1969). Certains ministres conservent longtemps leur portefeuille, tels Maurice Couve de Murville aux Affaires étrangères (1958-1967) ou Pierre Messmer aux Armées (1960-1969).

4 L'évolution des institutions (1958-1962)

La guerre d'Algérie a renforcé l'autorité du général de Gaulle. Lasse de la guerre, inquiète des risques de coup d'État militaire, l'opinion fait une totale confiance au chef de l'État. De Gaulle obtient d'écrasantes majorités lors des référendums destinés à approuver sa politique algérienne.

Tous les partis politiques supportent impatiemment la pratique autoritaire du pouvoir. Celle-ci réduit en effet le Parlement à un rôle de chambre d'enregistrement. Conscients que de Gaulle est seul capable de mettre fin à la guerre d'Algérie, ils n'osent provoquer une crise qui entraînerait son départ. La droite est hostile à la politique algérienne du général et le M.R.P. ne lui pardonne pas de rejeter toute idée d'Europe supranationale.

Lorsque, après les accords d'Évian, en avril 1962, le chef de l'État remplace, au poste de Premier ministre, Michel Debré par son ancien collaborateur Georges Pompidou, qui n'est ni parlementaire ni homme politique, cette nomination est tenue pour un défi marquant la volonté du président de la République de diriger lui-même le gouvernement.

En septembre 1962, le chef de l'État annonce son intention de soumettre à référendum une révision de la Constitution permettant l'élection du président de la République au suffrage universel. En octobre, l'Assemblée nationale réplique en adoptant une motion de censure qui renverse le gouvernement Pompidou. Aussitôt, le général de Gaulle dissout l'Assemblée et annonce de nouvelles élections. Dans l'épreuve de force qui s'ouvre, tous les partis, sauf l'U.N.R., préconisent un vote négatif au référendum du 28 octobre, se coalisant dans un "cartel des non" n'excluant que les communistes.

La crise de 1962 marque le triomphe du général de Gaulle. Celui-ci l'emporte en effet sur toute la ligne : le 28 octobre 1962, 62 % des votants approuvent la réforme de la Constitution, et les élections des 18 et 25 novembre sont un triomphe gaulliste : l'U.N.R. frôle la majorité absolue des sièges (233 députés) et l'obtient grâce aux 35 députés républicains indépendants, modérés favorables au gaullisme, rassemblés par Valéry Giscard d'Estaing dans le Centre national des indépendants. Quant aux partis du "cartel des non", ils perdent des voix et le Centre national des indépendants s'effondre.



24 La composition de l'Assemblée nationale (novembre 1962)

25 L'esprit de la Constitution

L'esprit de la Constitution nouvelle consiste, tout en gardant un Parlement législatif, à faire en sorte que le pouvoir ne soit plus la chose des partisans, mais qu'il procède directement du peuple, ce qui implique que le chef de l'État élu par la nation en soit la source et le détenteur (...). Le président est évidemment seul à détenir et à déléguer l'autorité de l'État (...). Mais s'il doit être évidemment entendu que l'autorité indivisible de l'État est confiée tout entière au président par le peuple qui l'a élu, qu'il n'en existe aucune autre, ni ministérielle, ni civile, ni militaire, ni judiciaire qui ne soit conférée et maintenue par lui, enfin qu'il lui appartient d'ajuster le domaine suprême qui lui est propre avec ceux dont il attribue la gestion à d'autres, tout commande, dans les temps ordinaires, de maintenir la distinction entre la fonction et le champ d'action du chef de l'État et ceux du Premier ministre (...).

Charles de Gaulle, conférence de presse du 31 janvier 1964.

Analyser

Document 24. Analysez l'évolution de chaque formation politique depuis 1958 (voir doc. 19). Quel groupe est victorieux et lequel subit le plus grave échec ?

Document 25. Quel rôle l'esprit de la Constitution attribue-t-il au chef de l'État ? Dans quels domaines son autorité s'exerce-t-elle ? Cette liste est-elle totalement fondée ? Quel rôle est dévolu au Premier ministre ?

COMMENTAIRE
DE TEXTE

sujet

25 Déclaration d'investiture
de Pierre Mendès France,
le 17 juin 1954

(extraits)

Une négociation est engagée à Genève, en liaison avec nos alliés et les États associés (...). Nous sommes aujourd'hui le 17 juin. Je me présenterai devant vous avant le 20 juillet et je vous rendrai compte des résultats obtenus. Si aucune solution satisfaisante n'a pu aboutir à cette date, vous serez libérés du contrat qui nous aura liés et mon gouvernement remettra sa démission à M. le président de la République. Mon objectif est donc la paix. Mesdames, Messieurs, c'est dans cette perspective, ce but une fois atteint dans le délai prévu, que je me place maintenant afin de vous indiquer succinctement les étapes suivantes que mon gouvernement fixera pour son action.

Action sur l'économie d'abord. Le 20 juillet au plus tard, je vous soumettrai un programme cohérent de redressement et d'expansion destiné à assurer progressivement le relèvement des conditions de vie et l'indépendance économique du pays, le développement de notre agriculture par une politique coordonnée de la production et des débouchés, un effort accru et dynamique dans l'ordre du logement et des habitations à loyer modéré.

La France devra se prononcer avec clarté sur la politique qu'elle entend suivre à l'égard d'un problème capital et longtemps différé : celui de l'Europe. Vis-à-vis de ses amis comme vis-à-vis d'elle-même, la France ne peut plus prolonger une équivoque qui porte atteinte à l'alliance occidentale.

(...) La Communauté européenne de défense nous met en présence d'un des plus graves cas de conscience qui ait jamais troublé le pays.

(...) L'une de ces données est la nécessité d'un réarmement occidental imposé par la situation internationale et qui a conduit à envisager – perspective cruelle pour les Français – les conditions de la participation de l'Allemagne à une organisation commune de défense...

(...) Je m'adresse aux adversaires comme aux partisans de la Communauté européenne de défense, pour

idées

A. Le facteur du changement : la guerre d'Algérie

- Expliquez l'attitude de la France à l'égard du mouvement de décolonisation et les circonstances de l'évolution de cette attitude.
- Quelles sont les raisons de la guerre d'Algérie, l'évolution de celle-ci et ses conséquences pour la France ?

(Approfondissement L)

B. Les intellectuels et la guerre d'Algérie

- Comment les intellectuels ont-ils réagi à la guerre d'Algérie et comment leur action s'est-elle manifestée ?

C. La crise de la IV^e République (1954-1958)

- Quelles sont les raisons de la crise du régime ? Dites comment se manifeste cette crise et quel rôle a sur elle la guerre d'Algérie.
- Expliquez les origines, le déroulement et l'issue de la crise du 13 mai 1958.

D. La naissance de la V^e République (1958-1962)

- Définissez ce qui caractérise les institutions de la V^e République et expliquez le rôle de la guerre d'Algérie dans leur évolution.
- Comment le général de Gaulle a-t-il mis fin à la guerre d'Algérie ?

mots clefs

Autodétermination

Droit reconnu à une population de déterminer elle-même le statut politique de son pays.

Domaine réservé

Notion, selon laquelle certains problèmes fondamentaux seraient du ressort exclusif du président de la République.

Mendésisme

Courant politique composite constitué autour de Pierre Mendès France et rassemblant des partisans de la modernisation du régime.

Poujadisme

Mouvement de contestation né de la crise des petites entreprises françaises face à la concurrence. Lancé par Pierre Poujade, il prend bientôt une tournure politique d'extrême droite. Il échoue dès 1957.

Régime parlementaire

Régime dans lequel le gouvernement est responsable devant la majorité de l'Assemblée, élue au suffrage universel, s'il perd la confiance de celle-ci.

Séparation des pouvoirs

Principe selon lequel les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire doivent se trouver entre des mains différentes, de façon à se contrôler réciproquement et éviter tout arbitraire.

dates

La vie politique française

juin 1954-fév. 1955 : gouvernement Mendès France.

fév.-déc. 1955 : gouvernement Edgar Faure.

janv. 1956 : victoire du Front républicain. Gouvernement Guy Mollet.

octobre 1956 : expédition de Suez.

mai 1958 : gouvernement Pflimlin.

1^{er} juin 1958 : de Gaulle au pouvoir.

sept. 1958 : la Constitution de la V^e République adoptée.

nov. 1958 : la droite remporte les élections législatives.

avril 1961 : de Gaulle prend les pleins pouvoirs (art. 16).

oct. 1962 : référendum sur l'élection du président au suffrage universel.

nov. 1962 : les gaullistes remportent les élections législatives.

La guerre d'Algérie

juil. 1954 : accords de Genève sur l'Indochine.

nov. 1954 : débuts de l'insurrection algérienne.

août 1955 : massacres du Constantinois.

fév. 1956 : Guy Mollet conquis à Alger.

fin 1956-début 1958 : "Bataille d'Alger".

13 mai 1958 : émeutes d'Alger.

sept. 1959 : discours sur l'autodétermination.

avril 1961 : putsch des généraux à Alger.

mars 1962 : accords d'Évian.

juil. 1962 : indépendance de l'Algérie.

qu'ils renoncent aux intransigeances. L'accomplissement des tâches qui viennent d'être énumérées doit aller de pair avec le rétablissement de la concorde et de la sécurité dans ces deux pays d'Afrique du Nord qu'en-deuillent, en ce moment même, le fanatisme et le terrorisme. Le Maroc et la Tunisie auxquels la France a ouvert les voies du progrès économique, social et politique, ne doivent pas devenir sur les flancs de nos départements algériens, des foyers d'insécurité et d'agitation ; cela, je ne l'admettrai jamais. Mais j'ajoute avec la même netteté que je ne tolérerai pas non plus d'hésitation ou de réticences dans la réalisation des promesses que nous avons faites à des populations qui ont eu foi en nous.

Il n'y aura pas de ces négociations interminables que nous avons connues ; je n'admettrai ni exigences ni vetos. Le choix des ministres, en vertu de la Constitution, appartient au président du Conseil investi, et à lui seul. Je ne suis pas disposé à transiger sur les droits que vous m'auriez donnés par votre vote d'investiture (...).

questions

1. En introduction, présentez l'auteur et le contexte historique précis de la déclaration.
2. Quelles sont les quatre grandes questions abordées dans la

déclaration ? Expliquez les données de chaque problème ainsi soulevé.

3. Quels renseignements nous apporte ce texte sur le fonctionnement des institutions de la IV^e République ? Montrez comment Pierre Mendès France essaie de rénover la vie politique française.

4. Quel a été l'avenir d'un tel projet ? Pierre Mendès France a-t-il pu mener à bien tout son programme ? Comment l'expliquez-vous ?

corrigé

1. Ce texte a pour auteur Pierre Mendès France. Né en 1907, inscrit au parti radical à l'âge de 19 ans, il est élu député à 25 ans en 1932. Partisan du Front populaire, il devient en 1938 (à 31 ans) sous-secrétaire d'État au Trésor du second gouvernement Blum. Ayant cherché à gagner le Maroc pour continuer la guerre après la défaite de la France en 1940, il y est arrêté sur l'ordre de Vichy, jugé et condamné pour "désertion". Évadé, il rejoint le général de Gaulle, s'engage dans les Forces Françaises Libres puis devient, en 1943, commissaire à l'Économie nationale du C.F.L.N. à Alger.

Après la guerre, il accomplit diverses missions dans les organismes internationaux et devient un des spécialistes français de l'économie. Député radical, il critique vivement à partir de 1950 la politique française en Indochine. C'est à ce titre que le président de la République René Coty l'appelle à la présidence du Conseil après la défaite de Diên Biên Phu.

Le texte est sa déclaration d'investiture à l'Assemblée nationale, le 17 juin 1954.

2. Le texte soulève quatre grands problèmes.

– *La paix en Indochine après la défaite de Diên Biên Phu* : le corps expéditionnaire doit-il continuer un combat sans espoir au service de gouvernements désormais indépendants (au Vietnam, au Laos, au Cambodge) alors que les Occidentaux ont réuni la conférence de Genève pour liquider les conflits avec le monde communiste dans le Sud-Est asiatique ?

– *Le redressement économique* : la France a largement reconstruit son économie ; il convient maintenant de la moderniser pour lui donner les conditions de rentabilité

qu'exige la concurrence internationale et pour accroître le niveau de vie des Français.

– *La Communauté européenne de défense* : depuis 1950, la question de la création d'une armée européenne soumise à une autorité supranationale divise les forces politiques. Depuis 1952, elle paralyse les gouvernements. Le M.R.P. y est très favorable, les gaullistes très hostiles, cependant que radicaux et modérés sont divisés. Dans l'opposition, la division atteint aussi les socialistes tandis que les communistes sont très défavorables à la C.E.D.

– *Le Maroc et la Tunisie* : les deux protectorats sont agités de mouvements nationalistes accompagnés d'un début de lutte armée. Les représentants français ont réagi par la répression contre les nationalistes tunisiens et marocains, déposant le sultan du Maroc et emprisonnant le dirigeant nationaliste tunisien Bourguiba. Mais, en particulier en Tunisie, le gouvernement français a laissé espérer en 1950 une libéralisation du lien de protectorat.

3. Ce discours est prononcé par Pierre Mendès France devant l'Assemblée nationale qui doit "investir" le président du Conseil désigné afin qu'il puisse gouverner. Le système de la IV^e République est en effet parlementaire, c'est-à-dire que le gouvernement est responsable devant la majorité de l'Assemblée. C'est devant elle que Mendès France s'engage dans les trois premières phrases du texte à faire la paix en Indochine.

Mais le dernier paragraphe implique que, tout en restant dans le cadre parlementaire, Mendès France entend rénover la vie politique française en désignant lui-même ses ministres, alors que l'usage s'était répandu de la désignation des ministres par les responsables des partis po-

litiques qui usurpent ainsi les pouvoirs constitutionnels du président du Conseil. Mendès France entend restaurer ces pouvoirs, être véritablement le chef du gouvernement, s'il est investi et non se soumettre aux partis. C'est pourquoi le parti socialiste S.F.I.O., bien que faisant partie de la majorité, refusera la présence de ministres socialistes au gouvernement.

4. Les résultats du gouvernement Mendès France n'ont pas été à la hauteur des espoirs du président du Conseil ni des attentes de l'opinion. S'il a réussi à faire la paix en Indochine, au prix d'un partage de celle-ci entre les communistes et les Occidentaux (les États-Unis remplaçant la France), s'il a engagé des négociations pour éviter une guerre en Tunisie, il n'a pu réaliser le reste du programme qu'il s'était fixé. La tension persiste au Maroc et c'est son successeur, Edgar Faure, qui débloquent la situation. Il ne parvient pas à désarmer l'intransigeance des partisans et des adversaires de la C.E.D. et celle-ci sera finalement rejetée le 30 août 1954, entraînant la rancœur de ses champions envers le président du Conseil. Spécialiste des questions économiques, Mendès France n'a guère le temps de mettre en œuvre son programme dans ce domaine. Enfin, il doit affronter les débuts de la guerre d'Algérie et il sera renversé en février 1955 lorsque les défenseurs de l'Algérie française le soupçonneront de vouloir négocier.

L'échec de Mendès France s'explique par le fait que le système institutionnel de la IV^e République ne laisse guère de possibilité pour un gouvernement d'agir efficacement. Il paraît apporter la preuve à l'opinion que le régime est irréfutable et cette constatation jouera un grand rôle dans sa chute et dans l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle en mai 1958.

Naissance de la V^e République

La crise de 1958



26 Dessin de Jean Effel paru dans L'Express, en 1958

De gauche à droite : le général Massu, le général de Gaulle, Félix Gaillard, Marianne et Guy Mollet. (Félix Gaillard, radical-socialiste, a été président du Conseil du 5 novembre 1957 au 15 avril 1958. Guy Mollet, secrétaire général de la S.F.I.O., a été président du Conseil de février 1956 à mai 1957.)

27 L'appel d'Alger à de Gaulle

Le Comité de salut public¹ supplie le général de Gaulle de bien vouloir rompre le silence en vue de la constitution d'un gouvernement de salut public, qui seul peut sauver l'Algérie de l'abandon et, ce faisant, d'un Diên Biên Phu diplomatique...

Alger, le 14 mai 1958.

1. Le Comité de salut public est présidé par le général Massu.

28 De Gaulle explique son retour au gouvernement

Aux yeux du monde, la France paraissait sur le point de se dissoudre. C'est alors que j'ai assumé la charge de gouverner notre pays. Le drame de l'Algérie, bouleversant les populations, mettant l'armée à rude épreuve, a déclenché une crise nationale. Mais de toutes les manières celle-ci devait éclater.

Car, depuis douze ans, le régime des partis, flottant sur un peuple profondément divisé, au milieu d'un univers terriblement dangereux, se montrait hors d'état d'assurer la conduite des affaires.

Non point par incapacité ni par indignité des hommes... Mais, ne représentant jamais autre chose que des fractions, ils se trouvaient condamnés à vivre pour quelques mois ou quelques semaines en face de problèmes énormes sans qu'il leur fût possible de les résoudre. J'ai dit des problèmes énormes.

Allocution radiodiffusée du général de Gaulle, hôtel Matignon, 13 juin 1958.

prépabac

1. Présentez les trois documents en rappelant le contexte historique qu'ils évoquent.
2. Qu'est-ce que le Comité de salut public évoqué au document 27 ? Expliquez le sens de l'appel qu'il lance.
3. Quelle est la signification du dessin représenté au document 26 ? Quelle critique implicite exprime-t-il ?
4. Quelle est, pour le général de Gaulle, l'origine de la crise de 1958 (doc. 28) ? Montrez comment cette analyse est en même temps une justification de son retour au pouvoir qui ignore les faits évoqués dans les deux autres documents.

Les institutions

29 De Gaulle présente les institutions

Quand, le 18 juin 1940, commença le combat pour la libération de la France, il fut aussitôt proclamé que la république à refaire serait une république nouvelle (...). On sait, on ne sait que trop, qu'une fois le péril passé tout fut livré et confondu à la discrétion des partis... À force d'inconsistance et d'instabilité et quelles que pussent être les intentions, souvent la valeur des hommes, le régime se trouva privé de l'autorité intérieure et de l'assurance extérieure sans lesquelles il ne pourrait agir. Il était inévitable que la paralysie de l'État amenât une grave crise nationale et qu'aussitôt la république fût menacée d'effondrement (...).

L'irréversible (...) était sur le point de se produire. Le déchirement de la nation fut de justesse empêché. On a pu sauvegarder la chance ultime de la république. C'est dans la légalité que moi-même et mon gouvernement avons assumé le mandat exceptionnel d'établir un projet de nouvelle Constitution et de le soumettre à la décision du peuple.

Nous l'avons fait sur la base des principes posés lors de notre investiture. Nous l'avons fait avec la collaboration du Conseil consultatif institué par la loi. Nous l'avons fait compte tenu de l'avis solennel du Conseil d'État. Nous l'avons fait après délibérations très libres et très approfondies de nos propres conseils des ministres, ceux-ci formés d'hommes aussi divers que possible d'origines et de tendances, mais résolument solidaires. Nous l'avons fait sans avoir entre-temps attenté à aucun droit du peuple ni à aucune liberté publique. La nation, qui seule est juge, approuvera ou repoussera notre œuvre. Mais c'est en toute conscience que nous la lui proposons.

Ce qui pour les pouvoirs publics est désormais primordial, c'est leur efficacité et leur continuité (...).

Extrait du discours prononcé par le général de Gaulle, chef du gouvernement de la République, le 4 septembre 1958, place de la République à Paris.

30 Extraits de la Constitution du 4 octobre 1958

(modifiée par la loi du 6 novembre 1962)

Article 6

Le président de la République est élu pour 7 ans au suffrage universel direct.

Article 8

Le président de la République nomme le Premier ministre. Il met fin à ses fonctions sur la présentation par celui-ci de la démission du gouvernement. Sur proposition du Premier ministre, il nomme les autres membres du gouvernement et met fin à leur fonction.

Article 9

Le président de la République préside le Conseil des ministres.

Article 10

Le président de la République promulgue les lois dans les 15 jours qui suivent la transmission au gouvernement de la loi définitivement adoptée. Il peut, avant l'expiration de ce délai, demander au Parlement une nouvelle délibération de la loi ou de certains de ses articles. Cette nouvelle délibération ne peut être refusée.

Article 11

Le président de la République, sur proposition du gouvernement (...), peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics.

Article 12

Le président de la République peut, après consultation du Premier ministre et des présidents des Assemblées, prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale.

Article 13

Le président de la République nomme aux emplois civils et militaires de l'État.

Article 15

Le président de la République est le chef des armées.

Article 16

Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacés d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu, le président de la République prend les mesures exigées par les circonstances (...). L'Assemblée nationale ne peut être dissoute pendant l'exercice des pouvoirs exceptionnels.

Article 17

Le président de la République a le droit de faire grâce.

Article 20

Le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation (...).

Article 21

Le Premier ministre dirige l'action du gouvernement.

Article 24

Le Parlement comprend l'Assemblée nationale et le Sénat. Les députés de l'Assemblée nationale sont élus au suffrage

direct et le Sénat est élu au suffrage indirect.

Article 34

La loi est votée par le Parlement.

Article 38

Le gouvernement peut, pour l'exécution de son programme, demander au Parlement l'autorisation de prendre par ordonnances, pendant un délai limité, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi.

Article 39

L'initiative des lois appartient concurremment au Premier ministre et aux membres du Parlement.

Article 49

Le Premier ministre (...) engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du gouvernement sur son programme ou éventuellement sur une déclaration de politique générale. L'Assemblée nationale met en cause la responsabilité du gouvernement par le vote d'une motion de censure (...). Seuls sont recensés les votes favorables à la motion de censure qui ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres composant l'Assemblée.

prépabac

Commentez les textes 29 et 30 en vous aidant des questions suivantes :

1. Présentez l'auteur du document 29 et la nature des deux documents en les situant dans leur contexte historique.
2. À quelle "grave crise nationale" le général de Gaulle fait-il allusion au document 29 ? Pourquoi insiste-t-il sur la "légalité" de son gouvernement ?
3. Quelles critiques adresse-t-il aux gouvernements de la IV^e République ? Vous paraissent-elles justifiées dans les faits ?
4. À quelle période historique rattache-t-il son projet constitutionnel (doc. 29) ? Comment celui-ci a-t-il été élaboré ?
5. Montrez en quoi il existe des similitudes entre la Constitution de la V^e République (doc. 30) et celle de la IV^e et sur quels points portent les différences (vous citerez les articles sur lesquels s'appuient vos réponses).

La République gaullienne (1958-1969)

*Quel a été l'apport de la présidence du général de Gaulle à la France des années 60 ?
Comment son départ du pouvoir s'explique-t-il ?*

sommaire

A. La croissance économique	242
1. La France de la croissance.....	242
2. Les problèmes de la croissance.....	242
B. Décolonisation et indépendance nationale	244
1. L'achèvement de la décolonisation en Afrique noire (1958-1960)	244
2. La politique d'indépendance nationale.....	244
C. Une politique de la culture	246
1. André Malraux, ministre des Affaires culturelles.....	246
2. La mise en œuvre de la politique culturelle.....	246
D. L'usure de la République gaullienne (1965-1969)	248
1. Les déceptions électorales (1965-1967)	248
2. La crise de mai-juin 1968.....	250
3. Tentative de relance du régime et démission du général de Gaulle (juin 1968 - avril 1969)	250
Fiche-bac	252
Sujets de bac	253
Commentaire de texte.....	253
Dossier	254
La crise de Mai 1968.....	254

1 Le général de Gaulle évoque la croissance économique de la France

Pour un pays tel qu'était le nôtre, c'est-à-dire relativement en retard quant à son développement industriel (...), la prospérité implique une très vaste transformation de ses activités, de sa production, des conditions de sa vie sociale, enfin de ses rapports extérieurs. Depuis tantôt huit années, cette transformation est en cours.

C'est ainsi que la proportion des éléments travaillant dans l'industrie et dans le secteur tertiaire s'est élevée au total à 83 %, tandis que, dans l'agriculture elle s'abaissait à 17 %. D'autre part, l'indice de notre production industrielle a monté de 46 %, ce qui n'a d'ailleurs pas empêché celui de notre production agricole de monter de 23 %. Notre produit national brut a, par suite, augmenté au total de 40 % (...). Dans le même temps, nous nous sommes engagés dans la concurrence internationale, en mettant en application, à partir de 1959, le Marché commun européen, en multipliant les échanges avec l'Angleterre, l'Espagne, les États-Unis, le Mexique, le Canada, le Japon, etc. (...). Aussi nos importations se sont-elles accrues, en huit ans, de 78 % et nos exportations de 88 %.

Au total, nous avons accédé au rang de grand État industriel. Nous sommes en train de devenir une grande puissance commerciale. Nous restons un grand pays agricole.

*Charles de Gaulle, Conférence de presse, 21 février 1966
in Discours et Messages, tome V,
Vers le terme 1966-1969, Plon, 1970.*

Le général
de Gaulle,
président
de la République
(1959-1969),
peinture de Roger
Chapelain Midy,
Paris, palais
de l'Élysée



A. La croissance économique

La France connaît, dans les années 60, une remarquable croissance qui concerne surtout l'industrie et le secteur tertiaire. Celle-ci laisse cependant subsister d'importants problèmes : inflation, déséquilibres sectoriels et régionaux, fragilité du commerce extérieur.

1 La France de la croissance

De 1958 à 1973, la France connaît la période de croissance économique la plus forte et la plus longue de son histoire. Chaque année, la production de biens et de services s'accroît en moyenne de 5 % par rapport à l'année précédente. Cette croissance s'explique d'abord par la conjoncture internationale, marquée par une remarquable expansion dans tous les pays industriels. Mais elle est favorisée par la politique économique suivie par les IV^e et V^e Républiques. En 1958, le plan Pinay-Rueff permet l'assainissement de la situation financière du pays par une dévaluation du franc, la libération des échanges extérieurs (abaissment des droits de douane), des économies sévères et des augmentations d'impôts. Sur cette base, la planification permet de contrôler et d'harmoniser la croissance (en particulier le plan intérimaire – 1960-1961, et le IV^e plan – 1961-1964). Mais à partir de 1963, sous l'influence du ministre des Finances Valéry Giscard d'Estaing, l'impulsion donnée par l'État à l'économie tend à s'estomper au profit du retour à l'initiative privée.

La croissance favorise l'industrie et le secteur tertiaire au détriment de l'agriculture :

– bien que la production et la productivité agricoles s'accroissent, la place relative de l'agriculture dans l'économie française tend à décroître : elle ne représente plus que 5 % de la production intérieure brute en 1973 contre 17 % en 1946, car les dépenses des ménages en produits alimentaires augmentent moins vite que celles consacrées aux produits industriels et aux services ;

– le moteur de la croissance française est l'industrie : les V^e et VI^e plans (1965-1970 et 1971-1976) mettent l'accent sur elle, l'objectif étant de la rendre concurrentielle sur le plan international. Les plans envisagent la modernisation du secteur industriel d'État et encouragent la réorganisation des branches pilotes de l'économie française par une série de mesures fiscales qui favorisent l'investissement, l'achat d'actions et d'obligations, les fusions d'entreprises... Il en résulte un accroissement de la part de l'industrie dans le produit intérieur brut (38,8 % en 1973) et de la part de la population active employée dans l'industrie (40 % en 1973). La France possède des entreprises de taille mondiale dans certains secteurs comme l'automobile, les pneumatiques, le verre, les matériaux de construction, l'aéronautique,

l'aluminium. Toutefois, cette croissance industrielle est liée à une consommation d'énergie en constante augmentation (elle double de 1960 à 1973) ; or, cette énergie est de plus en plus constituée d'hydrocarbures importés de l'étranger (en 1973, la France importe les trois quarts de l'énergie qu'elle consomme) ;

– c'est le secteur tertiaire, celui des "services", qui a connu la plus forte expansion, employant, à partir de 1970, plus de 50 % de la population active. C'est là que se créent les trois quarts des emplois nouveaux et ce secteur fournit 55 % de la production nationale.

2 Les problèmes de la croissance

L'inflation constitue une menace permanente pour la croissance française. Un moment jugulée par le plan Pinay-Rueff, l'inflation reprend dès 1963, entraînée par la hausse des salaires et des prix. Pour y mettre fin, Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'Économie et des Finances, lance, à l'automne 1963, le plan de stabilisation : économies budgétaires, impôts nouveaux, mais surtout blocage et contrôle des prix et restriction du crédit. L'expansion est freinée et, en 1965, la production connaît même la stagnation.

La croissance française bénéficie inégalement aux diverses régions françaises et aux groupes sociaux. La croissance creuse l'écart qui existait déjà auparavant entre une France économiquement dynamique, à l'est d'une ligne Le Havre-Marseille, et une France qui connaît le retard économique, à l'ouest de cette ligne. Dans la première, la population s'accroît, l'urbanisation s'accélère et de nombreux emplois se créent, alors que la seconde est touchée par le départ des jeunes et la désertification des zones rurales. Pour tenter de remédier à ce déséquilibre, le gouvernement crée en 1963 la Délégation à l'aménagement du territoire (D.A.T.A.R.) dont l'objet est d'harmoniser les effets de la croissance sur le territoire national.

À ces disparités géographiques de la croissance s'ajoutent des disparités sociales. Constitué de petites entreprises endettées, mal adaptées au marché et à la concurrence, le monde paysan connaît une chute de ses revenus et témoigne de son mécontentement par de violentes manifestations dans les années 1960-1962. Une loi-cadre, votée en 1960, se propose de moderniser l'agriculture par la formation de grandes exploitations économiquement rentables.

Autre source de tension, le malaise des salariés du secteur



3 Manifestation de paysans à Rennes en novembre 1969

5 L'évolution des grands secteurs de production (1952-1972)

	Indices en 1972 (Base 100 : 1952)	Croissance moyenne annuelle
Agriculture	164	2,5 %
Industries agricoles et alimentaires	229	4,25 %
Énergie	403	7,2 %
Industries :		
– intermédiaires	379	6,9 %
– d'équipement	416	7,4 %
– de consommation	248	4,7 %
Logement	258	4,85 %
Transports et télécommunications	276	5,2 %
Bâtiment et travaux publics	355	6,55 %
Services	281	5,3 %
Commerce	283	5,35 %
Ensemble de l'économie	295	5,55 %

6 L'évolution de la balance commerciale de la France

(millions de francs)

	1959	1972
Agriculture	- 2 166	+ 5 951
Industrie agricoles et alimentaires	- 1 116	- 496
Énergie	- 4 185	- 14 890
Industries :		
– intermédiaires	+ 1 948	- 2 702
– d'équipement	+ 5 680	+ 10 808
– de consommation	+ 2 402	- 540
Transports et télécommunications	+ 3 016	+ 8 173
Bâtiment et travaux publics	+ 274	+ 1 045
Services	+ 300	+ 1 545
Commerces	+ 207	+ 81
Ensemble de l'économie	+ 6 360	+ 8 975

4 L'importance de l'État dans l'économie française

La part de l'État dans l'économie française est de plus en plus importante. Elle comprend, outre les grands établissements nationalisés, un ensemble complexe de participations majoritaires, directes ou indirectes, qui donnent aux pouvoirs publics français une position unique dans les économies non socialistes à l'heure actuelle. (...)

L'État est notamment :

- Le premier patron avec plus d'un million de salariés soit 14 % de toute la main-d'œuvre industrielle française et 6 % de la population active.
- Le premier investisseur réalisant 20 % de l'investissement national par catégorie d'activité économique ;
- Le premier producteur de charbon, d'électricité, de gaz naturel et d'engrais potassiques avec la quasi-totalité de la production de chacun de ces éléments ;
- Le premier constructeur d'avions avec les deux tiers du matériel aéronautique ;
- Le premier constructeur d'automobiles avec plus du tiers des véhicules ;
- Le premier fabricant de produits azotés avec plus du tiers du total national ;
- Le premier transporteur dans les domaines : ferroviaire (quasi-totalité) ; aérien (les deux tiers) et maritime (les deux tiers du pavillon français) ;
- Le premier atomiste avec la quasi-totalité (de la production) ;
- Le premier fabricant de cigarettes et d'allumettes (...).

Entreprise, n° 519-520, 21-28 août 1965.

Analyser

Document 3. Qui sont les manifestants ? Cherchez dans le cours les raisons de leur mécontentement.

Document 4. Quel rôle l'État joue-t-il dans l'économie française ? Quels secteurs économiques domine-t-il ? Citez-en d'autres (voir chap. 14).

Document 5. Relevez les secteurs de production qui ont eu la croissance la plus forte ; la plus faible.

Document 6. Quels postes ont le plus progressé ? Quels sont les postes positifs en 1972 ? Pourquoi considère-t-on que la balance commerciale est fragile ?

Document 7. Quelle est la transformation de la consommation d'énergie en France entre 1960 et 1973 ? Que reflète-t-elle ?

7 Évolution de la consommation française par type d'énergie (en millions de tonnes équivalent-pétrole et %)

Type d'énergie	1960		1970		1973	
	millions de t.e.p.	%	millions de t.e.p.	%	millions de t.e.p.	%
Électricité nucléaire	–	–	1,2	0,8	3	1,7
Électricité hydraulique	9	10,5	12,4	8,3	0	5,7
Gaz	2,9	3,4	9,3	6,2	15	8,5
Pétrole	26,9	31,4	87,3	59,8	116,3	66,5
Charbon	46,8	54,7	38,1	25,7	30,5	17,4
Total	85,6	100	148,3	100	174,8	100

public qui jugent que les “fruits de la croissance” sont inégalement répartis et déclenchent des grèves très dures (comme la grève des mineurs qui dure deux mois et paralyse le pays à la fin de l’hiver 1963). Là aussi, le gouvernement tente de juguler le mécontentement en mettant en place des procédures de négociation sur les salaires. **La fragilité du commerce extérieur constitue un souci permanent.** Devenue la quatrième puissance commerciale du monde, la France a une balance commerciale qui

a tendance à être déficitaire. Cette fragilité résulte de la structure de son commerce extérieur : elle exporte surtout des produits agricoles et alimentaires, des biens d’équipement, des machines et du matériel de transport, mais elle est constamment déficitaire en matière d’échanges de produits manufacturés et achète des quantités considérables de produits énergétiques (cependant bon marché jusqu’en 1974).

B. Décolonisation et indépendance nationale

Le général de Gaulle met fin à la décolonisation en accordant l’indépendance à l’Afrique noire, après la brève expérience de la Communauté. Soucieux de rendre à la France son rang de grande puissance, il accorde une priorité absolue à la place qu’elle tient dans le monde. Sa politique d’indépendance nationale le conduit à doter le pays d’une force nucléaire autonome, à rejeter la tutelle américaine et à tenter de fédérer l’Europe autour des États souverains.

① L’achèvement de la décolonisation en Afrique noire (1958-1960)

L’expérience algérienne (voir chap. 15) a convaincu le chef de l’État que la France a désormais plus à perdre qu’à gagner au maintien de sa domination sur les territoires coloniaux. La constitution de 1958 donne le choix aux territoires africains entre l’indépendance (assortie de la rupture avec la France) et l’appartenance à une “Communauté” qui les associe à l’ancienne métropole. Dans ce dernier cas, ils deviennent des États autonomes s’administrant eux-mêmes, mais acceptant de déléguer certaines affaires à des institutions communautaires. En 1958, seule la Guinée, à l’appel du dirigeant nationaliste Sekou Touré, choisit l’indépendance et la rupture avec la France.

Dès 1960, la plupart des États membres de la Communauté font connaître leur souhait d’accéder à l’indépendance sans pour autant rompre les liens qui les rattachent à la France. Le général de Gaulle accepte cette évolution et, en 1960, douze États africains et Madagascar deviennent indépendants et sont admis à l’O.N.U. La décolonisation française est, pour l’essentiel, achevée.

② La politique d’indépendance nationale

La politique d’indépendance nationale conduit au rejet du “protectorat américain” et à l’établissement d’une force nucléaire nationale. En 1958, le général de Gaulle propose aux États-Unis et à la Grande-Bretagne un “directoire à trois” de l’Alliance atlantique. Devant le refus américain, il met en œuvre une politique indépendante,

non dénuée d’une pointe d’antiaméricanisme. L’aspect fondamental de celle-ci consiste à doter la France d’une force nucléaire nationale : en 1960, la première bombe atomique française explose à Reggan au Sahara. Par ailleurs, tout en demeurant dans l’Alliance atlantique, la France se retire, en 1966, de son organisation militaire (O.T.A.N.).

Surtout, le général de Gaulle multiplie les gestes critiques à l’égard de la politique américaine : reconnaissance en 1964 de la Chine communiste, désaveu de la guerre menée par les Américains au Vietnam et proposition de neutralisation de la péninsule indochinoise (discours de Phnom Penh en 1966), appui aux États du tiers-monde contre la prépondérance américaine, recherche de la détente, puis de l’entente avec l’Est, remise en cause du système monétaire international fondé sur la primauté du dollar et proposition de retour à l’étalon-or.

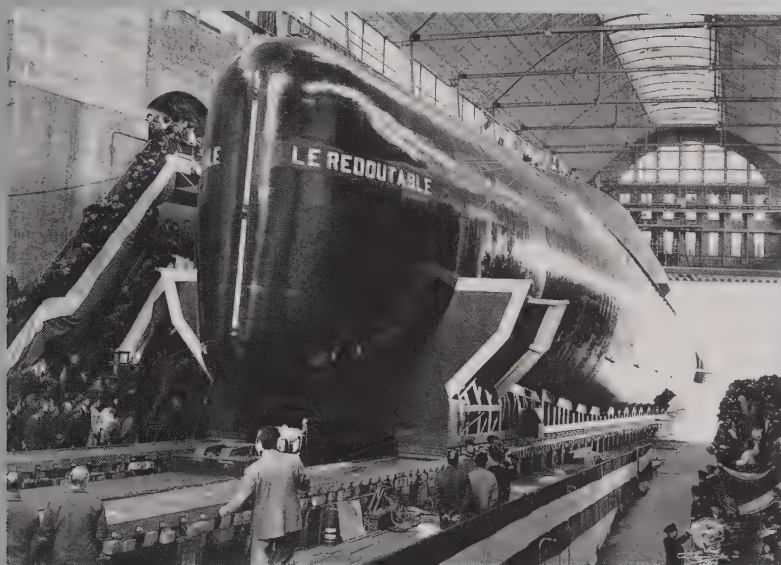
Le président de la République tente en vain de fédérer l’Europe autour d’une entente franco-allemande et de constituer un troisième bloc face aux deux Grands. Le général de Gaulle rejette – en particulier dans sa conférence de presse de mai 1962 – l’idée d’une Europe supranationale, et préconise une Europe des patries dans laquelle chaque nation conserverait son identité, mais dont les gouvernements mèneraient une politique commune garantissant l’indépendance du continent. Cette fédération européenne dans laquelle la France jouerait un rôle d’inspiratrice (retrouvant ainsi une importance mondiale) devrait être fondée sur l’entente franco-allemande. Celle-ci est mise en œuvre par une série de contacts entre de Gaulle et le chancelier Adenauer, de 1960 à 1962. Mais les successeurs d’Adenauer ne poursuivent guère

8 Le général de Gaulle annonce la formation de la Communauté

Qu'entre la nation française et ceux des territoires d'outre-mer qui le veulent soit formée une Communauté, au sein de laquelle chaque territoire va devenir un État qui se gouvernera lui-même, tandis que la politique étrangère, la défense, la monnaie, la politique économique et financière, celle des matières premières, le contrôle de la justice, l'enseignement supérieur, les communications lointaines, constitueront un domaine commun dont auront à connaître les organes de la Communauté :

président, Conseil exécutif, Sénat, Cour d'arbitrage. Ainsi cette vaste organisation renouvra-t-elle l'ensemble groupé autour de la France. Ce sera en fait en vertu de la libre détermination de tous. En effet, chaque territoire aura la faculté soit d'accepter par son vote au référendum la proposition de la France, soit de la refuser et, par là-même, de rompre avec elle tout lien. Devenu membre de la Communauté, il pourra dans l'avenir, après s'être mis d'accord avec les organes communs, assumer son propre destin, indépendamment des autres.

4 septembre 1958.



9 Lancement à Cherbourg, le 29 mars 1967, du sous-marin nucléaire "Le Redoutable"

10 Pour une défense nucléaire indépendante

Les principes et les réalités s'accordent pour conduire la France à se doter d'une force atomique qui lui soit propre. Cela n'exclut pas du tout, bien entendu, que soit combinée l'action de cette force avec celle des forces analogues de ses alliés. Mais pour nous, dans l'espèce, l'intégration est une chose qui n'est pas imaginable. En fait, on le sait, nous avons commencé par nos seuls et propres moyens à inventer, à expérimenter et à construire des bombes atomiques et les véhicules pour les lancer (...). Il est parfaitement vrai que la quantité des moyens nucléaires dont nous pourrions nous doter n'équivaudra pas, de loin, à la masse de ceux des deux géants d'aujourd'hui (...). La force ato-

mique a ceci qui lui est propre qu'elle a une efficacité certaine, et dans une mesure effrayante, même si elle n'approche pas du maximum imaginable (...). Je veux dire (...) que la force atomique française, dès l'origine de son organisation, aura la sombre et terrible capacité de détruire en quelques instants des millions et des millions d'hommes. Ce fait ne peut manquer d'influer, au moins quelque peu, sur les intentions de tel agresseur éventuel (...). Verser nos moyens dans une force multilatérale, sous commandement étranger, ce serait contrevenir à ce principe de notre défense et de notre politique (...).

Cb. de Gaulle, conférence de presse du 13 janvier 1963.

11 L'Europe selon de Gaulle

Notre politique (...) c'est de réaliser l'union de l'Europe. Si j'ai tenu à réconcilier la France et l'Allemagne, c'est pour une raison toute pratique : c'est parce que cette réconciliation est le fondement de toute politique européenne.

Mais quelle Europe ? Il faut qu'elle soit véritablement européenne. Si elle n'est pas l'Europe des peuples, si elle est confiée à quelques organismes technocratiques plus ou moins intégrés, elle sera une histoire pour professionnels, limitée et sans avenir. Et ce sont les Américains qui en profiteront pour imposer leur hégémonie. L'Europe doit être *in-dé-pen-dante*. C'est là ma politique (...).

Ce que veulent les Anglo-Saxons, c'est une Europe sans rivages, une Europe qui n'aurait plus l'ambition d'être elle-même. L'Europe sans frontières – l'Europe à l'anglaise. L'Europe où l'Angleterre n'aurait pas surmonté elle-même ses vieilles habitudes, pour devenir vraiment européenne. C'est en réalité l'Europe des Américains. L'Europe des multinationales. Une Europe qui, dans son économie, et davantage encore dans sa défense et dans sa politique, serait placée sous une inexorable hégémonie américaine. Une Europe où chaque pays européen, à commencer par le nôtre, perdrait son âme...

Il se trouve que la France est seule à vouloir une Europe qui en soit une, à pouvoir la vouloir (...). Le drame de l'Europe, c'est qu'à part nous, il n'y a personne qui ait l'ambition d'être vraiment européen.

Propos rapportés par Alain Peyrefitte, C'était de Gaulle, Éditions de Fallois-Fayard, 1994.

Analyser

Document 8. Quelle est l'alternative proposée aux territoires d'outre-mer ? Les domaines gérés par les organes communs sont-ils importants ? Pourquoi ? Quel a été l'avenir de la Communauté ? Pourquoi ?

Document 9. Que représente la photographie ? Quelle volonté politique se trouve illustrée par le lancement de ce sous-marin ?

Document 10. Quelle est la position du général vis-à-vis des alliés de la France ? Que rejette-t-il ? Quel est le but de la force nucléaire française ?

Document 11. Quelle conception de l'Europe défend le général de Gaulle (voir aussi chapitre 5) ? Quels dangers de Gaulle dénonce-t-il ? Quel lui paraît être le principal adversaire de ses conceptions ? Cherchez pp 244-246 par quels moyens il a lutté contre les dangers qu'il entrevoyait ?

cette politique, redoutant qu'un tête-à-tête avec la France ne les coupe des États-Unis, dont l'alliance est, pour eux, fondamentale. De surcroît, les autres partenaires européens, attachés à l'Alliance atlantique, font échouer les projets français d'Europe politique.

Déçu, le président de la République réagit en bloquant les plans des partenaires de la France. En 1963 et 1967, il oppose son veto à l'adhésion au Marché commun de la Grande-Bretagne derrière laquelle il voit l'influence des États-Unis. Pour obtenir la création d'un Marché com-

mun agricole souhaité par la France, il provoque une série de crises de l'organisation européenne. Enfin, il impose en 1966 le compromis de Luxembourg qui exige l'unanimité des Six du Marché commun pour prendre toute décision jugée importante par l'un des États membres.

Vers 1965, le général de Gaulle, dont les sondages attestent la popularité dans l'opinion, est à l'apogée de son pouvoir et chacun s'attend à sa réélection triomphale à l'issue de son septennat.

C. Une politique de la culture

Nommé ministre de la Culture par le général de Gaulle, l'écrivain André Malraux met en place une politique de restauration du patrimoine, d'aide à la création et de démocratisation de la culture dont les principaux instruments sont les Maisons de la culture.

1 André Malraux, ministre des Affaires culturelles

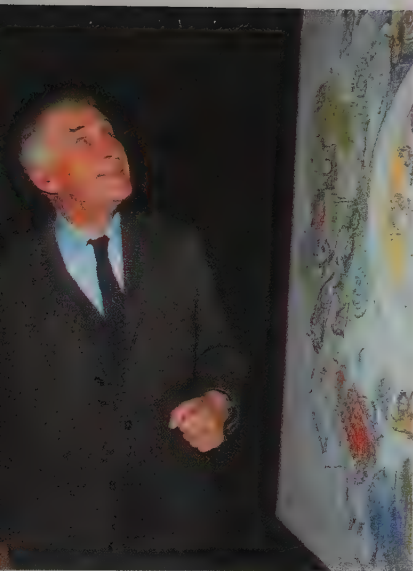
Une volonté de prestige culturel. En nommant le 9 janvier 1959 l'écrivain André Malraux, ministre d'État chargé des Affaires culturelles, poste qu'il conservera jusqu'en avril 1969 et qui vaut à son titulaire de siéger au Conseil des ministres à la droite du chef de l'État, le général de Gaulle innove. Dans l'histoire française, le domaine culturel a été jusqu'alors géré par un simple service ou par un sous-secrétariat d'État dépendant du ministère de l'Éducation nationale. En en faisant un ministère d'État, le président de la République démontre qu'il entend marquer sa présidence par une politique de prestige culturel, comme cela a été le cas de toutes les grandes périodes de l'histoire nationale, et il compte pour y parvenir sur l'imagination d'un écrivain visionnaire passionné d'art.

Pour André Malraux, la culture doit jouer pour les sociétés modernes le rôle des religions dans les sociétés anciennes. Il fait le constat d'un changement absolu de civilisation, la pensée scientifique ayant évincé la religion et la machine, procurant à l'homme du temps libre mais risquant de l'asservir en lui proposant des loisirs médiocres guidés par la seule volonté de profit de ceux qui les créent. Aussi entend-il opposer à cette sous-culture diffusée par les médias les richesses léguées à l'humanité par l'art sous toutes ses formes, qu'elle émane du patrimoine national ou de celui des cultures étrangères. C'est pourquoi il juge essentiel de « démocratiser la culture » en la proposant à chacun des citoyens et non en la réservant à la seule bourgeoisie. Refusant tout art officiel, la « culture pour tous » de l'U.R.S.S. (voir chapitre 2), il entend simplement permettre à tout individu qui le souhaite un contact esthé-

tique avec les chefs-d'œuvre, de manière à provoquer une émotion qu'il distingue soigneusement de l'explication de l'œuvre, utile, mais secondaire à ses yeux.

2 La mise en œuvre de la politique culturelle

La politique d'André Malraux est d'abord une politique de restauration et de mise en valeur du patrimoine culturel de la France dans tous les domaines. Elle touche le théâtre avec la transformation en 1959 de l'Odéon en Théâtre de France confié à Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud qu'on inaugure en octobre, en présence du général de Gaulle, avec la pièce de Claudel *Tête d'or*, le peintre André Masson assurant les décors et le compositeur Pierre Boulez achevant la partition d'Honegger. Elle permet aux plus grands artistes plasticiens contemporains de mettre leurs œuvres à la portée du public, les statues de Maillol étant installées aux Tuileries, le peintre Chagall peignant le plafond de l'Opéra, Braque décorant la Faculté des Sciences et Calder la Maison de la culture de Bourges. Les expositions se multiplient, permettant de faire connaître et de confronter les formes d'art les plus diverses. Les rétrospectives du Grand Palais consacrées à Picasso, Matisse ou Léger sont complétées par la présentation des « Trésors de l'Inde » ou des « Chefs-d'œuvre de l'art mexicain ». Les monuments historiques sont restaurés par des lois-programmes permettant d'engager des travaux au Louvre, aux Invalides, à Vincennes, à Versailles, à Fontainebleau, à Chambord, dans les cathédrales de Paris, Reims et Strasbourg cependant qu'une loi étend les mesures de protection des monuments historiques à des ensembles urbains qui deviennent des « secteurs sauvegardés ».



12 Le peintre Marc Chagall présente la maquette du plafond de l'Opéra du palais Garnier

14 La culture dans le monde contemporain

Le temps vide, c'est le monde moderne. Mais ce qu'on a appelé le loisir, c'est-à-dire un temps qui doit être rempli par ce qui amuse, est exactement ce qu'il faut pour ne rien comprendre aux problèmes qui se posent à nous. Bien entendu, il convient que les gens s'amuse et bien entendu que l'on joue ici même ce qui peut amuser tout le monde, nous en serons tous ravis. Mais le problème que notre civilisation nous pose n'est pas du tout celui de l'amusement, c'est que jusqu'alors la signification de la vie était donnée par les grandes religions, et, plus tard, par l'espoir que la science remplacerait les grandes religions, alors qu'aujourd'hui il n'y a plus de signification de l'homme et il n'y a plus de signification du monde, et si le mot Culture a un sens, il est ce qui répond au visage qu'à dans la glace un être humain quand il y regarde ce qui sera son visage de mort. La Culture c'est ce qui répond à l'homme quand il se demande ce qu'il fait sur la terre (...).

Jamais le monde n'a connu des usines du rêve comme le nôtre, jamais le monde n'a connu une pareille puissance d'imaginaire, jamais le monde n'a vu ce déluge d'imbécillité (...). Ces usines si puissantes apportent les moyens du rêve, les pires qui existent, parce que les usines de rêve ne sont pas là pour grandir les hommes, elles sont là très simplement pour gagner de l'argent. Or le rêve le plus efficace pour les billets de théâtre et de cinéma c'est naturellement celui qui fait appel aux éléments les plus profonds, les plus organiques, et pour tout dire les plus terribles de l'être humain et,



13 Statues de Maillol dans les jardins des Tuileries. Cette installation illustre la volonté de mettre l'art dans la vie quotidienne des Français

avant tout, bien entendu, le sexe, le sang et la mort. Il est indispensable aujourd'hui que, sur le monde entier, en face des immenses puissances de rêve qui contribuent à écraser les hommes, soit donnée à tous la seule possibilité de combat aussi forte que celle des ténèbres, c'est-à-dire ce que les hommes ont fait depuis toujours.

André Malraux, Discours prononcé à l'occasion de l'inauguration de la Maison de la culture d'Amiens, 19 mars 1966.

15 Les maisons de la culture

1. Si noble ou si usé que soit le mot démocratie, il n'y a qu'une culture démocratique qui compte et cela veut dire quelque chose de très simple. Cela veut dire qu'il faut que, par ces Maisons de la culture qui, dans chaque département français, diffuseront ce que nous essayons de faire à Paris, n'importe quel enfant de seize ans, si pauvre soit-il, puisse avoir un véritable contact avec son patrimoine national et avec la gloire de l'esprit de l'humanité.

André Malraux, Discours à l'Assemblée nationale, 18 novembre 1959.

2. La Maison de la culture est en train de devenir – la religion en moins – la cathédrale, c'est-à-dire le lieu où les gens se rencontrent pour rencontrer ce qu'il y a de meilleur en eux. Comprendons bien que chaque fois que nous faisons, dans une ville moyenne, une Maison de la culture, nous changeons quelque chose d'absolument capital en France.

André Malraux, Discours à l'Assemblée nationale, 28 octobre 1966.

3. Aux méthodes démocratiques vous semblez préférer celles du despotisme éclairé. Vos projets de maisons de la culture relèvent du même état d'esprit : le directeur de chaque Maison sera désigné ou agréé par vous, le montant de la subvention dépendra de votre accord sur les programmes. Il semble donc – ce n'est pas, je crois, vous faire un procès d'intention – que vous voulez créer un instrument culturel pour la propagande du régime. La gestion des Maisons de la culture sera non démocratique, mais autoritaire comme celle de tous les organismes de votre régime. Vous instituez ainsi une sorte de paternalisme culturel apportant au peuple la culture comme un simple héritage.

Roger Garaudy, député communiste, Intervention à l'Assemblée nationale, 9 décembre 1959.

Analyser

Documents 12 et 13. Quelle volonté de politique culturelle les scènes représentées sur ces 2 photographies traduisent-elles ?

Document 14. Comment Malraux distingue-t-il la culture des loisirs ? Quel jugement porte-t-il sur les formes de loisirs diffusées par les grands moyens de communication ? Quel rôle assigne-t-il à la culture ?

Document 15. Comment Malraux conçoit-il une culture démocratique ? Quelle fonction assigne-t-il aux Maisons de la culture ? Quelles critiques adresse le député communiste Roger Garaudy à l'organisation de celles-ci ?

Dans le domaine de la musique, complètement négligé ("On ne m'a pas attendu pour ne rien faire pour la musique", déclare avec humour Malraux), un plan de dix ans concerne la formation, la création ou la diffusion des œuvres...

Les Maisons de la culture sont les moyens privilégiés de la politique culturelle de Malraux. La grande ambition du ministre est de « démocratiser » la culture en permettant à tous ceux qui le souhaitent d'avoir un accès direct aux chefs-d'œuvre. Pour y parvenir, il crée un réseau de Maisons de la culture dont l'objet est de parvenir à décentraliser celle-ci, à rapprocher l'œuvre du public en mettant fin au quasi-monopole de Paris et de quelques

grandes villes de province. Il s'agit dans son esprit de faire des Maisons de la culture les "cathédrales des temps modernes", un "lieu où les gens se rencontrent pour rencontrer ce qu'il y a de meilleur en eux", afin d'éviter que la culture ne soit cantonnée dans des lieux jugés plus élitistes et, à l'époque, peu fréquentés, les musées, les monuments historiques, les théâtres...

Si l'action d'André Malraux n'a pas porté dans tous les domaines les fruits qu'il en espérait (les Maisons de la culture faisant figure à la fin des années soixante de lieux de contestation politique), il est incontestable qu'il a donné un élan considérable à la politique culturelle de la France qui n'a cessé de se développer depuis.

D. L'usure de la République gaullienne (1965-1969)

Après les déconvenues électorales de 1965 et de 1967, la crise de mai-juin 1968 témoigne de l'usure de la République gaullienne. Malgré les élections victorieuses de juin 1968 et la tentative de relance par la participation, le général de Gaulle, désavoué par le référendum d'avril 1969, donne sa démission.

① Les déceptions électorales (1965-1967)

En décembre 1965, le général de Gaulle n'est réélu président de la République qu'au second tour de scrutin. Ces premières élections présidentielles au suffrage universel sont marquées par le rôle prépondérant de la télévision qui fait connaître à l'opinion les deux principaux adversaires du général de Gaulle, François Mitterrand, candidat unique de la gauche, et Jean Lecanuet, derrière qui se rassemble le centre d'opposition (anciens démocrates-chrétiens du M.R.P., des modérés du Centre national des indépendants, des libéraux). Par ailleurs, la publication répétée des sondages d'opinion fait apparaître l'effritement de l'audience du général de Gaulle au profit de ses deux concurrents. De fait, le chef de l'État est mis en ballottage au premier tour et il ne l'emporte qu'au second sur François Mitterrand. Le prestige du président de la République est atteint.

Les élections législatives de 1967 portent un nouveau coup à la majorité gaulliste. Majorité et opposition préparent avec soin ces élections. Devenu Union des démocrates V^e République (U.D. V^e), le parti gaulliste, dirigé par Georges Pompidou, impose une candidature unique de la majorité à ses alliés républicains indépendants. De leur côté, François Mitterrand et Jean Lecanuet organisent les forces qui les ont soutenus en vue

des élections. Le premier rassemble radicaux, socialistes et membres des clubs de gauche dans la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (F.G.D.S.) alors que le second réunit, dans le Centre démocrate, M.R.P. indépendants du C.N.I. et libéraux.

Si, au premier tour, la majorité remporte un net succès en rassemblant 37,7 % des voix, les désistements entre opposants ne permettent aux gaullistes et à leurs alliés de l'emporter au second tour que d'extrême justesse (244 sièges sur 487).

Ces déconvenues électorales affaiblissent la majorité et encouragent les adversaires du gouvernement : syndicats qui déclenchent des grèves contre le freinage des salaires, oppositions politiques qui contestent vivement les orientations du chef de l'État. Enfin, elles provoquent réserves et malaise au sein même de la majorité. Il existe un décalage croissant entre la politique du pouvoir et les attentes de l'opinion.

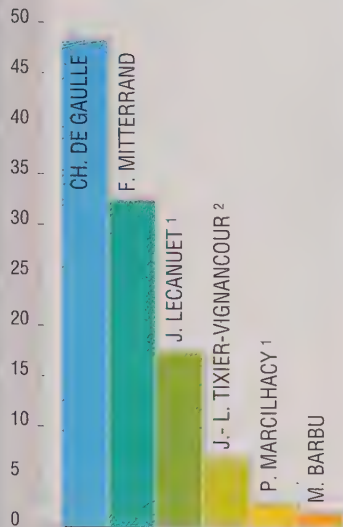
Lorsque le général de Gaulle condamne unilatéralement Israël après le déclenchement de la "guerre des Six Jours" (voir chap. 10), en juin 1967, il heurte une partie de l'opinion publique. Lorsqu'en juillet 1967, effectuant un voyage au Québec, il s'écrit : "Vive le Québec libre !", apportant ainsi son appui aux indépendantistes et ouvrant une crise avec l'État canadien, Valéry Giscard d'Estaing dénonce en termes vifs l'"exercice solitaire du pouvoir".



16 La nouveauté des élections présidentielles de 1965 : les candidats apparaissent à la télévision

PREMIER TOUR

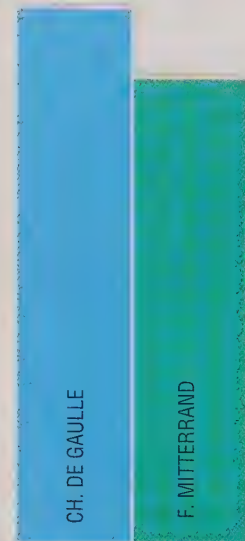
% des suffrages exprimés



1. Centre d'opposition
2. Extrême-droite

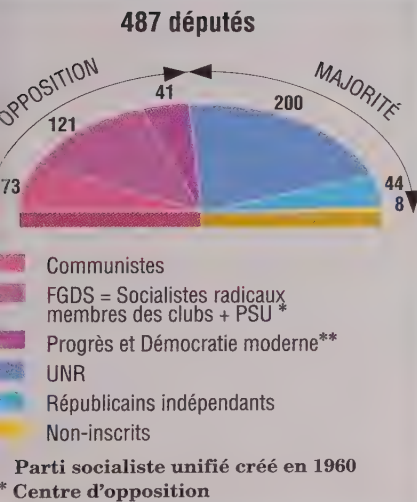
SECOND TOUR

% des suffrages exprimés



La loi n'autorise à se maintenir au second tour que les deux candidats arrivés en tête au premier tour

18 Les élections présidentielles de 1965



17 La composition de l'Assemblée nationale (mars 1967)

19 De Gaulle au Québec en juillet 1967

(...) Si vous saviez quelle confiance la France (...) porte vers vous, si vous saviez quelle affection elle commence à ressentir pour les Français du Canada et si vous saviez à quel point elle se sent obligée à concourir à votre marche en avant, à votre progrès (...). La France entière sait, voit, entend, ce qui se passe ici et je puis vous dire qu'elle en vaudra mieux (...).

Vive Montréal ! Vive le Québec ! Vive le Québec libre !

Vive le Canada français et vive la France !



Analyser

Document 16. En quoi l'apparition à la télévision d'un candidat de l'opposition bouleverse-t-elle les habitudes des Français ? Quelles conséquences l'apparition de rivaux du général de Gaulle à la télévision a-t-elle sur l'opinion publique ? Pourquoi ?

Document 17. Combien de députés se réclament de la majorité ? de l'opposition ? Que constatez-vous ?

Document 18. Relevez le pourcentage de voix obtenues par chacun des candidats au premier tour. Quelle tendance de l'opinion représente chacun d'eux ? En observant les résultats du second tour, expliquez pourquoi cette élection est un échec relatif pour de Gaulle.

Document 19. Quel parti encourage de Gaulle à travers son discours ?

2 La crise de mai-juin 1968

La crise débute par l'agitation des étudiants (2-12 mai). Elle n'est que la manifestation, en France, d'un mouvement international concernant l'ensemble des pays industriels. La jeunesse intellectuelle y rejette la "société de consommation" qui laisse croupir dans la misère une grande partie du monde et une fraction de sa propre population.

En France, le mouvement naît dans les universités, à l'initiative d'étudiants "gauchistes", et se propage en raison du malaise de la communauté étudiante : salles de cours surchargées, réforme des études à base de sélections multiples, inquiétude sur les débouchés professionnels. Il dégénère dans les premiers jours de mai en émeutes et batailles de rues à Paris.

Du 13 au 27 mai, la "phase sociale" du mouvement prend le pas sur l'agitation étudiante. Le 13 mai a lieu à Paris une grève générale de solidarité avec les étudiants, organisée par les syndicats et les partis de gauche. À partir de cette date, des grèves avec occupation des locaux gagnent tout le pays. Les grévistes émettent des revendications multiples traduisant les aspirations, souvent confuses, des participants et que les syndicats s'efforcent tant bien que mal d'exprimer. Si la C.G.T., proche du P.C., réclame surtout des augmentations de salaires, la C.F.D.T. (Confédération française démocratique du travail, syndicat issu en 1964 de la laïcisation de la centrale chrétienne C.F.T.C.) insiste sur une profonde modification des structures sociales.

Le 27 mai, patronat et syndicats concluent, sous l'arbitrage du Premier ministre Pompidou, les **accords de Grenelle** : augmentation de salaires, diminution du temps de travail, droit syndical dans l'entreprise. Mais les grévistes les rejettent.

Du 27 mai au 3 juin, la crise devient politique. L'impuissance du gouvernement à résoudre la crise paraît ouvrir sa succession. Le 27 mai, étudiants et syndicats réclament, au stade Charléty, de profondes réformes de la société. Le 28 mai, François Mitterrand propose la formation d'un gouvernement provisoire dirigé par Pierre Mendès France et se déclare candidat à la présidence de la République. Le 29 mai se produit un véritable coup de théâtre : la disparition du général de Gaulle (qui s'est, en fait, rendu à Baden-Baden auprès du général Massu). Le 30, le chef de l'État reprend en main la situation : il annonce la dissolution de l'Assemblée et fait appel à l'action civique des Français. Le soir même, plusieurs centaines de milliers de personnes manifestent aux Champs-Élysées leur soutien à de Gaulle. Grèves et occupations cessent progressivement durant le mois de juin pendant que les partis préparent les élections.

3 Tentative de relance du régime et démission du général de Gaulle (juin 1968-avril 1969)

Les élections des 23 et 30 juin 1968 sont des "élections de la peur". Épouvantés par les aspects révolutionnaires de la crise de mai, les électeurs votent massivement pour les candidats gaullistes rassemblés dans l'**Union pour la défense de la République** (U.D.R.). Au second tour, ce parti recueille la majorité absolue des sièges (294 sur 485), les trois quarts en comptant ses alliés républicains indépendants.

Le général de Gaulle décide de répondre à la crise par une relance sur le thème de la participation. Au vif mécontentement de nombreux députés U.D.R., qui ont vu dans le Premier ministre le chef de la majorité durant la crise, le chef de l'État se sépare de Georges Pompidou et nomme à sa place Maurice Couve de Murville. Le ministre de l'Éducation nationale Edgar Faure fait voter en octobre 1968, par une majorité réticente, une **loi d'orientation pour les universités** qui établit l'autonomie des universités et leur gestion par le personnel et les étudiants.

De son côté, Jean-Marcel Jeanneney prépare une **réforme régionale** fondée sur la décentralisation et la participation à la gestion des régions des forces économiques, sociales et culturelles. Mais la réforme suppose une révision de la Constitution, car la composition du Sénat s'en trouve modifiée. C'est pour mettre en œuvre cette révision que le général de Gaulle propose un référendum en avril 1969.

La conjonction des oppositions entraîne l'échec du référendum et la démission du général de Gaulle, le 28 avril 1969. Ce dernier doit en effet affronter le mécontentement de la gauche politique et syndicale, exaspérée par le rejet de revendications salariales en mars 1969. Mais surtout, il rencontre l'opposition d'une partie de ses appuis traditionnels (milieux d'affaires qui auraient souhaité une dévaluation permettant de rattraper les hausses de salaires consenties en 1968, mais que le Général repousse ; centristes et notables opposés à la réforme du Sénat, rassemblés derrière le président de celui-ci, Alain Poher ; membres de l'U.D.R. hostiles à la participation ; partisans de Valéry Giscard d'Estaing qui appelle à voter "non").

De plus, la crainte du vide politique que le départ du général de Gaulle provoquerait n'existe plus : en effet, Pompidou a fait savoir qu'il serait candidat à une éventuelle élection présidentielle. Le 27 avril 1969, le "non" l'ayant emporté au référendum par 53,2 % des suffrages exprimés, le général de Gaulle démissionne le lendemain et se retire de la vie politique, gardant le silence jusqu'à sa mort le 9 novembre 1970.



20 Mai 1968 à Paris

Boulevard Saint-Michel, barricades de pavés et voitures incendiées.



21 30 mai 1968

Pour soutenir l'action du général de Gaulle, ses partisans manifestent place de la Concorde.

22 Un pouvoir de rechange ?

Je verse au grand débat qui occupe les Français les réflexions suivantes :

1. Il va de soi que les républicains diront non au référendum-pébiscite¹. Mais le référendum n'étant lui-même qu'un subterfuge, il convient dès maintenant de constater la vacance du pouvoir et d'organiser la succession.

2. Le départ du général de Gaulle (...) provoquera naturellement la disparition du Premier ministre et de son gouvernement. Dans cette hypothèse, je propose qu'un gouvernement provisoire de gestion soit aussitôt mis en place.

3. Sa durée sera limitée, pour le moins, à l'élection du nouveau Président de la République qui aura lieu dans le courant du mois juillet.

4. L'un des premiers actes du président de la République sera de dissoudre l'Assemblée nationale (...).

5. Qui formera le gouvernement provisoire ?

S'il le faut, j'assumerai cette responsabilité. Mais d'autres que moi peuvent légitimement y prétendre. Je pense d'abord à M. Pierre Mendès France.

- Et qui sera président de la République ? Le suffrage universel le dira. Mais, d'ores et déjà, je vous l'annonce (...) : je suis candidat.

François Mitterrand, Conférence de presse du 28 mai 1968.

1. Proposé par le général de Gaulle le 24 mai, il n'aura pas lieu.

24 La participation

(...) Il s'agit d'accomplir la vaste mutation sociale qui, seule, peut nous mettre en état d'équilibre humain et qu'appelle, d'instinct, notre jeunesse. Il s'agit que l'homme, bien qu'il soit pris dans les engrenages de la société mécanique, voie sa condition assurée, qu'il garde sa dignité, qu'il exerce sa responsabilité. Il s'agit que, dans chacune de nos activités, par exemple une entreprise ou une université, chacun de ceux qui en font partie soit directement associé à la façon dont elle marche, aux résultats qu'elle obtient, aux services qu'elle rend à l'ensemble national. Bref, il s'agit que la participation devienne la règle et le ressort d'une France renouvelée.

Ch. de Gaulle, allocution radiodiffusée et télévisée prononcée au palais de l'Élysée, 29 juin 1968.

25 Pierre Mendès France dit "non" à de Gaulle

(...) Le président de la République nous l'a dit clairement, ce qu'il nous demande d'approuver le 27, c'est l'ensemble de sa politique : sa politique économique de déplanification, sa politique désordonnée dans le domaine des finances et de la monnaie, sa politique fiscale de classe, sa ou ses politiques étrangères qui n'aboutissent qu'à l'isolement de la France. C'est ce qu'il a appelé la question de confiance.

Sous la IV^e République, les députés prenaient le prétexte de débats quelconques

pour provoquer une crise ministérielle, de même des gouvernements posaient la question de confiance sur des sujets très particuliers pour essayer de se faire prôner une confiance défaillante. Nous avons tous dénoncé ces pratiques (...). Et voici que (de Gaulle) ranime des procédés détestables en prenant prétexte d'un projet de loi très technique pour demander au pays de renouveler ou plutôt d'élargir encore son mandat ou même de lui donner un blanc-seing (...). Je voterai "non" contre les pseudo-réformes et "non" contre la confiance (...).

Déclaration faite à Grenoble le 23 avril 1969.

Analyser

Document 20. Décrivez la scène représentée. En vous référant au cours, donnez-en l'explication.

Document 21. Quels sont les symboles et les banderoles brandis par les manifestants ? Quel est le but de cette manifestation ?

Document 22. Qui est l'auteur de ce texte ? Que savez-vous de son passé politique ? Quel processus propose-t-il pour assurer la succession du régime ? Qui propose-t-il pour occuper les postes essentiels de l'État ?

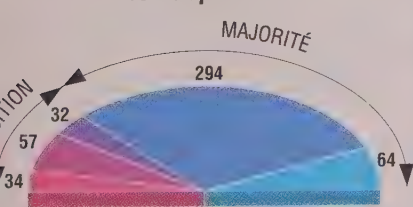
Document 23. Par rapport aux élections de 1967 (doc. 17), quels partis ont enregistré des gains ? des pertes ? Combien de députés se réclament de la majorité ? de l'opposition ? Que constatez-vous ?

Document 24. Comment de Gaulle définit-il la participation ? À quels domaines entend-il l'appliquer ? Quel rôle lui donne-t-il ?

Document 25. En vous aidant du cours, expliquez les reproches faits par Mendès France au général de Gaulle. Quelle critique fait-il du référendum du 27 avril 1969 ? Analysez quelles peuvent être les autres causes du vote négatif à la question posée.

481 députés

MAJORITÉ



Communistes

FGDS

Progrès et Démocratie moderne

UDR

Républicains indépendants

23 La composition de l'Assemblée nationale (juin 1968)

idées

A. La croissance économique

- Quels sont les facteurs explicatifs de la croissance française des années 1958-1973 ? Quels sont les secteurs qui ont le plus profité de cette croissance ?
- Quels sont les différents problèmes qui résultent de la croissance française et la fragilisent ?

B. Décolonisation et indépendance nationale

- Pourquoi le général de Gaulle a-t-il poursuivi la décolonisation commencée sous la IV^e République ? En dehors de l'Algérie, quel est le domaine géographique concerné ? Comment se déroule le processus ?
- Par quel moyen le général de Gaulle pense-t-il assurer l'indépendance de la France ? Quel est l'État dont il redoute la tutelle ? Comment tente-t-il de s'affranchir de cette tutelle ?
- Quelle est l'originalité de la politique européenne du général de Gaulle ? Sur quelle base est-elle fondée ? A-t-elle réussi ?

Approfondissement L

C. Une politique de la culture

- Quels sont les principes sur lesquels repose la politique culturelle du général de Gaulle ? Comment a-t-elle été mise en œuvre ?

D. L'usure de la République gaullienne (1964-1969)

- Montrez comment et pourquoi les élections présidentielles de 1965 et les législatives de 1967 ont constitué des signes de l'usure du pouvoir.
- Quelles sont les trois phases de la crise de 1968 ? Quelles sont les causes de sa naissance ? Comment et pourquoi la crise devient-elle politique ?
- Quel est le résultat des élections de juin 1968 ? Comment s'explique-t-il ? N'est-il pas en contradiction avec les intentions du général de Gaulle pour apporter une réponse à la crise ? Expliquez pourquoi. Montrez quels sont les facteurs qui rendent compte de l'échec du général de Gaulle au référendum d'avril 1969.

mots clefs

Communauté

Cadre institutionnel réunissant la nation française et les anciennes colonies qui le souhaitent et au sein duquel chaque État a son autonomie. Née en 1958, la Communauté prend fin en 1960.

Croissance

Hausse du Produit intérieur brut.

D.A.T.A.R.

Délégation à l'aménagement du territoire créée en 1963 pour harmoniser sur l'ensemble du territoire les effets de la croissance.

Europe supranationale

Organisation européenne fondée sur l'existence d'autorités supérieures aux États nationaux.

Gauchisme

Tendance de l'opinion publique caractérisée par l'extrémisme de gauche.

Indépendance nationale

Politique mise en œuvre par de Gaulle visant à préserver l'indépendance de la France par rapport à la prépondérance américaine (défense, affaires étrangères, système monétaire) et dans le cadre européen ("Europe des patries").

Inflation

Augmentation générale des prix.

Participation

Doctrin politique exprimée par les gaullistes et permettant, dans tous les domaines, à la population d'être partie prenante dans les décisions qui la concernent (étudiants dans les universités, organisations représentatives dans les régions). Une variante économique en est la participation des salariés au capital de l'entreprise.

Stabilisation économique

Politique de ralentissement de la croissance.

dates

1959 : le général de Gaulle est élu président de la République.

1960 : explosion de la première bombe atomique française. Indépendance des colonies d'Afrique noire.

1962 : indépendance de l'Algérie. Référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel. Victoire des gaullistes aux élections législatives.

1965 : de Gaulle élu président de la République au suffrage universel.

1966 : la France quitte l'O.T.A.N. Discours de Phnom-Penh.

1967 : élections législatives : la majorité l'emporte de justesse. Déclaration sur Israël et voyage au Québec.

1968 : crise de mai-juin. Écrasante victoire électorale des gaullistes.

avr. 1969 : résultats négatifs du référendum et démission du général de Gaulle.

nov. 1970 : mort du général de Gaulle.

COMMENTAIRE DE TEXTE

sujet

Tract du "Mouvement du 22 mars"

Le mouvement de Nanterre est nettement politisé (...), il a mis en avant des thèmes non syndicaux tels que "non à la répression policière, Université critique, droit à l'expression politique et à l'action politique dans la Faculté". Du même coup, il s'est révélé minoritaire et, conscients de ce fait, plusieurs orateurs ont dénoncé les illusions du mot d'ordre "défense des intérêts communs de tous les étudiants". À Nanterre, il est clair que beaucoup acceptent les études supérieures comme initiation à la direction des affaires (...).

Les actions menées ont accéléré la prise de conscience de certains : plutôt que de "provocations", il s'agissait d'obliger l'autoritarisme latent à se manifester (cf. les cars de C.R.S. prêts à intervenir) en montrant le vrai visage des "dialogues" proposés. Dès que certains problèmes apparaissent, le dialogue cède la place à la matraque. Il faut insister sur la nouveauté du mouvement déclenché (...). Nous sommes résolus à éviter les récupérations par un groupe politique particulier, comme par l'administration et les étudiants libéraux, adeptes du "dialogue" et de la contestation en salle close (...). De nouveaux problèmes ont été soulevés, en particulier celui d'un refus plus direct et efficace de l'Université de classe, d'une dénonciation d'un savoir neutre et objectif (...), d'une interrogation sur la place objective que nous sommes destinés à occuper dans la division du travail actuelle, d'une jonction avec les travailleurs en lutte, etc. (...) Nous espérons, en diffusant ce bulletin, contribuer tant soit peu à l'extension à d'autres facultés de l'agitation étudiante, afin que, comme

en Allemagne, la critique de l'Université puisse déboucher sur une action politique radicale et permanente dans le cadre de l'Université critique.

questions

1. Présentez brièvement la nature et les auteurs du document proposé.
2. Dégagez les principaux thèmes de ce document.
3. Quels objectifs les rédacteurs du texte assignent-ils au mouvement du 22 mars ?
4. Quelle stratégie définissent-ils pour parvenir à ces objectifs ?
5. Que pensent-ils du dialogue avec l'administration universitaire ?
6. Concluez en montrant le rôle de ce groupe et des idées qu'il défend sur les événements de Mai 1968.

corrigé

Introduction

Le "Mouvement du 22 mars" est né à Nanterre parmi les étudiants qui ont occupé ce jour-là la salle du Conseil de la nouvelle Faculté des Lettres. Formé d'étudiants d'extrême gauche, il est inspiré par Daniel Cohn-Bendit, étudiant en sociologie, qui a suivi avec intérêt le mouvement de contestation étudiante qui a gagné les universités allemandes. Le document permet de dégager trois thèmes.

Développement

1. Les objectifs : un mouvement politique et non syndical

- Le refus de cantonner l'action engagée aux revendications étudiantes (1^{er} paragraphe) s'explique par le fait que la majorité des étudiants voient dans le mouvement la possibilité de faire aboutir leurs doléances (amphithéâtres surchargés, manque de contacts entre enseignants et étudiants, rejet des cours magistraux). Or le mouvement du 22 mars rejette nettement cette perspective.

- La volonté politique est nettement affirmée dans les premier et dernier paragraphes : il s'agit de se servir de l'université comme d'une base révolutionnaire, dont l'agitation débouchera sur une "action politique radicale" permettant de remettre en cause les struc-

tures de la société, de préparer le grand bouleversement social dont rêvent des révolutionnaires qui rejettent la société de consommation.

2. La stratégie des rédacteurs

- Il s'agit d'abord d'inviter les étudiants à réfléchir sur le rôle qui leur est assigné dans la société capitaliste (3^e paragraphe). Dénonçant les étudiants qui conçoivent leurs études comme l'antichambre d'un rôle de cadres dans la société, ils attendent (fin du paragraphe) des discussions dans l'Université une prise de conscience du rôle que jouerait en réalité celle-ci comme dispensatrice d'une forme de savoir préparant les étudiants à exploiter les travailleurs au bénéfice des riches. Le but est d'aboutir au rejet par les étudiants de cette situation et de les amener à appuyer les "travailleurs en lutte".

- Pour passer de cette prise de conscience à l'action révolutionnaire, les militants du "Mouvement du 22 mars" entendent montrer aux étudiants le caractère oppressif de la société en poussant les autorités à pratiquer la répression, donc à se démasquer (2^e paragraphe). D'où la multiplication d'actions délibérément violentes, mais pour lesquelles ils refusent la dénomination de "provocations" puisqu'elles ont, à leur avis, une vertu pédagogique.

3. Le refus du dialogue

Il est affirmé au début du 3^e paragraphe. Étudiants révolutionnaires décidés à remettre en cause la société, les adhérents

du "Mouvement du 22 mars" redoutent par dessus tout que s'ouvre un dialogue avec l'administration. Celui-ci ne pourrait aboutir en effet qu'à la prise en compte par les autorités de revendications strictement universitaires et corporatives qui, si elles étaient satisfaites, démobiliseraient la majorité des étudiants. C'est la raison pour laquelle ils rejeteront la loi d'orientation de 1968 concernant l'Université.

Conclusion

Le mouvement étudiant de Mai 1968 apparaît, à la lumière de ce texte, constitué de deux strates très différentes. D'une part, un groupe très minoritaire d'étudiants révolutionnaires, anarchistes ou trotskistes rêvant de renverser la société bourgeoise et de se servir de l'université comme base de départ d'un vaste mouvement révolutionnaire. D'autre part, une majorité d'étudiants qui s'inquiètent de leur avenir, de leurs débouchés et qui dénoncent les conditions difficiles dans lesquelles ils font leurs études et l'inadaptation de certaines formes d'enseignement. C'est la conjonction de ces deux groupes aux objectifs très différents qui fait la force du mouvement étudiant de 1968. Mais c'est aussi cette conjonction qui explique son caractère éphémère : la grande masse des étudiants n'est nullement prête à participer à un processus révolutionnaire.

La crise de Mai 1968

La phase étudiante



■ 22 mars 1968 : occupation par les étudiants "gauchistes" de la salle du Conseil de la Faculté des Lettres de Nanterre.

■ 2 mai : fermeture de l'Université de Nanterre.

■ 3 mai : intervention de la police à la Sorbonne – Nuit d'émeute.

■ 6 et 7 mai : cortèges étudiants dans Paris.

■ 10 mai : nuit des barricades.

27 Le combat des étudiants gauchistes

Les journaux parlent des "enragés", d'une jeunesse dorée qui tromperait son oisiveté en se livrant à la violence et au vandalisme. Non ! Nous nous battons (des blessés, des emprisonnés, 527 arrestations, le conseil de discipline pour six camarades, des menaces d'extradition, des amendes) parce que nous refusons de devenir des professeurs au service de la sélection dans l'enseignement dont les enfants de la classe ouvrière font les frais ; des sociologues fabricants de slogans pour les campagnes électorales gouvernementales ; des psychologues chargés de faire "fonctionner" les équipes de travailleurs selon les intérêts des patrons ; des scientifiques dont le travail de recherche sera utilisé selon les intérêts exclusifs de l'économie de profit.

Nous refusons cet avenir de "chiens de garde". Nous refusons les cours qui apprennent à le devenir. Nous refusons les examens et les titres qui récompensent ceux qui ont accepté d'entrer dans le système. Nous refusons d'être recrutés par ces "mafias". Nous refusons d'améliorer l'Université bourgeoise. Nous voulons la transformer radicalement afin que, désormais, elle forme des intellectuels qui luttent aux côtés des travailleurs et non contre eux.

Tract du "Mouvement du 22 mars", 4 mai 1968.

26 Mai 68 : la Sorbonne occupée par les étudiants



28 Mai 68 : les usines Renault en grève

La phase sociale

- 14 mai : grève à l'usine Sud-Aviation de Nantes.
- 16 mai : grève aux usines Renault de Billancourt.
- 21-22 mai : extension des grèves dans tout le pays.
- 25-27 mai : conférence et accords de Grenelle.
- 27 mai : les grévistes des usines Renault rejettent les accords de Grenelle.

29 Le désir des réformes de structure

Le mouvement lancé par les étudiants nous fait tous respirer à pleins poumons un vent de libération que nous ne connaissions plus. L'impossibilité de faire aboutir les revendications porteuses d'avenir, les refus réitérés du patronat aux demandes de négociations, le mépris du pouvoir politique pour les organisations syndicales avaient progressivement chargé l'atmosphère et fait monter la pression. Il n'est pas étonnant que le vent souffle fort et il ne faut pas s'en émouvoir, il faut même s'en réjouir (...). Au-delà de la satisfaction des besoins immédiats, c'est toute une insatisfaction qui fait spontanément ou progressivement surface, quelque enfouie qu'elle ait pu être, et qui concerne l'épanouissement dans le travail, la participation à une création collective, le sens du travail en équipe, la conscience d'une situation commune à tous les travailleurs, le désir d'être informé, de participer aux décisions.

Communiqué des cadres mineurs de la C.E.D.T.



30 30 mai 1968 : à l'appel du général de Gaulle, les gaullistes manifestent sur les Champs-Élysées

prépabac

À partir des documents, montrez quelles sont les phases de la crise de mai-juin 1968 et les problèmes qu'elle révèle en répondant aux questions suivantes :

1. Quelle est la nature des documents 27, 29, 31 ? Quels en sont les auteurs ? De quelles phases de la crise relèvent-ils chacun ?
2. Quelles sont les revendications et les objectifs du Mouvement du 22 mars ? Quelle est leur inspiration politique ?
3. Que savez-vous de l'organisation qui a rédigé le document 27 ? Comment ce

La phase politique

- 27 mai : meeting du stade Charléty organisé par l'U.N.E.F. et le P.S.U. (en présence de Pierre Mendès France).
- 28 mai : conférence de presse de François Mitterrand qui réclame un gouvernement provisoire sous la présidence de Mendès France et se déclare candidat à la présidence de la République.
- 29 mai : "disparition" du général de Gaulle, qui s'est rendu auprès du général Massu, commandant des forces françaises en Allemagne.
- 30 mai : allocution radiodiffusée du général de Gaulle. Manifestation des gaullistes sur les Champs-Élysées.
- 31 mai : remaniement du gouvernement.

31 30 mai : le général de Gaulle s'adresse aux Français

Françaises, Français,

Étant le détenteur de la légitimité nationale et républicaine. J'ai envisagé depuis vingt-quatre heures toutes les éventualités sans exception qui me permettraient de la maintenir. J'ai pris mes résolutions. Dans les circonstances présentes, je ne me retirerai pas (...). Je ne changerai pas le Premier ministre dont la valeur, la solidité, la capacité, méritent l'hommage de tous (...). Je dissous aujourd'hui l'Assemblée nationale (...). Si (...) cette situation de force se maintient, je devrai, pour maintenir la république, prendre, conformément à la Constitution, d'autres voies que le scrutin immédiat du pays. En tout cas, partout et tout de suite, il faut que s'organise l'action civique (...). La France en effet est menacée de dictature. On veut la contraindre à se résigner à un pouvoir qui s'imposerait dans le désespoir national, lequel pouvoir serait alors évidemment celui du vainqueur, c'est-à-dire celui du communisme totalitaire (...).

document définit-il le climat social de 1968 ? Quelle revendication nouvelle veut-il faire aboutir et quel moyen d'action a été choisi pour y parvenir ?

4. À quel moment de la crise politique se situe le document 31 ? Quelle décision prend de Gaulle ? Quel adversaire désigne-t-il ? Cette accusation vous paraît-elle fondée ? Quel appel de Gaulle lance-t-il aux Français et quel a été son résultat ?

5. Quels problèmes de la vie sociale et politique en France la crise de 1968 révèle-t-elle ?

La V^e République de 1969 à nos jours

Quels sont les problèmes rencontrés par les Français depuis 1969 ?
Comment les gouvernements successifs ont-ils tenté d'y faire face ?

sommaire

A. La tentative néo-gaulliste de Georges Pompidou (1969-1974)	258
1. L'élection de G. Pompidou (1969)	258
2. J. Chaban-Delmas et la phase réformatrice (1969-1972)	258
3. P. Messmer et l'ébauche d'une phase conservatrice (1972-1974)	258
B. Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)	260
1. La crise économique en France	260
2. L'élection de V. Giscard d'Estaing et la phase des réformes (1974-1976)	260
3. R. Barre et la lutte contre la crise (1976-1981)	262
C. La tentative de solution socialiste à la crise et son échec (1981-1986)	262
1. L'alternance de 1981	262
2. Le "changement" (1981-1984)	262
3. Le grand tournant des socialistes (1984-1986)	264
D. Une pratique libérale du pouvoir : le temps des alternances (1986-1995)	266
1. La "cohabitation" (1986-1988)	266
2. Le second septennat de F. Mitterrand : peut-on concilier socialisme et économie de marché ? (1988-1993)	266
3. La "seconde cohabitation" (1993-1995)	268
4. Un pays en proie au doute	268
Fiche-bac	270
Sujets de bac	
Commentaire de carte électorale	271

1 François Mitterrand : quelle trace dans l'Histoire ?

Vous avez déjà inscrit dans l'Histoire bien des traces : en politique intérieure par votre victoire elle-même, en politique étrangère – sur la Défense, le Nord-Sud et les Droits de l'homme – en matière de monuments, en matière économique et sociale par les nationalisations et la retraite à 60 ans [...].

En dehors de circonstances dramatiques, nationales ou internationales, qui pourraient révéler l'ampleur de votre rôle, vous pourriez envisager le lancement de plusieurs actions nouvelles susceptibles de laisser des traces supplémentaires : vous pourriez penser à l'Europe politique, à un grand plan de relance mondiale ou au désarmement.

On pourrait penser aussi à développer une action spécifique autour du thème de la civilisation de la ville, qui permettrait de modifier, tant à Paris qu'en province, la qualité de la vie urbaine de façon durable, comme cela fut fait voici cent trente ans.

En matière économique et sociale, deux actions pourraient être d'influence extrêmement durable : changer la condition du travailleur à la chaîne ; inventer le premier système éducatif au monde intégrant les moyens technologiques de demain.

Note de Jacques Attali, 31 janvier 1983, citée in P. Favier,

M. Martin-Rollan, *La Décennie Mitterrand. 1. Les Ruptures*, Paris, Seuil, 1990.

Le malaise
de la société
française face
à la crise :
une manifestation
contre le C.I.P.
en mars 1994



A. La tentative néo-gaulliste de Georges Pompidou (1969-1974)

Élu président de la République en juin 1969, Georges Pompidou poursuit l'action du général de Gaulle, tout en laissant son Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, pratiquer la politique réformatrice de la "nouvelle société". Mais, à partir de 1972, avec Pierre Messmer comme Premier ministre, c'est une politique beaucoup plus conservatrice qui triomphe.

1 L'élection de G. Pompidou (1969)

Élu président de la République en juin 1969, Georges Pompidou place son action sous le signe de "l'ouverture dans la continuité". Ayant fait connaître, dès janvier 1969, son intention de se porter candidat en cas d'élection présidentielle, Georges Pompidou reçoit, après la démission du général de Gaulle, l'appui de l'U.D.R., des républicains indépendants et d'une partie des centristes. Il l'emporte aisément sur une gauche divisée et, au second tour, sur son principal rival, le président du Sénat, Alain Poher.

Durant sa campagne, il a affirmé vouloir pratiquer "l'ouverture dans la continuité". En fait, les éléments de continuité sont les plus frappants : prépondérance du chef de l'État dans les institutions, politique extérieure d'indépendance nationale, recherche de l'expansion économique et du progrès social. Toutefois, le nouveau président entend, par l'ouverture, corriger les pratiques qui ont conduit son prédécesseur à l'échec de 1969 : il définit ainsi un néo-gaullisme différent du gaullisme du Général.

2 J. Chaban-Delmas et la phase réformatrice (1969-1972)

L'ouverture est d'abord destinée à rallier centristes et républicains indépendants : dans le gouvernement dirigé par le gaulliste Jacques Chaban-Delmas entrent Valéry Giscard d'Estaing, qui redevient ministre des Finances, et plusieurs centristes qui forment le Centre Démocratie et Progrès. À ces alliés, Georges Pompidou va donner des satisfactions en rompant avec certaines pratiques du général de Gaulle : respect manifesté au Parlement, appui à la politique économique orthodoxe de Valéry Giscard d'Estaing (qui, après avoir dévalué le franc en 1969, se fixe comme règle l'équilibre du budget), ouverture de négociations pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

L'ouverture est aussi marquée par des réformes destinées à répondre aux revendications de mai 1968. Chaban-Delmas annonce la naissance d'une "nouvelle société". Celle-ci est caractérisée par une volonté de libéralisation, de modernisation, de progrès social.

Sur le premier point, la télévision est dotée d'une certaine

autonomie et une réelle liberté est laissée aux journalistes, cependant qu'une réforme régionale, votée en 1972, amorce la décentralisation.

Sur le deuxième point, on encourage la **concentration** des entreprises industrielles françaises dont les capacités d'innovation et d'exportation sont stimulées.

Enfin, sur le plan social, il s'agit d'éviter tensions et crises en favorisant le dialogue entre partenaires sociaux et en répartissant équitablement les bénéfices de la croissance : la **politique contractuelle** instaure des contacts réguliers entre l'État, le patronat et les syndicats ; des contrats de progrès conclus dans les entreprises nationales permettent la participation des salariés aux résultats de la croissance et l'institution du S.M.I.C. (Salaire minimum interprofessionnel de croissance) indexe sur cette dernière le salaire minimum.

Bien accueillie par l'opinion jusqu'en 1971, cette politique est ensuite remise en cause. Si sondages et élections révèlent la popularité du chef de l'État et du Premier ministre, certaines difficultés se font jour dans les rangs de la majorité : les fidèles du général de Gaulle qui se méfient de l'ouverture, tenue pour une trahison de l'héritage gaulliste, les parlementaires U.D.R. hostiles aux mesures de libéralisation prises par le Premier ministre, les républicains indépendants désireux de se démarquer des gaullistes.

Une série de scandales financiers survenus à partir de l'été 1971, puis le demi-échec d'un référendum sur l'élargissement du Marché commun, conduisent le président Pompidou à se séparer du Premier ministre, en juillet 1972, afin de reprendre lui-même les choses en main.

3 P. Messmer et l'ébauche d'une phase conservatrice (1972-1974)

L'opposition s'organise avant les élections législatives de 1973. Le parti socialiste (créé en 1969) a fusionné avec des clubs de gauche et porté à sa tête, au congrès d'Épinay de juin 1971, François Mitterrand. En mai 1972, socialistes et communistes signent un "Programme commun de gouvernement".

Pompidou décide de resserrer autour de lui les rangs de la majorité et infléchit dans un sens plus conservateur la politique du pouvoir. Il nomme Premier ministre un



3 Le président Pompidou en visite officielle au Mans

4 Construire la "nouvelle société"

Nous pouvons (...) entreprendre de construire une nouvelle société (...). Cette nouvelle société, quant à moi, je la vois comme une société prospère, généreuse et libérée. Une société prospère (...) parce que c'est la prospérité qui permet de faire passer le droit dans les faits et le rêve dans la réalité (...). Notre société nouvelle aura tout d'abord le visage de la jeunesse. La vague démographique des vingt-cinq dernières années nous offre une chance unique de rajeunissement (...). Comment refuserions-nous, au nom de principes caducs et en nous accrochant à des structures périmées, d'offrir à notre jeunesse une participation pleine et entière à la construction de l'avenir, de son avenir ?

Mais cette société ne sera vraiment la sienne et du coup pleinement la nôtre que si elle est plus généreuse. C'est sous l'égide de la générosité que je vous propose de placer notre action. Nous devons, par une solidarité renforcée, lutter contre toutes les formes d'inégalité des chances. Nous devons aussi apprendre à mieux respecter la dignité de chacun, admettre les différences et les particularités, rendre la vie aux communautés de base de notre société, humaniser les rapports entre administrations et administrés, en un mot transformer la vie quotidienne de chacun.

Déclaration gouvernementale de Chaban-Delmas à l'Assemblée nationale, le 16 septembre 1969.

6 Pourquoi Pierre Messmer

Après la période de scandales que vient de connaître le pays, Georges Pompidou entend, à tort ou à raison, créer une sorte de choc psychologique, changer complètement de style, mettre en avant un homme dont le profil tranche sur celui du précédent chef de gouvernement. Dans cette perspective, Pierre Messmer lui paraît adapté à la situation. Froid, d'une intégrité proverbiale, d'une allure martiale et quelque peu militaire, cet ancien gouverneur général de la France d'outre-mer lui semble apte, sinon à galvaniser les énergies, du moins à dissiper l'impression déplorable créée par les affaires. Ancien de Bir-Hakeim, compagnon de la Libération, ministre des Armées du général de Gaulle, le nouveau Premier ministre fournit en outre au régime une caution gaulliste non négligeable au moment où certains soutiennent que l'on brade l'héritage (...). On voit bien ce qu'apprécie le plus Georges Pompidou chez Pierre Messmer : un loyalisme total, un sens inné de la discipline (...). Avec ce gaulliste sans états d'âme, plus d'orages à redouter, plus de risques

de conflits (...). Au demeurant, éclairé par l'expérience et las des controverses récentes, le président prend dans l'instant un grand luxe de précautions afin de parer à toute éventualité. Pour être sûr que Matignon ne s'écartera pas de la voie tracée, l'Élysée (...) prend soin tout d'abord de surveiller de près le choix des collaborateurs du nouveau Premier ministre (...).
É. Roussel, Georges Pompidou, J.C. Lattès.

7 1972 : Le préambule du "Programme commun de gouvernement"

En présentant un programme commun de gouvernement, le parti socialiste et le parti communiste français ont conscience d'accomplir un acte politique de grande ampleur. Ils affirment ensemble leur volonté de mettre fin aux incohérences du régime actuel (...). Les perspectives ouvertes par l'union de la gauche et le rassemblement de toutes les forces du peuple, les propositions développées dans ce programme, sont les moyens qui permettront aux Français et aux Françaises de vivre mieux, de changer leur vie. La préoccupation fondamentale du programme est de satisfaire leurs besoins et leurs aspirations. Ce programme est un programme d'action : il constitue un engagement des deux partis l'un à l'égard de l'autre comme à l'égard du pays ; il crée une situation nouvelle permettant d'instaurer une véritable démocratie politique et économique.



5 La composition de l'Assemblée nationale (mars 1973)

Analyser

- Document 3.** En quoi l'attitude de Georges Pompidou le place-t-il dans la continuité du général de Gaulle ?
- Document 4.** Relevez les caractéristiques de la "nouvelle société". En quoi répond-elle aux problèmes posés par la crise de mai 1968 ? Montrez comment elle représente un effort d'adaptation à l'évolution de la société.
- Document 5.** Comparez les résultats des élections de 1973 à ceux de 1968 (doc. 23 p. 251). Quels sont les groupes qui ont progressé ? qui ont régressé ? Comment est constituée la majorité ?
- Document 6.** Quels sont les traits du caractère de Messmer qui expliquent son choix par Pompidou ? Quelles précautions prend le président ? Quelles intentions traduisent-elles ?
- Document 7.** Quel est l'objectif des deux partis engagés ? Que promettent-ils aux Français ?

gaulliste rigoureux, discipliné, peu soucieux de sa popularité dans l'opinion, Pierre Messmer. Ce dernier met fin à la politique d'ouverture de son prédécesseur : l'Assemblée nationale n'est pas convoquée pour entendre le programme du gouvernement ; la radio-télévision perd son autonomie et les journalistes une partie de leur liberté d'expression. Le président organise lui-même la majorité en vue des élections législatives, qui lui apportent un nouveau succès.

La maladie, puis la mort du président Pompidou interrompent la nouvelle politique, mais ses cinq années à l'Élysée ont permis l'enracinement des institutions de la V^e République. Les rumeurs qui circulent sur l'état de santé du président après les élections, confirmées par un certain flottement de la politique du gouvernement, ouvrent une véritable course à la succession. Le président Pompidou meurt le 2 avril 1974.

B. Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)

Élu président de la République en mai 1974, au moment où la France est atteinte par la crise économique, Valéry Giscard d'Estaing, en raison de la dépendance dans laquelle il se trouve vis-à-vis des gaullistes, doit abandonner la politique de réformes qu'il souhaitait mettre en œuvre. De 1976 à 1981, avec Raymond Barre comme Premier ministre, il tente d'appliquer une solution libérale à la crise économique.

1 La crise économique en France

La mort du président Pompidou coïncide avec le début de la crise économique en France. La crise qui atteint le monde fin 1973-début 1974 se marque, en France, par un fort déficit de la balance commerciale dû en partie au niveau élevé des importations de pétrole, par un effort pour limiter les coûteux achats d'hydrocarbures, par une chute des exportations et donc une diminution d'ensemble de l'activité économique. Pour la première fois depuis la fin de la guerre, la production industrielle chute de 10 % en 1975. C'est la fin de la grande période de croissance inaugurée en 1946 ; la France connaît désormais la **stagflation**, c'est-à-dire la stagnation de la production, accompagnée de l'inflation monétaire.

Désormais, tous les gouvernements ont pour préoccupation majeure la lutte contre la crise et se débattent entre les deux écueils de l'inflation et du chômage. À partir de 1974, l'inflation annuelle dépasse les 10 %. Elle entraîne une détérioration de la position économique de la France par rapport à ses concurrents, une hausse du prix des produits français, une perte des marchés extérieurs, un déficit de la balance commerciale, une dépréciation de la monnaie. Mais la lutte contre l'inflation passe par un freinage de l'activité économique qui aggrave le chômage. Celui-ci ne cesse de croître, touchant 420 000 personnes en 1974 et deux millions en octobre 1981. Or, pour lutter contre le chômage, il faut tenter de provoquer une reprise économique, ce qui a pour effet de relancer l'inflation.

2 L'élection de V. Giscard d'Estaing et la phase des réformes (1974-1976)

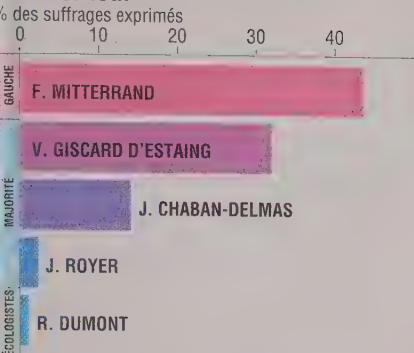
En mai 1974, Valéry Giscard d'Estaing est élu président de la République. La mort de Georges Pompidou fait naître au sein de la majorité une rivalité entre

Jacques Chaban-Delmas, soutenu par l'U.D.R. (Union pour la défense de la République – puis Union des démocrates pour la République – qui a succédé à l'U.D.R. en 1968) et Valéry Giscard d'Estaing, chef de file des républicains indépendants. Grâce à l'appui de ses amis, des centristes, mais aussi de gaullistes, entraînés par Jacques Chirac, hostiles au réformisme de l'ancien Premier ministre, Valéry Giscard d'Estaing l'emporte sur son rival de l'U.D.R. au premier tour. Au second, il est élu président de la République à une courte majorité (50,8 % des voix), devançant François Mitterrand, de nouveau candidat unique de la gauche.

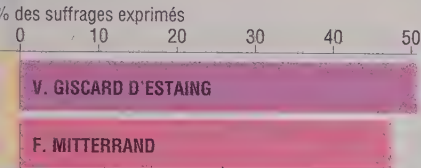
La marge d'action du nouveau président est limitée par la fragilité de sa situation politique. À l'Assemblée nationale, il ne dispose d'une majorité que grâce aux députés U.D.R., dont beaucoup ne lui pardonnent pas d'avoir évincé Jacques Chaban-Delmas. Il ne peut songer à dissoudre l'Assemblée, car les progrès considérables du parti socialiste risqueraient de donner la victoire électorale à la gauche. Il n'a donc d'autre solution que de neutraliser les gaullistes et, pour ce faire, nomme Jacques Chirac Premier ministre. Mettant à profit le désarroi de l'U.D.R., celui-ci en prend la tête en décembre 1974. Sa puissance est désormais considérable et la politique du président dépend de la bonne volonté de son Premier ministre.

Cette fragilité fait avorter la tentative de "libéralisme avancé". Valéry Giscard d'Estaing, qui a promis aux Français une "ère nouvelle", souhaite donner à son septennat une coloration moderne et libérale, contrastant avec la rigueur un peu compassée des présidences antérieures. Dans ce but sont prises des réformes qui modifient le visage de la société française : la majorité électorale et civile est abaissée à 18 ans, un secrétariat d'État à la Condition féminine est créé, une loi dépénalise l'avortement, le divorce est facilité.

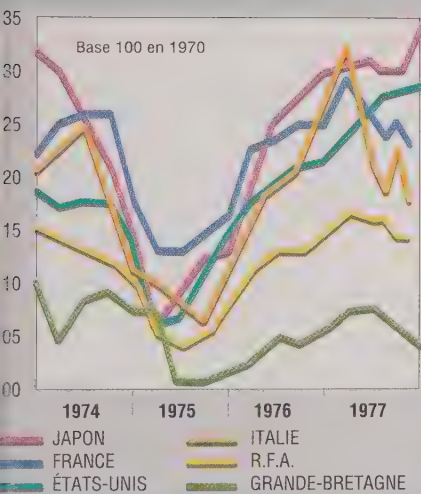
Premier tour



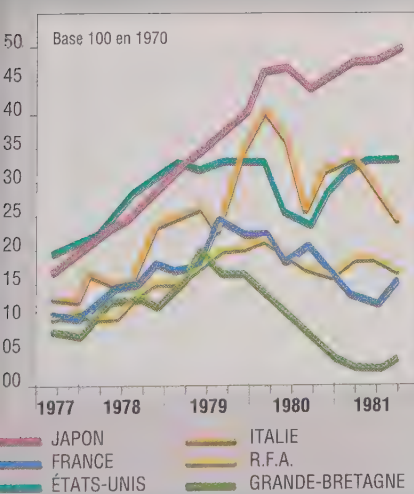
Deuxième tour



Les élections présidentielles de mai 1974



Production : la crise de 1975



Production : la rechute (1979-1981)



11 Le Président Giscard d'Estaing et son Premier ministre Jacques Chirac : le risque d'un pouvoir à deux têtes

12 Le taux annuel de croissance en France (1970-1980)

1970-1973	5,8 %
1973	5,4 %
1974	2,8 %
1975	-0,3 %
1976	4,6 %
1977	3,0 %
1978	3,3 %
1979	3,2 %
1980	1,7 %

des dépenses publiques d'équipement, resserrement du crédit, encadrement plus strict de la masse monétaire. D'autres mesures visent à reconstituer les profits : réévaluation partielle des bilans, amortissement dégressif plus favorable, incitation aux souscriptions d'actions (...).

Le Monde, L'année économique et sociale, 1977.

13 Le "plan Barre"

La lutte contre l'inflation constituait le cœur du "plan Barre" du 22 septembre 1976. Il a introduit un "gel" de l'ensemble des prix pendant trois mois, assorti d'un blocage des tarifs publics jusqu'en avril 1977 ; à partir de cette date, la hausse des tarifs sera limitée à 6,5 % (...).

L'abaissement, en janvier 1977, de la TVA, de 20 à 17,6 %, pour un grand nombre de produits a été présenté comme une mesure d'allègement des coûts.

Simultanément, le plan comprime la demande de diverses façons : impôts supplémentaires (sur le revenu, l'essence, les bénéfices, la "vignette", l'alcool), tentative de blocage du pouvoir d'achat en 1977 (mettant en cause les accords antérieurs de politique contractuelle), ralentissement

Analyser

Document 8. Calculez le pourcentage des voix obtenu par la majorité au premier tour. De combien progressent les deux candidats au second tour ?

Documents 9 et 10. Évaluez la chute de la production en France en 1975 puis en 1978-1979. Comparez-la à celle des autres grands pays industriels. Qu'en concluez-vous ?

Document 11. En vous référant au cours, dites quels sont les atouts de Jacques Chirac entre 1974 et 1976 ? Quel risque encourt de ce fait le Président de la République ?

Document 12. Faites la courbe de l'évolution du taux de croissance entre 1970 et 1980 et analysez-la.

Document 13. Relevez les divers aspects du "plan Barre" et montrez comment ils visent à lutter contre l'inflation.

Cette adaptation de la société à l'évolution des mœurs s'accompagne de préoccupations sociales : pour éviter que le poids de la crise ne retombe sur les plus défavorisés, une garantie de ressources d'une année est accordée aux chômeurs, le minimum vieillesse est augmenté, des décisions sont prises en faveur des handicapés...

Cette politique mécontente l'aile conservatrice de la majorité sans satisfaire l'opposition. Si bien que la vague réformiste retombe rapidement pour laisser place aux désaccords de plus en plus vifs entre les gaullistes et les autres composantes de la majorité. En août 1976, le Premier ministre Jacques Chirac donne sa démission avec éclat en raison des divergences qui l'opposent au chef de l'État : celui-ci refuse d'accepter son plan de relance économique et les élections anticipées qu'il propose.

3 R. Barre et la lutte contre la crise (1976-1981)

La nomination de Raymond Barre au poste de Premier ministre traduit la priorité accordée aux objectifs économiques. Professeur d'économie politique, il se veut un technicien, méprisant la "politique politicienne". Son projet consiste à rendre à l'économie française sa compétitivité internationale en luttant contre l'inflation. De cet assainissement, il attend une reprise des exportations, entraînant une relance de la production et, de ce fait, le recul du chômage.

Poursuivie de 1976 à 1981, cette politique se traduit par la mise en œuvre de mesures de caractère libéral :

les entreprises sont affranchies des divers contrôles qui limitaient leur liberté (contrôle des prix, encadrement du crédit...); leur trésorerie se trouve soulagée d'une partie des charges sociales; enfin, l'épargne est encouragée à se diriger vers l'investissement industriel. Mais l'effet social à court terme de ce libéralisme est une poussée du chômage qui fait régner l'inquiétude dans l'opinion.

Les élections de 1978 révèlent l'existence d'un nouveau paysage politique, celui d'une France coupée en quatre. À l'affrontement majorité-opposition se surajoutent à partir de 1976 des désaccords internes aux deux camps. Jacques Chirac, qui transforme fin 1976 l'U.D.R. en Rassemblement pour la République (R.P.R.), ne cesse d'attaquer la politique du gouvernement et le chef de l'État lui-même, défiant celui-ci en se faisant élire maire de Paris en 1977 contre un candidat désigné personnellement par le président de la République. De son côté, Valéry Giscard d'Estaing rassemble les forces qui le soutiennent (radicaux, républicains indépendants et centristes) au sein de l'Union pour la démocratie française (U.D.F.).

La division de la gauche permet à la majorité, malgré sa propre désunion, de remporter les élections de 1978. On s'attendait à ce que les élections législatives de 1978 aboutissent à une victoire de la gauche. Mais en 1977, le parti communiste, constatant que la politique d'union de la gauche favorise surtout le parti socialiste, se met à attaquer vivement celui-ci.

Mais aucun problème n'est résolu et le poids d'un chômage croissant va peser lourd lors du scrutin présidentiel de 1981.

C. La tentative de solution socialiste à la crise et son échec (1981-1986)

Bénéficiaires de l'alternance réalisée en 1981, les socialistes entendent rompre avec vingt-trois ans de pouvoir gaulliste en lançant une politique sociale de lutte contre la crise et en pratiquant de profondes réformes de la société. Devant l'échec économique et les protestations des Français, ils sont conduits à changer de politique en 1983-1984, cherchant désormais à fonder leurs réformes sur un consensus dans l'opinion.

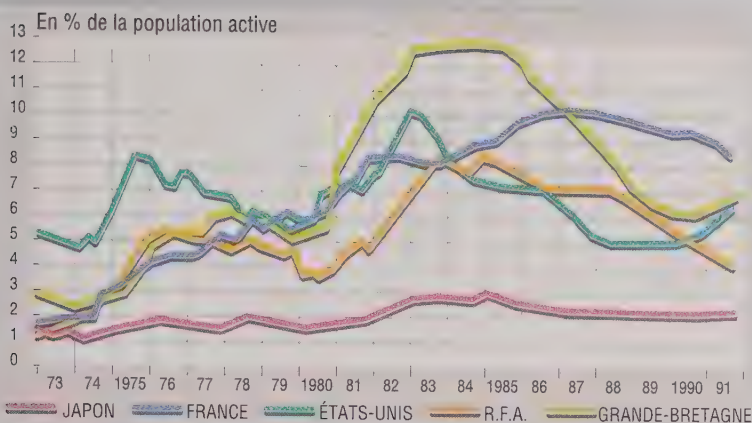
1 L'alternance de 1981

L'élection présidentielle de mai 1981 voit la victoire du candidat socialiste François Mitterrand. Deux faits majeurs marquent le premier tour de cette élection : la perte d'influence du parti communiste, qui tombe à 15 % des suffrages, et la désaffection de l'électorat envers le président sortant : celui-ci, vivement combattu par Jacques Chirac, réalise un score inférieur à celui de 1974 (28,2 % contre 32,9 %). François Mitterrand bénéficie du désistement de tous les candidats de gauche et l'emporte au second tour par 51,8 % des suffrages sur Valéry Giscard d'Estaing, handicapé par l'abstention d'une partie de l'électorat de droite. Pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, un président de gauche entre à l'Élysée.

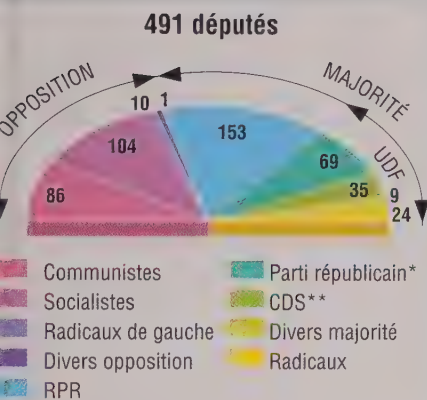
La victoire de la gauche est complétée par les élections législatives de juin 1981. Après avoir nommé comme Premier ministre Pierre Mauroy, dirigeant de premier plan du parti socialiste, le chef de l'État dissout l'Assemblée nationale, toujours dominée par la majorité de droite élue en 1978. Les élections des 14 et 21 juin aboutissent à un véritable raz de marée du parti socialiste qui, avec 37,6 % des voix, conquiert la majorité absolue des sièges. Avec l'appoint des communistes, c'est une majorité des trois quarts des sièges dont dispose le gouvernement. Il y entre quatre ministres communistes.

2 Le "changement" (1981-1984)

Pour combattre le chômage, la gauche choisit de relancer l'activité économique. Prenant le contre-pied de la

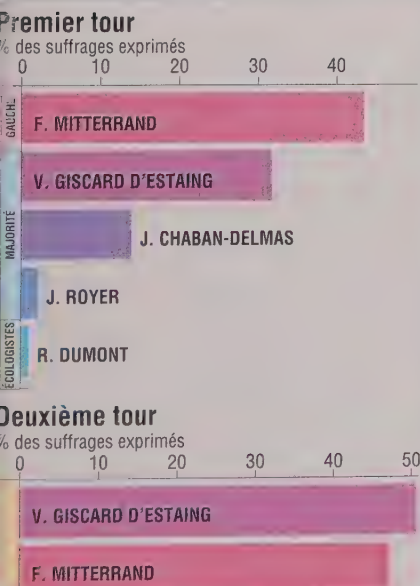


14 L'évolution du chômage dans les grands pays industriels (1973-1991)

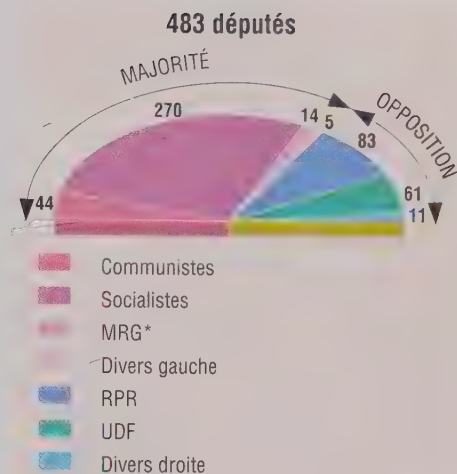


Parti républicain : nouveau nom des Républicains indépendants
*CDS (Centre démocratique et social) : nouveau nom des centristes

15 La composition de l'Assemblée nationale (mars 1978)



16 L'élection présidentielle de 1981



*MRG : Mouvement des radicaux de gauche

17 La composition de l'Assemblée nationale (juin 1981)

18 Comment les socialistes projettent de lutter contre la crise en 1981

Après l'arrivée de la gauche au pouvoir, on assiste à un renversement de la hiérarchie des objectifs de la politique économique. Mesures conjoncturelles et réformes de structure sont combinées pour une stratégie nouvelle.

La stratégie précédente était une stratégie d'insertion continue, malgré la crise, de la France dans le capitalisme mondial avec ses contraintes et ses défis. La compétitivité était recherchée (sinon atteinte) et l'implantation à l'étranger soutenue de diverses manières.

La stratégie de remplacement est d'abord une solution nationale (et peut-être européenne). L'investissement et l'emploi intérieurs doivent être réanimés : la relance doit provoquer des gains de productivité (...), ces gains de productivité, si les coûts salariaux ne croissent pas trop vite, doivent accroître la compétitivité ; cette évolution favorable peut être renforcée si le franc fort est abandonné : alors, sur le marché intérieur, les produits nationaux deviennent moins coûteux que les produits importés (dont le prix est fixé en monnaie étrangère). Les entreprises peuvent reconquérir le marché intérieur. Pour ne pas rencontrer de goulots d'étranglement, la production intérieure doit évoluer au même rythme que le surplus de pouvoir d'achat engendré par la réduction du chômage et les mesures de solidarité nationale (ces dernières consistent à élever le revenu des catégories les plus pauvres dont la pension à consommer est très élevée). (...) Le cœur de la nouvelle politique est constitué, comme en 1945-1946, par l'extension du secteur public. Les nationalisa-

tions tentent de substituer l'initiative publique aux intérêts privés. Aux groupes visés, il est reproché d'avoir peu investi sur le territoire national, peu contribué à la réanimation de certains secteurs ou de certaines régions.

J. Gueguen-Basle, M. Basle, *L'État et la Politique économique en France depuis 1945*, Hatier, collection "Profil société", 1982.

Analyser

Document 14. Comparez la situation du chômage en France à celle des autres pays entre 1973 et 1981. Quel rôle joue ce facteur dans le résultat électoral de 1981 ?

Document 15. Combien d'élus rassemble la majorité ? Quels groupes la constituent ?

Document 16. Faites l'addition des pourcentages obtenus au premier tour par les candidats qui se réclament de la majorité sortante, par ceux qui se réclament de la gauche. Comment s'explique le résultat final ?

Document 17. Comparez les résultats des élections de juin 1981 à ceux de 1978 (doc. 15). Comment rendre compte des transformations ? Calculez la majorité absolue. Quelle conclusion en tirez-vous ?

Document 18. Expliquez la stratégie des socialistes dans la lutte contre la crise. En quoi cette politique diffère-t-elle de celle pratiquée par Raymond Barre ?

politique de Raymond Barre, c'est en favorisant la consommation que le gouvernement espère provoquer la reprise économique : le crédit est desserré, les taux d'intérêt abaissés, le S.M.I.C. et les bas salaires revalorisés. Des avantages sont consentis aux entreprises qui embauchent et la durée légale hebdomadaire du travail est réduite de 40 à 39 heures, avec l'espoir de parvenir à la semaine de 35 heures.

La gauche entend marquer son passage au pouvoir par de profondes réformes :

– La **décentralisation**, mise en œuvre par le ministre de l'Intérieur Gaston Defferre, donne aux autorités élues des communes, des départements et des régions (maires, présidents des conseils généraux et régionaux) le pouvoir d'exécuter les décisions des assemblées qu'elles président, les préfets (devenus "commissaires de la République") conservant seulement la direction des services de l'État dans les départements.

– Les **nationalisations**, destinées à placer aux mains de l'État les secteurs clés de la production et du crédit, touchent cinq groupes industriels parmi les plus performants, trente-six banques d'affaires représentant 95 % des dépôts nationaux et deux compagnies financières (Suez et Paribas).

– Enfin, outre une importance redonnée à la planification, d'importantes mesures touchent de nombreux domaines :

- fiscalité : institution d'un impôt sur les grandes fortunes,
- santé : modernisation des équipements, réforme des études médicales, fin de la coexistence entre secteur public et secteur privé dans les hôpitaux,
- justice : abolition de la peine de mort, suppression des quartiers de haute sécurité dans les prisons, adoucissement du régime pénal,
- droits syndicaux étendus dans l'entreprise,
- éducation : missions et structures de l'enseignement supérieur sont modifiées...

L'hostilité croissante de l'opinion et les mécomptes économiques conduisent à un infléchissement politique. D'abord bien accueillies, les réformes provoquent le mécontentement de nombreux secteurs de l'opinion : commerçants, industriels, cadres, médecins, étudiants et professeurs d'université... Ce mécontentement favorise le redressement de l'opposition de droite qui, à partir de 1982, remporte des succès électoraux. Surtout, les résultats économiques sont décevants. La politique française va à contre-courant de celle des autres grands pays industriels qui privilégient la restriction de la consommation. La balance commerciale française se détériore, les charges des entreprises les rendant moins compétitives à l'exportation,

le pays s'endette, le franc se déprécie et, à trois reprises entre l'automne 1981 et le printemps 1983, le gouvernement doit dévaluer. Dès 1982, le pouvoir infléchit sa politique en faisant passer au premier plan la lutte contre l'inflation et le rétablissement des équilibres économiques, mais la rigueur économique provoque le mécontentement des salariés.

Un tournant est opéré à l'été 1984. En juin 1984, de grandes manifestations des défenseurs de l'école privée contre les projets du gouvernement, jugés menaçants pour la liberté de l'enseignement, poussent le président de la République à opérer un véritable tournant (plus d'un million de personnes ont défilé à Paris). Acceptant la démission de Pierre Mauroy, il nomme Premier ministre un de ses proches, Laurent Fabius, qui se fixe comme objectif de "moderniser la France et rassembler les Français".

3 Le grand tournant des socialistes (1984-1986)

Le gouvernement de Laurent Fabius (juillet 1984-mars 1986) marque un tournant vers une pratique plus libérale du pouvoir. Le nouveau Premier ministre apaise la querelle née des textes sur l'école privée en revenant à la situation antérieure. Avec lui se met en place un socialisme plus pragmatique, réformiste et libéral, tourné vers la modernisation économique à base de restructurations industrielles et de recherche du consensus autour du développement économique et social. Son intention de limiter l'intervention de l'État, manifestée par la baisse des impôts pour les entreprises et les particuliers, sa volonté de laisser jouer les mécanismes de l'économie libérale, son éloge du profit expliquent le retrait des communistes du gouvernement et leur passage progressif à l'opposition. Mais cette politique, ainsi que les résultats obtenus dans la lutte contre l'inflation, provoquent une remontée du pouvoir dans l'opinion au début de 1986.

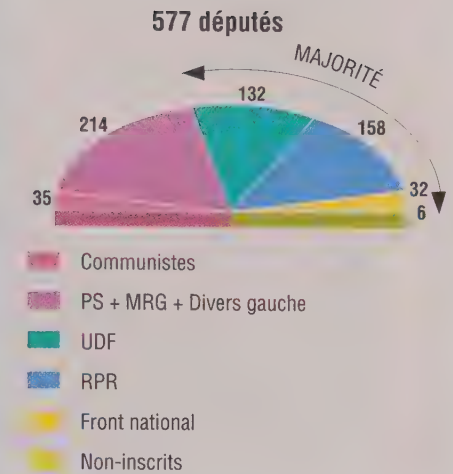
Toutefois, le tournant de 1984 provoque une crise au sein du parti socialiste et est insuffisant pour permettre son maintien au pouvoir en 1986. En se ralliant sans le dire à l'économie de marché, le parti socialiste remet en cause ce qui avait fait son identité depuis sa création. Il en résulte à la fois une crise des militants qui ont le sentiment que peu de chose les distingue désormais de la droite et un profond mécontentement des électeurs de ce parti, victimes des restructurations industrielles et de la remontée du chômage. Si le parti socialiste tente d'éviter la défaite électorale en rétablissant, pour les élections législatives de mars 1986, le scrutin proportionnel, cette mesure est impuissante à éviter une courte victoire de la droite qui devient majoritaire à l'Assemblée nationale.



19 1984 Manifestation des défenseurs de l'école privée contre le projet de réforme du système d'enseignement du gouvernement Mauroy

20 La cohabitation

Pour la première fois depuis 1958, le président de la V^e République est privé du soutien de la coalition majoritaire à l'Assemblée nationale. Situation inédite qui introduit un mot nouveau dans le vocabulaire politique français, la "cohabitation". Le gouvernement formé par Jacques Chirac entame alors un retour au libéralisme économique, incluant un vaste programme de privatisation des entreprises publiques. Dans la perspective de l'élection présidentielle de 1988, le combat politique se focalise sur la rivalité entre le Premier ministre et le président de la République tandis que Raymond Barre tente de cultiver



21 La composition de l'Assemblée nationale (mars 1986)

sa différence auprès de l'opinion publique. Les privatisations connaissent un grand succès, mais les manifestations lycéennes, les grèves dans les transports parisiens et la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ternissent quelque peu l'image du gouvernement. Dans le même temps, la France subit l'épreuve du terrorisme et des enlèvements d'otages au Liban, tandis que la situation se dégrade rapidement en Nouvelle-Calédonie. Le krach boursier d'octobre 1987 interrompt les privatisations et, dans les derniers mois du gouvernement Chirac, la cote de popularité de François Mitterrand remonte dans les sondages.

L'Histoire au jour le jour, tome V : 1986-1991, Le Monde éditions.



22 François Mitterrand et le Premier ministre Jacques Chirac au sommet européen de Bruxelles en 1988

Analyser

Document 19. Expliquez les motivations de cette manifestation. Contre quel gouvernement se déroule-t-elle ? Quel secteur de la vie de la nation cette protestation concerne-t-elle ?

Document 20. Expliquez ce qu'est la "cohabitation". Quelle en est la conséquence pour le chef de l'État ? Quelle politique suit le gouvernement Chirac ? Quelle en est la conséquence ?

Document 21. Comparez les résultats électoraux de 1986 à ceux de 1981 (doc. 15). Qui détient la majorité ? Comment peut-on expliquer ce retournement ?

Document 22. Quel problème la cohabitation pose-t-elle en matière de définition de la politique extérieure de la France ?

D. Une pratique libérale du pouvoir : le temps des alternances (1986-1995)

1 La “cohabitation” (1986-1988)

La victoire de la droite aux élections législatives de mars 1986 ouvre une période de “cohabitation” entre le président socialiste et le gouvernement R.P.R.-U.D.F. Le président de la République nomme Premier ministre Jacques Chirac, président du R.P.R., principal parti de la majorité. Une expérience inédite commence alors. Le président conserve la primauté en matière de défense nationale et de politique extérieure. Mais il perd presque toute autorité en politique intérieure, son action se bornant à faire connaître ses réserves ou son hostilité à des textes qu’il doit promulguer après le vote du Parlement.

En fait, J. Chirac, qui vise l’Élysée, entend convaincre les Français de l’élire en 1988 en raison de son bilan gouvernemental. Prenant le contre-pied de la politique des socialistes en 1981, il joue la carte du libéralisme systématique, avec l’appui des jeunes ultralibéraux de l’U.D.F. Sur le plan économique, le ministre des Finances, Édouard Balladur, supprime l’impôt sur les grandes fortunes, procède à la privatisation de nombreuses entreprises nationalisées. Sur le plan social, le gouvernement facilite les procédures de licenciement. Dans le domaine de l’information, la Haute Autorité de l’audiovisuel est remplacée par une Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) qui procède au changement des P.D.G. des chaînes de radio et de télévision.

Mais l’ardeur législative du Premier ministre est freinée par les résistances de l’opinion. En décembre 1986, de violentes manifestations d’étudiants contraignent le gouvernement à renoncer à une loi sur l’enseignement supérieur ; de même recule-t-il devant l’émotion d’une partie de l’opinion sur l’adoption d’un nouveau “code de la nationalité”. En fait, le Premier ministre est pris entre deux feux. Il doit affronter, d’une part, l’hostilité à sa politique du chef de l’État et les critiques à peine voilées de son rival à l’élection présidentielle, l’ancien Premier ministre Raymond Barre, et, d’autre part, les accusations de mollesse lancées contre lui par Jean-Marie Le Pen, le président du parti d’extrême droite, le Front national. De surcroît, il constate l’audience croissante dans l’opinion du président de la République, lequel, éloigné des décisions quotidiennes, peut prendre du recul et incarner l’unité nationale.

2 (1988-1993) Le second septennat de F. Mitterrand : peut-on concilier socialisme et économie de marché ?

La réélection de François Mitterrand, en mai 1988, et les élections législatives qui suivent rendent le pouvoir aux socialistes, qui préconisent désormais l’“ouverture”.

Nettement en tête au premier tour face à une droite divisée entre Jacques Chirac, Raymond Barre et Jean-Marie Le Pen (dont la percée à près de 15 % des suffrages traduit le désarroi d’une partie de l’opinion), François Mitterrand l’emporte au second tour sur le Premier ministre. Ayant fait campagne sur le thème de la “France unie”, il place son second septennat sous le signe de l’“ouverture” vers les centristes et traduit cette volonté d’élargissement de la majorité par la nomination comme Premier ministre de Michel Rocard, qui incarne la voie réformatrice au parti socialiste. Pour trouver une majorité décidée à soutenir cette politique, il dissout l’Assemblée nationale élue en 1986. Si les élections de juin 1988 voient la droite perdre la majorité, les socialistes n’atteignent cependant pas la majorité absolue des sièges.

Ne disposant que d’une majorité relative, Michel Rocard conduit de 1988 à 1991 une politique de réformes prudente. Se gardant de tout grand projet idéologique qui provoquerait une reprise des tensions politiques, ménageant tantôt les centristes, tantôt les communistes pour s’assurer une majorité, le Premier ministre ne s’en attaque pas moins aux problèmes de fond de la société française : établissement d’un Revenu minimum d’insertion (R.M.I.) pour les plus défavorisés, financé par un Impôt de solidarité sur la fortune ; rétablissement de la paix en Nouvelle-Calédonie par l’instauration d’un nouveau statut du territoire ; création d’une Contribution sociale généralisée (pesant sur l’ensemble des revenus et pas seulement sur les salaires) pour résoudre le problème du déficit de la Sécurité sociale ; examen du problème du financement des retraites et surtout développement économique du pays dans le respect des grands équilibres.

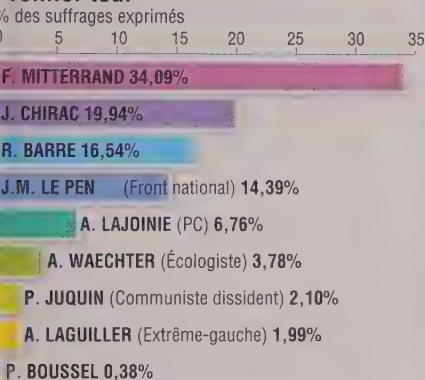
Mais cette pratique consensuelle et dépassionnée du pouvoir irrite le parti socialiste qui souhaite une politique plus offensive et plus sociale et démobilise l’opinion publique qui réagit par l’abstention lors des consultations électorales.

Pour relancer le débat politique, le président de la République change par deux fois de Premier ministre et compte sur la construction européenne. Après le bref regain de popularité que vaut au pouvoir la participation de la France à la guerre du Golfe contre l’Irak (voir chap. 13), la reprise du chômage, depuis l’automne 1990, provoque un mécontentement croissant de l’opinion. Pour la remobiliser François Mitterrand remplace, en mai 1991, le Premier ministre Michel Rocard par Édith Cresson, que sa brutalité verbale rend très vite impopulaire : elle provoque une profonde crise de confiance dont pâtit la cote du président. Dès avril 1992, celui-ci nomme à Matignon le ministre des Finances Pierre Bérégovoy.

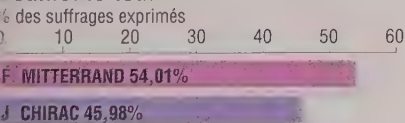


25 1986 : les étudiants manifestent contre le projet de loi réformant l'enseignement supérieur (gouvernement Chirac)

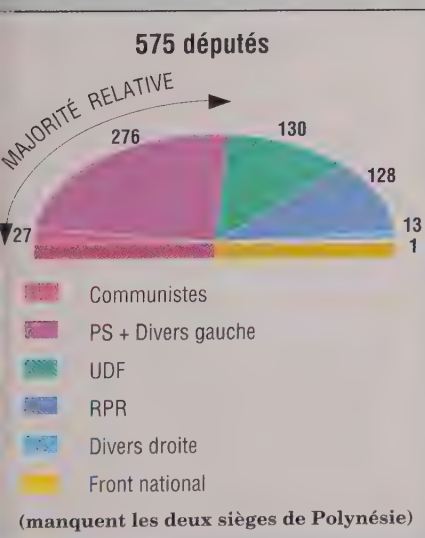
Premier tour



Deuxième tour



23 L'élection présidentielle de 1988



24 La composition de l'Assemblée nationale (juin 1988)

26 L'expérience Rocard : l'"ouverture"

L'ouverture : ce mot magique, leitmotiv de la campagne du candidat Mitterrand, devait (...) commander la constitution du gouvernement de Michel Rocard, composé pour moitié de socialistes et pour moitié de représentants de la "société civile". Sur le plan politique, Michel Rocard franchit sans encombre toutes les embûches que lui réservait la situation délicate qui était la sienne à l'Assemblée nationale où il ne disposait que de la majorité relative. Professant que les "réformes" les plus indispensables sont en général les plus longues et les moins visibles, il s'attacha surtout à quelques "grands chantiers" : le renouveau du service public, la refonte de la grille de la fonction publique, l'aménagement de l'Île-de-France, l'amélioration du système éducatif et le plan Universités 2 000, l'instauration du Revenu minimum d'insertion et de la Contribution sociale généralisée. Il tenta également de faire face, avec méthode (la fameuse "méthode Rocard"), à différents mouvements sociaux (...).

J.-M. Colombani, *Universalis* 1992, *Encyclopædia Universalis*.

Analyser

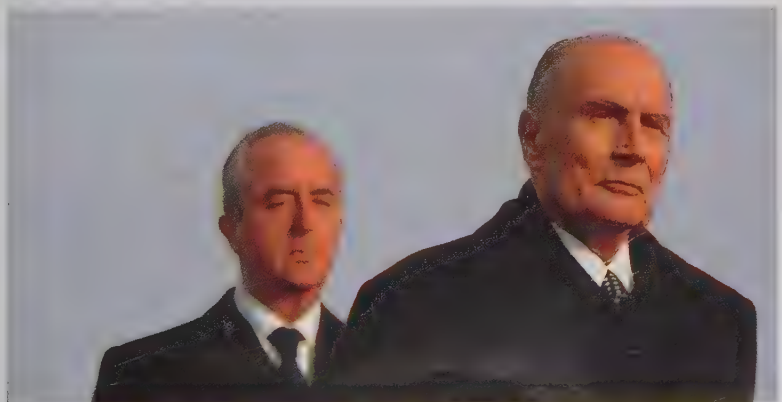
Document 23. Le second tour est-il conforme à ce que l'on pouvait attendre à l'issue du premier tour (calculez les pourcentages obtenus à gauche et à droite) ? Expliquez.

Document 24. Analysez l'évolution des résultats des élections entre 1986 et 1988 : que s'est-il passé ? Pourquoi (voir le cours) ?

Document 25. Comparez ce document au doc. 19 p. 265. Contre quel gouvernement se déroule-t-elle ?

Document 26. Relevez autour de quel principe le gouvernement Rocard est formé. En quoi la situation parlementaire de Rocard est-elle délicate ? Quelle est l'idée directrice de sa politique ? À quels domaines s'applique-t-elle ?

Document 27. En comparant cette photographie au doc. 11 p. 261 et au doc. 22 p. 265, dites quelle situation est illustrée et quels problèmes peuvent en découler ?



27 La seconde cohabitation : François Mitterrand et Édouard Balladur lors des cérémonies du 11 novembre 1994

Mais la grande affaire du pouvoir est la nouvelle étape de la construction européenne prévue par les **accords de Maastricht** signés en décembre 1991 et qui envisagent pour les Douze une monnaie et une banque centrale communes avant la fin du siècle et, pour la suite, une citoyenneté européenne, une politique étrangère et une politique sociale communes. Pour engager l'opinion dans le débat, le chef de l'État décide de soumettre à référendum le 20 septembre 1992 les accords de Maastricht. Les Français les ratifient, mais à une courte majorité qui révèle les réticences des électeurs devant le risque d'une remise en cause de l'identité nationale.

Le discrédit des socialistes dans l'opinion rend inéluctable une nouvelle alternance aux élections de 1993. En dépit des multiples tentatives du chef de l'État de répondre aux problèmes de la société française (par une politique de la ville, en promettant une solution de la crise par la construction européenne, en s'efforçant de promouvoir l'Europe sociale), les sondages montrent de manière persistante que l'opinion publique s'est détachée des socialistes et s'apprête à donner une écrasante victoire à l'opposition R.P.R. et U.D.F. La persistance du chômage, devenu le problème majeur de la société française, la crainte de voir l'exclusion sociale marginaliser une partie de la population et en particulier la jeunesse, l'impuissance du pouvoir à résoudre ce problème entrent pour beaucoup dans ce rejet. Il s'y ajoute la révélation de scandales liés au financement illégal du parti socialiste et les luttes internes entre les divers courants rassemblés autour des candidats possibles à l'élection présidentielle.

③ La “seconde cohabitation” (1993-1995)

- **Les élections législatives de 1993 représentent une éclatante victoire de la droite.** Confirmant les prévisions des sondages, le scrutin marque un véritable écrasement des socialistes et de leurs alliés qui rassemblent moins de 20 % des suffrages. Avec 485 députés sur 577, la droite remporte un triomphe sans partage. Elle paraît du coup assurée de revenir à l'Élysée en 1995. Peu désireux de recommencer l'expérience de 1986-1988 en s'usant au poste de Premier ministre et en compromettant ses chances à l'élection présidentielle, Jacques Chirac, chef du principal parti de la majorité, suggère alors que ce soit son principal lieutenant, Édouard Balladur, qui assume ces fonctions. Nommé Premier ministre par le président de la République, celui-ci forme un gouvernement R.P.R.-U.D.F. qui se fixe comme mission de redresser le pays en attendant les élections présidentielles de 1995. L'avenir paraît appartenir à la droite. Le suicide de l'ancien Premier ministre socialiste Pierre Bérégovoy le 1^{er} mai 1993 symbolise tragiquement l'effondrement du parti socialiste.

- **La “seconde cohabitation” voit la politique de la droite mise en œuvre sans opposition.** Assuré de l'appui d'une écrasante majorité, l'opposition pratiquement réduite au

silence par l'ampleur de sa défaite et le nombre réduit de ses élus, le Premier ministre peut d'autant plus aisément mettre en application son programme que le président de la République n'y met pratiquement nul obstacle. Dans le cadre d'une rigueur financière et monétaire maintenue, le gouvernement met en œuvre la politique annoncée par la droite. La réforme du statut de la Banque de France assure son autonomie par rapport au gouvernement. De nouvelles privatisations aboutissent à la vente des actions de la B.N.P., de la société pétrolière Elf-Aquitaine et d'une partie du capital de Renault. L'immigration connaît de nouvelles restrictions, l'acquisition de la nationalité française est rendue plus difficile et les pouvoirs de contrôle de la police sont renforcés. En revanche, la violence des réactions de l'opinion obligera le gouvernement à renoncer à réviser la loi Falloux pour permettre aux collectivités locales de financer de manière moins restrictive l'enseignement privé sous contrat et à abroger le “Contrat d'insertion professionnelle” permettant de payer les jeunes au-dessous du salaire minimum. Cette politique est approuvée par le pays, les sondages révélant un niveau très élevé de popularité du Premier ministre. Le calme, la pondération, le refus des déclarations tonitruantes de celui-ci rassurent en effet un pays en proie au doute.

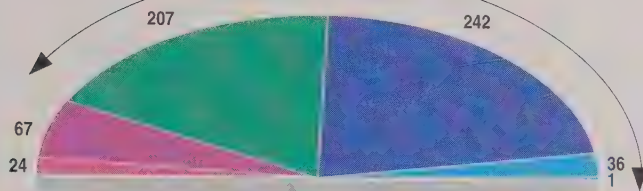
④ Un pays en proie au doute

- **La persistance de la crise inquiète les Français pour leur avenir et ceux de leurs enfants.** La persistance de difficultés économiques qui se manifestent depuis plus de 20 ans confirme l'idée que la crise n'est pas un simple phénomène passager, mais représente une véritable transformation structurelle qui s'opère au détriment d'un pays comme la France. Du même coup se posent les problèmes de l'avenir : comment les retraites seront-elles financées alors que la démographie stagne et que le chômage ne diminue guère ? La protection sociale instaurée depuis 1945 et renforcée à l'époque de la croissance pourra-t-elle être maintenue ? Comment vivront les jeunes qui ne trouvent pas de place sur le marché de l'emploi et dont beaucoup ne peuvent espérer que des emplois précaires ? L'idée qu'il existe un antagonisme entre plein emploi, croissance des salaires, protection sociale d'une part, dynamisme économique de l'autre, se trouve de plus en plus clairement énoncée et paraît devoir remettre en cause les bases mêmes de la société née de la croissance à laquelle la masse de l'opinion reste attachée.

- **Les forces politiques répondent mal à cette inquiétude des Français.** La disparition de l'alternative communiste, et la perte d'identité des socialistes, les déchirements qui affectent les grandes forces politiques, divisées entre les ambitions rivales de leurs dirigeants, les scandales financiers liés au financement des partis ou à la corruption de certains élus poussent les Français à critiquer les partis du gouvernement. Certains se réfugient dans l'abstention ou portent les suffrages vers des forces politiques protestataires.

577 députés

MAJORITÉ



Communistes

PS et majorité présidentielle

UDF

RPR

Diverses droites

28 Les élections de 1993

29 Un Premier ministre qui se veut rassurant et sérieux

L'année prochaine [en 1995, année d'élection présidentielle], ce que je propose, c'est que nous nous fixions un objectif sur cinq ans : réduire le chômage de 1 million de personnes, pour revenir à peu près au niveau de nos voisins (...). Cela supposerait que nous arrivions à avoir deux cent mille chômeurs de moins chaque année. Peut-on les avoir en 1995 ? Je pense qu'en combinant toute une série de mesures, la croissance économique, la baisse des charges, le développement de la formation, on peut arriver à ce résultat (...).

Ma conception du pouvoir, quelle est-elle ? Quand on arrive au pouvoir, on a ses attachements, ses convictions, ses idées, son histoire, ses habitudes. Et je suis membre d'un mouvement politique auquel je suis attaché¹. Mais en même temps, dès lors qu'on a la responsabilité du pouvoir, on a la responsabilité comme chef du gouvernement de la France entière (...). C'est pourquoi je ne veux pas être concerné ni impliqué dans tous ces problèmes quotidiens² (...). Je suis, en tout cas, resté entièrement fidèle à la conception du général de Gaulle et de Georges Pompidou.

Édouard Balladur, interview télévisée à France 2, le 26 octobre 1994.

1. Le R.P.R.

2. Allusion aux candidatures en vue de l'élection présidentielle de 1995.

30 Un rapport préoccupant : "La France de l'an 2000"

L'État-providence de l'après-guerre avait permis une extension indéfinie de la classe moyenne avec comme valeur cardinale l'égalité : il bute aujourd'hui sur l'envolée des déficits publics et l'apparition, à rebours, des principes d'égalité, de groupes qui ont payé pour le compte commun un tribut à la crise (...).

Il n'y a pas de "politique macro-économique alternative". Celle suivie depuis 1983 de "désinflation compétitive" ou de "franc fort" est la seule possible (...). Alain Minc a déclaré : "Nous devons passer de l'aspiration égalitaire au principe d'équité." L'équité est définie comme le fait que tout droit implique des devoirs, y compris celui qui reçoit.

"Le premier des défis en matière d'emploi est que le chômage demeure une obsessions", note le rapport. Le contenu en emploi de notre économie peut être enrichi à plusieurs conditions. La première porte sur les salaires. Depuis vingt ans, le financement de la protection sociale a absorbé les gains de productivité aux dépens de l'emploi et des salaires. Le problème de la France n'est pas le coût moyen du travail mais (...) le poids du coût salarial total par rapport au salaire net. Cette constatation a amené la commission Minc à estimer que le coût salarial par tête ne devait pas augmenter plus vite que la productivité afin que les surplus soient affectés aux créa-

tions d'emplois (...). La société française étant ce qu'elle est, le maintien du S.M.I.C. est souhaitable (...). "La crise de l'État-providence a changé de nature depuis la récession de 1992", a déclaré M. Minc. La protection sociale n'arrive plus à assurer son équilibre financier et sa pérennité est menacée à moyen terme si aucune réforme n'est engagée. Il n'existe pas de remède miracle. Seule la maîtrise des dépenses offre des perspectives durables : consolidation de la réforme des retraites, développement de la capitalisation¹.

Le Monde, 5 novembre 1994, présentation du rapport Minc sur "Les défis économiques et sociaux de l'an 2000".

1. Mesures qui consistent à assurer les retraites par une épargne personnelle constituée par les salariés durant leur période d'activité.

Analyser

Document 28. Comparez les résultats des élections de 1993 à ceux de 1988 (doc. 24). Expliquez l'évolution. Où se situe désormais la majorité ? Quelle est son ampleur ?

Document 29. À quelle inquiétude des Français tente de répondre Édouard Balladur ? Quelles mesures propose-t-il ? Montrez en quoi consiste sa conception du pouvoir. Comparez-la avec celle traduite par

le document 26. Quelle image de lui-même entend-il donner ?

Document 30. Quel constat fait ce rapport sur le sort de l'État-providence ? Quelles sont les conséquences de son appréciation sur l'absence de politique alternative ? Quelle priorité met-il en avant ? Quelles mesures propose-t-il concernant : les salaires ? le S.M.I.C. ? la protection sociale ? les retraites ?

idées

A. La tentative néo-gaulliste de Georges Pompidou (1969-1974)

- Dans quelles conditions Georges Pompidou est-il devenu chef de l'État ? Quel programme propose-t-il ?
- Comment Jacques Chaban-Delmas entend-il pratiquer l'ouverture ? Qu'est-ce que la "nouvelle société" ? Quelles oppositions rencontre Chaban-Delmas et pourquoi est-il conduit à démissionner ?
- Quelles sont les raisons de la nomination de Pierre Messmer ? Qu'attend de lui le président de la République ? Quel a été le résultat des élections de 1973 ? Quel est l'acquis principal de la présidence de Pompidou ?

B. Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)

- À partir de quand et de quelle manière la crise économique atteint-elle la France ? Comment se manifeste-t-elle ?
- Dans quelles conditions se déroule l'élection présidentielle de 1974 ? Quelle politique Giscard d'Estaing s'efforce-t-il de faire prévaloir ?
- À quel aspect de son action Raymond Barre donne-t-il la priorité ? Quelle conception guide son action ? Quelle nouvelle configuration politique est issue des élections de 1978 ?

C. La tentative de solution socialiste à la crise et son échec (1981-1986)

- Comment s'explique l'alternance de 1981 et quelle est sa portée ?
- Quelle politique les socialistes entendent-ils pratiquer, et dans quel but ?
- À quels obstacles se sont-ils heurtés ? Quelles conséquences en tirent-ils de 1983 à 1986 ?

D. Une pratique libérale du pouvoir : le temps des alternances (1986-1995)

- Expliquez ce qu'est la "cohabitation". Quelle politique la nouvelle majorité entend-elle faire prévaloir ? Quel en est le résultat ?
- Sur quelles bases François Mitterrand assure-t-il sa réélection en 1988 ? Quelle politique conduit-il après cette date ? Quels en sont les résultats ?
- Quelle situation les élections législatives de 1993 instituent-elles dans le pays ? Comment se déroule la "seconde cohabitation" ?
- Quelles sont les inquiétudes de l'opinion française à la veille de l'élection présidentielle de 1995 et comment les forces politiques y répondent-elles ?

mots clefs

Cohabitation

Expérience politique qui fait coexister un président de la République et un Premier ministre défendant des options politiques différentes.

Consensus

Politique qui s'efforce de rassembler l'accord du plus grand nombre de citoyens d'opinions diverses, voire contradictoires.

Décentralisation

Organisation étatique qui transfère au plan local une partie des décisions, des moyens et des initiatives.

Néo-gaullisme

Pratique du pouvoir de Pompidou, qui s'inspire de celle du général de Gaulle mais l'adapte par une politique d'ouverture.

Politique contractuelle

Politique sociale résultant de négociations entre l'État et les partenaires sociaux et d'un accord de tous sur les objectifs et les moyens.

Programme commun de gouvernement

Signé en 1972 entre les socialistes et les communistes, pour mettre en place une politique d'union de la gauche, il est remis en question en 1977 par le P.C.

Revenu minimum d'insertion

Revenu octroyé aux personnes dépourvues de ressources, pour leur permettre de survivre et de se réinsérer sur le marché du travail.

S.M.I.C.

Salaires minimum interprofessionnel de croissance ; il est indexé sur la croissance.

Stagflation

Stagnation de la production accompagnée de l'inflation monétaire.

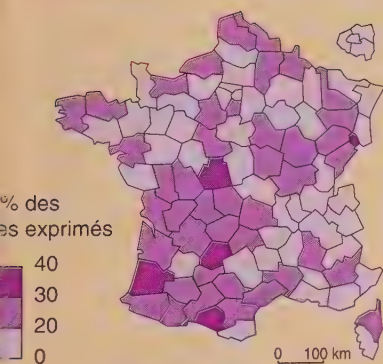
dates

- 1969** : élection de Georges Pompidou à l'Élysée. Jacques Chaban-Delmas lance la "nouvelle société".
- 1972** : Programme commun de gouvernement de la gauche.
- 1973** : victoire de la majorité aux élections législatives.
- 1974** : Mort de G. Pompidou. V. Giscard d'Estaing président de la République. J. Chirac Premier ministre.
- 1976** : démission de Jacques Chirac. Raymond Barre Premier ministre.
- 1978** : victoire de la majorité aux élections législatives.
- 1981** : F. Mitterrand président de la République. Pierre Mauroy Premier ministre. Victoire socialiste aux élections législatives. Mise en œuvre du "changement".
- 1982-1983** : Pierre Mauroy conduit une politique de rigueur.
- 1984** : manifestation en faveur de l'école privée. Laurent Fabius Premier ministre.
- 1986** : la droite remporte les élections législatives. Jacques Chirac Premier ministre. Début de la cohabitation.
- 1988** : réélection de François Mitterrand à l'Élysée. Michel Rocard Premier ministre. Les socialistes remportent une majorité relative aux élections législatives.
- 1991** : Édith Cresson remplace Michel Rocard à Matignon.
- 1992** : Pierre Bérégovoy remplace Édith Cresson à Matignon. Référendum sur les accords de Maastricht.
- 1993** : victoire écrasante de la droite aux élections législatives. Édouard Balladur Premier ministre. "Seconde cohabitation".

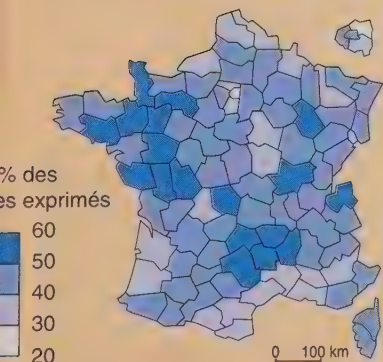
COMMENTAIRE DE CARTE ÉLECTORALE

Une carte électorale représente de façon cartographique des résultats électoraux. Les données sont regroupées en plusieurs grands ensembles. Cela permet de visualiser de façon synthétique la répartition géographique générale des grandes tendances de l'opinion à la date de l'élection, et de voir là où elles sont majoritaires, minoritaires, égales, en identifiant par ailleurs ces régions : dominante rurale ou industrielle, région en expansion, etc.

sujet



31 Le vote de la majorité présidentielle en 1993



32 Le vote de droite en 1993

questions

1. Dans quel contexte global se situe le scrutin de 1993 ? Qui est au pouvoir à la veille du scrutin ? Quel est alors l'état de l'opinion selon les sondages ? Pourquoi ?

2. En comparant les deux cartes, dites quelle est la tendance d'ensemble de l'électorat.

3. Déterminez quelles sont les zones géographiques où la droite est la plus puissante.
4. Quelles sont les régions où la gauche parvient à résister ?
5. Déterminez à partir de ces analyses les permanences et les évolutions de l'électorat français.

corrigé

Introduction

1. Ces deux cartes traduisent pour la majorité présidentielle de gauche (qui ne comprend ni les communistes, ni les écologistes) et pour la droite gouvernementale (R.P.R. et U.D.F.) les résultats des élections législatives de 1993. À la veille des élections, la gauche gouverne puisque François Mitterrand est président de la République et le socialiste Pierre Bérégovoy Premier ministre. Mais l'opinion manifeste sa désaffection vis-à-vis de la majorité sortante en raison de son échec dans la lutte contre la crise et le chômage, des dissensions qui affectent ses courants divisés entre les candidats possibles à l'élection présidentielle et des scandales liés à la révélation de pratiques illégales de financement du parti socialiste.

Analyse de la carte

2. Les deux cartes révèlent une poussée d'ensemble de la droite et un effondrement de la majorité présidentielle. C'est le principal enseignement de ces élections. La droite dépasse 50 % des suffrages dans 18 départements et 40 % dans 73. Sauf dans un département, la Seine Saint-Denis, elle ne tombe jamais au-dessous de 30 % des voix.

En revanche, la majorité présidentielle n'atteint nulle part 50 % des suffrages et ne parvient à franchir la barre des 30 % que dans 5 départements. Mais elle est au-dessous des 20 % dans 51 départements. L'électorat s'est donc très clairement prononcé en faveur de la droite. Ces constatations sont confirmées par les moyennes nationales qui donnent 39,6 % des voix à la coalition R.P.R.-U.D.F. contre 19,24 % à la majorité présidentielle. Au-delà de ces résultats qui marquent la tendance

d'ensemble de l'électorat, les cartes révèlent les zones de force de la gauche et de la droite qui tiennent à des raisons plus permanentes.

3. La répartition des voix de droite permet d'introduire des nuances régionales. On constate en effet que les régions où la droite obtient ses meilleurs résultats se situent dans l'Ouest, le Nord-Est, la région Rhône-Alpes et le Massif Central. Cette répartition, assez traditionnelle correspond à la fois aux zones de forte pratique religieuse (Ouest, sud du Massif Central, Savoie) et aux régions industrielles modernes (région Rhône-Alpes).

4. L'échec global de la majorité présidentielle permet moins clairement de se rendre compte des zones où la gauche trouve ses appuis. On constate cependant qu'elle parvient à se maintenir dans le Sud-Ouest, et le Centre-Ouest, en Bretagne, au Sud-Est du Bassin Parisien et dans le Nord-Pas-de-Calais. On trouve dans ces régions acquises à la gauche à la fois les vieilles régions industrielles (Nord-Pas-de-Calais) où la tradition socialiste reste vivace, les régions faiblement industrialisées du Sud-Ouest où le refuge dans la fonction publique est traditionnel, mais aussi des zones de forte pratique religieuse comme la Bretagne où l'implantation socialiste s'est faite en partie par le biais de l'action catholique agricole.

Conclusion

Les clés qui permettent de saisir les motivations du vote sont d'une grande complexité et ne sauraient se ramener à un facteur unique qui expliquerait tout mécaniquement. Elles combinent des données permanentes, des traditions poursuivies de génération en génération et des éléments plus occasionnels qui traduisent les réactions immédiates de l'opinion à une politique.

Mutations sociales et culturelles depuis 1945

Quelles sont les grandes transformations qui ont affecté la société française depuis 1945 ?
Quelle sont les pratiques des Français en matière de culture et de loisirs ?

sommaire

A. Une société transformée	274
1. Flux et reflux démographiques.....	274
2. Les mutations de la société (1945-1974).....	274
3. Les effets sociaux de la crise (depuis 1974).....	276
B. Vie sociale et pratiques quotidiennes	276
1. Un nouveau mode de vie.....	276
2. Évolution des mœurs et transformation des valeurs.....	276
C. Création et pratiques culturelles	278
1. De l'engagement au "silence des intellectuels".....	278
2. Les grandes tendances de la production intellectuelle et artistique.....	280
3. Culture des élites et culture de masse.....	280
Fiche-bac	282
Sujets de bac	282
La dissertation (V).....	282
Dossier	284
La télévision française sous la V ^e République.....	284

1 Deux sondages en 1987

■ 1. Parmi ces acquis des quarante dernières années, quels sont ceux qui vous paraissent les plus importants ?

La Sécurité sociale.....	67 %
Le droit de vote pour les femmes.....	50 %
L'abaissement de l'âge de la retraite.....	44 %
L'indemnisation du chômage.....	39 %
Le salaire minimum.....	32 %
L'allongement des congés payés.....	23 %
L'élection du président de la République au suffrage universel.....	22 %
La suppression de la peine de mort.....	22 %
La législation de l'avortement.....	20 %

■ 2. Pour vous, dans vingt ans, quel est votre souhait ?

(question posée en septembre 1987 à un échantillon de 600 jeunes de 18 à 25 ans)

Être célibataire.....	6 %
Vivre en couple sans être marié et sans avoir d'enfant.....	5 %
Être marié sans enfant.....	5 %
Vivre en couple sans être marié avec un ou deux enfants.....	22 %
Être marié avec un ou deux enfants.....	45 %
Vivre en couple sans être marié avec trois ou quatre enfants.....	22 %
Être marié avec trois ou quatre enfants.....	130 %

Cité dans L'État de l'opinion, clés pour 1988, S.O.F.R.E.S., 1988.



A. Une société transformée

Depuis 1945, la France a connu un réel essor démographique et une arrivée massive de travailleurs immigrés. Toutefois, les tendances actuelles font prévoir un vieillissement démographique. Les structures sociales enregistrent une diminution du nombre des petits patrons et des paysans et une croissance de la classe moyenne salariée. Mais la crise menace l'équilibre social du pays.

1 Flux et reflux démographiques

De 1946 à 1992, la population française est passée de 40,3 à 57,3 millions d'habitants. Cette forte croissance a d'abord été due à l'excédent des naissances sur les décès. En effet, tandis que l'amélioration du niveau de vie et les progrès enregistrés en matière d'hygiène, de soins médicaux, d'alimentation, faisaient reculer la mortalité, la natalité enregistrait, à partir de 1942, une remontée spectaculaire. Grâce à ce *baby-boom*, le contingent annuel des naissances a constamment dépassé 800 000 entre 1946 et la fin des années 50, alors qu'il n'était que de 630 000 en 1936.

Toutefois, la population active demeurant insuffisante jusqu'en 1965, il a été nécessaire d'avoir recours à l'immigration de main-d'œuvre étrangère. D'abord originaires des pays de l'Europe méditerranéenne (Italie, Espagne, Portugal), ces migrants sont relayés à partir de la fin des années 60 par des travailleurs venus du Maghreb, de Turquie et d'Afrique de l'Ouest. Suspendue officiellement depuis 1974 pour les travailleurs permanents non originaires de la C.E.E., l'immigration explique la présence en France de 4 millions d'étrangers.

Le ralentissement de l'accroissement naturel de la population explique son vieillissement. Depuis le milieu des années 60, comme dans tous les pays industriels, le taux de natalité français a diminué (de 18 ‰ en 1955 à 13,3 ‰ en 1991) en raison des changements de mentalité, du développement des pratiques contraceptives, du recul de la nuptialité, du travail féminin, etc. Comme l'espérance de vie augmente (81 ans pour les femmes, 73 pour les hommes en 1991), on peut prévoir à moyen terme un vieillissement de la population.

2 Les mutations de la société (1945-1974)

Le monde ouvrier a été profondément transformé dans sa composition et son mode de vie. Il demeure, à l'issue de la période de croissance, au milieu des années 70, le groupe le plus important de la population active (37,7 %), mais sa composition s'est modifiée. Les manœuvres et les ouvriers spécialisés, pas ou peu qualifiés (de plus en plus souvent des femmes et des étrangers), sont proportionnellement moins nombreux, au contraire des contremaîtres (personnel d'encadrement) et des ou-

vriers qualifiés, avec les mutations technologiques. Leur revenu s'élève et les intègre à la société de consommation. Techniciens et ouvriers en blouse blanche ne ressemblent plus guère à la classe ouvrière traditionnelle et, en termes d'attitudes politiques et syndicales, ils font le choix du réformisme plutôt que de la tradition révolutionnaire.

Petits patrons et paysans ont vu leur nombre décroître très rapidement. La disparition de petites et moyennes entreprises mal adaptées au marché a fait diminuer le patronat industriel et commercial de 12 % en 1954 à 8 % en 1975, cependant que la prise de contrôle de nombreuses entreprises par les groupes financiers a conduit à en confier les postes de direction à une nouvelle catégorie de dirigeants salariés formés dans les grandes écoles (Polytechnique, H.E.C., E.N.A.). De même, la paysannerie est passée de 27 à 9 % de la population active entre 1954 et 1975. Mais son statut diffère selon qu'on considère les domaines de plus de 50 hectares, l'agriculture capitaliste, ou le secteur des exploitations familiales qui survivent difficilement, sans parler des 400 000 salariés agricoles, en majorité immigrés.

La croissance de la classe moyenne salariée est le phénomène le plus frappant de la période. Formée de catégories socio-professionnelles aux activités et aux niveaux de revenu très divers (ingénieurs, employés, cadres moyens ou supérieurs des secteurs privé ou public, etc.), elle rassemble plus de la moitié des actifs. Son originalité et son homogénéité tiennent moins à la position de ses membres par rapport à la propriété des moyens de production et d'échange (critère retenu par les marxistes pour définir une "classe sociale") que, d'une part, à leur conscience d'appartenir à des catégories moyennes, d'avoir un mode de vie les faisant participer fortement à la société de consommation et aspirer à une promotion rapide, et, d'autre part, aux craintes de voir leur emploi et leur niveau de vie menacés par les difficultés économiques ou par une politique sociale visant à réduire les écarts entre les salaires.

L'augmentation générale du niveau de vie n'a pas supprimé les inégalités. Entre 1949 et 1973, le revenu réel des Français a fait plus que doubler. Mais cette augmentation générale ne supprime ni la pauvreté (5 millions de personnes perçoivent des sommes égales ou inférieures au S.M.I.C.), ni les inégalités. En 1980,

3 Une France trop vieille ?

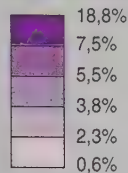
La population française va vieillir. Une étude publiée le 28 août 1986 par l'I.N.S.E.E. sur "les Français en l'an 2000" en apporte la démonstration morose. Au tournant du siècle, le troisième âge, les plus de soixante ans, comportera 12 millions de personnes. Elles sont aujourd'hui 10 millions. Les bataillons de plus de quatre-vingt-cinq ans se renforceront aussi et passeront de 700 000 en 1985 à plus d'un million. Ils seront près du double quarante ans plus tard. Ces personnes âgées de plus de soixante ans, qui représentent actuellement moins du cinquième de la population française, dépasseront le quart de celle-ci en 2020.

Cet avenir-là est déjà joué. Il repose sur des statistiques de mortalité assez peu évolutives. Plus incertaine est la prévision qui concerne l'évolution du nombre des jeunes, car elle est liée à un taux de fécondité plus ouvert. Mais il faudrait que celui-ci remonte sensiblement pour maintenir les moins de vingt ans à leur niveau actuel.

Ce vieillissement est donc inéluctable et ses conséquences sont innombrables (...). Faute de dynamisme, les Français entre 2000 et 2020 changeront plus difficilement leurs lieux d'habitation pour aller vivre dans une autre région, même si l'Ouest et le Sud-Est continueront de connaître la croissance la plus rapide de leur population.

Le Monde, 30 août 1986.

Proportion des étrangers dans la population totale



Moyenne : 6,3%

0 100 km

Source : RGP, 1990.

4 Les étrangers en France

5 Quelques indicateurs démographiques

A / La population de la France (1891-1994)

Année	Population totale (en millions)	Nombre d'étrangers (en milliers)	Indice synthétique de fécondité (enfants par femme)	Espérance de vie à la naissance (en années)		Pourcentage des personnes de 60 ans et plus
				Hommes	Femmes	
1891	40,0	1 130	2,97	42,21	45,19	2,5
1901	40,7	1 034	2,89	45,32	47,10	12,7
1911	41,4	1 160	2,45	46,08	49,92	12,8
1921	39,1	1 532	2,58	50,49	54,66	13,9
1931	41,5	2 715	2,23	54,46	59,19	14,2
1936	41,5	2 198	2,08	55,80	61,66	14,9
1946	40,5	1 744	2,99	59,83	65,12	16,0
1954	42,9	1 765	2,70	65,01	71,19	16,2
1962	46,5	2 150	2,78	66,96	73,72	17,1
1968	49,6	2 662	2,58	67,76	75,20	18,8
1975	52,6	3 442	1,93	69,03	76,84	18,9
1982	54,3	3 680	1,91	70,73	78,83	18,5
1990	56,6	3 582	1,81	72,70	80,90	19,1
1994	57,7	3 300	1,65	73,3	81,5	19,7

B / L'accroissement annuel (1962-1990)

	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990
Accroissement annuel (en milliers)	549	413	248	278
dont : Excédent naturel	319	295	211	228
Solde migratoire	230	118	37	50
Taux d'accroissement annuel total (en %)	1,15	0,81	0,46	0,50
dont : Excédent naturel	0,68	0,58	0,40	0,41
Solde migratoire	0,47	0,23	0,07	0,09

C / Mariages et divorces (1964-1992)

	Mariages	Divorces
1964	348 000	31 000
1968	357 000	35 000
1972	417 000	40 000
1976	374 000	52 500
1980	334 000	79 700
1984	292 000	97 500
1992	281 000	108 000

Source : I.N.S.E.E. (France métropolitaine)

Analyser

Document 3. Quelle évolution de la population française est prévue ? Quelle en sera la conséquence ? En voyez-vous d'autres ?

Document 4. Quelles sont les régions françaises où la part des étrangers est la plus importante ? Pourquoi ?

Document 5. Calculez pour chaque date le pourcentage d'immigrés par rapport à la

population totale (tableau A). Comparez l'évolution de l'accroissement naturel et celle du solde migratoire (tableau B) : que constatez-vous ? Quelle est l'évolution du nombre des mariages (tableau C) ? Quand placez-vous l'inversion de la tendance ? Analysez l'évolution du nombre des divorces (en %).

10 % des ménages les plus fortunés possèdent 53 % du patrimoine (terres, immeubles, actions, or, objets d'art). De plus, les inégalités de salaires sont considérables, la croissance tirant vers le haut les salaires les plus élevés tandis que le salaire minimum est difficilement réajusté, et avec retard.

L'État a partiellement tenté de corriger ces inégalités par une politique de redistribution partielle des revenus. Il prélève des sommes importantes au titre de l'impôt ou des cotisations sociales et les redistribue sous des formes diverses : équipements collectifs, prestations de Sécurité sociale, allocations familiales, retraite vieillesse, bourses, etc. Bien que les catégories les plus défavorisées soient les principales bénéficiaires de cette action, les inégalités demeurent, se manifestant dans la vie quotidienne par un moindre accès à la culture, à l'enseignement supérieur et aux loisirs.

③ Les effets sociaux de la crise (depuis 1974)

La crise a partiellement remis en question les acquis de la croissance. Elle a accéléré des processus en cours depuis longtemps : désertification de certaines cam-

pagnes (Sud-Ouest, Centre, Alpes du Sud), "désindustrialisation" de vieilles régions industrielles comme la Lorraine et le Nord, essor de l'électronique et de l'informatique avec le remplacement des ouvriers par des techniciens... Mais surtout, alors que le gouvernement maintenait les bas salaires et que les revenus du capital progressaient, les classes moyennes salariées ont vu leurs rémunérations bloquées, depuis 1983, tandis que les prélèvements obligatoires (part du revenu prélevée par l'État) ont crû.

Les principales victimes de la crise sont les chômeurs : ils sont passés de 500 000 en 1974 à 3,5 millions aujourd'hui (10 % de la population active). Particulièrement répandus parmi les jeunes, les femmes, les travailleurs étrangers et les ouvriers, le chômage a conjugué ses effets avec ceux de l'inadaptation sociale, du manque de formation et de handicaps divers, déterminant de nouvelles formes d'exclusion et de pauvreté auxquelles tentent de porter remède certaines initiatives publiques (revenu minimum d'insertion) et privées ("restaurants du cœur"). La France est menacée de voir naître une "société à deux vitesses" séparant ceux qui bénéficient d'un emploi, et profitent de la consommation, des chômeurs ne survivant que grâce à l'assistance.

B. Vie sociale et pratiques quotidiennes

Vivant dans un cadre urbain, bénéficiant d'un large accès aux diverses formes de consommation, les valeurs se sont modifiées dans le sens d'une affirmation croissante de l'individu. Des groupes d'âge (troisième âge, jeunes) se sont distingués, tandis que les femmes ont poursuivi leur revendication du droit à l'égalité et acquis un rôle actif dans la société.

① Un nouveau mode de vie

Le cadre de vie des Français a radicalement changé. Les communes rurales se sont vidées de leurs habitants, le taux de la population urbaine est passé de 53 % en 1946 à 72 % en 1974. Il en est résulté une véritable fièvre de constructions immobilières : 9 millions de logements ont été construits entre 1945 et 1975.

Les Français sont entrés dans l'ère de la société de consommation. Grâce à leurs revenus en augmentation, ils ont pu mieux se nourrir et se vêtir, consacrer des sommes importantes au logement, aux transports, aux dépenses de loisirs et de santé. Après 1965, plus de la moitié des ménages français possèdent une automobile, un téléviseur, un réfrigérateur, une machine à laver. La majorité des Français partent en vacances et un grand nombre en week-end. Des activités comme le ski, la voile, le tennis, le golf, autrefois apanage des catégories aisées, sont aujourd'hui largement répandus dans la population.

Enfin, le nouveau mode de vie se caractérise par une large diffusion de l'enseignement à tous les niveaux en raison d'une forte demande motivée par l'aspiration à la promotion sociale.

② Évolution des mœurs et transformation des valeurs

La société française a évolué dans le sens d'une affirmation croissante de l'individu et de son droit au bonheur et à l'épanouissement personnel. Les contraintes sociales, les croyances religieuses, les règles morales qui régissaient la société se sont relâchées, à mesure que se produisaient le recul de la pratique religieuse, la crise des grandes idéologies et l'éclatement de la famille traditionnelle. Désormais, l'individu, sa liberté, son droit au bonheur deviennent les valeurs absolues.

Il en résulte une véritable révolution des mœurs, à laquelle la loi a dû s'adapter : le mariage recule, remplacé par le

6 Croissance et mutation de la consommation des Français

A / Le budget des ménages (en %)

Postes	1959	1970	1983	1992
Alimentation	34,1	27,	2,2	19,3
Habilleme	8,6	8,5	6,3	6,5
Logement	11,9	14,5	17,5	19,3
Équipement du logement	10,1	10,0	8,9	7,9
Santé	7,2	9,8	13,2	9,4
Transports	8,9	11,6	13,8	16,7
Loisirs et culture	5,4	6,2	6,4	7,6
Divers	13,8	12,2	12,7	13,8

B / L'équipement des résidences principales (en %)

	1962	1982	1992
Eau courante	79,3	99,2	99,5
Baignoire ou douche	30,3	84,7	87,3
W.-C. intérieurs	41,2	85,0	88,0
Chauffage central	19,9	67,5	71,0
Téléphone	-	74,4	95,1

C / L'équipement des ménages en biens durables (en %)

	1970	1981	1992
Réfrigérateur	95,5	99,6	99,7
Lave-linge	55,4	80,5	88,0
Lave-vaisselle	12,7	18,2	32,1
T.V. couleurs	4,5	53,0	86,0

D / L'automobile (millions de voitures)

1973	14,60
1976	16,25
1978	17,78
1981	19,72
1983	20,95
1992	21,30

7 L'évolution du chômage

(part des chômeurs dans la population active, en %)

Moyenne	
1961-1973	2 %
1974-1980	4,8 %
1981-1990	9,3 %
En 1991	9,3 %
En 1992	9,8 %
En 1994	12,1 %



8 Le phénomène S.D.F.

La station de métro Saint-Martin à Paris transformée en refuge pour les personnes sans domicile fixe durant l'hiver 1993-1994.

9 L'éducation pour tous ?

Un fait social majeur est au centre de ces interrogations : l'ouverture des portes du lycée à la grande majorité de chaque génération quand il n'était, jusque récemment, accessible qu'à une minorité, protégeant efficacement les hiérarchies culturelles, sociales et régionales. Désormais, inscrit dans la loi d'orientation sur l'éducation de 1989 (loi Jospin) (...) l'objectif d'amener 80 % des jeunes Français au niveau du baccalauréat a en effet déclenché une onde de choc (...).

Entre 1986 et 1991, en six ans, les lycées d'enseignement général et technologique auront accueilli plus de 360 000 élèves supplémentaires, leurs effectifs passant de 1,2 million à 1,57 million. Le taux d'accès en classe terminale, (...) qui plafonnait jusqu'en 1985 autour de 36 % d'une classe d'âge, a dépassé 50 % à la rentrée 1989 et approche les 60 % en 1991. Selon les prévisions, il devrait atteindre 75 % en 1997. (...) Un jeune sur cinq était bachelier en 1970, un sur trois au début des années 80, pratiquement un sur deux en 1992.

Avec des répercussions automatiques sur l'université. À la rentrée 1987, l'on comptait 980 000 étudiants *stricto sensu* inscrits dans les filières universitaires. Quatre ans plus tard, on dépassait largement la barre de 1,2 million (...).

(...) Globalement, le résultat est loin d'être négatif puisque le pourcentage de jeunes obtenant le baccalauréat, approximativement, a doublé en vingt ans. Mais cela n'a pas gommé, au contraire, les disparités sociales : à la fin des années 80, un enfant

d'ouvrier sur quatre avait une chance de décrocher le bac, contre trois sur quatre pour les enfants de cadres et de professions libérales. L'écart s'est même accru au cours des deux dernières décennies, notamment dans les filières les plus prestigieuses.

G. Courtois, "L'école déstabilisée".

L'État de la France 1992, La Découverte.

Analyser

Document 6. Quelle interprétation peut-on donner des modifications des postes alimentation, logement, transports, dans le budget des ménages de 1959 à 1992 ? Quels enseignements peut-on tirer des changements intervenus dans l'équipement des ménages en biens durables ?

Document 7. Quelle est la tendance de l'évolution du chômage ? Depuis quand ? Pourquoi ?

Document 8. De quel phénomène témoigne cette photographie ? Quelles en sont les causes ?

Document 9. En quoi la loi d'orientation de 1989 a-t-elle déclenché une onde de choc ? Quelles sont les conséquences de l'ouverture du second cycle à une majorité de jeunes Français ? Peut-on pour autant parler d'« égalisation des chances » ?

concubinage, la contraception, autorisée en 1967 par la loi Neuwirth, s'est considérablement répandue et l'interruption volontaire de grossesse a été autorisée par la loi Veil de 1974.

La sexualité cesse d'être un tabou. Des mêmes préoccupations relèvent l'importance des loisirs dans la vie quotidienne, le souci d'un "intérieur" confortable..

Les rapports entre les générations et les sexes ont été bouleversés. La vieillesse a reculé, dégagant un espace au "troisième âge", celui des retraités récents, gros consommateurs de loisirs et de voyages organisés, de lecture, de spectacles, voire de recyclage universitaire. Les relations entre parents d'une part, enfants et adolescents d'autre part, reposent moins sur l'autorité que par le passé et, avec toutes les difficultés que cela comporte, l'éducation tend à devenir un apprentissage de la liberté.

Les générations du baby-boom ont beaucoup contribué au changement global de la société. Plus nombreuses qu'autrefois et ayant grandi dans le climat euphorique de la croissance, elles ont en partie imposé leurs modes, leur culture, leur refus des hiérarchies figées. Avec tous ses excès, Mai 1968 a été à bien des égards, dans cette perspective, un ajustement des valeurs : celles de la modernité, incarnées souvent maladroitement par les jeunes, et celles de la tradition, parfois dégénérées en conformisme.

Plus importante encore a été l'émergence des femmes en tant que catégorie aspirant à jouer un rôle actif dans la société, et pas seulement celui d'épouse et de mère dans lequel elles avaient été cantonnées jusqu'alors. Enfin dotées du droit de vote en 1945, elles ont bénéficié, dans leur conquête de l'égalité de fait avec les hommes, de plusieurs conditions favorables : outre l'évolution générale des mœurs et les progrès du confort de la maison, qui les a "libérées" de certaines tâches ménagères, il y a aussi la mixité scolaire, le "contrôle des naissances" introduit par étapes à la même époque, enfin les effectifs longtemps insuffisants de la population active qui ont favorisé la généralisation du travail féminin.

L'action militante des **mouvements féministes**, la prise de conscience par une majorité de femmes et de nombreux hommes des retards à combler en matière de droit et de pratiques égalitaires ainsi que l'action des pouvoirs publics (création d'un secrétariat à la Condition féminine) ont fait le reste. Aujourd'hui, plus de 45 % des femmes de plus de 15 ans (dont une très grande majorité de mères de famille) occupent un emploi et, si elles sont davantage touchées par le chômage que les hommes et exercent en moyenne des activités moins valorisantes et rémunérées, il n'est plus guère de secteur où elles ne soient présentes.

C. Création et pratiques culturelles

La crise des grandes idéologies a mis fin à l'engagement politique caractéristique du monde des intellectuels jusqu'au milieu des années 70. Les efforts entrepris pour mettre la culture de l'élite à la portée du plus grand nombre n'ont eu que des résultats limités alors que la culture de masse connaît un grand essor.

1 De l'engagement au "silence des intellectuels"

L'attraction du marxisme s'est exercée sur un grand nombre d'intellectuels au lendemain de la guerre. Dans la continuité de la lutte antifasciste et de la Résistance, nombre d'écrivains et d'artistes comme Paul Éluard, Roger Vailland ou Picasso ont suivi l'exemple, plus ancien, d'Aragon et ont adhéré au parti communiste par haine du fascisme ou par souci de justice sociale. Sans pousser leur engagement jusque-là, les "compagnons de route" entendaient rester proches du parti de la classe ouvrière et proposaient, avec le marxisme, une explication cohérente du monde. "Progressistes", socialistes déçus par le réformisme prudent de la gauche modérée, catholiques de gauche rassemblés autour de la revue *Esprit*, philosophes ou écrivains comme Albert Camus et Jean-Paul Sartre, étaient convaincus que l'intellectuel ne pouvait éluder l'engagement politique.

La guerre froide et les guerres coloniales ont prolongé les grands conflits idéologiques chez les intellectuels. La guerre froide a provoqué l'alignement des intellectuels communistes sur l'U.R.S.S. tandis que de nombreux "compagnons de route" prenaient leurs distances à l'égard du P.C. Toutefois, les conflits opposant les États-Unis aux mouvements de libération nationale (Vietnam, Cuba) ont alimenté chez les intellectuels de gauche un courant d'antiaméricanisme et de contestation du modèle productiviste et "impérialiste". Mais des courants antagonistes se réclamant des valeurs libérales (Raymond Aron), du gaullisme (André Malraux, la revue *Liberté de l'Esprit*), voire des idées conservatrices de la droite traditionnelle (Roger Nimier, Antoine Blondin, Jacques Laurent) se sont développés.

Depuis le milieu des années 70, les intellectuels ont eu tendance à renoncer à ce type d'engagement politique. Ont contribué à cette nouvelle attitude le déclin du marxisme, la publication, en 1974, du livre de Soljenitsyne

10 L'«offensive existentialiste» (1945)

Ce fut donc une «offensive existentialiste» que, sans l'avoir concerté, nous déclençâmes en ce début d'automne. Dans les semaines qui suivirent la publication de mon roman, les deux premiers volumes des *Chemins de la Liberté* parurent, et les premiers numéros des *Temps modernes*. Sartre donna une conférence — *L'existentialisme est-il un humanisme ?* — et j'en fis une au club Maintenant sur le roman et la métaphysique. Les *Bouches inutiles* furent jouées. Le tumulte que nous soulevâmes nous surprit (...).

Ce fracas s'expliquait en partie par l'«inflation» que sur le moment même Sartre a dénoncée¹ ; devenue une puissance de second ordre, la France se défendait en exaltant, à des fins d'exportation, les produits de son terroir : haute couture et littérature. Le plus modeste écrit suscitait des acclamations, on menait grand tapage autour de son auteur : les pays étrangers s'émouvaient avec bienveillance de ce vacarme et l'amplifiaient. Cependant, si les circonstances jouèrent à un si haut point en faveur de Sartre, ce ne fut pas par hasard ; il y avait, du moins à première vue, un remarquable accord entre ce qu'il apportait au public et ce que celui-ci réclamait. Les petits-bourgeois qui le lisaient avaient eux aussi perdu leur foi dans la paix éternelle, dans un calme progrès, dans des essences immuables ; ils avaient découvert l'Histoire sous sa figure la plus affreuse. Ils avaient besoin d'une idéologie qui intégrât ces révélations, sans les obliger cependant à jeter par-dessus bord leurs anciennes justifications. L'existentialisme, s'efforçant de concilier histoire et morale, les autorisait à assumer leur condition transitoire sans renoncer à un certain absolu, à affronter l'horreur et l'absurdité tout en gardant leur dignité d'homme, à préserver leur singularité. Il semblait leur fournir la solution rêvée.

S. de Beauvoir, *La Force des choses*, Gallimard, 1963.

1. «La nationalisation de la littérature», *Temps modernes*, nov. 1945.

11 Un nouveau rite social : le «barbecue»

La «bouffe autour du barbecue» est le rite caractéristique de cette constellation centrale¹, rite en tout point opposé au repas bourgeois. Ni hiérarchie affirmée ni répartition ritualisée des rôles. Tout est inversé : le grillé remplace le rôti, le dehors le dedans (sans pour autant être dans la nature), l'égalité la hiérarchie. Le spectacle ne sert plus à confirmer les positions sociales mais plutôt à classer et reclasser chacun sur une échelle discrète où l'on s'efforce continuellement de graver un nouvel échelon dans l'esprit des autres. La cérémonie se passe dehors dans un cadre agreste, sous un arbre, dans une disposition en apparence improvisée, bien que soigneusement pré-

parée, qui contraste avec le cadre figé et «en dedans» de la salle à manger : Hommes et femmes, jeunes et vieux, les invités et leurs hôtes, tous en tenue «campagnarde», d'une élégance savamment négligée ou volontairement débraillée, se lèvent et s'assoient, se font cuire sa brochette, vont chercher le vin, le sel ou la moutarde. Le désordre est apparent mais bien réglé. L'homme, qui a allumé le feu, préside à tout, distribue les brochettes, se glorifie dans un rôle masculin et rabaisse d'autant le rôle de la femme cantonnée aux salades et aux légumes, qui se préparent dedans, à la cuisine (...). Chacun se donne en spectacle à chacun des autres, dans un décor «improvisé» et chaque fois renouvelé.

H. Mendras, *La Seconde Révolution française, 1965-1984*, Gallimard, Folio/Essais, 1994.

1. Les «cadres».

faite, il s'en faut de beaucoup, mais elle est assurément meilleure que celle de notre enfance (...).

Loin de moi l'idée de faire l'apologie du mouvement de Mai. J'ai souligné (...) l'arrogance, la violence, voire le fanatisme de bien des soixante-huitards. «Il y avait très peu de libéralisme dans leur libertarisme», déplorait déjà Edgar Morin (...).

Mais que celui qui connaît un mouvement social chimiquement pur nous jette la première pierre.

Il reste que, revenu du romantisme et du messianisme, la génération de Mai 68 est la garante des conquêtes démocratiques et libérales acquises au cours des vingt dernières années.

Henri Weber, *Vingt ans après*.

Que reste-t-il de 68 ?, Seuil, 1988.

Analyser

Document 10. Dans quelles circonstances le succès de Sartre a-t-il lieu ? Quelles sont les raisons profondes qu'avance Simone de Beauvoir pour expliquer ce succès ? En quoi l'existentialisme répond-il aux aspirations des Français de l'après-guerre ?

Document 11. Quelles différences l'auteur souligne-t-il entre le «rite bourgeois» du repas d'intérieur et celui du barbecue ? Ce dernier supprime-t-il les distances sociales des protagonistes ?

Document 12. Quels reproches l'auteur adresse-t-il à l'«esprit de 68» ? Quels en sont, selon lui, les éléments positifs ?

Document 13. En quoi cette photographie incarne-t-elle l'engagement politique des intellectuels ?



13 Jean-Paul Sartre lors d'une distribution du journal gauchiste *La cause du peuple* en 1970.

l'Archipel du Goulag, la révélation des crimes commis au nom du socialisme en Chine, au Cambodge, en Afghanistan. Abandonnant l'engagement partisan, les intellectuels se consacrent surtout aujourd'hui à la défense des droits de l'homme ou à la dénonciation des totalitarismes.

② Les grandes tendances de la production intellectuelle et artistique

L'existentialisme a dominé la décennie qui a suivi la fin de la guerre. C'est un courant qui considère le monde comme absurde et la présence de l'homme sur la terre dépourvue de toute signification autre que celle qu'il lui donne lui-même, dans la plénitude de sa liberté. Il est dominé par Jean-Paul Sartre dont les romans, les pièces de théâtre, les essais connaissent un immense succès. Mais il ne doit pas faire oublier l'importance de grands écrivains plus "classiques", à la fin de leur carrière, comme Valéry, Gide (prix Nobel 1947) ou Mauriac, ni celle du romancier et dramaturge Montherlant, ni la réflexion de Malraux, qui se consacre à l'étude et à la conservation des richesses artistiques du monde.

À partir du milieu des années 50, la littérature exprime les nouvelles valeurs et les recherches formelles des romanciers. En 1954, l'étonnant succès du roman de Françoise Sagan, *Bonjour tristesse*, s'explique par le fait qu'il apparaît comme l'expression des valeurs nouvelles de la société, libérées des vieilles contraintes. Mais la littérature est surtout marquée par l'"école" du **nouveau roman** (Alain Robbe-Grillet, Nathalie Sarraute, Michel Butor, Marguerite Duras, etc.) : l'œuvre romanesque devient à la fois un jeu de langage et une recomposition du réel et dans le domaine théâtral, des auteurs comme Beckett, Ionesco et Genet s'en rapprochent.

On observe aujourd'hui l'essor des sciences de l'homme et de la société, à travers les ethnologues, anthropologues, sémiologues, sociologues, spécialistes de la mythologie comparée (tels que Aron, Lévi-Strauss, Dumézil, Foucault, Barthes, Bourdieu), et les historiens (Braudel, Duby, Le Goff).

Les arts plastiques et l'architecture s'inscrivent désormais dans les courants internationaux. En effet, si Paris demeure – avec Londres et Rome et après New York – un lieu privilégié de consécration, les noms importants de l'art contemporain sont devenus pour l'essentiel étrangers à l'hexagone. Après la disparition des grands maîtres du "premier XX^e siècle" (Braque, Matisse, Picasso, Rouault, Chagall), échappent à la relative grisaille des dernières décennies l'œuvre picturale d'un Soulages, d'un Buffet, d'un Vasarely, ou celle de sculpteurs ou d'"architectes-décora-

teurs" comme César, Boltanski et Buren. Quant à l'architecture proprement dite, si elle a donné lieu à d'incontestables réussites, celles-ci sont souvent le fait de personnalités étrangères : le Brésilien Oscar Niemeyer, l'Espagnol Ricardo Bofill, l'Américain Yeoh Ming Pei, etc. Cela, il est vrai, dans un contexte d'internationalisation croissante de la création et du marché artistiques.

③ Culture des élites et culture de masse

Des efforts importants ont été faits pour mettre l'art et les productions de l'esprit à la portée de tous. C'est en 1958 qu'est créé un ministère des Affaires culturelles, confié à André Malraux, qui va s'appliquer à faire naître les premières maisons de la culture.

L'ouverture à Paris du Centre Georges-Pompidou en 1977 (Beaubourg), du musée d'Orsay en 1986, celle de l'Opéra de la Bastille en 1990 s'inscrivent dans cette perspective, de même que nombre d'initiatives prises à l'échelle des régions et des municipalités urbaines.

Si l'action de l'État, comme celle des collectivités locales, a eu fréquemment pour objectif essentiel la conservation et l'enrichissement du "patrimoine" (monuments, musées, bibliothèques, etc.), l'aide à la création a pris, depuis 1981, une importance plus grande – y compris sous des formes spontanées jusqu'alors considérées comme mineures, du rock à la bande dessinée –, notamment sous l'impulsion de Jack Lang, ministre de la Culture de 1981 à 1986 puis de 1988 à 1993.

Mais l'accès à la culture ne dépend que partiellement de l'action de l'État. Elle procède de facteurs économiques, de l'état du système socio-éducatif, de l'éducation familiale, etc. Le "public cultivé" s'est sensiblement élargi depuis la guerre, du fait de l'accroissement des effectifs des nouvelles classes moyennes et de la forte augmentation du nombre des étudiants, mais toute une partie de la population demeure étrangère à une culture traditionnelle encore l'apanage d'une "élite". Aujourd'hui, plus de 80 % des Français regardent la télévision, mais un sur deux ne lit pas de journal quotidien, près d'un sur trois ne lit jamais de livre, un sur deux ne va pas au cinéma, et un sur dix seulement se rend épisodiquement au théâtre ou au concert.

Le cinéma est en crise dans la plupart des pays industrialisés, concurrencé par la télévision. La France a longtemps fait partie des grands pays créateurs en ce domaine – comme en témoignent dans les années 60 le succès et l'influence internationale de la "nouvelle vague" avec Godard, Truffaut, Chabrol, etc. – et elle continue aujourd'hui de produire des œuvres originales et attachantes (Rohmer, Tavernier, Resnais, Pialat, Besson, Beineix, etc.).

14 Deux jugements sur Beaubourg

■ Les dix ans de Beaubourg

Reste globalement, pour cette maison de la culture à l'échelle parisienne, un indéni-able succès, mesurable aux statistiques d'entrées, à l'usure accélérée des matériaux ou à la longueur des files d'attente. Et, par-delà les limites de la démocratisation culturelle comme de l'encouragement à la création – deux objectifs de départ vite ramenés à la réalité des pesanteurs sociologiques et institutionnelles –, on peut du moins y voir une somme quotidienne de réponses (plus ou moins adaptées) ou de propositions (plus ou moins bien utilisées), face à des demandes de toutes sortes : demandes de documentation, d'information, de contemplation, de déambulation ou de contacts, que Beaubourg peut en tout cas s'honorer d'avoir pu susciter, et même de parvenir, dans une certaine mesure, à satisfaire.

N. Heinrich, *Universalia* 1988, *Encyclopaedia Universalis*.

■ Les "barbares"

au pied de la citadelle

La grande surprise n'est pas là. La piazza attira des gens sur lesquels on ne comptait pas : un "public populaire", comme on dit, venu des quartiers pauvres de Paris et de toute la banlieue (...). Badauds de tous âges, jeunes zonards, voire loubards, chômeurs sans avenir et sans espoir viennent errer sur la place pentue, regardent cracheurs de feu, avaleurs de sabres, montreurs de marionnettes ; écoutent les camelots de toutes sortes qui renouent avec les traditions anciennes (...).

Il s'agit bien d'une animation culturelle. Elle ne concerne pas la "culture" que le C.N.A.C.¹ entendait promouvoir : Marginaux, Noirs, Maghrébins, toutes les victimes de cette "nouvelle pauvreté" qui n'est pas tellement nouvelle s'assemblent autour de Beaubourg sans l'assiéger. Le C.N.A.C. a voulu apporter la culture au peuple. Le peuple est venu la contempler sans y entrer ou s'il y entre c'est de façon erratique. Les intellectuels conservateurs ont mis Beaubourg en dérision (...). Une dérision par le discours. Le "peuple" manifeste une dérision par l'ignorance. Les "barbares" campent au pied de la citadelle culturelle.

G. Vincent, *"Baubourg an VIII"*, *Vingtième Siècle*, avril-juin 1985.

1. Centre national d'art contemporain.



15 L'opéra Bastille

16 Les mutations du cinéma français

La forte progression du nombre de films diffusés par les chaînes de télévision ces dernières années a accentué un phénomène de standardisation du cinéma français dit populaire. Les films à vedettes des années 60, 70, voire 80 – comédies, policiers ou comiques – , constituent désormais le gisement principal où puisent les programmeurs de films pour alimenter leurs grilles. Ces films, qui obtiennent des taux d'Audimat parfois exceptionnels, sont largement exploités à travers le système de rediffusion ; si bien qu'à terme la demande du public des salles envers les films reposant sur de tels standards commerciaux s'est émoussée.

Cette mutation culturelle correspond à un vieillissement d'une majorité des cinéastes et auteurs des générations qui travaillaient dans le cinéma au cours des décennies antérieures. Elle correspond aussi à une évolution significative du public. Au cours des années 80, une partie du public a déserté les salles, préférant "consommer" les films à domicile ou sur vidéocassette. Celui qui continue de fréquenter les salles est essentiellement jeune, citadin, avide de nouveautés. Les films américains constituent souvent pour lui le principal attrait. Mais il est indéniable que le cinéma d'auteur (Pia-lat, Blier, Chabrol, Doillon, Rohmer, Godard, Téchiné, Tavernier...) a su tirer parti de cette mutation sociologique et culturelle. Tout comme le cinéma fondé sur une nouvelle esthétique à base de sensations

fortes et d'effets spéciaux, tel qu'il est incarné par exemple dans certains films de Jean-Jacques Annaud (*L'Ours*), de Jean-Jacques Beineix (*37°2 le matin*) et de Luc Besson (*Le Grand Bleu*, *Nikita*).

S. Toubiana, *"Impératifs de production et critères esthétiques dans le cinéma français"*, *Universalia* 1992, *Encyclopaedia Universalis*.

Analyser

● **Document 14.** Analysez chacun des deux textes en mettant en évidence les réponses que constitue Beaubourg à ces attentes diverses. Ces réponses sont-elles contradictoires ?

● **Document 15.** Pourquoi a-t-il fallu transférer les représentations d'art lyrique du palais Garnier à l'Opéra Bastille ?

● **Document 16.** Quel type de public fréquente généralement les salles de cinéma ? Quelles sont ses exigences ? En quoi diffèrent-elles de celles des téléspectateurs ?

idées

A. Une société transformée

- Quelles sont les transformations fondamentales qui ont affecté la démographie française depuis 1945 ?
- Quelles modifications ont subi les structures de la société française ? Quels groupes en ont fait les frais ? Lesquels se sont accrus ? Quels sont les effets de la crise sur la société ?

B. Vie sociale et pratiques quotidiennes

- Quelles modifications ont affecté les cadres de vie des Français ?
- En quoi l'accroissement des biens de consommation a-t-il changé la vie quotidienne de la population ?
- Quelles modifications des mœurs et des valeurs ont résulté des transformations du mode de vie des Français ? Quelles sont celles qui ont affecté les rapports entre générations et entre sexes ?

C. Création et pratiques culturelles

- Quels sont les facteurs explicatifs et quelles sont les manifestations de l'"engagement" des intellectuels ? Quand et pourquoi celui-ci a-t-il pris fin ?
- Quelles sont, depuis 1945, les grandes tendances qui marquent la production intellectuelle et artistique ?
- Quels efforts ont été faits depuis 1945 pour mettre la culture à la portée du plus grand nombre ? Quels en ont été les résultats ?

mots clefs

Baby-boom

Terme emprunté aux États-Unis et désignant un accroissement spectaculaire et momentané du taux de natalité.

Chômage

État d'une personne se trouvant involontairement privée d'emploi et en cherchant un.

Classe moyenne

Catégorie sociale formant plus de la moitié des actifs, participant fortement à la société de consommation et caractérisée par son aspiration à une promotion sociale rapide.

Contraception

Ensemble de méthodes permettant d'éviter la grossesse.

Engagement

Se dit à propos des intellectuels et de leur participation au débat politique et social.

Existentialisme

Doctrines philosophiques qui mettent l'existence et la liberté individuelles au premier plan.

Féminisme

Doctrines préconisant la défense et l'extension des droits de la femme.

dates

- 1945** : droit de vote des femmes.
Sécurité sociale.
- 1946** : naissance du Festival de Cannes.
- 1947** : création du Festival d'Avignon.
- 1950** : S.M.I.G.
Création de l'I.N.S.E.E. et du C.N.R.S.
"Nouveau roman".
- 1953** : création du "livre de poche".
- 1954** : appel de l'abbé Pierre en faveur des sans-logis.
- 1956** : 3^e semaine de congés payés.
- 1959** : indemnisation du chômage.
- 1960** : "nouvelle vague" au cinéma.
- 1964** : création de la D.A.T.A.R.
- 1967** : loi Neuwirth sur la contraception.
TV couleurs.
Création de l'A.N.P.E.
- 1968** : crise étudiante et crise sociale.
- 1969** : S.M.I.C.
- 1974** : majorité à 18 ans. Traduction de *L'Archipel du Goulag*.
- 1975** : loi Veil sur l'I.V.G.
- 1977** : inauguration du Centre Pompidou.
- 1980** : mort de Sartre.
- 1981** : 5^e semaine de congés payés.
Semaine de 39 heures.
Retraite à 60 ans.
Suppression de la peine de mort.
Impôt sur les grandes fortunes (I.G.F.).
- 1982** : lois sur les "radios libres".
- 1984** : manifestations en faveur de l'école privée.
- 1986** : privatisation de TFI.
- 1988** : Pyramide du Louvre.
Revenu minimum d'insertion.
- 1989** : Bicentenaire de la Révolution.
Opéra Bastille.
- 1993** : création de l'Eurodisney.
Le nombre des chômeurs dépasse 3 millions.

LA DISSERTATION (V)

Dissertation avec document complémentaire

Elle ne diffère pas de la dissertation traditionnelle (mêmes objectifs, même problématique...). Toutefois, le document complémentaire permet d'attirer l'attention sur des points essentiels, de fournir certains éléments précis, par exemple d'ordre statistique, et de procurer des exemples pour illustrer les affirmations de la copie (mais il ne couvre pas forcément tout le sujet).

sujet

L'évolution de la société française de 1945 à nos jours

17 Quelques statistiques sur 40 ans de société française

	Début des années 50	Fin des années 80
Population (en millions)	43	55,9
Espérance de vie : - hommes - femmes	60 ans } 1946 65 ans }	72 ans 80 ans
Population urbaine	56 %	73 %
Pourcentage des actifs dans : - agriculture - industrie et mines - services	26 % 38 % 36 %	7 % 32 % 61 %
Chômeurs (en % des actifs)	moins de 1 %	11 %
Étrangers (en % de la population)	4 %	8 %
Pourcentage des ménages équipés d'une douche ou d'une salle de bains	1 %	85 %
Pourcentage des ménages équipés d'un téléviseur	6 %	91 %
Bacheliers (en % d'une génération)	5 %	33 %
Assistance régulière à la messe (en % de la population)	30 %	15 %

corrigé

Introduction

En un demi-siècle, la société française a complètement changé de visage : cas particulier dans un contexte général qui est celui de la mutation des sociétés occidentales et de leur passage au stade "postindustriel".

1. L'évolution démographique et sociale

1. La croissance de la population

– Accroissement naturel : le baby-boom puis la stabilisation de la natalité et son recul à partir des années 50 (causes de ce phénomène) – le recul régulier de la mortalité.

– Immigration : les besoins de l'après-guerre ; la forte poussée des "Trente Glorieuses" ; le blocage depuis 1974 ; les problèmes posés à la société française par le fait migratoire.

– Les nouvelles tendances et les risques de vieillissement.

2. L'urbanisation

– Les causes.

– Les effets : poussée de la construction immobilière, urbanisation sauvage et tentative de contrôle du phénomène sous l'impulsion de l'État ; l'engorgement urbain et ses conséquences.

3. L'évolution de la population active

– Déclin relatif des activités agricoles.

– Stagnation et recul du secteur secondaire.

– Explosion des services.

4. Les effets de la crise

– Le problème du chômage.

– Remise en cause des acquis de la croissance : la "nouvelle pauvreté".

2. Le bouleversement des genres de vie et des valeurs

1. L'essor de la société de consommation

– La hausse des revenus.

– La production et la distribution de masse.

– L'équipement des ménages et le bouleversement de la vie quotidienne.

– L'accès du plus grand nombre à l'éducation.

2. La révolution des valeurs

– Déclin et remise en question des structures d'encadrement traditionnelles : la religion, la morale traditionnelle, les idéologies globalisantes, la famille classique, le mariage.

– Exaltation de l'individu, du corps, du plaisir ; recherche du bonheur personnel.

– Individualisation de nouveaux groupes : jeunes, femmes, "troisième âge".

– Limites et relativisation de ces phénomènes : le modèle reste pour de nombreux représentants des jeunes générations celui du couple (marié ou non) avec un ou deux enfants.

3. La consommation culturelle

– Les tentatives de démocratisation de la culture des élites ; ses limites.

– L'explosion de la culture de masse.

Conclusion

Une mutation qui ne caractérise pas la France seule mais qui, dans ce pays encore très fortement marqué par ses assises rurales au lendemain de la guerre, a été particulièrement sensible.

exercice

Rédigez la dissertation à partir du plan proposé, sans oublier l'introduction et la conclusion.

Les transformations économiques et sociales de la France de 1958 à 1969.

Chronologie indicative :

- 1958 Plan Pinay-Rueff.
- 1960-1962 Lois d'orientation agricole.
- 1963 Création de la D.A.T.A.R.
- 1966 La France possède le deuxième stock d'or du monde.

- 1967 Ordonnances sur l'intéressement et la Sécurité sociale.
400 000 chômeurs recensés.
Création de l'A.N.P.E.
- 1968 Accords de Grenelle.
Dévaluation du franc.

La télévision française sous la V^e République



– Maintenant, je voudrais vous poser la question que doivent se poser tous les téléspectateurs : Comment votre concept onirique à tendance kafkaïenne coexiste-t-il avec la vision sublogique que vous faites de l'existence intrinsèque ?

18 La télévision dans les campagnes vue par Sempé

19 Les différents statuts de la télévision française sous la V^e République

- 1959 :
Loi définissant la tutelle du ministère de l'Information sur la R.T.F.
- 1964 :
Création de l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.).
- 1974 :
Éclatement de l'O.R.T.F.
Autonomie des trois chaînes publiques.
- 1982 :
Loi proclamant la fin du monopole public (mais l'accès aux fréquences reste contrôlé par une Haute Autorité).
- 1984/1986 :
Création des chaînes privées (Canal Plus, la 5 et la 6).
- 1986, nov. :
La C.N.C.L. (Commission nationale de la communication et des libertés) remplace la Haute Autorité.

- 1987 :
Privatisation de T.F.I.
- 1989 :
Le C.S.A. (Conseil supérieur de l'audio-visuel) remplace la C.N.C.L.

20 L'équipement des foyers en téléviseurs

9 %	en 1958
18 %	en 1960
42 %	en 1965
96 %	en 1984
98 %	en 1994

21 Mes débuts au secrétariat à l'Information

La première image sera celle de l'initiation. 15 avril 1962 : Christian de La Malène, à qui je succède, me montre sur le bureau une batterie de boutons de sonnette :

"Celui-ci, c'est pour faire venir l'huissier, cet autre votre chef de cabinet, et ceux-là le directeur de la R.T.F., le directeur des journaux parlés et télévisés, le directeur des programmes de la télévision, le directeur des programmes de radio..."

Naïf, je m'étonnai de pouvoir sonner les responsables de la R.T.F., comme une châtelaine de jadis ses femmes de chambre. "C'est ainsi. Tous les jours vers cinq heures, vous les appellerez pour arrêter les grandes lignes du journal du soir, à la radio et à la télévision. Vous pourrez aussi à tout moment leur donner des instructions par le téléphone intérieur. Ne quittez pas votre bureau avant une heure et

demie et huit heures et demie. Après le journal télévisé, vos collègues vous appelleront pour vous reprocher ce qui leur aura déplu."

Ce que j'avais appris en quelques heures ne se savait guère, mais se sentait. Si la radio et la télévision nationales manquaient de crédit dans la nation, c'était bien que chacun croyait entendre moins la "voix de la France" que celle du gouvernement. La méfiance se laissait aisément mesurer. Pour la radio, les stations périphériques connaissaient un énorme succès. Pour la télévision, elles avaient la préférence dans les provinces frontalières ; et dans la plus grande partie du territoire, où aucune concurrence ne se manifestait, on se tenait à l'écart : la France n'eût comptait en 1962 que deux millions d'appareils, contre treize et quatorze en Allemagne et en Angleterre – où, pourtant, l'installation avait démarré en même temps. La télévision française, c'était l'État dans la salle à manger.

A. Peyrefitte, *Le Mal français*, Plon, 1976.

23 La télévision à l'heure de l'Europe

Le remodelage du paysage audiovisuel n'est pas une spécialité française. Le phénomène est commun à de nombreux pays d'Europe où les monopoles du service public ont été remis en cause pour de multiples raisons. La principale d'entre elles est que, l'augmentation du coût des programmes allant de pair avec une pression sociale pour une multiplication du nombre de ces programmes et de leur durée, les ressources du service public (la redevance), même complétées par la publicité, ne peuvent suffire. Au demeurant, le principe même du monopole et l'ingérence du pouvoir politique qu'il implique sont apparus de plus en plus anachroniques dans des sociétés de libre expression et de pluralisme. En outre, les nouveaux vecteurs que sont le câble et le satellite exercent une pression incoercible pour la pénétration de programmes venus d'ailleurs. (...)

Le problème des télévisions d'Europe occidentale se ramène à une donnée simple : en 1988, elles auront, toutes ensemble, produit 25 000 heures de programmes et en auront diffusé 130 000. Avec la multiplication des vecteurs (télévisions hertziennes, câble, satellite), elles devront, en 1993, diffuser 350 000 heures. Seuls des groupes de

dimension européenne auront la capacité financière et l'ampleur de vues stratégiques nécessaires pour affronter un semblable défi.

J. Rigaud, administrateur de la C.L.T.
(Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion),
Le Monde diplomatique, avril 1989.

prépabac

Commentez les documents de cette double page en organisant le commentaire autour du thème : "la télévision française sous la V^e République".

1. Comment les rapports entre pouvoir politique et télévision s'organisaient-ils sous la présidence du général de Gaulle ? Quelles en furent les conséquences ?
2. Qu'est-ce qui a changé depuis cette période ? Quelles sont les causes profondes de cette transformation ?
3. Dites en quoi la place et le rôle de la télévision dans la vie des Français ont évolué au cours des quarante dernières années.
4. Quels sont les enjeux actuels de l'évolution des sociétés de télévision dans un cadre français et européen ?



22 Plateau TV lors du "Téléthon" en 1994

La France dans le monde aujourd'hui

*Quel rôle joue la France dans le monde contemporain ?
Quels sont les moyens dont elle dispose ?
Comment définir l'identité française ?*

sommaire

A. De l'empire à l'Europe : la mutation des ambitions	288
1. Outre-mer : une puissance résiduelle.....	288
2. L'Europe : principal vecteur de l'influence française dans le monde.....	288
B. Les moyens de l'influence	290
1. Une puissance militaire et politique.....	290
2. La cinquième puissance économique du monde : une position menacée.....	292
3. Une influence culturelle importante.....	292
C. Qu'est-ce que l'identité française ?	294
1. Immigration et identité nationale.....	294
2. La question de l'identité française.....	294
Fiche-bac	295
Sujets de bac	296
Commentaire de documents.....	296

1 Le retour en France

(...) Depuis 1956, 1 368 065 Français, venant principalement d'Afrique du Nord, ont regagné la France : 953 233 sont venus d'Algérie, 220 519 du Maroc, 168 812 de Tunisie et 43 501 d'autres pays, d'Afrique noire, d'Égypte ou d'Extrême-Orient.

En ce qui concerne l'Algérie que 150 000 Français avaient déjà quittée avant l'indépendance, l'année de l'exode a vu le retour de 652 000 personnes ; 76 000 personnes ont été rapatriées en 1963 et 35 000 en 1964.

(...) Plus de la moitié des rapatriés sont installés dans le Midi ; 374 873 d'entre eux, soit 27,40 %, vivent dans la région Provence-Côte d'Azur, tandis que 241 642 personnes habitent la région parisienne (...).

Le Monde, 21 août 1966.



A. De l'empire à l'Europe : la mutation des ambitions

Depuis 1945, la France a perdu l'essentiel de son immense empire colonial : il n'en subsiste plus que quelques vestiges, les D.O.M.-T.O.M. Elle a reporté ses ambitions sur la construction européenne, dans laquelle elle a depuis toujours joué un rôle fondamental.

① Outre-mer : une puissance résiduelle

En 1945, la France, ébranlée par la guerre, reste une puissance mondiale grâce à son empire colonial. Étendu sur 12 millions de km² (24 fois la métropole), peuplé de 64 millions d'habitants, il fait de la France une puissance de premier plan. Grâce à lui, elle est présente sur tous les continents. Au lendemain du conflit domine l'idée que, sans l'empire, la France ne serait plus qu'un État diminué, une puissance de second ordre. Or, c'est à ce moment que la grande vague de la décolonisation atteint le monde et frappe de plein fouet l'empire dont la IV^e République avait fait l' "Union française".

De 1945 aux années 80, les anciennes colonies françaises accèdent, pour la plupart, à l'indépendance. En 1945, sous la pression conjuguée des nationalistes et des Britanniques, la France doit évacuer les deux mandats de la Syrie et du Liban. Deux longues guerres coloniales conduisent à l'indépendance l'Indochine française, en 1954, et l'Algérie, en 1962. Parallèlement à ces conflits, la IV^e République restitue à l'Inde, en 1955, les cinq comptoirs demeurés français depuis le XVIII^e siècle, donne l'indépendance, en 1956, à la Tunisie et au Maroc, les protectorats d'Afrique du Nord. Le général de Gaulle achève pour l'essentiel la décolonisation en acceptant, en 1958 et 1960, que les territoires d'Afrique noire et Madagascar deviennent totalement souverains. Ses successeurs accorderont l'indépendance à Djibouti et à l'archipel des Comores (sauf l'île de Mayotte qui choisit de rester française). Au début des années 80, l'empire français a disparu.

De l'ex-empire colonial ne subsistent plus que quelques vestiges. Au total, ceux-ci représentent 150 000 km² et 1,5 million d'habitants. Ils se répartissent en deux types de territoires :

- Les départements d'outre-mer (D.O.M.) sont considérés comme partie intégrante de la France et les lois françaises s'y appliquent : la Guyane, la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, et les deux "collectivités territoriales" de Saint-Pierre-et-Miquelon en Amérique, de Mayotte dans l'océan Indien.

- Les territoires d'outre-mer (T.O.M.) possèdent des statuts divers : Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, îles Wallis et Futuna, et les terres australes et antarctiques, ces dernières étant vides d'habitants.

Dans les D.O.M.-T.O.M., la France mène une politique d'assimilation et d'assistance à la population et, grâce à eux, elle demeure présente dans des régions lointaines et dispose d'une immense zone maritime de 10 millions de km², la troisième du monde par son étendue.

Mais l'élément de puissance que représentait l'empire a disparu. Par compensation, la France s'est tournée vers l'Europe.

② L'Europe : principal vecteur de l'influence française dans le monde

La France a joué un rôle moteur dans la construction européenne (chap. 5). Dès 1950, elle en prend l'initiative, avec le plan Schuman, et propose aux pays du continent de dépasser leurs rivalités en mettant en commun leurs ressources pour en tirer des avantages collectifs. C'est elle qui permet la création de la C.E.C.A. en 1951, celle du Marché commun en 1957. Sur le plan économique comme sur le plan politique, les gouvernements successifs ont vu dans la construction européenne une compensation à la perte de l'empire colonial.

Les pays de la C.E.E. sont les principaux partenaires économiques et techniques de la France. La création du Marché commun a poussé la France à orienter massivement son commerce extérieur vers ses voisins de la C.E.E. Aujourd'hui, c'est chez eux qu'elle achète principalement ses importations et vers eux qu'elle dirige ses exportations. De surcroît, des liens techniques et économiques se sont noués avec ses partenaires de la C.E.E., en particulier par des programmes de coopération technologique (le projet Eurêka, par exemple) ou par la création de l'Agence spatiale européenne, qui entreprend la construction du lanceur *Ariane*, du laboratoire de l'espace Columbus ou du planeur spatial *Hermès*.

La France œuvre pour la création d'une Europe politique. En 1954, la France a été responsable du rejet de la Communauté européenne de défense (C.E.D.) dont elle repoussait le caractère supranational. Mais elle souhaite la création d'une confédération européenne, constituée d'États souverains qui s'entendraient entre eux pour mener en tous domaines une politique commune. Tel était l'esprit du "plan Fouchet" proposé en 1961-1962 par le général de Gaulle. Mais il est rejeté par les partenaires de la France qui redoutent de consolider, en l'acceptant, une



3 Colonies et protectorats français en 1945

4 L'irrésistible courant de la décolonisation

Nous préférons la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage. Nous devons connaître les exigences de nos populations pour rechercher les voies les meilleures de leur émancipation totale. Nos exigences doivent être toutes connues pour être discutées. Nous ne renoncerons pas et jamais à notre droit légitime à l'indépendance. Nous serons citoyens de cet État africain et membre de la Communauté franco-africaine. Ce besoin d'égalité et de justice, nous le portons d'autant plus en nous que nous fûmes soumis à l'injustice et à l'inégalité. Nous avons un premier et indiscutable besoin, celui de notre dignité. Or il n'y a pas de dignité sans liberté.

Discours de Sékou Touré à Conakry (Guinée) lors de l'arrivée du général de Gaulle en août 1958.

à la marée soviétique (...), forme un ensemble qui, vis-à-vis des deux grandes puissances du monde, est susceptible de faire équilibre, en tout cas de constituer un ensemble propre à sa défense face à celles qui nous menacent. Enfin, il est de fait que les États qui restent libres en Europe contiennent encore les grandes sources de la connaissance et les grands foyers du progrès humain. Si donc on parvient à les unir au point de vue de l'économie, au point de vue de la sécurité, au point de vue de la culture, on aura certainement introduit dans notre monde déchiré un élément de paix nouveau et capital (...). L'Amérique ne fait pas partie de l'Europe. Je crois l'avoir découvert sur la carte (...).

Conférence de presse du 21 décembre 1951.



6 La fusée Ariane à Kourou en Guyane (janvier 1994)

5 Comment de Gaulle voit l'Europe

Les raisons de réaliser une communauté européenne sont évidentes et multiples. Il est clair qu'au point de vue économique, les pays qui composent notre ancien continent sont, dans une large mesure, complémentaires les uns des autres. Il est vrai que ce cap de l'Eurasie, pour autant qu'il ait échappé

Analyser

Document 3. Indiquez quelles étaient les différentes composantes de l'empire français en 1945. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

Document 4. Résumez les idées principales de ce texte. En quoi rend-il compte des observations que vous avez pu faire sur le document précédent ?

Document 5. Quel rôle le général de Gaulle assigne-t-il à l'Europe ? Comment la situe-t-il par rapport à la concurrence des deux super-grands à la date de cette conférence de presse ? Expliquez la signification de la dernière phrase ?

Document 6. Quels aspects des politiques européennes illustre cette photographie ?

“Europe des patries”, rendant impossible la création d’une Europe supranationale.

Depuis cette date cependant, la France a favorisé les diverses étapes qui jalonnent la lente construction de l’Europe politique : création d’une commission unique des Communautés européennes, élection du Parlement européen au suffrage universel, réunions régulières des chefs d’État et de gouvernement, création d’une monnaie de compte européenne, l’E.C.U, mise en œuvre le 1^{er} janvier 1993 du Mar-

ché unique européen, signature en février 1992 du traité de Maastricht, qui prévoit, avant la fin du siècle, une monnaie et une banque centrale communes, une citoyenneté européenne et une politique étrangère commune...

Puissance de premier plan en Europe, la France peut ainsi espérer, par l’intermédiaire d’un continent organisé – dont le poids dans le monde serait alors considérable –, jouer un rôle planétaire que ses seules forces ne lui permettent plus d’assumer.

B. Les moyens de l’influence

L’influence française dans le monde repose sur le rôle politique international du pays, sur sa puissance militaire, sur son importance économique qui, en dépit de faiblesses structurelles, place la France au cinquième rang mondial, enfin sur son prestige culturel, dont la langue française est un véhicule essentiel.

1 Une puissance militaire et politique

Puissance moyenne, la France possède cependant une force militaire de premier ordre, en particulier nucléaire. Elle a en effet choisi d’assurer son indépendance en se dotant d’une force nucléaire autonome qu’elle ne cesse de moderniser. Elle a fondé sa défense sur la stratégie de dissuasion, destinée à faire renoncer tout adversaire éventuel à l’attaquer, en raison des dommages qu’elle-même pourrait lui causer. Cette force de dissuasion stratégique comprend des éléments aériens (missiles enterrés au plateau d’Albion, bombardiers porteurs d’armes nucléaires) et navals (sous-marins à propulsion nucléaire dotés de missiles balistiques). Elle est complétée par des forces nucléaires “préstratégiques”, formées de régiments possédant des rampes de lancement de fusées nucléaires, des moyens aériens et navals. Le tiers du budget militaire de la France, le plus important en Europe après celui du Royaume-Uni, est consacré aux forces nucléaires.

Mais la France possède également des moyens militaires classiques. Ses armées rassemblent 450 000 hommes (l’effectif le plus important en Europe après celui de la République fédérale d’Allemagne). En 1983, elle a créé une Force d’action rapide (F.A.R.) de cinq divisions transportées par hélicoptères de combat et capables d’intervenir rapidement en tout point du globe.

La France joue politiquement un rôle de premier plan dans le monde. Depuis la fondation de l’O.N.U., elle est l’un des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité, possédant un droit de veto sur les décisions de

celui-ci. Depuis 1949, elle est membre de l’alliance Atlantique et participe à ses délibérations – bien qu’elle se soit retirée, en 1966, de l’organisation militaire de l’alliance, afin de conserver sous commandement national ses forces militaires. Mais elle coopère avec les autres membres de l’alliance Atlantique et tout particulièrement avec la République fédérale d’Allemagne, son but étant de parvenir à la création d’une défense autonome de l’Europe, dont la force de dissuasion française serait le fer de lance. Enfin, on a vu plus haut le rôle qu’elle joue dans la construction européenne.

La France mène une politique étrangère active, orientée en particulier vers le tiers-monde. Elle consacre à l’aide au développement, en 1989, 0,5 % de son P.I.B. et envoie dans le tiers-monde plus de 20 000 coopérants. Sa présence est particulièrement importante en Afrique où des accords de défense, d’assistance militaire, de coopération culturelle, scientifique et technique la lient à un grand nombre de pays de son ancien domaine colonial. Enfin, elle est présente dans le monde méditerranéen, au Proche-Orient, dans l’océan Indien, en Amérique latine et dans le Pacifique Sud.

Elle a participé en 1991 aux opérations militaires engagées par l’O.N.U. pour combattre le régime irakien de Saddam Hussein qui avait envahi le Koweït. À la demande de l’O.N.U., elle a envoyé un contingent militaire pour tenter de rétablir la paix dans l’ex-Yougoslavie. Enfin, sous mandat de l’O.N.U., elle est intervenue au Rwanda pour empêcher le massacre des populations civiles dans la guerre ethnique dont ce pays a été le théâtre en 1994, combattre les épidémies et nourrir les réfugiés.



7 14 juillet 1994 : L'Eurocorps défile sur les Champs-Élysées. Ici un char léopard allemand de l'Eurocorps

8 Qu'est-ce que la stratégie de dissuasion ?

C'est dire et avoir les moyens de dire à l'agresseur potentiel et de le persuader que son agression sera suicidaire. Il est clair qu'aujourd'hui l'invasion ou la destruction de la France par l'Union soviétique causerait à cette dernière, quoi qu'elle fasse, des dommages gigantesques.

Il faut donc, d'une part, être capable de démontrer à l'U.R.S.S. que tout conflit en Europe serait suicidaire pour elle et, d'autre part, mener une action politique, donc posséder les moyens militaires nous permettant de conserver nos libertés d'action en Méditerranée, en Afrique, dans l'océan Indien. La dissuasion est globale dans le temps, l'espace et les moyens. C'est dans cette optique de défense que doivent se situer pour la France, la Grande-Bretagne et l'Europe, en liaison avec les États-Unis, les problèmes d'évolution des forces, de leur philosophie d'emploi, de coopération en matière d'arme-

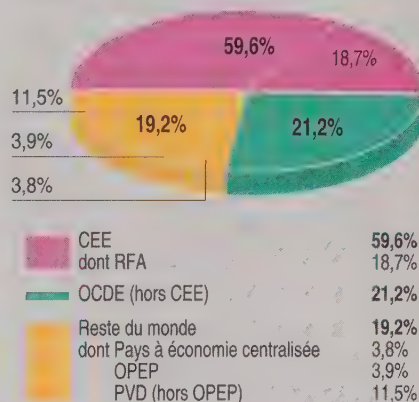
ment, ainsi que ceux que posent l'amorce d'une dissuasion européenne et la réduction éventuelle des armements face aux défis technologiques et stratégiques du futur.

J. Bonnemaizon, Pour la science, octobre 1986.

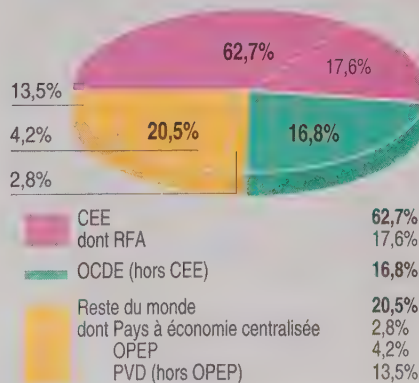
9 Les principaux clients de la France en 1993 (en millions de francs)

1 République fédérale d'Allemagne	203 194
2. Royaume-Uni	110 704
3. Italie	110 074
4. Belgique - Luxembourg	100 956
5. États-Unis	83 589
6. Espagne	77 416
7. Pays-Bas	56 462
8. Suisse	44 673
9. Japon	23 057
10. Portugal	18 060

PROVENANCE DES IMPORTATIONS (1993)



DESTINATIONS DES EXPORTATIONS (1993)



10 Le commerce extérieur de la France en 1992

Analyser

Document 7. Quelle volonté politique cette photographie illustre-t-elle ?

Expliquez en quoi cette présence représente un acte important et suppose que soit surmontés certains souvenirs ?

Document 8. Comment l'auteur définit-il la dissuasion ? Montrez comment les divers éléments du potentiel militaire français répondent aux diverses missions évoquées ici.

Document 9. Quels sont les principaux clients de la France ? Quel est le plus important ? Parmi les 10 premiers clients de la France, combien appartiennent à l'Union européenne ?

Document 10. Quelles sont les régions du globe qui fournissent à la France la plus grande part de ses importations ? Quelles sont les régions du globe où la France exporte le plus ? Classez les régions-clients et les régions-fournisseurs par ordre d'importance.

2 La 5^e puissance économique du monde : une position menacée

L'ouverture des frontières a contraint l'économie française à moderniser ses structures. À partir de 1946, la France abandonne le protectionnisme traditionnel qui la caractérisait pour démanteler progressivement ses barrières douanières et jouer le jeu de la concurrence internationale. En fait, la structure de son économie l'oblige à entrer dans le jeu d'une économie d'échanges : elle doit exporter impérativement des produits agricoles et importer énergie et matières premières qui lui font défaut. Aussi est-elle devenue la cinquième puissance commerciale du monde, consacrant aux exportations 20 à 25 % des biens qu'elle produit.

Pour parvenir à ce résultat, elle a dû moderniser les structures de ses entreprises qui se sont lancées à la conquête des marchés mondiaux. Ses banques développent leurs activités dans une grande partie du monde. Certaines de ses entreprises sont devenues des multinationales travaillant à l'étranger, comme les sociétés pétrolières Elf-Aquitaine et Total, les constructeurs d'automobiles Renault et Peugeot, mais aussi Michelin, la Compagnie générale d'électricité (C.G.E.), Rhône-Poulenc, etc.

La France est devenue la cinquième puissance économique du monde, derrière les États-Unis, le Japon, la Russie et l'Allemagne. Elle produit 5 % des richesses mondiales et fait 5 % du commerce international. Sa puissance économique repose sur son agriculture (2^e rang mondial pour le vin, le sucre de betterave, 4^e pour le blé et la viande) et sur une industrie de haute technologie (2^e rang mondial pour les centrales nucléaires, 3^e pour les constructions aéronautiques et aérospatiales, 4^e pour l'automobile). Des réalisations d'avant-garde comme le lanceur *Ariane*, l'avion Airbus (réalisés en coopération avec d'autres pays européens), le T.G.V., l'industrie nucléaire, les réseaux de fibre optique, les cartes à mémoire, la classent parmi les puissances les plus dynamiques du monde.

Mais sa position est menacée par des concurrents plus actifs. Si la France montre une grande créativité dans des domaines d'avant-garde, elle parvient difficilement à s'implanter sur les grands marchés économiques rentables. En effet, sa balance commerciale montre une tendance permanente au déficit, faute d'industries aussi spécialisées et aussi compétitives que celles du Japon ou de la R.F.A.

Dès les années 60, Georges Pompidou avait pris conscience de cette faiblesse et mis l'accent sur "l'impératif industriel". Mais le problème ainsi posé n'est toujours pas résolu. Les investissements productifs, matériels

ou intellectuels, la formation professionnelle, la recherche demeurent insuffisants. Il en résulte un tissu industriel qui manque de densité, des entreprises qui se soucient moins de dynamisme commercial que de rentabilité financière immédiate, des pertes de marché à l'extérieur et une position défavorable de la France dans des domaines comme l'électronique grand public, l'électroménager, les biens de consommation courante, etc.

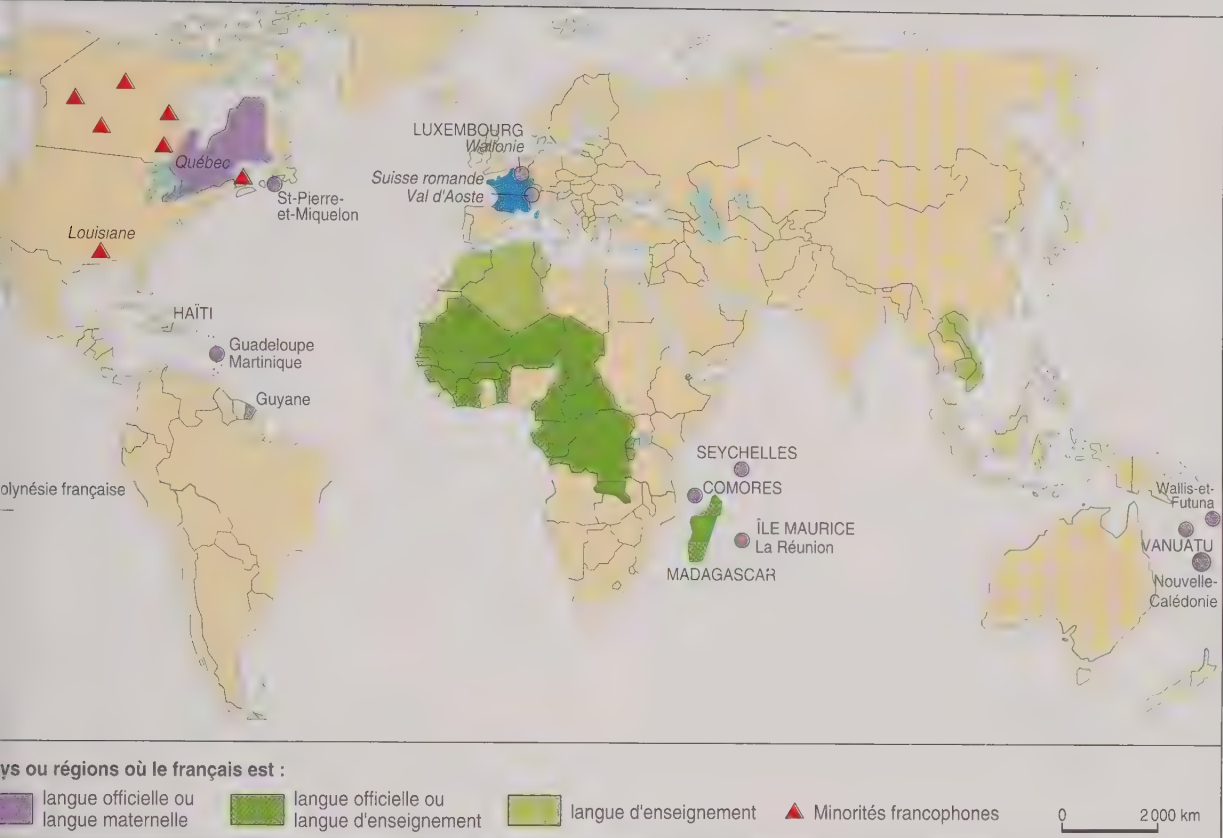
Excédentaire avec les pays en voie de développement (auxquels la France consent de larges crédits), la balance commerciale française est déficitaire avec les grands pays industriels.

3 Une influence culturelle importante

Les Français sont relativement peu nombreux à l'étranger, ayant toujours répugné à s'expatrier. Ils sont un million et demi à vivre à l'étranger (enseignants, étudiants, techniciens, hommes d'affaires ou coopérants). La plupart séjournent dans les pays d'Europe occidentale et d'autres groupes, plus ou moins nombreux, vivent aux États-Unis, au Maghreb, en Afrique...

La "francophonie" est l'instrument de l'influence française dans une partie du monde. Parlé dans le monde entier par l'élite cultivée du XVII^e au XIX^e siècle, le français a cédé la place à l'anglais comme langue des affaires, de la diplomatie et de la science. Toutefois, il demeure une des langues officielles de l'O.N.U., employée par un quart des États membres. Environ 90 millions de personnes dans le monde utilisent le français (une partie des Belges et des Luxembourgeois, les Suisses romands, les habitants du Val d'Aoste en Italie, des îles Anglo-Normandes et de Monaco, ceux du Québec au Canada, de Haïti, de 24 pays africains pour lesquels il est la langue véhiculaire et officielle). Enfin, des millions de personnes dans le monde le parlent et le comprennent, sans qu'il soit leur langue habituelle, grâce aux instituts, lycées, centres culturels français à l'étranger : en les prenant en compte, 200 millions de personnes parlent le français dans le monde.

Autour de la langue française s'est développée la "francophonie", conçue comme une communauté culturelle transcendant les frontières et que les francophones tentent d'organiser. En 1984, a été créé un Haut Conseil de la francophonie et, en 1987, s'est tenu à Québec le premier congrès de la francophonie, rassemblant une quarantaine d'États peuplés de 380 millions d'habitants. Le développement de la francophonie apparaît désormais comme un objectif gouvernemental avec la création, en 1988, d'un secrétariat d'État à la Francophonie.



11 La langue française dans le monde



12 Représentation à Broadway des "Misérables" de Victor Hugo

13 La communauté des pays d'expression française

L'idée est (...) ancienne.

Évoquée par le président Senghor¹ en mars 1962 à Bangui, l'idée de la formation d'une communauté des pays d'expression française fut en effet reprise par le président mauritanien Ould Daddah en avril 1964, puis par le président Bourguiba² en 1965 (...).

Elle allait donner naissance en 1970, lors de la conférence de Niamey à une organisation internationale regroupant les pays désireux d'affirmer ainsi leur solidarité, l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.) qui comprend vingt-trois membres fondateurs (...).

Sur la scène internationale sont apparus depuis 1945 de grands ensembles fondés sur des critères variés : l'appartenance commune à un continent, à un ancien empire, à une religion.

Le critère linguistique est certainement un des plus forts de ceux qui peuvent inciter les hommes à se rassembler car disposer du même outil de communication favorise indiscutablement le rapprochement et la compréhension mutuelle. Mais, bien entendu, l'usage qui est fait de la langue commune peut différer sensiblement selon que celle-ci est langue maternelle, langue

"seconde", langue d'enseignement obligatoire, simple langue de communication internationale.

Acte de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, 17-19 février 1986.

1. À l'époque, président du Sénégal.
2. À l'époque, président de la Tunisie.

Analyser

Document 11. Dans quelles régions du monde le Français est-il langue officielle ou maternelle ? langue officielle ou d'enseignement ? Mettez en relation les régions où l'on parle français et celles de la présence coloniale française en 1945 (doc. 3). Que constatez-vous ? Quels sont les pays où existent des minorités francophones ? Pourquoi ?

Document 12. Expliquez quel vecteur de l'influence française se trouve représenté sur ce document.

Document 13. De qui vient l'idée de la création d'une communauté des pays d'expression française ? Pourquoi ? Expliquez le rôle que joue le critère linguistique comme élément de cohésion de cette communauté.

C. Qu'est-ce que l'identité française ?

La présence en France d'importants contingents d'immigrés, dont certains entendent conserver au nom du "droit à la différence" la langue et les coutumes de leur pays d'origine, a fait naître un débat sur l'identité nationale qui s'alimente des difficultés des Français confrontés à la crise, et de la peur de l'étranger.

1 Immigration et identité nationale

La France demeure une terre d'immigration. Entre 3,5 et 4 millions d'étrangers vivent actuellement en France. Il faut ajouter à ce nombre 1,5 million de personnes qui ont acquis par naturalisation la nationalité française. Elles ont été attirées en France par les besoins de main-d'œuvre de l'économie nationale à l'époque de la croissance, alors que la population active était insuffisante. Le phénomène n'est pas nouveau : depuis la fin du XIX^e siècle, à la recherche d'asile politique ou de travail, des étrangers se sont installés en France et y ont fait souche. On estime aujourd'hui qu'en remontant à la troisième ou quatrième génération, 18 millions de Français (soit un sur trois) sont descendants d'immigrants.

En dépit de réactions xénophobes ponctuelles, la France a assimilé les immigrants qui se sont successivement établis sur son sol. À toutes les époques de l'histoire contemporaine de la France, l'arrivée de groupes d'étrangers, différents par la langue, les coutumes vestimentaires ou alimentaires, les habitudes de vie, a provoqué des réactions de rejet de la part de la population française, d'autant plus vives que la culture de ces groupes semblait plus éloignée des mœurs nationales.

À la fin du XIX^e siècle, si les Belges sont bien acceptés, il n'en va pas de même des Italiens qui sont l'objet de manifestations xénophobes. Dans l'entre-deux-guerres, celles-ci visent les Polonais, les Espagnols ou les Juifs chassés d'Europe centrale par les persécutions des régimes fascistes et autoritaires. Or tous ces groupes se sont successivement assimilés grâce à l'école, au travail, aux pratiques religieuses ou à l'engagement politique.

L'arrivée massive, durant les années de la croissance, de migrants en provenance du Maghreb ou d'Afrique noire, puis les débuts d'une crise économique qui fait régner le chômage ont fait rejouer des réflexes anciens de xénophobie, voire de racisme, et conduisent à se poser le problème de l'identité française.

2 La question de l'identité française

La coexistence de groupes ethniques différents sur le sol français suscite un débat sur l'identité nationale. La pré-

sence d'un grand nombre d'immigrés qui reconstituent dans les quartiers des villes où ils se rassemblent les habitudes de vie des pays dont ils sont originaires et les transmettent à la "seconde génération", celle des enfants nés en France, provoque un double phénomène :

– D'une part, ces groupes redoutent l'assimilation qui leur ferait perdre leur identité et réclament le "droit à la différence", c'est-à-dire celui d'être à la fois résidents en France (voire citoyens français) et celui de conserver la langue, la culture, les coutumes de leur pays. Ils sont soutenus dans cette revendication par ceux qui souhaitent voir la France devenir une société "pluriculturelle".

– D'autre part, et par réaction contre ce courant, un certain nombre de Français manifestent la crainte de voir leur propre mode de vie transformé par ces apports venus de l'étranger. Ces craintes sont canalisées par l'extrême droite qui fait des immigrés les boucs émissaires des difficultés du moment, les rendant responsables du chômage ou de l'insécurité qui règne dans certains quartiers des villes. Elle s'assure, par ces thèmes, une audience dans les milieux populaires les plus touchés par la crise. L'identité française est-elle menacée par les immigrés ?

L'identité nationale repose avant tout sur la culture, entendue au sens large du terme comme l'ensemble des traits qui caractérisent une société (sa langue, son histoire, ses références, ses connaissances, ses comportements, ses mœurs). Cette culture est transmise par l'école, la presse, les livres, les échanges quotidiens au sein de la société. Forcée par une histoire de vingt siècles, cette culture n'est nullement figée. Elle s'enrichit aujourd'hui, comme elle l'a fait au long des siècles, des multiples apports venus de l'étranger, qu'elle a progressivement intégrés.

Et c'est cette culture, cœur de l'identité nationale, qui a été le principal instrument de l'assimilation de générations d'immigrants qui, tout en la transformant peu à peu, sont devenus français en l'adoptant à la première ou à la seconde génération. De même que la population française s'est nourrie d'un sang neuf venu de l'étranger, l'identité nationale s'est affirmée en se modelant peu à peu au gré des influences multiples venues d'au-delà des frontières.



14 Une classe d'école primaire à Paris en 1984

15 Prise de conscience de l'identité française

Au vrai, qui de nous, Français, ne s'est posé, ne se pose des questions à propos de notre pays à l'heure présente, et plus encore aux heures tragiques que notre destin a traversées sans arrêt, tout au long de sa route ? Ces catastrophes sont chaque fois, pour nous, de vastes déchirures de l'histoire, comme dans nos voyages aériens d'aujourd'hui ces trous, ces puits brusques de lumière dans l'épaisseur des nuages, au fond desquels s'aperçoit la terre. Catastrophes béantes, gouffres, puits de lumière triste, notre histoire en est remplie : c'est pour ne pas remonter trop haut dans le passé, 1815, 1871, 1914 (...). C'est 1940 quand le glas sonne, une seconde fois pour nous, autour de Sedan ; quand se noue, dans le désordre inouï de la défaite, le drame de Dunkerque (...). J'ai vécu ces débâcles. Ainsi me suis-je, comme beaucoup d'autres, heurté à ces questions en cet été 1940 qui, par une ironie du sort, fut somptueux, éclatant de soleil, de fleurs, de joie de vivre (...). Nous, les vaincus, sur le chemin injuste d'une captivité ouverte d'un seul coup, nous étions la France perdue, comme la poussière que le vent arrache à un tas de sable. La vraie France, la France en réserve, la France profonde restait derrière nous, elle survivait, elle a survécu (...). Depuis cette époque déjà lointaine, je n'ai

cessé de penser à une France en profondeur, comme enfouie en elle-même, qui coule selon les pentes propres de son histoire séculaire, condamnée à se continuer vaille que vaille (...).

F. Braudel, L'Identité de la France, Espace et Histoire, Arthaud-Flammarion, 1986.

16 Un historien définit l'"identité française"

Qu'entendre par identité de la France ? Si non une sorte de superlatif, sinon une problématique centrale, sinon une prise en main de la France par elle-même, sinon le résultat vivant de ce que l'interminable passé a déposé patiemment par couches successives, comme le dépôt imperceptible de sédiments marins a créé, à force de durer, les puissantes assises de la croûte terrestre ? En somme un résidu, un amalgame, des additions, des mélanges. Un processus, un combat contre soi-même, destiné à se perpétuer. S'il s'interrompait, tout s'écroulerait. Une nation ne peut être qu'au prix de se chercher elle-même sans fin, de se transformer dans le sens de son évolution logique, de s'opposer à autrui sans défaillance, de s'identifier au meilleur, à l'essentiel de soi, conséquemment de se reconnaître au vu d'images de marque, de mots de passe connus des initiés (...). Se re-

connaître à mille tests, croyances, discours, alibis, vastes inconscients sans rivages, obscures confluences, idéologies, mythes, fantasmes (...). En outre toute identité nationale implique forcément une certaine unité nationale, elle en est comme le reflet, la transposition, la condition.

F. Braudel, L'Identité de la France, Espace et Histoire, Arthaud-Flammarion, 1986.

Analyser

Document 14. En quoi cette photographie illustre-t-elle le rôle d'intégration que joue l'école ? Expliquez.

Document 15. En quoi les drames de l'histoire nationale permettent-ils de prendre conscience de l'identité française ? Expliquez l'expérience vécue par l'auteur. Qu'entend-il par "France profonde" ?

Document 16. Quel est l'apport du passé à l'identité de la France ? En quoi cette identité est-elle aussi le résultat d'une dynamique, d'une volonté engageant le présent ? Quels éléments permettent aux membres de la communauté de participer à cette identité ?

idées

A. De l'empire à l'Europe : la mutation des ambitions

- Qu'est-il advenu, depuis 1945, de l'empire colonial français ? Quelle est aujourd'hui la présence de la France outre-mer ?
- Quel rôle a joué la France dans la construction européenne ? Comment la France a-t-elle envisagé dans le passé et envisage-t-elle aujourd'hui la construction de l'Europe politique ?

B. Les moyens de l'influence

- Sur quel principe est fondée la stratégie militaire de la France ? Ses moyens militaires classiques sont-ils importants ? Quel rôle politique la France joue-t-elle dans le monde ? Par quels moyens ?
- Quelles transformations ont affecté ses structures économiques depuis 1945 ? Quelle est la place de l'économie française dans le monde d'aujourd'hui ? Quelles sont ses faiblesses ?
- Quels sont les vecteurs de l'influence culturelle de la France ? Où cette influence se fait-elle sentir ? Qu'est-ce que la "francophonie" ?

C. Qu'est-ce que l'identité française ?

- Quelle est l'importance du phénomène migratoire en France ? S'agit-il d'un fait récent ? Quelles réactions suscite-t-il en France ?
- Quelle est la nature du débat sur l'identité nationale en France ? Quelles craintes révèle-t-il ? Si cette identité repose sur la culture, est-elle en contradiction avec le phénomène de l'immigration ?

mots clefs

Assimilation

Intégration des étrangers à la communauté nationale.

Code de la nationalité

Ensemble des textes législatifs et réglementaires qui définissent les conditions d'accès à la nationalité française.

Départements d'outre-mer

Départements éloignés de la France métropolitaine mais dont le statut est identique à celui des départements de la métropole.

Dissuasion

Stratégie tendant à pousser un éventuel adversaire à renoncer à attaquer un pays de crainte de représailles nucléaires de sa part.

Droit à la différence

Statut revendiqué par certains immigrants leur permettant de résider en France tout en conservant la langue, la culture et les mœurs de leur pays d'origine.

Francophonie

Communauté internationale qui rassemble les pays dont le français est la langue maternelle, la langue officielle ou la langue d'enseignement.

Société pluriculturelle

Société au sein de laquelle coexistent des langues et des cultures différentes.

Territoires d'outre-mer

Territoires placés sous souveraineté française, mais disposant de statuts différents de ceux du territoire métropolitain.

Xénophobie

Haine systématique de l'étranger.

dates

1945 : la France obtient un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'O.N.U.

Indépendance de la Syrie et du Liban.

1949 : signature du Pacte atlantique.

1950 : plan Schuman donnant naissance à la C.E.C.A.

1954 : la France perd l'Indochine. Rejet par le Parlement français de la C.E.D.

1956 : indépendance de la Tunisie et du Maroc.

1957 : traité de Rome, donnant naissance au Marché commun.

1958 : indépendance de la Guinée.

1960 : indépendance de l'Afrique noire. Première bombe atomique française.

1962 : indépendance de l'Algérie.

1966 : la France quitte l'O.T.A.N.

1974 : indépendance des Comores (sauf Mayotte).

1977 : indépendance de Djibouti.

1979 : premières élections européennes au suffrage universel.

1983 : création de la Force d'Action Rapide.

1986 : signature de l'Acte unique européen.

1991 : la France participe à la guerre du Golfe.

1992 : la France envoie des "casques bleus" en Bosnie. Ratification du traité de Maastricht.

1994 : la France intervient au Rwanda.

COMMENTAIRE DE DOCUMENTS

sujet

17 François Mitterrand et l'Europe

C'est une grande date ; peut-être – j'aimerais mieux dire sûrement – l'une des plus importantes de notre histoire. Pour en comprendre la portée, il faut imaginer – ceux qui l'ont vécu s'en souviennent – l'état de notre continent après deux guerres mondiales en moins d'un quart de siècle, et les ravages du racisme et de l'esprit totalitaire. Partout la ruine, le deuil, des terres dévastées, des peuples dépossédés, leur destin désormais passé en d'autres mains, l'Europe coupée en deux, bref, la fin d'un monde.

Aussi, l'Histoire n'oubliera pas les quelques hommes, imaginatifs et courageux, qui élevèrent la voix au-dessus des décombres pour dire aux ennemis d'hier – à commencer par les Allemands et les Français – que le salut dépendait d'eux, d'eux seuls, et qu'ils avaient d'abord à sortir d'un engrenage séculaire de guerre et de domination pour construire, enfin, leur avenir. Du moins si nous savons, à notre tour, poursuivre l'œuvre et l'achever. (...) Hâtons l'Europe technologique, Américains et Japonais ne nous attendront pas. Conquérons l'espace, nous aussi. Organisons nos moyens de communications, d'éducation et de culture. Formons les jeunes aux disciplines du savoir dans les universités de leur choix. Réduisons les inégalités entre pays, entre régions, entre les groupes sociaux et les individus (...).

Discours prononcé le 25 mars 1987 par François Mitterrand, lors du trentième anniversaire des traités de Rome.

exercice

(Sujet posé au bac en juin 1990)

1. Présentez le document, son auteur, son contexte.
2. Quel constat François Mitterrand dresse-t-il de l'Europe de l'après-guerre ? Vous semble-t-il justifié ?
3. À quels "hommes imaginatifs et courageux" fait-il allusion ? Montrez comment ils ont œuvré pour faire du 25 mars 1957 une grande date.
4. Quel est le programme esquissé par François Mitterrand ? À la date du discours, où en est la construction européenne, et quels en sont les enjeux ?

corrigé

1. Auteur, nature du document, contexte

Nous sommes en présence d'un discours officiel, de circonstances. Il s'agit de la cérémonie organisée à Rome pour célébrer le trentième anniversaire de la signature, le 25 mars 1957, du traité qui devait donner naissance au Marché commun par la France, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg.

Ce discours est prononcé par François Mitterrand, président de la République française depuis 1981.

Européen de toujours, il concentre son activité sur la politique étrangère, le principal domaine qui demeure dans ses compétences depuis que les élections de mars 1986 l'ont contraint à la cohabitation avec le gouvernement de droite de Jacques Chirac.

2. Le tableau de l'Europe d'après-guerre (voir chap. 1)

- "La ruine, le deuil, des terres dévastées" : tableau des pertes humaines et des destructions matérielles.
- "Des peuples dépossédés... l'Europe coupée en deux" : les déplacements de population et les nouvelles frontières.
- "Les ravages du racisme et de l'esprit totalitaire" : le choc moral de la découverte de la négation des droits de l'homme et du génocide.
- "Leur destin... passé en d'autres mains" : le rôle des deux super-Grands constituant un véritable répertoire du monde.

3. Vers la construction européenne

- "Les... hommes imaginatifs et courageux" : l'action des pères de l'Europe, Robert Schuman et Jean Monnet, Adenauer, de Gasperi, Spaak. Rappeler les débuts difficiles de l'Europe sous l'aile américaine et le choix de la supranationalité pour transcender les difficultés (voir chap. 4).
- "Pour dire aux ennemis d'hier – à commencer par les Allemands et les Français – ... avenir" : rappeler la haine franco-allemande, alimentée par les deux guerres mondiales, le problème de la reconstitution de l'industrie lourde, puis de l'armée allemande et la solution de Jean Monnet (voir chap. 5). Noter aussi, dans un contexte différent, le choix d'un axe franco-allemand par le général de Gaulle (voir chap. 16).

À partir de là, on peut montrer comment, après l'échec de la tentative de la

C.E.D., c'est-à-dire celle d'une Europe militaire et politique qui institue la supranationalité au-dessus de la souveraineté des États, le traité de Rome choisit d'instituer une Europe à petits pas, où l'intérêt économique de tous créerait des solidarités consolidant la construction européenne. C'est de cette perspective que part le président de la République pour dresser un programme d'avenir.

4. Le programme européen de François Mitterrand

Au-delà des solidarités économiques du traité de Rome, c'est un ensemble d'autres solidarités que le chef de l'État se fixe comme objectifs.

"Hâtons l'Europe technologique... Conquérons l'espace, nous aussi". L'Europe a de fait à son actif une série d'innovations technologiques qui assurent l'indépendance de la C.E.E. face aux États-Unis et au Japon : réalisations de l'aéronautique civile (Airbus) et militaire (Alpha Jet, Jaguar), programmes d'information (ESPRIT), de télécommunications (RACE), de technologies de pointe (Eurêka). Les réalisations les plus spectaculaires portent sur la conquête de l'espace avec le lanceur Ariane et le satellite Spacelab.

"Organisons nos moyens de communications... de leur choix". Il s'agit ici de rendre cohérents les réseaux de communication et d'information des membres de la C.E.E., mais aussi d'envisager une unification progressive des programmes d'éducation, de permettre aux étudiants d'organiser leurs études dans diverses universités, d'instituer une équivalence des diplômes.

"Réduisons les inégalités... individus". F. Mitterrand place ici sur le même plan des pratiques anciennes de l'Europe visant à aider au développement des pays les moins avancés de la C.E.E., à attribuer des subventions aux régions déshéritées (zones montagneuses ou périphériques) et des objectifs très controversés visant à homogénéiser les politiques sociales en apportant une aide aux plus déshérités. Or les pays les plus libéraux d'Europe, attachés à la compétitivité économique, se montrent très hostiles à toute "Europe sociale", et au premier rang, la Grande-Bretagne. Or ce programme ambitieux est défini alors que les Douze ont signé l'année précédente l'Acte unique européen (voir chap. 20).

QUATRIÈME
PARTIE

Le monde actuel



Gaston Chaissac, *Personnage sur fond gris*, 1947, huile sur toile, 65x70cm ;
collection privée (page de gauche, détail) © D.R. ; © ADAGP Paris 1995.



Le monde occidental : l'aire Atlantique

*Comment définit-on l'aire Atlantique ?
Quels en sont les pôles d'organisation ?*

sommaire

A. Le rayonnement des États-Unis	302
1. Les atouts de la puissance américaine.....	302
2. La seule "superpuissance" mondiale.....	302
B. Les limites de la prépondérance américaine	304
1. La fin de l'hégémonie industrielle et commerciale.....	304
2. La fin de "l'empire américain" ?.....	304
C. L'Europe à la croisée des chemins	306
1. Des problèmes mais une capacité d'attraction.....	306
2. Les atouts de l'Europe des Douze.....	306
3. Vers l'Union européenne ?.....	307
fiche-bac	308
Sujets de bac	308
Commentaire de textes.....	308
Dossier	310
L'Europe, perspectives d'avenir.....	310

1 Les enjeux économiques américains en Europe

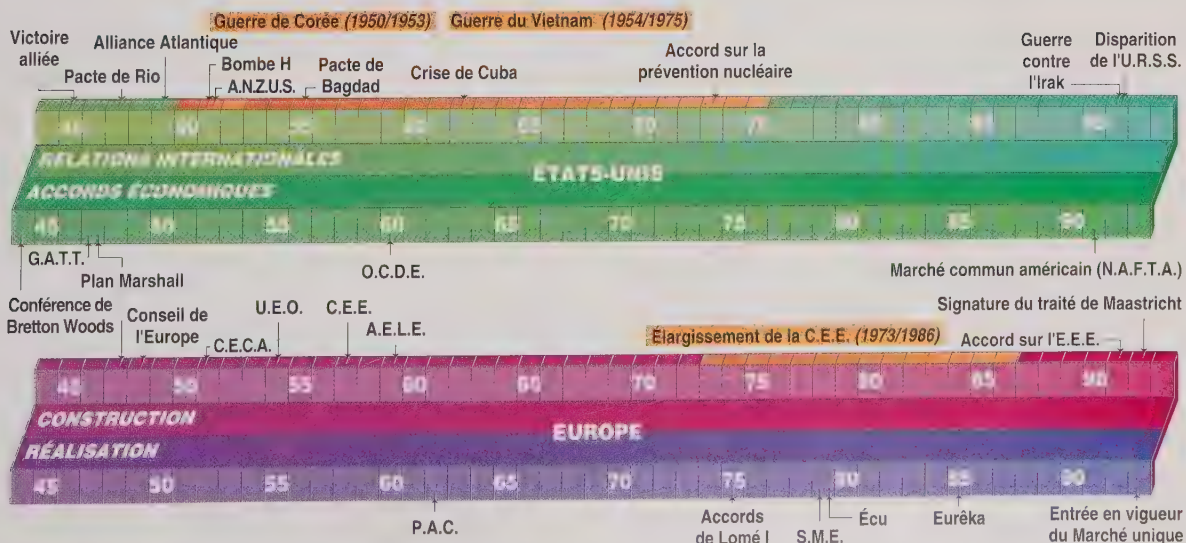
Les entreprises américaines investissant en Europe sont mues par le désir d'occuper une place de choix sur le plus grand marché du monde (...). En outre, ces compagnies cherchent à se conformer aux règles relatives à l'origine des produits étrangers qui peuvent exiger qu'un certain pourcentage d'un produit déterminé soit fabriqué sur place par les sociétés étrangères pour être considéré comme étant d'origine locale.

A cela s'ajoutent les profits que beaucoup de ces sociétés réalisent en Europe. (...)

Des secteurs entiers d'activité tombent donc sous le contrôle d'entreprises venues d'outre-Atlantique. La compagnie américaine Whirlpool a acquis, en 1988, 53 p. 100 de la division Philips de produits ménagers. Elle a acheté le reste des actions deux ans plus tard pour la somme de 818 millions de dollars (...).

(...) Le développement continu des relations économiques entre la C.E.E. et les États-Unis, (...) démontrent clairement que le processus de construction européenne représente un enjeu économique majeur pour les États-Unis.

G.-T. Labaki, "Les États-Unis et l'intégration européenne", Universalis 1993.



A. Le rayonnement des États-Unis

Les États-Unis demeurent la première puissance économique du monde qu'ils dominent technologiquement et culturellement. La disparition de l'U.R.S.S. fait d'eux une puissance militaire et politique sans égale, mais, du fait de la suppression de la menace soviétique, des révisions stratégiques et politiques sont probables.

1 Les atouts de la puissance américaine

Si la distance qui la sépare de leurs concurrents immédiats s'est réduite au cours des vingt-cinq dernières années, les États-Unis restent au premier rang des pays économiquement avancés. Avec un P.N.B. de 5 674 milliards de dollars en 1991 (contre 3 338 pour le Japon et 1 520 pour l'Allemagne), elle demeure la première puissance agricole et industrielle du monde. Fortement concurrencée par la C.E.E. et par le Japon, elle conserve une part importante dans le commerce mondial (environ 13,5 % des échanges en valeur, en 1990) grâce à ses réseaux financiers, à l'omniprésence de ses "multinationales", à l'importance de ses flottes maritime et aérienne, à la diversification géographique et sectorielle de ses investissements, orientés en priorité vers l'Europe occidentale, le Canada (plus de 20 % des investissements américains) et l'Amérique latine. D'autre part, si le dollar connaît des accès de faiblesse, il n'a perdu ni sa fonction de monnaie de réserve (figurant dans le stock des banques centrales étrangères), ni celle d'instrument principal des échanges internationaux, 50 % de ces derniers étant libellés en dollars.

La domination technique des États-Unis n'a pas disparu avec l'émergence de nouveaux pôles de puissance. La reconversion, parfois difficile, de l'industrie américaine et les zones de pauvreté qui se sont développées dans le pays à la faveur de la crise ne doivent pas faire oublier que celle-ci a été avant tout pour les États-Unis une période de transition et de redéploiement qui a, semble-t-il, redonné du muscle et du mordant à leur économie. Talonnée par celle du Japon, la technologie d'outre-Atlantique conserve, dans de nombreux domaines, des positions très fortes et des capacités d'innovation qui doivent beaucoup à l'excellence d'un système universitaire en prise directe avec la recherche fondamentale et avec les entreprises. Harvard et le M.I.T. (*Massachusetts Institute of Technology*) près de Boston, Berkeley et Stanford en Californie sont devenus des foyers d'épanouissement de la haute technologie, de la science appliquée, des techniques de gestion et de vente qui attirent, dans leurs laboratoires et dans leurs *business schools*, une élite d'étudiants et de chercheurs venus de tous les horizons de la planète.

La prépondérance de l'anglais assure aux États-Unis une primauté culturelle. Langue de la science et de la tech-

nique, des affaires, du tourisme et des négociations de toute nature, la langue anglaise constitue pour les États-Unis un puissant instrument d'influence. À travers des vecteurs culturels de masse tels que le cinéma, la télévision, la musique, ce sont les modes de vie et d'une certaine façon les idées, les valeurs, parfois les préjugés en vigueur de l'autre côté de l'Atlantique qui se répandent sur les cinq continents.

2 La seule "superpuissance" mondiale

L'effondrement du bloc soviétique laisse sans rivale la puissance militaire américaine. L'éclatement de l'Union soviétique, les perspectives de dénucléarisation de l'Ukraine, de la Biélorussie et du Kazakhstan, la crise profonde que connaît la Russie ont rompu l'équilibre longtemps maintenu entre les forces militaires des États-Unis et de l'U.R.S.S. Forte de leur arsenal d'engins intercontinentaux, d'une flotte de guerre et d'une aviation d'une puissance incomparable, de bases disséminées sur les principaux espaces terrestres et maritimes du globe et d'un formidable réseau de radars et d'instruments de guidage, les États-Unis sont, de manière écrasante, la puissance militaire dominante du monde à la fin du XX^e siècle.

C'est d'autant plus vrai qu'ils poursuivent la mise en œuvre du coûteux programme de "guerre des étoiles", cette Initiative de défense stratégique (I.D.S.) que l'U.R.S.S. n'a pas réussi à imiter, et qui est conçue pour rendre le territoire américain et celui de ses alliés invulnérable à toute attaque de missiles stratégiques. La question cependant, aujourd'hui, est de savoir si la disparition du danger soviétique ne rend pas inutile cet effort, même s'il a l'avantage de stimuler fortement la recherche dans les secteurs de pointe.

L'interventionnisme des États-Unis demeure une réalité. Premiers exportateurs d'armes du monde (60,5 % des ventes totales d'armes en 1990), les États-Unis viennent également en tête des pays fournisseurs d'aide financière et d'aide alimentaire. Sans jouer comme autrefois, de manière exclusive et omniprésente, le rôle de "gendarme du monde", ils continuent d'intervenir ponctuellement et sous des formes diverses dans différents secteurs de la planète quand leurs intérêts se trouvent menacés, avec le souci de ne pas s'engager dans un conflit de longue durée, comparable à celui du Vietnam. On l'a



3 La puissance américaine dans la Russie de Boris Eltsine : soldats russes découvrant les produits Mac Donald's

4 L'Amérique au centre du monde

D'une part, la puissance économique américaine a perdu de manière irréversible sa prééminence, ébranlée dès les années 70 (non-convertibilité du dollar en or, le 15 août 1971) ; mais l'économie américaine ne garde-t-elle pas, à l'évidence, une fonction centrale dans le système occidental, auquel appartient bien sûr le Japon ? La célèbre phrase, "lorsque les États-Unis éternuent, le reste du monde s'enrhume", demeure actuelle, comme le montre le retour du souvenir de 1929 dès que survient une crise comme le krach d'octobre 1987 (...).

Ce n'est pas la première fois que, dans l'histoire, se produit un décalage entre le rayonnement et les moyens de la puissance. Le modèle américain n'a jamais paru aussi fort qu'aujourd'hui. En ces années 80, les États-Unis constituent concrètement la première société de communication, combinant le satellite et la télévision, l'ordinateur et le téléphone. Pour les jeunes de l'Est ou du tiers-monde, l'Amérique, quelque peu idéalisée, est vue comme une terre où l'on peut être enfin soi-même. Et surtout, face à cette modernité américaine, aucun autre modèle n'émerge : les communismes sont ruinés par leurs échecs et leurs mensonges ; le Japon, s'il fascine par son organisation et son efficacité, paraît s'américaniser en s'enrichissant ; quant à l'Europe occidentale, elle cherche un difficile équilibre entre les contraintes de la concurrence et la préservation de l'État-providence. En outre, les États-Unis gardent, sans doute temporairement, un pouvoir exceptionnel : celui de façonner, par leurs musiques et leurs films, l'imaginaire de notre époque.

Ph. Moreau-Defarges, La Puissance américaine. Déclin ou mutation ? Universalis, 1990.

5 La "doctrine Reagan"

"Le peuple américain croit dans les droits de l'homme et s'oppose quelle que soit sa forme à la tyrannie de gauche comme de droite." Dans un long document présenté au Congrès des États-Unis, le 14 mars 1986, le président Reagan présentait de façon nouvelle la politique des États-Unis dans le tiers-monde. La "doctrine Reagan" avait pour objectif de présenter de façon cohérente un ensemble d'actions qui n'étaient pas nécessairement coordonnées, mais qui traduisent néanmoins une inflexion de la politique américaine dans le tiers-monde. Pour les États-Unis, les circonstances jouent désormais en leur faveur. L'Amérique s'est ressaisie, militairement, économiquement, et plus encore moralement. L'U.R.S.S., après avoir conquis des avantages substantiels dans les années 70, et ce, en partie grâce à la crise américaine, a du mal à digérer ses conquêtes. Autrement dit, la corrélation des forces a changé et les conquêtes de l'U.R.S.S. ne sont pas irréversibles. Les combattants de la liberté, les *freedom fighters*, veulent être la réponse américaine aux forces de libération nationale. L'Amérique ne peut se contenter de défendre la liberté. Il s'agit d'en élargir les frontières, de conquérir ou de reconquérir en son nom.

(...) Le champ d'application de la doctrine Reagan, c'est d'abord l'Amérique centrale avec essentiellement l'aide aux contras¹ au Nicaragua et le soutien apporté aux forces démocratiques au pouvoir au Salvador. En Afrique, il s'agit d'aider militairement l'U.N.I.T.A.² de Jonas Savimbi et sans doute par souci d'équilibre de se prononcer en faveur de ceux qui refusent tout à la fois la violence et l'apartheid en Afrique du Sud. En Asie, les pays concernés sont l'Afghanistan, avec une aide accrue aux moudjahidins³, et le Cambodge, avec une aide supplémentaire aux forces dites démocratiques et un soutien diplomatique apporté à l'A.S.E.A.N. Les bombardements contre la Libye, s'ils ne se situent pas dans le cadre stricto sensu de la doctrine Reagan, avaient pour objet de dissuader la Libye de poursuivre ses actions terroristes mais aussi de rendre crédible la volonté nouvelle des États-Unis dans le monde.

Ramsès 1986-1987, Économica, 1986.

1. Contre-révolutionnaires.
2. Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola.
3. Combattant islamique luttant pour la libération de l'Afghanistan.

Analyser

■ **Document 3.** Que symbolise cette photographie ?

■ **Document 4.** Quels éléments concourent, selon l'auteur, au rayonnement des États-Unis dans le monde ? Pour qui et pourquoi l'Amérique reste-t-elle un modèle ?

■ **Document 5.** En quoi consiste la "doctrine Reagan" ? Pourquoi la situation internationale de 1986 apparaît-elle favorable aux États-Unis ? Quelle est l'idée clé de la politique internationale des États-Unis à ce moment ?

constaté en 1990-1991, lorsqu'ils ont pris la tête d'une coalition internationale sous l'égide de l'O.N.U. contre l'Irak, qui venait d'envahir et d'annexer le Koweït. Enfin, la superpuissance de l'Ouest continue d'assurer sa défense et celle des pays qui se réclament – au moins formellement – des mêmes idéaux, en formant le noyau de réseaux d'alliances mis en place au lendemain de la guerre :

A.N.Z.U.S. dans le Pacifique, pacte de Rio en Amérique latine et surtout Pacte atlantique regroupant, depuis 1949, les États de l'Amérique du Nord et ceux de l'Europe occidentale. Mais là encore, il est douteux que ces alliances, conclues pour faire obstacle à la menace communiste, puissent survivre sans modification à la disparition de celle-ci.

B. Les limites de la prépondérance américaine

La concurrence économique du Japon, de la C.E.E. et des nouveaux pays industriels a fait reculer l'hégémonie industrielle et commerciale des États-Unis sans atteindre leur primauté. De la même manière, tout en demeurant la seule superpuissance mondiale, ils doivent davantage tenir compte de leurs partenaires, économiquement et politiquement.

1 La fin de l'hégémonie industrielle et commerciale

Les États-Unis ont vu leurs positions économiques dans le monde reculer face à la concurrence. Depuis le début des années 60, la part des exportations américaines dans le marché mondial a fortement diminué pour les automobiles, les matières plastiques, le matériel ferroviaire, les produits pharmaceutiques, et dans certains secteurs comme l'électronique, l'informatique, l'aéronautique et l'aérospatiale, et même l'agroalimentaire, la prépondérance américaine se trouve aujourd'hui battue en brèche par la concurrence du Japon, des pays de la C.E.E. et des N.P.I. (Nouveaux pays industriels).

Cette concurrence s'étend non seulement au monde extérieur mais aussi au marché intérieur (il était couvert à 13 % par les importations étrangères en 1986). Il en résulte un déficit commercial gigantesque (180 milliards de dollars en 1987, 101 milliards en 1990, 72,5 milliards en 1992) que les mesures protectionnistes plus ou moins déclarées et la baisse du dollar (10,61 francs en 1985, autour de 5 francs aujourd'hui) voulue par les autorités américaines, qui y voient un moyen de stimuler les exportations, ne suffisent pas à enrayer.

Autres sujets d'inquiétude pour les dirigeants de Washington, la persistance, depuis 1983, du déficit de la balance des paiements (92 milliards de dollars en 1990, 45,2 milliards en 1992) et un endettement record (la dette publique nette est de 1 692 milliards de dollars en 1990) dont les effets à court terme (le service de la dette) pèsent sur un déficit budgétaire (327 milliards de dollars en 1991) déjà fortement alourdi par les dépenses militaires. En 1989, pour la première fois, les investissements directs à l'étranger ont été dépassés par les investissements étrangers aux États-Unis et, la même année, le rachat par

les Japonais des studios de cinéma Columbia ou de l'immeuble du Rockefeller Center sont apparus aux Américains comme une preuve de la pénétration nipponne aux États-Unis.

Mais l'idée d'un déclin économique et d'une colonisation par l'étranger est sans consistance. L'endettement annuel des États-Unis ne représente qu'une faible fraction d'une richesse nationale immense et les investissements étrangers ne constituent qu'une part infime du P.N.B. Une croissance plus rapide de la productivité peut retourner la tendance.

En revanche, il est vrai que les États-Unis ne sont plus en position hégémonique depuis qu'ils sont devenus débiteurs. Il leur faut tenir compte du reste du monde : ils ont mis au point des plans de rééchelonnement de la dette du tiers-monde pour éviter une banqueroute qui les aurait atteints et leur économie est dépendante de taux d'intérêt dont ils ne sont plus les seuls à fixer le montant.

2 La fin de l'"empire américain" ?

La guerre du Vietnam a marqué un tournant dans l'histoire des États-Unis et de leurs rapports avec le reste du monde après la Seconde Guerre mondiale. L'illusion de la toute-puissance mise au service du "Bien", pour le plus grand bonheur de l'humanité, s'est dissipée au lendemain des journées tragiques du printemps 1975 (évacuation de Saïgon au Sud-Vietnam, effondrement des régimes pro-américains au Cambodge et au Laos), en même temps que le rêve "universaliste" conçu dans l'euphorie de la victoire sur les "forces du Mal" incarnées en 1945 par le nazisme. Depuis le début des années 80, le traumatisme provoqué par la déroute indochinoise s'est fortement atténué, mais le renouveau du sentiment patriotique et la volonté de mettre fin aux humiliations subies par leur

6 L'A.L.E.N.A. : un "marché commun" américain

Le projet d'"Amérique du Nord 1992" vise uniquement, pour le moment, une vaste zone de libre-échange, mais impliquant des partenaires autrement plus dissimilaires que ceux de la Communauté européenne. Ainsi, le Mexique représente près du quart du poids démographique de cette zone, tout en affichant un revenu par tête huit fois inférieur à celui des États-Unis et du Canada. Ce qu'on appelle N.A.F.T.A. ou A.L.E.N.A. – Accord nord-américain de libre-échange –, qui a été signé le 12 août 1992, représentera donc une expérience inédite (...).

Un premier succès fut obtenu avec l'entrée en vigueur de l'Accord canado-américain de libre-échange, au début de 1989. Même si l'économie canadienne ne pèse que le dixième de l'économie américaine, ces deux pays sont chacun le premier fournisseur étranger de l'autre. Les exportations canadiennes vers les États-Unis représentent cependant près de 20 % du produit national, alors que les exportations américaines vers le Canada en représentent moins de 3 % : aucune économie occidentale n'est dépendante à ce point d'un seul partenaire (...).

Entre en jeu le troisième partenaire des décennies de protectionnisme, de dirigisme et d'anti-américanisme, le Mexique, qui a choisi la voie de l'intégration économique au reste de l'Amérique du Nord (...). L'économie mexicaine a retrouvé le chemin de la croissance. Mais elle demeure pauvre, avec une agriculture inefficace, comptant beaucoup de petits fermiers. Les abondantes réserves pétrolières et un secteur manufacturier en pleine croissance permettent en revanche tous les espoirs (...). L'énorme potentiel de croissance démographique et économique du Mexique a poussé l'administration américaine à accepter un projet quelque peu risqué, qui armerait solidement le Mexique de demain à l'économie américaine et qui en fera donc un partenaire compréhensif à l'égard des intérêts de Washington.

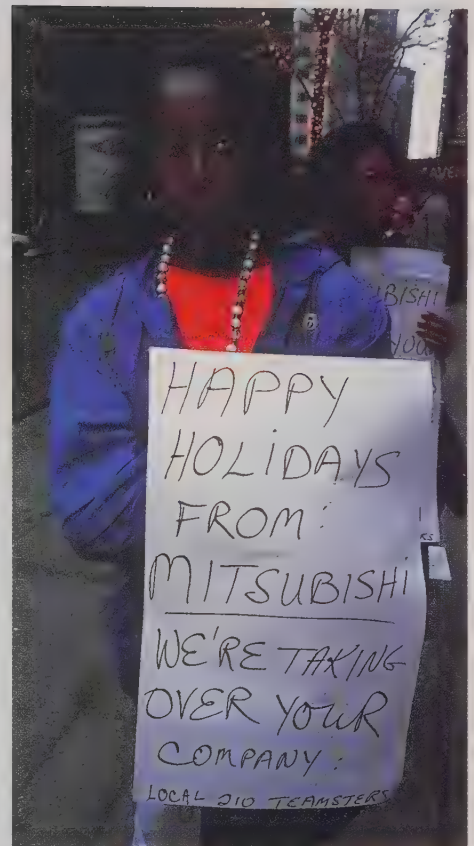
G. Mathews, in *L'État du monde 1993*, La Découverte.

7 La plus grande nation du monde

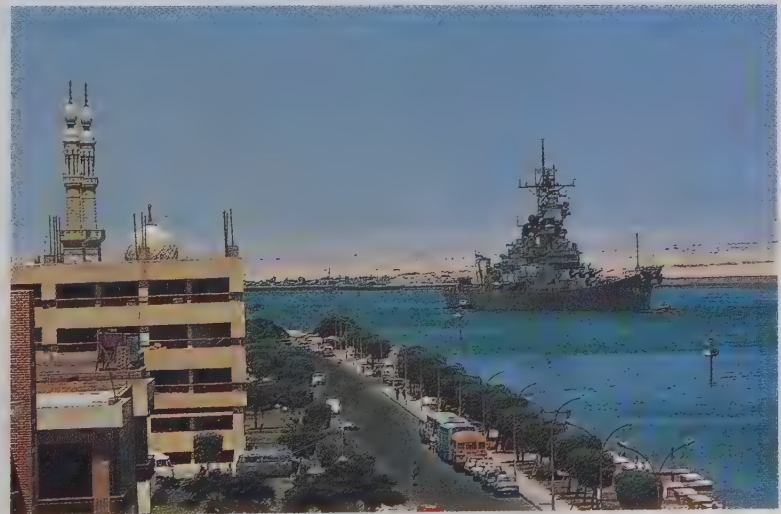
Considérons un instant ce que nous avons accompli : l'Allemagne a été réunifiée (...); Arabes et Israéliens discutent en tête à tête de la paix; tous les otages retenus au Liban ont été libérés; le conflit au Salvador est terminé et les élections libres ont apporté la démocratie au Nicaragua; des Sud-Africains noirs et blancs se sont mutuellement acclamés aux Jeux olympiques; l'Union soviétique n'existe plus que dans les livres d'histoire; les nations captives d'Europe de l'Est et de la Baltique ont été libérées. Cette convention est la première au cours de laquelle un président américain peut dire : la guerre froide est terminée et la liberté l'a emporté (...).

Mes adversaires disent que l'Amérique est une nation sur le déclin. Ils disent de notre économie qu'elle est quelque part en dessous de l'Allemagne et qu'elle tend à rejoindre le Sri Lanka. Eh bien, ne laissez personne vous dire que l'Amérique est en deuxième position (...). Peut-être ne sait-il pas que nous sommes toujours la plus grande économie du monde. Aucune autre nation ne vend davantage hors de ses frontières (...).

Discours d'acceptation de l'investiture républicaine aux élections présidentielles de 1992 prononcé par George Bush, président des États-Unis, le 20 août 1992.



9 Manifestation de protestation contre les investissements japonais aux États-Unis (1990)



8 Bateau de guerre américain dans le canal de Suez lors du déclenchement de la crise du Golfe

Analyser

Document 6. En quoi l'A.L.E.N.A. diffère-t-il fondamentalement de la C.E.E. ? Quels types de rapport les États-Unis entretiennent-ils avec leurs deux partenaires ?

Document 7. Quel bilan le président Bush dresse-t-il de son action internationale durant son mandat des années 1988-1992 ?

Précisez la nature des événements auxquels il fait allusion. Sont-ils tous dus à l'action des États-Unis ? Comment présente-t-il la situation économique des États-Unis ? Ce point de vue vous paraît-il justifié ?

Document 8. Cherchez p. 306 l'explication de la présence de la flotte

américaine dans le canal de Suez. De quel rôle des États-Unis cette présence témoigne-t-elle ?

Document 9. Quel problème posé à l'économie américaine cette manifestation illustre-t-elle ?

pays n'ont pas empêché les Américains de prendre conscience de son relatif déclin et de concevoir pour lui un rôle international à sa mesure.

Les États-Unis n'entendent plus intervenir que de manière indirecte dans les affaires mondiales. Ils ne veulent pas se laisser prendre au piège d'interminables conflits. Ils ont été les maîtres d'œuvre dans la guerre du Golfe, en 1990-1991, pour libérer le Koweït de l'occupation irakienne (la coalition rassemblait 750 000 hommes, dont 510 000 soldats américains), mais n'ont pas poussé leur avantage pour abattre le régime de l'Irak. De même se gardent-ils de toute intervention dans la guerre civile yougoslave.

Le monde Atlantique doit s'adapter au rôle nouveau des États-Unis. Depuis l'éclatement de l'U.R.S.S., ils sont les seuls à posséder les attributs d'une grande puissance sur les plans militaire, économique, scientifique ou démographique. Mais, alors même qu'ils ont remporté leur défi contre l'U.R.S.S., ils paraissent avoir pris conscience de leurs limites. Aussi le leadership américain paraît-il moins pesant que par le passé pour les partenaires des États-Unis. Mais ce gain d'autonomie a pour contrepartie de leur donner une plus grande responsabilité dans un monde désormais "multipolaire".

C. L'Europe à la croisée des chemins

Depuis 1972, la Communauté européenne s'est élargie, passant à neuf, puis à douze puis quinze États membres, sans que sa cohésion progresse. Ses atouts économiques, technologiques et culturels s'en trouvent compromis. C'est pourquoi, à partir de 1993, elle tente de renforcer son organisation en instituant un grand marché unifié et en jetant, par le traité de Maastricht, les bases d'une véritable union.

1 Des problèmes mais une capacité d'attraction

Après la démission du général de Gaulle, l'Europe s'élargit en passant de six à douze membres. Le successeur du général de Gaulle, Georges Pompidou, lève le veto que celui-ci avait opposé à l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun : ainsi, le 1^{er} janvier 1973, le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark intègrent la C.E.E. Cette Europe des Neuf s'élargit à Douze par l'entrée dans la C.E.E. des trois pays d'Europe du Sud libérés, au milieu des années 70, des dictatures qui les régissaient : la Grèce est admise en 1981, l'Espagne et le Portugal en 1986.

Malgré son manque de cohésion, l'Europe élargie reste un pôle d'attraction. À partir de 1973-1974, la crise révèle la fragilité de l'Europe : on observe une absence totale de coopération monétaire et énergétique, des divergences en politique étrangère, des difficultés de fonctionnement de la politique agricole commune (P.A.C.) ; le Royaume-Uni demande de renégocier certaines clauses du traité ; des mesures protectionnistes sont prises par l'Italie ou le Danemark... De nombreuses crises marquent l'existence de la C.E.E., qui a tout au plus réussi à mettre en place, en 1979, un système monétaire européen (auquel la Grande-Bretagne n'adhère qu'en 1992) pour stabiliser les taux de change et, en 1985, une coopération technologique avec le projet Eurêka.

De leur côté, les pays du tiers-monde recherchent sa coopération avec la **convention de Lomé** signée en 1975 et renouvelée depuis lors (ces accords établissent des relations privilégiées entre 68 États d'Afrique, des Caraïbes

et du Pacifique : facilités commerciales, aide financière, dispositif de garantie des recettes d'exportation).

2 Les atouts de l'Europe

La C.E.E. est la première puissance commerciale, la deuxième puissance industrielle du monde et constitue un foyer d'innovation technologique et industrielle. Avec une superficie de 2 368 000 km² et une population de 340 millions d'habitants, l'Europe des Douze est le plus vaste marché de la planète et réalise 39 % des échanges mondiaux, en valeur, en 1990.

En matière d'innovation, elle possède à son actif des programmes spatiaux – lanceur *Ariane*, satellite *Spacelab* –, des réalisations de l'aéronautique civile (famille des avions Airbus) et militaire (Alpha Jet, Jaguar), celles de l'industrie ferroviaire et les infrastructures qui s'y rattachent dans le secteur des travaux publics (T.G.V.), ainsi que de grands programmes de coopération technologique établis dans le cadre communautaire et portant sur l'information (ESPRIT), sur les télécommunications (RACE), sur les technologies nouvelles (BRITE), ou visant, comme le projet Eurêka, à jouer un rôle d'incitation et de mobilisation pour les technologies de pointe.

Les peuples européens commencent à prendre conscience de l'existence d'une identité européenne faite d'une communauté de valeurs et d'idées. Au-delà des frontières fixées par l'histoire, ils ont mis en place une société de consensus fondée sur le respect des droits de l'homme et sur un certain équilibre entre la liberté et la limitation des inégalités. Les pays de l'Europe des Douze

forment ainsi un ensemble dont la relative homogénéité repose sur l'adhésion au **modèle démocratique**, sur la parenté de modes et de niveaux de vie, qui tendent à se rapprocher, et sur le sentiment d'une identité culturelle forgée dans des expériences communes.

Mais ces atouts de l'Europe ne peuvent jouer pleinement en raison de la puissance du sentiment d'identité lié à l'État-nation qui freine l'intégration européenne, ce qui explique l'absence de cohésion de la communauté.

3 Vers l'Union européenne ?

En 1986, les Douze ont signé à Luxembourg l'Acte unique, ratifié par les Parlements des États membres. Ce texte stipule que les décisions communautaires seront prises désormais à la majorité. Et surtout, il prévoit que les obstacles juridiques, techniques, fiscaux et sanitaires à la libre circulation des marchandises, des capitaux et des individus devront avoir disparu le **1^{er} janvier 1993**.

Complété par un accord signé en 1992 avec les pays de l'A.E.L.E. qui institue un "Espace économique européen" (E.E.E.) de libre-échange comptant 19 pays, il achève la construction économique de l'Europe.

Signé en février 1992, le traité de Maastricht vise à créer pour la fin du siècle une véritable Union européenne. Le texte prévoit l'institution d'une monnaie (E.C.U.) et d'une banque communes. Il institue aux côtés de la citoyenneté nationale une citoyenneté européenne permettant aux ressortissants de la Communauté de pouvoir voter aux élections municipales et aux élections européennes dans le pays où ils résident, même s'ils n'en sont pas nationaux. Enfin, il jette les bases d'une politique extérieure unique des Douze et ébauche une Europe sociale. Mais la difficile ratification du traité de Maastricht montre que la construction européenne soulève encore bien des réticences, au moment où **trois autres pays** (la Suède, la Finlande et l'Autriche) font leur entrée dans l'Union européenne, et où s'annonce la candidature de plusieurs États issus de l'ex-bloc communiste.



10 Gare du tunnel sous la Manche à Londres (en octobre 1994)

11 L'Europe en panne ?

La construction européenne est souvent comparée à une bicyclette : si elle n'avance pas, elle perd son assise et tombe. (...) Le grand projet qui, dans les années 90, doit faire avancer la bicyclette européenne, est surtout l'Union économique et monétaire (U.E.M.). C'est le cœur du traité de Maastricht : le grand marché deviendrait irréversible grâce à une monnaie européenne unique et celle-ci fournirait la charnière indispensable entre intégration économique et union politique. Or dès septembre 1992, les difficultés de ratification du traité de Maastricht précipitent une tempête monétaire (...).

Le traité développe également un échéancier détaillé pour l'U.E.M. La grande interrogation est celle du passage à la troisième étape (Système européen de banques centrales, avec, en son sein, une Banque centrale européenne ; marche vers la monnaie unique), en principe, au plus tôt, le 1^{er} janvier 1997, ou, au plus tard, le 1^{er} janvier 1999. En 1994, le respect de ces dates paraît compromis.

(...) Enfin, cet espace économique intégré, doit affirmer sa spécificité face à l'extérieur. Or les États membres de l'Union sont divisés sur le contenu de cette politique économique extérieure commune, avec, à un extrême, le Royaume-Uni libre-échangiste et, à l'autre, les pays méditerranéens soucieux de protection. Pourtant, au cours de l'automne 1993, l'Union européenne se montre unie lors du marathon terminant le cycle de l'Uruguay au sein du G.A.T.T. (accord de principe, à Genève, entre les 117 participants, le 15 décembre 1993). Elle parvient, face aux manœuvres brutales des États-Unis (...) à tenir une ligne combinant l'attachement à l'ouverture des frontières et la préservation de secteurs sensibles (agriculture, cinéma et télévision).

"L'ajustement des puissances", Ramsès 95, Dunod, 1994.

12 Vers une politique extérieure commune

L'Union et ses États membres définissent et mettent en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune (...). Les objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune sont :

- la sauvegarde des valeurs communes, des intérêts fondamentaux et de l'indépendance de l'Union,
- le renforcement de la sécurité de l'Union et de ses États membres sous toutes ses formes,
- le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale, conformément aux principes de la charte des Nations unies, ainsi qu'aux principes de l'Acte final d'Helsinki (...),
- la promotion de la coopération internationale,
- le développement et le renforcement de la démocratie et de l'État de droit, ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales (...).

La politique étrangère et de sécurité commune inclut l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union européenne, y compris la définition à terme d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune.

Traité sur l'Union européenne (traité de Maastricht, 1991) (extraits).

Analyser

Document 10. Quel aspect de la construction européenne se trouve illustré par cette photographie ?

Document 11. Sur quels points, soulignés par l'auteur, l'intégration européenne donne-t-elle des signes de ralentissement ? À quelle occasion l'Europe des Douze a-t-elle néanmoins opté pour une politique commune ?

Document 12. Y avait-il une politique extérieure commune de la C.E.E. avant ce traité ? Que propose-t-il au plan politique et au plan militaire ?

idées

A. Le rayonnement des États-Unis

- Quels sont les atouts techniques, économiques et culturels dont disposent les États-Unis ?
- Quelle est la place de la puissance militaire et politique des États-Unis dans le monde d'aujourd'hui ?

B. Les limites de la prépondérance américaine

- Quels sont les éléments qui rendent compte d'un recul relatif de la puissance économique des États-Unis ? Est-il justifié de parler d'un déclin ?
- Quel tournant du rôle mondial des États-Unis a représenté la guerre du Vietnam ? S'agit-il pour autant d'un repli sur le continent américain ?

C. L'Europe à la croisée des chemins

- Quel élargissement a connu l'Europe depuis 1969 ? Quelles sont les raisons de son insuffisante cohésion ?
- De quels atouts dispose l'Europe des Douze ?
- Quelles sont les perspectives d'avenir de l'Union européenne, devenue aujourd'hui Europe des quinze ?

mots clefs

Acte unique européen

Traité signé en 1986, complétant le traité de Rome et créant le "grand marché intérieur" européen, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1993.

E.C.U.

European Currency Unit ; unité de compte dont la valeur repose sur les différentes monnaies des pays membres du Système monétaire européen.

Espace économique européen

Accord entre les Douze pays membres de la C.E.E. et les sept pays membres de l'A.E.L.E. (Islande, Suisse, Autriche, Lichtenstein, Norvège, Suède, Finlande) permettant à ces derniers, au terme d'une période transitoire, de participer au grand marché unique européen.

Interventionnisme

Tendance manifestée par une puissance à intervenir sur la scène internationale pour imposer ses objectifs de politique étrangère à d'autres États et maintenir l'ordre mondial et régional.

Monde multipolaire

Notion qui se substitue depuis 1992 à celle du monde bipolaire (dominé par les États-Unis et l'U.R.S.S.) et qui, du fait du relatif recul américain et de la disparition de l'Union soviétique, implique une organisation mondiale autour de pôles de puissance multiples.

Système monétaire européen

Système conçu en 1979 et limitant à 2,5 % les variations possibles de parité entre les monnaies des pays membres.

dates

- 1944 : conférence de Bretton Woods.
- 1945 : victoire alliée.
- 1947 : pacte de Rio.
Signature du G.A.T.T.
Plan Marshall.
- 1948 : création du Conseil de l'Europe.
- 1949 : alliance Atlantique.
- 1950 : plan Schuman qui crée la C.E.C.A.
- 1951 : les États-Unis font exploser la bombe H.
Signature de l'A.N.Z.U.S.
- 1954 : création de l'Union de l'Europe occidentale.
- 1955 : pacte de Bagdad.
- 1957 : traité de Rome créant la C.E.E.
- 1959 : création de l'A.E.L.E.
- 1962 : crise de Cuba.
Politique agricole commune (P.A.C.).
- 1973 : accord sur la prévention nucléaire.
Adhésion à la C.E.E. de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark.
- 1981 : la Grèce adhère à la C.E.E.
- 1986 : l'Espagne et le Portugal adhèrent à la C.E.E.
- 1991 : guerre contre l'Irak.
Disparition des régimes communistes européens et éclatement de l'U.R.S.S.
Accord sur l'Espace économique européen.
Création du Marché commun américain (A.L.E.N.A.).
- 1992 : signature du traité de Maastricht.
- 1993 : entrée en vigueur du Marché unique européen.
Conclusion des négociations du G.A.T.T. de l'"Uruguay Round".
- 1995 : entrée de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède dans l'Union européenne.

COMMENTAIRE DE TEXTES

sujet

13 Des nations dans l'Europe

Pour moi j'ai, de tout temps, mais aujourd'hui plus que jamais, ressenti ce qu'ont en commun les nations qui la peuplent. Toutes étant de même race blanche, de même origine chrétienne, de même manière de vivre, liées entre elles depuis toujours par d'innombrables relations de pensée, d'art, de science, de politique, de commerce, il est conforme à leur nature qu'elles en viennent à former un tout, ayant au milieu du monde son caractère et son organisation.

Ch. de Gaulle, Mémoires d'espoir, Le Renouveau, 1958-1962, Plon.

1. L'Europe.

14 Un processus de transformation

Mais le temps passe et l'Europe tarde sur le chemin où elle s'est déjà profondément engagée (...). Nous ne pouvons nous arrêter quand autour de nous le monde entier est en mouvement. Ai-je assez fait comprendre que la Communauté que nous avons créée n'a pas sa fin en elle-même ? Elle est un processus de transformation qui continue celui dont nos formes de vie nationales sont issues au cours d'une phase antérieure de l'histoire. Comme nos provinces hier, aujourd'hui nos peuples doivent apprendre à vivre ensemble sous des règles et des institutions communes librement consenties s'ils veulent atteindre les dimensions nécessaires à leur progrès et garder la maîtrise de leur destin. Les nations souveraines du passé ne sont plus le cadre où peuvent se résoudre les problèmes du présent. Et la Communauté (européenne) n'est qu'une étape vers les formes d'organisation du monde de demain.

J. Monnet, Mémoires, Fayard, 1976.

15 "Notre maison commune"

Balayant le panorama de cette terre qui a tant souffert et songeant aux racines communes de cette civilisation européenne, à la fois protéiforme et une dans son essence, j'en suis venu à ressentir avec une acuité grandissante le caractère artificiel et temporaire de la concentration entre blocs et la nature archaïque du "rideau de fer". C'est sans doute ainsi qu'a surgi dans mon esprit cette notion de "l'Europe, notre maison commune". L'Europe est en effet une maison commune où la géographie et l'histoire ont

étroitement tissé les destinées de dizaines de pays et de nations. Bien sûr, chacune d'entre elles a ses problèmes propres, chacune veut vivre sa propre vie, suivre ses propres traditions. Par conséquent (...) on pourrait dire : la maison est commune, certes, mais chaque famille y a son propre appartement, et, de plus, il existe plusieurs entrées. Mais ce n'est qu'ensemble, collectivement, et en suivant les normes sensées de la co-existence que les Européens pourront sauver leur maison (...).

M. Gorbatchev, Perestroïka, Flammarion, 1987.

questions

(Sujet posé au bac en juin 1991)

1. Rappelez en quelques phrases la place dans l'histoire de l'Europe

contemporaine des auteurs de ces trois textes.

2. Dans quelle mesure les étapes de la construction européenne depuis la Seconde Guerre mondiale vous paraissent-elles justifier le jugement de Jean Monnet : "Mais le temps passe et l'Europe tarde sur le chemin où elle s'est déjà profondément engagée" ?

3. Chacun de ces textes traduit une certaine conception de l'Europe, des raisons qui justifient son unité, des formes que celle-ci doit prendre. À partir des documents, explicitez ces conceptions et dégagez leurs différences comme ce qu'elles peuvent avoir de commun.

corrigé

1. La présidence du général de Gaulle (1958-1969) coïncide avec la mise en place du Marché commun, instauré par le traité de Rome (1957), et la transformation de l'Europe des Six en un véritable pôle économique, partenaire mais aussi concurrent des États-Unis.

Jean Monnet (1888-1980) est l'un des pères fondateurs de l'Europe. Commissaire général au Plan en 1946, c'est lui qui propose en 1950 au ministre des Affaires étrangères Robert Schuman le projet de C.E.C.A., première étape de ce qui deviendra par la suite la C.E.E., puis l'Union européenne.

Mikhaïl Gorbatchev est choisi en 1985 comme premier secrétaire du P.C.U.S. Dès 1986 il engage son pays dans la voie de la perestroïka, qui aboutira à l'effacement du camp communiste et à la dissolution de l'U.R.S.S.

2. Le texte de Jean Monnet, qui pose le problème du "retard" pris par la construction européenne, date de 1976. À cette date, l'Europe a toutefois fortement progressé depuis la signature du traité de Rome en mars 1957. Elle est passée de six à neuf en 1973, après l'adhésion ratifiée du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark. Il a été décidé, lors du sommet de décembre 1975, d'élire le Parlement européen au suffrage universel direct et l'on envisage de réaliser l'"union européenne" avant la fin de la décennie. Mais on est loin des espérances que nourrissaient une quinzaine d'années plus tôt les "pères de l'Europe". Le projet de Communauté européenne de défense (C.E.D.) a échoué, du fait notamment du rejet du traité par le parlement français. La Grande-Bretagne est bien entrée dans le Marché commun,

mais, dès 1974, le gouvernement travailliste demande une renégociation du traité. Le déclenchement de la crise mondiale, au milieu des années 70, casse la dynamique européenne. Pourtant, ces difficultés n'empêcheront pas les États membres de la C.E.E. de poursuivre, à petite vitesse certes, leur marche en avant vers de nouveaux élargissements, (1986, passage à l'Europe des Douze, 1995 passage à Quinze), ouverture au début de 1993 du "grand marché" unifié, destiné à devenir un espace sans frontières.

3. Ce sont trois conceptions de l'Europe qui transparaissent à travers ces textes rédigés à des dates différentes :

— celle du général de Gaulle se fonde sur l'idée d'une "Europe des patries", réunissant dans un même ensemble des États-nations ayant en commun un certain nombre de traits de civilisation, chacun conservant sa personnalité propre et surtout son pouvoir de décision souverain. Pas de supranationalité donc, pas d'Europe fédérale, mais une "confédération" d'États souverains ;

— la conception de Jean Monnet s'inscrit au contraire dans le droit fil des idées fédéralistes et vise à fonder une véritable communauté européenne, dotée d'institutions supranationales et notamment d'un exécutif capable de prendre des décisions à la majorité et non à l'unanimité ;

— la notion de "maison commune" énoncée par Mikhaïl Gorbatchev consiste à noyer en quelque sorte la C.E.E. dans un ensemble dont ni les contours ni les structures ne sont véritablement définis. Mais le principal dirigeant soviétique reconnaît l'appartenance de son "camp" à une communauté plus vaste, formée de pays et de peuples ayant des "racines communes", considérant ainsi implicitement que communisme et démocratie

L'Europe, perspectives d'avenir

16 Le projet "Eurêka"

Le projet Eurêka¹ résulte d'une initiative française d'avril 1985. Il s'agit, initialement, de réagir à l'Initiative de défense stratégique (discours dit de la "guerre des étoiles" du président Reagan, le 23 mars 1983) et, plus précisément, à la lettre du secrétaire américain à la Défense (26 mars 1985) invitant fermement les alliés des États-Unis à s'associer à l'I.D.S. Pour la France, seule une Europe de la technologie "permettrait en tant que de besoin une coopération d'égal à égal avec nos grands partenaires internationaux, avant tout les États-Unis et le Japon. Une Europe de la sous-traitance, une Europe travaillant sous licence, ne serait pas l'Europe" (extrait de la lettre du ministre des Relations extérieures à ses collègues européens, avril 1985).

Du fait des réticences de nombreux pays européens à s'engager dans tout projet commun de défense, Eurêka ne peut être que civil. Aux assises européennes de la Technologie, à Paris (17 juillet 1985), 17 pays européens (Allemagne fédérale, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie,

Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Suisse²), plus la Commission des Communautés, expriment "leur ferme soutien à Eurêka". "Eurêka portera sur une sélection de projets civils choisis dans les divers domaines de la haute technologie."

Eurêka est donc un cadre appelé à accueillir, à intégrer une grande diversité de programmes. Les projets Eurêka satisferont certains critères (domaines des hautes technologies, coopération entre entreprises et instituts de recherche, engagements financiers...). Bref, Eurêka est à la fois une étiquette, un label et une incitation.

La conférence ministérielle de Hanovre (5-6 novembre 1985) arrête la charte d'Eurêka. Périodiquement, des réunions des participants (...) examinent et sélectionnent les projets. À l'issue de la rencontre de juin, 72 projets sont approuvés, représentant un investissement total de plus de 2 milliards d'E.C.U. (soit environ 14 milliards de francs).

"L'Europe : une volonté en pointillés", Ramsès 1986-1987, *Économica*, 1986.

1. European Research Coordination Agency.
2. Ces pays seront rejoints par la suite par la Turquie et l'Islande.

18 L'U.E.O. : un cadre pour la défense européenne

L'idée d'une coordination des États d'Europe de l'Ouest en matière de défense et de sécurité n'est pas nouvelle. Créée en 1948, l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) est antérieure à l'O.T.A.N. et à la C.E.E., mais la création de l'alliance (Atlantique) et les liens étroits qui unissent les Américains aux Anglais et aux Allemands ont contribué à la mettre en veilleuse (...).

La réactivation de l'U.E.O. est due pour une large part aux Français, qui estiment en effet depuis longtemps que l'Europe doit affirmer son identité en matière de défense pour compenser l'influence dominante américaine sur l'alliance (Atlantique

et garantir le respect des intérêts européens. Les États-Unis eux-mêmes ont apporté des arguments à cette thèse lors du sommet de Reykjavik, fin 1986, où le président Reagan, sans consulter ses alliés, ou en l'ayant fait tardivement et de manière sommaire, a ouvert avec Gorbatchev des négociations sur une réduction importante des arsenaux nucléaires



17 Le centre spatial de Kourou en Guyane avant le lancement du vol n° 64 de la fusée Ariane

et sur leur élimination ultérieure. Les appréhensions qu'a fait naître cet étonnant comportement des Américains, prêts à remettre en cause la stratégie de dissuasion de l'O.T.A.N. et la "riposte graduée" sans consultation appropriée de leurs alliés, donnent encore à réfléchir aux Européens. Mais il faut noter que le Congrès pousse également à la coordination des Européens, à leur cohésion et au renforcement de la défense en Europe (...). Les Britanniques eux-mêmes, pourtant les alliés les plus inconditionnels de l'Amérique, pensent depuis 1987 à une Europe de la défense qui parlerait d'une seule voix (...).

Globalement, les membres de l'U.E.O. – France, Royaume-Uni, Allemagne fédérale, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg – estiment que le renforcement de l'Union est de nature à les protéger contre une évolution, progressive ou non, de l'engagement américain en Europe.

Faits stratégiques, 1988, The International Institute for Strategic Studies, Ed. Bosquet, 1988.

19 Poursuivre l'œuvre de Jean Monnet

Nous savons qu'il convient de poursuivre l'œuvre, que la monnaie européenne n'en est qu'à ses vagissements, que l'Europe ne se fera pas si elle laisse en cours de route le plus grand nombre, ses producteurs, ses travailleurs, ceux sans lesquels il n'y aurait pas de constructions véritables, tout le reste s'effondrerait, je veux dire l'espace social européen et la culture. Jean Monnet rappelait peu avant de mourir que, s'il avait à recommencer, ce serait par la culture, et qu'est-il de plus culturel aujourd'hui et de plus répandu que celle de l'audiovisuel, qui risque d'échapper aux pays de l'Europe pour appartenir désormais à ceux qui viennent de plus loin, porteurs d'autres formes de civilisation, d'autres cultures, d'autres langages ? Voilà pourquoi nous nous sommes engagés à créer cette Europe-là aussi, comme celle de l'environnement, qui ne connaît pas de frontières, moins encore que les hommes, les événements de la nature, et puis encore l'Europe tournée vers le tiers-monde, capable de lui parler, capable de le comprendre, capable de l'aider à se développer, capable de promouvoir les vertus nouvelles. Il faut commencer, tout de suite, l'Europe consciente que sans être capable d'assumer elle-même sa sécurité, je veux dire sa défense, elle n'aurait pas de réalité politique (...).

François Mitterrand, discours prononcé à l'occasion du transfert des cendres de Jean Monnet au Panthéon, le 9 novembre 1988.

20 Le traité de Maastricht

(...) Quelles sont les modifications apportées à la C.E.E. ?

Des dispositions nouvelles intéressent quatre domaines principaux :

a. La citoyenneté européenne (...) Cette

citoyenneté ouvre le droit de circuler et de séjourner librement dans les douze pays de la Communauté. Elle permet de recevoir une protection à l'étranger de la part des ambassades et des consulats de chaque État membre. Elle accorde le droit de voter et d'être élu dans l'État de résidence pour les élections européennes et les élections municipales sous un certain nombre de conditions (...).

b. L'Union économique et monétaire (...) Cette Union dotera la Communauté d'une monnaie unique. L'Union économique et monétaire se réalisera en trois étapes (...).

c. Les actions communes. Le traité (...) institue de nouveaux champs d'action : éducation, culture, santé publique, protection des consommateurs, réseaux transeuropéens (...), industrie (...). Le Conseil des ministres pourra adopter à la majorité qualifiée des dispositions visant à améliorer le milieu de travail, les conditions de travail, l'information et la consultation des travailleurs, l'égalité entre hommes et femmes, l'intégration des personnes exclues du marché du travail (...).

d. Les nouveaux droits du Parlement européen. Désormais, il sera associé à la nomination des membres de la commission. Il désignera un "médiateur" européen (...). En outre pour le vote de certains textes communautaires, il détiendra un pouvoir nouveau de "codécision" qui lui permettra, en cas de désaccord, de rejeter à la majorité absolue de ses membres une décision prise par le Conseil des ministres...

Exposé des motifs du référendum du 20 septembre 1992 sur le projet de loi autorisant la ratification du traité sur l'Union européenne.

21 Maastricht : l'union économique et monétaire

Celle-ci est l'aboutissement du processus engagé en 1979 avec la création du système monétaire européen, qui limite déjà aujourd'hui les fluctuations entre onze des douze monnaies de la Communauté. Cette Union dotera la Communauté d'une monnaie unique.

L'Union économique et monétaire se réalisera en trois étapes :

– au cours de la première étape, qui s'achèvera au 31 décembre 1993, sera mis en œuvre un marché unique des capitaux ;

– pendant la deuxième étape, à partir du 1^{er} janvier 1994, la coordination des politiques économiques sera renforcée, afin de réduire l'inflation et les taux d'intérêt, de limiter les déficits publics et de permettre ainsi au plus grand nombre d'États de remplir les conditions d'accès à la monnaie unique. Un Institut monétaire européen préparera le passage à la monnaie unique ;

– la troisième et dernière étape verra la création d'une monnaie unique et stable et d'une Banque centrale européenne in-

dépendante. Celle-ci sera dirigée par un directoire de six membres désignés par le Conseil européen et par le Conseil des gouverneurs des banques centrales nationales. La décision de passage à cette troisième étape pourra intervenir à partir de 1996 ; elle sera effective au plus tard au 1^{er} janvier 1999.

En vertu d'un protocole particulier, la Grande-Bretagne participe aux deux premières étapes, mais elle réserve aujourd'hui sa décision pour la troisième.

Exposé des motifs du projet de loi autorisant la ratification du traité sur l'Union européenne (septembre 1992).

prépabac

Commentez les documents de cette double page en vous aidant des questions suivantes :

1. Quels sont les grands domaines dans lesquels s'exercent, ou doivent s'exercer, les compétences de l'Union européenne ?
2. Quels sont ceux pour lesquels la construction européenne a, jusqu'à présent, plutôt bien fonctionné ?
3. Quel est, selon ces documents, le rôle joué par la France dans le processus de l'intégration communautaire ?
4. Quels objectifs le traité de Maastricht assigne-t-il à l'Union européenne ?

Le monde occidental : l'aire Pacifique

Quelles limites géographiques peut-on donner à l'aire Pacifique ?

En quoi consiste la faible homogénéité de la région ?

Quelles sont dans cette zone les grandes puissances actuelles et potentielles ?

sommaire

A. Le recul de la prépondérance américaine	314
1. Le Pacifique : le nouveau "centre du monde" ?	314
2. La domination américaine contestée	314
B. La percée japonaise	316
1. Le "miracle nippon"	316
2. Le Japon : puissance asiatique ou sentinelle de l'Occident ?	316
C. La montée des N.P.I. et l'avenir du Pacifique	318
1. L'émergence des "quatre dragons"	318
2. L'avenir du Pacifique	318
Fiche-bac	320
Sujets de bac	320
Commentaire de textes	320
Dossier	322
Les enjeux du Pacifique (1988-1990)	322

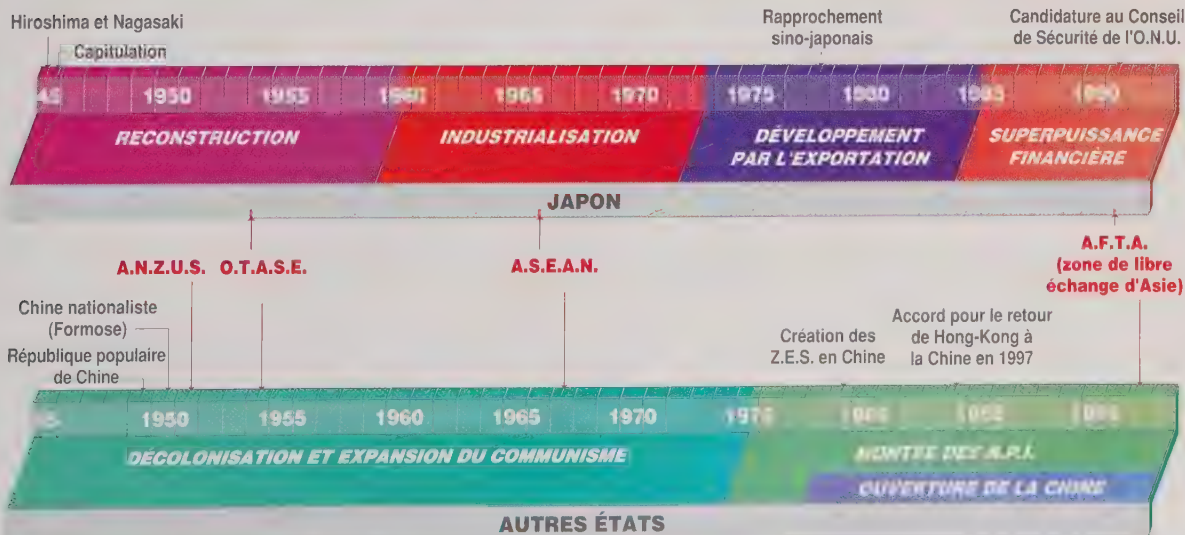
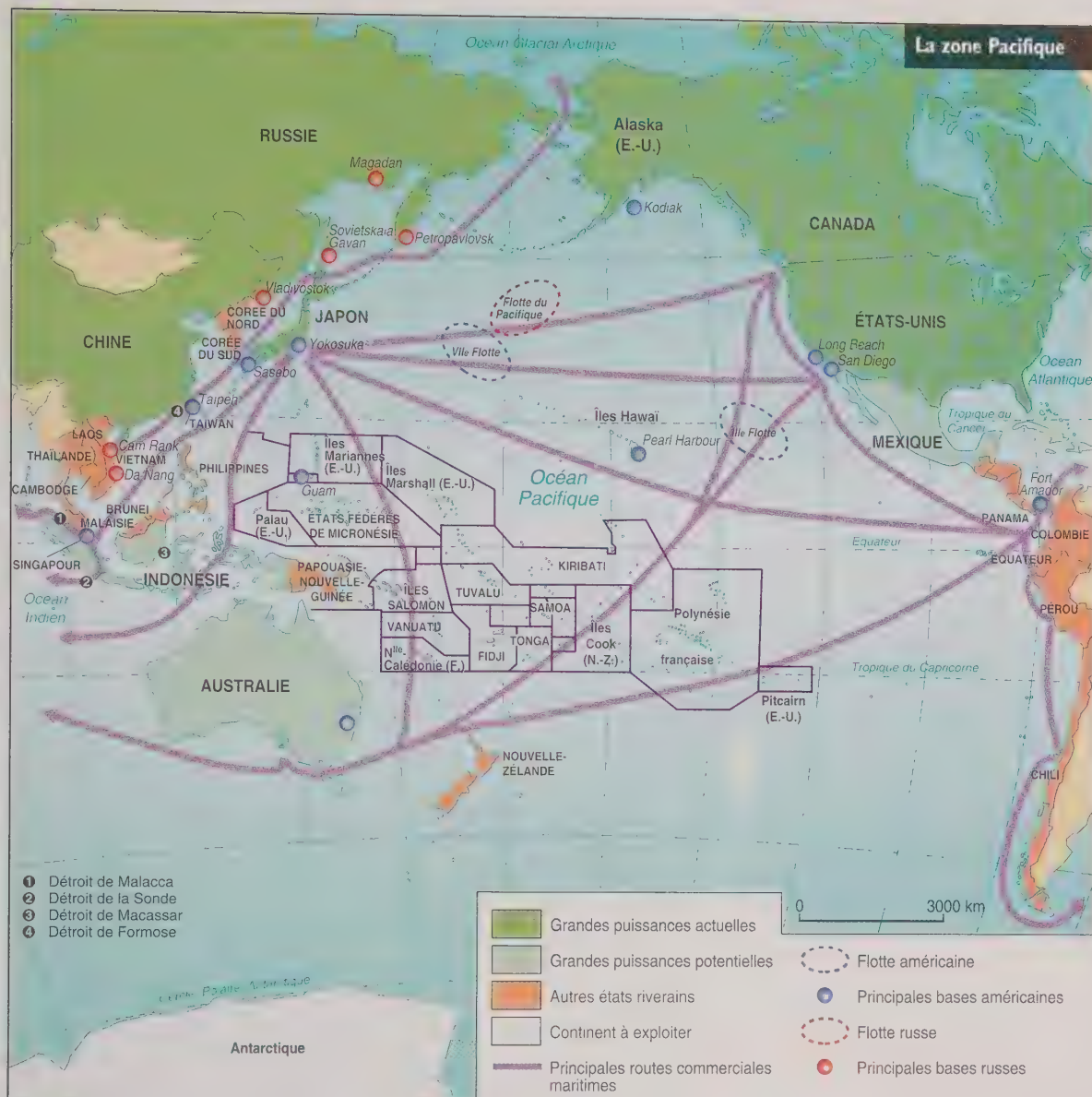
1 Existe-t-il une spécificité de l'aire Pacifique ?

"Le XXI^e siècle sera le siècle du Pacifique." "La zone Asie-Pacifique." Autant d'expressions à la mode. Formules incantatoires pour les uns, impliquant une sorte de basculement du centre du monde vers l'autre extrémité de la planète, manifestations, pour d'autres, des nouveaux défis auxquels serait confronté un Occident dans les affres de son déclin, ces expressions reflètent une réalité – l'émergence et l'affirmation économique et politique de cette partie du monde –, mais elles sont aussi trop (...) vagues, pour ne pas induire en erreur.

Bien que la zone Asie-Pacifique continue à être perçue par un Occident qui l'envie et des Asiatiques en quête de reconnaissance comme une sorte d'entité à vocation planétaire en train de se constituer, la région est loin d'être homogène. La diversité des cultures et la disparité des niveaux de développement économique rendent pour le moins utopiques les visions d'une Asie communautaire (...).

Obscurément, pour les Européens, l'Asie c'est ce qui n'est pas l'Occident. Mais l'homogénéité supposée de cet "autre" que nous-mêmes relève de l'amalgame et n'existe que dans nos têtes (...).

P. Pons. "Le Japon comme grand ordonnateur". Le Monde, 2 septembre 1988.



A. Le recul de la prépondérance américaine

L'aire Pacifique connaît une importante évolution géopolitique depuis vingt ans. Si les États-Unis y conservent d'importantes positions économiques et militaires, leur hégémonie a disparu et ils doivent tenir compte de l'apparition de concurrents dynamiques : Japon et N.P.I.

1 Le Pacifique : le nouveau "centre du monde" ?

La géopolitique de l'aire Pacifique a fortement évolué depuis vingt ans. Jusque-là, elle était l'objet d'une concurrence entre les trois principales puissances du monde : États-Unis, U.R.S.S., Chine. Aujourd'hui, le "Grand Océan" (6 000 km de Tokyo à Los Angeles ; 7 500 km entre Sydney en Australie et Panama) est soumis à l'influence prépondérante du Japon, tandis que croît celle des Nouveaux pays industrialisés (N.P.I.) et des États regroupés dans l'A.S.E.A.N.

Au sud de l'Équateur, l'Australie et la Nouvelle-Zélande constituent des puissances régionales capables de faire partiellement équilibre aux géants du Nord, dans une zone convoitée pour ses richesses présentes et futures (pêche, pétrole, nodules polymétalliques) et où ont proliféré les micro-États.

Le Pacifique est considéré par beaucoup comme le "centre" du monde de demain. Parcouru à sa périphérie par les flux commerciaux les plus intenses de la planète, bien doté en ressources naturelles, il paraît devoir l'emporter sur le monde Atlantique.

2 La domination américaine contestée

Militairement, la présence américaine demeure très forte dans l'ensemble de la zone Asie-Pacifique. Certes, le "Grand Océan" ne constitue plus, comme au lendemain de la guerre, un "lac américain". Ni en Amérique latine ni en Extrême-Orient ni en Asie du Sud-Est, Washington n'est capable à l'heure actuelle d'imposer souverainement ses directives à ses clients et alliés, comme elle pouvait le faire dans les années 50 et 60. Après la Chine en 1949, ce sont les trois États de la péninsule indochinoise qui ont basculé dans le camp communiste, au milieu des années 70, et des pays comme les Philippines, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ne sont plus des alliés aussi dociles qu'à l'époque de la guerre de Corée.

Néanmoins, les États-Unis conservent dans cette région des positions et des atouts importants : deux grandes flottes de guerre, des troupes stationnées au Japon, en Corée du Sud et dans plusieurs dizaines de bases réparties sur les rivages et dans les îles du Pacifique, des positions clés comme Hawaii, Midway, Guam, le contrôle des principaux détroits (y compris ceux permettant à la flotte russe d'accéder à la mer libre), enfin un système d'alliances régionales dont la pièce majeure est l'A.N.Z.U.S. (Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis).

En revanche, l'hégémonie économique nord-américaine appartient désormais au passé, vigoureusement concurrencée par les États industriels asiatiques. Avec leurs prolongements vers le nord – le Canada, dont ils contrôlent les principales industries, et l'Alaska, qui leur fournit annuellement 70 millions de tonnes de pétrole –, les États-Unis occupent en bordure du Pacifique un immense espace littoral, d'où rayonne leur puissance commerciale encore considérable dans cette zone. Celle-ci fournit une part très importante des importations américaines (18 % seulement viennent d'Europe et 41,8 % d'Asie) et fait de la Californie un pôle et un modèle de croissance qui, par son dynamisme, a un effet d'entraînement sur une bonne partie de l'économie nord-américaine.

Pourtant, la perte de compétitivité qui caractérise, depuis une dizaine d'années, l'économie d'outre-Atlantique et la concurrence féroce à laquelle elle se trouve confrontée de la part des jeunes États industriels d'Asie, font que ses parts de marché se trouvent aujourd'hui réduites, qu'il s'agisse du marché intérieur – partiellement envahi par les produits venus du Japon et des N.P.I. – ou des immenses débouchés de l'Est et du Sud-Est asiatiques. C'est dans cette partie du monde, où s'exerçait il y a peu d'années encore la domination financière, commerciale et technologique des États-Unis, que s'effectuent les mutations qui provoquent le plus fortement le creusement de la balance commerciale américaine et le relatif déclin de la superpuissance occidentale.

3 Stratégies américaines dans la zone Asie-Pacifique

De l'élaboration de la doctrine Nixon, "l'Asie aux Asiatiques", en 1969, à la défaite du Vietnam en 1975, les États-Unis vont sans cesse reculer dans cette partie du monde d'où ils retireront 700 000 soldats. Le président Carter poursuit cette politique en réduisant le nombre des troupes en Corée du Sud et ne s'arrêtera qu'en juillet 1979, lorsque déjà 6 000 hommes seront partis, les États-Unis prenant alors conscience que, profitant de ce repli, l'U.R.S.S. a progressé de manière continue et planifiée dans le monde entier et particulièrement en Asie (...).

Après l'élection du président Reagan, le changement est total en Asie du Nord-Est et dans le Pacifique. En janvier 1981, le président de la Corée du Sud, Chun Doo Hwan, est le premier chef d'État reçu par Reagan, et en avril est créé le Conseil de Sécurité États-Unis/Corée. Puis, à partir de février 1983, les Américains œuvrent au rapprochement Japon/Corée du Sud et, en novembre suivant, Reagan démontre de manière concrète l'intérêt qu'il porte à cette partie du monde en visitant ces deux pays. À cette occasion naît l'idée d'un Japon "porte-avions incoûtable" en cas d'at-

taque de l'U.R.S.S., et Reagan déclare à propos de la Corée qu'elle constitue un "axe pour la paix et la stabilité en Asie du Nord-Est", que le Conseil de Sécurité États-Unis/Corée est "essentiel à la sécurité des États-Unis" (...).

M. Dasse, "Asie-Pacifique : la nouvelle bataille", Défense nationale, février 1986.

4 Les Japonais à la conquête de l'Amérique

L'importance de l'empire du Soleil-Levant comme gardien en second de l'Asie a été renforcée par la décision nipponne de rompre le tabou du plafonnement des dépenses militaires à 1 % du produit national brut. Son émergence industrielle et financière sur la scène internationale a pris, aux États-Unis, de telles proportions que l'interdépendance entre les deux pays exclut toute rupture brutale. (...)

Négligeable au début de la décennie, la présence japonaise atteint aujourd'hui 10,3 % du total détenu par des étrangers. Elle se révèle prédominante en Californie mais aussi dans des industries comme l'automobile, l'électronique, la sidérurgie ou l'aéronautique et fait des sociétés nipponnes des "alliées objectives" des grandes entreprises américaines (...).

L'irruption financière nipponne a été encore plus spectaculaire. Inconnus il y a moins de dix ans, les investisseurs, banques, compagnies d'assurances ou fonds de retraite japonais sont devenus des sources majeures de financement de l'énorme déficit fédéral américain avec des achats de bons et obligations de 52 milliards de dollars en 1986 (...).

Les exportations japonaises vers les États-Unis sont presque entièrement constituées de produits manufacturés, souvent à très haute valeur ajoutée ; celles des Américains vers le Japon restent pour l'essentiel des produits agricoles, minéraux ou produits chimiques intermédiaires. Pratiquement des échanges de pays industriel à pays en développement (...).

Le Monde, 19 avril 1987.



5 Les usines Boeing à Everett (États-Unis)

Analyser

Document 3. Quelle a été la politique des États-Unis en Asie de 1969 à 1979 ? Que signifie la "doctrine Nixon" et dans quel contexte a-t-elle été formulée ? Quelle nouvelle stratégie s'impose avec le président Reagan ? Quelle en est la clé de voûte ? Quel rôle y joue la Corée ? Pourquoi ?

Document 4. Quelle est l'importance de la présence économique japonaise aux États-Unis ? Dans quelle région et dans quels secteurs économiques se manifeste-t-elle ? Pourquoi les États-Unis laissent-ils s'opérer les investissements japonais sur leur territoire ? Quel risque cette situation recèle-t-elle ?

Document 5. Quelle est la nature de ces installations ? Que nous apprend la photographie du dynamisme économique de la côte Pacifique des États-Unis ?

B. La percée japonaise

Le Japon a connu depuis 1945 une remarquable croissance qui fait de son économie la plus dynamique du monde. Il le doit à toute une série de facteurs : forte cohésion de sa société, organisation économique, rôle de l'enseignement et de la recherche, intervention de l'État. Son expansion économique fait de lui un élément clé du système capitaliste libéral, le chef de file du pôle de développement asiatique, sans que son poids international soit à la mesure de son essor.

1 Le “miracle nippon”

Vaincu et ruiné en 1945, le Japon s'est hissé, dès la fin des années 60, au rang de troisième “Grand” de l'économie mondiale. Doté d'un milieu naturel difficile (cloisonnement, exiguïté des plaines, violence du climat) et de ressources peu abondantes (minerais, charbon, pétrole), le Japon a connu entre 1955 et 1973 une très forte croissance puis a réussi à surmonter les effets de la crise économique mondiale. Depuis 1965, avec un taux moyen annuel de croissance de 4,1 % (contre 1,7 % aux États-Unis), il est devenu la troisième puissance commerciale (après les États-Unis et l'Allemagne fédérale) et le troisième, voire le second “Grand” de l'économie mondiale. Bien qu'elle ait à nourrir une population nombreuse (125 millions de personnes en 1994) avec les ressources d'un territoire exigu, l'agriculture est si intensive que son bilan n'est déficitaire que pour certains produits, le Japon exportant même ses excédents de riz. Quant à l'industrie, elle est au premier rang mondial pour l'automobile, les constructions navales, les appareils photographiques, les récepteurs de télévision, les robots industriels, au deuxième pour l'informatique, les textiles synthétiques et la sidérurgie. Avec 2,3 % de la population de la planète en 1990, vivant sur 0,3 % des terres émergées, l'ancien “empire du Soleil-Levant” produit environ 13 % de la production mondiale.

Les facteurs de ce “miracle” économique persistant sont nombreux et complexes. Certains sont communs au Japon et à d'autres pays : aide financière et technique des États-Unis, faiblesse des dépenses militaires (0,97 % du P.N.B. en 1991), absence de coûteuses guerres de décolonisation. D'autres sont au contraire spécifiques d'un modèle de développement “à la japonaise” qui tend à être imité dans d'autres pays de l'Asie orientale.

Le plus important réside dans la forte cohésion de la société japonaise. Subordonné au groupe, soumis à un contrôle permanent du corps social, l'individu est entraîné dès la petite enfance à accepter la discipline et la hiérarchie : celles de la famille et du “clan”, comme celle de l'entreprise (un même mot ne désigne-t-il pas dans la langue nipponne le père et le patron ?). Il en résulte une grande docilité du personnel, peu revendicatif, totalement dévoué aux intérêts de l'entreprise, ce qui se traduit par une durée de travail supérieure à celle des autres pays industriels et par un taux d'absentéisme très faible.

Une autre clé tient à l'existence d'un système économique “dualiste”. Celui-ci juxtapose d'énormes conglomerats industriels et financiers qui contrôlent les secteurs de pointe et toute une nébuleuse de petites et moyennes entreprises qui exercent au profit des premières des activités de sous-traitance, mais se montrent capables d'innovation.

Il faut enfin tenir compte de facteurs tels que le développement de l'enseignement et de la recherche, le taux élevé de l'épargne, l'importance considérable des investissements, l'excellence des services et des pratiques commerciales, la discrète mais efficace intervention de l'État, incarnée au Japon par le Ministère du Commerce international et de l'Industrie (M.I.T.I.) et caractérisée par une planification souple, ainsi que par le contrôle des investissements. Le pilotage économique du M.I.T.I., appuyé sur de puissants relais tels que la fédération patronale du *Keidanren* et des *sogo-shosha* – sociétés commerciales contrôlant plus de 60 % des échanges extérieurs nippons –, fait du capitalisme japonais l'un des plus organisés du monde libéral.

2 Le Japon : puissance asiatique ou sentinelle de l'Occident ?

Sa puissance industrielle et commerciale a fait du Japon un élément clé du monde capitaliste occidental. Grâce à la solidité de sa monnaie (le yen), au taux élevé de son épargne, à sa balance commerciale très favorable, il a pu devenir – devant le Royaume-Uni et la R.F.A. – le premier créancier du monde, avec 942 milliards de dollars en 1990. Pour tourner les mesures protectionnistes prises contre les produits japonais en Europe ou en Amérique du Nord, il a dû investir sur ces marchés et implanter dans le monde entier ses usines d'automobiles et de micro-informatique.

Enfin, détenteur de réserves de change supérieures à celles de la R.F.A., le Japon a accédé depuis peu à de nouvelles responsabilités financières, les banques nipponnes assurant la survie d'un système financier mondial de plus en plus fragile en achetant régulièrement les Bons du Trésor fédéral américain. En 1992, il a traversé une grave crise bancaire.

Toutefois, la puissance japonaise n'est pas sans ombres ni sans limites. Le miracle économique a certes permis au Japon de mieux résister à la crise mondiale que d'autres

pays industriels. Mais il a accentué au sein de la société japonaise les clivages entre riches et salariés modestes, les déséquilibres entre villes et campagnes et entre la côte Pacifique, centre industriel du pays et le Nord et l'Est, plus périphériques. À quoi s'ajoutent les effets pervers de l'industrialisation à outrance (pollution, saturation des espaces urbains et des transports) et ceux d'une compétition féroce entre les individus pour la préservation ou l'amélioration de leur statut social, dès l'âge de l'école élémentaire.

Il s'y ajoute le manque de ressources naturelles et l'absence d'une force militaire (la Constitution de 1946 fait obligation au Japon de ne posséder qu'une force de défense dont les effectifs ne dépassent pas aujourd'hui 240 000 hommes). Il en résulte que le Japon, en cas de tension internationale, doit compter sur la protection américaine pour sa défense et qu'il ne joue pas un rôle international à la mesure de sa puissance économique.

Le Japon joue le double rôle d'une puissance régionale et d'un bastion avancé du monde libéral en Asie. Son rôle économique lui permet d'exercer une influence majeure en Extrême-Orient sur les Nouveaux pays industrialisés et les États membres de l'A.S.E.A.N. avec lesquels il entretient des rapports commerciaux et financiers et au bénéfice desquels il opère des transferts de technologie. Lié à la Chine par un traité de paix et d'amitié signé en 1978, il a pris la tête d'un pôle de développement de l'Extrême-Orient, concurrent impitoyable des États-Unis et de l'Europe. Mais en même temps, il leur a emprunté les institutions et les pratiques de la démocratie libérale dont il est le bastion en Asie.

Il est peu douteux que le rôle mondial du Japon est appelé à croître. Il songe à demander un siège de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. qui le contraindrait à accepter de plus grandes responsabilités mondiales.



8 Le surpeuplement japonais

6 Investissements japonais en Europe

Dans la première moitié de 1990, 25,7 % des entreprises rachetées par des sociétés japonaises se trouvaient dans la C.E.E. 37,6 % de ces investissements directs ont été effectués en Grande-Bretagne, 24 % aux Pays-Bas, 12,8 % au Luxembourg, 8,2 % seulement en Allemagne, chiffre étonnamment bas, 6,9 % en France, 3,7 % en Espagne, 3,2 % en Belgique.

C'est en Grande-Bretagne et en France que se trouvaient les deux plus fortes concentrations d'usines japonaises en Europe : 187 et 122 respectivement.

Pour rapide que soit le développement des investissements japonais en Europe, ils n'en sont pas moins inférieurs des trois quarts à ceux effectués aux États-Unis : 164 milliards de dollars. *Géopolitique, n° 37, printemps 1992.*

7 Les bases de la puissance financière nipponne

Les esprits chagrins pourraient dire que la richesse japonaise n'est plus ce qu'elle était il y a encore deux ans. Les profits des empires industriels et financiers nippons se sont, certes, contractés depuis, par suite d'une morosité (toute relative) des marchés, du dégonflement de la bulle financière (la Bourse de Tokyo avait vu sa capitalisation augmenter de 500 % en cinq ans), et surtout de la forte hausse des taux d'intérêt dans l'archipel, jusque-là très bas. Personne, cependant, parmi les ténors, n'est passé au rouge, et le Japon, premier milliardaire du monde, continue à caracolier en tête avec une santé insolente.

Qui plus est, le Japon est en train de passer d'un statut de commerçant avisé à celui de rentier du monde : en 1995, les revenus nets de ses investissements à l'étranger dépasseront de loin ses excédents commerciaux.

La première cause de la richesse japonaise est interne : c'est la propension des ménages à épargner deux fois plus que les ménages européens (et trois à quatre fois plus que les ménages américains) (...).

(...) La deuxième raison de la richesse japonaise en termes internationaux tient à une accumulation d'excédents commerciaux avec le reste du monde au cours de ces dernières années. Même si ces excédents, notamment avec les États-Unis, ont tendance à décroître, leur impressionnant cumul récent est sans précédent : 500 milliards de dollars sur six ans (...).

(...) La troisième raison de la richesse japonaise, et cette raison est récente, c'est la hausse du yen depuis la libération de l'accord du Plaza du 22 septembre 1985, qui a vu dans les deux ans qui ont suivi le yen doubler de valeur par rapport au dollar. Exprimés en dollars, les excédents japonais sont donc d'un montant extrêmement élevé au cours de la période récente.

(...) Le montant des investissements directs réalisés par le Japon à l'étranger a été, en cumul, multiplié par quatre au cours des six dernières années, pour atteindre en avril 1991 un montant de 310 milliards de dollars. Personne ne fait désormais mieux que

le Japon en la matière, même les États-Unis ou l'Angleterre, traditionnels investisseurs puissants hors de leurs frontières.

J. Gravereau, "Le Japon, puissance financière superlative", Géopolitique, n° 37, printemps 1992.

Analyser

Document 6. Quelle est l'importance réelle des investissements japonais en Europe ? Quel est le rôle privilégié des investissements japonais à l'étranger ?

Document 7. Quelles sont les trois raisons majeures de l'enrichissement du Japon ? Pourquoi celui-ci a-t-il connu récemment une légère stagnation ?

Document 8. Décrivez la scène. Expliquez quel problème et quel atout cette situation représente pour le Japon d'aujourd'hui.

C. La montée des N.P.I. et l'avenir du Pacifique

La croissance des Nouveaux pays industrialisés d'Asie a fait naître des pôles nouveaux de puissance économique dans l'aire Pacifique. Joint à la disparition de la dynamique expansionniste du communisme, ce fait annonce la mise en place de nouveaux équilibres dans le Pacifique.

1 L'émergence des "quatre dragons"

Les "pays-ateliers" de l'Asie orientale s'adjugent les records mondiaux de la croissance. Quatre États de dimensions et de ressources modestes ont connu, depuis une vingtaine d'années, une industrialisation rapide, assortie d'une inflation modérée et d'excédents extérieurs garantis par la forte croissance des exportations. Cette mutation s'est opérée à la faveur de bas salaires, de zones franches, de transferts de technologies et d'apports de capitaux étrangers (américains d'abord, puis japonais) et enfin, du dynamisme des populations.

La Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour connaissent une prospérité sans précédent :

– Peuplée de 43,3 millions d'habitants en 1991, la Corée du Sud s'est industrialisée sous l'impulsion de l'État et selon le "modèle japonais", en juxtaposant firmes géantes et petites entreprises de sous-traitance. Le résultat a été un taux de croissance annuel moyen de 7,1 % de 1965 à 1990, une progression des exportations, un P.N.B. par habitant multiplié par plus de 20 entre 1970 et 1992. Ce "miracle coréen" a d'abord été fondé sur l'industrie textile et sur une politique de bas salaires. Aujourd'hui, la Corée du Sud produit des machines, du matériel de transport, de la hi-fi, destinés à l'exportation. Mais sa prospérité dépend des achats de l'étranger et se trouve menacée par une contestation sociale liée au refus de la population d'accepter le maintien de bas salaires et de conditions de travail difficiles.

– Taïwan, revendiquée par la Chine communiste, a un taux de croissance annuel de près de 8 % et possède d'énormes réserves de devises, conséquence de ses excédents commerciaux avec les pays industrialisés. Sa population a vu son niveau de vie progresser, avec un revenu annuel par habitant dépassant les 10 000 dollars.

– La situation est identique à Hong Kong qui doit retourner à la Chine en 1997 et qui a construit sa prospérité, en dépit de l'exiguïté de son espace, sur son rôle de "sas" entre Pékin et l'Occident.

– Enfin, Singapour, ville-État de 3,3 millions d'habitants, située sur la route maritime reliant l'Europe, le Moyen-Orient et l'Inde à l'Asie orientale, a fondé sa fortune sur les activités de service (banques, assurances, courtage) et sur des industries portuaires liées au commerce international.

Ces pays évoluent davantage vers un modèle japonais que vers l'alignement sur l'Occident. En apparence, les modes de vie de l'Occident se sont imposés dans les N.P.I. d'Asie. Le modèle américain triomphe chez les dirigeants des entreprises, qui ont étudié à Harvard ou dans les *Business Schools* (écoles commerciales) de la côte ouest des États-Unis. En revanche, l'absence de tradition démocratique explique les difficultés d'implantation des institutions et des pratiques de la démocratie libérale. Toutefois, les régimes autoritaires et militaires installés pour faire face à la menace communiste reculent en faveur des pratiques libérales sous la pression de la population, à Taïwan comme en Corée du Sud.

2 L'avenir du Pacifique

L'effondrement du modèle communiste a rendu caducs les regroupements et les systèmes d'alliances. Longtemps en jeu des rivalités entre les deux Grands, le Pacifique a vu ses équilibres bouleversés par la chute du communisme en Europe et en U.R.S.S. Sans doute, le communisme est-il toujours présent en Chine, au Vietnam, voire avec les Khmers rouges au Cambodge. Mais il a cessé d'être un modèle à imiter et son expansionnisme est brisé.

Dans ces conditions, la libéralisation, qui a déjà atteint des pays comme Taïwan et la Corée du Sud, qui a triomphé en 1986 aux Philippines avec la chute de la dictature militaire du général Marcos, paraît appelée à s'étendre. Du même coup, elle rend sans objet le renforcement de la coopération contre la poussée communiste du regroupement, d'ailleurs peu efficace, des pays de l'A.S.E.A.N. De nouvelles puissances et de nouveaux pôles se constituent autour du "Grand Océan". Le Japon est appelé à assumer en collaboration étroite avec les États-Unis, dont dépend sa sécurité, un rôle de leader régional dont l'attraction s'exerce déjà très fortement sur les N.P.I. d'Asie orientale et sur les pays de l'A.S.E.A.N. (ceux-ci recevaient, en 1989, 22 % des investissements nippons dans le monde).

Enfin, l'Australie a de toute évidence vocation à jouer un rôle important dans le Pacifique Sud, encore que son immense territoire (quatorze fois la France) et ses grandes richesses naturelles soient largement inexploités par une population dont les effectifs demeurent faibles (17,3 millions d'habitants) malgré la forte immigration étrangère.

9 Corée du Sud : la démocratie à petits pas

Lorsque le président Kim Young Sam, le jour de l'inauguration de son mandat, le 25 février 1993, a annoncé son intention de réformer profondément la vie politique et économique, l'opinion publique, habituée à la rhétorique des hommes politiques, s'est montrée sceptique. Le mois suivant, à la surprise générale, il est passé à l'action en rendant public son patrimoine personnel – 2,1 millions de dollars, somme modeste pour un homme politique coréen de son niveau – et en obligeant ses ministres, les parlementaires du Parti démocrate-libéral (P.D.L., au pouvoir) et les hauts fonctionnaires à suivre son exemple.

Cette campagne anti-corruption, institutionnalisée en mai 1993 par l'adoption de la "loi sur l'éthique", visait principalement les forces conservatrices du P.D.L., la haute administration et les chefs militaires qui se sont enrichis à la faveur de trente années de régime militaire.

En trois mois, plusieurs hommes politiques, dont deux anciens présidents de l'Assemblée nationale, le président de la Cour suprême et près d'un millier de fonctionnaires ont été limogés ou arrêtés (...).

Cependant, l'événement le plus important dans le cadre de la restauration de la primauté du pouvoir civil a été le démantèlement d'une clique secrète appelée Hanahoe ("Société unique"), formée sous le régime de Park Chung Hee dans les années 70 et à laquelle ont appartenu les anciens présidents de la République Roh Tae Wwoo et Chun Doo Hwan. Ce groupe avait entrepris de pérenniser l'emprise de la province de Kyongsando au sein de l'armée et de la classe politique ; sa disparition a certainement consolidé la démocratisation du pays.

En mars 1994, en dépit de l'opposition du P.D.L., une nouvelle loi électorale a été adoptée, visant la transparence du financement des campagnes électorales et énonçant des sanctions en cas de fraudes,



10 Hong Kong

11 Tableau de bord économique des "quatre dragons"

	Corée du Sud	Taiwan	Hong Kong	Singapour
En 1988				
P.I.B./hab.	3 729 \$	6 000 \$	9 300 \$	7 400 \$
Taux de croissance	12,1 %	7 %	8 %	11 %
Exportations ¹	60	60,5	60,4	60,5
Importations ¹	52,5	49,5	61,3	49,5
En 1991				
P.I.B./hab.	6 281 \$	8 951 \$	11 540 \$	12 310 \$
Taux de croissance	8,5 %	7,9 %	4,3 %	7,1 %
Exportations ¹	71,9	76,1	98,5	59
Importations ¹	81,6	63	100,2	66,2
En 1993				
P.I.B./hab.	7 256 \$	10 479 \$	15 380 \$	13 400 \$
Taux de croissance	5,3 %	5,7 %	5,5 %	9,9 %
Exportations ¹	82,4	77,5	144,5	?
Importations ¹	83,8	85,4	150,1	?

1. En milliards de dollars.

allant jusqu'à la disqualification des élus.
B. Chung, "Corée du Sud. Des succès pour Kim Young Sam", L'Etat du monde, 1995, La Découverte, 1994.

12 Quel avenir pour Hong Kong ?

Le nouveau gouverneur britannique, Chris Patten, nommé en avril 1992, aura vraisemblablement la tâche d'abaisser l'Union Jack – le drapeau britannique –, le 30 juin 1997, lors du retour de la colonie à la mère-patrie chinoise (en vertu d'un accord signé en 1984). Pour les Britanniques, le choix est clair : maintenant de bonnes relations avec Pékin, éviter toute situation de confrontation ; et, quand c'est possible, défendre les intérêts de leurs sujets de Hong Kong (...).

(...) La Chine, ici à l'unisson des Hong Kongais, a encouragé la conclusion avec Hanoi, en octobre 1991, d'un accord sur le rapatriement des quelque 63 000 boat people vietnamiens. Mais de sérieuses menaces sont apparues quant au respect des frontières de la future région autonome (la zone économique spéciale, Z.E.S., de Shen-

zen lui serait annexée) et une liste noire des habitants "opposés au gouvernement chinois" aurait été dressée.

Les pesanteurs économiques ont achevé de rendre cette intégration en douceur de plus en plus irréversible : les délocalisations massives des industries hong kongaises vers la Chine du Sud-Est ont entraîné, de 1987 à 1991, une chute de 20 % de l'emploi industriel et la stagnation des salaires ouvriers, à partir de 1982, tandis que ceux des cols blancs augmentaient de 64 %. La transformation du territoire en centre de services, et d'abord en "plaque tournante" entre la Chine et ses principaux partenaires – États-Unis, et Taiwan qui refuse de commercer directement avec Pékin –, a conduit en 1991 à une augmentation de 26 % des réexportations, mais les exportations indigènes n'ont crû que de 2 % ; les premières ont représenté plus de deux fois les secondes, alors que dix ans plus tôt le rapport était inverse.

J.-L. Margolin, "Hong Kong", L'Etat du monde, 1993, La Découverte.

Analyser

Document 9. À quel type de régime politique celui du président Kim Young Sam fait-il suite ? Quelles réformes a-t-il entreprises ?

Document 10. Cherchez dans le cours p. 318 les bases sur lesquelles Hong Kong a fondé sa prospérité. Comment celle-ci est-elle illustrée par la photographie ?

Document 11. Lequel des "quatre dragons" a-t-il accompli les progrès économiques les plus spectaculaires depuis 1988 ?

Document 12. Quelle menace pèse sur les habitants de Hong Kong ? Quelles sont les conséquences du prochain rattachement à la Chine pour l'ancien territoire colonial ? pour les échanges internationaux dans la région ?

idées

A. Le recul de la prépondérance américaine

- L'aire Pacifique présente-t-elle une spécificité ? De quelle évolution est-elle actuellement le théâtre ?
- Comment se marque la présence américaine dans la région et en quoi l'hégémonie des États-Unis est-elle contestée ?

B. La percée japonaise

- Comment s'est manifesté le "miracle nippon" depuis la fin de la guerre ? Quels en sont les facteurs ?
- Quel rôle joue le Japon au sein du système capitaliste occidental ? Quelles sont les limites de sa puissance ?

C. La montée des N.P.I. et l'avenir du Pacifique

- Qui sont les "quatre dragons" ? Comment se manifeste l'essor économique de ces pays ? Quels en sont les facteurs ? Quelles en sont les conséquences politiques ?
- Quelles sont les conséquences des évolutions internationales actuelles sur l'avenir du Pacifique ? Quels nouveaux équilibres s'y dessinent ?

mots clefs

A.N.Z.U.S.

Pacte militaire conclu en 1951 entre les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Australie.

A.S.E.A.N. (Association des nations de l'Asie du Sud-Est)

Association regroupant, depuis 1967, Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Philippines, Singapour et Brunei, afin d'assurer leur croissance par une intégration dans le cadre d'une économie de type libéral et de faire obstacle aux progrès du communisme en Asie du Sud-Est.

N.P.I. (Nouveaux pays industrialisés)

Terme désignant les "quatre dragons" asiatiques (Taïwan, Hong Kong, Singapour, Corée du Sud) puis d'autres pays du tiers-monde qui ont réussi à s'industrialiser et à jouer un rôle économique et financier important dans le monde.

Sogo-shosha

Société commerciale japonaise spécialisée dans les exportations.

Sous-traitance

Activité consistant à livrer à une grande entreprise une partie des pièces qui lui sont nécessaires ou à accomplir à sa place une partie des tâches qu'elle s'est engagée à honorer.

Système économique dualiste

Il juxtapose de grandes entreprises fortement concentrées et des petites et moyennes entreprises.

dates

1945 : bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, capitulation du Japon.

1946 : début de la guerre d'Indochine.

1949 : République populaire de Chine.

1950 : création à Formose (Taïwan) de la République de Chine.

1950-1953 : guerre de Corée.

1951 : création de l'A.N.Z.U.S.

1954 : accords de Genève sur le Vietnam.
Création de l'O.T.A.S.E.

1962 : intervention américaine au Vietnam.

1973 : accords de Paris sur le Vietnam.

1976 : mort de Mao.
Début de la montée des N.P.I.

1978 : rapprochement sino-japonais.

1979 : création des Z.E.S. en Chine et ouverture de la Chine.

1984 : accord pour le retour de Hong Kong à la Chine en 1997.

1991 : le Japon pose sa candidature de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'O.N.U.

1992 : création de l'A.F.T.A. (zone de libre-échange d'Asie).

COMMENTAIRE DE TEXTES

sujet

13 L'avenir est à la zone Pacifique

On assistera, à la fin du xx^e siècle et au début du xxi^e , à un déplacement du centre de gravité économique de l'Atlantique au Pacifique pour diverses raisons :

- le basculement, déjà bien amorcé aux États-Unis →, principale puissance de la région →, des industries de pointe et du dynamisme économique de la Nouvelle-Angleterre vers la Californie ;

- la présence, sur le pourtour de la zone, de la moitié de la population mondiale et l'existence de ressources agricoles et minérales considérables.

Tous les pays de l'Ouest de la zone Pacifique (sauf le Japon) ont un taux d'accroissement démographique élevé. En l'an 2000, la Corée aura autant d'habitants que la France, Taïwan la moitié. Ces pays continueront donc à bénéficier d'une main-d'œuvre abondante et souvent bon marché, et d'une demande élevée de biens de consommation.

La zone Pacifique est et restera par ailleurs un des principaux fournisseurs de matières premières agricoles et minérales. À cet égard, l'Australie tiendra une place considérable : on estime notamment qu'elle pourrait bien être le premier exportateur de houille de l'an 2000, (...) sans parler des métaux non ferreux et de l'uranium.

Compte tenu de l'importance des télécommunications et de l'électronique dans le développement du xxi^e siècle, les États-Unis, mais aussi le Japon (et bientôt Singapour et la Corée du Sud) sont particulièrement bien placés.

*"Géostratégie et économie mondiale",
Cahiers français, janvier-avril 1981,
La Documentation française.*

14 Les arrière-pensées du discours sur la zone Pacifique

Depuis le début des années 80, les livres, les articles et plus encore les déclarations se sont multipliés, affirmant que "le Pacifique est en train de devenir le centre du monde" ou, plus carrément encore, qu'il est déjà le "centre de l'économie mondiale" (...).

Bien plus, le fait que le Pacifique soit devenu le "centre du monde" est présenté comme la cause profonde de la crise économique en Europe. Alors que la

croissance économique s'est considérablement ralentie depuis le milieu des années 70 dans les pays d'Europe occidentale, elle continue de plus belle au Japon et elle semble reprendre aux États-Unis, surtout en Californie et dans les régions les plus proches du Pacifique. Les phénomènes de croissance qui, pendant plus d'un siècle, se sont principalement localisés de part et d'autre de l'Atlantique, seraient désormais centrés, et pour longtemps, autour du Pacifique. Loin de ce nouveau centre du monde, le destin de l'Europe occidentale qui fut le "berceau de la révolution industrielle" devrait donc être encore plus "périphérique" qu'il ne l'était depuis que le pôle de la croissance mondiale s'était situé à New York et dans l'Est des États-Unis.

Que des relations économiques très importantes se soient développées entre le Japon et l'Amérique du Nord, mais aussi entre le Japon, les États-Unis du Sud-Est et l'Australie, ce sont des faits de grande portée, mais cela ne suffit pas à démontrer que le Pacifique est désormais le "centre du monde". Le trafic entre le Japon et la côte ouest des États-Unis s'effectue dans la partie la

moins large du Pacifique et, par ailleurs, les relations sont encore très faibles entre les deux façades de ce gigantesque océan (...).

Le discours sur le "Pacifique centre du monde" traduit aussi l'importance des rivalités qui existent au sein des milieux dirigeants américains, entre les représentants des grandes firmes de Chicago, de New York et de la côte Pacifique.

*Y. Lacoste, L'État du monde, 1985,
La Découverte.*

Questions

Vous commenterez les deux textes (doc. 13 et 14) en vous appuyant sur les questions suivantes :

1. Selon le document 13, quels sont les faits qui inclinent l'auteur à penser que le Pacifique est en train de devenir le centre du monde ?
2. Quels autres arguments ajoute le document 14 ?
3. Quelles nuances ou quels arguments opposés à la thèse du Pacifique "centre du monde" le document 14 apporte-t-il ?

corrigé

1. Depuis une quinzaine d'années, la presse occidentale a popularisé dans le public l'idée que l'aire Pacifique était en train de devenir le "centre du monde", autrement dit qu'elle constituerait à la fin du siècle, ou au début de l'autre, la zone dans laquelle l'activité économique, la croissance et l'innovation seraient les plus importantes. Les deux textes présentés ici constituent des analyses contradictoires de cette thèse, le premier inclinant dans le sens du déplacement du centre de gravité économique de la planète de l'Atlantique vers le Pacifique, le second s'interrogeant sur le bien-fondé de ce discours.

2. Les arguments en faveur de la première thèse ne manquent pas :

- Existence sur le pourtour du plus vaste océan du monde d'un immense marché potentiel dont la croissance est liée à celle de la population de la Chine, des pays de l'Asie du Sud-Est et des États latino-américains.
- Importance des ressources agricoles et minières sur tout le pourtour du Pacifique.
- Avance déjà prise par certains pays en matière de technologies de pointe : États-Unis et Japon, aussi N.P.I. tels que la Corée du Sud ou Singapour.
- Basculement aux États-Unis, des industries de pointe et du dynamisme économique de la côte est vers la côte ouest (l'exemple de la Silicon Valley).

– Intensité des relations commerciales entre le Japon, l'Amérique du Nord et l'Australie.

3. Le géographe Yves Lacoste analyse la pertinence des arguments en faveur de la thèse du Pacifique "centre du monde". Il émet de grandes réserves sur les arguments avancés par les partisans de la thèse du basculement du centre de gravité économique de la planète de la zone Atlantique vers la zone Pacifique. Pour lui, il est clair que derrière la bataille d'arguments avancés par les uns et les autres, se profile la rivalité qui existe aux États-Unis entre les représentants des grandes sociétés de l'Est et de l'Ouest du pays.

4. On fera remarquer que certains des arguments qui sont mis en avant par les partisans de la première thèse n'empêchent pas une adhésion sans réserve. Il en est ainsi notamment des effets escomptés de la croissance démographique – laquelle peut tout aussi bien être productrice de blocages et de turbulences sociales et politiques graves – et de ce qui est dit d'une percée technologique dont l'Europe et l'Est des États-Unis ne sont tout de même pas complètement écartés. Le ralentissement, depuis quelques années, de la croissance enregistrée par les "quatre dragons", et les difficultés rencontrées récemment par l'économie japonaise doivent également être pris en compte.

Les enjeux du Pacifique

15 Le jeu des puissances dans le Pacifique Sud

Les territoires océaniques sont victimes des rivalités qui se manifestent entre les grandes puissances, notamment celles qui sont riveraines du Pacifique. Les États-Unis et l'Union soviétique semblent attacher une importance croissante à cette aire maritime. La Chine y est déjà présente par des peuplements minoritaires, le Japon y développe ses activités de coopération économique. Par le biais de la convention de Lomé, les pays de la Communauté économique européenne sont liés à huit pays du Pacifique.

Les autres riverains, du Canada à l'Indonésie, adoptent une politique fort active. L'Australie et surtout la Nouvelle-Zélande, qui possède une population polynésienne importante – les Maori –, s'estiment investies d'une responsabilité historique.

Les institutions régionales ont incité à une réelle coopération en vue de résoudre des problèmes qui apparaissent communs malgré les clivages de langue, de statut, d'idéologie. La Commission du Pacifique Sud, créée en 1948, rassemble les partenaires de la région et les grandes puissances qui y exercent des responsabilités. Pour échapper à ces dernières, les riverains ont formé, en 1972, le Forum du Pacifique Sud dont les grandes puissances sont exclues et où la France est mise en cause tant en raison de sa présence nucléaire en Polynésie que de sa politique en Nouvelle-Calédonie. Ainsi le 6 août 1985, les membres du Forum signaient à Rarotonga, capitale des îles Cook, un traité visant à la dénucléarisation du Pacifique au sud de l'Équateur.

J.-P. Goman, "La curée des Grands", *L'État du monde, 1988-1989*, La Découverte, 1988.

16 La France dans le Pacifique Sud

"Mouton noir" du Pacifique Sud depuis de nombreuses années, la France y fait un retour en force significatif... À l'origine de ce retournement, se trouve une prise de conscience de la nécessité pour la France d'être politiquement présente dans cette région du monde. Cette prise de conscience a d'abord concerné les États-îles jusque-là pratiquement inconnus de nos services diplomatiques. Le Polynésien Gaston Flosse, promu secrétaire d'État au Pacifique Sud, a su tisser des liens et faire distribuer par la France des aides bien choisies.

Mais l'élément majeur a été l'arrivée de Michel Rocard à Matignon. Son tempérament, sa sensibilité lui ont permis de bien comprendre la région. Au lendemain des événements sanglants d'Ouvéa¹, il a suscité une admiration générale en parvenant à conclure les accords de Matignon². Puis, profitant de l'ambiance favorable créée en Australie par la participation majeure de la France – sous l'animation d'André Giraud – au bicentenaire de ce pays, il a été le premier chef de gouvernement français à s'y rendre.

Les Australiens, très inquiets de la dérive³ des micro-États du Pacifique (Fidji, Vanuatu), mais aussi de la crise entre les États-Unis et la Nouvelle-Zélande, n'attendaient que cette occasion pour normaliser et même renforcer leurs relations avec Paris. La France, en quelques mois, est devenue une alliée visible, sur le Cambodge ou sur l'Antarctique, ou discrète (Fidji, lutte contre les filets maillants). Ce n'est plus elle, mais, à juste titre, la Grande-Bretagne et la R.F.A. qui sont considérées comme les principaux adversaires des exportations agricoles australiennes (...).

(...) La Nouvelle-Zélande ne veut pas être en reste. À peine connue la sentence arbitrale qui mettait un terme à la malheureuse affaire du *Rainbow Warrior*⁴, le Premier ministre Geoffrey Palmer, pourtant à la veille d'une campagne électorale, invitait Michel Rocard à se rendre à Wellington et proposait d'utiliser les 12 millions d'amende infligés à la France à un programme d'amitié entre les deux pays.

Jamais la France n'a disposé d'un climat aussi favorable pour mettre en œuvre

une politique de présence fondée sur la coopération et la reconnaissance mutuelles dans cette région du monde.

A. Serieux, "Le Pacifique Sud à la recherche de nouveaux équilibres", *L'Année internationale 90-91*, Hachette, 1990.

1. Incidents ayant opposé les forces de sécurité à un groupe de rebelles néo-calédoniens et ayant entraîné la mort d'un de leurs dirigeants, E. Machoro.

2. Accords signés en 1988 entre le gouvernement français et les parties en présence en Nouvelle-Calédonie. Ils prévoient l'autodétermination de la population de l'île avant l'an 2000.

3. Leur rapprochement avec l'U.R.S.S.

4. Navire du mouvement antinucléaire Greenpeace, détruit en Nouvelle-Zélande par des agents secrets français.

17 Les "quatre dragons" et le "grand frère" nippon

Objets de critiques de la part des membres de l'O.C.D.E., les "quatre dragons", les pays nouvellement industrialisés d'Asie (Corée, Hong Kong, Taiwan, Singapour), ont trouvé dans le Japon une sorte de "grand frère" pour plaider leur cause auprès des autres nations riches.

Le Japon "se sent le devoir" de parler au nom des "quatre dragons" et d'insister sur la nécessité de traiter leur cas dans le cadre des ajustements généraux de l'économie mondiale et non en tant qu'entité particulière, souligne-t-on au ministère des Affaires étrangères à Tokyo. À Singapour, le "dragon" dont le niveau de vie est le plus élevé des quatre, les initiatives japonaises sont appréciées. "Nous n'avons pas de raison d'être mécontents des Japonais tant en ce qui concerne leur présence croissante dans la région que leur attitude vis-à-vis des N.P.I. d'Asie", nous dit M. Ridzwan Dzafir, directeur général du Trade Development Board de Singapour.

La présence japonaise dans la région est beaucoup plus évidente qu'il y a une quinzaine d'années, lorsqu'elle suscitait des réactions parfois violentes. Les États d'âme nationalistes ne sont plus de mise. Les pays de l'A.S.E.A.N., comme les nouveaux pays industrialisés d'Asie accueillent à bras ouverts les Japonais. L'interdépendance croissante – voire l'intégration du Japon et des pays de la région – peut se traduire à terme par la création d'une zone dans laquelle le Japon jouera, ouvertement ou dans



18 Enterrement des victimes Kanaks lors des événements d'Ouvéa (mai 1988)

l'ombre, un rôle de coordinateur (...). Il va de soi que les Japonais ont avec les "dragons" un intérêt commun. Ils combattent les risques de fermeture des marchés américain ou européen. Sans doute, en raison de la délocalisation d'une partie de leur production, les Japonais seraient directement affectés par toute limitation à l'accès des marchés occidentaux par les N.P.I. Ils se défendent donc en se faisant l'avocat des "dragons". Et ceux-ci n'ont guère d'autre choix que d'être solidaires de leur puissant voisin, quelles que puissent être à terme les contraintes qui découleront d'une dépendance accrue de leurs économies envers les entreprises nippones.

P. Pons, Le Monde, 6 juillet 1988.

19 Ambitions politiques nippones

La puissance économique n'est pas suffisante. La participation de Tokyo à la guerre du Golfe (1991) en yens et non en soldats a ainsi été qualifiée de "diplomatie du chèque". On y a vu l'affirmation d'un pouvoir économique au détriment du pouvoir militaro-politique classique. Pourtant, les hommes politiques japonais n'ont cessé, depuis, de promettre à leurs concitoyens de faire de leur pays un véritable acteur de la scène internationale enfin libéré de sa condition de "nain" politique (...). Cette volonté nouvelle constitue probablement l'un des plus importants bouleversements internes survenus au Japon à l'été 1993. Les conservateurs, au pouvoir depuis 1955, avaient entretenu l'idée que le Japon était condamné à

rester marginal dans le "concert des nations" : la nouvelle majorité politique constituée en août 1993 a mis fin à ce consensus. Le leader néo-conservateur Ozawa Ichiro a lancé la notion de "pacifisme militant", compromis entre le renoncement constitutionnel à la guerre – auquel est fortement attachée l'opinion publique japonaise – et la responsabilité internationale.

Ce tournant dans la relation du Japon avec le monde extérieur s'inscrit aussi dans une dynamique régionale. Le Japon et la Corée du Sud, alliés fidèles des États-Unis depuis près d'un demi-siècle, ont montré que les rapports entre les pays d'Asie orientale devenaient moins dépendants du bon vouloir américain ; le premier en devançant l'effort américain de respect des droits de l'homme en Chine, la seconde en se démarquant de Washington avec un discours ostensiblement moins agressif face à sa voisine du Nord.

L'apparition de l'Asie orientale sur la scène internationale ne correspond pas simplement à l'addition d'économies en bonne santé, mais aussi à une construction régionale, c'est-à-dire une réalité politique et sociologique, relevant d'un équilibre interne. Le retrait du parapluie nucléaire américain et, partant, le déclin de l'autorité diplomatique de Washington (l'un et l'autre encore très relatifs) ne font pas table rase du politique et les intérêts marchands – plus ou moins antagonistes – ne sont pas les seuls moteurs de ce régionalisme. La nécessité d'un nouveau dialogue transpacifique s'impose aussi de ce fait (...).

K. Postel-Vinay, "Tokyo, Washington et les enjeux de l'espace Asie-Pacifique", L'État du monde 1995.

prépabac

Commentez les documents de cette double page en vous aidant des questions suivantes :

1. Quels étaient, jusqu'en 1989-1990, les puissances jouant un rôle actif dans l'aire Asie-Pacifique ? Qu'en est-il aujourd'hui ?
2. En quoi la perception de la politique française dans la région a-t-elle changé depuis la fin des années 80 ?
3. Quel changement enregistre-t-on depuis la guerre du Golfe dans le comportement international du Japon ? dans celui de la Corée du Sud ?

Le modèle politique de la démocratie libérale

Quand, comment et pourquoi le régime de la démocratie libérale est-il apparu dans l'histoire ?

Quels sont les pays du monde qui pratiquent ce système politique et comment fonctionne-t-il ?

sommaire

A. Principes et références	326
1. Libéralisme et démocratie.....	326
2. L'évolution de la démocratie libérale.....	326
B. Extension géographique et pratiques de la démocratie libérale	328
1. Une extension croissante.....	328
2. Des régimes constitutionnels.....	328
3. La libre expression de l'opinion publique.....	329
C. Les variantes	330
1. Le modèle parlementaire.....	330
2. Le modèle présidentiel : les États-Unis.....	330
3. Le cas français : un régime semi-présidentiel.....	330
Fiche-bac	332
Sujets de bac	332
Dissertation.....	332
Dossier	334
Régimes parlementaire et présidentiel.....	334

1 John Locke, théoricien du libéralisme

La liberté naturelle de l'homme, c'est de ne reconnaître sur terre aucun pouvoir qui lui soit supérieur, de n'être assujéti à la volonté ou à l'autorité législative de personne (...). La liberté de l'homme en société, c'est de n'être soumis qu'au seul pouvoir législatif établi d'un commun accord dans l'État et de ne reconnaître aucune autorité ni aucune loi en dehors de celles que crée ce pouvoir conformément à la mission qui lui est confiée (...). Il est clair, dès lors, que la monarchie absolue, considérée par certains comme le seul gouvernement au monde, est en fait incompatible avec la société civile (...). La grande fin pour laquelle les hommes entrent en société, c'est de jouir de leurs biens dans la paix et la sécurité. Or, établir des lois dans cette société constitue le meilleur moyen pour réaliser cette fin. Par suite dans tous les États, la première et fondamentale loi positive est celle qui établit le pouvoir législatif (...). Et aucun édit, quelle que soit sa forme ou la puissance qui l'appuie, n'a la force obligatoire d'une loi, s'il n'est approuvé par le pouvoir législatif, choisi et désigné par le peuple (...).

*John Locke,
Essai sur le pouvoir civil, 1690.*

1893

Allégorie du
suffrage universel,
clé de voûte
de la démocratie.
Le lion du suffrage
universel est le
gardien vigilant
des urnes dont les
électeurs peuvent
ainsi paisiblement
s'approcher, tandis
que les anciens
députés (en bas)
tremblent devant
le verdict du
peuple souverain.



A. Principes et références

Fondé sur les deux principes du libéralisme et de la démocratie, le régime de la démocratie libérale résulte d'une synthèse établie au cours de l'histoire et qui fait coexister la défense des libertés individuelles, la participation de tous les citoyens à la décision politique et l'amélioration du sort du plus grand nombre.

1 Libéralisme et démocratie

Le modèle politique occidental est fondé sur la primauté de l'individu dans la société. Ce principe est né de l'idée, qui s'impose depuis la Renaissance, selon laquelle la base d'organisation de la société est l'individu et non plus Dieu ou les communautés géographiques ou professionnelles. Les philosophes anglais du XVII^e siècle, en particulier John Locke, puis les philosophes français du XVIII^e siècle ont théorisé cette conception en affirmant que l'individu possède en naissant des **droits naturels**, au premier rang desquels viennent la conservation de la vie et la liberté.

Si les individus se constituent en société et se donnent des lois, ce n'est que pour garantir leurs droits. Le pouvoir ne tire donc sa légitimité que du consentement des individus, en vertu d'un **contrat social**. Si, abusant de leurs prérogatives, les détenteurs du pouvoir sortent des limites de ce contrat, le peuple a, au nom de ses droits naturels, le droit moral de se révolter.

Le libéralisme a pour but d'assurer la défense des **droits naturels de l'individu contre le pouvoir**. Son objet est de garantir :

- les libertés individuelles acquises au cours des XVIII^e et XIX^e siècles ;
- les libertés politiques : liberté de presse, de réunion, de conscience, droit d'exprimer ses opinions sans être inquiété, droit de ne pas être arrêté sans motif ;
- la liberté économique, fondée sur l'idée que l'économie obéit à des lois naturelles que l'État ne doit pas perturber en contrariant leur fonctionnement, et qui s'appuient sur les deux piliers de la propriété privée et de l'initiative individuelle ;
- la liberté sociale enfin : l'État ne doit pas intervenir dans les rapports entre patrons et ouvriers, régis eux aussi par une harmonie naturelle.

La démocratie implique la participation des individus au pouvoir politique, mais également l'amélioration de leur condition sociale. La démocratie politique exige que les citoyens puissent choisir ou renvoyer leurs gouvernants. Elle s'exprime par le suffrage universel. Celui-ci ne s'est établi que progressivement dans les pays industriels au cours des XIX^e et XX^e siècles et les femmes n'en ont bénéficié que tardivement (1945 en France). À mesure que le suffrage universel progresse, l'idée s'impose qu'il constitue le moyen de corriger les inégalités sociales à travers la loi par des mesures améliorant le sort des plus défavorisés : limitation du temps de travail, amélioration des

conditions de travail, indemnisation des accidents du travail, assurances en cas de maladie.

Cette démocratie sociale implique l'intervention de l'État et contredit ainsi les principes libéraux. Cette antinomie entre libéralisme et démocratie est un des principaux problèmes posés aux XIX^e et XX^e siècles aux grands pays industriels.

2 L'évolution de la démocratie libérale

Une série d'événements historiques, aux XVII^e et XVIII^e siècles, met en pratique les principes de la **démocratie libérale**. Au XVII^e siècle, les révolutions d'Angleterre établissent une monarchie dont les pouvoirs se trouvent limités par la Déclaration des droits de 1689. Progressivement, on aboutit au régime parlementaire : le Parlement devient le véritable centre de la décision politique. À la fin du XVIII^e siècle, la révolution américaine se fait au nom de la liberté, et du droit des peuples de choisir leurs gouvernants. Enfin, la Révolution française, en proclamant la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, fait de la liberté, de l'égalité civile des individus et de la souveraineté de la nation la base de tout gouvernement.

À la fin du XIX^e siècle, se réalise en France et en Grande-Bretagne la **synthèse entre libéralisme et démocratie politique**. Les fondateurs de la III^e République en France (1875) mettent en place un système qui conserve du libéralisme la défense des libertés fondamentales et le régime parlementaire, mais admet que la souveraineté populaire s'exprime par le suffrage universel. De la même manière s'installe au Royaume-Uni un régime qui, par l'élargissement du suffrage (1884), démocratise progressivement le vieux libéralisme du XVIII^e siècle.

La **démocratie sociale** est une réponse au malaise de la démocratie libérale. Régime d'élites, le libéralisme refuse toute intervention de l'État dans les domaines économique et social, favorisant les forts et les riches aux dépens des faibles. Le malaise qui en résulte s'accroît, après 1880, lorsque le développement de l'instruction, les progrès des communications et de la presse provoquent l'irruption des masses dans le jeu politique. Pour répondre à ce malaise, les courants radicaux issus des classes moyennes au début du XX^e siècle puis, par la suite, les courants socialistes exigent de l'État des réformes sociales : diffusion de l'instruction gratuite, protection sociale accordée aux travailleurs, aide aux familles, retraite des salariés, etc.

3 La déclaration d'indépendance des États-Unis (1776)

Nous tenons ces vérités pour évidentes par elles-mêmes :

- que tous les hommes naissent égaux ;
- que leur Créateur les a dotés de certains droits inaliénables, parmi lesquels la vie, la liberté et la recherche du bonheur ;
- que pour garantir ces droits, les hommes instituent parmi eux des gouvernements dont le juste pouvoir émane du consentement des gouvernés ;
- que si un gouvernement, quelle qu'en soit la forme, vient à méconnaître ces fins, le peuple a le droit de le modifier ou de l'abolir et d'instituer un nouveau gouvernement qu'il fondera sur de tels principes, et dont il organisera les pouvoirs selon les formes qui lui paraîtront les plus propres à assurer sa sécurité et son bonheur.

4 Le programme du parti progressiste américain (1912)

Ce parti, fondé par Th. Roosevelt, s'efforce de reprendre les thèmes du courant progressiste, né vers 1880.

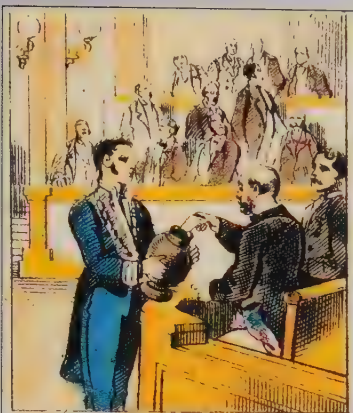
La conscience du peuple, en ce temps où se posent de graves problèmes nationaux, a fait surgir un nouveau parti, né de l'exigence de justice de la nation. Nous, membres de ce parti progressiste, nous vouons à accomplir le devoir que nous ont tracé nos ancêtres : maintenir le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, dont ils ont posé les fondements (...). À cette grande tâche les vieux partis ont tous deux failli. Au lieu d'être les promoteurs du bien commun, ils sont devenus les instruments d'intérêts corrompus, qui les utilisent avec impartialité au service de leurs desseins égoïstes. Derrière le gouvernement officiel trône un gouvernement invisible, sans engagement envers le peuple, sans responsabilité devant lui. Détruire ce gouvernement invisible, rompre l'alliance impie entre la corruption des affaires et la corruption politique, telle est aujourd'hui la première tâche à accomplir.

5 Gambetta et le droit de grève

La loi qui a été votée dans cette enceinte en 1864 (...) a reconnu pour les membres de la classe ouvrière ce droit de débattre les conditions de leur travail et le salaire qui doit les rémunérer (...).

(...) Qu'est-ce qui se passe au Creusot ? Des ouvriers à la suite d'une discussion élevée sur une caisse de prévoyance ayant émis un vote qui n'a pas obtenu l'assentiment des directeurs de l'usine ont jugé à propos d'organiser la résistance légale, de se retirer dans leurs foyers et d'obliger, par leur abstention, les directeurs de l'usine à capituler et à entrer en négociations avec eux. Rien de plus légitime, rien de plus respectable, rien de plus sacré (...).

Discours de Gambetta au Corps législatif, 26 janvier 1870.



La République nous a donné la paix réelle, car c'est la chambre de nos Députés et non plus un seul homme qui peut déclarer la guerre.



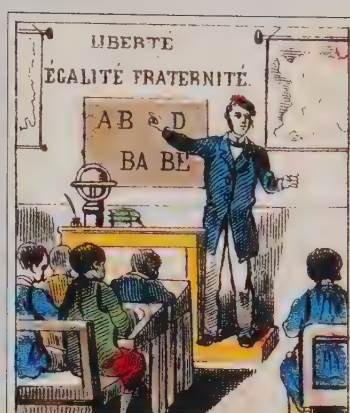
La liberté absolue de la Presse Républicaine a permis au plus humble village de connaître la vérité exacte sur les actes du Gouvernement.

6 Les bienfaits de la République.

Extraits d'une affiche de propagande réalisée pour les élections de 1881

7 L'État-providence : la sécurité sociale en France

Les législations de protection sociale ont tendu de plus en plus à couvrir non seulement les salariés mais encore la population active et, dans certains cas, toute la population française. Par ailleurs, ces législations, dépassant le stade de l'assurance et de la simple réparation, ont mis l'accent sur la nécessité de la prévention des risques sociaux et du développement de l'action sanitaire et sociale, de la rééducation et de



Son effort de prédilection s'est porté sur les lois d'éducation nationale, le budget des Ecoles a été doublé, et l'instruction de tous assurée.



Aussi, vis-à-vis de ces Résultats, Peuple Français ! Va nommer tes nouveaux députés et vote solennellement pour la République !

la réadaptation des handicapés physiques. Ainsi actuellement, on peut estimer à 88 % de la population totale de la France le nombre des personnes bénéficiaires d'un régime obligatoire d'assurance-maladie. D'autre part, pratiquement toute la population est susceptible de bénéficier de la législation sur les prestations familiales et est appelée à percevoir des avantages de vieillesse de base (...).

Notes et Études documentaires, n° 3090, 15 mai 1964, La Documentation française.

Analyser

Document 3. Au nom de quelle conception de l'homme et de ses droits les États-Unis ont-ils proclamé leur indépendance ? Quels sont les principes sur lesquels repose le gouvernement, d'après ce texte ? Quelle conséquence la déclaration d'indépendance tire-t-elle de ces principes ?

Document 4. Dans quelles circonstances naît le parti progressiste ? Comment compte-t-il redresser la situation ? Pourquoi considère-t-il que son action revient à la mission d'origine de la démocratie américaine ?

Document 5. Quand a été votée la loi établissant le droit de grève ? Sous quel régime et par quelle instance ? En quoi consiste l'exercice de ce droit ?

Document 6. Quels sont, d'après cette gravure, les bienfaits apportés par la République à la société ? Montrez en quoi ils réalisent les aspirations de la démocratie libérale.

Document 7. Quelle extension ont connu les législations de protection sociale ? À quel besoin répondent-elles ? Montrez en quoi ce phénomène répond aux exigences de la démocratie sociale.

Ce courant aboutit après 1945 à la création de l'État-providence qui se charge de garantir les individus contre les aléas de l'existence et met en place des processus de correction partielle des inégalités de revenus. La démoc-

ratie libérale débouche ainsi sur la démocratie sociale qui bat en brèche une partie des principes du libéralisme économique et social.

B. Extension géographique et pratiques de la démocratie libérale

L'aire de la démocratie libérale, qui correspond à celle du monde industriel développé, s'est récemment étendue aux pays sortis du communisme et aux Nouveaux pays industriels d'Asie. Elle implique des régimes constitutionnels et des moyens permettant la libre expression de l'opinion publique.

1 Une extension croissante

Le berceau de la démocratie libérale est l'Europe occidentale. Les modèles britannique et français y ont fait école : soit au XIX^e siècle (pays scandinaves, Belgique, Pays-Bas, Suisse), soit après les expériences totalitaires du XX^e siècle (Allemagne, Italie), soit, plus récemment, après la disparition en 1974-1975 des dernières dictatures d'Europe occidentale (Grèce, Portugal, Espagne).

Hors d'Europe, la démocratie libérale est établie aux États-Unis et au Japon, à l'initiative des Américains depuis 1946. Enfin, elle prévaut dans certains anciens *dominions* britanniques (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Inde).

Globalement, la démocratie libérale s'est implantée dans les pays industriels développés. Elle ne parvient en effet à naître et à survivre que là où le développement économique a permis l'éducation de la grande masse de la population, la rendant capable de se forger une opinion, de voter, d'accepter la règle de la majorité en assurant la protection des minorités. Elle suppose aussi une économie assurant les besoins fondamentaux de la population et un système social évitant les tensions trop vives et les affrontements brutaux.

Bien qu'une grande partie du monde vive en dehors de son aire, la démocratie libérale a récemment fait quelques progrès. Dans les pays du tiers-monde, la priorité absolue du développement économique ne peut permettre que se déroulent des débats réguliers entre majorité et opposition et le système du parti unique, instrument d'encaînement, de mobilisation et souvent d'éducation de la population, apparaît comme une nécessité imposée par les circonstances. Dans les pays qui connaissent encore le système socialiste, le régime politique repose sur des principes tout différents (voir chap. 24).

En revanche, les pays d'Europe de l'Est sortis du communisme et les nations issues de l'ancienne U.R.S.S.

s'acheminent vers des régimes de démocratie libérale dont ils adoptent les principes, de même que les N.P.I. comme Taïwan ou la Corée du Sud.

2 Des régimes constitutionnels

Le contrat social entre le peuple et le pouvoir est inscrit dans les Constitutions. La plupart des régimes de démocratie libérale ont fixé dans des textes constitutionnels les pouvoirs des gouvernements, la manière dont ils sont désignés et contrôlés, et les droits des citoyens face au pouvoir.

La France a, au cours de son histoire, changé sa Constitution à chaque changement de régime si bien que, depuis la Révolution française, elle en a connu quinze. Au contraire, les États-Unis ont conservé depuis 1787 la même Constitution, en lui ajoutant des amendements (modifications) qui l'adaptent à l'évolution des mœurs et de la société. Quant au Royaume-Uni, il n'a pas vraiment de Constitution : il est régi par un ensemble de textes adoptés au cours de son histoire et qui fixent quelques grands principes, laissant à la coutume le soin de mettre en œuvre les détails du fonctionnement de la vie politique.

Ces Constitutions sont toutes fondées sur le régime représentatif et la séparation des pouvoirs :

– Tous les régimes de démocratie libérale considèrent que la nation est la source de la souveraineté. C'est donc naturellement d'elle que doit procéder le pouvoir. Pour mettre en application ce principe, les Constitutions ont prévu l'élection par les citoyens, au suffrage universel, de députés réunis en assemblées qui votent les lois et le budget et contrôlent l'action du pouvoir exécutif : Assemblée nationale en France, Chambre des Communes en Grande-Bretagne, Congrès aux États-Unis.

– Conformément aux idées émises par Locke au XVII^e siècle, puis reprises par le Français Montesquieu au

XVIII^e siècle, les régimes de démocratie libérale considèrent qu'il n'y a de véritable liberté que si le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif, le pouvoir judiciaire ne sont pas entre les mêmes mains : la séparation des pouvoirs est, pour eux, un principe fondamental.

Certains de ces États ont créé un organisme chargé de juger de la conformité des lois avec la Constitution du pays ou les grands principes du droit : Cour suprême aux États-Unis, Conseil constitutionnel en France, Tribunal constitutionnel de Karlsruhe en République fédérale d'Allemagne, Cour constitutionnelle en Italie.

3 La libre expression de l'opinion publique

Dans une démocratie libérale, la liberté d'expression est un droit fondamental. Cette liberté d'expression s'accompagne naturellement de la liberté de réunion et de celle de la presse.

La presse est un instrument essentiel de la vie démocratique. C'est grâce à elle que les diverses opinions peuvent être portées à la connaissance de la population. C'est souvent elle qui exprime les problèmes de la société, fait connaître les diverses solutions apportées pour y remédier, informe la nation des événements, grands ou petits, lui permettant ainsi de se prononcer en connaissance de cause. C'est elle enfin qui dénonce abus et scandales : la presse américaine, par exemple, a dévoilé le scandale du Watergate et contraint à la démission le président Nixon en 1974. Instrument indispensable de la démocratie, la presse, qu'elle soit écrite ou audiovisuelle, voit cependant son rôle limité par les pressions des gouvernements, qui tentent de la contrôler, ou par l'influence des milieux financiers, qui s'efforcent de la mettre sous leur coupe.

Les partis politiques structurent et organisent l'opinion publique. Le propre d'un régime de démocratie libérale est l'existence dans chaque pays de plusieurs partis qui luttent entre eux pour la conquête du pouvoir et s'affrontent périodiquement lors des élections. Ils représentent les multiples tendances de l'opinion publique, souvent issues d'une longue tradition historique nationale. Chacun d'entre eux propose ses solutions pour résoudre les problèmes qui se posent à la société, les électeurs faisant leur choix lors des scrutins et portant au pouvoir le parti pour lequel s'est prononcée la majorité. Les partis jouent ainsi un rôle essentiel de porte-parole des aspirations de l'opinion, traduisant en décisions politiques les espoirs ou les mécontentements, parfois confus, de la population.

8 La Constitution japonaise de 1946

■ Art 1 : L'Empereur est le symbole de l'État et de l'unité du peuple, sa position découle de la volonté du peuple, dans lequel réside le pouvoir souverain. (...)

■ Art 4 : L'Empereur ne peut exercer que les fonctions prévues par la Constitution en matière de représentation de l'État ; il n'a pas de pouvoirs de gouvernement. (...)

■ Art 9 : Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et sur l'ordre, le peuple japonais renonce pour toujours à la guerre en tant que droit souverain de la nation et à la menace ou l'usage de la force comme moyen de régler toutes contestations internationales.

Afin de réaliser l'objectif énoncé au précédent paragraphe, le Japon n'entretiendra aucune force terrestre, maritime ni aérienne, aussi bien que nul autre potentiel de guerre. Il ne sera jamais accordé à l'État le droit de belligérance. (...)

■ Art. 67 : Le Premier ministre sera désigné parmi les membres de la Diète par une résolution de la Diète. (...)

■ Art. 76 : La totalité du pouvoir judiciaire appartient à la Cour suprême. (...)

9 Les partis en Grande-Bretagne

Le système des partis repose sur le postulat qu'à la Chambre des Communes siègent deux partis dont chacun a suffisamment d'importance, de cohésion et de consistance dans son programme pour être à même de former un gouvernement. Le gouvernement est formé par celui des partis qui obtient la majorité des sièges à la suite d'élections législatives (...) ou qui peut se faire appuyer par la majorité des députés de la Chambre des Communes (...). Le plus important des groupes de la minorité forme alors l'opposition (...).

Le système repose sur un second postulat qui est le suivant : en dépit des différences de programme entre les deux partis, il existe néanmoins un terrain d'entente entre eux : les partis sont d'accord sur certains principes fondamentaux, par exemple le maintien d'institutions libres et de la représentation parlementaire démocratique (...).

Central Office of Information, septembre 1963.

Analyser

■ Document 8. Qui détient le pouvoir au Japon en 1946 (voir chap. 1) ? Montrez que le Japon est un régime de démocratie libérale en indiquant :

- la source du pouvoir souverain (art. 67) ;
- si le régime est représentatif ;
- quel est le rôle de l'Empereur ;
- s'il y a séparation des pouvoirs.

■ Document 9. Quels sont les deux postulats sur lesquels repose le système des partis britanniques ? Montrez en quoi ils illustrent les principes de la démocratie libérale. Pourquoi dit-on du système britannique qu'il est parlementaire ?

C. Les variantes

La démocratie libérale peut s'exercer selon le modèle parlementaire, qui donne la prépondérance aux députés élus par la nation, ou selon le modèle présidentiel, qui confie l'essentiel du pouvoir au président désigné au suffrage universel.

1 Le modèle parlementaire

La réalité du pouvoir appartient à un gouvernement qui tire sa légitimité du soutien de la majorité des députés. C'est elle qui donne au pouvoir exécutif mandat de gouverner et lorsqu'elle cesse de soutenir le gouvernement, celui-ci est renversé. Dans ce type de régime, la prépondérance appartient à l'assemblée législative élue : le pouvoir exécutif est dirigé par un chef de gouvernement responsable devant cette assemblée ; le chef de l'État (roi, ou président de la République) est chargé de représenter la continuité de l'État, il est dépourvu de véritable pouvoir, est irresponsable devant le Parlement. C'est ce régime qui a constitué la substance des démocraties libérales d'Angleterre et de France (jusqu'en 1958).

La plupart des États de démocratie libérale vivent aujourd'hui en régime parlementaire. C'est le cas de pratiquement tous les États européens (sauf la France, avec des nuances), du Japon, des anciens *dominions* britanniques. Dans tous ces États, la chambre élue au suffrage universel joue le rôle essentiel : Chambre des Communes au Royaume-Uni, Bundestag en République fédérale d'Allemagne, Chambre des députés en Italie.

La prépondérance du Parlement fait des partis politiques les véritables acteurs du pouvoir : ils désignent les candidats à la députation et les organisent une fois élus. Le pouvoir est disputé, par exemple, entre travaillistes et conservateurs en Grande-Bretagne, socialistes et chrétiens-sociaux en Belgique, sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates en République fédérale, c'est-à-dire entre des courants qui se réclament tous de la démocratie libérale, mais dont l'un est d'inspiration socialiste et l'autre de tendance libérale.

2 Le modèle présidentiel : les États-Unis

Les États-Unis ont institué un régime de complète séparation des pouvoirs :

– Le pouvoir exécutif appartient à un président, élu pour quatre ans. Chef du pouvoir exécutif, le président nomme une administration formée de Secrétaires (ministres) recrutés dans les milieux d'affaires ou l'université, et qui ne sont responsables que devant lui.

La procédure d'élection du président est complexe : à l'intérieur de chacun des partis, des "élections primaires" départagent les divers candidats en présence ; on aboutit, durant l'été qui précède le scrutin, à des "conventions" où se trouvent désignés les candidats officiels des partis

républicain et démocrate. C'est au début du mois de novembre que se déroulent les élections présidentielles, les électeurs votant, dans chaque État, pour de "grands électeurs" qui ont préalablement fait connaître le candidat qu'ils représentent.

– Le pouvoir législatif est exercé par un Congrès de deux chambres : la Chambre des Représentants, élue tous les deux ans, et dont les 435 membres sont répartis proportionnellement à la population des divers États ; le Sénat, constitué de 200 membres élus pour six ans, à raison de deux sénateurs par État.

Comme pour les élections présidentielles, les candidats sont désignés par les deux grands partis, républicain et démocrate : le premier est considéré comme le parti des W.A.S.P. (*White, Anglo-Saxon, Protestant*), il est puissant chez les grands industriels, les petits commerçants, les fermiers ; le second s'appuie sur les électeurs du Sud, qui constituent son aile conservatrice, les syndicats et les minorités (immigrants, catholiques, Juifs, Noirs).

Les deux pouvoirs sont pratiquement sans action l'un sur l'autre. Le président peut opposer son veto à une loi votée par le Congrès, mais celui-ci a la faculté de passer outre s'il rassemble une majorité des deux tiers. Quant au Congrès, il ne peut destituer le président qu'au terme d'une procédure d'*impeachment*, qui ne s'applique qu'en cas de haute trahison ou de forfaiture (infraction grave commise par un fonctionnaire).

Ce modèle a été imité en Amérique du Sud, où la démocratie libérale est fragile et n'est parfois qu'une façade couvrant des régimes oligarchiques.

3 Le cas français : un régime semi-présidentiel

voir chap. 15 à 17

La Constitution de la V^e République est susceptible d'être l'objet de deux lectures différentes, l'une parlementaire, l'autre présidentielle. Les deux possibilités se trouvent juxtaposées dans la Constitution puisque le gouvernement est responsable devant l'Assemblée nationale, et que, par ailleurs, le président dispose de pouvoirs considérables lui permettant de peser de manière déterminante sur les grands axes de la politique nationale, surtout depuis qu'il est élu au suffrage universel.

La pratique politique de la V^e République a conduit à privilégier la lecture présidentielle de la Constitution. Cette évolution est due à deux phénomènes : d'une part, la forte personnalité de Charles de Gaulle et la gravité des problèmes qu'il a dû affronter l'ont poussé à élargir la

sphère de son pouvoir ; d'autre part, le fait qu'il y a presque toujours eu coïncidence entre la famille politique du président et la majorité de l'Assemblée nationale, celle-ci acceptant de faire la prépondérance du chef de l'État.

Dans la pratique, le pouvoir exécutif est aux mains d'un président qui est irresponsable devant le Parlement et dont le Premier ministre n'est que le chef d'état-major. En théorie, le régime reste parlementaire, mais dans la réalité, l'aspect parlementaire des institutions tend à s'estomper.

L'élection en 1986 d'une Assemblée nationale dont la majorité était opposée aux opinions du président, n'a pas restauré l'influence du Parlement, mais seulement déplacé l'autorité au sein du pouvoir exécutif, du chef de l'État au Premier ministre, instituant une période de cohabitation jusqu'en 1988. Les élections de 1993 rééditent ce cas de figure, donnant naissance à une seconde phase de cohabitation.

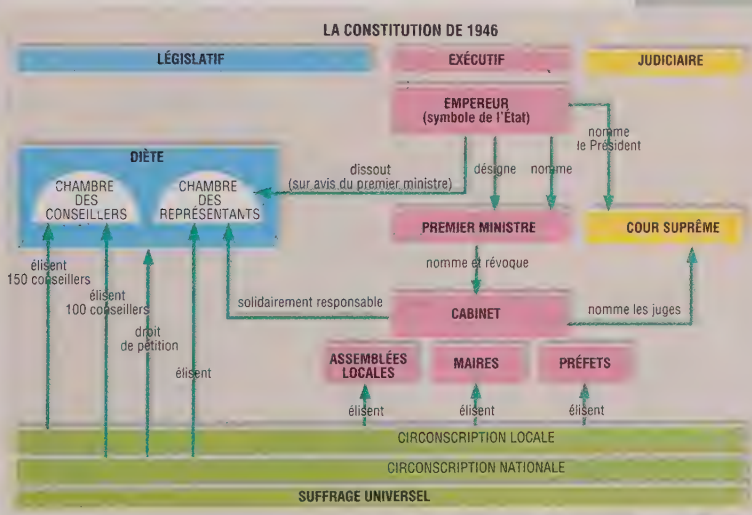
12 Le programme du parti social-démocrate allemand

L'ordre démocratique exclut le dirigisme économique. Mais il ne doit pas pour cela abandonner l'économie au bon plaisir des grands et des puissants et à l'abus du pouvoir auquel ils peuvent se livrer. La direction politique est la première responsable du bien-être des citoyens. C'est pourquoi le Parlement et le gouvernement sont tenus d'exposer avec franchise les objectifs de leur politique économique, d'orienter l'économie et de la diriger de façon à lui assurer une expansion saine dans tous les domaines.

En conséquence, le parti social-démocrate réclame une nouvelle loi en vue de favoriser l'expansion continue de l'économie. (...)

1. Le gouvernement fédéral est tenu de prendre toutes les mesures permettant d'assurer l'essor continu de l'économie, son développement harmonieux dans tous les domaines, le plein emploi, la stabilité des prix, l'équilibre de la balance des paiements et une juste répartition des biens et des revenus. (...)

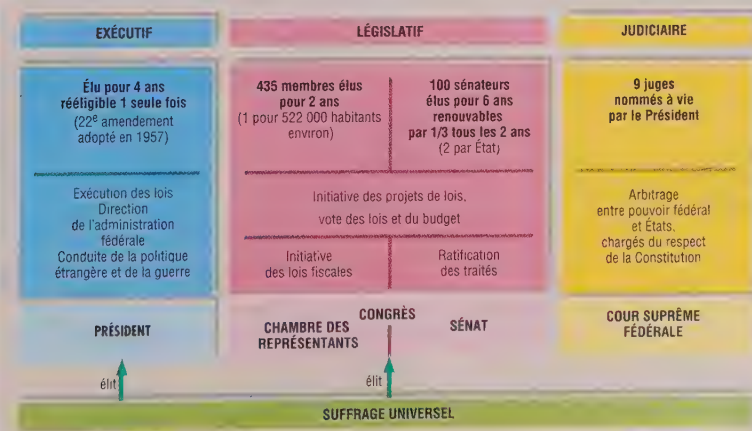
Worwārst, 6 juin 1962.



Analyser

- Document 10. Expliquez ce qui fait du système politique japonais une démocratie libérale. Pourquoi dit-on de ce système qu'il est parlementaire ?
- Document 11. Quels sont les éléments qui font du régime politique américain une démocratie libérale ? Pourquoi dit-on qu'il s'agit d'un régime présidentiel ?
- Document 12. Montrez en quoi ce programme se distingue à la fois d'un programme socialiste marxiste et d'un programme libéral. Quels résultats vise-t-il ? Quelle fraction de l'opinion est-il susceptible d'attirer ?

10 Un système de démocratie libérale parlementaire : le Japon



11 Un système de démocratie libérale présidentiel : les États-Unis

● idées

A. Principes et références

- *Quels sont les deux principes fondamentaux de la démocratie libérale ? Expliquez ce qu'implique chacun d'eux.*
- *Quelles sont les références historiques dont se réclame la démocratie libérale ? Comment a-t-elle concilié libéralisme et démocratie ?*

B. Extension géographique et pratiques de la démocratie libérale

- *Quelles régions du globe appartiennent traditionnellement à l'aire de la démocratie libérale ? Comment explique-t-on ce phénomène ? Quelle extension récente a connu la démocratie libérale ? Pourquoi ?*
- *Pourquoi les régimes de démocratie libérale sont-ils des régimes constitutionnels ? Sur quels principes sont fondées ces Constitutions ?*
- *Comment la libre expression des opinions est-elle assurée ?*

C. Les variantes

- *Qu'est-ce qu'un régime parlementaire ? Qui y détient la prépondérance ? Quels sont les États du monde qui vivent sous ce type de régime ?*
- *Qu'est-ce qu'un régime présidentiel ? Qui y détient la prépondérance ? Quels sont les États du monde qui vivent sous ce type de régime ?*
- *En quoi consiste l'originalité du cas français ?*

● mots clefs

Constitution

Texte écrit fixant la nature et les limites des divers pouvoirs du gouvernement, leurs rapports entre eux, les droits et les devoirs des citoyens.

Contrat social

Accord tacite qui règle les rapports des citoyens d'un État et des autorités qui les gouvernent.

Démocratie libérale

Régime politique fondé sur la participation de tous les citoyens majeurs à la décision politique (démocratie) et sur la défense des libertés individuelles (libéralisme).

Démocratie sociale

Régime qui prévoit une aide organisée par l'État en faveur des plus pauvres, grâce à une certaine redistribution des revenus.

Droits naturels

Droits que l'individu posséderait à sa naissance, comme celui d'assurer sa survie, de bénéficier de la liberté, etc.

Libéralisme

Théorie politique ayant pour but d'assurer contre le pouvoir la défense des droits naturels de l'individu.

Libéralisme économique

Doctrines qui suppose l'existence de mécanismes naturels de l'économie et qui entend en préserver le libre-jeu.

Libéralisme social

Doctrines qui rejette l'intervention de l'État dans les rapports entre patrons et ouvriers, ou dans la protection des plus pauvres par une redistribution des revenus.

Régime parlementaire

Régime dans lequel le pouvoir est remis à un gouvernement responsable devant la majorité de l'Assemblée élue au suffrage universel et qui peut être renversé par elle.

Régime présidentiel

Régime dans lequel la prépondérance appartient à un président de la République élu par le peuple au suffrage universel et responsable devant lui.

Régime représentatif

Régime dans lequel la souveraineté nationale est remise à des députés élus au suffrage universel et représentant la nation.

Séparation des pouvoirs

Principe selon lequel les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ne doivent pas être entre les mêmes mains, afin d'éviter tout arbitraire.

Souveraineté

Autorité suprême.

Suffrage universel

Système électoral ouvert à tous les citoyens majeurs.

● dates

- 1689** : Déclaration des droits au Royaume-Uni.
- 1776** : indépendance des colonies anglaises d'Amérique du Nord.
- 1789** : Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.
- 1825** : liberté d'association au Royaume-Uni.
- 1848** : suffrage universel en France. Abolition de l'esclavage.
- 1864** : droit de grève en France.
- 1871** : suffrage universel dans l'Empire allemand.
- 1875** : constitution de la III^e République en France.
- 1884** : élargissement du droit de suffrage au Royaume-Uni. Autorisation des syndicats en France.
- 1919** : vote des femmes en Allemagne et au Royaume-Uni. Multiplication des Républiques et des monarchies constitutionnelles en Europe.
- 1945** : chute du III^e Reich et du régime militaire au Japon. Naissance de l'État-providence en Europe occidentale.
- 1946** : Constitution du Japon.
- 1949** : loi Fondamentale de la République fédérale d'Allemagne.
- 1974-1975** : chute des dictatures en Europe méditerranéenne.
- 1989-1991** : fin des régimes communistes européens.
- 1994** : fin de l'apartheid en Afrique du Sud et élection du premier président noir du pays, Nelson Mandela.

À travers les systèmes politiques de la France et des États-Unis (institutions, partis politiques, opinion publique), vous analyserez

le fonctionnement de la démocratie libérale dans ces deux pays depuis 1945 (points communs et différences)

(Sujet posé au baccalauréat 1992).

corrigé

Introduction

La France et les États-Unis se réclament l'un et l'autre de la démocratie libérale. De fait, les libertés fondamentales y sont garanties et la vie politique est régie par l'élection, les citoyennes et les citoyens décident au suffrage universel de la nature du gouvernement. Dans les deux pays, le pouvoir est entre les mains d'un président élu qui définit les orientations de la vie politique. Et cependant, parce que la culture politique héritée de l'histoire est différente en France et aux États-Unis, la pratique de la démocratie libérale y présente nombre de points de divergence.

I Des principes identiques

1) La souveraineté de la nation

La démocratie libérale est fondée sur le principe de la défense des droits de l'individu. Celui-ci étant considéré comme jouissant de droits naturels acquis à la naissance, il n'accepte de les aliéner partiellement à la société qu'en échange de la défense de ces droits par l'État. Pris dans leur ensemble, ces individus constituent la nation souveraine.

C'est cette nation souveraine qui, par l'élection, désigne les hommes chargés de la gouverner. Ceux-ci détiennent donc le pouvoir pour une durée limitée et doivent se présenter périodiquement devant la nation souveraine pour exposer leur bilan et voir leur mandat renouvelé ou confié à d'autres. Les députés français se présentent tous les cinq ans devant leurs électeurs, les députés américains à la Chambre des Représentants tous les deux ans. Le président des États-Unis est élu tous les quatre ans, celui de la République française tous les sept ans.

2) La séparation des pouvoirs

La démocratie libérale implique, pour éviter tout abus de pouvoir, que l'exécutif, le législatif, le judiciaire soient confiés à des hommes différents. De fait, le pouvoir exécutif aux États-Unis appartient au président alors qu'en France, il est partagé entre le chef de l'État et le Premier ministre. Le pouvoir législatif dans les deux pays est détenu par deux Chambres, désignées différemment, mais qui, l'une et l'autre, votent les lois et le budget : le Sénat et la Chambre des Représentants aux États-Unis, la réunion des deux Chambres

étant appelée Congrès ; l'Assemblée nationale et le Sénat (les deux Chambres formant le Parlement) en France.

Enfin, il existe dans les deux pays une Cour garantissant le respect des principes de la Constitution (avec des attributions différentes), la Cour Suprême aux États-Unis, le Conseil Constitutionnel en France.

3) Libertés fondamentales et partis politiques

La démocratie libérale exige la liberté d'expression de l'opinion publique et l'existence de partis politiques. La liberté d'expression, la liberté de réunion, la liberté de la presse sont indispensables au bon fonctionnement du régime parlementaire : les individus doivent pouvoir s'informer, débattre des problèmes de la société. De même est-il nécessaire que les grands courants de l'opinion soient exprimés et organisés par des partis politiques, dont chacun propose un ensemble cohérent de solutions aux problèmes de l'époque. Ces partis s'affrontent lors d'élections qui permettent aux citoyens de trancher (on pourra donner des exemples).

II Des institutions et des pratiques différentes

Si les principes sont identiques, l'histoire a fait naître dans ces deux démocraties libérales des cultures politiques très différentes qui expliquent de considérables différences.

1) Des institutions fort diverses

Depuis 1776, la Constitution américaine a été peu modifiée dans les principes de son fonctionnement. Les États-Unis vivent sous un régime présidentiel, le président étant responsable devant le peuple qui l'a élu au suffrage universel. S'il dirige seul l'administration, c'est le Congrès qui vote les lois et le budget. Or ces deux pouvoirs sont sans action l'un sur l'autre, ce qui exige qu'ils négocient des solutions de compromis : le président ne peut dissoudre le Congrès ; le Congrès ne peut destituer le président, sauf dans des cas extraordinaires. Dans la pratique, le président dirige le pays.

La France a connu depuis la fin du XVIII^e siècle une suite de révolutions et de coups d'État et 14 régimes différents. Aussi la Constitution de la V^e République est-elle un assemblage de principes contradictoires. La France élit au suffrage universel un président de la

République qui fixe les grandes orientations de la vie du pays, mais le régime n'est pas présidentiel, puisque le président est irresponsable et ne peut donc être destitué. C'est donc un Premier ministre responsable qui (sans être chef du gouvernement puisque ce rôle appartient au président) fixe et conduit la politique de la nation. Bien que le Parlement soit confiné dans un rôle législatif et budgétaire, le régime reste parlementaire puisque la majorité de l'Assemblée nationale peut renverser le gouvernement en votant une motion de censure (elle l'a fait en octobre 1962).

2) Des pratiques différentes

C'est encore l'histoire qui rend compte des différences dans le système des partis politiques.

— Depuis la fin du XVIII^e siècle, le grand problème des États-Unis a été de gérer au mieux un État dont les principes fondamentaux et la Constitution n'étaient pas contestés. Il en résulte que les deux grands partis, républicains et démocrates, même s'ils sont séparés par leurs clientèles (voir chapitre) et des attitudes opposées sur les problèmes sociaux et l'intervention de l'État, ne sont pas véritablement antagonistes. Aussi les campagnes électorales se jouent-elles plus sur la personnalité des candidats ou leur aptitude à drainer les électeurs que sur des programmes impliquant de profondes différences.

— En revanche, la France a toujours connu des affrontements profonds sur la nature du régime, les principes des forces politiques ou les projets de société. Même si ces affrontements appartiennent au passé et si la vie politique a tendance à se modeler sur les pratiques américaines, cette histoire a laissé en héritage des traditions et des cultures politiques qui continuent à marquer les mentalités : traditionalisme et progressisme, principes chrétiens et laïcité, libéralisme et socialisme continuent à jouer un rôle important dans la vie politique et dans le choix des électeurs.

Conclusion

Si les principes de la démocratie libérale inspirent bien la vie politique de la France et des États-Unis, l'histoire joue un rôle essentiel pour expliquer les différences fondamentales qui affectent les institutions et les forces politiques des deux pays.

Régimes parlementaire et présidentiel



13 Rentrée parlementaire à l'Assemblée nationale française (23 juin 1988)

14 Mendès France juge les institutions des IV^e et V^e Républiques

Je n'ai jamais été partisan du gouvernement d'assemblée, c'est-à-dire d'un gouvernement exercé par cinq ou six cents personnes. L'exécutif, l'équipe qui agit, ne peut comporter qu'un nombre limité de personnes entre lesquelles règne une certaine homogénéité, une solidarité ; elles discutent entre elles mais elles doivent être assez proches les unes des autres pour pouvoir prendre des décisions rapidement et les respecter. C'est indispensable surtout dans un pays comme la France, où un gouvernement résulte forcément d'une coalition de volontés. C'est ainsi, seulement, qu'une équipe (c'est le vrai mot) chargée de la conduite quotidienne des affaires peut affirmer sa volonté, son autorité, disposer de la durée, de la stabilité. Ce qui manquait sous la III^e et plus encore sous la IV^e.

Mais, à côté de cela, il faut une instance, l'Assemblée, fidèlement représentative des tendances qui règnent dans le pays, qui les confronte publiquement et qui se prononce sur les options principales. L'exécution reste le domaine du gouvernement et ce dernier agit au nom des forces politiques majoritaires dans l'Assemblée.

Ainsi : donc, deux pouvoirs : l'exécutif (homogène) et le représentatif ou législatif (inévitavelmente composite), dont chacun a son indépendance et sa mission.

Sous la IV^e République, il n'y avait, en réalité, qu'un pouvoir : l'Assemblée ; le gouvernement n'existait plus, il était dominé, écrasé, phagocyté par le Parlement. Sous la V^e, il n'y a de nouveau qu'un pouvoir : l'exécutif, le gouvernement ou plutôt le président : l'Assemblée ne joue aucun rôle, sinon de pure figuration. On est passé d'un extrême à l'autre.

Je ne pense pas qu'il soit sain et démocratique d'investir, comme aujourd'hui, de moyens aussi larges et aussi incontrôlés un seul homme et pour sept ans... Un homme élu par trente millions d'électeurs est forcément très puissant ; or, volontairement, on n'a prévu aucun contrepoids, aucun partage, aucune institution de contrôle. Aux États-Unis, dont je n'admire pas les institutions et les mœurs politiques, il y a tout de même les deux assemblées, avec leurs attributions extrêmement importantes et une indépendance totale. Il y a les droits réservés à chacun des États de l'Union... Le président sait que, s'il violait la Constitution, la moitié des États et des gouverneurs (élus au suffrage universel)

seraient aussitôt contre lui. Il y a aussi la Cour suprême, avec des prérogatives extrêmement puissantes, Roosevelt s'en est aperçu. En fait, depuis près de deux cents ans que les États-Unis ont adopté leur régime, on n'a jamais vu un président tricher avec la Constitution.

P. Mendès France, Choisir, Stock, 1974.

prépabac

1. Présentez l'auteur du document et le rôle joué par lui dans la vie politique française.
2. Commentez les critiques faites du régime de la IV^e République et en particulier la phrase : "le gouvernement (...) était dominé, écrasé, phagocyté par le Parlement" (4^e paragraphe).
3. Expliquez le propos relatif à la V^e République : "Il n'y a (...) qu'un pouvoir (...), le gouvernement ou plutôt le président" (4^e paragraphe). Est-ce le fait du seul texte constitutionnel ?
4. Est-il exact qu'il n'y ait "aucun contrepoids, aucun partage, aucune institution de contrôle" (5^e paragraphe) ?
5. Qu'est-ce que Mendès France considère comme l'intérêt majeur du système américain ? L'affirmation finale est-elle acceptable sans réserve ?

15 Le pouvoir exécutif aux États-Unis

Le cabinet en tant que tel n'a aucun mandat formel, ni constitutionnellement, ni statutairement : il n'existe pas de questions qu'il doive réglementairement trancher, ni discuter, ni même dont il doive être informé.

C'est le président, et lui seul, qui décide des sujets qui seront abordés. Certains points de première importance ne figurent jamais au programme. C'est ainsi qu'en 1917, le président Wilson ne souffla mot à ses ministres de la déclaration de guerre à l'Allemagne qu'il entendait solliciter du Congrès. Il en fut de même pour le président Truman lorsqu'il (...) se détermina à envoyer des troupes pour assurer la défense de la Corée du Sud.

Le chef de l'État ne se sent pas davantage tenu de se ranger au point de vue du cabinet. On cite souvent la déclaration d'Abraham Lincoln qui, recueillant un jour l'avis de ses ministres, les trouva unanimement opposés aux dispositions qu'il avait, pour sa part, résolu de prendre. "Bien, dit-il, sept non, un oui. Les oui l'emportent."

La fréquence, la date et la durée des réunions sont également à la discrétion du président (...). Le président conduit les travaux comme il le désire : naturellement sa formation, son expérience et son tempérament propres jouent ici un

rôle déterminant, de sorte que l'atmosphère et le ton des débats peuvent varier considérablement d'un président à l'autre.

(...) Si des décisions doivent être prises, elles le sont toujours par le président, ou conformément à ses instructions. Il arrive que certains membres du cabinet soient opposés à ces mesures. Rien ne les empêche alors de faire connaître leur désaccord, plus ou moins publiquement. Mais sauf si l'affaire ressortit à leur propre domaine, rien ne les oblige non plus à se démettre, la notion de responsabilité collective n'existant pas au sein de l'équipe gouvernementale.

(...) Le président reste (...) en liaison avec ses ministres en dehors des conseils de cabinet. Il a de fréquents entretiens téléphoniques avec ceux qui ont des problèmes (...). Ces conversations deviennent parfois régulières. C'est ainsi que plusieurs des derniers occupants de la Maison Blanche tenaient à conférer presque chaque jour avec le secrétaire d'État et le secrétaire à la Défense (...). Ils ne se sont pas privés non plus de prendre conseil hors du cabinet. Tous les présidents ont eu des amis personnels – pourvus ou non de charges officielles – qu'ils ont consultés chaque fois que bon leur semblait (...).

W.G. Andrews, "L'appareil exécutif aux États-Unis", Informations et documents, 15 octobre 1964.

prépabac

1. Le cabinet (ensemble des ministres nommés par le président) est-il assimilable au gouvernement des démocraties parlementaires ? Quelle est la différence fondamentale qui les sépare ?

2. Que signifie l'expression "la notion de responsabilité collective [n'existant] pas au sein de l'équipe gouvernementale" ? Quel est le seul responsable ? Devant qui ?

3. Le président doit-il tenir compte, s'il ne le souhaite pas, de l'avis de ses ministres ? À quoi se limite leur rôle ? Ce rôle est-il exclusif ?

4. Pourquoi les présidents jugent-ils parfois nécessaire de conférer quotidiennement avec le secrétaire d'État et le secrétaire à la Défense ?

5. Montrez en quoi le système politique américain diffère de celui d'un régime parlementaire (le Royaume-Uni par exemple).

16 Le président américain George Bush prête serment sur la Bible le 20 janvier 1989



Les sociétés occidentales

Qu'est-ce qui caractérise aujourd'hui les modes de vie des sociétés occidentales ?

Quelle est en cette fin de XX^e siècle, la contradiction majeure des sociétés riches ?

sommaire

A. Le cadre de vie	338
1. L'uniformisation et ses limites.....	338
2. Les revers de la société de consommation.....	338
3. Les effets de la crise économique.....	340
B. "Culture" et cultures	340
1. À l'épreuve des grandes mutations contemporaines.....	340
2. Médias et culture de masse.....	342
Fiche-bac	344
Sujets de bac	345
Commentaire de documents.....	345
Dossier	346
L'emploi en France.....	346

1 La nouvelle pauvreté

Avec l'émergence de la nouvelle pauvreté (...), de nouvelles catégories sont touchées. La paupérisation affecte des individus et des familles jusqu'alors épargnés, mais qui étaient, pour la grande majorité d'entre eux, relativement défavorisés et donc plus vulnérables.

L'éventail social des pauvres s'est donc élargi : des ouvriers aux chefs d'entreprise en faillite, des cadres licenciés aux petits commerçants incapables de survivre, des artisans aux agriculteurs surendettés. Désormais, il y a des pauvres parmi les médecins et les architectes, incapables de se constituer une clientèle qui pourrait les faire vivre. Dans les petites et moyennes entreprises, beaucoup d'affaires se créent, mais beaucoup disparaissent aussi, laissant des patrons n'ayant guère de fortune hors de l'entreprise dans une situation bien précaire.

Corroborant ce phénomène, la nouvelle cible de la politique sociale, les "RMIstes", est très hétérogène. Parmi eux, on compte 11 % de diplômés ayant au moins le baccalauréat, des personnes dotées d'une longue expérience professionnelle, mais aussi des artisans, des paysans en difficultés financières, des jeunes n'ayant jamais travaillé et des femmes mères de famille nombreuse.

Louise Camplong, *Pauvreté et exclusion*, Paris, Hatier, 1995.

La foule devant
l'entrée du
"Grand Louvre"
à Paris en 1993



A. Le cadre de vie

Les sociétés occidentales connaissent une uniformisation de leur niveau de vie, du cadre de leur existence, de leurs pratiques sociales, mais elles subissent aussi les effets de l'urbanisation sauvage et de la pollution industrielle. En introduisant le chômage et la précarité de l'emploi, la crise aggrave les tensions sociales et favorise la violence et la délinquance dans les banlieues défavorisées.

1 L'uniformisation et ses limites

L'homogénéisation des niveaux de vie et des modes de consommation a progressé dans le monde occidental. Entre les pays les plus riches, les écarts se sont resserrés au cours des quinze dernières années. En 1990, le Produit intérieur brut par habitant s'élevait à 21 360 dollars aux États-Unis, 16 290 dollars en R.F.A., 15 200 dollars en France, 12 950 dollars en Belgique. Certes, tous les pays membres de la C.E.E. ne se situent pas au même niveau, si l'on se réfère à ce seul indicateur : en 1990, les P.I.B./hab. de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal étaient respectivement de 10 840, 7 340 et 7 950 dollars.

Toutefois ces différences jouent peu au niveau de la consommation des ménages ou de l'espérance de vie qui se situe autour de 73-74 ans dans tous les pays du monde occidental. Enfin, tous ont adopté un modèle identique de consommation de masse.

Il en est résulté une uniformisation croissante du cadre de l'existence quotidienne. Celle-ci a été favorisée par l'essor des moyens de communication et d'information modernes, la publicité, les impératifs de la production en série et par le fort pouvoir de contagion des modèles culturels d'outre-Atlantique.

Dans un monde de plus en plus urbanisé (89 % de citadins en Grande-Bretagne, 84 % en Allemagne, 74 % en France en 1990), les populations tendent à vivre au même rythme, à fréquenter des lieux d'habitat (grands ensembles, zones pavillonnaires), de consommation (supermarchés, "fast foods"), de loisirs à peu près identiques. Elles consomment les mêmes produits alimentaires conditionnés et standardisés. Elles utilisent des biens "durables", des appareils électro-ménagers, du matériel audio-visuel de même nature, sinon de même prix. Elles évoluent dans un décor intérieur où les différences, là aussi, se mesurent souvent à l'aune du standing.

Les pratiques sociales sont proches les unes des autres. On constate ainsi un recul général du nombre des mariages et des naissances, de la pratique religieuse, de la vie associative au profit des loisirs individuels, des départs en week-end et en vacances, de tout ce qui est censé concourir au bonheur de chacun. Ceci, dans un cadre – vécu ou souhaité – qui demeure majoritairement celui du couple ayant un ou deux enfants.

2 Les revers de la société de consommation

L'urbanisation "sauvage" a des effets pervers. Pour loger les populations urbaines qui connaissent une croissance explosive après la guerre et équiper les villes et leurs banlieues en établissements scolaires et universitaires, en locaux pour les activités de service, en moyens de transport, il a fallu entreprendre un immense effort de construction en un temps limité. Pour comprimer les coûts et répondre à la demande, on a construit à la hâte, souvent de manière anarchique des "cités-dortoirs", dotées d'équipements sociaux précaires et mal reliées au lieu de travail et au centre urbain.

Certes, le tableau n'est pas uniforme. Des pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas, voire le Royaume-Uni ont eu des politiques d'aménagement urbain plus rigoureuses et plus cohérentes que celle de la France, alors que l'Italie a été la proie, pendant des décennies, de pratiques politico-financières détestables (cf. le film de F. Rosi, *Main basse sur la ville*). Cependant, il existe un phénomène général de dégradation de certains quartiers et de certaines banlieues, habités par les catégories les plus défavorisées de la population (ce sont souvent des migrants) et qui se sont avec le temps transformés en ghettos : lieux de désœuvrement, de désespoir et de délinquance. Les États-Unis n'échappent pas, bien au contraire, à ce phénomène.

La pollution porte des atteintes, parfois irréversibles, à l'environnement naturel. L'industrialisation à outrance et l'absence de protection du milieu naturel ont détérioré notre cadre de vie et entraîné des conséquences néfastes pour l'équilibre du milieu et la santé des populations. Par exemple, la teneur en plomb des carburants utilisés par les véhicules à moteur est responsable des dommages subis par la forêt (Vosges, Forêt Noire). La pollution des voies d'eau, conséquence à la fois de la surcharge des terres en engrais chimiques et des déversements de produits industriels toxiques, aboutit à la disparition, parfois spectaculaire, de la faune aquatique. Il en est de même dans les espaces maritimes encaissés comme la Méditerranée, la Manche, la mer du Nord, où sévissent les effets de la pollution par les hydrocarbures, à la suite des naufrages de pétroliers géants (le *Torrey-Canyon* en 1967, l'*Amoco Cadiz* en 1978...), des "dégazages" effectués à proximité des côtes par des bâtiments de ce type, ou encore des accidents survenus sur les plates-formes de forage en mer.

3 Nouveaux décors

Les retombées des progrès de la chimie et de l'électricité ont fourni des éléments immédiatement utilisables en décoration intérieure. Les méthacrylates donnèrent des résines thermoplastiques et incolores (altuglas, perspex, plexiglas) qui se transformèrent facilement en meubles légers, transparents et incassables. Les complètent les lampes à halogène appelées au plus brillant avenir (...).

On peut dédaigner la table en altuglas surmontée d'un lampadaire à halogène en forme de balai, comme il en fut exposé au salon des Artistes décorateurs en 1984 : on résistera difficilement au canapé qui s'impose depuis au moins quinze ans. (...) Il a tendance, ces derniers temps, à se transformer en une sorte de forme invertébré, le canapé-couette ou le canapé-corolle envahi de coussins : l'informel est à la mode (...).

Matériaux nouveaux, avènement d'un meuble de repos – trait distinctif d'une société hédoniste où le loisir occupe une place de plus en plus importante –, aménagement d'une pièce rassemblant tous les gadgets de l'industrie de pointe : mais où s'est donc réfugié le "style", cet ensemble de signes qui expriment une époque ? Il faut bien l'avouer, aucune cohérence n'est perceptible. Ce que l'on peut relever, ce sont des orientations très diverses qui arrivent même à coexister dans un espace unique.

R.-H. Guerrand, "Architecture intérieure : le nouveau décor", Universalia 1985, Encyclopaedia Universalis.

4 L'attachement aux valeurs

"Pouvez-vous me dire si vous êtes engagé ou si vous seriez prêt à vous engager pour les causes suivantes ?"

Résultats en %	Déjà engagés	Prêts à le faire	Pas prêts
La défense de la famille	9	75	13
La lutte contre le chômage	6	77	14
La défense des droits de l'homme	5	72	19
La défense de l'environnement	5	68	23
La défense de la France	5	62	27
La lutte contre le racisme	6	54	32
La défense de la liberté religieuse	6	56	31
La défense de la paix et le désarmement	4	48	41
La lutte contre la pornographie	2	35	41

Sondage S.O.F.R.E.S. publié dans La Croix, 21-26 mai 1987.

5 Ségrégation sociale et crise des banlieues

Les événements survenus dans les banlieues conduisent à s'interroger ; des "Minguettes" en 1981, aux violences de 1990-1991 à Vaulx-en-Velin, Mantes ou Sartrouville, pourquoi y a-t-il récurrence des explosions sociales, alors que les politiques engagées, les solutions prônées au cours de ces dix années font globalement consensus ? Conseils communaux de prévention de la délinquance, missions locales pour l'insertion des jeunes, opérations de développement social des quartiers... quels que soient les gouvernements, la couleur politique des villes, la panoplie est banalisée, reconnue par tous comme "incontournable" (...).

Mais alors, comment expliquer que, dans les villes nouvelles – référence du modèle d'urbanisme à taille humaine et de mixité organisée (c'est-à-dire la cohabitation des groupes sociaux dans l'espace) –, apparaissent dans les quartiers les plus anciens les premiers signes de déqualification ? Comment pourrait-on oublier qu'au nom des mêmes orientations de lutte contre la dégradation urbaine et sociale, on a, dans les années 60, engagé la rénovation des centres-villes "insalubres et paupérisés", et

qu'après les grands ensembles, HLM, on s'attaquera demain aux villes nouvelles, aux grandes copropriétés sociales ou aux étendues pavillonnaires dortoirs ? N'est-on pas tenté en fait – faute de pouvoir traiter la question persistante des inégalités sociales – de la dissoudre dans la question urbaine ? (...)

Alors même que les jeunes, comme les agents des services publics (police, travailleurs sociaux...) expriment par la révolte une même demande de reconnaissance et de citoyenneté, de telles politiques ne tendent-elles pas paradoxalement à pérenniser les processus d'éviction, voire à amplifier les phénomènes qu'elles sont censées combattre ? Stigmatiser sous le vocable de "ghetto" le moindre quartier HLM et réduire ainsi symboliquement les problèmes de ces quartiers à une dimension ethnique (...), s'attacher, au nom d'un objectif – à sens unique – de rééquilibrage social, à fermer davantage l'accès à ces quartiers (...). Comment ne pas voir là pour ces habitants, au-delà d'une humiliation, d'une culpabilisation, une provocation qui ne peut qu'aggraver les tensions sociales.

D. Behar, "Crise des banlieues. La ségrégation n'est pas immuable". L'État de la France, 1993, La Découverte.



6 Destruction d'immeubles dégradés à Vénissieux près de Lyon en 1994

Analyser

- Document 3. Qu'est-ce qui caractérise les "nouveaux décors" ? Qu'appelle-t-on une société "hédoniste" ?
- Document 4. Quels enseignements peut-on tirer de ce sondage s'agissant de l'attachement aux valeurs traditionnelles ?
- Document 5. Quelles sont les politiques urbaines engagées dans les années 80 ? Comment peut-on, d'après ce texte, en expliquer l'échec ? Quelle solution l'auteur suggère-t-il ?
- Document 6. Pour quelles raisons les pouvoirs publics ont-ils dû se résoudre à détruire ces immeubles relativement récents ?

3 Les effets de la crise économique

La crise a fait naître une société nouvelle où pauvreté et précarité coexistent avec prospérité et niveau de consommation élevé. La crise économique frappe en priorité les régions d'industrialisation et d'urbanisation anciennes et, dans ces zones, les jeunes et les catégories les moins qualifiées de la population active. La progression du chômage dans ces catégories a fait naître le phénomène des "nouveaux pauvres" atteignant des individus bien intégrés auparavant à la société de consommation. On voit également se développer la précarité de l'emploi ; elle modifie profondément le comportement de sociétés dont la croissance régulière de revenus assurés avait été le fondement depuis 1945. Or ces nouvelles tendances se produisent dans des sociétés où les profits des entreprises qui licencient continuent de croître et où ceux qui bénéficient d'un emploi stable continuent à participer largement à la consommation.

Montée de la violence et délinquance sont l'apanage des banlieues déshéritées. Alors que le centre des villes, où la spéculation immobilière a fleuri, continue de perdre des habitants, les populations déshéritées s'entassent dans les banlieues urbaines construites à la hâte et dont le cadre connaît une rapide dégradation. Là s'entassent des immigrés qui connaissent le chômage et la précarité de l'emploi et dont la jeunesse manifeste son désespoir par des explosions de violence incontrôlée, des heurts avec les forces de l'ordre, voire des pillages de grands magasins, manifestations sommaires de refus d'une société de consommation dont elle se sent exclue. En réaction, les groupes sociaux mieux intégrés manifestent une véritable obsession sécuritaire, qui rappelle les craintes du XIX^e siècle devant les "nouveaux barbares" campant aux portes des villes et qu'exploite l'extrême-droite.

B. "Culture" et cultures

Les techniques modernes et les contraintes économiques ont permis une démocratisation de la culture traditionnelle, mais aussi un élitisme croissant de celle des avant-gardes, difficilement accessible au grand nombre. Celui-ci absorbe une culture de masse standardisée dont les médias audiovisuels sont les principaux vecteurs.

1 À l'épreuve des grandes mutations contemporaines

La démocratisation de l'accès à la culture est un phénomène limité. L'élévation du niveau de vie et la réduction du temps de travail, l'accès à l'enseignement secondaire, puis supérieur d'une grande partie de la population ont permis de sensibiliser les classes moyennes aux activités de l'esprit et à l'environnement esthétique. Par ailleurs, l'action des pouvoirs publics et des collectivités locales pour le développement des lieux de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel (musées, bibliothèques...), les avancées technologiques (chaînes hi-fi, magnétoscopes, platines laser...), la réalisation de films culturels (par exemple *Don Giovanni*, de Losey ou *Ama-deus* de Forman...), l'expansion du "livre de poche" ont permis de familiariser un large public avec les œuvres du passé. Mais cette démocratisation concerne surtout les œuvres connues, consacrées par le temps, alors que la culture et l'art des "avant-gardes" restent le domaine limité d'une étroite cohorte d'initiés.

Les progrès des sciences et des techniques et les contraintes de l'économie exercent une forte influence sur la création :

– Dans le domaine des lettres, le poids énorme des grands médias audiovisuels, qui amplifient considérablement le succès ou l'insuccès d'un livre, et la concentration récente de l'industrie éditoriale (Hachette et les Presses de la Cité en France, Bertelsmann en Allemagne, Rizzoli et Mondadori en Italie contrôlent une part importante du marché), font que les grandes maisons d'édition cherchent de plus en plus à réaliser des "coups" financièrement rentables, soutenus par d'importants budgets publicitaires, aux dépens de la production de qualité ;

– L'architecture est à la fois bénéficiaire des avancées opérées depuis la guerre dans l'usage des matériaux (béton, métaux, verre, etc.) et des méthodes de construction modernes, et tributaire de pesanteurs diverses, les unes d'ordre économique (problèmes budgétaires, coût du terrain, des matériaux, de la main-d'œuvre), les autres relevant de choix politiques (opérations de prestige conçues par le pouvoir, collusion entre ce dernier et certains intérêts industriels et financiers). Il en est résulté, dans la plupart des pays occidentaux, un gâchis urbanistique d'où émergent cependant de très remarquables réalisations, souvent antérieures, il est vrai, au déclenchement de la crise : la "tour" Pirelli à Milan, les "twin towers" à New York, les quartiers néo-classiques bâtis par l'architecte catalan

7 Chômage et inégalités

C'est cependant le chômage qui engendre aujourd'hui le plus d'inégalités. Son niveau, à partir d'un certain seuil, mesure le "gas-pillage" global de ressources humaines. Il est synonyme de diminution voire d'absence de ressources monétaires, première marche pour certains vers l'exclusion et la pauvreté, mais il est loin d'être vécu d'une manière identique d'une catégorie sociale à l'autre (...).

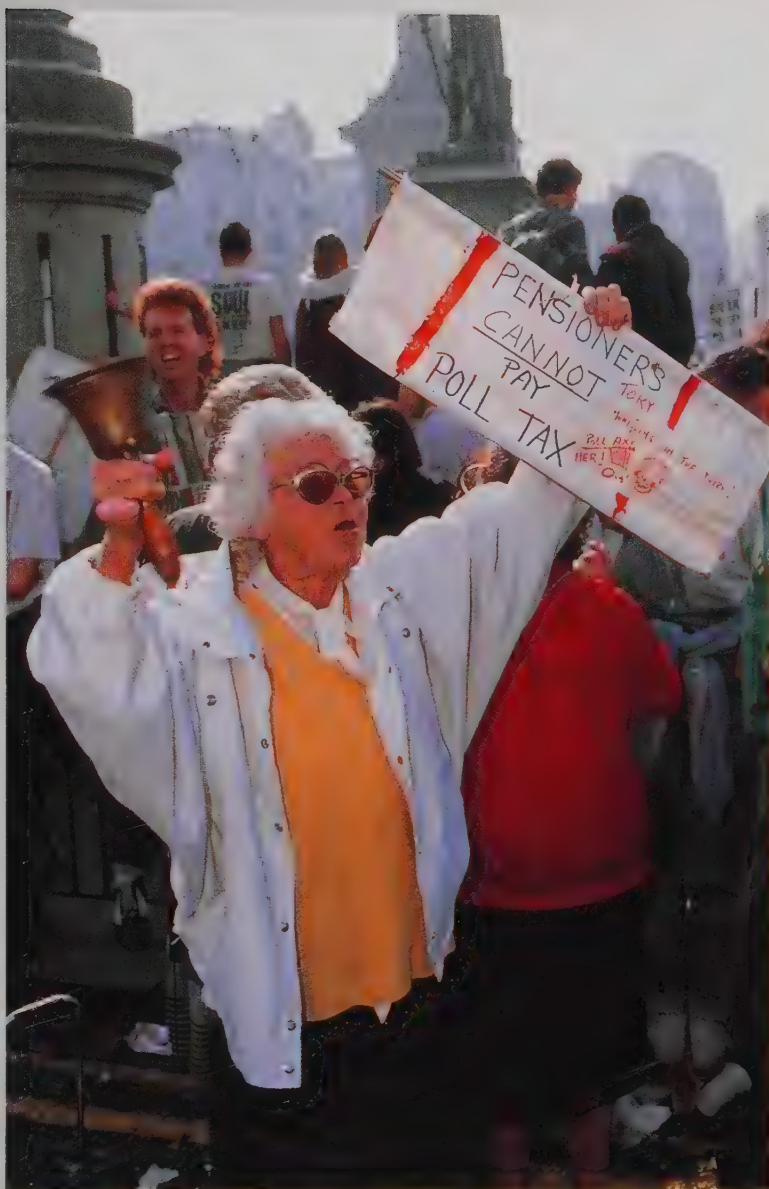
La catégorie ouvrière est sans conteste la plus touchée par ce fléau et cela renforce particulièrement la vulnérabilité de la population immigrée puisqu'un chef de ménage immigré sur deux appartient à cette catégorie, selon l'I.N.S.E.E. Même si leurs conditions de vie se sont globalement améliorées ces dix dernières années du fait notamment de l'accès des étrangers à de nouvelles professions et d'une plus grande proportion de femmes dans la vie active (...), la structure démographique de la population immigrée est un autre facteur expliquant qu'elle soit plus concernée par le chômage : 18 % de retraités (contre 28,6 % en moyenne nationale) et seulement 3 % de jeunes scolarisés (contre près de 25 % pour l'ensemble de la France, chiffres 1990). Le chômage est également une source d'inégalités entre les générations et les classes d'âge. La situation des jeunes s'est dégradée. La jeune génération connaît des conditions d'insertion professionnelle plus difficiles que la précédente en termes d'emplois et de salaires. Les adultes déjà bien insérés sont ceux qui résistent le mieux à la crise. Globalement ce sont les groupes d'âge au-delà de 40 ans qui voient s'améliorer leur position relative.

C. Fourel, "Les inégalités se portent bien",
L'état de la France 94-95,
La Découverte, 1994.

8 La précarité de l'emploi

Qu'est-ce qu'un emploi ? Depuis toujours, la référence absolue qui venait à l'esprit était celle du contrat de travail à durée indéterminée. Or cette définition souffre un nombre croissant d'exceptions. En d'autres termes, le mot "emploi" est de moins en moins lié à la notion de stabilité et donc de sécurité (...). Depuis le milieu des années 70 "les situations particulières d'emploi" (les contrats à durée déterminée, l'intérim, le temps partiel, les multiples dispositifs d'insertion, mais également les postes de non-titulaires dans la fonction publique) ne sont plus marginales. Entre 1970 et 1975 celles-ci représentaient 3,2 millions de personnes pour une population active de 22,5 millions d'individus. Entre 1982 et 1990, ces "situations particulières d'emploi" concernaient 5 millions des 24,2 millions de Français qui constituent la population active (...). Vers 1975, 80 % de la population active détenait un emploi stable. En 1985-1990 cette proportion est tombée à 65 %.

J.-M. Normand, "L'insécurité de l'emploi",
Le Monde, 25 août 1992.



9 Manifestation contre la Poll tax (un impôt sur l'occupation des logements jugé très inégalitaire) à Londres en 1990

Analyser

Document 7. Quel est, dans nos sociétés, le principal facteur d'inégalité ? Quelles sont les catégories les plus fortement touchées ? Quelles sont celles qui résistent le mieux ?

Document 8. Quelle évolution a frappé la structure des emplois ? Quelle est la

mesure de l'ampleur du phénomène depuis 1970-1975 ? Quelle conséquence comporte-t-il ?

Document 9. La crise du logement pour les plus démunis a-t-elle pris d'autres formes que cette manifestation de mécontentement ? Où et quand ?

Ricardo Bofill à Montpellier et dans la région parisienne, etc. ;

– Les arts plastiques et la musique font eux aussi un usage croissant des technologies de pointe, tantôt comme objet de l'œuvre d'art (les "sculptures électromagnétiques" de Vassilakis Takis), tantôt en utilisant l'ordinateur pour concevoir et produire des images, des couleurs et des sons.

2 Médias et culture de masse

Les grands moyens modernes de communication diffusent une "sous-culture" standardisée. La télévision, devenue le principal instrument de communication de masse et soumise au verdict du "taux d'écoute", concourt bien souvent à la diffusion d'une culture uniformisée nourrie du conformisme des feuilletons, des jeux télévisés et des émissions de variétés qui modèlent le comportement et les valeurs des téléspectateurs selon les normes de la société de consommation. Le même conformisme social imprègne l'iconographie publicitaire contribuant à modeler l'univers mental de l'homme du XX^e siècle.

La littérature ne survit que par la course au *best-seller*, qui implique l'intervention des médias et de la publicité. Mais les gros tirages concernent des genres mineurs : romans "roses" et "noirs", littérature d'espionnage et de science-fiction. Quant au cinéma, qui connaît une crise grave, son public tend à se restreindre à la jeunesse et aux milieux intellectuels.

Toutefois, cette production culturelle de masse est aussi source de renouvellement.

– La bande dessinée a vu son succès croître depuis la fin des années 60. Elle distille une imagerie du rêve qui peut être de qualité, sous la signature, par exemple, de l'Italien Ugo Pratt ou dans les pages de la revue espagnole *Madriz*, et n'est pas sans influence sur le cinéma et les arts plastiques. Elle peut également véhiculer des messages politiques fortement subversifs, comme la B.D. *Underground* des années 70.

– Interprétée par des "auteurs-compositeurs" de talent, la chanson est devenue l'un des ultimes refuges de la poésie contemporaine. Autrefois considéré comme une musique mineure, le jazz a désormais ses "mélomanes" et certaines cantatrices d'Opéra de renommée mondiale, comme l'Américaine Jessie Norman, ne répugnent pas à prêter leur voix au *spiritual*. Quant aux formes dérivées de la *pop music* des années 60, elles sont porteuses du meilleur et du pire. Musique simple et spontanée, née dans les milieux populaires, expression dans sa version européenne de la difficulté et de la "fureur de vivre" d'une génération perturbée par les effets contrastés de la croissance, puis de la crise, le *rock* n'a pas tardé à être récupéré par les principaux bénéficiaires de son succès, pour donner naissance, dans les années 70, à un produit de consommation industrialisé. Il demeure cependant l'expression d'un besoin de communiquer et de communier dans la ferveur du groupe ainsi que le moyen pour les jeunes générations d'affirmer un certain nombre de valeurs : la paix, la fraternité, le refus de l'exclusion et du racisme. Le *rap*, en particulier, a pris le relais aujourd'hui.



10 La culture rap

L'explosion punk de 1976-1977 avait été perçue sur le moment comme une renaissance du rock. Il s'agissait en fait d'un ultime sursaut avant dépôt de bilan.

En 1987, Georges Harrison, qui fut un des Beatles dans une vie antérieure, réussissait un retour remarqué avec l'album *Cloud Nine*. Il s'agissait de l'avant-garde d'une résurgence massive : débarrassés de leurs complexes d'âge, les stars des années 60 (...) apprenaient à vivre avec la cinquantaine et fédéraient plusieurs générations de public.

(...) En fait, le rôle social du rock : expression d'une révolte endémique, discriminant entre générations, groupes sociaux et – ce qui est nouveau – communautés, revient dorénavant au rap. Parole scandée sur des rythmes empruntés, sortie des ghettos des grandes villes des États-Unis, le genre s'est répandu dans le monde entier, y compris dans le tiers-monde, sans qu'ils soit d'ores et déjà possible de dire si la simplification du vocabulaire (abandon de la modulation harmonique, des changements de tempo) n'est que provisoire ou marque une retraite définitive. En tout cas c'est par le rap que la musique populaire exprime les enjeux sociaux du monde moderne.

T. Sotinel, "Du rock au rap".

L'Histoire au jour le jour, 1986-1991.

Le retour des nations, Le Monde, 1991.

11 Musées et expositions : un succès transfrontières

L'engouement des Européens pour leur patrimoine historique ou artistique est manifeste lorsqu'on observe la fréquentation des musées, qui a doublé en moyenne entre 1970 et 1990 dans tous les pays d'Europe. Le taux de fréquentation oscille aujourd'hui en Europe (y compris hors C.E.E.) autour de 30 % ; 28 % en Espagne (1990), 38 % aux Pays-Bas (1987), 29 % au Royaume-Uni (1989), 30 % en France (1990). Le regain d'intérêt pour les musées – voire leur découverte – en Europe de l'Ouest est généralement attribué à quatre facteurs : la création de nouveaux musées, le "dépoussiérage", c'est-à-dire un progrès considérable en matière de muséographie et de relation avec les publics, la création d'"événements exceptionnels" comme l'exposition Van Gogh à Amsterdam en 1990 et plus généralement les expositions temporaires prestigieuses, enfin le développement du tourisme. Ce dernier facteur semble d'ailleurs particulièrement influent dans les pays justement "touristiques", comme l'Italie.

Malgré sa forte progression, la fréquentation des musées demeure, elle aussi, une pratique très inégalement répandue dans les sociétés européennes. Le taux de fréquentation varie, ici encore, avec le niveau d'instruction. Les écarts entre les taux de fréquentation des différentes catégories socioprofessionnelles sont toutefois moins

accusés que pour d'autres pratiques comme la sortie au théâtre. En France, au Royaume-Uni et en Autriche, le taux de fréquentation des cadres supérieurs est "seulement" deux fois plus élevé que celui des ouvriers.

Jean-Michel Guy, *L'État de l'Europe*, La Découverte, 1992.



12 Affiche du film *Les Nuits fauves* de Cyril Collard qui évoque le problème de la jeunesse face au sida

13 La Géode à la cité des Sciences de la Villette à Paris



Analyser

Document 10. Quelle a été la fonction sociale du rock, selon l'auteur ? Où le rap s'est-il d'abord développé ? Pourquoi ?

Document 11. Quelles sont les raisons de l'engouement des Européens pour les musées et les expositions ? Est-il le même pour toutes les catégories socioprofessionnelles ? Quel est, à cet égard, le sens de l'évolution actuelle ?

Document 12. Pourquoi ce film a-t-il fortement touché le jeune public cinématographique ?

Document 13. Que savez-vous de la cité des Sciences de la Villette ? De quel intérêt nouveau de la population porte-t-elle témoignage ?

idées

A. Le cadre de vie

- Quelle a été l'évolution des niveaux de vie des sociétés du monde occidental ?
Existe-t-il de grosses différences concernant le cadre de vie et les pratiques sociales entre les pays ?
- Quels effets nocifs ont engendrés l'urbanisation et l'industrialisation ?
- Quels sont les effets de la crise économique sur les sociétés occidentales ? Qui sont les "nouveaux pauvres" ?

B. "Culture" et cultures

- Quels sont les facteurs qui rendent compte de la démocratisation de l'accès à la culture ? Quelles sont les limites de celle-ci ?
Quel rôle jouent le progrès des sciences et des techniques et les contraintes économiques sur la création culturelle ?
Qu'appelle-t-on la culture de masse ? Quels sont les principaux vecteurs de la culture de masse ?

mots clefs

Cités-dortoirs :

Villes nouvelles construites à la périphérie des vieux centres urbains pour accueillir une population qui y loge mais n'y trouve ni travail, ni services, ni loisirs.

Culture de masse

Ensemble des loisirs et des distractions à la portée du grand nombre et ne nécessitant ni éducation esthétique ni réflexion intellectuelle.

Culture traditionnelle

Ensemble des œuvres artistiques et littéraires consacrées par le temps, constituant le patrimoine d'une société.

Grands ensembles

Zones d'habitat construites en banlieue et permettant de loger une importante population qui travaille dans le vieux centre urbain (voir cité-dortoir).

Mass médias

Grands moyens de communication de masse (presse écrite, radio, télévision).

Nouveaux pauvres

Individus intégrés à la société de consommation et rejetés par la crise dans la pauvreté, du fait du chômage ou de la précarité de l'emploi.

Pollution

Détérioration du milieu naturel par les retombées diverses de la production industrielle.

Précarité de l'emploi

Phénomène provoqué par le développement du caractère temporaire de l'emploi (contrats à durée déterminée, intérim, temps partiel, emplois liés à l'insertion).

Urbanisation

Mouvement de concentration des populations dans les villes.

dates

1973 : premier choc pétrolier.

1974 : début de la croissance du chômage.

1979 : second choc pétrolier.

1981 : début du phénomène de la "nouvelle pauvreté".

Début d'une vague de violences dans les banlieues.

1986 : contre-choc pétrolier.

1991-94 : période de récession.

COMMENTAIRE DE DOCUMENTS

sujet

Les transformations économiques, sociales et culturelles dans les sociétés libérales d'Occident, de 1950 à 1974.

14 Évolution du P.I.B. en volume (base 100 en 1955)

	1950	1960	1974
États-Unis	90	105	156
Japon	70	167	504
Royaume-Uni	95	117	157
France	91	128	240
R.F.A.	80	148	235

Source : O.C.D.E.

15 L'évolution de quelques secteurs en France (en volume, base 100 : 1938)

	1950	1960	1974
Production agricole	102	130	175
Production industrielle	128	242	504
Valeur des exportations de biens et services	161	327	1 208

Source : I.N.S.E.E., Annuaire statistique de la France, 1987.

16 Productivité du travail dans l'industrie manufacturière de 1950 à 1973 (taux de croissance annuel en %)

États-Unis	2,5
Japon	8,6
Royaume-Uni	3,2
France	5,3
R.F.A.	5,7

Source : U.S. Bureau of Labour Statistics.

17 Temps nécessaire pour passer de l'invention scientifique à l'exploitation industrielle

56 ans pour le téléphone	(1820-1876)
35 ans pour la radio	(1867-1902)
15 ans pour le radar	(1925-1940)
12 ans pour la télévision	(1922-1934)
6 ans pour la bombe atomique	(1939-1945)
5 ans pour le transistor	(1948-1953)
3 ans pour le circuit intégré	(1956-1961)

Source : J.-J. Servan Schreiber, le Défi américain, Denoël, 1967.

18 Douelle, village du Quercy

	1946	1975
Population totale	534	670
Population active	279	215
- dont agriculture	208	53
- dont tertiaire	32	102
Nombre de tracteurs	2	40
Cuisinières à gaz ou électriques	3	197
Réfrigérateurs	5	210
Machines à laver le linge	0	180
WC intérieurs à chasse d'eau	10	150
Chauffage central	2	100
Téléphones	5	110
Automobiles	5	280
Télévisions	2	200

D'après J. Fourastié, les Trente Glorieuses, Fayard 1979.

questions

1. Présentez la nature des documents et ce dont ils traitent. Dans quelle période de l'histoire économique et sociale du monde occidental s'inscrivent-ils ?
2. À partir des documents 14, 15, 16 et 17 définissez et expliquez l'évolution des économies des pays capitalistes développés. Identifiez les différences de croissance entre les États et expliquez les différences de croissance entre les secteurs d'activité.
3. À partir du document 18 et de vos connaissances, définissez et expliquez les transformations du cadre et du mode de vie.
4. En conclusion, en s'appuyant sur les documents, quelles ont été les conséquences culturelles de ces mutations économiques et sociales ?
(Sujet posé au bac en septembre 1991)

corrigé

1. Les documents présentés s'inscrivent dans la période allant de l'immédiat après-guerre au milieu des années 1970, les "trente glorieuses" de la croissance selon l'économiste J. Fourastié. Ce sont des documents statistiques.
- le doc. 14 évoque la croissance de la production des biens et des services dans les pays occidentaux de 1950 à 1974 ;
 - le doc. 15, limité à la France, souligne le caractère sélectif de cette croissance ;
 - les doc. 16 et 17 illustrent comment, parallèlement à la croissance, on a assisté à une modernisation de la production à la fois par l'augmentation de la productivité dans l'industrie et par le raccourcissement du délai d'exploitation des innovations scientifiques et techniques ;
 - le doc. 18 montre la mutation des activités et de l'équipement des ménages à travers l'exemple d'un village français.
2. L'évolution des économies dans les pays capitalistes industrialisés est caractérisée par les traits suivants :
- croissance différentielle très forte, au profit de la seconde, entre le secteur agricole et industriel ;
 - accélération des délais d'exploitation industrielle et commerciale des inventions scientifiques et techniques ;
 - forte croissance d'ensemble, mais avec des différences très sensibles d'un pays à l'autre. Elle a été particulièrement forte au Japon, modérée aux États-Unis, relativement importante dans de "vieux" pays industriels tels que la France et la R.F.A., lente au contraire en Grande-Bretagne. Ces différences s'expliquent à la fois par le stimulant qu'a constitué pour un certain nombre de pays la reconstruction, facteur de modernisation, et par les progrès enregistrés dans la productivité du travail.
3. Mécanisation et équipement des ménages ruraux ont profondément bouleversé la vie quotidienne et les pratiques sociales dans les campagnes françaises et dans les petites agglomérations rurales. Il en est résulté une ouverture au monde extérieur et un désenclavement de régions jusqu'alors isolées, ainsi qu'une modification sensible des mentalités et des mœurs, lesquelles tendent à se rapprocher de celles des citadins.
4. Plus généralement, les bouleversements techniques et économiques des "trente glorieuses" ont transformé les modes de vie et les pratiques socio-culturelles des populations : l'évolution allant dans le sens de l'uniformisation des besoins, des goûts et des modes de consommation.

L'emploi en France

19 Emploi et formation

Tant qu'il s'agissait de construire une industrie forte, surtout fondée sur la production de masse, et donc soutenue par la puissance d'État qui a bâti sa réputation interventionniste sur de prestigieux programmes (la sidérurgie, la construction navale avec le France, l'aéronautique avec la Caravelle puis le Concorde, le ferroviaire avec le T.G.V., etc.), la démarche pouvait sembler cohérente et juste. Mais elle a fait la preuve de ses limites quand, aggravées par les chocs pétroliers de 1973 et 1979, les conditions économiques ont brutalement changé. Ce modèle volontariste n'était pas compatible avec l'apparition de nouvelles technologies, ni avec la formidable mutation engagée (...). Dès lors qu'il faut "travailler intelligemment", accroître le sens des responsabilités, dialoguer avec des machines, et accepter une abstraction des tâches, il devient indispensable de disposer d'une organisation du travail qui ne soit pas caporaliste, de pouvoir faire appel à un personnel réellement qualifié et autonome, et donc de pouvoir s'appuyer sur un "appareil" de formation performant (...).

Pour des raisons opposées, employeurs et syndicalistes se sont mis implicitement d'accord sur le rôle que devait jouer l'Éducation nationale, tenue à l'écart du monde du travail. Les premiers parce qu'ils ne tenaient pas à assurer financièrement la fonction formatrice de l'entreprise ; les seconds parce qu'ils étaient désireux d'épargner aux jeunes un endoctrinement par une pédagogie trop liée à l'usage professionnel des connaissances. Affrontement idéologique oblige, l'école s'est peu à peu installée dans une position de neutralité dont elle a fait une forteresse, en ignorant les implications économiques de son enseignement.

Sans avoir à se soucier du débouché à l'emploi, "l'école de la République" a ainsi pu devenir une énorme machine, sans vrai contact avec le réel, mais confortée dans sa démarche par sa capacité à sélectionner les futures élites promises à l'Université et plus encore aux grandes écoles (...).

Les résultats sont connus. En France, 50 % de la population active possède un niveau inférieur au CAP. Avec un taux de 9,8 % à la fin de 1991, contre 5,6 en Allemagne, le chômage sévit plus qu'ailleurs, dans des pays comparables, et il frappe particulièrement trois catégories, rendues vulnérables par l'absence de formation,

les jeunes, les femmes et les salariés âgés, quant ils ne peuvent pas encore prétendre à la préretraite.

A. Lebaube, "Après le travail en miettes, l'emploi en miettes", L'État de la France 1992, La Découverte, 1992.

20 L'emploi "atypique"

Le ralentissement de la croissance économique au milieu des années 70 constitue en France un véritable point de rupture dans l'émergence de nouvelles formes d'emploi, et en particulier dans l'accroissement de la précarité. Cette poussée s'effectue au détriment des formes d'activité que l'on pourrait appeler "classiques" ou "traditionnelles", c'est-à-dire à durée indéterminée et à temps plein. Selon l'enquête sur l'emploi de l'I.N.S.E.E. de mars 1989, quatre millions de personnes ont un emploi "atypique", soit 19 % de l'ensemble des actifs qui ont un travail (...).

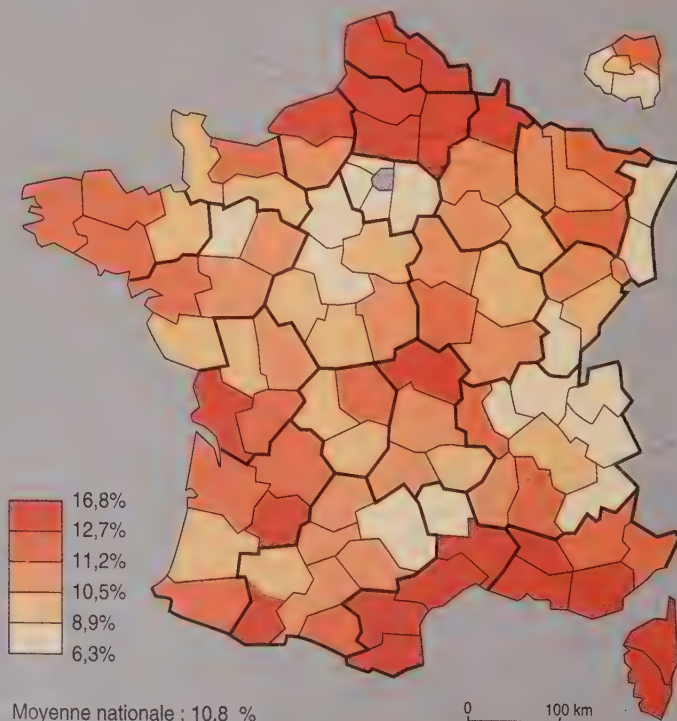
Les détenteurs d'un emploi atypique sont souvent peu diplômés. En particulier, six

actifs "épisodeques" sur dix n'ont aucun diplôme ou n'ont que le certificat d'études. Cela provient en particulier du caractère âgé de ce groupe, les actifs les plus anciens étant en même temps les moins diplômés (...).

L'emploi atypique correspond bien souvent à des salaires très bas. Plus de sept salariés à temps partiel sur dix gagnent moins de 4 000 francs net par mois. Les bas salaires sont encore plus fréquents chez les actifs les plus anciens, et surtout chez les plus jeunes : 95 % des moins de vingt-cinq ans à temps partiel gagnent moins de 4 000 francs par mois. Près des trois dixièmes de ces derniers sont d'ailleurs bénéficiaires de travaux d'utilité collective (T.U.C.).

Les personnes en situation précaire, qui travaillent le plus souvent à temps plein, sont sensiblement mieux rémunérées. Comme pour le temps partiel, les salariés en situation précaire gagnent moins quand ils sont âgés, et moins encore quand ils sont jeunes que dans la force de l'âge.

J. Lavertu, "L'emploi atypique", Universalis 1992, Encyclopédia Universalis.



Moyenne nationale : 10,8 %

21 Le taux de chômage en France en 1990 (en % de la population active par département)



24 L'École nationale de police en 1991

22 Professions féminines

Quels sont les ghettos de l'emploi féminin ? Gardes d'enfants, activités de nettoyage, emplois d'exécution de type administratif, emplois liés à la vente en constituent une part très importante. Outre ces professions, en général peu qualifiées, les femmes sont majoritaires dans le secteur médico-social et l'éducation nationale, où elles exercent notamment les professions d'infirmières et d'institutrices.

En revanche, la présence féminine est inférieure à 10 % dans 167 professions. On constate la persistance de la faiblesse des effectifs féminins dans les secteurs à tradition fortement masculine : professeurs et professions scientifiques (9,6 %), ouvriers qualifiés de type artisanal (6,4 %), chauffeurs (3,1 %) et ouvriers qualifiés de la manutention et du transport (5,3 %). Les professions du bâtiment et des travaux publics s'ouvrent difficilement aux femmes. Autrement dit, il s'agit de professions nécessitant force et endurance physiques, ou bien impliquant un niveau d'études très élevé.

La rareté de la présence féminine concerne aussi les postes d'encadrement et de responsabilité : on ne trouve que 6,6 % de femmes parmi les contremaîtres et les agents de maîtrise. Peu de femmes sont chefs d'entreprise — une pour huit hommes — tandis que les postes cadres et les professions intellectuelles sont tenus par moins d'une femme sur trois. Dans ce cas, il semble que ce soit le "manque d'autorité" — abusivement — attribué aux femmes qui les pénalise pour exercer les emplois d'encadrement. Les emplois de cadres de la fonction publique ne sont occupés que pour 23,5 % par des femmes, alors même que le statut de la fonction publique devrait assu-

rer la garantie de chances de carrière égales à celles des hommes !

A. Artinian et L. Boccara, Femmes au travail, coll. Enjeux, Hatier, 1992.

23 Les femmes et le travail de nuit

Au nom de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes, préconisée par une directive européenne de 1976, le projet de loi préparé en 1992 par Martine Aubry, ministre du Travail, supprime l'interdiction pour les femmes de travailler la nuit. Depuis l'interdiction absolue posée en 1892 pour des travaux exercés entre 22 heures et 5 heures, la législation française avait cependant évolué. Des dérogations temporaires existent de longue date pour une série d'activité relevant de l'hygiène et de l'alimentaire. Plus récemment, une loi de 1979 a précisé que les interdictions énumérées dans le Code du travail n'étaient pas applicables aux femmes occupant des emplois de direction, ou de caractère technique, impliquant une responsabilité. En 1982, il a été prévu qu'une convention ou un accord d'entreprise pouvait prévoir une autre période de sept heures consécutives entre 22 heures et sept heures. Enfin, la loi de 1987 prévoit la suspension de l'interdiction en cas de "circonstances particulièrement graves ou quand l'intérêt national l'exige". Aujourd'hui, 200 000 femmes travaillent la nuit dans les secteurs de l'hygiène, la restauration-hôtellerie, le commerce, la presse mais aussi dans l'industrie et dans différents services publics (santé, transports...).

(...) La démarche légale revient surtout à mettre le droit en conformité avec les pratiques, en garantissant que la santé et

la sécurité des salariés de nuit seront mieux protégés. Mais cet alignement sur le statut du travailleur masculin est-il un véritable progrès ? L'objectif recherché n'est-il pas simplement d'offrir aux entreprises une main-d'œuvre qu'elles jugent nécessaire à leur rentabilité et à leur compétitivité ?

A. Artinian et L. Boccara, Femmes au travail, coll. Enjeux, Hatier, 1992.

prépabac

Commentez les textes de cette double page en vous aidant des questions suivantes :

1. Peut-on encore parler d'une spécificité du travail féminin en France ? Quel est le sens de l'évolution actuelle ?
2. Quelles sont les régions françaises les plus touchées par le chômage ? Comment peut-on expliquer cette focalisation géographique du phénomène ?
3. Le chômage proprement dit est-il la seule manifestation de la crise de l'emploi en France ?
4. Le système éducatif français est-il — selon l'auteur du document 19 — bien adapté à la situation du marché du travail ?

Sorties du socialisme : un monde en mutation

Quels sont les problèmes posés par la fin des régimes socialistes d'Europe de l'Est :

- en ce qui concerne la nature du pouvoir ?
- pour l'organisation économique et la société ?
- pour les rapports entre nationalités ?

sommaire

A. La crise du modèle socialiste	350
1. Objectifs et fonctionnement du modèle socialiste	350
2. Difficultés et recul du modèle socialiste (années 70-1991)	350
B. Les difficultés de la démocratie et la montée des nationalismes	352
1. Les difficultés du jeu démocratique	352
2. La montée des nationalismes	352
C. Le difficile passage au marché	354
1. Les difficultés de la privatisation	354
2. Les aléas de la libération des prix	355
Approfondir L et ES	
D. La Russie de Boris Eltsine	356
1. Une marche hésitante à la démocratie	356
2. Une économie cahotique et une société à la dérive	356
3. Des relations ambiguës avec le "proche étranger"	357
Fiche-bac	358
Sujet de bac	
Commentaire de documents	358
Dossiers	
L'après-socialisme	359
L'ex-Yougoslavie, un monde dominé par les poussées nationalistes	360

1 La Russie et le "proche étranger"

Solidarité naturelle entre Russes, (...) nostalgie (...) de l'U.R.S.S., désarroi idéologique, appât du gain, improvisations locales et consignes de Moscou, tout se mêle avec des résultats très variables selon les régions. (...) Un cas extrême est celui du Tadjikistan où la Russie démocratique soutient un régime néocommuniste aux méthodes au moins aussi sanglantes que celles de ses adversaires décrits comme "islamistes" (...).

Dans le Caucase, le rôle de l'armée russe est plus obscur, mais tout aussi essentiel. Il est impossible d'expliquer autrement que par l'assistance des troupes russes sur place les succès des séparatistes abkhazes face à des forces géorgiennes infiniment plus nombreuses. C'est pourtant Moscou en la personne de Boris Eltsine lui-même qui joue le rôle de médiateur entre les deux parties (...).

Au moins aussi opaque est le rôle joué par la Russie dans le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Les combattants des deux bords ont reçu successivement du matériel russe et l'aide de mercenaires russes...

En Moldavie, les choses sont plus claires. C'est la XIV^e armée russe qui (...) protège les indépendantistes slaves (...).

Jan Krauze, "La Russie et ses marches",
Le Monde, 30 juin 1993.

4 octobre 1993 :
les troupes fidèles
au président russe
Boris Eltsine
attaquent
la Maison Blanche ○
siège du
Parlement russe



A. La crise du modèle socialiste

Le modèle socialiste a dérivé vers la dictature du parti communiste et le capitalisme d'État. Ses dysfonctionnements ont entraîné, à partir des années 50, une contestation du système soviétique puis, après la tentative de réforme de Mikhaïl Gorbatchev, son effondrement en Europe.

1 Objectifs et fonctionnement du modèle socialiste

Depuis la révolution de 1917 jusqu'en 1991, l'U.R.S.S. a proposé au monde un processus de réalisation d'une société communiste. Elle considérait que cette société ne pourrait s'installer que lorsque l'homme serait suffisamment éduqué dans les principes marxistes, c'est-à-dire lorsqu'il serait capable de faire passer les intérêts collectifs avant ses intérêts particuliers. Le pays devait être assez riche et développé pour que puisse s'appliquer la formule de Marx : *"De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins."* Une fois cette société établie, l'État, privé de ses fonctions de coercition et de répartition, devait naturellement dépérir. Tout le problème consistait à faire naître un "homme nouveau", capable de mettre en œuvre ce projet. Telle est l'essence du totalitarisme qui a caractérisé le modèle socialiste soviétique.

Dans la réalité, le modèle politique socialiste a mis en place la dictature totalitaire du parti communiste, avant-garde du prolétariat chargée par Lénine d'exercer au nom de celui-ci la dictature, jusqu'à ce que le peuple puisse l'assumer lui-même. Mais le projet d'éducation de l'homme, mis en œuvre par la terreur et par le contrôle étroit de la population au temps de Staline, a été ensuite abandonné au profit d'une coupure totale entre la Nomenklatura, qui exerçait le pouvoir et détenait les privilèges, et des masses condamnées au travail, au silence et à la pénurie.

L'organisation de l'économie socialiste a été fondée sur un capitalisme d'État. Le passage à la société communiste exigeant un stade avancé de développement économique et la suppression de la propriété privée, les Soviétiques ont procédé à de larges nationalisations (mines, sources d'énergie, grandes industries, banques, commerces, transports et agriculture, sauf en Pologne pour l'agriculture). Le développement économique a fait l'objet d'une planification autoritaire et centralisée donnant systématiquement la priorité à l'industrie lourde au détriment de l'agriculture et des biens de consommation.

2 Difficultés et recul du modèle socialiste (années 70-1991)

De 1945 au milieu des années 70, le modèle socialiste a paru faire jeu égal avec la démocratie libérale. Longtemps cantonné à l'U.R.S.S., il a connu une remarquable

expansion après la fin de la Seconde Guerre mondiale, s'imposant à l'Europe orientale et à une partie de l'Asie (voir chap. 3).

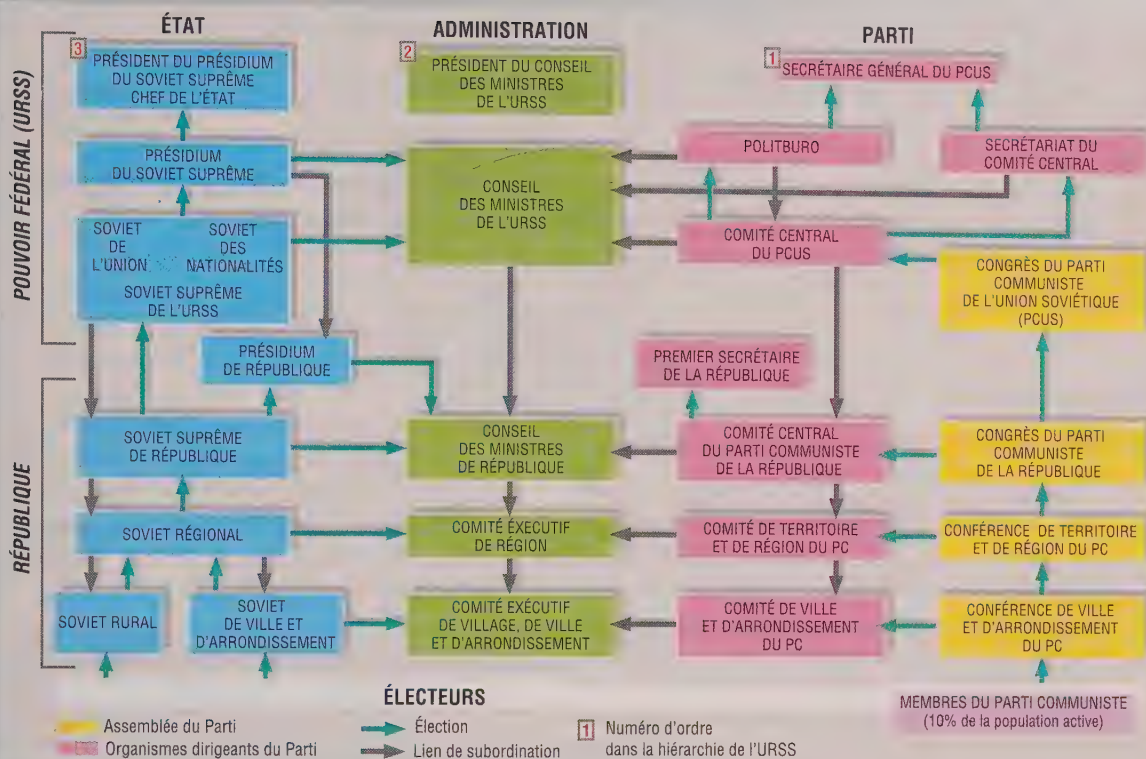
Ses progrès se sont poursuivis jusque dans les années 70 : implantation à Cuba, influence croissante en Amérique latine, conquête totale de la péninsule indochinoise et installation en Afrique (voir chap. 13).

Cependant, dès la fin des années 50, les dysfonctionnements du système sont apparus. Les uns tenaient aux échecs économiques résultant d'une planification excessive, de l'ignorance volontaire des lois du marché, de la gestion bureaucratique de la production, de l'absentéisme et du laisser-aller des ouvriers. Les taux de croissance n'ont pas cessé de diminuer, aboutissant à une quasi-stagnation dans les années 80.

Les autres étaient la conséquence des oppositions au totalitarisme : population revendiquant davantage de liberté ; intellectuels ; syndicalistes ; croyants rejetant le contrôle d'un État autoritaire et athée ; nationalistes exigeant leur reconnaissance.

Il faut y ajouter le rejet du modèle socialiste soviétique par un certain nombre de pays communistes qui le jugeaient inadapté à leurs problèmes nationaux : la Yougoslavie lui a préféré l'autogestion socialiste (les décisions concernant la société ou l'économie sont prises à la base par les citoyens ou le personnel de l'entreprise), la Chine proposait une voie égalitaire, antibureaucratique, anti-intellectuelle, fondée sur la participation des masses, l'Albanie demeurait inébranlablement attachée aux conceptions stalinienne.

La tentative de réforme du modèle soviétique a entraîné son effondrement. En tentant de redonner du dynamisme au système par le recours à la démocratie, Mikhaïl Gorbatchev a aggravé une crise qui a débouché, entre 1989 et 1992, sur la disparition du modèle socialiste en U.R.S.S. et dans toute l'Europe orientale (voir chap. 12). Après ce grand ébranlement, le communisme n'apparaît plus que comme un phénomène résiduel, menacé dans ses derniers bastions : Cuba, le Vietnam, la Chine. Dans ce dernier pays, en dépit de la résistance à toute démocratisation politique du parti communiste, la réforme économique vers un modèle proche de l'économie de marché paraît cependant rendre inéluctable l'abandon du modèle socialiste.



3 Le pouvoir en U.R.S.S. au début des années 80

4 La planification économique en U.R.S.S.

L'idée d'un plan unique embrassant l'ensemble de l'économie est née en 1920, en liaison avec le programme d'électrification de la Russie. Au cours de cette année, une commission du Conseil supérieur de l'économie nationale a préparé un plan définissant les étapes de l'électrification du pays pour les dix à quinze années à venir (...) qui allait bien au-delà des problèmes techniques et économiques posés par le secteur énergétique et constituait en fait le premier plan "perspectif" soviétique (...). En février 1921 fut créée la Commission du plan d'État (Gosplan) (...).

Le plan 1928-1932 mettait l'accent sur l'industrie lourde et surtout sur le secteur énergétique ; le plan 1933-1937 était axé sur la sidérurgie (...). Le troisième plan 1938-1942 prévoyait l'essor des constructions mécaniques ; la guerre vint interrompre son déroulement. Le quatrième plan 1946-1950 définissait les objectifs et moyens de la reconstruction de l'économie. La réalisation du plan 1951-1955 fut partiellement interrompue par la mort de Staline ; ce plan était marqué par le "gigantisme" de ses perspectives, prévoyant la construction de puissantes centrales hydroélectriques en U.R.S.S. d'Europe et en Sibérie, la création d'une nouvelle base métallurgique en Sibérie. Sur le sixième plan (1956-1960) les données d'origine soviétique sont peu explicites et il est probable que ce plan n'a jamais été achevé au stade de son élaboration ; il a été "rem-

placé" à partir de 1959 par le plan septennal 1959-1965, le seul de ce type en U.R.S.S., axé sur la diversification des objectifs et sur une place plus grande donnée au développement des biens de consommation, tendances que devait continuer le plan 1966-1970.

M. Lavigne, Les Économies socialistes soviétiques et européennes, A. Colin, 1979.

5 Les mécomptes du système économique en U.R.S.S.

En analysant la situation, nous découvriâmes en premier lieu un ralentissement de la croissance économique. Au cours des quinze années qui avaient précédé, le taux de croissance du revenu national avait décliné de plus de 50 % pour tomber au début des années 80 à un niveau proche de la stagnation (...). De plus le fossé, en efficacité de production, qualité des produits, développement scientifique et technique, production de technologies avancées et utilisation des techniques de pointe par rapport aux nations les plus avancées, ne cessait de se creuser à notre désavantage. La course à la production, en particulier dans l'industrie lourde, se révéla être une tâche classée "priorité absolue" comme si c'était une fin en soi (...).

On considérait comme le ou la meilleure, le travailleur ou l'entreprise qui dépensait la plus grande quantité de travail, de matière première et d'argent. Il est naturel de la part du producteur de "satisfaire", si je puis dire, le consommateur. Chez nous, le consommateur se trouva au contraire

complètement à la merci du producteur, devant se résigner à faire avec ce que ce dernier décidait de lui offrir (...).

C'est ainsi que se développait une situation absurde : l'Union soviétique, le premier producteur mondial d'acier, de matières premières, de pétrole et de produits énergétiques, connaissait des déficits d'approvisionnement dans ces domaines, déficits dus au gaspillage ou à une utilisation inefficace. L'un des plus grands producteurs de grains alimentaires se trouvait malgré tout dans l'obligation d'acheter des millions de tonnes de céréales chaque année pour l'alimentation du bétail (...).

M. Gorbatchev, Perestroïka, Flammarion, 1987.

Analyser

Document 3. Qui se trouve au sommet de la hiérarchie du pouvoir ? Par quel processus est-il désigné ? À quoi servent les élections ? Quels organes se trouvent ainsi désignés ? De qui dépend l'administration ?

Document 4. Montrez comment les choix des divers plans traduisent les problèmes successifs rencontrés par l'U.R.S.S. Dans quel sens se fait l'évolution des objectifs de la planification ?

Document 5. Résumez les critiques de Gorbatchev concernant l'économie soviétique. À quoi attribue-t-il son mauvais fonctionnement ? En quoi l'organisation économique socialiste porte-t-elle la responsabilité de ces mécomptes ?

B. Les difficultés de la démocratie et la montée des nationalismes

L'absence de traditions démocratiques et de cadres rend malaisée l'instauration de la démocratie dans les pays sortis du socialisme, tandis que la montée des nationalismes y provoque l'éclatement des ensembles multinationaux et entraîne des tensions intérieures et extérieures.

1 Les difficultés du jeu démocratique

L'instauration de procédures démocratiques se heurte dans nombre d'anciens pays communistes à l'absence de traditions et de forces politiques organisées. Partout, le recours au suffrage universel et à des élections libres, avec pluralité de candidatures, a été considéré comme le moyen par excellence d'instaurer la démocratie. Le système a valablement fonctionné en ex-Allemagne de l'Est, où les partis de la République fédérale ont étendu leurs activités, ou dans des pays comme la Hongrie et la Pologne, où les anciens partis subsistaient sous la coupe des partis communistes, et où de nouvelles forces politiques d'opposition étaient récemment nées (comme Solidarité en Pologne). Mais il n'en va de même ni en Russie (qui n'a jamais connu d'élections libres avant 1989), ni en Roumanie et Bulgarie, où le poids des partis communistes était exclusif.

L'absence de cadres d'opposition laisse souvent le pouvoir à des communistes reconvertis. Dans des pays comme la Pologne, la Hongrie ou la Tchécoslovaquie, les élections ont abouti à l'arrivée au pouvoir des dirigeants des forces d'opposition au communisme (en Pologne, Solidarité et les milieux proches de l'Église catholique, en Hongrie ou en Bohême, les modérés du centre-droit). Mais en Russie, en Roumanie ou en Bulgarie, les cadres sont communistes.

Ce sont d'anciens dirigeants des partis communistes qui sont ainsi devenus présidents des républiques héritières de l'U.R.S.S., (Boris Eltsine en Russie, Leonid Kravtchouk en Ukraine, Édouard Chevardnadze, l'ancien ministre des Affaires étrangères d'U.R.S.S., en Géorgie, ou Noursultan Nazarbaev au Kazakhstan). En Roumanie, le Front du salut national, qui exerce le pouvoir, est formé d'anciens dirigeants du P.C. disgraciés par Ceausescu, alors qu'en Bulgarie la direction du pays est passée à des techniciens qui avaient exercé des responsabilités sous le régime communiste. Dans ces pays, la démocratie manque encore de racines, de traditions et de cadres. De surcroît, les difficultés économiques liées à la sortie du socialisme et le besoin de protection sociale des habitants, atteints par les conséquences du retour à l'économie de marché, expliquent que les électeurs s'orientent vers des partis qui, sous d'autres dénominations et avec des pro-

grammes actualisés, revendiquent l'héritage du communisme. En Pologne, Hongrie, Bulgarie, Lituanie, le balancier politique revient ainsi vers une gauche communiste réformatrice, dont le poids reste également important dans la partie orientale de la République fédérale d'Allemagne.

2 La montée des nationalismes

L'effondrement du communisme a fait disparaître le principal ciment qui maintenait la cohésion des ensembles multinationaux. Le recours à la voie démocratique, en donnant la parole aux populations maintenues par la force dans les régimes de démocratie populaire, n'a pas seulement entraîné le rejet du communisme, il a aussi montré que le sentiment dominant des peuples est celui de l'appartenance nationale et le refus de se trouver soumis à la domination d'une autre nation. Aussi l'un des premiers résultats de la disparition du communisme a-t-il été l'éclatement des ensembles fédéraux.

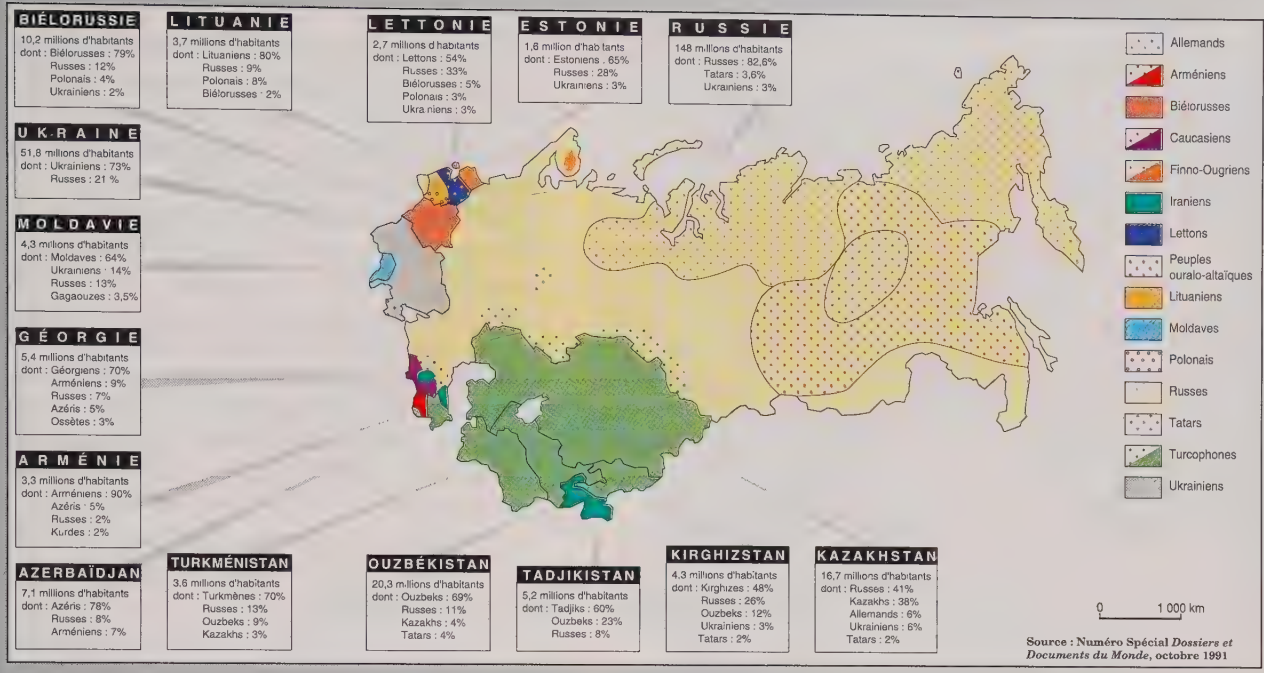
En 1991, l'Union soviétique a disparu, remplacée par quinze républiques qui sauf les États baltes ont adhéré à la C.E.I. (Communauté des États indépendants), structure à peu près vide, qui fournit tout au plus aux États l'occasion de nouer quelques relations économiques, le plus souvent bilatérales.

Les élections de 1992, en Tchécoslovaquie, ont été marquées par la victoire des indépendantistes slovaques, qui ont négocié avec les Tchèques la séparation en deux États indépendants, les Républiques tchèque et slovaque, séparation intervenue en décembre 1992.

La fédération yougoslave, parcourue depuis longtemps de tendances centrifuges – que le maréchal Tito avait réussi à contenir –, a donné naissance à six républiques (Croatie, Slovénie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Serbie et Monténégro, ces deux dernières rassemblées dans un État yougoslave).

Le heurt des nationalismes rivaux transforme l'ancien monde communiste en une zone de tensions :

– Celles-ci affectent les rapports entre États : la Russie et l'Ukraine ont des contentieux portant, par exemple, sur la propriété de l'ancienne flotte soviétique de la mer Noire, l'appartenance de la Crimée qui était zone russe jusqu'à son rattachement par Khrouchtchev à la Répu-



6 Les Républiques ex-soviétiques

7 Dans les ex-Républiques soviétiques : la mise en place de la démocratie

M. Saparmourad Niazov n'est pas le seul président d'un État d'Asie centrale ex-soviétique à avoir été élu au suffrage universel sur candidature unique. Mais au Kazakhstan et au Kirghizstan l'exercice n'avait pas atteint le sommet de perfection brejnévienne qui a caractérisé celui dont les résultats ont été annoncés lundi 22 juin à Achkhabad, capitale du Turkménistan : 99,5 % des électeurs ont reconduit M. Niazov au poste qu'il occupait déjà, suite à une première élection en 1990 où il n'avait obtenu, il est vrai, que 98 % des voix (...). Le président Niazov, un quinquagénaire trapu, installé à la tête du parti communiste turkmène, il y a sept ans, par M. Gorbatchev, a survécu à l'écroulement du système qui le soutenait de Moscou, en s'emparant de tous les leviers du pouvoir local et en ne tolérant aucun parti ni journal d'opposition. Cet ingénieur, marié à une Russe, n'hésite pas non plus à "nationaliser" la tradition du culte de la personnalité : il est le président "initiateur de l'indépendance de la grande nation turkmène" qu'un pèlerinage à La Mecque est venu couronner au printemps. S. Shibab, *Le Monde*, 24 juin 1992.



8 Les déplacements de population dans l'ex-Yougoslavie

Analyser

Document 6. Quelles sont les quinze républiques issues de l'écèlement de l'ex-U.R.S.S. ? Quelle est la plus étendue ? La plus peuplée ? Quelle est la nationalité la plus nombreuse ? Dans quelles républiques cette nationalité constitue-t-elle d'importantes minorités ?

Document 7. Quelle est l'origine politique du président turkmène ? Relevez les différents traits qui témoignent du caractère purement formel de la démocratie dans ce pays.

Document 8. Énumérez les républiques issues de l'écèlement de la Yougoslavie ? Quelle est la plus étendue ?

Quelle nationalité se trouve massivement présente hors des frontières de la république où elle est majoritaire ? Cherchez dans le cours les raisons qui expliquent les déplacements de population ? Quelles sont les républiques de l'ex-Yougoslavie où ils apparaissent particulièrement importants ?

blique d'Ukraine, auxquels s'ajoutent des problèmes d'ordre économique et financier, et l'Ukraine accepte difficilement les accords passés avec les Occidentaux stipulant que la Russie est le seul État ex-soviétique à disposer de forces nucléaires.

– **Mais les conflits les plus aigus concernent les problèmes des minorités qui refusent d'être intégrées dans un État dominé par une autre nationalité.** Ces conflits inter-ethniques dégénèrent en affrontements armés dans le Haut-Karabakh, enclave arménienne en Azerbaïdjan. Le nationalisme géorgien affronte ses minorités d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. En Moldavie, les russophones du Dniestr s'opposent à la majorité roumaine. Et en Rus-

sie même, depuis la fin 1994 les Russes se sont engagés dans une guerre contre les indépendantistes de Tchétchénie.

Le conflit le plus grave est né de l'éclatement de la Yougoslavie. La volonté des minorités serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine de s'unir à Belgrade pour réaliser une "Grande Serbie" a donné lieu à d'impitoyables combats marqués par la "purification ethnique" c'est-à-dire par la volonté de chasser par la terreur et la violence les populations des zones à conquérir, n'appartenant pas à la nationalité conquérante. La communauté internationale a tenté, par l'envoi de "casques bleus" de l'O.N.U. de circonscrire le conflit sans parvenir à le résoudre.

C. Le difficile passage au marché

La volonté d'établir l'économie de marché conduit les anciens États socialistes à tenter de privatiser les entreprises nationales et à libérer les prix. Mais cette politique se révèle difficile à mettre en œuvre tant pour des raisons économiques qu'en fonction des tensions sociales qu'elle produit.

1 Les difficultés de la privatisation

Des pays socialistes se trouvent confrontés à la situation inédite de passer d'une économie nationalisée à une économie privée. Le monde socialiste vit depuis des décennies avec une économie contrôlée en totalité, ou en grande partie, par l'État et avec un système de planification. Or, le rejet du socialisme entraîne partout la volonté de mettre fin à ce système économique, auquel on impute le retard accumulé par rapport aux pays de capitalisme libéral. Mais, faute d'expériences antérieures, il faut innover, ce qui constitue une première source de difficultés et explique les tâtonnements des méthodes des divers États qui s'efforcent d'inventer des processus plus ou moins bien adaptés à leur situation matérielle, financière, économique et sociale. La seconde difficulté consiste à trouver des investisseurs. La privatisation des entreprises ne peut se faire par simple décision politique, faute de la présence de capitaux nationaux en quantité suffisante. Sans doute est-il possible de faire appel aux capitaux étrangers mais, outre la crainte d'une mainmise de l'étranger sur l'économie nationale, celui-ci ne s'intéresse qu'aux entreprises susceptibles d'être rentables dans une économie de marché, ce qui correspond à une faible partie du potentiel économique des anciens pays socialistes. Il en résulte que les capitaux étrangers se dirigent vers les pays jugés les plus performants : Pologne (où le secteur privé assure 26 % de la production totale), Hongrie, République tchèque.

Dans nombre de pays, la privatisation se heurte à de fortes résistances. Si certains pays sortis du socialisme parviennent assez bien à mettre en place un processus de privatisation (en Hongrie le retour à l'économie de marché avait déjà été amorcé par Janos Kadar), celui-ci ne peut être que progressif pour éviter une anarchie totale et un effondrement économique. Pour avoir voulu précipiter le mouvement, la Pologne subit une crise très grave.

Les difficultés les plus grandes concernent les républiques ex-soviétiques. Les cadres économiques les plus compétents sont en effet les dirigeants de l'industrie d'État, qui forment un puissant groupe de pression conservateur, disposant de journaux, finançant des partis politiques, comptant des députés au sein des Assemblées et des ministres au gouvernement. Partisans d'un maintien du contrôle de l'État sur l'économie, ils ont engagé une lutte ouverte contre les économistes libéraux qu'ils délogent de leurs postes de responsabilité. Or, dans ce conflit, les dirigeants de l'économie d'État trouvent un appui auprès de leurs ouvriers pour qui son démantèlement est aussi la fin de tout ce que leur procurait l'usine nationalisée : logement, approvisionnement en produits alimentaires, maisons de vacances, colonies de vacances pour les enfants, voyages... Car aucun entrepreneur privé n'acceptera de prendre à sa charge le coût du système social.

La situation est identique à la terre. Les kolkhoziens tiennent au maintien des kolkhozes, même s'ils ne leur pro-

curent que des revenus médiocres et ils freinent la privatisation des terres. Les paysans qui veulent être indépendants reçoivent les terres les moins fertiles et subissent des actes de malveillance (tels que la destruction de leurs récoltes), destinés à les décourager. En Russie, un parti agraire qui comprend 30 millions de membres défend les intérêts des kolkhoziens.

2 Les aléas de la libération des prix

En dépit des efforts accomplis depuis les années 50, le propre du système socialiste était l'ignorance du concept même de prix de revient. Les bas salaires étaient compensés par un système de soins à peu près gratuits, par la fourniture de l'énergie à bas prix, de subventions aux produits alimentaires, et aucune tentative sérieuse d'évaluation du prix des produits fournis par les entreprises nationalisées n'était envisagée. Le système ne pouvait fonctionner que dans le cadre d'une économie administrée et planifiée, à l'abri de la concurrence internationale. Les régimes socialistes eux-mêmes ont pris conscience que cette situation était à l'origine du retard enregistré par leurs économies.

Le retour à l'économie de marché suppose l'établissement de la liberté des prix. Mais celle-ci provoque de graves difficultés économiques et sociales. Pour y parvenir, chaque État a choisi sa stratégie, optant soit pour la rapidité de l'opération comme en Pologne, soit pour une libération par étapes préférée par la Russie. Mais, quelles que soient les politiques suivies, tous les pays de l'Est sans exception ont accusé une baisse considérable de leur activité économique. Cette récession s'est accompagnée d'une dévalorisation de l'appareil de production, considéré désormais comme en grande partie inutilisable, ce qui compromet durablement la reprise économique. De plus la fermeture de nombreuses usines à la productivité insuffisante a entraîné un chômage élevé qui se situe entre 11 % et 16 % de la population active, sauf en République tchèque où la privatisation des grandes et moyennes entreprises n'est pas réalisée et en Russie où, pour éviter une explosion sociale, les fermetures d'usines non rentables n'ont pas eu lieu. Enfin, la libération des prix a entraîné une inflation considérable et une baisse du pouvoir d'achat des ménages, car l'augmentation des salaires est faible. Même en République tchèque, État qui a le mieux réussi sa transition vers l'économie de marché, on estime que 25 % des ménages seulement perçoivent un revenu équivalent au minimum vital.

Le rétablissement du marché provoque de profondes différenciations sociales et l'apparition de phénomènes de délinquance. Le chômage, l'inflation, la baisse du niveau de vie ont brisé le rêve des citoyens de l'Europe de l'Est d'accéder à une société d'abondance. Ils constatent avec amertume que l'économie de marché ne résout pas leurs problèmes. Enfin ils sont choqués de voir une minorité d'affairistes réaliser des profits considérables en jouant sur



9 Les retombées sociales du passage au marché à Moscou (1990). Une femme russe et son enfant, sans domicile.

10 L'échec du passage au capitalisme en Russie

C'est (...) en vue de [la] convertibilité [du rouble] que Boris Eltsine avait opté au début de l'année pour une "thérapie de choc" de type polonais. Et c'est dans ce but qu'il avait confié les postes clés du gouvernement à Egor Gaïdar, entouré d'une équipe de jeunes économistes (...). Comme tous les opposants à Gorbatchev regroupés au sein de la Russie démocratique, Eltsine croyait alors au mythe du "saut au-dessus du précipice" qui devait permettre d'instituer d'un seul coup une "société normale" capitaliste et prospère. Mais le fameux saut à échoué (...) et le pays s'est trouvé dans le piège d'une inflation galopante et devant la menace d'une terrible crise énergétique et céréalière. Obligé de boucher les trous pour éviter le pire, Boris Eltsine ne cesse maintenant d'appeler au chevet de l'économie malade des ministres et des grands commis du régime précédent (...). Des personnalités de premier plan comme Arkadi Volski, président de l'Union des industriels, n'hésitent pas à qualifier la politique du début de l'année de "simple idiotie" (...). Les dégâts causés en Russie par la thérapie de choc sont en effet beaucoup plus impressionnants encore qu'en Pologne. Pays aux dimensions d'un continent, développé autour des grandes industries, la Russie ne pouvait se passer du jour au lendemain de son Gosplan et de son Gossnab (organe central de distribution). La déréglementation trop précipitée a obligé chaque région et chaque ville à se défendre par ses propres moyens, libérant ainsi toutes les forces centrifuges. Des usines géantes, privées d'un coup de subventions et même de roubles pour payer les salaires, se sont mises à frapper leur propre monnaie.

K. S. Karol, *Le Nouvel Observateur*,
27 août-3 septembre 1992.

Analyser

Document 9. Expliquez en quoi cette scène peut avoir un rapport avec le passage à l'économie de marché.

Document 10. Quels étaient les objectifs de Boris Eltsine au début de 1992 ? Qu'est-il advenu de ce projet ? Analysez les diverses raisons de l'échec citées dans le texte. Quel groupe le président russe appelle-t-il à la rescousse et quelle politique ce groupe préconise-t-il ?

la hausse des prix alors que le niveau de vie général s'affaiblit. En Russie, de véritables mafias pillent le pays, amassent d'immenses fortunes placées à l'étranger, si bien que

la lutte contre le crime organisé est devenue un problème essentiel de gouvernement. La désillusion des citoyens renforce les courants d'opposition lors des élections.

D. La Russie de Boris Eltsine

Depuis l'écroulement de l'empire soviétique, les tentatives du nouvel État russe pour installer la démocratie et passer à l'économie de marché se heurtent aux forces conservatrices, cependant que la société a perdu ses points de repère. Ces difficultés favorisent le développement d'un nationalisme qui vise à la reconquête de l'ancien empire soviétique.

1 Une marche hésitante à la démocratie

L'histoire des débuts du nouvel État russe est celle d'un combat permanent entre le gouvernement et le Parlement. À son arrivée au pouvoir, le président Eltsine opte pour un régime démocratique et une économie de marché et choisit des ministres réformateurs. Aussitôt le Parlement élu en 1989 dont les membres appartiennent majoritairement à l'ancienne Nomenklatura conservatrice s'efforce de bloquer l'action gouvernementale. Contraint par le Congrès des députés du peuple à opérer des remaniements ministériels, il décide de faire appel au peuple pour trancher le conflit qui l'oppose aux parlementaires. Un référendum en avril 1993 lui donne une majorité qui renforce son pouvoir. Mais le Parlement, dirigé par son président Khasboulatov, avec l'appui du vice-président Routskoï poursuit son opposition et rejette le projet de constitution qui établit un pouvoir présidentiel.

La dissolution du Parlement et l'intervention de l'armée permettent au président de l'emporter. En octobre 1993, Boris Eltsine décrète la dissolution du Parlement, bien qu'il n'en ait pas le pouvoir. Les députés qui crient au coup d'État prononcent à leur tour la destitution du président, désignant à sa place le vice-président Routskoï. Ils se retranchent dans l'immeuble du Parlement, la "Maison Blanche" que les forces militaires loyalistes prennent d'assaut le 4 octobre. Routskoï et le président du Parlement Khasboulatov emprisonnés, Boris Eltsine peut proposer au peuple par référendum en décembre 1993 la Constitution qui renforce les pouvoirs présidentiels. Celle-ci est adoptée par 58 % des votants.

Les élections de décembre 1993 témoignent cependant de la persistance d'une opposition conservatrice. Si le président l'emporte au référendum, les élections qui ont lieu le même jour pour le renouvellement du Parlement marquent un échec de ses partisans et une poussée du parti ultranationaliste conduit par Vladimir Jirinovski. Le Parlement demeure donc dominé par les opposants conser-

vateurs. Alors que le président a obtenu le droit de dissoudre la Chambre basse (*Douma*) au cas où elle s'opposerait pendant trois mois au gouvernement, celle-ci peut plus difficilement obtenir la destitution du président qui exige les 2/3 des voix de la Douma et de la Chambre haute, le Conseil de la Fédération. Toutefois, pour tenir compte des résultats électoraux, Boris Eltsine a dû se séparer des ministres réputés les plus favorables à son action.

2 Une économie cahotique et une société à la dérive

Le président Eltsine tente de conduire la Russie vers une économie de marché. Lorsqu'il se trouve en position de force, le président prend des décisions de libération des prix et de privatisation. Mais il est freiné par les conséquences économiques et sociales de ces mesures : inflation gigantesque, hausse des prix. De surcroît, la privatisation, décidée en octobre 1992, se heurte aux réticences des sociétés étrangères sollicitées à investir dans un pays dont la stabilité politique est incertaine et le nombre d'entreprises financièrement rentables fort réduit.

Les risques de la libéralisation conduisent au maintien d'une économie artificielle. Le gouvernement a fait distribuer des "bons de privatisation" aux citoyens russes, mais l'inflation les a réduits à une valeur dérisoire et seuls les riches ont pu devenir actionnaires d'entreprises (cadres de l'ancienne Nomenklatura qui dirigeait les entreprises d'État ou hommes d'affaires ayant partie liée avec les mafias). La crainte d'une explosion sociale conduit d'ailleurs le pouvoir à verser des subventions aux entreprises non rentables et menacées de fermeture, afin qu'elles puissent payer les salaires de leurs ouvriers. Mais le coût de l'opération est tel que le gouvernement a décidé de ne plus aider que les entreprises qui procéderont à des restructurations. Les autres sont donc condamnées à fermer et leurs ouvriers promis au chômage.

Une société à la dérive. La crise idéologique, les drames de la reconversion économique ont fait perdre ses repères

à la société russe qui cherche de nouveaux points d'ancrage. Les uns se rapprochent des Églises, d'autres recherchent l'oubli dans l'alcool (la vodka est devenue la cause principale de la mortalité masculine), certains ne cherchent qu'à s'enrichir et Boris Eltsine s'en prend au "crime organisé", devenu le danger majeur pour la société. Les Russes qui cherchent des responsables à leurs malheurs accusent volontiers les étrangers. La misère alimente ainsi le nationalisme russe qui se traduit par la chasse aux "noirs", c'est-à-dire aux non-Russes et tout particulièrement aux Caucasiens qui sont expulsés de Moscou et aux musulmans des Républiques d'Asie centrale. La montée du nationalisme renforce le parti dit libéral-démocrate de Vladimir Jirinovski qui est en réalité ultranationaliste.

3 Des relations ambiguës avec le "proche étranger"

Le sort des minorités russes dans les ex-républiques soviétiques est un facteur essentiel dans les relations de la Fédération russe avec celles-ci. Aujourd'hui, 25 millions de Russes vivent hors des frontières de la Russie dans les ex-Républiques soviétiques dont ils constituaient souvent les cadres. Désormais considérés comme des étrangers, ils y constituent d'importantes minorités (40 % par exemple au Kazakhstan). Les brimades dont ils sont l'objet, la crainte de l'islam, l'extension des conflits interethniques les poussent à retourner en Russie. Mais les Russes, atteints par la crise, ne voient pas d'un bon œil le retour de ceux qu'ils surnomment les "pieds-rouges".

Le gouvernement russe se présente comme le défenseur des minorités russes et n'hésite pas à intervenir politiquement et militairement en leur faveur lorsqu'ils s'opposent au gouvernement en place. Par ailleurs le poids des Russes de l'Est de l'Ukraine et de Crimée a fait perdre le pouvoir en juillet 1994 au président de l'Ukraine, Leonid Kravtchouk au profit de son concurrent, Leonid Koutchma qui préconisait une entente avec la Russie.

• Les ex-Républiques soviétiques, baptisées le "proche étranger" constituent en fait une zone d'influence de la Russie. La protection des minorités russes à l'étranger constitue également un prétexte pour des interventions dans le but d'y rétablir l'influence russe. La puissance économique, financière, militaire, internationale de la Russie lui en donne les moyens. La Biélorussie a dû accepter le rouble comme unité monétaire. L'Ukraine accepte les exigences russes sous peine de se voir privée du gaz livré par la Russie. L'intervention de l'armée russe en Géorgie, au Tadjikistan, dans le conflit azéro-arménien est déterminante pour la conclusion des conflits et le succès de pouvoirs liés à la Russie. Celle-ci s'efforce de se faire reconnaître par la communauté internationale la mission de faire régner la paix dans le "proche étranger". Se présentant comme l'héritière de l'U.R.S.S., elle peut se permettre d'affirmer : "la C.E.I., c'est la Russie" et tend ainsi à reconstituer sans remise en cause des souverainetés politiques l'ancien empire russe.

11 Quel avenir pour la démocratie en Russie ?

Vous connaissez l'histoire que l'on racontait durant la période communiste : "L'État fait semblant de nous payer et nous, nous faisons semblant de travailler !" Il ne faudrait pas que l'on dise maintenant : "Nous, nous faisons semblant de faire des réformes et l'Occident fait semblant de nous aider". Cela étant, je suis convaincu que l'Occident peut beaucoup nous aider à condition de coordonner cette aide avec nous de manière efficace. C'est une chance historique pour tout le monde que la démocratie s'installe définitivement en Russie. Mais cette démocratie a peu de chances de survivre sans aide des pays occidentaux.

Entretien de Ergueni Iassine (conseiller économique de Boris Eltsine) avec J.-A. Fralon, Le Monde, 29 juillet 1992.

12 Un nationaliste russe : Vladimir Jirinovski

La nationalisme, c'est l'idée de la qualité. Le nationalisme, c'est l'appartenance individuelle, pas l'appartenance communautaire, ni le pensionnat (...). Si nous reconnaissons que nous édifions un État national, avec une idéologie nationale (...) nous devons d'abord déterminer les frontières de cet État. Il convient de définir ces frontières, de les fermer à clef et de les protéger strictement (...).

Nous n'avons pas besoin de l'Union telle qu'elle était. Nous avons besoin d'une Russie dans les frontières du début du siècle (...). Et nous l'aurons sans tirer un seul coup de feu. Nous nous retirerons de partout, nous mettrons fin à la tempête dans un verre d'eau qui nous oppose à l'Ukraine, nous quitterons l'Asie centrale et le Caucase, laissant tout cela aux chefs locaux et aux mollahs. Et dans quelque temps, ce sont eux qui viendront à nous. Plus exactement qui ramperont vers nous abattus, affamés, malades, les uns sur des béquilles, les autres sur des brancards. Ils viendront mendier, ne serait-ce que de l'eau chaude pour se laver. Nous en accueillerons quelques-uns – les frères slaves sans discussion – mais il n'y aura pas de République ukrainienne. Il y aura une vingtaine de provinces soumises directement au centre (...).

Une économie russe fondée sur les principes nationaux est impensable sans un fort secteur d'État, sans une industrie militaire, d'autant que nos voisins proches ont besoin de beaucoup d'armes pour s'expliquer entre eux. Il faut encourager par tous les moyens l'initiative privée, mais l'on ne peut abandonner à leur sort des millions de faibles, de malades et de vieillards (...), ils ont droit eux aussi à une vie normale, même si elle n'est pas féérique.

(...) Le national-socialisme est la conjugaison des principes les plus importants du socialisme et des idées nationales (...). Hitler a discrédité l'idée du national-socialisme (...). La philosophie du national-socialisme, c'est celle de l'homme ordinaire, du petit-bourgeois (...), de celui qui veut vivre tranquillement dans son appartement, avoir une femme aimante, des enfants sains, un emploi sûr, sortir le dimanche dans son jardin ou à la campagne, aller se reposer une fois par an...

Cité dans Le Monde, 23 décembre 1993.

Analyser

Document 11. Quel rapport établit l'auteur entre le processus de démocratisation de la Russie et l'aide de l'Occident ? Expliquez cette relation et indiquez l'objectif poursuivi par Ergueni Iassine en accordant cet entretien.

Document 12. Quel principe Jirinovski défend-il ? Résumez ses conceptions vis-à-vis du "proche étranger" et la manière dont il considère les nationalités non-Russes. Quelles sont ses vues économiques et sociales ? Pourquoi estime-t-on que la crise subie par la Russie favorise ses idées ? Comment définit-il sa philosophie ?

idées

A. La crise du modèle socialiste

- En quoi consistait au plan politique et au plan social la réalisation du modèle socialiste ? À quoi a-t-il abouti dans les pays qui ont eu comme objectif de le réaliser ?
- Quels progrès le modèle socialiste a-t-il réalisés jusqu'au milieu des années 70 ? Parallèlement, quelles difficultés a-t-il rencontrées ? Quels contre-modèles lui a-t-on opposés ? Quel a été son destin en Europe à partir de la fin des années 80 ?

B. Les difficultés de la démocratie et la montée des nationalismes

- À quels obstacles se heurte l'introduction de la démocratie dans les anciens pays socialistes ? Quelles différences peut-on noter entre eux ?
- Quelle réalité l'effondrement du communisme a-t-il fait naître en Europe orientale ? Quelle en a été la conséquence sur les fédérations multinationales ? Quels conflits sont nés de cette nouvelle situation ?

C. Le difficile passage au marché

- Quelle est, au plan du droit de propriété, la condition du retour à l'économie de marché ? À quels obstacles se heurte sa réalisation ? Pourquoi les anciens pays socialistes procèdent-ils à la libération des prix ? Quels en sont les risques et les conséquences sociales ?

Approfondissement L et ES

D. La Russie de Boris Eltsine

- Quelles sont les raisons des difficultés d'instauration de la démocratie en Russie ? Quels sont les effets sociaux et politiques du passage à l'économie de marché ? Quelles relations la Russie entretient-elle avec les ex-Républiques soviétiques ?

dates

- 1917 : Révolution russe.
- 1922 : naissance de l'U.R.S.S.
- 1927 : Staline maître du pouvoir.
- 1940 : annexion des pays Baltes.
- 1945-1949 : création des démocraties populaires.
- 1949 : création du C.O.M.E.C.O.N. Naissance de la République populaire de Chine.
- 1955 : création du pacte de Varsovie.
- 1954-1975 : expansion du communisme en Asie du Sud-Est, en Afrique, en Amérique latine.
- 1989 : chute du mur de Berlin.
- 1990 : fin des démocraties populaires et réunification allemande.
- 1991 : éclatement de la Yougoslavie, fin du pacte de Varsovie et du C.O.M.E.C.O.N., éclatement de l'U.R.S.S.
- 1992 : scission de la Tchécoslovaquie en République tchèque et slovaque.
- 1993 : dissolution et prise d'assaut du Parlement russe.

mots clefs

Communauté des États indépendants (C.E.I.)

Structure créée en décembre 1991 avec pour but essentiel d'aboutir à la suppression de l'U.R.S.S. Bien que toutes les ex-Républiques soviétiques sauf les pays Baltes y aient adhéré, elle n'est rien d'autre qu'un cadre de discussion entre elles, dépourvu d'organes communs.

Économie administrée

Système économique soustrait aux lois du marché et régi par les décisions autoritaires de l'administration.

Minorités nationales

Groupes nationaux inclus dans un État (multinational) majoritairement dominé par les ressortissants d'une autre nation et qui redoutent de ne pas voir leur spécificité reconnue.

Privatisation

Vente à la propriété privée d'entreprises nationalisées.

Purification ethnique

Pratique consistant à parvenir à l'homogénéisation nationale des territoires à conquérir en chassant par la terreur les populations minoritaires. Elle a été mise en œuvre en particulier par des groupes serbes afin de parvenir à la réalisation d'une "Grande Serbie".

L'après-socialisme



13 Manifestation en faveur de l'indépendance lituanienne à Vilnius (avril 1990)



14 Propagande en faveur du président du Turkménistan Niagov (voir doc. 8 p. 353)

15 Tension entre la Russie et l'Ukraine

En contradiction avec les accords créant la Communauté des États indépendants, le Parlement russe a soulevé (...) la question de la Crimée par un vote impliquant une possible nouvelle délimitation des frontières entre la Russie et l'Ukraine (...). Le Parlement de Russie a pris le risque de mettre en marche une machine infernale qui pourrait conduire à terme à l'éclatement d'une Communauté d'États indépendants déjà plutôt mal en point. À tout le moins, la résolution votée jeudi 23 janvier (...) et qui revient à remettre en question l'appartenance de la Crimée à l'Ukraine est assurée d'approfondir le fossé de défiance qui sépare désormais Kiev de Moscou et donc les deux principaux peuples de cette jeune et fragile Communauté (...). Une autre résolution votée dans la foulée affirme que la flotte de la mer Noire fait partie des forces stratégiques de la Communauté, ce qui en pratique revient à dire qu'elle échappe au contrôle de l'Ukraine et est aux ordres de Moscou (...).

J. Krauze, *Le Monde*, 25 janvier 1992.

16 L'éclatement de la Tchécoslovaquie

M. Vaclav Klaus et M. Vladimir Meciar, les chefs des deux principales forces politiques tchèque et slovaque, ont défini, mercredi 26 août à Brno, un calendrier détaillé du démontage de la fédération tchécoslovaque devant conduire à sa disparition le 31 décembre prochain. "Le 1^{er} janvier 1993, les Républiques tchèque et slovaque devraient être deux États indépendants", a annoncé M. Meciar (...). Ce calendrier contraignant a pour ob-

jectif d'empêcher une "auto-liquidation de la Tchécoslovaquie dont les conséquences néfastes commencent à se faire sentir" (...). L'accord politique prévoit une coordination étroite des groupes parlementaires des deux partis à l'Assemblée fédérale, afin d'accélérer l'adoption de lois indispensables à la séparation du pays créé en 1918 (...). Sur le plan économique, deux traités devront être signés. Selon M. Klaus, l'un donnerait naissance à une union douanière et l'autre à une union monétaire. Le Premier ministre tchèque a, par ailleurs, clairement annoncé que les deux États "auront à terme chacun leur monnaie, même si elles sont étroitement liées" (...).

M. Plichta, *Le Monde*, 28 août 1992.

17 La situation économique de la Russie durant l'été 1992

La situation économique est de pire en pire, la plupart des entreprises sont arrêtées ou presque. Un chômage important est à prévoir (...). Pourtant (...) il y a maintenant beaucoup de personnes, des industriels, des hommes d'affaires qui ont vu le côté positif de l'économie libre. Et il est impossible de les faire changer d'avis. Dans le reste de la société aussi, le processus de formation de l'économie de marché est en cours. C'est très dur, mais je reste optimiste (...).

L'augmentation des prix a été bien plus importante que nos prévisions. Le gouvernement avait tablé sur une multiplication des prix par quatre ou par six. Or ils ont été multipliés par dix ! Quant aux prix de gros, ils l'ont été par vingt ! Mais 10 % des prix sont encore régulés par l'État, et ils concernent justement les produits qui comptent souvent le plus pour la population : chauffage, loyer, ali-

mentation de base. De plus, les administrations locales ont souvent mis au point une politique de compensation pour permettre à la population d'amortir le choc de la hausse des prix (...).

Nous assistons à une lutte entre la nouvelle économie et l'ancienne. Ainsi, la masse monétaire est maintenant suffisante pour créer une petite demande mais il n'y a pas de véritable offre. Les entreprises ne sont souvent pas capables de s'orienter vers cette demande. Elles ne vendent pas, mais ce n'est pas pour cela qu'elles baisseront leurs prix ! Les industriels ne semblent pas prêts à changer rapidement leur vision des choses. Il faut donc aller doucement.

Entretien de Evgueni Iassine (conseiller économique de Boris Eltsine) avec J.-A. Fralon, *Le Monde*, 29 juillet 1992.

prépabac

À partir des documents évoquez les problèmes de l'après-socialisme en répondant aux questions suivantes :

1. Quels sont, d'après le document 15, les éléments du contentieux séparant Russes et Ukrainiens ? Comment s'expliquent ces difficultés ? Quel sentiment anime le Parlement russe ? Pourquoi les Russes peuvent-ils adopter cette attitude ?
2. D'après le document 17, relevez et expliquez les divers aspects des difficultés d'instauration de l'économie de marché en Russie.
3. Relevez et expliquez les éléments positifs indiqués par l'auteur dans la situation économique de la Russie.
4. Expliquez la nature des procédures de compensation mises en place et la stratégie de passage à l'économie de marché adoptée.

L'ex-Yougoslavie, un monde dominé par les poussées nationalistes

18 Refouler les Albanais Du Kosovo

Le Kosovo, région qui fait partie de la République de Serbie, est majoritairement peuplé d'Albanais. Ce document datant de 1937, est un mémoire rédigé par Vasz Tchoubrilovitch, l'un des auteurs de l'attentat de Sarajevo en 1914, qui deviendra professeur de philosophie, puis membre de l'Académie des Sciences de Belgrade.

Il est impossible de refouler les Albanais par la seule colonisation graduelle (...). La seule manière et le seul moyen de les refouler est la force brutale d'un pouvoir d'État organisé, au sein duquel nous les avons toujours dominés (...). Si l'on admet que le refoulement progressif des Albanais à travers notre colonisation est sans effet, il ne reste alors qu'une seule voie, la transplantation en masse (...) [la] première condition est la création d'une psychose appropriée, ce qui peut se faire de multiples manières (...). Il nous faut (...) nous gagner avant tout leur clergé, les personnes influentes, par l'argent ou par la contrainte. Il convient de trouver au plus tôt des agitateurs qui feront de la propagande en faveur du transfert (...).

Un autre moyen serait la contrainte exercée par l'appareil d'État. Celui-ci doit exploiter les lois à fond, de manière à rendre aux Albanais le séjour insupportable chez nous : amendes, emprisonnements, application rigoureuse de toutes les dispositions de police (...). Sur le plan économique : la méconnaissance des anciens titres de propriété et le travail au cadastre qui, dans ces régions, doit s'accompagner de la collecte impitoyable des impôts et du remboursement forcé de toutes les dettes publiques ou privées ; la reprise de tous les pâturages de l'État et des communes, la suppression des concessions accordées, le retrait des licences d'exercice des métiers, la destitution des fonctionnaires d'État. On peut aussi appliquer des mesures pratiques et efficaces sur le plan sanitaire : (...) destruction des murs et des grosses enceintes des maisons (...). Les Albanais sont très sensibles en matière de religion, aussi faut-il bien les toucher également sur ce point. On y parviendra en persécutant les prêtres, en dévastant les cimetières, en interdisant la polygamie(...).

L'initiative privée peut également beaucoup aider dans ce sens. Nous devons (...) distribuer des armes à nos colons (...). Il faut particulièrement faire déferler un flot de Monténégrins des montagnes pour qu'ils provoquent un conflit massif avec les Albanais (...). Finalement, on pourrait même fomenter des troubles locaux qui seront réprimés dans le sang(...). Il reste encore un moyen que la Serbie a employé de manière très pratique après 1878 et qui consiste à mettre le feu en cachette à des villages et à des quartiers des villes albanaises (...).

Vasz Tchoubrilovitch, L'expulsion des Albanais (1937), cité in M. Grmek, M. Gjidarz et N. Simzic, Le nettoyage ethnique, Paris, Fayard, 1993.

19 Le point de vue des Serbes sur le Kosovo en 1986

L'expulsion du peuple serbe du Kosovo est un témoignage spectaculaire de sa défaite historique. Au printemps 1981, une guerre vraiment particulière, mais ouverte et totale, fut déclarée au peuple serbe, préparée au cours des différentes périodes des changements administratifs, politiques, législatifs et étatiques (...). La longue guerre albanaise qui dure depuis cinq ans déjà a convaincu ses leaders et ses partisans qu'ils étaient plus forts qu'ils ne le pensaient, qu'ils jouissaient dans le pays d'un soutien (...) infiniment plus large que le soutien accordé aux Serbes du Kosovo par la République de Serbie. (...) L'agression fut encouragée dans une mesure telle que même les représentants les plus officiels de la province ainsi que ses scientifiques ont une attitude non seulement encourageante, mais cynique, érigeant les blasphèmes en vérités, les chantages en droits lésés. Tout d'un coup les forces politiques organisées de notre pays (...) se montrèrent non seulement inefficaces et soumises, mais pratiquement non intéressées à répondre de la seule manière possible à une guerre ouverte : par une défense déterminée de son peuple et de son territoire (...). Le génocide physique, politique, juridique et culturel de la population serbe au Kosovo (...) représente la plus grande défaite de la Serbie (...). L'attitude des responsables et du pouvoir du Kosovo envers les vio-

lences que subit le peuple serbe pèse très lourd. En passant sous silence et en dissimulant des crimes, en évitant de dire d'emblée toute la vérité, en faisant traîner l'instruction et les procédures judiciaires, on encourage le crime et en même temps on crée une image faussée et embellie de la situation au Kosovo. En outre, on aspire sans cesse à trouver un alibi politique aux violences perpétrées contre les Serbes dans une prétendue réciprocité de haine, d'animosité, de revanche, et ces derniers temps de plus en plus souvent dans les activités supposées d'un ennemi extérieur – en dehors de la province, à savoir le nationalisme serbe "de Belgrade" ... Si l'état de choses ne change pas radicalement, il n'y aura plus de Serbes au Kosovo d'ici une dizaine d'années et un Kosovo "ethniquement pur" – objectif clairement exprimé des racistes pro-albanais (...) – sera pleinement réalisé.

(...) Le Kosovo n'est pas la seule région où la discrimination opprime le peuple serbe (...).

L'établissement de la pleine intégrité nationale et culturelle du peuple serbe – peu importe dans quelle république ou province il se trouve – est son droit historique et démocratique. L'acquisition de l'égalité et un développement indépendant ont pour le peuple serbe un sens historique plus profond.

Mémoire de l'Académie des Sciences de Serbie¹, Belgrade, septembre 1986, in Dialogue, vol. 1, n° 2-3, Paris, septembre 1992.

1. Ce texte qui a circulé clandestinement n'a jamais été adopté par l'Académie des Sciences. Il n'est l'œuvre que de certains de ses membres.

20 La Bosnie n'a jamais existé

La situation actuelle en Bosnie-Herzégovine¹ est due à des événements historiques, mais aussi aux erreurs de la communauté internationale. La reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine par les grandes puissances, le délai qu'il leur a fallu pour comprendre que le conflit était bien une guerre civile et non une agression de la part de la Yougoslavie² (...) ont conduit à la prolongation de la guerre. En tant que président de la Yougoslavie, ce n'est pas à moi de concevoir l'organisation dans laquelle vivront les Croates, les Serbes et les Musulmans de Bosnie-Herzégovine. C'est une décision qui relève de la volonté politique des trois peuples autonomes.

En tant qu'écrivain ayant, depuis des décennies, couché sur le papier le passé des peuples de la Yougoslavie, je suis convaincu que la Bosnie-Herzégovine est un État qui n'a jamais existé et n'existera jamais. Mais je vois aussi que la communauté internationale a pris la décision de reconstituer, de refonder coûte que coûte cet État qu'elle a conçu et dont la reconnaissance a précipité le conflit. Si tel est le cas, l'État futur de Bosnie-Herzégovine ne pourra vivre que sur la base de la reconnaissance des trois communautés nationales. Quelles seront les frontières, entre ces trois communautés, entre les cantons, les régions, les provinces dans lesquelles elles vivront ? Quelle sera l'organisation d'un gouvernement central ? Je le répète : ce sont les négociations entre les trois peuples de Bosnie-Herzégovine que permettront d'en décider.

Dobrica Cosic, entretien avec Patrice Piquard, L'Événement du Jeudi, 3-9 juin 1993.

1. Il s'agit de la guerre qui, depuis 1992, y oppose Croates, Serbes et Musulmans.

2. Elle ne réunit plus que la Serbie et le Monténégro.

21 La "purification ethnique" en Bosnie

Cerska, l'une des enclaves musulmanes du nord-est de la Bosnie, assiégée depuis deux mois, est tombée (...) aux mains des Serbes. De cette petite ville martyre (...) parviennent à nouveau les échos d'une politique de "purification ethnique" que n'est donc pas encore parvenue à son terme.

(...) La ville, ainsi qu'une douzaine de villages environnants seraient dans une situation désespérée : bombardements particulièrement meurtriers, exode précipité de femmes, d'enfants et de vieillards qui fuient dans la neige et sous les tirs, massacres de civils, chantage à l'évacuation de 1 500 blessés.

Le Monde, 4 mars 1993.

22 L'objectif : la Grande Serbie

Le leader des Serbes bosniaques, Radovan Karadzic, a déclaré dans un entretien (...) à la télévision (...) qu'il demanderait à la communauté internationale soit de reconnaître aux Serbes le droit de contrôler 64 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine soit d'entériner l'"état de fait". Les Serbes qui représentaient 31 % de la population bosniaque avant la guerre contrôlent aujourd'hui environ 72 % du territoire bosniaque et font valoir qu'ils possèdent sur le cadastre 64 % des terres de Bosnie-Herzégovine. Soulignant que "les Serbes de Bosnie sont prêts à restituer ce qui ne leur appartient pas". M. Karadzic a précisé qu'ils ne feraient aucune concession sur les 64 %.

"Pour régler le conflit, l'Occident doit reconnaître aux Serbes le droit de disposer d'eux-mêmes et de conserver leurs terres (...)" a conclu M. Karadzic (...) ceux qui reprochent aux Serbes de vouloir créer ce qu'ils appellent la "Grande Serbie" seront les premiers à se réjouir lorsqu'ils verront que l'unification de tous les territoires Serbes a apporté la stabilité aux Balkans."

F. Hartmann, Le Monde, 30 novembre 1993.

prépabac

1. À quoi vise le programme cité au document 18 ? Situez la région concernée sur la carte page 353. Quelle est la population majoritaire ? Quels sont les moyens préconisés pour parvenir à ce résultat ?
2. Que dénonce le document 19 ? Que préconise-t-il ? Notez les différences et les ressemblances avec le texte précédent.
3. Cherchez sur la carte la région évoquée par le président yougoslave dans le document 20. Quelles populations s'y trouvent rassemblées ? Quelle accusation porte-t-il et pourquoi ? Quelle solution propose-t-il ?
4. À quels faits le document 21 fait-il allusion ? Quels sont les protagonistes du conflit ? Quelles en sont les victimes ?
5. En vous aidant de la carte page 353 expliquez la nature du conflit qui agite la Bosnie. Quel objectif se fixent, d'après le texte 22, les Serbes de Bosnie ?
6. Expliquez la nature des conflits qui agitent depuis 1991 l'ex-Yougoslavie.

La diversité du tiers-monde

*Comment peut-on définir le tiers-monde et quelles en sont les caractéristiques ?
Sur quelles bases la diversité du tiers-monde repose-t-elle ?*

sommaire

A. Qu'est-ce que le tiers-monde ?	364
1. Tiers-monde, décolonisation et non-alignement	364
2. Tiers-monde et sous-développement	364
3. Le tiers-monde en question	364
4. Pays les moins avancés et nouveaux pays riches	366
B. Les grandes aires géoculturelles	366
1. Le monde latino-américain	366
2. L'Afrique, continent témoin du sous-développement	368
3. L'aire "arabo-islamique"	368
4. L'Asie des moussons	368
Fiche-bac	372
Sujets de bac	
Le commentaire de carte	372
Dossier	
Sous-développement et action humanitaire	374

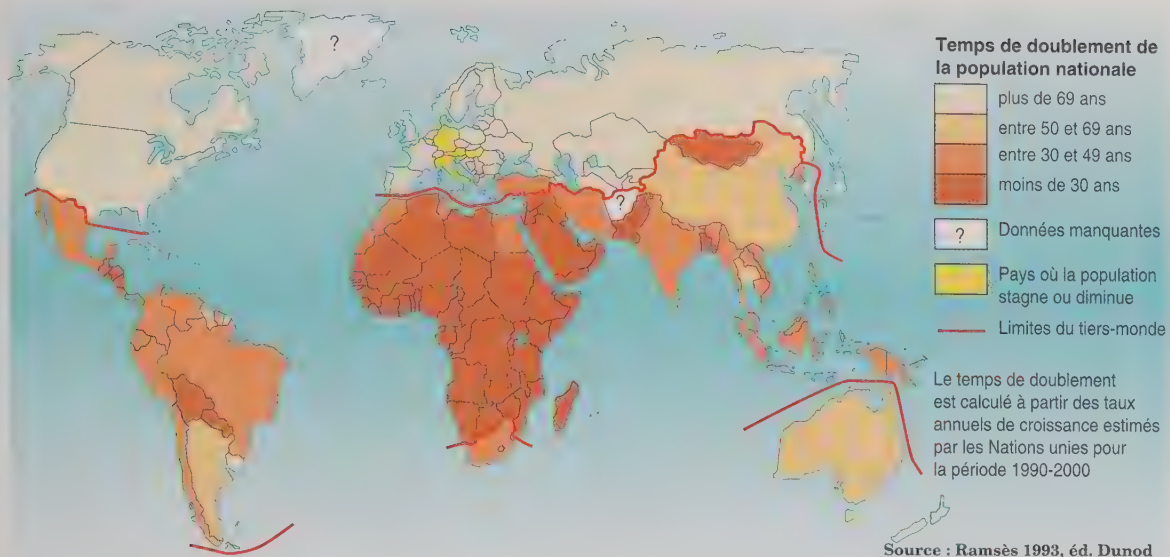
1 Tiers-monde et sous-développement

Nous parlons volontiers des deux mondes en présence¹, de leur guerre possible, de leur coexistence, etc. (...) oubliant trop souvent qu'il en existe un troisième (...). C'est l'ensemble de ceux que l'on appelle, en style Nations unies, les pays sous-développés (...).

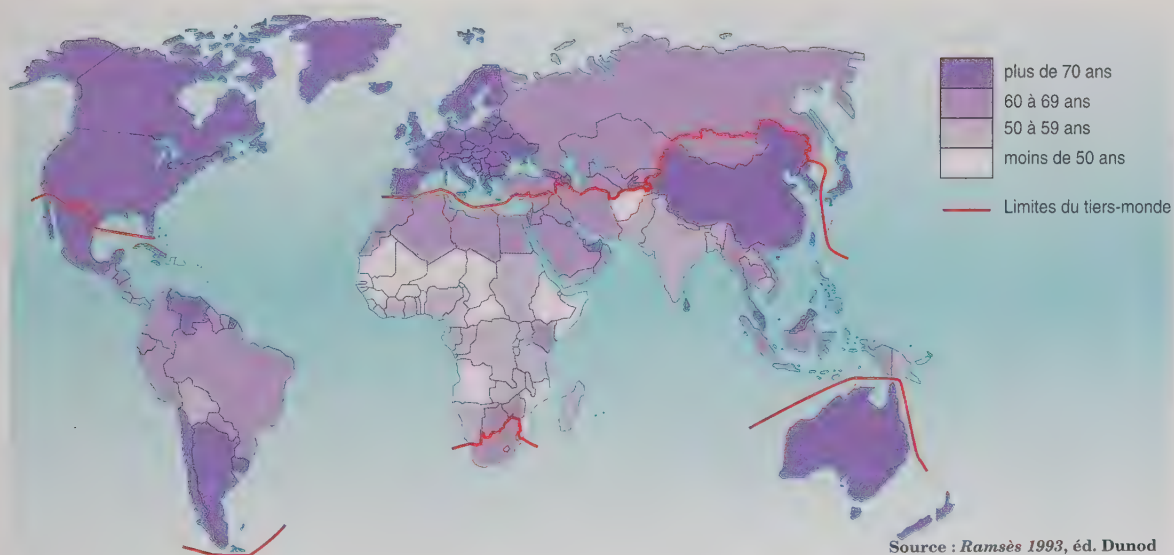
Les pays sous-développés, le troisième monde, sont entrés dans une phase nouvelle : certaines techniques médicales s'introduisent assez vite pour une raison majeure : elles coûtent peu (...). Pour quelques cents, la vie d'un homme est prolongée de plusieurs années. De ce fait, ces pays ont notre mortalité de 1914 et notre natalité du XVIII^e siècle. Certes, une amélioration économique en résulte : moins de mortalité de jeunes, meilleure productivité des adultes, etc. (...). Néanmoins, on conçoit bien que cet accroissement démographique devra être accompagné d'importants investissements (...). Or ces investissements vitaux se heurtent au mur de la guerre froide. Le résultat est éloquent : le cycle millénaire de la vie et de la mort est ouvert, mais c'est un cycle de misère (...).

(1) Le monde capitaliste et le monde socialiste.

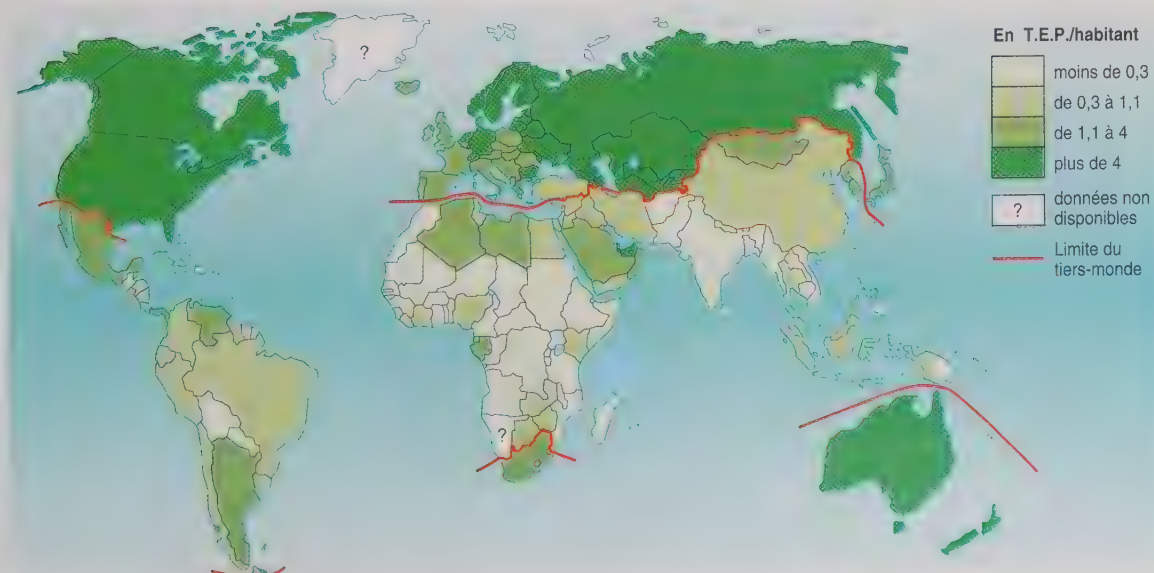
A. Sauvy, "Trois mondes, une planète", L'Observateur, 14 août 1952.



2 La dynamique de la population au début des années 90



3 L'espérance de vie à la naissance au début des années 90



4 La consommation d'énergie par habitant au début des années 90

A. Qu'est-ce que le tiers-monde ?

Le tiers-monde a fait l'objet de multiples définitions : pays non alignés, pays récemment décolonisés conservant des séquelles de la décolonisation, pays sous-développés... Ces définitions sont aujourd'hui remises en question au profit d'un classement selon les différences de revenu.

1 Tiers-monde, décolonisation et non-alignement

Née en pleine guerre froide (1952) sous la plume de l'économiste français Alfred Sauvy, l'expression "tiers-monde" désigne à l'origine des pays qui sont pour la plupart des États nouvellement indépendants, économiquement sous-développés et qui refusent de s'intégrer à l'un ou l'autre des deux grands blocs conduits par l'U.R.S.S. et les États-Unis.

Les pays du tiers-monde sont souvent des États ayant connu la colonisation européenne jusqu'à une date récente (c'est le cas de nombreux pays d'Asie et de la quasi-totalité des États africains). Ils ont ainsi en commun un certain nombre de problèmes politiques et économiques liés au départ des colonisateurs : absence de cohésion nationale (multiplicité de dialectes locaux, rivalités ethniques...), vide institutionnel comblé souvent par l'instauration de pouvoirs dictatoriaux imposés par l'armée ou par un parti unique, difficulté de mise en valeur du pays par manque de capitaux et de techniciens.

Ces jeunes États ne peuvent survivre sans une aide importante de leur ancienne métropole ou d'un autre grand pays industrialisé, ce qui aboutit à la mise en place d'un "néocolonialisme". Indépendants politiquement, ils restent ou tombent économiquement sous la coupe des pays riches par le biais des investissements et du commerce extérieur. Au plan culturel, malgré le désir des nouveaux États de renouer avec le passé précolonial et la tradition, les langues européennes s'imposent le plus souvent dans l'administration, la science, la technique et même la littérature indigène.

Décolonisés pour la plupart à l'époque de la guerre froide, les jeunes États asiatiques et africains n'ont pas voulu, à leur indépendance, s'aligner sur le bloc occidental ou sur le bloc soviétique. C'est en 1955 à Bandoung, en Indonésie, qu'a été définie pour la première fois cette attitude collective de "non-alignement", une politique longtemps suivie par de nombreux pays du "tiers-monde".

2 Tiers-monde et sous-développement

La définition la plus courante du tiers-monde est cependant celle qui l'assimile aux pays sous-développés. C'est en 1949, alors que Mao Zedong se rend maître de la Chine, que le président américain Truman, soucieux d'"endiguer" le communisme, propose un plan d'aide aux

"pays sous-développés". Cette expression nouvelle est aussitôt reprise par l'O.N.U. dans un programme d'assistance avant d'être remplacée plus tard, à la fin des années 50, par celle jugée moins péjorative de "pays en voie de développement" (P.V.D.).

Le sous-développement, défini dans les années 50 et 60, était alors déterminé par :

- **des critères économiques** : un important secteur agricole à faible productivité ; une industrialisation restreinte ou quasi inexistante ; des moyens de transport et des réseaux de communication insuffisants ; une situation de dépendance financière (absence de capitaux propres), technique et commerciale vis-à-vis des pays riches ; une économie désarticulée entre un secteur traditionnel (agriculture vivrière, artisanat local), un secteur spéculatif (plantations, exportation de produits de base) et de récentes activités modernes et urbaines... ;
- **des critères démographiques** : un très fort taux d'accroissement naturel ("démographie galopante") lié au maintien d'un taux de natalité élevé face à une chute brutale du taux de mortalité depuis 1945 ; un surpeuplement rural ; une rapide urbanisation concentrée sur des métropoles hypertrophiées ;
- **des critères sociaux** : un niveau de vie très bas (faiblesse du P.N.B. par habitant) avec de très fortes inégalités sociales ; des carences alimentaires en quantité (moins de 2 500 calories par jour) et en qualité ; un état sanitaire défectueux (persistance de maladies endémiques) et un sous-encadrement médical... ;
- **des critères culturels** : un manque de diplômés et une forte proportion d'analphabètes ; des difficultés d'adaptation au monde moderne en raison du poids persistant de certaines coutumes, de tabous, d'interdits religieux... ;
- **des critères politiques** : un cadre national pas toujours bien défini (hétérogénéité ethnique et religieuse) ; des institutions fragiles (coups d'État, dictatures...) ; une administration insuffisamment compétente et souvent corrompue...

3 Le tiers-monde en question

Depuis la fin des années 70, l'expression "tiers-monde" fait l'objet d'un débat animé, la plupart des définitions communément admises étant fortement contestées. Ainsi, avec l'effacement des blocs, la notion de non-alignement a perdu toute consistance. On souligne aussi que l'instabilité politique n'est pas l'apanage des pays

5 Sous-développement et développement

Le développement – en tant que changement de civilisation et émergence de la société technicienne – ne peut s'expliquer que par une convergence exceptionnelle de causes ou de conditions favorables, à un moment donné de l'histoire de l'humanité, dans une certaine aire géographique. Le développement est le produit d'une somme de causes très diverses. Le non-développement résulte par conséquent de l'absence de certaines de ces causes. Le sous-développement va donc s'expliquer de manière différente selon les pays concernés. Il y a, dès lors, un certain danger à prendre les causes les unes après les autres et à les rejeter à partir de cer-

tains contre-exemples que l'on peut toujours trouver. On peut dire que l'Argentine a une zone tempérée, que la Corée n'a pas de ressources naturelles, que Maurice est christianisée, que les Bamilékés sont des entrepreneurs, etc. Cela démontre simplement que, pour le pays concerné, la cause retenue n'est pas l'explication valable et qu'elle n'est sans doute jamais la cause unique. Cela ne veut pas dire qu'il ne s'agit pas d'un facteur explicatif important. Par ailleurs, il semble évident que si un pays n'a pas de ressources naturelles, pas d'accès à la mer, ne connaissait pas l'écriture, avait des langues peu adaptées à l'abstraction, avait une religion islamique ou fétichiste, n'a pas d'entrepreneurs, est dirigé par un sous-officier devenu général-président,

ce pays est, pour un certain temps au moins, indéveloppable (...). Dans le même ordre d'idées, il faut, je crois, éviter des comparaisons trompeuses. (...) La création de la société technicienne, base du développement, a été une réalité historique du XIX^e siècle. Entrer dans le développement à la fin du XX^e siècle est une autre réalité historique. Ce qui était possible il y a un siècle ne l'est plus aujourd'hui, parce que les pays développés ont évolué. Le développement est mouvement et l'histoire ne se renouvelle pas à l'identique, il faut donc se méfier des comparaisons historiques.

M. Penouil, "Savoir éviter tout simplisme", Tiers-monde, controverses et réalités, Économica, 1987.



6 Au Sahel, le bois est une denrée précieuse



7 La misère au Guatemala

8 L'héritage économique colonial

Les austères réalités de la vie économique se dressent devant les nations nouvelles aussitôt après leur libération et leur font comprendre que leur indépendance politique n'a de valeur qu'autant qu'elles obtiennent en même temps leur indépendance économique. En se dégageant d'une période prolongée de domination étrangère, chaque pays a découvert que son économie était "coloniale" dans une certaine mesure, c'est-à-dire presque inextricablement solidaire de celle de la nation métropolitaine qui la régissait. Sa monnaie était liée à celle de la métropole. Son système bancaire (à quelques exceptions près en Inde) était dominé par des banques métropolitaines. Son commerce était orienté, en général, directement vers la métropole. Certains de

ses principaux produits, comme le thé en Inde, le thé et le caoutchouc à Ceylan, le pétrole, le sucre et le caoutchouc en Indonésie (...) se trouvaient aux mains des colonisateurs. Les métropoles avaient voix majoritaires même en ce qui concernait l'écoulement des produits bruts. Les ex-colonies étaient complètement paralysées et, si elles voulaient donner une substance économique à leur indépendance politique, il était évident qu'elles devaient élaborer des lignes de conduite et des mesures dont elles ne s'étaient guère préoccupées auparavant.

K.-M. Panikkar, Problèmes des États nouveaux, Calmann-Lévy, 1969.

Analyser

Document 5. Quelles ont été les conditions qui expliquent le développement au XIX^e siècle ? Selon l'auteur, sont-elles transposables au XX^e siècle ? Quelles causes du sous-développement énumère-t-il ?

Document 6. Qui envoie-t-on couper du bois ? Pourquoi ?

Document 7. Où se situe cette scène ? Que font les personnages ? Quelle conclusion tirez-vous de ce document ?

Document 8. Quel problème économique a posé la fin de la décolonisation ? Quelles sont les difficultés de la conquête de l'indépendance économique ?

récemment décolonisés et que certains d'entre eux ont, au contraire, consolidé leurs structures. La colonisation n'est plus considérée aujourd'hui comme l'unique responsable du sous-développement, même si l'exploitation à laquelle elle a donné lieu n'est pas contestable. Le retard économique s'est aggravé dans certains pays après l'indépendance : la difficulté des dirigeants à définir une politique cohérente et réaliste porte une lourde responsabilité dans le sous-développement de nombreuses ex-colonies.

Aussi la notion de tiers-monde est-elle aujourd'hui contestée et lui préfère-t-on une nouvelle classification, fondée sur les différences de revenus et distinguant les pays les moins avancés (P.M.A.), les pays à haut revenu et les pays à revenu intermédiaire.

4 Pays les moins avancés et nouveaux pays riches

Les pays les moins avancés sont le domaine de la faim et du sous-développement. On rassemble dans cette catégorie des États dont le P.N.B. par habitant est inférieur à 500 dollars. On en compte près de trente en Afrique et une dizaine en Asie. Dans ces pays jouent tous les critères retenus pour définir le sous-développement. En dépit de l'autoconsommation, qui corrige quelque peu les conséquences du phénomène, ces pays sont par excellence le domaine de la malnutrition. Alors que le nombre de calories nécessaires pour croître et subsister est d'environ 2 400 par jour, il est généralement inférieur à 2 000 dans les P.M.A. (1 600 au Mali, 1 700 en Éthiopie). Il en résulte pour les populations de graves troubles de carence et une faible résistance aux épidémies. Que de mauvaises conditions climatiques (en particulier au Sahel) ou des troubles politiques (guerre ci-

vile en Éthiopie ou en Somalie) s'y ajoutent et c'est la famine qui menace des centaines de milliers d'êtres humains. Quant à la Chine et à l'Inde, leur croissance réelle est masquée au niveau du P.N.B. par habitant par leur pression démographique.

Les pays à revenu intermédiaire (entre 500 et 8 000 dollars par habitant et par an) forment un ensemble composite. Pays généralement très peuplés, ils ont en commun de voir leur processus de développement entravé par la nécessité de consacrer une part importante de leurs investissements au maintien du niveau de vie de la population et à la formation des nouvelles générations. Certains, comme l'Algérie, ont fondé leur développement sur l'industrie, d'autres, comme la Côte d'Ivoire, sur l'agriculture. Mais tous sont très dépendants de la conjoncture internationale et se sont fortement endettés. Si, après 1973, les producteurs de pétrole (Algérie, Égypte, Indonésie) ont connu une brève expansion, ceux qui doivent importer leur énergie ont durement souffert de la crise.

Mais le tiers-monde comporte également un groupe de nouveaux pays riches. C'est le cas des pays pétroliers faiblement peuplés (Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Émirats Arabes Unis, sultanat de Brunei) que la hausse du prix du pétrole a subitement enrichis après 1973, au point de porter le P.N.B. par habitant à 16 000 dollars au Qatar et 20 000 dans les Émirats Arabes Unis. Cet enrichissement est freiné toutefois, à partir du milieu des années 80, par la baisse du dollar et celle du prix du pétrole. Mais les pays riches du tiers-monde comprennent aussi les Nouveaux pays industriels. À l'instar des "Quatre dragons" d'Extrême-Orient (voir chap. 21) émergent de nouveaux pôles d'industrialisation en Asie (Malaisie, Thaïlande, Indonésie, Philippines) ou en Amérique latine (Brésil), qui menacent la prépondérance des États industriels du Nord.

B. Les grandes aires géoculturelles

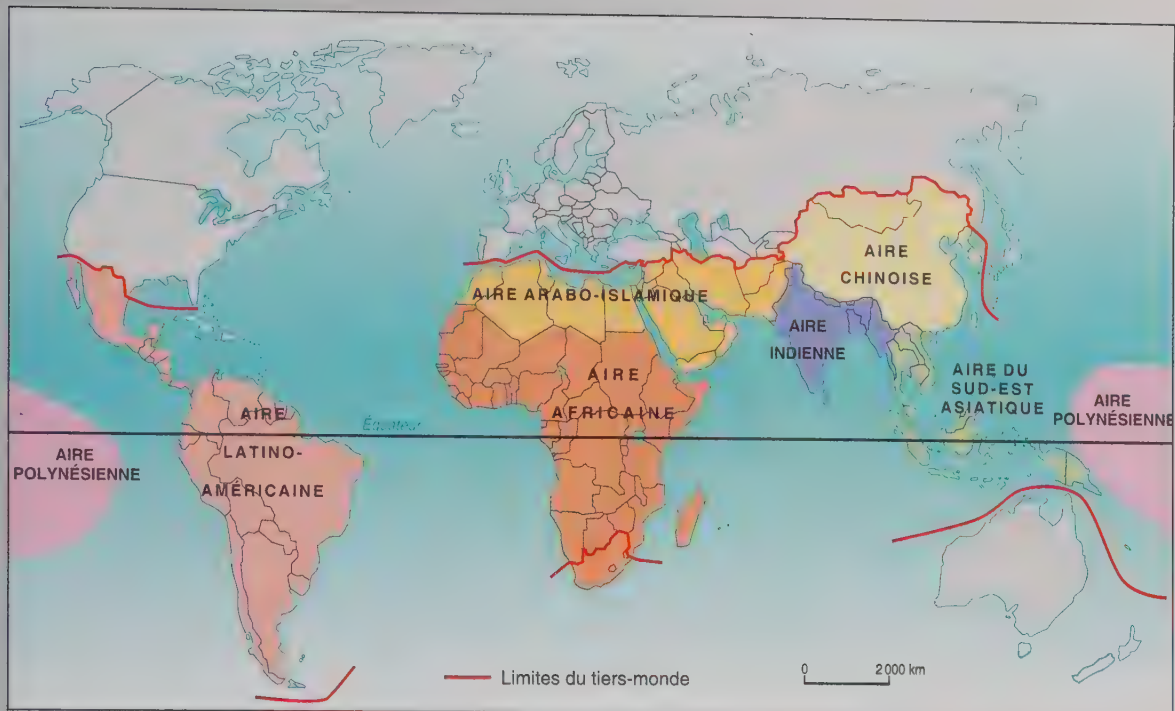
La diversité des pays du tiers-monde tient aussi à la variété des aires géoculturelles qui introduisent entre eux de profondes différences : aire latino-américaine qui accède à un développement générateur de fortes tensions, aire d'Afrique noire où domine le sous-développement, aire arabo-musulmane où l'atout pétrolier est contrebalancé par les rivalités internes, aire asiatique où s'individualisent les États-continentaux que sont la Chine et l'Inde.

1 Le monde latino-américain

L'immense subcontinent latino-américain paraît s'arracher peu à peu au sous-développement. Décolonisé depuis un siècle et demi, richement doté en ressources naturelles, disposant d'un potentiel humain considérable (470 millions d'habitants, dont plus de la moitié répar-

tis entre le Mexique, le Brésil et l'Argentine) et d'une unité de civilisation dont les principaux ciments sont la langue (l'espagnol, sauf au Brésil où l'on parle portugais) et la religion (catholique), il bénéficie aujourd'hui d'une situation favorable par rapport aux nouveaux pôles de développement du monde Pacifique.

Au cours des trois dernières décennies, le secteur primaire



9 Les grandes aires géoculturelles dans le tiers-monde

10 Les Pays les moins avancés (P.M.A.)

Un certain nombre de pays semblent actuellement bloqués dans le sous-développement. Leur économie stagne ou régresse, l'aide qu'ils reçoivent est inefficace ou gaspillée, la pauvreté absolue y coexiste avec d'insolentes fortunes. Ces pays répondent, pour la plupart, à la majorité des critères élaborés pour définir le sous-développement. On les trouve principalement en Afrique, mais aussi en Asie, très peu en Amérique latine (...). S'y sont ajoutés plus récemment un essaim de micro-États du Pacifique Sud. Ce sont les Pays les moins avancés (...).

Les pays les plus pauvres sont aussi ceux qui connaissent le plus de difficultés à se développer : l'ampleur des défis à relever en matière d'alphabétisation, de lutte contre les endémies, d'équipements scolaires, etc., est telle qu'elle suppose des moyens très importants. Or ces pays manquent de capitaux : l'épargne intérieure n'existe pas et aucune multinationale ne prend le risque d'y investir (...).

Pourtant, tous les P.M.A. ne sont pas dans cette situation. Certains comme l'Inde et la Chine gèrent des territoires tellement vastes, aux humanités tellement nombreuses, que la richesse produite est divisée en très grand nombre de parts, ce qui, dans les statistiques, fait entrer ces pays en voie d'industrialisation dans le groupe des P.M.A. Mais ces deux pays, par la structure de leurs exportations (plus de 30 % de produits manufacturés), sont en réalité plus proches des N.P.I. S. Brunel, "Le tiers-monde, combien de mondes ?", Tiers-mondes, controverses et réalités, Économica, 1987.



11 Les contrastes de l'Arabie Saoudite

Analyser

Document 9. Énumérez les grandes aires géoculturelles du monde contemporain. Indiquez ce qui fait la spécificité de chacune d'entre elles.

Document 10. Quels sont les principaux blocages au développement des

P.M.A. ? En quoi les statistiques sont-elles trompeuses pour l'Inde et la Chine ?

Document 11. Énumérez les divers éléments figurant sur la photographie. Quels contrastes se trouvent mis en évidence ? A quoi sont-ils dus ?

a reculé tant dans la formation de la richesse que dans la répartition de l'emploi, tandis que l'industrie progressait de manière sensible (de 18 à 25 % du P.I.B.) et que l'urbanisation connaissait un essor spectaculaire. Malgré la crise, le revenu par habitant a fortement augmenté – au moins en moyenne théorique – et se situe, pour l'ensemble du subcontinent, au double du niveau moyen atteint par les pays en développement.

Ces progrès réels ne doivent pas masquer la persistance de lourdes contradictions. Les structures agraires restent dominées par l'opposition traditionnelle entre très grandes propriétés, exploitées de manière extensive (faibles rendements, sur de grandes surfaces) et anarchique, et domaines minuscules, incapables de nourrir les familles paysannes qui y vivent. La monoculture (culture exclusive d'une seule plante) et les aléas climatiques favorisent l'épuisement ou l'érosion des sols, tandis que la spécialisation de nombre d'États dans l'exportation d'un seul produit agricole ou minier (sucre en République dominicaine, étain en Bolivie, cuivre au Chili) rend ces pays étroitement dépendants d'un marché international que domine la superpuissance américaine.

L'industrie reste étroitement localisée dans quelques régions du Brésil, de l'Argentine et du Mexique, qui assurent ensemble les deux tiers de la production industrielle du monde latino-américain mais connaissent à la fois de fortes disparités régionales et des problèmes liés à la crise et à un **endettement** qui est parmi les plus importants de la planète. En 1990, le service de la dette (paiement des intérêts et remboursement du capital) absorbe ainsi 21 % de la valeur des exportations au Brésil, 28 % au Mexique et 26 % au Chili (contre 81 %, 57 % et 71 % en 1982). Toutefois, ces tensions n'ont pas provoqué l'extension des dictatures militaires mais, sous la pression des États-Unis qui redoutaient un processus révolutionnaire en Amérique latine, un mouvement de libéralisation et de démocratisation marquant des pays comme le Brésil, l'Argentine, le Chili, le Salvador.

2 L'Afrique, continent témoin du sous-développement

Le continent noir accumule les handicaps. Les conditions naturelles sont défavorables : importance des déserts, enclavement (isolement géographique), érosion des sols. La colonisation a laissé un lourd héritage : découpage territorial artificiel provoquant de nombreux conflits ethniques et réseaux de communication orientés vers l'extérieur du continent. La forte croissance démographique a poussé au déboisement et au développement excessif des pâturages, ce qui a favorisé l'extension des déserts et provoqué en partie la terrible sécheresse du Sahel. Enfin, les conflits entre États, les guerres ethniques et les guerres civiles transforment en famine l'état de malnutrition endémique.

L'Afrique noire est un continent économiquement faible, dépendant et convoité. L'industrie, surtout extractive

grâce aux richesses minérales d'Afrique centrale, en particulier du Zaïre, ne fournit que 15 % des revenus du continent. Sans doute quelques signes de développement sont-ils apparus dans la dernière décennie, fondés sur l'agriculture en Côte d'Ivoire, le pétrole au Gabon et au Nigeria. Mais le contre-choc pétrolier a coupé net l'élan de ces derniers. Partout ailleurs, l'Afrique noire voit son économie stagner ou régresser, ce qui la place dans la dépendance des pays riches et en fait un enjeu politique et économique. Les deux tiers des pays les plus pauvres du monde se trouvent en Afrique noire.

3 L'aire "arabo-islamique"

Entre l'Atlantique et les frontières de l'Inde, le monde "arabo-musulman" présente une très grande diversité. Cette aire géoculturelle englobe en effet de riches États pétroliers comme le Koweït ou les Émirats du Golfe, des pays en voie d'industrialisation comme l'Algérie et l'Égypte et trois États appartenant au groupe des P.M.A. (le Soudan, le Yémen et l'Afghanistan). Si bien que cette aire est agitée de multiples conflits étatiques, sociaux, ethniques, linguistiques, religieux. La langue arabe constitue sans doute un élément d'unité, mais elle est concurrencée par les langues de minorités réprimées (berbère dans le Sud marocain et en Kabylie, kurde en Syrie et Irak, turc au nord, persan, arménien ou baloutche au nord et à l'est).

L'Islam est impuissant à résoudre les multiples contradictions de l'aire arabo-islamique. D'abord parce qu'il existe dans la région de fortes minorités religieuses (par exemple des chrétiens orthodoxes en Turquie, coptes en Égypte, maronites au Liban). Ensuite parce que l'Islam lui-même est divisé entre les Sunnites et les Chiïtes (nombreux en Iran, en Irak et au Liban), entre "intégristes" et modérés, entre partisans et adversaires d'un État laïque ; à quoi s'ajoutent les oppositions entre régimes "progressistes" ou "révolutionnaires" et régimes modérés.

Dans ces conditions, la **Ligue arabe**, fondée en 1945 et qui a mis en place des projets de coopération économique et technique, a un rôle politique limité et ses projets d'unification paraissent bien utopiques.

La richesse en pétrole de l'aire arabo-islamique en fait une zone convoitée. Essentiel à l'économie du monde industriel, le pétrole peut aussi jouer un rôle politique dans les conflits locaux comme l'ont montré la guerre du Kipour et les événements qui ont suivi (voir chap. 11 et 13). Aussi les grandes puissances ont-elles pris pied dans cette région stratégique dont elles surveillent attentivement l'évolution.

4 L'Asie des moussons

L'Asie, qui regroupe plus de la moitié des populations du tiers-monde, est un continent de contrastes qui juxtapose plusieurs aires géoculturelles. Les conditions naturelles y sont moins défavorables qu'en Afrique. Mais de



12 Vue générale de Lagos (Nigeria)

13 Drogue et sous-développement en Amérique latine

Comment venir à bout de ce mal qui ronge la plupart des pays andins mais assure des moyens de subsistance à des millions d'indiens miséreux : la culture de la coca ? Aucun pays n'est aujourd'hui épargné : l'argent de la drogue est recyclé partout, et des scandales éclatent périodiquement, impliquant hommes politiques ou militaires. La culture s'étend et se diversifie, le pavot (pour produire l'héroïne) étant apparu en Colombie en 1991. L'aide des États-Unis pour éradiquer les cultures est, de plus, apparue très ambiguë lors du second "somet anti-drogue", début 1992, au Texas : Washington a refusé d'augmenter son aide au développement de cultures de substitution. Les participants ont hésité à ne renforcer que les seuls moyens de répression (...).

Misère et injustice sociale avaient hier été le terreau sur lequel s'étaient développés les terrorismes et les guérillas ; c'est aujourd'hui celui sur lequel prospèrent les trafiquants en tout genre, ceux de la drogue comme ceux faisant du commerce d'enfants. La reprise de la croissance économique permettra-t-elle de venir rapidement à bout de ces maux ? Il faudrait pour cela que de vastes réformes sociales soient opérées : aucun État n'en a pris le chemin. Tocqueville avait montré que l'égalité allait de pair avec la démocratie. Il observait à l'époque une jeune démocratie, l'Amérique anglo-saxonne. Son théorème se vérifiera-t-il dans les finalement très jeunes démocraties d'Amérique latine ?

G. Couffignal, "Amérique centrale et du Sud", *L'État du monde*, La Découverte, 1992.

14 L'Afrique noire dans l'impasse

Seule l'Afrique noire verra une progression, en chiffres absolus, de sa population pauvre. De fait, l'appauvrissement du continent noir constitue sans doute l'une des caractéristiques majeures des tendances économiques actuelles et à venir. Après avoir subi une baisse annuelle de 1,2 % de son revenu par habitant dans les années 80, l'Afrique ne peut espérer qu'une augmentation annuelle de 0,5 % de ce revenu dans la décennie en cours (...).

En 1987, aucune zone géographique n'a aussi peu investi que l'Afrique. De surcroît, l'épargne intérieure n'est même pas capable de couvrir ces faibles dépenses en capital, ce qui rend indispensable le recours à des financements extérieurs. Tragiquement, cette faiblesse de l'investissement fait désormais figure de constante dans le cas africain, qui jamais ne s'est démentie dans les années 80. Pour l'Afrique, ce retard est grave à plus d'un titre : d'abord parce qu'il a un effet cumulatif, un investissement étant destiné à s'étaler sur plusieurs années ; ensuite parce qu'il témoigne de l'incapacité des pays d'Afrique noire à sacrifier une part significative de leur consommation immédiate à la production de richesses dans l'avenir.

Or, en l'absence de tels investissements, l'Afrique est totalement dépendante de ses ressources naturelles : production agricole et matières premières, qui ne sont pas inépuisables. L'Afrique, très endettée, s'enferme donc dans un cercle vicieux : privée d'investissements, elle ne peut dégager les recettes d'exportation nécessaires au remboursement de sa dette ; et étant incapable de la rembourser, elle perd alors tout es-

poir d'obtenir de nouveaux prêts et donc d'investir.

Parallèlement à cette faiblesse de l'investissement, l'Afrique noire éprouve des difficultés croissantes à vendre les produits de base qu'elle continue à produire. Seul le cours de certains minerais s'est maintenu ces dernières années. Le prix des produits agricoles et des combustibles qu'exporte l'Afrique s'est effondré. De surcroît, les cours étant très irréguliers, les producteurs sont constamment à la merci de difficultés de trésorerie ; aucune stratégie commerciale ou manufacturière ne leur est donc permise.

P. Lellouche, *Le Nouveau Monde, de l'ordre de Yalta au désordre des nations*, Grasset, 1992.

Analyser

Document 12. Que voit-on au premier plan de la photographie ? et au second plan ? Expliquez ce contraste.

Document 13. Pourquoi sous-développement et problèmes de la drogue se trouvent-ils liés dans les pays d'Amérique latine ? Quelles sont les solutions possibles ?

Document 14. Pourquoi l'Afrique s'enfoncé-t-elle dans le sous-développement ? En quoi est-elle dépendante de ses ressources naturelles ?

graves conflits (guerres du Vietnam, rivalité sino-indienne et indo-pakistanaise...) y ont constitué des freins au développement. La stagnation et le dénuement des P.M.A. contrastent avec la croissance et la jeune prospérité des Nouveaux pays industriels. Et surtout, deux blocs continentaux qui rassemblent plus du tiers de la population mondiale forment les grands foyers de civilisation au rayonnement international : la Chine, dernier bastion d'un communisme qui se tourne vers la modernité, et l'Inde.

Le monde indien est à lui seul exemplaire des contrastes de l'Asie. Si le Pakistan, situé à l'ouest – partie occidentale de l'État musulman créé en 1947 –, appartient plutôt à l'aire arabo-islamique, l'influence indienne domine dans le subcontinent et se prolonge hors de celui-ci, aussi bien au Bangladesh, un État musulman de 115 millions d'habitants, qu'en Birmanie et au Sri Lanka, en majorité bouddhistes. Au cœur de cet ensemble, l'Inde est un État-continent dont la population, en croissance rapide malgré les mesures malthusiennes (encourageant la restriction des naissances) adoptées de bonne heure par les pouvoirs publics, atteint 853 millions d'habitants répartis entre deux grands groupes linguistiques (langues indo-européennes au nord, dravidiennes au sud) et entre une

multiplicité d'ethnies et de communautés religieuses, la majorité se rattachant à la confession hindouiste.

L'Inde s'est efforcée de développer son agriculture et son industrie depuis les années 50. Longtemps condamnée à la misère chronique et aux famines, cette république fédérale, dotée d'un régime de démocratie parlementaire, s'est engagée dans une politique économique et sociale inspirée à la fois du travaillisme britannique et du système de planification en vigueur alors en U.R.S.S. Elle a cherché à développer parallèlement une agriculture moderne, grâce aux progrès de l'irrigation et à l'introduction de variétés à hauts rendements (la "révolution verte"), et une industrie dynamique, en partie tournée vers l'exportation. Les faiblesses viennent de l'extrême hétérogénéité du pays, de l'opposition des minorités religieuses et ethniques, de la division persistante de la société en castes et des interventions excessives de la bureaucratie.

Dotée de l'arme nucléaire depuis 1974, l'Inde est devenue une grande puissance internationale. En dépit de relations difficiles avec ses voisins pakistanais (trois guerres ont opposé Inde et Pakistan depuis 1949), l'Inde constitue un puissant agent de stabilité et un modèle de sortie du sous-développement pour le monde asiatique.



16 Musulmanes effectuant un exercice militaire à Khartoum



15 L'aire arabo-islamique



17 Difficultés et espoirs en Inde

Il naît en Inde cinquante bébés à la minute, plus de 17 millions par an, soit "une Australie en plus chaque année", comme le dit la formule locale. Un tiers de la population vit dans des conditions précaires ou carrément abjectes, plus de la moitié est analphabète et, en dépit d'une récente politique d'ouverture économique qui peut faire entrevoir l'espoir d'un "décollage" à plus ou moins long terme, une chose reste sûre : il est matériellement impossible qu'un éventuel miracle économique puisse permettre de répondre dans un avenir prévisible à la douloureuse question démographique.

Pourtant l'Inde n'est pas – n'est plus – un cas désespéré. Le cauchemar d'un pays en perpétuel dérapage démographique incontrôlé n'est plus de mise. L'Inde compte certes deux fois et demi plus d'individus qu'en 1947, à l'heure de l'indépendance. Et s'il est vrai que les indicateurs démographiques sont longtemps restés dans le rouge, la situation s'améliore. Entre 1951 et 1991, le taux de fécondité est passé de 5,9 à 3,8 enfants par femme, celui de mortalité infantile de 150 à 80 pour 1 000 naissances et l'espérance de vie a grimpé de 32 à 60 ans. Plus généralement, la croissance démographique est revenue aujourd'hui aux alentours de 2,14 % par an contre encore 2,22 % au début des années 80.

Le Monde, 31 août 1994.

Analyser

Document 15. Quelle région du globe couvre l'aire arabo-islamique ? Relevez les États membres de la Ligue arabe ; à quels regroupements politiques appartiennent les autres États musulmans ? Quels sont les pays dont le régime se réclame officiellement de l'islamisme ?

Quelle ressource naturelle se trouve en abondance dans l'aire arabo-islamique ?

Document 16. Quelle est dans cette scène la part de la tradition et la part de la modernité ?

Document 17. Analysez la démographie de l'Inde. La situation s'améliore-t-elle ?

idées

A. Qu'est-ce que le tiers-monde ?

- Quelles sont les définitions du tiers-monde ? Quels sont les critères du sous-développement ? Pourquoi ces définitions sont-elles contestées ?
- Quelles sont les trois catégories de pays retenues aujourd'hui pour illustrer la diversité du tiers-monde ?
Qu'est-ce qui caractérise les P.M.A. ? Quelles sont les conséquences de leur situation pour les conditions de vie de la population ?

B. Les grandes aires géoculturelles

- Comment peut-on caractériser l'aire latino-américaine ? Quels obstacles au développement subsistent dans cette aire ?
- Quelle est la situation du continent africain au regard des problèmes de développement ? Quels handicaps connaît-il ?
- L'aire arabo-islamique est-elle homogène ? Quels sont les éléments de diversité qui la marquent ? L'islam est-il un élément d'unité ? Quel facteur fait de cette zone un enjeu convoité entre les grandes puissances ?
- Quels contrastes marquent le continent asiatique ?
Quelle est la situation de l'Inde ? Quel est le régime politique de ce pays ? Comment l'Inde a-t-elle opéré un début de développement ?

Sous-développement

Ensemble de processus dont la juxtaposition provoque un cercle vicieux freinant le démarrage économique (forte pression démographique, bas niveau de vie et d'alphabétisation, domination des activités agricoles, etc.).

Tiers-monde

Expression pouvant désigner des réalités différentes : les pays devenus indépendants après la décolonisation, les pays sous-développés, les États non alignés.

dates

1945 : création de la Ligue arabe.

1955 : conférence de Bandoung.

1960 : création de l'O.P.E.P.

1961 : sommet des non-alignés à Belgrade.

1974 : l'Inde se dote de l'arme nucléaire.

1979 : révolution islamique en Iran.

mots clefs

Endettement (du tiers-monde)

Situation de la plupart des pays du tiers-monde qui doivent rembourser les dettes contractées auprès des pays riches et dont le développement est ainsi entravé.

Néocolonialisme

Forme de domination qui succède à la colonisation et qui s'opère sous une forme non directement politique, mais par le biais de moyens financiers, techniques, économiques...

Neutralisme

Politique qui n'entend participer à aucun des grands systèmes d'alliance du monde.

Non-alignement

Refus de s'intégrer aux deux grands blocs qui dominent le monde.

Nouveaux pays industriels (N.P.I.)

Terme désignant les "quatre dragons" d'Asie (Taïwan, Hong Kong, Singapour, Corée du Sud) puis d'autres pays du tiers-monde ayant réussi à s'industrialiser et à jouer un rôle économique et financier important dans le monde.

Pays en voie de développement (P.V.D.)

Expression désignant les pays cherchant à sortir du sous-développement.

Pays les moins avancés (P.M.A.)

Expression désignant les pays dans lesquels le P.N.B. par habitant est inférieur à 500 dollars par an et où se manifestent le plus gravement les symptômes du sous-développement.

LE COMMENTAIRE DE CARTE

sujet

- Observer quelle est l'échelle pour se rendre compte des dimensions du territoire représenté.
- Lire attentivement la légende pour prendre connaissance des renseignements fournis et de la façon dont ils ont été classés.

- Décrire la carte en notant la répartition géographique des phénomènes proposés en légende.
- Expliquer les données relevées en recourant à vos propres connaissances ou en puisant à d'autres sources de documentation (manuel, encyclopédies...).

1. Dressez la liste des différents régimes. Quelle est l'évolution politique récente ?
2. Relevez dans quels pays les puissances industrialisées ont installé des bases militaires. Quelles sont les raisons de cette implantation ?
3. Quelle partie de l'Afrique offre un intérêt géostratégique majeur ? Pourquoi ?



Sous-développement et action humanitaire

19 La famine, une fatalité ?

L'Afrique n'est pas, comme on le croit trop souvent, un vaste espace où rien ne pousse, seulement destiné à absorber le trop-plein des agricultures industrielles du Nord. Le continent n'a pas su en revanche organiser, à l'échelon régional ou sous-régional, des marchés céréaliers susceptibles de remplir la condition première d'une activité économique fondée sur l'échange : rapprocher une offre disponible d'une demande solvable et identifiée. Si les famines subsistent çà et là en Afrique, la responsabilité en revient pour l'essentiel aux hommes et non aux éléments naturels.

Au Soudan, le pouvoir central – musulman – a dissimulé pendant plusieurs mois la situation de malnutrition aiguë qui frappait les populations animistes et chrétiennes du Sud. Nombre d'experts des questions alimentaires en Afrique considèrent qu'il existe des victimes désignées de la famine, pour des raisons d'appartenance ethnique ou religieuse, de sexe ou d'âge (les femmes et les enfants sont souvent plus exposés). Il est difficile, dans ces conditions, d'invoquer la fatalité.

Le Monde, 19-20 janvier 1991.

20 La peur du Sud

Dans les préoccupations du moment, le Sud a perdu ses vertus cardinales. Pendant que l'Est interroge, le tiers-monde indiffère, après avoir tant passionné. Ce qui fut pour des générations entières un point de repère est devenu un lieu de perdition. Une fois l'an, les grandes institutions onusiennes reviennent à la dimension du sous-développement, pour répéter qu'il va s'aggraver, que tout sera bien pire sans apport massif de capitaux (...).

Car le Sud retient l'attention seulement par les peurs qu'il soulève ; la peur écologique dont on frémit chaque fois qu'un arbre tombe dans la forêt amazonienne ; la peur du sida qui décime les populations africaines ; la peur du métissage, de la pression aux frontières de l'Europe, que vient accroître la dislocation à l'Est ; la peur démographique d'un péril jaune et noir, face à un Occident ultraminoritaire où se concentrent les richesses. Le Sud est présent pour mémoire dans les esprits, caricature du chemin à ne pas suivre : attention, danger.

E. Fottorino, Le Monde, 17 septembre 1991.

21 Les "Robins des bois du développement"

S'agissant de la lutte contre le sous-développement ou contre la faim, c'est d'abord aux organisations non gouvernementales (O.N.G.) que les opinions publiques occidentales accordent leur confiance. Divers sondages en font foi. Est-ce parce que les "Robins des bois du développement", comme les appelait A.W. Klausen, l'ancien président de la Banque mondiale, doivent faire parler d'elles et savent le faire ? C'est un fait que, dans les relations Nord-Sud, le rôle des O.N.G. est devenu incontournable. Même les gouvernements semblent l'admettre : pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E., les subventions publiques aux organisations bénévoles ont augmenté et représentent en 1987 le tiers des disponibilités financières des O.N.G.

Au total, en 1983, les organisations humanitaires ont transféré vers les pays en voie de développement (P.V.D.) quatre milliards de dollars, soit le dixième de l'aide publique au développement. Dix mille volontaires européens bénévoles (dont mille cinq cents Français) travaillent dans divers pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Dans la plupart des pays riches, le nombre des O.N.G. n'a cessé de croître : sur les cent trente O.N.G. que compte le Japon, soixante-dix avaient moins de dix ans en 1986 (...).

Petites ou grandes, anciennes ou nouvelles, nationales ou locales, confessionnelles ou laïques, indépendantes ou attachées à un syndicat, une municipalité, un parti politique, une église ou même une entreprise ; avec ou sans volontaires, de courte ou de longue durée (plus de deux ans) ; spécialisées ou non sur un village, un pays ou un continent du Sud ; concentrant ou non leurs efforts sur un domaine particulier (santé, éducation, enfance, alimentation), les O.N.G., en France, se comptent par milliers. Le volume des activités salariées ou bénévoles qu'elles canalisent ne cesse de s'accroître (...) et le montant cumulé de leurs ressources financières s'élève à un milliard trois cents millions de francs (...). 69 % de ces ressources sont transférées dans les P.V.D. L'Afrique en absorbe la moitié.

C. Condamin, "Les Robins des bois du développement", L'État du monde, 1987-1988, La Découverte, 1987.



22 L'aide humanitaire privée

Éthiopie...

*Ils n'ont jamais vu la pluie.
Ils ne savent même plus sourire.
Il n'y a même plus de larmes
dans leurs yeux si grands.
Les enfants d'Éthiopie
embarqués sur un navire
qui n'a plus ni voiles ni rames
attendent le vent.
Loin du cœur et loin des yeux
de nos villes, de nos banlieues
l'Éthiopie meurt peu à peu.
Rien qu'une chanson pour eux
pour ne plus fermer les yeux
c'est beaucoup et c'est bien peu.
Mais à chaque enfant qui tombe
qui meurt loin de l'Occident
notre ciel devient plus sombre
et notre avenir moins grand...
Donnons-leur des lendemains
en échange de rien.
Donnons-leur la vie
seulement la vie.*

*Chanson de Renaud enregistrée
en mars 1985 par un groupe
de 35 interprètes s'intitulant
"Chanteurs sans frontières".*



25 Réfugiés kurdes dans un camp en Turquie (avril 1991)

23 Action humanitaire et droit d'ingérence

Qu'est-ce que le droit d'ingérence ? Pour ses promoteurs, il s'agit d'instaurer un droit d'intervention humanitaire qui permette, au besoin par le recours à la force, de déroger au respect du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État souverain qui se rendrait coupable de violations massives des droits de l'homme. Si l'intention est ainsi clairement affirmée, force est de constater cependant que le contenu de cette proposition, les critères et les modalités de sa mise en œuvre n'ont jamais été définis. Le concept est donc resté flou, subissant par ailleurs de nombreuses mutations de langage (...). On se mit alors à parler tantôt d'un droit, tantôt d'un devoir d'ingérence humanitaire, glissant de l'ordre juridique au plan de l'éthique pour enfin aujourd'hui, souvent, ne plus parler ni de droit, ni de devoir d'ingérence, mais d'un droit ou devoir d'assistance humanitaire qui ferait obligation aux États d'agir.

Le Monde, 19 février 1993.

24 L'action humanitaire et les relations internationales

L'entrée en force de l'humanitaire d'État sur la scène internationale se situe très précisément entre 1988 et 1992 lorsque, avec le gorbatchévisme puis l'effondrement de l'U.R.S.S. et la fin de la guerre froide, la communauté internationale, libérée des contraintes que lui imposait l'affrontement idéologique, retrouve d'importantes marges de jeu. Il est significatif que, au cours de cette période de cinq ans, l'O.N.U. ait lancé treize opérations impliquant l'emploi des forces internationales des "casques bleus", soit autant qu'au long des quarante années qui ont précédé (...). La pression des organisations humanitaires, trop souvent empêchées d'accéder aux victimes, et la montée en puissance d'une opinion mondiale acquise aux idées de démocratie et de liberté ont, par le jeu naturel de la démocratie, convaincu les responsables politiques du caractère "porteur" du message humanitaire.

Universalia, 1994.

prépabac

Commentez les documents de ce dossier à l'aide des questions suivantes.

1. À partir des documents 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25, évoquez les menaces qui pèsent sur le tiers-monde, et plus particulièrement sur l'Afrique.
2. Quelle accusation porte le document 19 ? Comment l'Occident réagit-il face au "Sud" (doc. 20) ? Quelles peurs éprouve-t-il et pourquoi ?
3. Quelle action contre les difficultés du tiers-monde évoquent les documents 21, 22 et 25 ? Quelles sont les organisations qui tentent d'agir sur le terrain ?
4. Quel type d'action préconisent les documents 23 et 24 ? Quels acteurs invoquent-ils ? De quand datent-ils ?
5. Concluez. Y a-t-il évolution perceptible de l'action des institutions étatiques ? De quelle prise de conscience cette action témoigne-t-elle ?

Les sociétés du tiers-monde entre tradition et modernité

Entre quelles aspirations antagonistes les sociétés du tiers-monde vivent-elles ?

Quel rôle l'État ou le régime politique jouent-ils dans la modernisation du tiers-monde ?

sommaire

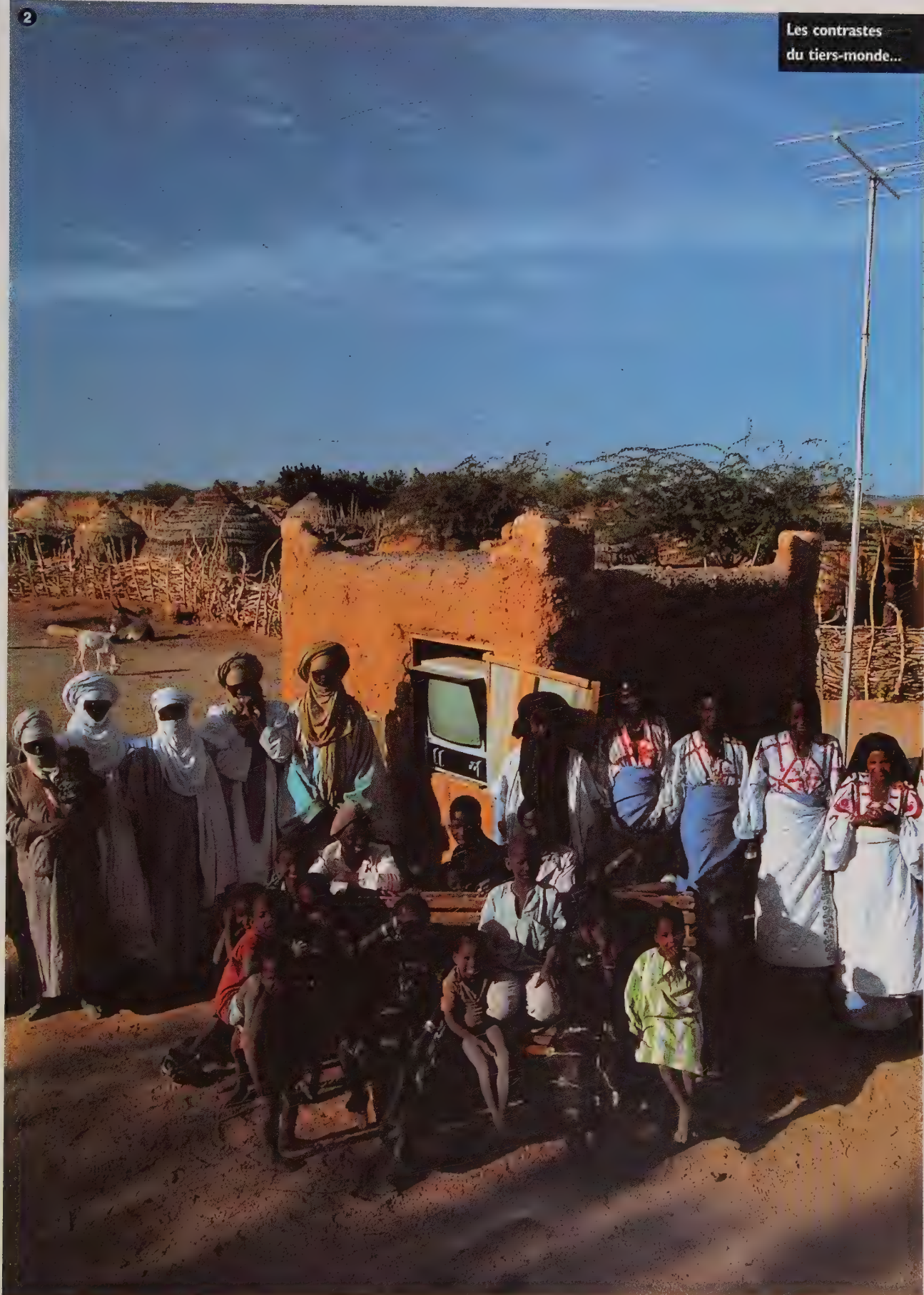
A. Ruraux et citadins	378
1. Les sociétés rurales traditionnelles.....	378
2. Les mutations dans le monde rural.....	378
3. L'explosion urbaine et ses problèmes.....	378
B. Identités nationales et systèmes politiques	380
1. Peuples et États du tiers-monde.....	380
2. Les régimes politiques.....	380
Fiche-bac	383
Dossier	384
Cultures du tiers-monde.....	384

① Le sport, symbole de la contradiction entre tradition et modernité dans le tiers-monde

Le sport dans le tiers-monde est sous-développé. Les causes sont liées aux difficultés de nature économique que connaissent ces pays, mais aussi à des obstacles qui tiennent à leur histoire ou à leur culture.

L'insuffisance ou l'absence d'infrastructures, de moyens financiers, de cadres techniques ralentit ou bloque le "décollage" de la plupart des nations du Sud (...). D'autant que la religion peut amplifier ce processus. Certaines activités s'accommodent mal de la loi coranique imposée dans toute sa rigueur. Or l'islam exerce une influence prépondérante dans vingt-cinq pays du tiers-monde, et significative dans quinze autres. Dans les pays où le fondamentalisme musulman redevient conquérant, en Afrique et surtout au Moyen-Orient, la pratique de la natation pose un problème, car la nudité du corps est contraire aux préceptes religieux (...). Plus généralement, la pratique sportive chez les femmes entre en contradiction directe avec les valeurs propres à la culture musulmane (...). Au lendemain de la révolution islamique, en 1979, l'imam Khomeyni désapprouvait le sport en proclamant que "le jeu est prohibé, même si ce n'est pas dans un but lucratif mais pour se distraire"...

Universalis, 1994.



A. Ruraux et citadins

Le tiers-monde est dominé par des sociétés rurales traditionnelles, souvent à propriété collective, et qui connaissent actuellement des processus de modernisation liés aux exportations ou à la “révolution verte”. L’explosion urbaine, génératrice de multiples difficultés, n’y est pas une preuve de modernisation mais de surpeuplement rural.

1 Les sociétés rurales traditionnelles

Dans les pays du tiers-monde, la majeure partie des habitants reste composée de ruraux, et les agriculteurs-éleveurs représentent toujours une proportion importante de la population active. Même s’il n’y a guère aujourd’hui de campagnes qui n’aient été quelque peu touchées par le monde industriel moderne, il reste encore un grand nombre de sociétés agraires traditionnelles de type communautaire en Afrique noire, dans la cordillère des Andes, dans les régions montagneuses d’Asie et dans les îles du Pacifique.

Ces communautés rurales qui pratiquent essentiellement une agriculture de subsistance ne connaissent le plus souvent que la propriété collective de la terre. En Afrique tropicale, par exemple, le territoire appartient au groupe tribal qui redistribue périodiquement le sol entre les clans ou les familles. Mais l’ouverture vers le monde extérieur, qui se traduit notamment par l’utilisation de techniques modernes (outillage, engrais...) et par le développement de cultures commercialisées (arachides, cacao, café...), conduit de plus en plus à une appropriation individuelle de la terre au détriment des pratiques communautaires.

À côté de ces communautés rurales, les petits exploitants, les ouvriers agricoles et leur famille constituent la majeure partie de la paysannerie du tiers-monde. Ainsi, en Amérique latine, coexistent deux types de structures agraires traditionnelles, sources d’injustice sociale : le *latifundium*, immense domaine privé appartenant à un grand propriétaire fortuné utilisant une abondante main-d’œuvre de métayers, de travailleurs saisonniers, d’ouvriers agricoles mal rémunérés, etc., et le *minifundium*, micropropriété paysanne incapable de nourrir son possesseur et sa famille. Dans de nombreuses campagnes du tiers-monde, la pression démographique et le fractionnement des terres par suite d’héritages successifs tendent à multiplier le nombre de tout petits propriétaires et de paysans sans terre.

2 Les mutations dans le monde rural

Héritage de leur passé colonial, les pays du tiers-monde sont devenus, pour la plupart, de grands exportateurs de produits agricoles (coton, caoutchouc, sucre...) et les sociétés rurales ont dû s’adapter à cette nouvelle situation. Le développement de grandes exploitations mo-

dernes a profité à l’aristocratie foncière et aux sociétés agro-industrielles multinationales, mais a le plus souvent aggravé le sort des masses rurales salariées, en Amérique latine notamment (les conditions d’embauche, de travail, de logement et de rémunération sont déplorables).

D’autre part, depuis les années 60, certains pays se sont lancés dans des technologies nouvelles, en adoptant des semences de blé et de riz à haut rendement. Cette “révolution verte” (qui ne touche ni l’Afrique noire ni l’Amérique du Sud) a fait progresser de façon spectaculaire la production céréalière de plusieurs pays asiatiques (Inde, Indonésie, Philippines...) et du Mexique. Mais elle a bouleversé la société rurale traditionnelle (disparition des pratiques communautaires, des cultes agraires...), accentuant l’écart entre une minorité de paysans, relativement aisés, utilisant cette technique coûteuse et la grande masse du prolétariat rural. Aussi le bilan de cette “révolution verte” est-il aujourd’hui plus mitigé.

Afin d’atténuer les inégalités sociales les plus criantes dans les campagnes, de nombreux États ont entrepris des réformes agraires. Mais la redistribution des terres réclamée par les paysans pauvres se heurte généralement à d’importants obstacles économiques et sociaux : le morcellement excessif des grands domaines crée des exploitations peu rentables et il se révèle difficile d’organiser efficacement des coopératives agricoles ; d’autre part, l’oligarchie des grands propriétaires fonciers freine puissamment l’application des différentes mesures adoptées. Les réformes agraires sont le plus souvent restées prudentes ou inachevées pour toutes ces raisons, comme au Mexique depuis 1915, en Inde depuis 1947 et en Algérie depuis 1971, ou ont été remises en question après un changement politique, comme en Égypte depuis 1970 et au Chili depuis 1973. De plus, le rôle grandissant joué dans le tiers-monde par les firmes agro-industrielles multinationales (qui contrôlent l’essentiel de la production commercialisée) contribue fortement à la mise en sommeil des réformes agraires ou à l’intégration dans le système capitaliste international.

3 L’explosion urbaine et ses problèmes

Depuis la fin des années 50, les pays du tiers-monde connaissent une véritable explosion urbaine. Même s’ils ne regroupent qu’environ 35 % de leur population dans les villes (50 % pour la moyenne mondiale, moins de 30 % en Afrique et en Asie du Sud, mais déjà près de



③ Les rois de l'ethnie ashanti au Ghana

④ La vie des villageoises du Burkina-Faso

C'est là (autour des puits) que, chaque jour, les femmes des villages se rassemblent. Elles sont dix ou vingt, échangent leurs réflexions et surtout peinent ensemble. Chaque fillette, dès son plus jeune âge, apprend que ce sera là son lot quotidien (...) du moins durant une bonne partie de sa vie.

Ces puits traditionnels, lieu de convivialité et de véritable solidarité, constituent en quelque sorte l'arbre à palabres des femmes (...). C'est souvent là qu'elles expriment leurs vraies préoccupations : leur santé, celle de leurs enfants, leurs réactions à un nouveau projet du village, etc.

À cette corvée d'eau s'ajoutent combien d'autres tâches qui réclament autant de temps et d'énergie : coupe et transport du bois, pilage des grains, cuisson de la nourriture, travail aux champs en hivernage ; parfois jardinage en saison sèche sans oublier les activités de petit commerce, le nettoyage de la case, etc.

Tout cela paraît si normal aux habitants du village qu'on n'y prête même plus attention (...). Même les femmes entre elles, pressées qu'elles sont par toutes leurs responsabilités, si habituées à cette âpre vie, en viennent à se dire que c'est là leur destin, une sorte de fatalité, la volonté d'Allah.

Notes de C. Paquet, dans R. Dumont, Pour l'Afrique, j'accuse, Plon, 1986.

⑤ La "révolution verte" en Inde : le bilan

La "révolution verte" apparue dans les années 1965-1970 ne constitue pas un remède passe-partout : les nouvelles semences de blé et de riz à haut rendement exigent à la fois des doses appropriées d'engrais chimiques et plus d'eau que les variétés locales. Selon les cas, le recours aux pesticides s'impose.

D'emblée se trouvent exclues de vastes régions de l'Inde péninsulaire, mal dotées aussi bien en pluies qu'en potentiel d'irrigation et souffrant très souvent de sols très médiocres. En revanche, les plaines semi-arides du Nord-Ouest, déjà passablement irriguées, offrent une marge de manœuvre très large. Quant aux plaines de l'Inde orientale, elles bénéficient certes de pluies relativement abondantes, mais il leur faut de l'irrigation pour prévenir les caprices de la mousson et pour assurer une seconde récolte en saison sèche.

Le Monde, 31 juillet 1990.

⑥ L'explosion urbaine : l'exemple du Caire

Le Caire peut être un monstre rugissant et fumant ou un géant qui n'en finit pas de s'activer. Avec ses 400 km², le Grand Caire compte 13 millions d'habitants la nuit, et 16 millions le jour, soit 20 à 25 % des 59 millions d'Égyptiens et près de la moitié de la population urbaine. La concentration moyenne est de 32 000 habitants au km² et peut dépasser les 100 000 dans

certains quartiers de la vieille ville. La croissance annuelle de la population de la capitale (3,3 %) dépasse largement la moyenne nationale (2,2 %), mais sa croissance "naturelle" n'est que de 1,7 % : depuis une vingtaine d'années, les Cairotes font moins d'enfants que les Égyptiens (...). La différence vient de l'exode rural qui augmente chaque année la population du Caire de 1,6 %, soit près d'un quart de million d'habitants.

Le Monde, 2 septembre 1994.

Analyser

Document 3. Décrivez la photographie. Montrez comment elle témoigne de la persistance de vieilles traditions ethniques au Ghana.

Document 4. Comparez la situation de ces villageoises à celle des femmes dans les campagnes des pays occidentaux aujourd'hui et autrefois.

Document 5. La "révolution verte" touche-t-elle de la même façon l'ensemble de l'Inde ? Pourquoi ?

Document 6. La "révolution verte" touche-t-elle de la même façon l'ensemble de la population égyptienne vit au Caire ? Comment expliquer cette forte croissance urbaine ? Quelles en sont les conséquences ?

70 % en Amérique latine), cette expansion urbaine a de lourdes conséquences sociales, notamment dans les métropoles gigantesques actuellement en formation : Mexico, São Paulo, Calcutta, Le Caire... Fuyant les campagnes surpeuplées ou sous-équipées, des milliers de ruraux gagnent chaque jour les grandes agglomérations du tiers-monde où ils se trouvent confrontés à d'insolubles problèmes d'emploi et de logement.

Cette urbanisation galopante, non accompagnée de développement économique et d'industrialisation, aggrave les disparités d'une société urbaine déjà très inégalitaire :

- On trouve au sommet un groupe minoritaire qui détient l'essentiel du pouvoir économique (oligarchie qui partage parfois ce pouvoir avec des sociétés étrangères) et politique.
- Des classes moyennes urbaines bien intégrées à la vie moderne et soucieuses de promotion sociale se sont dé-

veloppées (d'où une véritable "fuite de cerveaux" de nombreux diplômés vers les pays développés).

– En raison de la faiblesse de l'industrialisation, le prolétariat ouvrier ne constitue généralement qu'une petite minorité de la population urbaine. Formé le plus souvent de travailleurs non qualifiés, il est peu organisé, sauf dans certains pays d'Amérique latine où les syndicats sont plus ou moins liés au pouvoir (comme la Confédération des travailleurs mexicains) ou à des partis populistes (comme la Confédération générale du travail argentine).

– Mais la grande masse du prolétariat urbain est composée de marginaux sans emploi régulier peuplant les bidonvilles qui se multiplient à la périphérie des grandes villes. Ce sous-prolétariat urbain peut éventuellement servir de masse de manœuvre au patronat industriel comme à des démagogues populistes ou à des organisations révolutionnaires.

B. Identités nationales et systèmes politiques

Les États du tiers-monde souffrent du caractère artificiel de leurs frontières, de leur hétérogénéité linguistique, des rivalités ethniques, religieuses et sociales qui les affectent. Cette situation explique que, malgré une tendance récente à la démocratisation, les régimes autoritaires y soient prépondérants.

1 Peuples et États du tiers-monde

La plupart des États ont été créés artificiellement par la colonisation européenne, qui a négligé le plus souvent les frontières naturelles, ethniques ou linguistiques. On a ainsi parfois regroupé dans un même État des ethnies traditionnellement antagonistes (Maures nomades, d'origine arabe ou berbère, et Noirs sédentaires, en Mauritanie) alors que des peuples entiers, comme les Kurdes, se trouvent dispersés entre cinq pays. En Asie et surtout en Afrique, les États sont de création trop récente pour qu'ait pu véritablement se développer un sentiment national (si ce n'est dans la lutte contre le colonisateur, comme en Algérie) et celui-ci pèse souvent moins dans l'esprit des populations que l'appartenance à un clan, à une tribu, à une ethnie ou à une religion.

C'est pourquoi les luttes politiques et sociales sont parfois assimilées à des guerres tribales ou à des conflits ethniques. C'est le cas au Rwanda et au Burundi, où les Tutsis et les Hutus se sont livrés à une impitoyable guerre civile en 1994. En Asie comme en Amérique latine, l'opposition au pouvoir central provient souvent de minorités opprimées et marginalisées (guérilla du "Sentier

lumineux" au Pérou, révolte des Indiens du Chiapas au Mexique...).

En Afrique et en Asie, l'absence d'unité linguistique de nombreux États est également un facteur important de manque de cohésion nationale : on parle une soixantaine de langues et dialectes en Côte d'Ivoire (grande comme les trois cinquièmes de la France) et plus de 850 dans l'Union indienne (six fois la France). Le recours à l'anglais et au français comme langue administrative et littéraire, solution adoptée par la plupart des anciennes colonies, pose non seulement un problème social (seules des minorités urbaines privilégiées bénéficient d'une instruction suffisante) mais aussi un problème d'identité culturelle nationale (imitation du "modèle" occidental au détriment des coutumes locales).

2 Les régimes politiques

Le tiers-monde présente une grande diversité de systèmes politiques, mais surtout une prépondérance de régimes autoritaires. On rencontre des monarchies traditionnelles, des États féodaux, des dictatures personnelles ou militaires, des démocraties plus ou moins libérales.



7 La dispersion du peuplement kurde

8 La guerre au Rwanda : un conflit ethnique ?

On parle couramment de "guerres ethniques" à propos de la guerre civile qui ravage le Rwanda, et des conflits qui ont déchiré certains États africains. Pourtant, diviser l'Afrique en ethnies, c'est plaquer une image figée sur ce continent et retirer toute dimension historique aux peuples qui la composent (...).

Il n'existe au Rwanda qu'une ethnie : celle des Rwandais, qui partagent la même langue et la même culture (...). Les Hutus et les Tutsis, à raison respectivement de plus de 80 % pour les premiers et moins de 20 % pour les seconds, représentent deux anciennes catégories sociales héréditaires, les uns plus associés à l'agriculture, les autres plutôt à l'élevage bovin (...).

Tous partageaient la même culture, les mêmes terroirs, les mêmes traditions, même si, deux mille ans plus tôt, des mouvements de peuplement différent peuvent expliquer les origines de ce clivage (...). Les mariages entre les deux groupes étaient fréquents (...). En racialisant les rapports entre les deux communautés, comme partout en Afrique, mais ici sans doute plus qu'ailleurs, le colonisateur, allemand d'abord, belge ensuite, a créé les conditions d'un conflit. Les Tutsis (...) sont alors décrits comme une race supérieure – plus grands, plus clairs, plus intelligents que les Hutus, plus trapus, plus frustes et voués aux basses besognes. Ce schéma a présidé à la sélection des cadres indigènes et au recrutement dans l'administration. C'est cette racialisation qui est à l'origine des massacres de ces dernières années.

L'Histoire, septembre 1993.



10 Camp de réfugiés au Rwanda en 1994

Analyser

Document 7. Entre quels États la population kurde se trouve-t-elle dispersée ? Qu'en résulte-t-il pour elle dans ses rapports avec ces États ?

Document 8. À l'aide d'un atlas, localisez le Rwanda. Quel pays voisin est confronté au même problème ? Que cherche à démontrer cet article ?

9 La survivance du système des castes en Inde

Trois personnes ont été tuées et plus de 250 blessées mardi 13 septembre (1994) lors d'affrontements survenus en Uttar-Pradesh, au nord de l'Inde, entre partisans et adversaires d'une augmentation des quotas réservés aux basses castes dans la fonction publique (...). Le projet de porter à 27 % du total des emplois les quotas réservés aux basses castes dans la fonction publique est en accord avec une décision de 1992 de la Cour suprême indienne. Il est combattu par les hindous de haute caste, en particulier ceux qui vivent dans les régions montagneuses de l'État, où ils sont majoritaires.

Le Monde, 15 septembre 1994.

Document 9. À l'aide d'un atlas, localisez l'Uttar-Pradesh. Qu'est-ce qu'une caste ? Pourquoi l'État veut-il réserver des quotas aux basses castes dans la fonction publique ?

Document 10. Quelle conséquence de la situation décrite au document 8 se trouve illustrée par cette photographie ?

L'analphabétisme d'une grande partie de la population, le poids des structures traditionnelles (appartenance à une communauté ethnique ou religieuse ; à une caste dans le monde indien), le clientélisme de chefs locaux ou de grandes familles et la corruption fréquente dans l'appareil d'État font que la quasi-totalité des pays du tiers-monde ne disposent pas d'une base sociopolitique analogue à celle des pays développés.

L'absence de tradition démocratique et la personnalisation excessive du pouvoir favorisent la prolifération de coups d'États, de révolutions et de régimes d'exception dans un contexte général de graves difficultés économiques. La plupart des chefs d'État africains ne sont pas arrivés au pouvoir par des voies démocratiques et ce continent reste le domaine privilégié des dictatures militaires ou des régimes à parti unique.

En revanche, l'Amérique latine et quelques pays asiatiques connaissent depuis quelques années une certaine démocratisation. L'Amérique latine, longtemps terre de prédilection des coups d'État et des révolutions, a vu la fin du régime militaire en Argentine en 1983, puis au Brésil en 1985, et l'échec du plébiscite du général Pinochet au Chili en 1988.

Dans le monde musulman, la vie politique est surtout conditionnée, depuis la révolution iranienne de 1979, par une lutte d'influence grandissante entre les nationalistes modernistes, favorables au modèle de développement de type occidental, et les islamistes qui préconisent l'application rigoureuse des préceptes du Coran et de la *Sunna* (la tradition).

11 La montée de l'islamisme

Une vision rigoriste de l'islam – ou plutôt de sa pratique – cherche à s'imposer, ici et là, dans le monde musulman. Ceux que l'on appelle communément les intégristes ne partagent pas forcément les mêmes vues sur la manière d'arriver à leurs fins, compte tenu de données historiques ou locales.

Les uns privilégient ainsi les méthodes douces comme on le voit, par exemple, en Jordanie, où les islamistes jouent, tant bien que mal, la carte du parlementarisme. D'autres, en revanche, écartés du champ politique par le pouvoir en place, utilisent les chemins de la violence comme on le constate en Algérie où les "fous d'Allah" prennent pour cibles non seulement les membres des forces de l'ordre mais encore les représentants de la société civile (...).

Cette montée de l'islamisme est-elle irrésistible comme d'aucuns le prétendent et le craignent ? Ce serait peut-être vite dit. Le mouvement intégriste, souvent éclaté en chapelles, pâtit, en effet, de ses divisions. Reste, enfin, que ses adversaires, plus déterminés que jamais, ont engagé contre lui une lutte implacable dont peut-être aucun camp ne sortira véritablement vainqueur.

Le Monde, Dossiers et documents, mai 1993.

Analyser

Document 11. Qu'appelle-t-on l'intégrisme ? Quelles tactiques différentes les intégristes utilisent-ils ? Cherchez dans l'actualité récente des exemples de leurs actions.

Document 12. De quelle évolution indiquée dans le cours cette photographie est-elle l'illustration ?



12 Le retour en Haïti du président Jean-Bertrand Aristide en 1994

Président de la République, élu au suffrage universel, le président Aristide, chassé par un coup d'État militaire est rétabli dans ses fonctions sous la pression des États-Unis.

idées

A. Ruraux et citadins

- Quels sont les traits qui caractérisent les agricultures traditionnelles du tiers-monde et les sociétés rurales ?
- Quels sont les traits de modernisation des sociétés rurales du tiers-monde ?
- Quels sont les caractères, les causes et les conséquences de l'urbanisation du tiers-monde ?

B. Identités nationales et systèmes politiques

- Quels éléments de fragilité les problèmes ethniques et linguistiques provoquent-ils dans les États du tiers-monde ?
- Quels sont les éléments qui expliquent les difficultés d'implantation de la démocratie dans les pays du tiers-monde ? Quels types de régime dominant ?

dates

Révolution
iranienne
(1979)



mots clefs

Agriculture de subsistance

Agriculture dont l'objet n'est pas de vendre ses produits, mais d'alimenter la communauté qui les cultive.

Analphabétisme

Situation d'une population qui ne sait ni lire ni écrire.

Bidonville

Ensemble d'habitations de fortune hâtivement bâties à la périphérie des villes avec des matériaux rencontrés au hasard (planches, cartons, vieux bidons...) et abritant des migrants pauvres.

Clientélisme

Lien attachant des hommes à un notable qui leur fournit travail, protection, logement ou avantages divers.

Explosion urbaine

Augmentation très rapide de la population urbaine, qui, dans les villes du tiers-monde, se concentre dans quelques métropoles gigantesques.

Latifundia

Vastes exploitations agricoles.

Minifundia

Très petites exploitations agricoles.

Propriété collective

Terre ou entreprise appartenant à une collectivité.

Réforme agraire

Modification des structures de la propriété agraire prévoyant une redistribution des terres, en vue d'assurer une plus grande égalité sociale dans les campagnes.

Révolution verte

Introduction dans un pays d'agriculture traditionnelle des méthodes d'agriculture commerciale moderne (semences sélectionnées, engrais, machines...).

Sociétés communautaires

Sociétés dans lesquelles la propriété des terres est collective, les travaux se font en commun, de même que les fêtes ou les rites religieux.

Cultures du tiers-monde



13 Le groupe africain Touré Kounda

14 Le monde arabe face à la culture occidentale

Un nouveau seuil a été franchi dans la lutte que se livrent aujourd'hui, (...) dans l'ensemble du monde arabe, les détenteurs du pouvoir et les principales forces d'une contestation menée au nom de l'islam. Désormais, intellectuels et artistes ne peuvent prétendre ignorer les règles d'une nouvelle orthodoxie qui, à plus d'un titre, apparaît comme un véritable "ordre moral".

Une telle situation est devenue possible parce que les oppositions arabes les plus présentes aujourd'hui, celles que l'on regroupe sous le terme générique d'islamisme, manient, avec le succès que l'on peut constater, l'arme de la culture. Pour différentes raisons, notamment l'absence d'ouverture politique de la part des régimes en place mais aussi bien le succès des revendications identitaires nourries des références au passé et à la religion, ce sont elles qui définissent aujourd'hui les formes culturelles légitimes, elles encore qui édictent, y compris par la violence physique, ce qu'il est licite ou non de connaître, d'étudier, de prendre pour modèle (...).

Dans nombre de pays arabes, les élites en place s'efforcent de s'adapter à cette nouvelle donne culturelle, afin de ne pas se trouver disqualifiées. Pour tenter de regagner une crédibilité qui leur fait toujours défaut, elles s'épuisent en une vaine poursuite contre le cours du temps, adoptent des positions de plus en plus "radicales" et ne font que précipiter une évolution qui les condamne inéluctablement.

Universalia, 1993.

15 À la recherche de l'identité culturelle africaine

Avant l'expansion de l'islam et du christianisme (...), il y avait au Mali, chez les Bambaras, une religion et une mythologie profondément ancrées dans l'esprit des gens. C'était le *komo*, un ensemble de rites pratiqués par des initiés et permettant d'accéder à la connaissance suprême. Le savoir du *komo* est tout aussi rationnel – ou irrationnel – que la mythologie païenne grecque ou que la cosmogonie des Mayas. Il repose sur l'identification et la connaissance de signes prenant en référence le temps et l'espace. Il permettait d'expliquer tout l'univers de la vie et de la science.

Avec l'arrivée des religions monothéistes venues du nord, l'Afrique a enterré sa propre théorie de la connaissance ; elle s'est refermée dessus, transformant son savoir en secret. Ceux qui, clandestinement, continuèrent d'interpréter le monde selon les anciennes sciences cosmogoniques furent traités de "sorciers" et leurs pratiques, jadis banales, de "sorcelleries". Ce que certains appellent "magie africaine" n'est qu'un mode d'expression culturelle. Personnellement, je ne crois pas à la magie.

Aujourd'hui, au Mali comme ailleurs, les gens ne se reconnaissent plus dans une modernité confuse, les jeunes surtout. Ils se retrouvent à cheval sur un enchevêtrement de cultures diverses et se demandent ce qui, dans cet enchevêtrement, leur appartient en propre. Nous sommes le continent des identités niées. Notre identité et notre véritable indépendance ne peuvent exister sans une conception profonde, claire, historique, de notre propre culture. Et la réponse ne peut venir d'une ethnologie essentiellement pratiquée par des étrangers, mais par l'apport créatif des artistes africains.

S. Cissé (cinéaste, auteur du film Yeelen, "La lumière", 1987),

Le Monde diplomatique, décembre 1987.



16 David A. Siquieros, Notre image actuelle, 1947, Mexico, Musée d'art moderne

17 Une culture latino-américaine ?

La culture de l'Amérique latine est la résultante de plusieurs cultures qui se sont mélangées et diffusées sur l'ensemble du continent : aux cultures indigènes précolombiennes sont venues s'ajouter la culture occidentale, l'influence de l'Afrique et certains apports de l'Orient (...).

Je ne crois pas qu'on puisse parler d'une culture latino-américaine véritablement homogène. Par exemple, l'influence africaine très sensible en Amérique centrale, aux Caraïbes, donne une culture différente de celle de pays comportant une importante population indienne, comme le Mexique ou le Pérou. Cela est vrai pour bien d'autres pays d'Amérique latine.

En Amérique du Sud, la culture du Venezuela ou de la Colombie est plus proche des Caraïbes que des plateaux andins, malgré la présence de populations indiennes. Au Pérou et en Équateur, on constate une opposition entre la côte et l'altiplano. Cela vaut pour tout le continent.

C'est cette diversité qui donne à l'Amérique latine son identité, sa personnalité spécifique et son originalité par rapport aux autres cultures du monde.

*Gabriel García Márquez,
Le Courrier de l'Unesco, octobre 1991.*

Question de synthèse

Montrez comment les divers documents présentés traduisent la manière dont les cultures du tiers-monde tentent de marier tradition et modernité.



18 Danseuse hindoue

Vers une nouvelle civilisation technicienne

En quoi la crise économique stimule-t-elle les recherches techniques ?

Quelles perspectives ouvrent à l'humanité les progrès scientifiques et techniques ?

Quels problèmes posent-ils ?

sommaire

A. Progrès techniques et crise économique	388
1. La recherche-développement soumise à la crise.....	388
2. Les progrès techniques comme moyen de lutter contre la crise.....	388
3. Le rôle des industries militaires.....	390

B. Les récents apports des sciences et des techniques	390
1. La réorientation de la conquête spatiale.....	390
2. La prolifération de la filière électronique.....	390
3. Les progrès décisifs de la biologie et du génie génétique.....	392

C. Progrès techniques et humanisme	394
1. Des relations ambiguës entre l'homme et la machine	394
2. De graves problèmes éthiques.....	394

Fiche-bac

.....	395
-------	-----

Sujets de bac

Dissertation appuyée sur des documents.....	396
---	-----

1 Progrès et éthique

Les importants progrès intervenus depuis une vingtaine d'années dans le domaine des sciences de la vie posent aux chercheurs, aux médecins, aux juristes, aux pouvoirs publics et aux citoyens des questions nouvelles, graves et difficiles : peut-on et faut-il faire tout ce qui est scientifiquement et techniquement possible en matière d'expérimentation sur l'homme, d'utilisation du corps humain et de procréation ? (...).

"La science avance plus vite que l'homme." Ce faisant, elle a devancé et le droit et la réflexion éthique qu'elle a elle-même générée. En matière de procréation médicalement assistée par exemple, alors que le débat éthique se poursuit, plus vif que jamais, sept mille fécondations *in vitro* ont été déjà pratiquées en France, mille six cents enfants sont nés de cette façon. Depuis 1973, quinze mille enfants proviennent d'une insémination artificielle avec donneur (...). Au-delà de ces chiffres, une réalité institutionnelle : cent dix centres pratiquent en France ces diverses méthodes, dont soixante dans le secteur privé et cinquante dans les hôpitaux publics. Un fichier central national des fécondations *in vitro* (F.I.V.N.A.T.) a même été mis en place en 1986.

Sciences de la vie, de l'éthique au droit, Rapport du Conseil d'État, La Documentation française, 1988.



A. Progrès techniques et crise économique

La crise économique a provoqué une réduction des budgets de recherche-développement. Mais techniques de pointe et industries d'armement poursuivent leurs progrès et offrent des solutions aux difficultés économiques.

1 La recherche-développement soumise à la crise

La courbe des crédits de recherche-développement s'infléchit dès le début des années 70, mais c'est après 1975 que se situent les creux les plus prononcés. Les difficultés économiques imposent en effet une nouvelle répartition des deniers publics (indemnisation du chômage, aide aux entreprises en difficulté) alors même que le ralentissement de la croissance réduit les recettes disponibles. De leur côté, les entreprises voient diminuer leurs profits avec la crise, ce qui nuit au développement de leurs projets de recherche. C'est ainsi, par exemple, que la firme américaine Boeing a dû abandonner la mise au point d'un grand avion civil supersonique, dont le projet était pour l'essentiel financé par des subsides fédéraux.

L'évolution des dépenses de recherche varie sensiblement selon les pays. En Suède, l'effort ne s'interrompt pas et il reprend avec force dès avant 1980 en Allemagne fédérale et au Japon. À l'opposé, une véritable crise de la recherche se produit au Royaume-Uni, aux États-Unis et en France. En Italie, les dépenses consacrées à la recherche stagnent dans les années 70, et ne franchissent le cap modeste de 1 % du P.I.B. qu'en 1981.

Cependant, la stagnation des budgets de recherche ne signifie pas l'interruption des progrès techniques. La mise en application de découvertes ou d'inventions antérieures donne au contraire aux sociétés développées le sentiment de vivre une mutation technologique importante. Ainsi, entre 1972 et 1975, l'électronique a fait irruption dans les entreprises les plus modestes comme dans les foyers domestiques grâce à l'invention du "microprocesseur" ; parallèlement, le génie génétique multiplie ses capacités d'action sur les processus naturels, pour le meilleur ou le pire.

2 Les progrès techniques comme moyen de lutter contre la crise

Les chocs pétroliers ont stimulé les recherches en matière énergétique. La plupart des pays importateurs de pétrole se sont en effet dotés d'organismes publics spécialisés dans la recherche des moyens propres à diminuer la consommation d'énergie et dans la découverte ou l'amélioration d'énergies de substitution aux produits pétroliers. Aux États-Unis, l'Agence pour la recherche et le développement d'énergies nouvelles (E.R.D.A.) a ainsi

reçu une dotation financière comparable à celle de la N.A.S.A. pour le projet "Apollo" dans les années 60.

Les centrales électriques nucléaires se sont multipliées après 1973, selon des filières déjà bien au point. En revanche, la technique du "surgénérateur", qui présente la particularité économiquement intéressante de produire du combustible sous la forme de plutonium lors de son fonctionnement, n'a guère progressé ; de plus, elle est jugée dangereuse par l'opinion publique.

La fabrication de carburant synthétique (projet américain "Synfuel") s'est révélée trop onéreuse pour être développée, dès lors que le prix du baril de pétrole ne dépassait pas durablement le cap des 40 dollars. D'un autre côté, les procédés de gazéification du charbon dès l'extraction ne progressent que lentement.

Quant à l'exploitation des gisements naturels d'énergies renouvelables (géothermique, océanique, éolienne, solaire), elle n'a donné lieu qu'à des expériences clairessemées et généralement assez peu concluantes.

La production mondiale d'énergie a augmenté de 4,1 % par an entre 1965 et 1980 puis de 2,4 % par an entre 1980 et 1990, et son utilisation a bénéficié d'importants progrès. L'amélioration des matériaux d'isolation, le perfectionnement des techniques industrielles ont permis de réaliser des économies substantielles, et surtout de ne plus lier la croissance de la production à celle de la consommation d'énergie.

Le progrès technique devient le facteur essentiel du maintien de la compétitivité commerciale des pays industrialisés. En appliquant systématiquement son effort de recherche à la fabrication et à la commercialisation de produits nouveaux, le Japon a donné l'exemple d'une réponse à la crise (et aussi à la concurrence des Nouveaux pays industriels). Cette efficacité doit beaucoup au progrès technique.

Les grandes firmes de construction automobile touchées par la crise, notamment du fait de la concurrence japonaise, offrent un bon exemple de recherche de solution par le progrès technique : elles ont engagé en effet de vastes programmes d'études qui concernent à la fois la conception de nouveaux modèles de voiture (plus économiques en carburant, moins polluants...) et la transformation de leurs techniques de fabrication (robots électroniques). Ces recherches complexes marquent une véritable révolution dans l'histoire de l'industrie automobile. Mais elles réclament aussi des investissements très importants qui ne sont

3 Recherche militaire et recherche civile aux États-Unis

Le Pentagone¹ injecte massivement des crédits dans les secteurs considérés comme stratégiques ou menacés par la concurrence : programmes sur les composants électroniques à très grande vitesse (V.H.S.I.C.), sur les ordinateurs avancés (Strategic Computer Initiative), Initiative de défense stratégique (I.D.S.). Encore que les critiques se multiplient à l'égard de ces programmes considérés comme beaucoup trop sophistiqués pour servir au développement de produits civils dont les priorités sont très différentes de celles choisies par les industriels en fonction de l'évolution des marchés. On constate également un retour en force aux activités de production en y recherchant une amélioration de la productivité par des investissements lourds dans les "usines du futur" (conception et fabrication assistée par ordinateur et robotique), où le travail humain, réputé coûteux et faillible, est réduit au minimum.

C. de Brie, *Le Monde Diplomatique*, juin 1987.

1. Ministère de la Défense aux États-Unis.

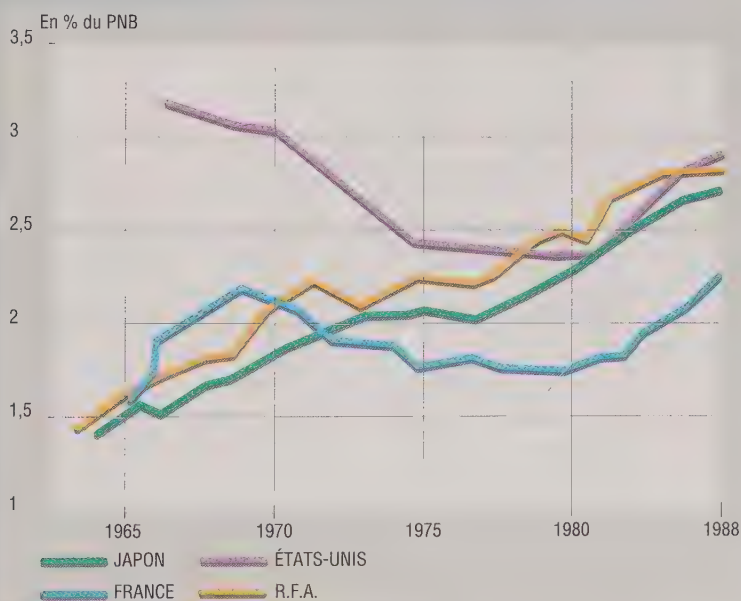
4 Informatique et contrôle de l'activité professionnelle

Le contrôle de l'activité individuelle de production n'est pas né avec l'informatique et le système taylorien nous en offre déjà un modèle très élaboré. Cependant, avec l'informatique, le contrôle qui est effectué par la machine est permanent, invisible et il porte sur tous les aspects de la prestation de travail. Il permet de calculer des courbes de rendement individuel, de faire des moyennes, d'établir des normes de production et de sanctionner ceux qui n'atteignent pas ces normes. Ces sanctions peuvent porter sur le salaire (quand tout ou partie du salaire est au rendement), sur les primes ou donner lieu à des avertissements, des retards de carrière, des mutations et même des licenciements. Ces méthodes, qui s'inscrivent dans le droit fil du taylorisme, touchent de plus en plus les entreprises du secteur tertiaire qui, jusqu'à ces dernières années, avaient été épargnées. La recherche d'une productivité toujours plus élevée, l'essor de la bureautique et de la robotique poussent au développement des systèmes de contrôle de l'activité individuelle de production.



5 L'avion "furtif" américain F-117

Pur produit des technologies les plus avancées, cet avion militaire a été conçu pour échapper aux moyens de détection de l'adversaire ; sa forme très effilée ainsi que sa peinture sans reflet lui permettent de tromper la vigilance des radars. Il a été utilisé dans la guerre du Golfe en 1991.



6 Un enjeu, la recherche : l'évolution des dépenses consacrées à la recherche (1965-1988)

Analyser

Document 3. Quel est le rôle du Pentagone en matière de recherche de pointe ? Cette recherche favorise-t-elle le développement de l'économie civile ? Par quels moyens cherche-t-on à rendre son dynamisme à l'économie américaine dans les années 80 ?

Document 4. Pourquoi le contrôle du travail par des ordinateurs est-il plus efficace que les anciennes méthodes de surveillance ? Dans quels buts ce contrôle

est-il effectué ? Quels peuvent en être les inconvénients pour les travailleurs ? À quel principe fondamental des démocraties libérales risque-t-il de porter atteinte ?

Document 5. Montrez que l'industrie de l'armement est une "industrie de pointe". En quoi peut-elle être considérée comme un moyen de lutte contre la crise ?

Document 6. Quand l'effort de recherche s'accroît-il dans les quatre pays ? Pourquoi ?

concevables que dans le cadre de puissantes entreprises : le mouvement de concentration des firmes se trouve précipité par ces nouvelles exigences techniques et financières.

③ Le rôle des industries militaires

Le recours aux industries d'armement constitue un moyen aussi classique que dangereux de compenser les effets des récessions. Dès les années 70, les ventes d'armes ont procuré aux pays industriels les moyens d'équilibrer partiellement leurs achats de pétrole dans un Proche-Orient déchiré en permanence par des affrontements militaires. Depuis 1980, la course aux armes nouvelles s'est considérablement accélérée. Considérant que l'U.R.S.S. avait devancé les États-Unis en matière d'armements modernes, le

président Reagan a relancé la recherche militaire américaine. Après avoir autorisé la construction de la "bombe à neutrons" (sorte de bombe à hydrogène miniaturisée), il a engagé le projet d'**Initiative de défense stratégique** (I.D.S.), communément désigné par l'expression "guerre des étoiles" ; celui-ci implique notamment une connaissance plus approfondie des phénomènes balistiques, et l'invention de "canons" d'un type complètement nouveau, capables de détruire les missiles adverses par un puissant faisceau d'énergie dirigée (rayon laser).

L'Europe, qui s'est associée avec une certaine réserve à l'effort américain dans ce domaine, développe sa propre recherche dans le cadre du projet "Eurêka", qui poursuit essentiellement des buts civils.

B. Les récents apports des sciences et des techniques

La conquête spatiale s'est réorientée vers la mise en service de satellites, de stations orbitales et de sondes interplanétaires dont les objectifs sont économiques, techniques et surtout scientifiques. Mais les progrès les plus spectaculaires pour la vie quotidienne de l'homme ont été accomplis par la révolution informatique et les progrès de la biologie et du génie génétique.

① La réorientation de la conquête spatiale

Depuis l'événement majeur de l'atterrissage lunaire de 1969, la conquête de l'espace s'est orientée dans trois directions principales :

– Le placement en orbite de nombreux satellites chargés de fonctions diverses : missions de surveillance militaire, collection de multitudes d'informations précieuses pour l'établissement des prévisions météorologiques, pour le recensement des ressources (jusqu'à l'estimation des récoltes agricoles à venir), pour la transmission instantanée des sons et des images entre les continents. À côté des États-Unis, l'Europe s'est taillé une place de choix dans ce domaine avec son lanceur *Ariane*.

– La réalisation de stations orbitales permettant la présence permanente de l'homme dans l'espace. En 1973, une fusée *Saturn* a mis en orbite le laboratoire *Skylab*, dans lequel trois équipages de trois hommes se sont succédé. Les Soviétiques ont ensuite allongé jusqu'à un an (en 1988) la durée des séjours de leurs cosmonautes à bord des vaisseaux *Soliot* et des stations *Mir*. Depuis 1981, la N.A.S.A. travaille à la mise au point d'une navette spatiale (*Columbia* puis *Challenger* et enfin *Discovery*) qui peut effectuer des dizaines d'allers et retours entre la Terre et l'espace (programme tragiquement retardé par l'explosion de *Challenger* en février 1986). Les expériences ont repris depuis et l'année 1992 paraît marquer un tournant avec le lancement de la navette *Endea-*

vor et l'envoi d'une nouvelle sonde vers la planète Mars. Le souci prioritaire demeure la maîtrise des conditions de vie et de travail de l'homme en état d'apesanteur, en vue de la réalisation du grand laboratoire orbital "Space Station Freedom", auquel travaillent des chercheurs américains, européens et japonais. Les coûts de la recherche spatiale imposent une coopération internationale de plus en plus poussée.

– L'envoi de sondes interplanétaires : elle fait progresser la connaissance du système solaire et de l'univers. Les planètes Mars, Saturne, Vénus, Jupiter... sont ainsi abordées (*Viking* se posa sur Mars en 1976) ou approchées par des engins qui analysent leur environnement et leur structure. En 1983, *Pioneer 10* a été la première machine construite par l'homme à sortir du système solaire tout en continuant à émettre pour un temps des signaux parvenant à la Terre. Preuve récente de la maîtrise acquise par l'homme dans les techniques spatiales, le lancement le 10 juillet 1985 de la sonde européenne *Giotto* en vue d'un rendez-vous réussi, le 13 mars 1986, avec la célèbre "comète de Halley" (également étudiée lors de ce passage par des sondes soviétiques et japonaises).

② La prolifération de la filière électronique

L'invention du microprocesseur et des mémoires à grande capacité ont fait entrer l'informatique dans une nouvelle ère de son histoire. Le microprocesseur



7 La réparation du télescope spatial Hubble dans l'espace

Véritable prouesse technique et humaine, la navette spatiale américaine *Endeavour* a pu récupérer le télescope spatial Hubble mis en orbite en 1990, afin de réparer dans l'espace son système d'observation optique qui était défaillant.



8 Le téléphone portable où comment "communiquer" en tout lieu.

9 Révolution électronique et emploi

La révolution du robot et de l'ordinateur, répétons-le, est avant tout celle des *procédés* de fabrication des produits et d'élaboration des services. Elle intervient en outre où les marchés de l'après-guerre, qui étaient des marchés d'acquisition, sont en voie de saturation dans l'ensemble des pays avancés et se transforment en marchés de remplacement, plus étroits (...). La nouvelle révolution industrielle comporte, au regard de l'emploi, une autre

caractéristique encore plus préoccupante : elle sert à fabriquer des machines intelligentes et donc qui concurrencent l'intelligence humaine. Déjà, ce sont les machines à penser qui fabriquent les machines à penser : une usine japonaise qui produit 1 000 ordinateurs par mois n'emploie que 600 personnes, dont 18 seulement travaillent dans les ateliers, les 582 autres étant des travailleurs "tertiaires".

M. Albert, Le Pari français, Ed. du Seuil, 1982.

Analyser

Document 7. Quelle direction de la recherche spatiale se trouve illustrée par cette photographie ?

Document 8. Que permet le téléphone portable ? Quelle ambiguïté son utilisation peut-elle soulever ?

Document 9. En quoi les progrès de la robotique modifient-ils radicalement les conditions du travail et de l'emploi ?

mis au point en 1972 par la société américaine Intel concentre sur 1 millimètre carré une puissance de travail comparable à celle de l'ordinateur E.N.I.A.C. de 30 tonnes, qui permit la mise au point de la bombe atomique en 1945. La dimension et le prix des composants électroniques diminuent aussi rapidement qu'augmentent la capacité et la rapidité de traitement des informations. Il devient alors possible de développer aussi bien les ordinateurs personnels (P.C. : *personal computer*), véritables auxiliaires de l'homme, que les ordinateurs géants destinés aux grands centres de recherche universitaires, aux administrations ou aux firmes privées de très grande dimension.

Les multiples applications de la filière électronique renouvellent complètement les techniques de production et de gestion. Toute une série de mots nouveaux, tels que "productique", "télématique", "bureautique", tentent de recenser ce foisonnement de techniques issues de la révolution informatique. Le principe consiste toujours à coupler un ordinateur à des machines automatiques commandées par des impulsions électriques. Dans l'industrie, l'ordinateur peut désormais "assister" la conception des produits nouveaux puis gérer leur fabrication en actionnant des "robots" électroniques capables d'imiter les fonctions que remplissaient naguère l'œil et la main de l'ouvrier. De même, le travail de bureau est de plus en plus fréquemment effectué par un ensemble de machines complémentaires qui écrivent, traitent, transmettent, classent toutes sortes de documents.

Les nouvelles techniques favorisent le développement des grands "médias" qui soumettent l'homme à une avalanche d'informations de plus en plus difficiles à maîtriser. La multiplication des chaînes de télévision qui acheminent, grâce aux satellites, les nouvelles en provenance du monde entier a radicalement modifié la perception des réalités : au raccourcissement du temps et de l'espace qui accélère la connaissance des nouvelles correspond une banalisation et une uniformisation des événements. La vie économique, sociale, culturelle, politique des peuples s'en trouve modifiée. L'équipement généralisé des foyers soulève la question de l'attitude des pouvoirs publics face aux réseaux qui acheminent si efficacement l'information. La plupart du temps, des chaînes privées coexistent avec des chaînes publiques dans un équilibre délicat. Les gouvernements hésitent sur le meilleur moyen d'assurer simultanément la liberté de diffusion et une certaine dose de contrôle des programmes, pour des motifs qui peuvent être d'ordre moral ou culturel mais aussi de nature politique.

3 Les progrès décisifs de la biologie et du génie génétique

Les progrès de l'embryologie ont permis le développement des techniques de procréation artificielle. Le premier "bébé-éprouvette" est né en Angleterre en 1978, selon une technique qui consiste à prélever un ovule de la mère, à réaliser la fécondation en laboratoire puis, au bout de quelques jours, à réimplanter l'embryon dans l'utérus maternel pour une vie fœtale normale. La première naissance française de ce type a été obtenue en 1982 et, en 1983, une équipe de médecins australiens a annoncé la première grossesse développée à partir d'un embryon congelé, puisque l'œuf fécondé *in vitro* peut désormais être conservé par réfrigération avant d'être replacé *in utero*. Le perfectionnement des techniques de procréation artificielle apporte une solution positive à certains cas de stérilité parentale, mais sa banalisation pose aussi des problèmes moraux et juridiques particulièrement graves et complexes.

Depuis que le gène a été isolé pour la première fois en 1969, les manipulations génétiques ont pris une grande ampleur. La méthode de manipulation revient à prélever un gène bien identifié dans le noyau d'une cellule pour le greffer sur une espèce différente où il conservera néanmoins ses fonctions originales. C'est ainsi qu'en fixant le gène qui commande la formation de la molécule d'insuline sur une bactérie, que l'on cultive ensuite en laboratoire, on peut obtenir de grandes quantités d'insuline industrielle (commercialisée depuis 1982 en Grande-Bretagne sous le nom d'humuline). On fabrique maintenant selon le même procédé une hormone de croissance que la glande hypophyse ne produit naturellement qu'en très faible quantité ou encore des "interférons", substances qui permettent de combattre certaines maladies virales. Toutes sortes de substances peuvent être ainsi fournies en abondance aux industries agroalimentaires, et l'application de ces procédés à l'agronomie permet la création de nouvelles plantes à haut rendement.

Nouveau fléau de l'humanité depuis le début des années 80, le sida a provoqué une mobilisation des laboratoires de recherche en vue d'identifier les causes de la maladie (virus identifié en 1984) puis de la prévenir et de la guérir. Ce nouveau défi a suscité au sein des sociétés un intense débat d'opinion dans lequel s'impliquent les chercheurs et les dirigeants politiques. La lutte contre le sida a pris d'emblée une dimension internationale qui hésite parfois entre coopération et concurrence entre laboratoires.

10 Recherche scientifique et société : le cas du sida

Pendant la deuxième séquence que nous délimitons par deux événements scientifiques (les premiers articles sur l'origine virale de la maladie parus dans *Science* en mai 1983 et l'annonce officielle de l'identification d'un virus par le secrétaire d'État américain à la Santé, à la fin d'avril 1984), le savoir sur la maladie s'accroît considérablement. Parallèlement, le nombre d'articles publiés décuple, leurs auteurs et leurs genres se diversifient : articles de vulgarisation scientifique mais aussi articles économiques, reportages, enquêtes, interviews, points de vue.

Durant cette période, nous assistons à la "construction du phénomène social sida" qui s'élabore sur plusieurs plans : scientifique, économique et enfin moral et culturel. C'est désormais pour le grand public que le sida s'inscrit comme une réalité dont les divers aspects attirent, successivement ou simultanément, l'attention et deviennent l'enjeu de débats et de conflits impliquant des individus et des groupes toujours plus nombreux. Tous se fondent sur les avancées de la connaissance scientifique. Dans le cas du sida, la recherche, plus sans doute qu'en aucune autre occasion, a eu "valeur d'événement". C'est par le "travail" des éléments d'information qu'elle fournit et la diversité des investissements symboliques auxquels il donne lieu, par la mise en évidence des enjeux collectifs, nationaux parfois, qui se cristallisent à son propos que le sida devient autre chose qu'un mystère médical, plus aussi qu'une simple maladie, même grave.

C. Herzlich et J. Pierret, "Maladie et médiatisation", *Universalia* 1990, *Encyclopaedia Universalis*.

11 Une carte d'identité informatisée

Informatisée, plastifiée, infalsifiable, une nouvelle carte d'identité a été expérimentée à partir du 5 janvier 1981 dans trois départements de la région parisienne (...). Cette expérimentation a d'autant plus inquiété tous ceux qui craignent une mise en fiche des citoyens que, simultanément, la loi "Sécurité et liberté" prévoyait de légaliser les contrôles d'identité, rendant dès lors la carte d'identité (...) quasi indispensable (...). En outre, le ministère de l'Intérieur avait prévu, dans un premier temps, de faciliter la lecture optique de cette nouvelle carte informatisée (...). Il n'y avait renoncé qu'après l'intervention de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Derrière cette expérimentation (...) se profilaient d'autres projets, notamment l'informatisation des cartes de séjour des étrangers. Ainsi, on s'orientait vers la création d'un véritable fichier de gestion de la population (...). Le 12 septembre 1981, le nouveau gouvernement! décidait d'interrompre la délivrance de ces nouvelles cartes (...). Dans un communiqué explicatif, le ministère de l'Intérieur déclarait :

"Même en tenant compte des précautions imposées (...) par la Commission informatique et libertés le système envisagé pouvait donner lieu à une mise en fiche des citoyens. Le président de la République a affirmé à de nombreuses reprises qu'il ne voulait pas de ce fichage, qui serait très dangereux pour les libertés individuelles".

"La société française en mouvement", Le Monde, Dossiers et Documents, octobre 1981.

1. Gouvernement Pierre Mauroy, entré en fonction en mai 1981.

12 Biologie et transformation de l'humanité

Dès le début des années 50, un grand biologiste s'interrogeait sur les possibilités que la biologie offre à l'homme de se transformer lui-même.

Ce sera la mission de l'humanité future que de trouver un compromis acceptable entre un "biologisme" trop brutal et une idéo-

logie trop négligente des destinées de l'espèce (...).

L'homme, dès à présent, aurait le pouvoir d'agir profondément sur l'homme. Rien qu'en appliquant son savoir actuel, il pourrait, en quelques générations, hausser le niveau physique et intellectuel de son espèce. Ce progrès, qui est à portée de sa main, il le refuse aujourd'hui plutôt que de le devoir à des moyens qu'il juge incompatibles avec sa dignité. Mais le refusera-t-il demain ? Le refusera-t-il toujours ? Et une humanité saccagée par ses physiciens n'en sera-t-elle pas réduite, un jour, à demander à ses biologistes qu'ils lui restituent en qualité ce qu'elle aurait perdu en quantité ?

L'homme a le droit et peut-être le devoir de ne pas se traiter comme un bétail, mais il doit savoir qu'il repousse par là l'unique moyen d'accroître la distance biologique entre lui et la bête.

J. Rostand, *Pensée d'un biologiste*, Stock.



13 Le professeur Luc Montagnier dans son laboratoire de l'Institut Pasteur

C'est l'équipe du professeur Montagnier qui a réussi à isoler le virus responsable du sida, identification indispensable à la poursuite des travaux de recherche en vue de neutraliser son action destructrice des défenses immunitaires de l'organisme. De nombreux laboratoires se mobilisent à travers le monde pour éliminer ce nouveau fléau.

Analyser

Document 10. Comment les résultats sur la recherche concernant le sida parviennent-ils à la connaissance du public ? Pourquoi ces découvertes scientifiques prennent-elles "valeur d'événement" pour la société ? En quoi consistent les "enjeux collectifs, nationaux parfois" qui se développent à propos de cette recherche ?

Document 11. Quels étaient les avantages de la nouvelle carte d'identité ? Pourquoi y a-t-on renoncé ? Quel danger pour les libertés individuelles recèle l'usage de l'informatique ?

Document 12. Quels seraient les avantages et les inconvénients de l'utilisation du savoir biologique à des fins de transformation de l'humanité ? Pourquoi l'homme se refuse-t-il, aujourd'hui, à utiliser ce pouvoir d'agir sur lui-même ?

Document 13. Quelle est la portée de la découverte du professeur Montagnier ? Quelles peuvent en être les applications pratiques ? Montrez en quoi les recherches biologiques jouent un rôle fondamental dans la lutte contre les fléaux qui menacent l'humanité.

C. Progrès techniques et humanisme

Les progrès techniques posent de graves problèmes aux sociétés humaines : rupture des équilibres traditionnels de sociabilité, menaces sur les libertés et la personne humaine liées aux progrès de l'informatique et aux applications de la génétique et de la biologie.

1 Des relations ambiguës entre l'homme et la machine

L'homme construit des machines qui tendent à le suppléer dans ses fonctions les plus nobles. Alors que les premières machines exécutaient des tâches élémentaires exigeant de la force physique, les équipements modernes automatisent des travaux de précision qui relevaient auparavant de l'habileté manuelle des artisans ou des ouvriers qualifiés. Surtout, l'ordinateur a été dès l'origine conçu comme un modèle réduit du cerveau humain ; les progrès constants de l'informatique ont abouti à l'élaboration des "systèmes experts" qui réalisent une simulation du raisonnement logique dans des cas bien délimités, comme par exemple certains diagnostics médicaux.

La généralisation des techniques informatiques met en œuvre une transformation de notre civilisation. L'organisation des relations sociales selon des méthodes informatiques impose le maniement de données abstraites à des sociétés formées depuis des siècles à l'usage de relations concrètes. Le langage des ordinateurs influence déjà la façon de travailler et de penser. Il devient de plus en plus évident que les progrès actuels des sciences et des techniques rompent des équilibres multiséculaires et qu'il est urgent de réorganiser l'ensemble des relations "éthiques" que l'homme entretient avec son environnement.

Pour beaucoup, le développement de la gestion informatique constitue une menace potentielle pour l'exercice des libertés individuelles. La capacité de mémorisation et le pouvoir de traitement rapide des données qui caractérisent les grands systèmes informatiques centralisés permettent effectivement une surveillance permanente de chaque individu. Tous les États libéraux se sont employés à écarter ce risque (en France, une Commission nationale de l'informatique et des libertés a été créée en 1978).

2 De graves problèmes éthiques

Les progrès de l'embryologie, de la génétique et de la médecine peuvent menacer l'intégrité de la personne humaine. Les techniques de la fécondation en laboratoire remettent en cause les bases millénaires de la procréation : l'embryon humain, fécondé *in vitro*, peut être donné (ou vendu) à une autre femme que la mère sur laquelle l'ovule

initial a été prélevé. Des "mères porteuses" peuvent remplacer des mères naturelles avec lesquelles elles n'ont aucun autre lien que celui de porter leur enfant. Les embryons peuvent aussi subir des manipulations diverses, sous forme de divisions susceptibles de créer des colonies d'êtres rigoureusement identiques ou par introduction de gènes étrangers, supposés améliorer l'espèce, ou en vue de déterminer à volonté le sexe des enfants à naître.

Le perfectionnement des méthodes de réanimation a modifié la définition de la mort clinique, désormais identifiée à l'arrêt des fonctions cérébrales. Les interventions que l'on peut alors pratiquer sur des "cadavres chauds" en état de "coma dépassé", à des fins d'expérimentation médicale ou de prélèvement d'organes, émeuvent périodiquement l'opinion et appellent la définition de règles strictes.

Il appartient à l'État d'arbitrer le débat de société que suscitent les interventions sur le corps humain. Face aux rationalistes, partisans d'accepter certaines manipulations dans l'intérêt des particuliers ou de la société, les Églises sont résolument hostiles à toute atteinte portée au processus naturel de procréation (réservé au couple familial solidement constitué), comme aux altérations génétiques ou organiques.

Au-delà des comités spécialisés qui surveillent déjà l'usage de l'informatique et la pratique des manipulations génétiques, les États doivent réglementer ces pratiques et rénover les codes généraux qui régissent le fonctionnement des sociétés, afin de réaliser un compromis entre les possibilités offertes par le progrès scientifique et le respect des valeurs sur lesquelles reposent les équilibres sociaux.

En France, un Comité national d'éthique coiffe des comités présents dans chaque grand centre hospitalier, à même de prendre en connaissance de cause les décisions appropriées à chacun des cas particuliers. D'autre part, les gouvernements successifs, assistés du conseil d'experts, travaillent actuellement à cette profonde révision du droit, susceptible d'adapter les comportements humains aux récents bouleversements scientifiques et techniques. Pierre Massé qui fut, en qualité de commissaire au Plan, chargé de programmer l'avenir à moyen terme, a bien résumé cet impératif humaniste en affirmant que *"pour conjurer les périls, il nous faut retrouver une éthique, conciliant la cohésion collective et l'épanouissement personnel au prix d'une révision déjà commencée de nos valeurs"*.

idées

A. Progrès techniques et crise économique

- Quel a été l'effet de la crise sur la recherche-développement ?
- Quels moyens de lutte contre la crise procurent les progrès techniques ? Quel rôle économique jouent les industries militaires ?

B. Les récents apports des sciences et des techniques

- Dans quel sens et avec quels objectifs s'est orientée la recherche spatiale ?
- Quelles inventions ont été déterminantes dans les progrès de l'informatique ?
Quelles sont les applications de la filière électronique et leur conséquence sur le développement des grands médias et l'évolution des sociétés ?
- Quels progrès ont accompli la biologie et le génie génétique et quels problèmes ces progrès posent-ils aux sociétés humaines ?

C. Progrès techniques et humanisme

- Quelles sont les conséquences des progrès de l'informatique sur la civilisation ?
- Quels problèmes éthiques se trouvent posés par les progrès biologiques et génétiques ? Comment tente-t-on de les résoudre ?

mots clefs

Bombe à neutrons

Bombe à hydrogène miniaturisée qui détruit toute vie humaine dans son rayon d'action en préservant les bâtiments et le matériel.

Bureautique

Application au travail de bureau des procédés électroniques, qui permet à un ensemble de machines complémentaires mues par ordinateur d'écrire, de traiter, de transmettre et de classer des documents.

Électronique

Ensemble des techniques industrielles qui utilisent les variations de grandeurs électriques pour capter, transmettre et exploiter une information.

Embryologie

Science du développement et de la croissance de l'embryon humain.

Énergies renouvelables

Énergies dont les sources se renouvellent naturellement (marées, soleil...).

Fécondation in vitro

Fécondation d'un ovule prélevé sur une femme par un spermatozoïde prélevé sur un homme en laboratoire, et non par un processus naturel.

Génie génétique

Techniques permettant aux savants des opérations diverses sur les gènes : modification des caractères des espèces végétales ou animales, voire création de nouvelles espèces.

Informatique

Science du traitement automatique de l'information.

Microprocesseur

Cerveau de l'ordinateur. Circuit formé de composants électroniques miniaturisés intégrés, et dotés d'une très forte puissance de travail, permettant de transmettre une information ou une commande, ou d'opérer un calcul, à partir de signaux électriques.

Productique

Application à la production industrielle des procédés électroniques permettant à un ordinateur de contrôler le fonctionnement de machines fabriquant des produits divers.

Satellite

Cabine, habitée ou non, mise en orbite autour de la Terre dans un but économique ou scientifique.

Sonde interplanétaire

Fusée envoyée dans l'espace et guidée ensuite vers les planètes du système solaire afin de les étudier.

Station orbitale

Laboratoire placé en orbite autour de la Terre afin de permettre des observations scientifiques.

dates

1971 : mise en orbite de la station soviétique *Soliot*.

1972 : invention du microprocesseur.

1976 : la sonde américaine *Viking* se pose sur Mars.

1978 : Le Congrès des États-Unis autorise la fabrication de la bombe à neutrons.

1979 : premier lancement de la fusée européenne *Ariane*.

1981 : premier vol de la navette spatiale américaine *Columbia*.

1982 : première naissance par fécondation *in vitro* en France.

1983 : invention du Compact Disc.

1984 : identification du virus du sida.

1986 : explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl en Ukraine.

1988 : lancement du programme biologique international HUGO pour l'étude du génome humaine.

1988 : adoption du projet international de station orbitale habitée (*Freedom*) devant aboutir après 1995.

1994 : développement des systèmes informatiques à connexions et fonctions multiples, dits "auto-routes de l'information" (réseau Internet déjà en fonction).

1994 : lancement par Intel du microprocesseur *Pentium* capable de traiter 100 millions d'instructions par seconde.

1994 : Inauguration de l'*Eurostar*, TGV qui emprunte le tunnel sous la Manche entre Coquelles en France et Folkestone en Angleterre.

DISSERTATION

APPUYÉE SUR DES DOCUMENTS

sujet

Analyser l'évolution de la recherche scientifique et technique de 1945 à nos jours

14 Recherche scientifique et indépendance nationale

Il serait fâcheux que l'indépendance nationale, assurée sur le plan militaire, puisse être insidieusement tournée dans des domaines scientifiques, apparemment plus pacifiques, mais d'une importance vitale pour la conquête des marchés comme

pour l'équilibre de nos firmes. Soyons assurés que l'objectif du plan est que le pays puisse, par l'effort de tous, garder son indépendance scientifique et technique, clé de voûte de l'expression et de l'indépendance d'un pays moderne.

Pierre Cognard, Nouvelle frontière, octobre-novembre 1964.

15 La recherche en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis en 1962

	Volume du financement (en milliards de francs)	Origine du financement (en %)			Lieu d'exécution des recherches (en %)		
		(1)	(2)	(3)	(.)	(2)	(3)
France	5,43	61,3	15,3	23,4	38	15	47
Royaume-Uni	8,9	61,0	0,2	38,8	28	11	61
États-Unis	70	65,5	2,7	31,8	14	12	74

(1) État. (2) Université. (3) Entreprises.

16 Évolution du poids de la recherche française par rapport aux principaux pays de l'O.C.D.E. dans les années 80

	Dépenses de R & D				Effectifs des chercheurs (en milliers)
	En milliards de francs		En % du P.I.B.		
	1981	1988	1981	1989	
France	62,5	130,6	1,97	2,6	51,8
Allemagne (R.F.A.)	88,1	183,5	2,42	3,2	107,1
Italie	26,3	74,5	0,87	1,4	29,9
Japon	136,1	354,6	2,14	3,3	294,2
États-Unis	449,5	1 026,7	2,45	3,3	714,2

17 La France et la coopération européenne pour la recherche : Eurêka

En réponse à l'Initiative de défense stratégique américaine (I.D.S. ou "guerre des étoiles"), le président de la République française François Mitterrand lançait le 17 avril 1985 le projet Eurêka (pour European Research Cooperation Agency). Ce programme de coopération entre entreprises et instituts de recherche européens a été défini dans la déclaration de Hanovre de novembre 1985 (...).

Ses objectifs sont d'ordre civil. Il s'agit de définir des projets précis pouvant à brève

échéance (5 à 10 ans) déboucher sur des applications industrielles commercialisables. L'initiative des projets appartient aux industriels. L'octroi du statut Eurêka à un projet relève des gouvernements. Toutes les applications des technologies avancées sont concernées : matériaux nouveaux, lasers de puissance, grands ordinateurs, intelligence artificielle, micro-électronique, etc.

À l'issue de la conférence de Copenhague en 1988, 214 projets avaient été retenus.

Les notices de la Documentation française, L'Europe des Communautés, La Documentation française, 1989.

Introduction

Dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants français ont décidé d'engager le pays dans la voie de la modernisation, et cette option fondamentale qui impliquait un gros effort de recherche scientifique et technique n'a jamais été remise en question depuis lors. D'abord développée prioritairement dans un cadre national, cette politique a dû s'internationaliser à partir des années 70. Quels sont ses principaux résultats et ses perspectives ?

1. Jusqu'au début des années 70, la recherche française se développe essentiellement au service de la modernisation et du prestige de la France.

- Sous la IV^e République, il s'agit en effet d'assurer la réussite des plans qui se veulent explicitement "de modernisation et d'équipement"; l'énergie et les transports en sont les principaux points d'application. Si les grandes entreprises comme E.D.F. ou les Charbonnages de France ont leurs propres laboratoires de recherche, des organismes spécialisés sont également créés sous l'égide de l'État, comme le Centre national de recherche scientifique (C.N.R.S.), le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) ou encore l'Institut national de la recherche agronomique (I.N.R.A.). La multiplicité des tâches à accomplir et l'insuffisance des ressources financières ont cependant pesé sur le dynamisme de la recherche française.

- C'est dans les années 60 que la recherche scientifique et technique française connaît sa première phase de grand développement, sous l'impulsion de dirigeants politiques, à commencer par le général de Gaulle, convaincus que le prestige de la France dans le monde passe par l'acquisition d'un haut niveau technologique, notamment face aux États-Unis. Dès 1958, une Direction générale de la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.) est installée auprès du Premier ministre, tandis que sont créés de nouveaux organismes de recherche spécialisés, comme le Centre national des études spatiales (C.N.E.S.), l'I.N.S.E.R.M. pour la recherche médicale, l'I.R.I.A. pour l'informatique, le C.N.E.X.O. pour la recherche en milieu océanique... Une Agence nationale pour la valorisation de la recherche (A.N.V.A.R.) est instituée pour faciliter les relations entre les entreprises et les détenteurs de brevets techniques. L'État consacre jusqu'à plus de 6 % de ses dépenses budgétaires au financement de la recherche dont il assume la plus grande part. Le développe-

ment des disciplines scientifiques dans l'enseignement secondaire et la construction de nouvelles universités, dans la région parisienne et en province, soutiennent l'augmentation du nombre de chercheurs (9 000 en 1958, 31 000 en 1969). Beaucoup de réalisations importantes (filiale électronucléaire, procédé S.E.C.A.M. de télévision en couleurs) ne pourront cependant connaître qu'un développement limité dans le cadre national. L'internationalisation s'impose dans ce domaine comme dans d'autres.

2. La coopération se développe parallèlement dans le cadre de la construction européenne, dans le domaine de la recherche nucléaire (au sein d'EURATOM), dans celui de la recherche spatiale ou encore dans celui de l'informatique avec le projet UNIDATA qui instaure une collaboration entre Thomson, Philips et Siemens. Ces premières initiatives européennes ne débouchent que sur des résultats décevants, à cause de l'arrivée de la crise qui exacerbe les susceptibilités nationales; seule la coopération franco-britannique a réussi, hors C.E.E., à faire voler l'avion supersonique Concorde, grande réussite technique dont l'exploitation commerciale se heurte aussitôt à l'augmentation des prix du carburant.

Les orientations prioritaires inscrites dans les VII^e et VIII^e Plans (énergie, filière électronique, matériaux nouveaux...) ne se développent guère dans le contexte de marasme économique de la fin des années 70.

- La politique française de recherche scientifique et technique reçoit une nouvelle impulsion dans les années 80, en s'inscrivant résolument dans le cadre d'une coopération européenne élargie et approfondie. Le coût de la recherche moderne dépasse les capacités nationales et implique une telle collaboration.

En 1983, lorsque le président Reagan engage son très ambitieux programme d'Initiative de défense stratégique (I.D.S.) en sollicitant la participation de tous les alliés des États-Unis, c'est la France qui lance en réponse le projet européen Eurêka destiné à fournir un cadre aux entreprises européennes engagées dans des recherches à finalité strictement civile. Un grand nombre de projets spécialisés voient parallèlement le jour, comme ESPRIT pour les technologies de l'information, RACE pour les télécommunications du futur, BRITE-EURAM pour les matériaux et procédés nouveaux... Le programme ERASMUS est par ailleurs mis sur pied dans le but de favoriser la mobilité intra-européenne des universitaires et des étudiants de la Communauté.

3. En dépit de moyens relativement limités, la France a obtenu des résultats honorables dans le domaine de la recherche scientifique et technique.

- En ce qui concerne la recherche fondamentale, la France a une école de mathématiciens et de physiciens réputés, et plusieurs de ses savants ont été distingués par le prix Nobel, qu'il s'agisse dès les années 60 d'Alfred Kastler (pour ses travaux sur le principe de base de l'émission de rayons laser) et de Louis Néel, ou plus récemment de Pierre-Gilles de Gennes et de Georges Charpak, ou du chimiste Jean-Louis Lehn; Maurice Allais a aussi été distingué pour ses travaux de recherche en science économique. L'Institut Pasteur s'est taillé une solide réputation dans le domaine de la recherche médicale, encore illustrée récemment par la mise en évidence du virus du sida par l'équipe du professeur Luc Montagnier.

- Les ingénieurs français participent aussi aux grandes réalisations techniques européennes, dont le plus beau fleuron est sans doute la fusée Ariane qui dispute avec succès le marché des lancements de satellites à la N.A.S.A. Il reste que les Européens s'associent aux chercheurs américains et japonais pour la réalisation d'un grand laboratoire orbital. Depuis l'abandon de la filière électronucléaire française au début des années 70, et l'adoption d'un brevet américain désormais francisé, le C.E.A. participe aux projets européens, notamment sur la possibilité de maîtriser la réaction de fusion nucléaire qui fournirait des quantités d'énergie sans commune mesure avec celles produites par la fission atomique.

De grands progrès restent néanmoins à accomplir dans les filières de l'électronique et de l'informatique, dans la mise au point de nouveaux matériaux composites, dans la mise au point d'un procédé de télévision à haute définition (T.V.H.D.) et dans l'exploration des biotechnologies, domaines qui constituent les enjeux capitaux de la modernisation en cours, en relation avec le développement de la "troisième révolution industrielle".

Conclusion

La France a donné une grande importance à la recherche scientifique et technique et obtenu des résultats qui ont puissamment contribué à sa modernisation. Cependant, compte tenu de moyens limités, surtout en comparaison de ceux des États-Unis, la France ne peut désormais atteindre ses objectifs technologiques qu'en associant ses capacités à celles de la communauté internationale, et d'abord tout naturellement dans le cadre européen en voie d'unification.

Croyances et valeurs dans le monde d'aujourd'hui

Quels rôles les croyances religieuses jouent-elles dans le monde d'aujourd'hui ?

Se manifestent-elles de manière identique dans toutes les régions du globe ?

Comment la défense des droits de l'homme est-elle assurée ?

sommaire

A. Les Églises chrétiennes entre tradition et modernité.....	400
1. Le concile Vatican II (1962-1965).....	400
2. Les problèmes de l'Église catholique postconciliaire.....	400
3. La chrétienté à l'épreuve de la crise.....	402
B. Le renouveau de l'islam.....	402
1. Le détonateur iranien.....	402
2. La contagion de l'intégrisme musulman.....	404
C. La défense des droits de l'homme.....	406
1. L'action de l'O.N.U.	406
2. Un combat difficile.....	406
Fiche-bac.....	408
Dossier.....	409
L'aide au tiers-monde.....	409

1 L'O.N.U. à l'épreuve

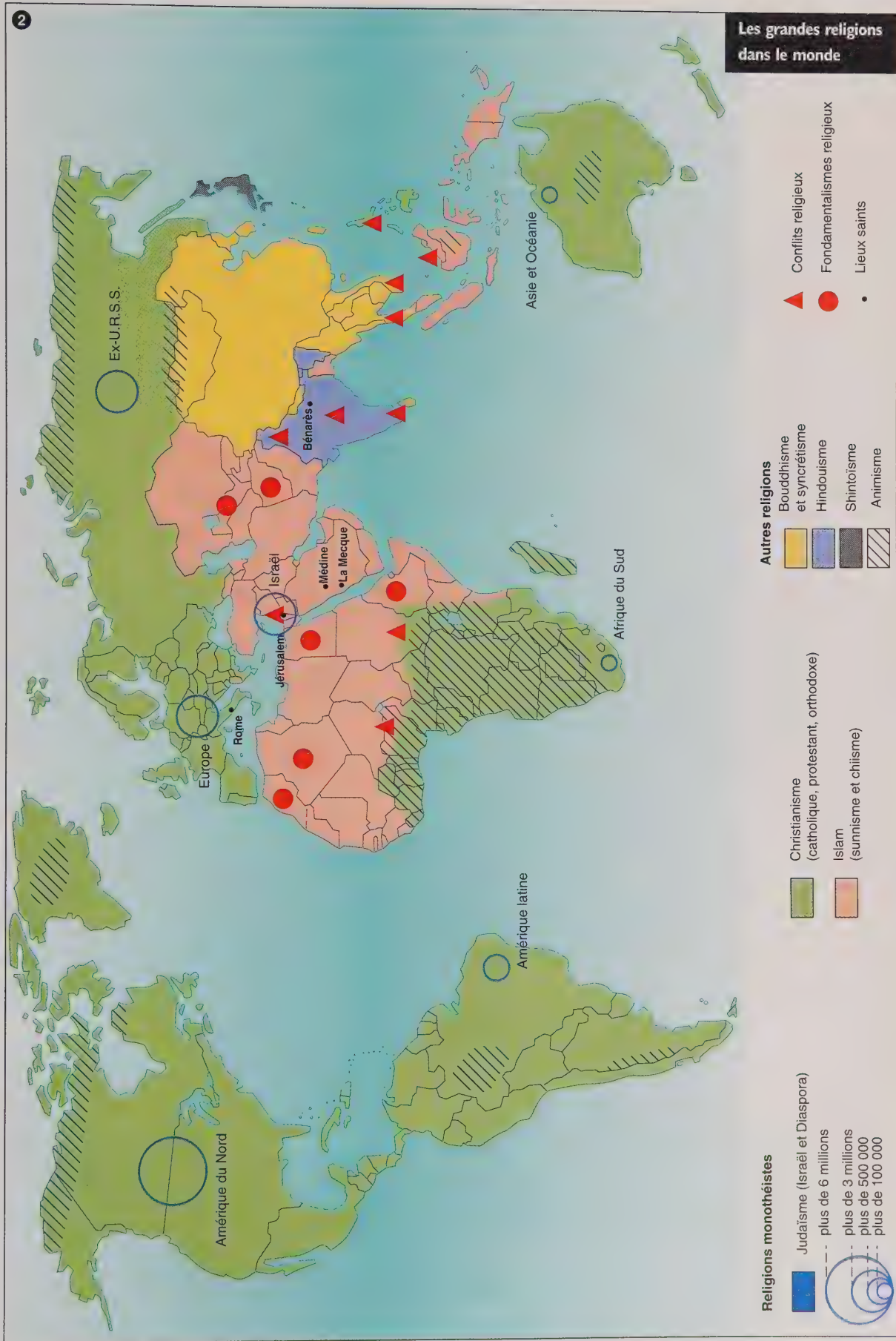
L'O.N.U., et ce n'est pas là le moindre paradoxe de sa longue histoire, risque d'être aujourd'hui victime de sa propre popularité. Alors qu'aux espoirs nés de la Charte de 1945 a bien vite succédé l'atonie d'un système très largement critiqué puis délaissé, le renouveau que connaît aujourd'hui l'Organisation, s'il n'est pas exempt d'ambiguïtés, se traduit en premier lieu par les appels incessants que lui lance la communauté internationale.

Objet de toutes les sollicitations, l'O.N.U. doit impérativement apprendre à être l'objet de toutes les sollicitudes. La précarité de sa situation financière menace la pérennité de certaines opérations. Enfin elle ne peut accepter le risque d'apparaître à terme comme l'organisation déshéritée des causes désespérées (...).

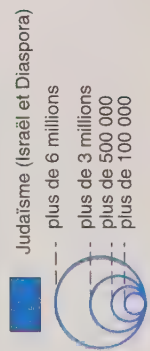
En ces années 90, la notion de maintien de la paix change de contours en intégrant progressivement le principe de l'aide humanitaire (...). Toutefois, l'antinomie entre le respect de la souveraineté des États et la protection des droits de l'homme (deux principes de la Charte) laisse peu de place à l'action humanitaire. Les difficultés que rencontrent les représentants de l'O.N.U. aussi bien en Irak que dans l'ex-Yougoslavie ou en Somalie le démontrent malheureusement chaque jour.

Yves Léonard, L'O.N.U. à l'épreuve, Hatier, 1995.

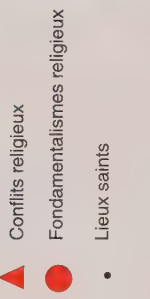
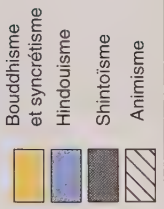
Les grandes religions dans le monde



Religions monothéistes



Autres religions



A. Les Églises chrétiennes entre tradition et modernité

La volonté du pape Jean XXIII de conduire l'Église à une adaptation au monde moderne s'est trouvée concrétisée par le concile Vatican II (1962-1965), qui a renouvelé profondément les structures de l'Église, mais a donné naissance à de vifs débats au sein du monde catholique, tandis qu'une profonde transformation des formes de la foi et de la pratique affecte l'ensemble du monde chrétien.

1 Le concile Vatican II (1962-1965)

L'ouverture de l'Église catholique au monde moderne s'est opérée dans les années 60. Élu au pontificat à la fin de 1958 et d'abord considéré comme un "pape de transition", Jean XXIII a décidé, en janvier 1959, de réunir un concile œcuménique, non pour combattre une erreur ou condamner une hérésie, mais afin de pousser l'Église à une réflexion sur elle-même, à un retour aux sources de la foi et lui permettre d'engager un dialogue fructueux avec son temps, prélude à la reconstitution de l'unité chrétienne ; il s'agissait donc d'effectuer une "mise à jour" (*aggiornamento*) de son enseignement, de ses structures et de ses rapports avec l'ensemble de l'humanité.

Le concile Vatican II s'est donc tenu à Rome d'octobre 1962 à décembre 1965. Commencé sous le pontificat de Jean XXIII, il s'est achevé sous celui de son successeur Paul VI et a réuni plus de 2 500 "pères conciliaires", évêques et cardinaux, représentant toutes les parties du monde. À la minorité conservatrice, représentée par les membres de la Curie romaine (gouvernement de l'Église catholique), s'est opposée dès la première session du concile une majorité de prélats favorables au renouveau de l'Église, dont monseigneur Montini, archevêque de Milan et futur pape Paul VI. Ceux-ci firent adopter un certain nombre de textes (constitutions, déclarations, décrets) qui renouvelaient profondément le visage de l'institution ecclésiale et définissaient sa place dans le monde moderne.

Parmi les apports les plus novateurs de l'œuvre conciliaire, il faut mentionner la reconnaissance du pluralisme, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Église, l'affirmation de la liberté religieuse, l'entrée officielle du catholicisme dans le mouvement œcuménique, la primauté donnée à la destination commune des biens sur la propriété privée, l'épuration du concept de tradition qui n'est plus confondu avec le respect aveugle du passé, etc.

Les chefs de la chrétienté ont manifesté en même temps un intérêt croissant pour les affaires du monde : Jean XXIII, en publiant les deux grandes encycliques, *Mater et Magistra* (mai 1961), consacrée à la question sociale, et *Pacem in terris* (mai 1963), sur la paix entre les nations ; Paul VI, en inaugurant une politique toute nouvelle de déplacements dans les différentes parties de la planète (à

Genève, à Jérusalem, à Fatima, en Amérique latine, en Inde, en Asie du Sud-Est, à l'O.N.U. également où, se présentant comme "expert en humanité", il prononça, en octobre 1965, un pathétique discours en faveur de la paix).

2 Les problèmes de l'Église catholique postconciliaire

Les structures de l'Église ont été profondément modifiées :

- Les institutions pontificales ont été transformées dans le sens de la simplification et de la décentralisation. La Curie a été internationalisée et le nombre de prélats italiens placés à la tête de ses services a fortement diminué.
- La collégialité épiscopale, décidée par Vatican II, s'exprime désormais par l'existence du Synode des évêques, réunion que le pape peut aisément convoquer pour s'informer ou prendre conseil, et par les "conférences épiscopales nationales" qui rassemblent les évêques dans chaque pays.
- Enfin, la réforme de la liturgie (rites et chants accompagnant la cérémonie religieuse) est entrée peu à peu en pratique. Elle substitue au latin les langues nationales et s'efforce d'obtenir des fidèles une participation active aux offices religieux.

Mais ce renouvellement s'est heurté à une double opposition :

- Celle tout d'abord des catholiques traditionalistes qui ne reconnaissent plus l'Église de leur jeunesse et reprochent à la hiérarchie d'avoir poussé trop loin sa volonté de réforme. En France, cette fraction intégriste et ultraminoritaire de la catholicité s'est rassemblée autour de monseigneur Lefebvre. Au-delà du symbole de la messe en latin, c'est toute l'évolution de l'Église postconciliaire qui a été mise en cause et celle d'une société considérée comme "laxiste" et "décadente" : d'où les liens qui unissent certains de ces catholiques intransigeants à l'ultra-droite politique. En 1988, le conflit entre les disciples de monseigneur Lefebvre et le Saint-Siège a abouti à un véritable schisme.
- L'autre versant de la contestation se situe du côté de ceux qui attendent des transformations beaucoup plus radicales : fidèles que le conservatisme de l'Église en matière de contrôle des naissances (encyclique *Humanae*

3 Europe de l'Est : une "revanche de Dieu" ?

Jean-Paul II a parlé, en avril 1990, à Prague, et en juin 1991, en Pologne, des dangers de la société de consommation et appelé à une renaissance culturelle, spirituelle et morale de l'Europe. L'idée d'une nouvelle Europe chrétienne fait son chemin. Mais si tel est le discours du chef de l'Église ca-

tholique, il ne faudrait pas trop vite parler d'une "revanche de Dieu" à l'Est. Les Églises ont retrouvé droit de cité, elles sont "restitUTIONnistes" et appellent à la mission sur un terrain aujourd'hui en friche. Mais les sociétés découvrent le pluralisme des valeurs et sont peu enclines à passer d'une idéologie totale à une autre. La religion apparaît dans cette partie de l'Europe comme

constitutive du prépolitique, comme véhicule d'éthique et d'identité nationale. Mais lorsque sera dépassée l'étape de la reconstitution des nations, la question de la place de la religion dans les sociétés européennes pourrait se poser de la même façon qu'en Occident.

Kathy Rousselet, in *Universalia* 92, I.F.R.I./Dunod, 1991.



4 Ouverture du Concile de Vatican II (11 octobre 1962)



5 L'Église en Afrique. Messe célébrée au Rwanda en 1993 devant les enfants d'un village

Analyser

Document 3. Quels objectifs le pape Jean-Paul II a-t-il assignés aux Églises de l'Est européen ?

Quels sont les obstacles à leur réalisation ?

Document 4. Qu'est-ce qu'un concile (voir les mots clefs p. 408) ? Qui décide sa réunion ? Pourquoi ?

Document 5. De quel phénomène concernant la diffusion de la religion catholique cette photographie témoigne-t-elle ?

vitae, 1968) a déçus ; prêtres qui réclament leur intégration totale à la vie de la société laïque (abrogation de l'obligation du célibat, droit d'exercer une activité salariale et de s'engager politiquement dans la voie du socialisme) ; représentants, enfin, de certains clergés nationaux qui, par la voix de leurs évêques, ont reproché au pape, dans les années 70, de se comporter en monarque absolu, chef d'une puissance temporelle (du domaine des choses matérielles, par opposition au spirituel, domaine de l'esprit).

③ La chrétienté à l'épreuve de la crise

Motivé par les incertitudes qui pèsent sur l'avenir de l'humanité et par la crise des grandes constructions idéologiques, le renouveau religieux profite d'abord, en dépit des apparences, aux Églises constituées. Certes, les statistiques indiquent clairement, dans nombre de pays, un rétrécissement de leur influence, à commencer par celle de l'Église catholique. L'assistance à la messe, l'observance des règles édictées par la hiérarchie (notamment en matière de comportement moral, de sexualité, de contraception), les vocations sacerdotales, l'appartenance à des organisations dépendant directement ou indirectement de l'Église, voire l'adhésion à de nombreux articles du dogme, connaissent un déclin réel, surtout dans les pays riches du monde occidental.

Il s'agit, le plus souvent, d'un recul quantitatif, affectant des catégories de chrétiens dont la pratique avait eu, de tout temps, un caractère formel, lié à des considérations sociales ou simplement à la peur du châtement divin. En contrepartie, on constate chez de nombreux fidèles un approfondissement et un enrichissement du sentiment religieux, tourné vers l'action et la spiritualité, engagé socialement et parfois politiquement, plutôt que réduit aux aspects rituels de la parole et du geste.

En dehors des grandes nations industrialisées, l'influence du clergé et l'attachement aux formes classiques de la vie religieuse demeurent très vifs. La vitalité du catholicisme polonais, véritable catalyseur de la volonté de résistance d'un peuple en lutte pour le maintien de son identité, a

témoigné en ce sens, ainsi que l'accueil enthousiaste réservé par les foules africaines, latino-américaines et asiatiques lors des voyages du pape Jean-Paul II dans ces parties du monde.

Dans les pays riches, les Églises voient se développer en leur sein des courants se réclamant d'une conception mystique de la vie religieuse, à la faveur des effets conjugués de la récession, de la peur nucléaire, du bouleversement des mœurs et de l'érosion des valeurs séculaires.

Aux États-Unis et au Canada, le phénomène a pris, depuis le début des années 70, une ampleur considérable, tant parmi les protestants ("néo-pentecôtisme") que chez les catholiques, où il a donné naissance au mouvement charismatique (plusieurs centaines de milliers d'adhérents, issus principalement des classes moyennes et qui pratiquent la prière collective et le chant prophétique).

Au début des années 80, la résurgence du vieux fond puritain et antimoderniste, qui s'est toujours manifesté depuis un siècle lors des périodes de mutation accélérée, a pris entre autres formes, celle d'un retour au fondamentalisme. Elle a nourri en même temps, en dehors des sectes (*Christian Science*, Témoins de Jéhovah, Moon, etc.) et celle des "télévangélistes", des comportements sociaux, politiques et culturels orientés à droite et qui ont formé l'une des composantes du "reaganisme".

Élu au pontificat en 1978, le pape polonais Jean-Paul II s'est efforcé de concilier la fermeté des principes et l'ouverture au monde. En prise directe sur la planète à travers les très nombreux voyages qu'il a accomplis, il dénonce à la fois les manquements des fidèles aux préceptes moraux édictés par l'Église et la violation des droits de l'homme et des principes élémentaires de la justice sociale dans de nombreux pays dictatoriaux ou totalitaires.

Toutefois, la crainte de voir certains États pauvres du tiers-monde se convertir au marxisme athée a conduit la haute hiérarchie catholique à prendre le contre-pied des clercs qui, en Amérique latine notamment, se réclamaient de la "théologie de la libération".

B. Le renouveau de l'islam

Le renouveau de l'islam sous la forme du fondamentalisme musulman a trouvé son terrain d'élection en Iran, où il a inspiré une révolution contre le Shah. Mais la contagion de l'intégrisme est forte dans l'ensemble de l'islam, agitant de convulsions l'ensemble du monde arabe.

① Le détonateur iranien

Très divers dans ses composantes, le monde islamique présente, depuis le début du XX^e siècle, les signes d'un renouveau social et politique relativement homogène. Pré-

paré de longue date, dirigé avant 1914 contre la domination ottomane au Proche-Orient, puis contre celle des colonisateurs occidentaux dans les pays arabes d'Afrique et d'Asie, celui-ci a constitué, dès le milieu des années 50,



6 Jean-Paul II à Manille en 1994

7 Les Français et la religion

LA PRATIQUE

Assistance à la messe		
(% de l'ensemble)	Catholiques	Population
• Praticants réguliers :		
Plusieurs fois par semaine	1	16
Tous les dimanches	13	
1 ou 2 fois par mois	6	
• Praticants occasionnels	19	15
• Non-praticants :		50
Uniquement pour les cérémonies (mariages, baptêmes)	52	
Jamais	9	
Sans religion	15,5	
Autres religions	3,5	

LA CROYANCE

Qu'y a-t-il après la mort ?					
(en %)	(1)	(2)	(3)	(4)	
Total population française	30	43	19	8	
Catholiques pratiquants	25	46	21	8	
Catholiques non pratiquants	34	45	11	10	

(1) Rien. (2) Quelque chose mais ne sait pas quoi.
(3) Une nouvelle vie. (4) Sans opinion.

Croyez-vous...		
	Population française	Catholiques
À la résurrection du Christ	51	60
Au Ciel	40	47
À l'Enfer	23	27

Sondage S.O.F.R.E.S., octobre 1986.

8 La tentation politique de l'Église polonaise

L'Église polonaise manifeste une certaine inquiétude et la transmet aux fidèles. Dans la démocratie naissante, elle voudrait préserver intact son pouvoir sur la vie morale des Polonais, ce qui la conduit à s'immiscer dans la vie publique. Les évêques font pression sur les députés pour qu'ils votent le remplacement de la loi sur l'avortement de 1956 par un dispositif pénal répressif. Ils ont obtenu l'enseignement quasi obligatoire du catéchisme à l'école, provoquant chez les jeunes les premiers réflexes d'anticléricalisme. Enfin, les évêques ont exigé du Parlement que soit retiré de la loi constitutionnelle le principe de séparation de l'État et de l'Église.

Cette confusion entre l'"autel et le trône", si elle s'explique par le triomphalisme de l'Église polonaise, dérouté de nombreuses personnes, y compris parmi le clergé. Ce dernier voudrait soutenir le nouveau régime mais le néolibéralisme est contraire à l'enseignement social de l'Église et notamment à l'esprit de la dernière encyclique du pape Jean-Paul II. Peut-on suivre le gouvernement lorsqu'il déclare que le chômage n'est qu'un moindre mal ? Dès lors, il n'est pas étonnant que la communauté chrétienne se fracture, qu'y apparaissent des groupes ultra-conservateurs et intégristes (...).

Mais la véritable impulsion au désarroi vient peut-être du chef spirituel de l'Église, le pape Jean-Paul II, chéri par les Polonais comme le principal artisan de la liberté. Que veut exactement le Vatican ? Après les années postconciliaires, riches en ouvertures et mouvements de modernisation, l'image du catholicisme se rigidifie, avec l'appel à plus d'intransigeance et à la manifestation d'un esprit de conquête (...). Voir se profiler derrière chaque consultation électorale le spectre de l'État confessionnel comme réponse au constat selon lequel le catholicisme, pour résister, doit se donner les mêmes attributs que les grandes religions conquérantes, soulève bien des interrogations chez nombre de Polonais.

G. Mink, "La Pologne en 1990", dans *L'Europe centrale et orientale, de l'espoir aux réalités*, La Documentation française, 1991.

9 L'esprit missionnaire protestant

Le protestantisme, on le sait, s'est développé surtout en Europe centrale, en Europe du Nord et en Amérique. Le mouvement missionnaire n'a véritablement explosé qu'au XIX^e siècle, ce qui donne souvent du protestantisme une image anglo-saxonne et germanique ou nordique. Il est temps, sans doute, de se défaire de cette

représentation. Les Églises protestantes, avec parfois des allures de sectes, se développent très vite en Afrique, en Amérique du Sud, en Asie et en Océanie. Quand le Premier ministre français, Michel Rocard, a envoyé une mission de paix en Nouvelle-Calédonie, il a associé les forces vives de la société civile présentes là-bas : à côté d'un franc-maçon et d'un prêtre, il y avait le pasteur Stewart, président de la Fédération protestante. En Polynésie, non seulement les Églises se développent, mais aussi une certaine forme de recherche théologique. Les autorités religieuses ont même dû y mettre un frein, les chercheurs allant un peu trop loin dans le syncrétisme¹. Les protestants ont redécouvert la mission et, comme l'Église catholique, ils doivent s'adapter aux civilisations rencontrées (...). Incontestablement, le monde protestant déborde de vie, mais hormis certains pays comme l'Allemagne et les États-Unis, son poids politique paraît limité. Certes, les protestants sont là au moment où il faut : que ce soit dans la recherche théologique ou pour témoigner au cœur du monde sur les questions essentielles, et ils rejoignent, en bien des cas, les catholiques. Mais leur diversité leur rend difficile en général d'agir en commun selon les lignes définies comme l'Église romaine : le Conseil œcuménique des Églises se borne à poser des principes et à exprimer des états d'esprit. Au fond, on ne peut faire qu'une description phénoménologique du monde protestant. Ce que chacun peut constater, c'est le dynamisme, la vitalité, le plaisir à dire une foi, déroutante souvent, pour les catholiques de tradition.

C.-F. Jullien, "Panorama du monde chrétien", Ramsès 92, I.F.R.I./Dunod, 1991.

¹ Ne proposaient-ils pas d'appeler Dieu par le nom du dieu traditionnel maori de la Polynésie ?

Analyser

Document 6. Où se trouve Manille ? De quelle politique de la papauté cette photographie témoigne-t-elle ?

Document 7. Que révèle cette enquête du comportement des Français à l'égard de la religion ? Les croyances diffèrent-elles beaucoup selon les catégories entre lesquelles se répartissent les personnes interrogées ?

Document 8. Comment l'immixtion de l'Église dans la société polonaise se manifeste-t-elle ? Quelle est l'attitude du Saint-Siège ? Pourquoi de nombreux Polonais sont-ils troublés par cette politique ?

Document 9. Sous quelles formes l'esprit et l'action missionnaires protestants se développent-ils ? Pourquoi le poids politique du protestantisme est-il moins fort que celui du monde catholique ?

un puissant levier des nationalismes dans cette partie du monde (nassérien en Égypte, baasiste en Syrie et en Irak). Ce sont les événements d'Iran, à partir de 1979, qui ont conféré une valeur exemplaire aux formes les plus radicales de la "révolution islamique".

Soucieux de procéder à la modernisation accélérée de son pays, le Shah (souverain) Mohamed Reza Pahlavi avait inauguré, dans les années 60, une "révolution blanche", destinée à améliorer le sort de la paysannerie, bientôt relayée par une politique d'industrialisation forcée, pour mettre en place une infrastructure moderne, et par un effort considérable en matière d'éducation et d'équipement militaire. Grâce à la "rente pétrolière" et à l'aide des Américains, l'Iran est ainsi devenu, avec l'une des plus puissantes armées du monde, le "gendarme du Golfe".

Les bouleversements produits par cette modernisation ont produit une réaction de rejet. Obnubilés par la réalisation de leurs projets grandioses, le monarque et les dirigeants iraniens se sont peu souciés des problèmes sociaux et humains que posaient les effets incontrôlés de la croissance : or celle-ci profitait essentiellement à une minorité de privilégiés (hommes d'affaires, hauts cadres de l'administration et de l'armée), tandis que la plus grande partie de la population subissait les conséquences négatives de l'expansion (hausse du coût de la vie, ruine des petits agriculteurs, exode rural, etc.).

Un autre sujet de révolte a été l'occidentalisation de la culture et des mœurs (dévoilement des femmes; introduction d'écrits et de films exaltant le culte du plaisir, etc.) qui a déferlé sur le pays et a bouleversé les traditions, et que le clergé chiite (90 % des Iraniens se réclament de cette branche de l'islam), dépossédé par le Shah du monopole de l'éducation et de la plus grande partie de son patrimoine foncier, a su habilement prendre en charge. C'est ce refus du modèle occidental, incarné par les États-Unis, qui, la crise aidant, a débouché sur un mouvement de révolte contre le régime. Soutenu par les religieux chiites, et notamment par le plus prestigieux, l'ayatollah Khomeyni, exilé en France, il a abouti, au début de 1979, au départ du Shah suivi du retour de Khomeyni – devenu imam (chef religieux et véritable inspirateur du pouvoir). Une "République islamique" a été mise en place, s'appuyant sur l'autorité du clergé (les mollahs) et sur la milice armée des "gardiens de la Révolution".

Depuis, ce régime, à bien des égards totalitaire, a multiplié les exécutions sommaires, supprimé de nombreuses libertés et rétabli la loi musulmane. La longue et sanglante guerre contre l'Irak (1980-1988) a servi de relais aux détenteurs du pouvoir pour mobiliser la population contre "le Grand Satan" (les États-Unis) et ses

alliés de l'intérieur. En même temps, l'imam s'est efforcé de faire disparaître toute trace d'occidentalisation des mœurs, interdisant la musique pop et les films "immoraux", ou obligeant les femmes à porter le voile (*tchador*), punissant du fouet les buveurs d'alcool et les coupables d'adultère.

Cette évolution s'est faite au grand dam de la bourgeoisie et des classes moyennes, mais avec l'assentiment d'une grande partie des masses, qui avaient toujours refusé la libéralisation des mœurs. Ces masses ont bénéficié de certaines mesures sociales : écrasement de la grille des salaires, aide à la paysannerie pauvre, biens des bénéficiaires de l'ancien régime confisqués au profit des déshérités, etc.

2 La contagion de l'intégrisme musulman

L'islam traditionnel est devenu une force politico-religieuse de tout premier plan. Du Maroc au Pacifique, nombre de pays sont ainsi travaillés par des courants qui, répudiant à la fois le marxisme matérialiste et l'occidentalisation héritée de l'ère coloniale, voient dans le Coran et dans la tradition islamique les modèles de la société à construire, ou à reconstruire :

– Il est l'inspirateur du pouvoir dans un pays comme la Libye, où le colonel Kadhafi a mis en place, depuis 1969, un régime fondé sur les préceptes de l'islam d'un rigorisme moral aussi affirmé que celui de l'Iran.

– Il est parfois récupéré par les classes dirigeantes sous une forme strictement ritualiste, dans le but d'en désamorcer la force révolutionnaire : par exemple au Pakistan et en Arabie saoudite.

– Ce "fondamentalisme" musulman sert de catalyseur à de nombreuses catégories d'opposants aux régimes établis dans la région : tel est le cas de pays comme l'Égypte, où il s'est organisé autour des "Frères musulmans", les États d'Afrique du Nord ou les Émirats du Golfe.

Cette évolution est d'autant plus importante qu'elle est intervenue dans la région la plus turbulente de la planète. Noyau en pleine effervescence d'une poussée islamique qui ne cesse d'enregistrer des progrès en Afrique, zone de déclenchement des deux tempêtes pétrolières en 1973 et 1979, la région qui s'étend entre les rivages africains de l'Atlantique et l'océan Indien est à l'heure actuelle le principal creuset de la fusion qui se fait entre tensions politiques et perturbations économiques.

Le phénomène n'est toutefois pas limité à ce secteur : il est en effet tout aussi vigoureux dans les zones en pleine expansion démographique de l'Asie centrale ex-soviétique et présent jusqu'en Europe de l'Ouest, dans le sillage des courants migratoires.



11 La jeunesse tunisienne entre marxisme et islam

(...) Les sociétés musulmanes, même les plus riches, connaissent une subite accentuation des inégalités, l'oppression et la morgue des classes dirigeantes, l'étalage impudent des richesses, toutes choses condamnées aussi bien par le marxisme que par l'islam. Ensuite, l'aliénation, par mimétisme pro-occidental, est peut-être encore plus grande aujourd'hui que sous la domination coloniale, parce qu'elle est déculpabilisée et intériorisée. Quand des libéraux ou des intellectuels musulmans dénoncent cette aliénation, on ne les entend pas : qu'ont-ils d'autre à proposer qu'une copie de l'Occident ? En revanche, les islamistes offrent une alternative autrement plus séduisante lorsqu'ils parlent de revenir aux sources, de retrouver des racines perdues. Ils sont les seuls – avec les marxistes – à proposer une réponse globale aux problèmes de l'aliénation (...). Dans les pays musulmans, comme ailleurs dans le monde, les jeunes remettent en question le marxisme : nous avons aussi nos "nouveaux philosophes" ! Ils constatent, de plus en plus, que le marxisme se heurte chez eux à la religiosité des masses musulmanes, décidément hostiles au matérialisme dialectique. Surtout, ils retrouvent ou redécouvrent l'aspect fondamen-



12 Manifestation de fondamentalistes au Pakistan

talement égalitariste de l'islam. Après tout, si l'on considère l'aboutissement du marxisme – et non son processus – on peut se dire que l'islam, lui aussi, est communautaire et qu'il est même, tout comme le communisme, profondément égalitariste. D'où l'attraction actuelle de cet islam des origines.

Interview de Habib Boulares, ancien ministre tunisien de l'Information, au Nouvel Observateur, 12 mars 1979.

Analyser

- Document 10.** Quelles sont les régions du globe où l'islam est majoritaire ? Où se trouvent les chiïtes ?
- Document 11.** Quelles sont les croyances et les pratiques religieuses qui permettent, dans les pays musulmans, de lutter contre l'aliénation produite par le modèle occidental ? Quels obstacles rencontre le marxisme en pays musulman ? Quel rôle politique et idéologique l'islam peut-il jouer ?
- Document 12.** Quel phénomène cette photographie illustre-t-elle ? (voir cours p. 404).

C. La défense des droits de l'homme

Inspirée par la tradition humaniste de l'Occident, la défense des droits de l'homme se heurte à de nombreuses difficultés que ne parviennent à surmonter ni l'O.N.U. ni les organisations non gouvernementales (O.N.G.), mais elle progresse néanmoins depuis 1975.

1 L'action de l'O.N.U.

Le combat pour le respect des droits de la personne humaine a lui aussi une longue histoire. Il constitue depuis deux siècles la voie privilégiée par laquelle la "morale" s'introduit dans la "jungle" que sont les relations entre les États. Cette conception d'une morale universelle proclamant les droits fondamentaux de l'individu, transcendant les intérêts égoïstes des peuples et fixant une limite à la souveraineté des États, est largement fondée en effet sur une tradition humaniste occidentale qui va de la "philosophie des Lumières" du XVIII^e siècle à la création de l'O.N.U., en passant par les "Quatorze Points" du président Wilson (1918) et par la charte de l'Atlantique (1941).

Aussi est-elle souvent dénoncée comme un produit de l'idéologie dominante des pays riches par des gouvernants qui, tantôt répudient le modèle "libéral", tantôt font prévaloir l'identité culturelle et l'intérêt collectif des peuples dont ils ont la charge sur les droits des individus, après avoir retourné contre le colonisateur les principes moraux et juridiques dont celui-ci s'est continuellement prévalu : c'est le cas dans de nombreux pays issus de la décolonisation.

L'O.N.U. éprouve des difficultés à faire appliquer les principes qu'elle a posés :

– La Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies, le 10 décembre 1948, fait obligation à tous les États membres de respecter, dans leurs rapports avec les individus, un certain nombre de règles : justice, liberté et intimité de la vie privée, droits civils et politiques, droits à la sécurité économique et sociale, droit à l'épanouissement.

– Le 16 décembre 1966, la même instance a adopté deux pactes qui, à la différence de la Déclaration de 1948, introduisent des dispositifs contraignants. Le premier, de nature à donner plutôt satisfaction aux pays socialistes, porte sur les droits économiques, sociaux et culturels et précise qu'il peut être mis en œuvre progressivement "dans les pays en voie de développement, compte dûment tenu des droits de l'homme et de leur économie nationale". Le second, qui concerne les droits civils et politiques, est plus conforme aux conceptions libérales et stipule que "tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes". Il doit au contraire recevoir une application immédiate.

Or la moitié seulement des États membres de l'O.N.U. ont ratifié ces pactes et se trouvent effectivement liés par eux. Par ailleurs, les règles de l'organisation mondiale restreignent encore leur portée, dès lors qu'elles interdisent "toute intervention dans les affaires qui relèvent de la compétence d'un État". Ce qui a permis à un régime aussi peu respectueux des droits de la personne humaine que le "Kampuchéa démocratique" (Cambodge) d'adhérer aux deux pactes.

2 Un combat difficile

La défense des droits de l'homme répond à une nécessité permanente. L'écrasement des "fascismes" et la fin des empires coloniaux n'ont eu raison ni du phénomène totalitaire, ni des formes de domination héritées de l'ère du capitalisme triomphant, ni des atteintes portées un peu partout aux droits et à la dignité de la personne humaine. Au contraire, les espaces de liberté ont plutôt eu tendance à se réduire, tandis que des comportements régressifs, comme la torture et le génocide, se généralisaient au point de ne plus susciter que des réactions sporadiques et d'ailleurs sélectives. Même des pays se réclamant de toute une tradition humaniste n'échappent pas à cette tendance, tantôt en soutenant des dictatures terroristes, pour assurer leur propre sécurité ou la sauvegarde de leurs intérêts, tantôt en tolérant sur leur propre territoire des entorses aux droits des individus.

Des efforts ont été faits en Europe pour mieux concilier les idéaux et les contraintes de la diplomatie : signature, en novembre 1950, d'une Convention européenne des droits de l'homme ; mise en place par les États signataires de ce traité d'une Cour européenne des droits de l'homme, habilitée à statuer sur les recours des particuliers ; signature, en août 1975, de l'Acte final d'Helsinki, lequel comporte des dispositions visant à faciliter la libre circulation des hommes et des idées entre les pays signataires. Ce texte n'a sur ce point qu'une valeur morale, mais il a fourni aux "dissidents" des pays de l'Est un instrument leur permettant de prendre les opinions à témoin de leur lutte, placée à partir de cette date sous le signe des "droits de l'homme" contre la dictature de la Nomenklatura.

De 1976 à 1979, le président américain Jimmy Carter a fait de la défense des droits de l'homme le fondement de sa politique étrangère. Conforme au sentiment d'une

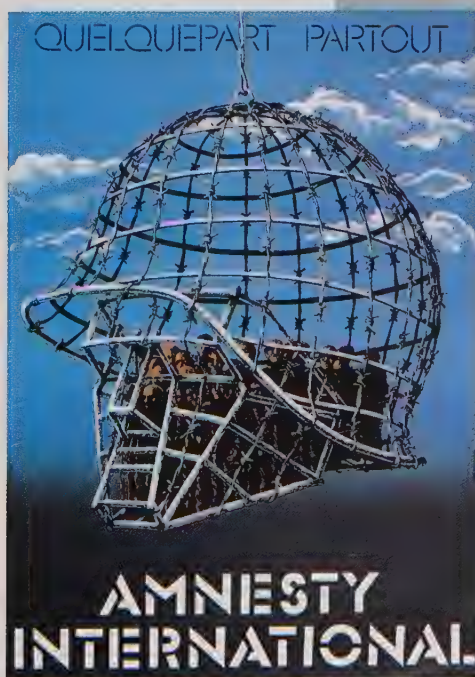
opinion publique qui était sortie traumatisée de la guerre du Vietnam et souhaitait le retour aux idéaux de l'Amérique libérale, la "croisade" du président Carter n'était en fait exempte ni de contradictions ni d'une certaine ambiguïté, dès lors qu'elle offrait aux États-Unis la possibilité de peser sur les affaires intérieures de leur principal adversaire, voire de déstabiliser les régimes des pays de l'Est. Elle a cependant soulevé de grandes espérances, tant en Amérique latine et en Afrique que parmi les opposants au communisme totalitaire, mais n'a pas résisté très longtemps au réveil de la "guerre froide" qui a suivi les événements d'Iran et d'Afghanistan en 1979.

À l'heure actuelle, l'effondrement du communisme en Europe de l'Est et la volonté des États-Unis d'imposer des régimes démocratiques dans leur zone d'influence tendent à faire de la défense des droits de l'homme un système de valeurs universelles.

L'essentiel passe peut-être aujourd'hui par l'action des **organisations non gouvernementales (O.N.G.)**. Celles-ci s'appliquent de plus en plus fréquemment à dépasser les clivages politiques et à faire prévaloir les exigences de l'action sur celles de l'idéologie. La plus célèbre et la plus efficace, **Amnesty International**, a été fondée à Londres, en 1961, par un petit groupe d'une dizaine de personnes rassemblées autour de Sean Mac Bride. Depuis cette date, elle est devenue une organisation internationale puissante (plus de 500 000 adhérents et donateurs répartis dans 150 pays), entièrement financée par les cotisations et les dons, et qui consacre tous ses efforts à la libération des prisonniers d'opinion, ainsi qu'à la lutte contre la peine de mort, la torture et les traitements inhumains ou dégradants infligés aux détenus.

13 Les grandes dates de l'O.N.U.

- 29 novembre 1947 : Plan de partage de la Palestine.
- 10 décembre 1948 : Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée à la quasi-unanimité.
- 25 juin 1950 : Condamnation de l'intervention nord-coréenne en Corée du Sud.
- 5 novembre 1956 : Envoi d'une force d'urgence sur le canal de Suez.
- 30 janvier 1957 : Condamnation de la politique d'apartheid en Afrique du Sud.
- 21 octobre 1959 : Condamnation de l'invasion du Tibet par la Chine.
- 27 novembre 1963 : Traité interdisant les expériences atomiques dans l'atmosphère.
- juillet 1967 : Envoi d'observateurs pour le contrôle du cessez-le-feu sur le canal de Suez après la guerre des Six Jours.
- 20 mai 1968 : Sanctions contre le régime imposé en Rhodésie par la minorité blanche.
- 25 octobre 1973 : Envoi à l'est du canal de Suez de 7 000 "casques bleus" pour contrôler le cessez-le-feu.
- 3 juin 1974 : Envoi dans la région du Golan de 1 330 "casques bleus" pour s'interposer entre les Israéliens et les Syriens.
- septembre 1975 : L'O.N.U. recommande l'autodétermination du Sahara occidental.
- 19 mars 1978 : Envoi dans le Sud du Liban de 5 800 "casques bleus".
- 9 août 1988 : Envoi d'observateurs pour le contrôle du cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak.
- 30 août 1988 : Le Maroc et le Front Polisario acceptent le plan de paix de l'O.N.U. au Sahara occidental.
- 29 septembre 1989 : Prix Nobel de la Paix aux Forces des Nations unies.
- 29 novembre 1990 : Résolution 672 pour le recours à la force contre l'Irak après le 15 janvier 1991.
- 3 avril 1991 : Résolution 687 sur le cessez-le-feu dans la guerre du Golfe.
- décembre 1991 : Création d'un poste de coordination chargé des affaires humanitaires.
- 8 juin 1992 : Résolution 758 sur le déploiement de "casques bleus" en Bosnie.



14 Affiche d'Amnesty International

Analyser

Document 13. Quel bilan peut-on faire de l'action de l'O.N.U. depuis 1945 ?

Document 14. Que savez-vous d'Amnesty International ? Montrez comment cette photographie symbolise l'action d'Amnesty International ?

idées

A. Les Églises chrétiennes entre tradition et modernité

- Quel était l'objet du concile Vatican II ? Quelles sont les principales novations qu'il a adoptées ? Quelle nouvelle attitude par rapport au monde se trouve ainsi manifestée par l'Église catholique ?
- Sur quels points ont porté les renouvellements des structures de l'Église ? Quelles oppositions ont-elles rencontrées ?
- Quelle nouvelle forme de religiosité se développe de nos jours ? Pourquoi ? Quel rôle la crise a-t-elle joué dans le développement de ce phénomène ?

B. Le renouveau de l'islam

- Quel rôle l'islam a-t-il joué dans la révolution iranienne ? Quelle a été son attitude face aux tentatives de modernisation ? Par quels traits se caractérise la "République islamique" ?
- Quelle est l'influence politico-religieuse de l'intégrisme islamique dans le monde musulman ?

C. La défense des droits de l'homme

- Sur quels principes est fondée la défense des droits de l'homme ? Quel rôle joue l'O.N.U. dans cette défense ? Quel facteur fait obstacle à ce rôle ?
- La défense des droits de l'homme est-elle aujourd'hui un problème d'actualité ? Quelle est, à cet égard, l'importance des accords d'Helsinki ? Peut-on considérer que, depuis cette date, la défense des droits de l'homme a progressé ? Quels sont les artisans de ce progrès ?

mots clefs

Aggiornamento

Mise à jour. Nom donné à l'effort d'adaptation de l'Église catholique au monde moderne entrepris sous les pontificats de Jean XXIII et de Paul VI, en particulier avec le concile Vatican II (1962-1965).

Concile œcuménique

Assemblée réunissant les principaux responsables de l'Église (cardinaux, évêques, supérieurs des ordres religieux, théologiens, etc.) pour prendre des décisions qui concernent l'Église universelle.

Droits de l'homme

Droits des individus par rapport aux États ; en particulier : justice, liberté, protection de la vie privée, droits civils et politiques, droits à la sécurité économique et sociale...

Fondamentalisme

Attitude qui impose que soient crues à la lettre les affirmations des textes sacrés.

Humanisme

Conception qui place l'homme au centre de l'univers et qui juge toute action par référence à sa dignité et à sa sauvegarde.

Intégrisme

Attitude qui consiste à considérer comme devant être intégralement observés les dogmes et les prescriptions d'une religion, d'une Église, sans aucune adaptation ni concession.

Islam

Le mot signifie soumission à Dieu. Religion prêchée par le prophète Mahomet et fondée sur le Coran, livre sacré des musulmans.

Mouvement charismatique

Gouvernement religieux de caractère mystique pour qui la foi passe par un contact direct avec l'Esprit-Saint.

Œcuménisme

Tentative de rapprochement des différentes Églises chrétiennes.

Secte

Groupuscule religieux qui ne se rattache à aucune des grandes religions mais s'efforce, par des procédés parfois contestables, d'exploiter le désarroi et l'aspiration au salut de croyants pour les enrégimenter et les réduire à une situation d'esclavage moral.

dates

1945 : création de l'O.N.U.

1948 : déclaration universelle des droits de l'homme.

1961 : fondation d'Amnesty International.

1962-1965 : concile de Vatican II.

1971 : fondation de Médecins sans frontières.

1979 : révolution islamique en Iran.

1989-1991 : effondrement du bloc communiste européen.

déc. 92 : opération "Rendre l'espoir" en Somalie.

sept. 93 : résolution 864 condamnant l'UNITA pour la reprise de la guerre en Angola.

oct. 1993 : résolution 873 rétablissant l'embargo contre Haïti.

31 juillet 1994 : résolution 940 autorisant une intervention militaire en Haïti pour y rétablir la démocratie.

5-13 sept. : conférence des Nations unies au Caire sur la population et le développement.

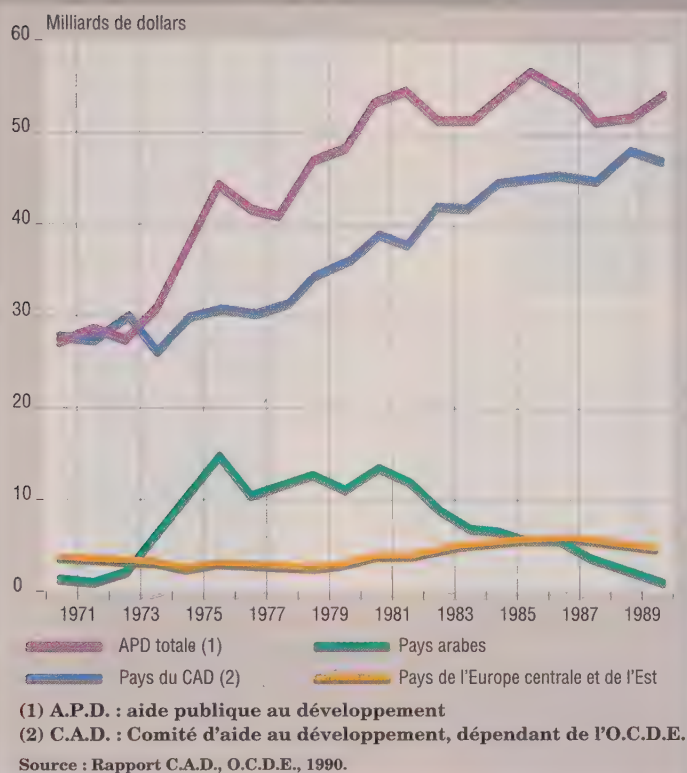
fév. 1995 : départ des "casques bleus" de Somalie sans qu'ils soient parvenus à mettre fin à la guerre civile.

L'aide au tiers-monde

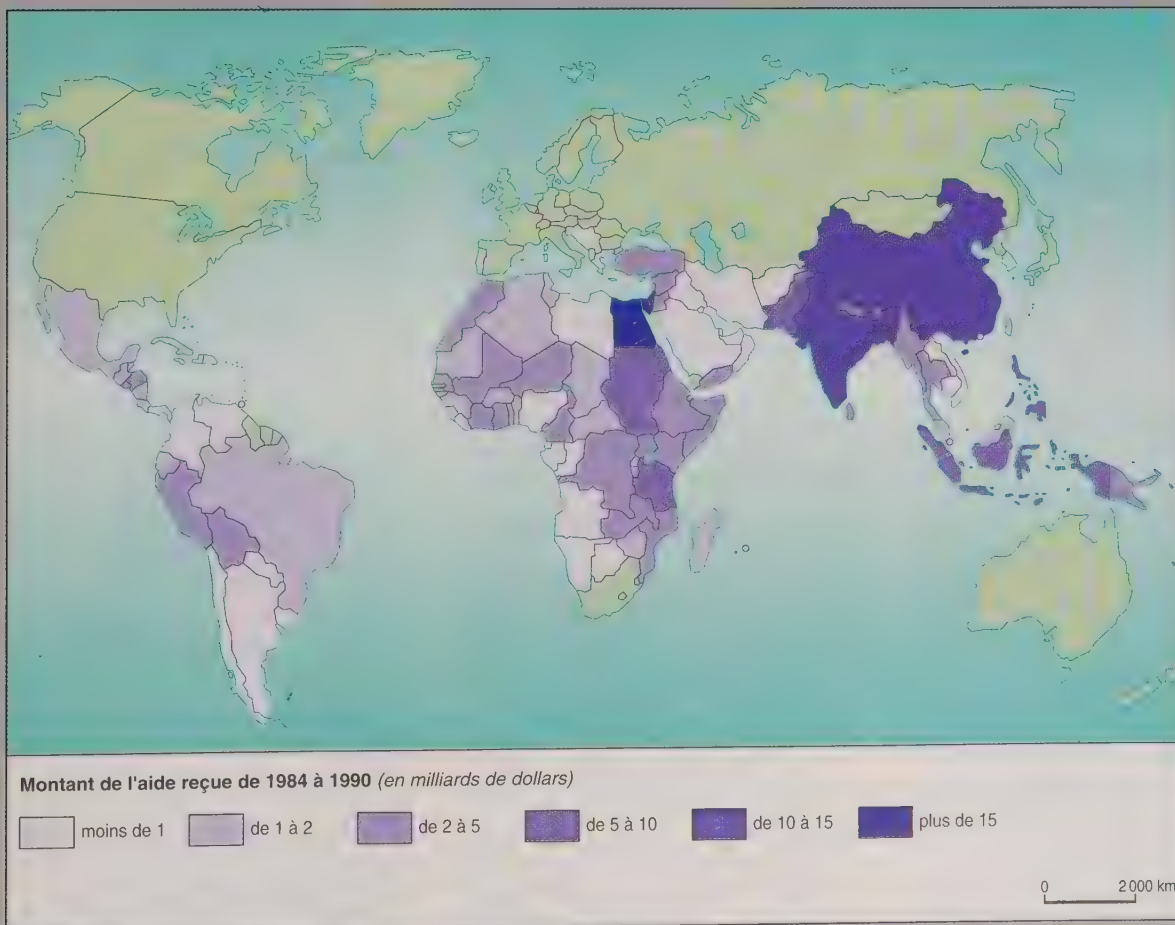
préabac

Commentez les documents de cette page, en vous aidant des questions suivantes :

1. Quelle interprétation peut-on donner des courbes du document 15 ? Laquelle traduit le changement le plus sensible ? Pourquoi ?
2. Peut-on placer tous les pays assistés sur le même plan ?
3. Comment peut-on expliquer la présence d'Israël dans ce groupe ?



15 L'aide publique au développement : les principaux groupes de donateurs (aux prix et taux de change de 1988)



16 Géographie de l'aide au développement



BREJNEV Leonid (1906-1982)

Né en Ukraine dans une famille ouvrière, il reçoit une formation de technicien agricole et commence sa carrière comme responsable de la collectivisation dans l'Oural. Entré au parti communiste en 1931, il suit des études qui font de lui un ingénieur dans la métallurgie. Il gravit un à un les échelons du parti communiste et accède au Comité central en 1952. Après un bref arrêt à la mort de Staline, sa carrière reprend dans le sillage de Khrouchtchev et en 1957 il accède au Présidium du comité central du parti communiste. En octobre 1964, la destitution de Khrouchtchev fait de lui l'un des trois membres de la direction collégiale qui le remplace. Devenu en 1966 secrétaire général du PCUS, il prend le pas sur ses collègues et va diriger jusqu'à sa mort le parti et l'U.R.S.S., assurant la domination de la « nomenklatura » sur le pays et le triomphe de la bureaucratie, désormais assurée de la sécurité. Si sa politique étrangère est active, son pouvoir a été marqué par l'immobilisme et la sclérose qui conduisent au déclin le système soviétique.



DENG XIAO PING (1904)

C'est en France où il fait ses études qu'il rencontre Zhou Enlai. Devenu communiste en 1924, il fait un séjour à Moscou, puis regagne la Chine et devient commissaire politique dans l'armée communiste. Il soutient Mao Zedong, participe à la Longue Marche et exerce au sein du mouvement communiste des fonctions administratives et militaires. Après la création de la République Populaire de Chine en 1949, il accomplit des missions diplomatiques et paraît promis aux plus hautes fonctions grâce au soutien de Zhou Enlai. Mais en 1966, il est une des victimes de la Révolution culturelle et disparaît de la scène politique. Sa carrière reprend en 1973. Devenu vice-président du parti et du gouvernement il fait figure de successeur

de Mao vieillissant et de Zhou Enlai malade. Mais après la mort de ce dernier, Deng est à nouveau écarté lors des luttes pour le pouvoir qui se produisent en 1976. Mais dès la fin de cette même année, il se hisse à nouveau au premier plan et devient en 1977 le maître de la Chine. Il y impose une ligne politique qui conjugue le maintien de la dictature politique du parti communiste et une modernisation économique qui restaure l'économie de marché et le capitalisme.



EISENHOWER (Dwight David) (1890-1969)

Sorti de l'école militaire de West Point, il combat sur le front français en 1917-1918, puis exerce divers commandements dans la zone du canal de Panama et les Philippines. Après l'entrée en guerre des Etats-Unis en décembre 1941, il est chargé de préparer les plans d'invasion de l'Europe. A ce titre, il commande en chef les troupes américaines qui débarquent en Afrique du nord en novembre 1942, en Sicile et en Italie en 1943, puis en Normandie en juin 1944. Commandant en chef des troupes alliées en Europe, il recueille la capitulation de l'Allemagne nazie en mai 1945. Chef d'état-major de l'armée américaine en 1945-1948, il devient en 1950 commandant en chef des troupes de l'OTAN. En 1952, il brigue la présidence des Etats-Unis sous les couleurs républicaines et il demeure à la tête de son pays jusqu'en 1960. Il s'y montre un président assez modéré, mais peu dynamique, poursuivant avec prudence la lutte contre le communisme tout en s'efforçant de promouvoir la détente (il reçoit Khrouchtchev aux Etats-Unis en 1959), mettant fin aux excès du maccarthysme, et luttant contre la ségrégation scolaire sans parvenir à y mettre fin.

ELTSINE (Boris Nikolaïevitch) né en 1931

Issu d'une famille paysanne de l'Oural, Boris Eltsine reçoit une formation d'ingénieur en bâtiment. Il n'adhère au parti communiste qu'en 1961 et, en 1976, après avoir gravi les échelons de la hiérarchie du parti devient premier secrétaire de la région de Sverdlosk dans l'Oural. Il adhère au Comité central en 1981 et, en 1985, à l'occasion de l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev devient secrétaire du parti pour la région de Moscou. Son zèle à mettre en œuvre la « perestroïka » le conduit à dénoncer publiquement les conservateurs du parti. Devenu la bête noire de ceux-ci, il est sacrifié par Gorbatchev à l'unité du parti en 1987. Il commence alors une campagne contre la



bureaucratie qui assure sa popularité et lui permet d'être triomphalement élu député de Moscou au Congrès des députés du peuple en 1989. Devenu en 1990 président du Parlement russe, il quitte le parti communiste. Se présentant comme le chef de la Russie nouvelle face à une U.R.S.S. condamnée, il se fait élire en juin 1991 président de la Russie au suffrage universel. Grand vainqueur du putsch déclenché par les conservateurs en août 1991, il se sert de son pouvoir pour précipiter la désintégration de l'U.R.S.S. et contraindre Gorbatchev à la démission.



GAULLE (Charles De) (1890-1970)

Né à Lille, il sort de Saint-Cyr en 1912, est blessé deux fois et fait prisonnier à Verdun. Après la guerre, il participe à une mission en Pologne, enseigne à Saint-Cyr et entre en 1925 au cabinet du maréchal Pétain, vice-président du Conseil Supérieur de la guerre. Ecrivain militaire, il préconise sans succès la création d'un corps blindé. Devenu en juin 1940 sous-secrétaire d'Etat à la guerre et nommé général de brigade à titre temporaire, il tente vainement d'empêcher l'armistice après la défaite française. Celui-ci signé, il gagne Londres et va s'appliquer durant le conflit à « remettre la France dans la guerre ». Non sans difficultés, il se fait reconnaître en 1944 comme président d'un gouvernement provisoire qui restaure la République et organise des élections. En désaccord avec les partis politiques sur la future Constitution, il démissionne en janvier 1946 pour créer l'année suivante un parti, le RPF qui réclame une révision des institutions, dont la clé de voûte serait un président de la République doté de pouvoirs considérables. Il devra attendre pour réaliser ses projets la crise liée à la guerre d'Algérie. Revenu au pouvoir en 1958, il fonde alors la V^e République qu'il préside de 1958 à 1969. En dépit de tensions sociales et de crises comme celle de mai-juin 1968 il gouverne une France en pleine croissance économique, lui assure une large

stabilité politique, achève la décolonisation, pratique une politique d'indépendance nationale très populaire. Désavoué lors d'un référendum en avril 1969, il quitte ses fonctions et meurt l'année suivante.



GISCARD D'ESTAING (Valéry) né en 1926

Après des études à Polytechnique et à l'ENA, il devient Inspecteur des Finances en 1954, entre dans des cabinets ministériels puis se fait élire député du Puy de Dôme en 1956. Secrétaire d'Etat aux Finances, puis Ministre des Finances du général de Gaulle (de 1962 à 1966), puis de Georges Pompidou (de 1969 à 1974), il se fait élire président de la République à la mort de ce dernier. Il est alors le chef de file d'un parti de la droite modérée, les Républicains-Indépendants. Il tente de donner à sa présidence un style moderne, fait adopter des lois qui tiennent compte de l'évolution de la société (majorité à 18 ans, légalisation de l'avortement, modification du statut de la femme), mais se trouve rapidement gêné dans son action par l'opposition d'un parti socialiste en expansion et les rivalités qui opposent gaullistes et modérés. En 1981, il est battu par François Mitterrand à l'élection présidentielle. Redevenu député en 1984, il continue à jouer un rôle important dans la vie politique française.



GORBATCHEV (Mikhaïl Sergueievitch) né en 1931

Né dans une famille paysanne, adhèrent des jeunes communistes à la faculté de droit de Moscou où il fait ses études, il accomplit une carrière classique de cadre du parti, spécialisé dans les questions agricoles. En 1971, il entre au Comité central, puis en 1979 au bureau politique du PCUS. Protégé par Andropov, secrétaire général en 1982-1984, il accède en 1985 à la tête du parti et de l'U.R.S.S.. Décidé à redonner dynamisme et puissance à un sys-

tème politique sclérosé, il tente de promouvoir des réformes qui instaurent la démocratie en U.R.S.S. afin d'appuyer le régime sur l'assentiment populaire. Mais il est vite débordé par le processus qu'il a mis en route et qu'il ne parvient pas à contrôler. Les démocraties populaires s'effondrent et les pays satellites retrouvent leur indépendance dès 1989-1990, les revendications nationales minent la cohésion de l'U.R.S.S. et l'aspiration démocratique ne se satisfait pas des réformes limitées qu'il propose. Après un putsch manqué organisé par les conservateurs pour arrêter les réformes, il voit l'U.R.S.S. se disloquer et son rival Boris Eltsine le contraint à démissionner en décembre 1991.



KENNEDY (John Fitzgerald) (1917-1963)

Né dans une famille catholique d'origine irlandaise et très fortunée, Kennedy entame une carrière politique après la guerre qu'il fait comme officier de marine et où il se conduit héroïquement. Représentant, puis sénateur du Massachusetts, son Etat d'origine, il se présente comme candidat démocrate à la Maison-Blanche et est élu en 1960, promettant aux Américains un programme de justice sociale, de lutte contre la ségrégation raciale et de conquête de l'espace, baptisé la « Nouvelle frontière ». Sédaisant, jeune, il est extrêmement populaire et se montre un homme d'Etat compétent, tentant d'instituer la détente avec l'U.R.S.S., mais capable de faire preuve de fermeté en s'opposant à l'U.R.S.S. lors de la crise qui suit la construction du mur de Berlin (1961) ou de celle des fusées de Cuba (1962). Son assassinat en 1963, dans des circonstances qui demeurent peu claires l'empêche cependant de donner sa mesure.

KHROUCHTCHEV (Nikita Sergueievitch) (1894-1971)

Fils de paysan, il travaille très jeune comme ouvrier métallurgiste et adhère au parti communiste en 1918. Fidèle de Staline, il connaît une ascension politique grâce à l'appui de celui-ci, devenant en 1934 membre du Comité central, puis l'année suivante premier secrétaire pour la région de Moscou. Au service de Staline, il pratique l'épuration en Ukraine, met au pas les territoires polonais annexés en 1939 et, durant la guerre, devient commissaire politique auprès des armées d'Ukraine. Proche de Staline, il est après la guerre un des prin-



cipaux dirigeants de l'U.R.S.S., spécialiste des questions agricoles. Après la mort de Staline, il élimine politiquement tous ses rivaux et devient en 1955 Premier secrétaire du parti. A ce titre, il conduit la déstalinisation, s'efforce de mettre en place une « coexistence pacifique » avec les Etats-Unis et de mettre en place des réformes pour redonner du dynamisme à un système sclérosé. Mais ses échecs économiques, internationaux et l'inquiétude des cadres du parti qui rejettent ses réformes provoquent sa chute en octobre 1964.



MAO ZEDONG (1893-1976)

Fils d'un propriétaire, il fait des études et participe tôt à l'agitation révolutionnaire en Chine. Fondateur en 1920 du parti communiste chinois, il devient un de ses dirigeants, mais ses efforts pour promouvoir une révolution paysanne échouent et lui valent d'être exclu de ce parti. Il crée alors dans les monts du Tsing-Kang une république soviétique chinoise en 1929.

Encerclé par les troupes nationalistes, il dirige une Longue Marche de ses partisans vers le nord et s'établit dans le Shen Si. Après avoir conclu avec Tchang Kai Chek une alliance contre les Japonais à partir de 1937 qui lui permet de se renforcer, il dirige à partir de 1946 une guerre civile qui lui permet de conquérir la Chine et d'y créer en 1949 une République populaire. Après une période d'observation, il lance la Chine dans une industrialisation à la soviétique et, constatant l'échec, va multiplier les expériences politiques, aggravant les difficultés économiques du pays et soumettant son peuple à une rigoureuse dictature qui fait des millions de morts. Il répond aux échecs par une fuite en avant dans l'idéologie, ajoutant les purges politiques aux aventures économiques désastreuses et faisant régner la menace de l'épuration sur les cadres du parti, ce jusqu'à sa mort en 1976.



MENDES FRANCE (Pierre) (1907-1982)

Jeune étudiant en droit, il adhère à 19 ans au parti radical et est élu en 1932 député de l'Eure. Opposé à l'armistice en 1940, il tente de gagner le Maroc pour continuer la guerre, mais y est arrêté, renvoyé en France et condamné pour désertion. Évadé, il gagne Londres, participe aux combats dans l'aviation de la France Libre, puis est nommé par le général de Gaulle ministre de l'Economie nationale. Il démissionne en 1945, le général refusant d'appliquer les rigoureuses méthodes de lutte contre l'inflation qu'il préconise. Critiquant la politique française de guerre en Indochine, il devient en 1954 président du Conseil après la défaite de Diên-Biên-Phủ. Il ne reste au pouvoir que 7 mois, met fin à la guerre d'Indochine et entame la décolonisation de la Tunisie et sait se rendre populaire par son style direct et ses initiatives politiques. Créateur d'une pratique et d'idées qui fondent une gauche moderne, il sera écarté du pouvoir jusqu'à la fin de la IV^e République. Adversaire du général De Gaulle, refusant l'élection du président de la République au suffrage universel, il ne joue plus qu'un rôle effacé sous la V^e République, mais devient l'inspirateur et la conscience de la gauche non-communiste.



MITTERRAND (François) né en 1916

Né en Saintonge dans une famille catholique et traditionaliste, il passe dans ce milieu son enfance et sa jeunesse. Fait prisonnier en 1940, il s'évade, travaille dans l'administration de Vichy, puis fonde un mouvement de résistance des prisonniers de guerre. Secrétaire général aux prisonniers de guerre à la Libération, il adhère à l'UDSR, petit parti du centre gauche, est élu député de la Nièvre et accomplit sous la IV^e République une brillante carrière ministérielle. Opposant au retour au pouvoir du général De Gaulle, il accepte cependant le principe de l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel, et, à deux reprises, en 1965 et 1974,

est candidat unique de la gauche à ce scrutin, battu lors de sa première tentative par le général De Gaulle, lors de la seconde par Valéry Giscard d'Estaing. Entre temps, il a pris en 1971 la tête d'un parti socialiste rénové et signé un programme commun de gouvernement avec les communistes et les radicaux de gauche. Elu en 1981 président de la République, réélu en 1988, il conduit les socialistes au pouvoir (ils gouvernent dix ans entre 1981 et 1993). Mais l'échec de la solution socialiste à la crise, tentée entre 1981 et 1983 conduit ce parti à une très grave crise d'identité et à un désastre électoral en 1993.



NEHRU (Jawaharlal) (1889-1964)

Né dans une caste de brahmanes, il fait ses études en Angleterre et devient avocat. En 1912, il adhère au parti du Congrès et devient son secrétaire général en 1929. Homme de progrès, il lutte pour l'indépendance et la modernisation de l'Inde. En 1946, après de multiples séjours en prison, les Anglais qui acceptent de donner l'indépendance à l'Inde le chargent, comme chef du gouvernement provisoire de préparer celle-ci. L'Inde indépendante en avril 1947, il en devient Premier ministre et le reste jusqu'à sa mort. Il la transforme en République, fait la guerre au Pakistan pour conquérir l'est du Cachemire et s'efforce de développer l'économie du pays. Enfin, avec le Yougoslave Tito et l'Egyptien Nehru, il crée le mouvement des non-alignés à la conférence de Bandoung.

POMPIDOU (Georges) (1911-1974)

Fils d'instituteur, il entre à l'Ecole normale supérieure, devient agrégé des Lettres et commence une carrière d'enseignant. Membre du cabinet du général De Gaulle en 1945, il demeure son collaborateur après son départ du pouvoir en 1946, tout en entamant une carrière dans la banque. Avec le retour au pouvoir du général en 1958, il devient directeur de son cabinet, est chargé de diverses missions, avant d'être appelé en 1962, au poste de Premier ministre. Il conserve celui-ci jusqu'en 1968, servant fidèlement le Président et révélant lors de la grave crise de 1968 ses qualités d'homme d'Etat. Ayant quitté l'Hôtel Matignon au lendemain des élections de 1968 (dont il est le grand vainqueur), il se porte candidat à l'Elysée après la démission du général De Gaulle. Aisément élu, il tente dans un premier temps, avec Jacques Chaban-Delmas comme Premier



ministre, de répondre par la réforme aux problèmes posés par la crise de 1968, puis, après avoir appelé Pierre Messmer à l'Hôtel Matignon de faire triompher une politique plus ferme. Il meurt en avril 1974, avant d'avoir achevé son septennat, au moment où la crise atteint la France.



REAGAN (Ronald) né en 1911

Né dans une famille de la classe moyenne américaine durement atteinte par la crise de 1929, il est successivement maître nageur, journaliste sportif, acteur à Hollywood où il fait une carrière modeste. Président du syndicat des acteurs américains, il participe à la « chasse aux sorcières » de l'époque du maccarthysme et devient ultra-conservateur, entrant alors en politique comme représentant de la droite dure au sein du parti républicain. Elu sur ce programme gouverneur de Californie en 1967, il mène en fait une politique très modérée, mais gagne une réelle popularité. C'est sur cette base qu'il est élu en 1980 président des Etats-Unis, exerçant successivement deux mandats jusqu'en 1988 et devenant l'un des présidents les plus populaires. Ses principaux succès se marquent en politique militaire et extérieure où sa décision de lancer la « guerre des étoiles » contraint Gorbatchev à rechercher la détente (ce qui fera dire à Reagan qu'il a « gagné la guerre froide »). En revanche, sa volonté de lutter contre la crise économique par une politique ultra-libérale s'avère un échec en dépit de la débauche de propagande qui l'entoure.

ROOSEVELT (Franklin Delano) (1882-1945)

Né dans une famille riche de la côte est des Etats-Unis, cousin de l'ancien président Theodore Roosevelt, il devient avocat et est élu sénateur démocrate de New York. De 1913 à 1920, sous la présidence de Wilson, il est se-



crétaire d'Etat à la Marine et révèle des qualités d'homme d'Etat. En 1920, candidat démocrate à la vice-présidence, il est battu, puis, en 1921, est atteint d'une attaque de polio-myélie qui l'écarte de toute activité politique pendant plusieurs années. Ayant réussi à surmonter partiellement la paralysie des membres inférieurs, il se fait élire en 1928 gouverneur de l'Etat de New-York, et, en 1932, en pleine crise, il est triomphalement élu président des Etats-Unis. Réélu en 1936, 1940, 1944 il est le seul président américain à avoir été désigné pour quatre mandats. Jusqu'en 1939, il consacre l'essentiel de son activité à lutter contre la crise américaine à travers la politique du « New Deal » qui recouvre en fait des pratiques multiples et parfois contradictoires. Mais dès 1936-1937 la montée du nazisme l'inquiète, alors que l'opinion américaine est attachée à la neutralité. Il se prononce toutefois contre le nazisme et, dès 1941, aide la Grande-Bretagne en guerre contre l'Allemagne nazie. C'est l'attaque japonaise contre Pearl Harbor qui jette les Etats-Unis dans la guerre. Roosevelt devient alors jusqu'à sa mort, en avril 1945, le chef de la coalition alliée.



STALINE (Joseph Vissarionovitch Djougachvili) **(1879-1953)**

Fils d'un artisan cordonnier de Géorgie, il entre au séminaire. Devenu marxiste, il quitte le séminaire pour se consacrer à une activité de militant révolutionnaire au sein du parti bolchevik. Spécialiste de la question des nationalités, il se trouve en exil en Sibérie au moment de la révolution de février 1917. Après la prise du pouvoir par les bolcheviks, il devient Commissaire aux nationalités et exerce diverses fonctions avant de devenir en 1922 secrétaire général du parti communiste. Maître de la hiérarchie des secrétaires du parti, il se sert de ses fonctions pour éliminer ses rivaux dans la lutte pour la succession de Lénine. A partir de 1929, seul

maître du pouvoir, il lance l'U.R.S.S. dans la voie de la planification, de la collectivisation et de l'industrialisation, installant sur le plan politique un régime totalitaire qui devait encore s'aggraver après la seconde guerre mondiale. Sur le plan international, il lance en 1935 la tactique des « Fronts populaires » contre la guerre et le fascisme, avant de signer avec Hitler un pacte de non-agression en août 1939 qui lui permet d'annexer les Républiques baltes, l'est de la Pologne et d'attaquer la Finlande. Surpris par l'attaque allemande de 1941, il redresse difficilement la situation militaire. Victorieux de Hitler, il peut installer au lendemain du conflit des régimes communistes dans tous les pays de l'Europe orientale, transformés en Etats satellites.



TITO (Josip Broz, dit) **(1892-1980)**

Né en Croatie, ouvrier semurier, puis mécanicien, il est incorporé dans l'armée austro-hongroise en 1913 et fait prisonnier par les Russes en 1915. C'est pendant la révolution d'octobre qu'il adhère au bolchevisme. Rentré en Yougoslavie en 1920, il devient membre du parti communiste et fait de nombreux séjours en prison. En 1936, il devient le chef de ce parti. En 1940 il organise une armée de partisans qui lutte contre les occupants allemands, libère une grande partie du territoire yougoslave en 1944-1945 et le porte à la tête de l'Etat communiste créé à la Libération. D'abord fidèle partisan de Staline qu'il soutient en toute occasion, Tito rompt avec lui en 1948 lorsqu'il se rend compte que les Soviétiques ne voient dans la Yougoslavie qu'un Etat vassal. Refusant cependant de rejoindre le camp américain, il s'efforce d'édifier un socialisme national et autogestionnaire, tout en prônant, avec Nehru et Nasser le non-alignement sur le plan international.

TRUMAN (Harry) **(1884-1972)**

Fils de paysan, Truman qui n'a pas fait d'études supérieures, exerce différents métiers avant d'entrer en 1922 dans l'appareil du parti démocrate. Elu juge, puis sénateur du Missouri, il est élu en 1944 à la vice-présidence aux côtés de Roosevelt. La mort de celui-ci en avril 1945 fait de Truman le président des Etats-Unis. Contre toute attente, il va révéler dans des circonstances difficiles de grandes qualités d'homme d'Etat. C'est lui qui représente les Etats-Unis à la conférence de Potsdam, décidé d'utiliser contre le Japon la bombe ato-



mique, doit faire face au déclenchement de la guerre froide.

Il définit la doctrine américaine de la guerre froide par une aide économique aux pays menacés par la misère, dont le Plan Marshall est l'un des aspects, la fermeté contre l'agression en Corée, mais le sang-froid pour éviter le risque d'un nouveau conflit mondial. En revanche, et malgré sa réélection inattendue en 1948, ce démocrate ne parvient pas à imposer à un Congrès républicain la politique sociale qu'il souhaite mettre en œuvre.



Zhou Enlai **(1898-1976)**

Né dans une famille de petite noblesse, il devient révolutionnaire dès 1919, doit s'exiler en Europe et rejoint les rangs du parti communiste chinois. D'abord opposant à Mao Zedong (il privilégie l'action du prolétariat sur celle de la paysannerie), il se rallie à celui-ci en 1935 durant la Longue Marche et lui demeure fidèle jusqu'à sa mort. Principal responsable de la politique étrangère de la province communiste du Yenan, il négocie avec Tchang Kai Chek et les Occidentaux. Après l'instauration de la République populaire de Chine en octobre 1949, Zhou Enlai devient Premier ministre et ministre des Affaires Etrangères et il conduit la diplomatie chinoise. Tout en soutenant Mao en toute occasion, il préconise une ligne politique souple et une politique économique marquée par la volonté d'accroître la production plutôt que d'imposer des théories. C'est lui qui reconstruit le parti communiste après la révolution culturelle. En 1972, il parvient à faire connaître la Chine communiste par le gouvernement américain et tente d'imposer Deng Xiaoping comme son successeur.

index

mots clefs

Accords d'Helsinki : **152**
Acte unique européen : **308**
A.D.N. : **124**
A.E.L.E. : **80**
Aggiornamento : **408**
Agriculture de subsistance : **383**
American way of life : **66**
Analphabétisme : **383**
Anticolonialisme : **94**
A.N.Z.U.S. : **320**
Armements stratégiques : **152**
A.S.E.A.N. (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) : **320**
Assimilation : **296**
Autodétermination : **236**
Autofinancement : **142**
Axe : **22**

Baby-boom : **282**
Bidonville : **383**
Bombe à neutrons : **395**
Bretton Woods (accords de) : **66**
Bureautique : **395**

Camps d'extermination : **22**
C.E.C.A. : **80**
C.E.D. (Communauté européenne de défense) : **218**
Choc pétrolier : **166**
Chômage : **166, 282**
Chromosome : **124**
Cités-dortoirs : **344**
Classe moyenne : **282**
Clientélisme : **383**
Code de la nationalité : **296**
Coexistence pacifique : **110**
Cohabitation : **270**
Collectivisation : **36**
Comecon : **52**
Commonwealth : **22**
Communauté : **252**
Communauté des États indépendants (C.E.I.) : **358**
Commune populaire : **52**
Concile oecuménique : **408**
Consensus : **270**
Constitution : **332**
Containment : **66, 110**
Contraception : **282**
Contrat social : **332**
Crise économique : **166**
Croissance : **142, 252**
Culte de la personnalité : **36**

Culture de masse : **344**
Culture traditionnelle : **344**

D.A.T.A.R. : **252**
Décentralisation : **270**
Décolonisation : **94**
Démocratie libérale : **332**
Démocratie populaire : **52**
Démocratie sociale : **332**
Dénazification : **52**
Départements d'outre-mer : **296**
Désarmement : **200**
Déstalinisation : **36**
Détente : **152**
Dingisme : **218**
Discrimination raciale : **66**
Dissuasion : **296**
Doctrines Jdanov : **110**
Doctrines Truman : **110**
Domaine réservé : **236**
Dominion : **22**
Droit à la différence : **296**
Droits de l'homme : **408**
Droits de l'Homme (politique des) : **200**
Droits naturels : **332**

Économie administrée : **358**
E.C.U. : **308**
Égalité civique : **94**
Électronique : **395**
Embryologie : **395**
Endettement (du tiers-monde) : **372**
Énergies renouvelables : **395**
Engagement : **282**
Espace économique européen : **308**
Euratom : **80**
Europe supranationale : **252**
Existentialisme : **282**
Exode rural : **142**
Explosion urbaine : **383**

Fécondation *in vitro* : **395**
Féminisme : **282**
Fission : **124**
Fondamentalisme : **200, 408**
Fonds monétaire international : **66**
Francophonie : **296**

G.A.T.T. (*General Agreement on Tariffs and Trade*) : **66**
Gauchisme : **252**
Gène : **124**

Génie génétique : **395**
Glasnost : **184**
Goulag : **36**
Grande Alliance : **22**
Grands ensembles : **344**
Guerre froide : **110**

Holocauste : **22**
Humanisme : **408**

I.D.S. (Initiative de défense stratégique) : **200**
Impérialisme : **94**
Indépendance : **94**
Indépendance nationale : **252**
Inflation : **166, 252**
Informatique : **395**
Innovation : **124**
Instabilité ministérielle : **218**
Intégration économique : **80**
Intégration militaire : **80**
Intégration raciale : **66**
Intégrisme : **200, 408**
Interpellation : **218**
Interventionnisme : **308**
Investissement : **142**
Islam : **408**

Kominform : **52**

Latifundia : **383**
Libéralisme : **332**
Libéralisme économique : **66, 332**
Libéralisme social : **332**
Ligue arabe : **94**

Mass médias : **344**
Mendésisme : **236**
Microprocesseur : **395**
Minifundia : **383**
Minorités nationales : **358**
Monde multipolaire : **308**
Motion de censure : **218**
Mouvement charismatique : **408**
Multinationale : **142**

Nationalisations : **218**
Nationalisme indigène : **94**
Néocolonialisme : **372**
Néo-gaullisme : **270**
Neutralisme : **372**
Nomenklatura : **184**

Non-alignement : **372**
Normalisation : **184**
Nouveaux pauvres : **344**
Nouveaux pays industriels (N.P.I.) : **372**

O.C.D.E. : **80**
Œcuménisme : **408**
Ostpolitik : **152**
O.T.A.N. : **80**

Pacte atlantique : **66**
Pacte de Varsovie : **52**
Participation : **252**
Pays en voie de développement (P.V.D.) : **372**
Pays les moins avancés (P.M.A.) : **372**
Perestroïka : **184**
Pétrodollars : **166**
P.I.B. : **142**
Placements spéculatifs : **166**
Planification : **36, 218**
Plan Marshall : **80**
P.N.B. : **142**
Politique contractuelle : **270**
Pollution : **344**
Poujadisme : **236**
Précarité de l'emploi : **344**
Présidium : **184**
Privatisation : **358**
Productique : **395**
Programme commun de gouvernement : **270**
Propriété collective : **383**
Purification ethnique : **358**

Question de confiance : **218**

Réalisme socialiste : **36**
Récession : **142, 166**
Réforme agraire : **383**
Régime parlementaire : **236, 332**
Régime présidentiel : **332**
Représailles massives : **110**
Revenu minimum d'insertion (R.M.I.) : **270**
Révision d'une dette : **166**
Révolution culturelle : **184**
Révolution verte : **383**
Riposte graduée : **200**

S.A.L.T. (Strategic Arms Limitation Talks) : **152**
Satellite : **395**
Sécession : **94**
Secte : **408**
Séparation des pouvoirs : **236**
Sionisme : **22**
S.M.I.C. : **270**
"Socialisme à visage humain" : **184**
Socialisme (ou communisme) national : **52**
Société pluriculturelle : **296**
Sociétés communautaires : **383**
Sogo-shosha : **320**
Sonde interplanétaire : **395**
Sous-développement : **372**
Sous-traitance : **320**
Stabilisation économique : **252**
Stagflation : **166, 270**

Station orbitale : **395**
Supranationalité : **80**
Système économique dualiste : **320**
Système monétaire européen : **308**

Technique : **124**
Technologie : **124**
Technopole : **124**
Territoires d'outre-mer : **296**
Tiers-monde : **372**
Totalitarisme : **36**
Travailleurs immigrés : **142**
"Trente Glorieuses" : **142**

U.E.O. : **80**
Unité idéologique : **56**
Urbanisation : **344**

Xénophobie : **296**

Les cartes

La guerre et ses conséquences

- 1939 : la carte de l'Europe avant la guerre : **15**
- 1945 : la carte de l'Europe après la guerre : **17**
- 1937-1945 : constitution et chute de l'empire japonais : **17**
- Le territoire allemand en 1945 : **24**

L'Europe

- Les pays membres de l'O.E.C.E. en 1948 : **73**

Le monde communiste et ex-communiste

- L'expansion du communisme en Europe : **43**
- L'expansion du communisme en Asie : **49**
- La fin des démocraties populaires et de l'U.R.S.S. (1990-1991) : **179**
- Les Républiques ex-soviétiques : **353**
- Les déplacements de population dans l'ex-Yougoslavie en 1992 : **353**

Les relations internationales

La décolonisation

- Les grandes étapes de la décolonisation (1945-1975) : **85**
- La décolonisation en Afrique et en Asie : **97**

La guerre froide

- Les principaux théâtres de la guerre froide (1947-1962) : **101**
- L'Allemagne, un enjeu entre les deux blocs : **103**
- La guerre de Corée (1950-1953) : **103**

Les conflits du Proche-Orient

- Le plan de partage de la Palestine prévu par l'O.N.U. en 1947 : **154**
- Israël après le premier conflit israélo-arabe : **154**
- Juin 1967 : la "guerre des Six Jours" : **155**
- Octobre 1973 : la guerre du Kippour : **191**

Aujourd'hui

- Les missions de l'O.N.U. depuis 1945 : **202**
- Les principales zones de tensions dans le monde en 1995 : **195**
- La zone Pacifique : **313**
- L'aire Atlantique : **301**

Le tiers-monde

- Les grandes aires géo-culturelles : **367**
- L'aire arabo-islamique : **371**
- La dispersion du peuplement kurde : **381**
- L'Afrique en 1995 : **373**
- L'aide au développement : **409**

Démographie, économie et échanges

- La répartition de la population mondiale en 1995 : **163**
- La dynamique de la population au début des années 90 : **363**
- L'espérance de vie à la naissance au début des années 90 : **363**
- La répartition de la richesse mondiale en 1995 : **163**
- La consommation d'énergie par habitant au début des années 90 : **363**
- L'inégale répartition de la recherche scientifique dans le monde : **119**

Les religions

- Les grandes religions dans le monde : **399**
- L'Islam dans le monde aujourd'hui : **405**

La France depuis 1945

- Droite et gauche aux élections de 1993 : **271**
- Le second tour des élections présidentielles de 1974 (p. 261), 1981 (p. 263) et 1988 (p. 267)
- Les étrangers en France : **275**
- Le taux de chômage en 1995 : **346**
- Colonies et protectorats français en 1945 : **289**
- La France d'outre-mer aujourd'hui : **289**
- La langue française dans le monde : **293**

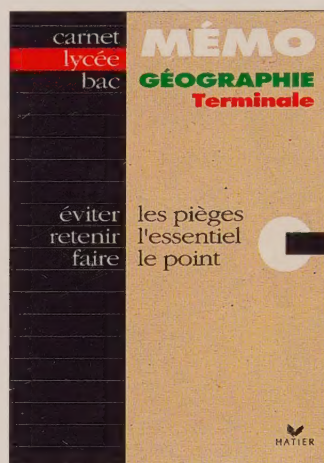
Table d'illustrations

10/11	ph	©	RMN G.Blot	171	ph	©	Edimedia	318/319	ph	©	Fisher/Bildenberg/Studio X
		©	Adagp, Paris, 1995			©	Adagp, Paris, 1995	323	ph	©	Escavi/Gamma
		©	Spadem, Paris, 1995	173	ph	©	A. Gesgon/Cirip © DR	325	ph	©	Édimédia
12	ph	©	Hulton Deutsch/Sipa Press	175	ph	©	Taieb/Gamma	327	ph	©	Lauros-Giraudon
13	ph	©	Gamma	175	ph	©	M. Bulka/Gamma	334	ph	©	ApesteGuy-Mérillon/Gamma
19	ph	©	DITE/IPS	177	ph	©	Blanche/Gamma	335	ph	©	A. Tannenbaum/Sygma
21	ph	©	Sygma	177	ph	©	Sygma	337	ph	©	Y. Forestier/Sygma
25-24	ph	©	Keystone	179	ph	©	A. Nogues/Sygma	339	ph	©	R. Deyrail/Gamma
25-26	ph	©	Gamma	181	ph	©	M. Philpott/Sygma	341	ph	©	A. Duclos/Gamma
27	ph	©	M. Holzapfel	181	ph	©	Sipa Press	342/343-13	ph	©	M. Lounès/Gamma
29	ph	©	A. Gesgon/Cirip © DR	187	ph	©	Novosti/Sygma	343-12			Coll. Christophe L. © D.R.
31	ph	©	E.R.L./Sipa Icono	189	ph	©	M. Naythons/liaison/Gamma	347	ph	©	C. Erkul/Gamma
33	ph	©	Édimédia	193-7	ph	©	T. Comiti/Gamma	349	ph	©	M. Abraitte/Sygma
		©	Spadem, Paris 1995	193-8	ph	©	Gamma	355	ph	©	P. Le Secretain/Sygma
35-16	ph	©	Édimédia	197-14	ph	©	G. Merillon/Gamma	359-13	ph	©	Blanche/Gamma
		©	Adagp, Paris 1995	197-16	ph	©	Bassignac-Benainous/Gamma	359-14	ph	©	A. Ribeiro/Gamma
35-17	ph	©	Novosti/Sipa Press	199-17	ph	©	A. Mingam/Gamma	365-6	ph	©	Mc Curry/Magnum
38	ph	©	Édimédia	199-18	ph	©	G. Sommer/Gamma	365-7	ph	©	J. Nachtwey/Magnum
		©	Adagp, Paris, 1995	202	ph	©	A. Morvan/Gamma	368	ph	©	J. Burlet/Gamma
41	ph	©	Dagli Orti © DR	204/205	ph	©	DR	369	ph	©	Abbas/Magnum
45	ph	©	Arch. Snark/Édimédia			©	Spadem, Paris 1995	370/371	ph	©	Abbas/Magnum
47-11	ph	©	Keystone	207	ph	©	H. Josse	374/375	ph	©	P. Robert/Sygma
47-12	ph	©	DITE/IPS	209-4	ph	©	R.A./Gamma	377	ph	©	ANA
51	ph	©	A. Gesgon/Cirip © DR	209-6	ph	©	A. Gesgon/Cirip © DR	379	ph	©	Abbas/Magnum
55-27	ph	©	L'illustration/Keystone	213	ph	©	A. Gesgon/Cirip © DR	381	ph	©	P. Le Secretain/Gamma
55-28	ph	©	L'illustration/Keystone	217	ph	©	Keystone	382	ph	©	Buu-Hires/Gamma
57	ph	©	Sipa/E.R.L.	220-25	ph	©	Keystone	384-16	ph	©	A. Barrat/Gamma
59-5	ph	©	A. Gesgon/Cirip © DR	220/221-27	ph	©	Keystone	385-17	ph	©	Dagli Orti/DR
59-7	ph	©	Dite/Usis	225	ph	©	M. Garanger	385-18	ph	©	R. Singh/Ana
61	ph	©	Dite/USIS	227	ph	©	Paris-Match/Scoop	387	ph	©	J. King-Homes/
65			Coll. Christophe L. © D.R.	229	ph	©	Keystone				W Industries/Science Photo Library/Cosmos
69	ph	©	Dite/Usis	233	ph	©	Keystone	389	ph	©	Dite/Usis
71	ph	©	A. Gesgon/Cirip © DR	238		©	J/Effel/Express	391	ph	©	P.George
73			Coll. Christophe L. © D.R.	241	ph	©	H. Josse	391	ph	©	Nasa/SPL/Cosmos
75	ph	©	R.A./Gamma			©	Adagp, Paris 1995	393	ph	©	J. Andanson/Sygma
77	ph	©	A. Gesgon/Cirip © DR	243	ph	©	J.-P Rey/Gamma	401	ph	©	G. Giansanti/Sygma
79	ph	©	A. Gesgon/Cirip © DR	245	ph	©	Ecpa/SIRPA	401	ph	©	Felici/Gamma
82		©	Franklin/Daily Mirror	247-12	ph	©	Keystone	403	ph	©	G. Giansanti/Sygma
83		©	Cummings/Daily Express	247-13	ph	©	P. Renault/Gamma	405	ph	©	Bartholomew/Gamma
87	ph	©	SIRPA/ECPA	248		©	Sempé	407	ph	©	Édimédia/DR
88	ph	©	SIRPA/ECPA	249-16	ph	©	Dalmas/Sipa Press	410-1	ph	©	Gamma
89-6	ph	©	Illustration/Keystone	249-19	ph	©	Coll. Particulière/Giraudon	410-2	ph	©	Gamma
91	ph	©	Keystone	251-20	ph	©	M. Franck/Magnum	410-3	ph	©	Gamma
93	ph	©	Roger-Viollet	251-21	ph	©	B. Barbey/Magnum	410-4	ph	©	Sygma
99	ph	©	A. Gesgon/Cirip © DR	254	ph	©	B. Barbey/Magnum	410-5	ph	©	Gamma
103	ph	©	Dite/USIS	255-28	ph	©	B. Barbey/Magnum	411-6	ph	©	Gamma
105-12	ph	©	Keystone	255-30	ph	©	Dalmas/Sipa Press	411-7	ph	©	Gamma
105-13	ph	©	Dite/USIS	257	ph	©	Bassignac-Turpin-Van Der	411-8	ph	©	Gamma
107	ph	©	Édimédia			©	Stock/Gamma	411-9	ph	©	Gamma
		©	by Spadem, Paris, 1995	259	ph	©	Sygma	411-10	ph	©	A. Gesgon/Cirip © DR
109	ph	©	Keystone	261	ph	©	C. Viouard/Gamma	412-11	ph	©	Gamma
112/113	ph	©	Dite/USIS	265-19	ph	©	W. Karel/Sygma	412-12	ph	©	Gamma
114/115	ph	©	DR © Adagp, Paris, 1995	265-22	ph	©	F. ApesteGuy/Gamma	412-13	ph	©	Keystone
117	ph	©	DITE/USIS	265-25	ph	©	M. Philpott/Sygma	412-14	ph	©	Gamma
121	ph	©	Keystone	267-27	ph	©	A. Buu/Gamma	412-15	ph	©	Dite IPS
123	ph	©	DITE/USIS	273	ph	©	L.Choquer/Métis	413-16	ph	©	DITE/IPS
127	ph	©	Charbonnier/Top	277	ph	©	J-M., Turpin/Gamma	413-17	ph	©	Gamma
129	ph	©	M. Garanger	279	ph	©	G. Peress/Magnum	413-18	ph	©	Gamma
131-11	ph	©	Dalmas/Sipa Press	281	ph	©	B. Annebique/Sygma	413-19	ph	©	DITE/IPS
131-8	ph	©	Sygma	285	ph	©	X. Rossi/Gamma	413-20	ph	©	Gamma
133	ph	©	Keystone	287	ph	©	C. Viouard/Gamma	COUV-h	ph	©	Keystone
135	ph	©	M. Garanger	289	ph	©	Keystone	COUV-m	ph	©	Peterson/Gamma
139	ph	©	M. Garanger	289	ph	©	Sygma	COUV-b	ph	©	Gaillarde/Gamma
139-29	ph	©	M. Garanger	291	ph	©	Duclos-Mérillon-				
141	ph	©	D. Gifford/Science			©	Turpin/Gamma				
			Photo Library/Cosmos	293	ph	©	Gamma				
145	ph	©	Sipa Press	295	ph	©	M. Lounès/Gamma				
147	ph	©	Dite/Usis	298/299	ph	©	DR				
149	ph	©	M. Bulka/Gamma			©	Adagp, Paris 1995				
151-12	ph	©	M. Bar-Am/Magnum	303	ph	©	V. Shone/Gamma				
151-12	ph	©	J. Griffiths/Magnum	305-8	ph	©	C. Hatch/Sipa Press				
155	ph	©	G.Caron/Contact	310	ph	©	A. Nogues/Sygma				
157		©	N. Vial/ Le Monde	315	ph	©	L. Psihoyos				
159	ph	©	Bissuti/Sygma				Matrix/Odyssey/Cosmos				
161	ph	©	N. Bonnet/Gamma	315	ph	©	K. Kurita/Gamma				

Malgré nos efforts, il nous a été impossible de joindre les artistes ou les ayants droit de quelques oeuvres, pour solliciter l'autorisation de reproduction, mais nous avons naturellement réservé en notre comptabilité les droits usuel

Iconographie : Véronique Cardineau - Hatier Illustration

Carnet **MÉMO**



- ▶ Retenir l'essentiel
- ▶ Déjouer les difficultés

Carnet **EXOS**



- ▶ S'exercer
- ▶ Acquérir des méthodes



DANGER
le photocopillage
tue le livre

Le photocopillage, c'est l'usage abusif et collectif de la photocopie sans l'autorisation des auteurs et des éditeurs. Largement répandu dans les établissements d'enseignement, le photocopillage menace l'avenir du livre, car il met en danger son équilibre économique. Il prive les auteurs d'une juste rémunération. En dehors de l'usage privé du copiste, toute reproduction totale ou partielle de cet ouvrage est interdite.